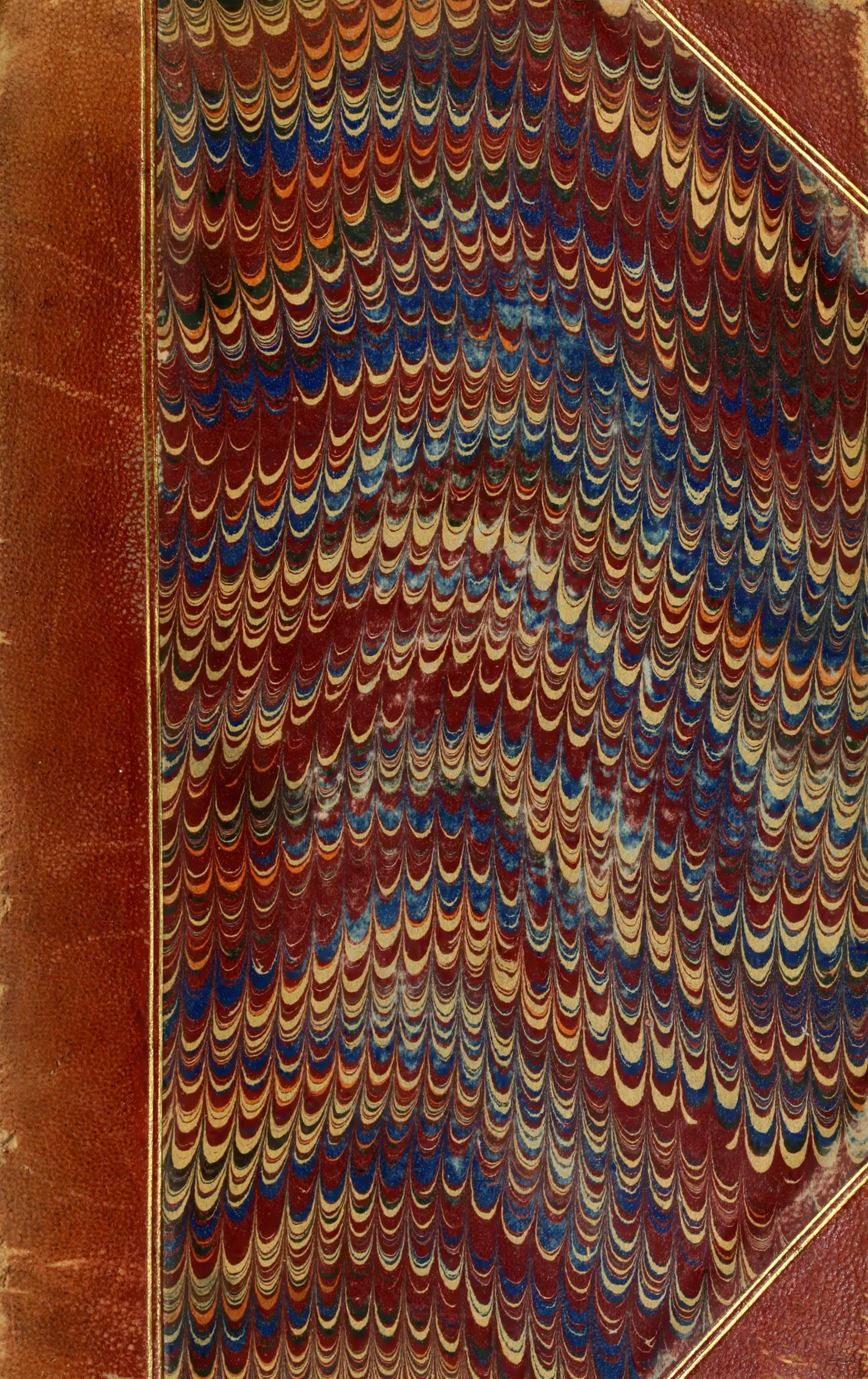
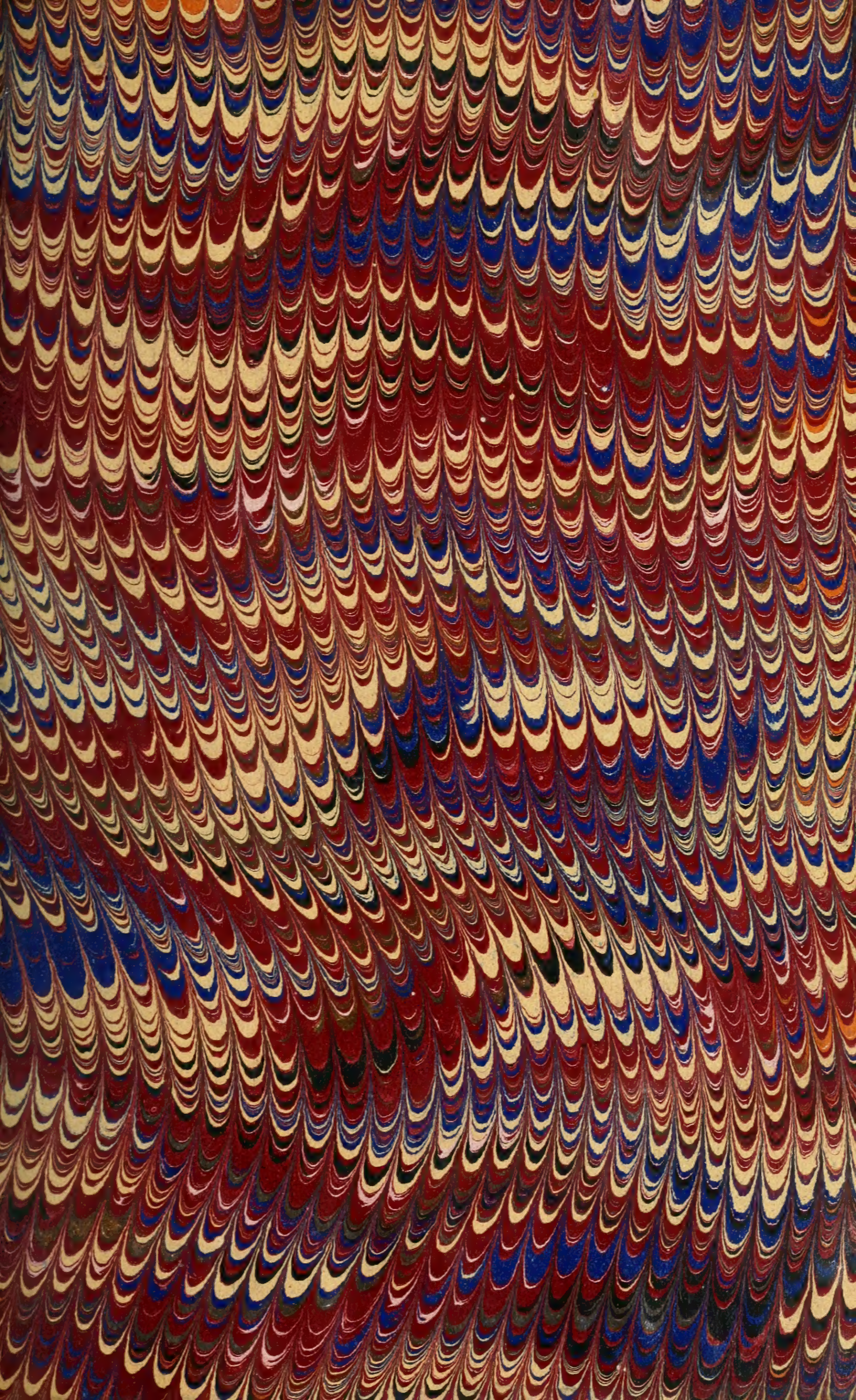



GOLDWIN SMITH.





HISTOIRE

D'ESPAGNE


A Quantin imprimeur
r. St Benoit, 7 à Paris

HISTOIRE

D'ESPAGNE

DEPUIS

Les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII

PAR

M. ROSSEEUW ST-HILAIRE

Membre de l'Institut,
Membre correspondant de l'Académie de Madrid

OUVRAGE COURONNÉ DEUX FOIS PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE

NOUVELLE ÉDITION

REVUE ET CORRIGÉE

TOME QUATORZIÈME

PARIS
FURNE, JOUVET ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45

M DCCC LXXIX



HISTOIRE
D'ESPAGNE

LIVRE XLVII

CHAPITRE III

ÉVACUATION DE MADRID. — CONVENTION DE CINTRA

1808

On connaît maintenant Napoléon : Bayonne nous a donné la mesure de sa bonne foi, Baylen celle de ses illusions et de son aveugle confiance en lui-même. On peut juger par là du coup que dut lui porter cette capitulation si fatale pour ses desseins, si humiliante pour son orgueil. Son premier mouvement fut d'en faire fusiller l'auteur, sans songer un instant que les premiers torts venaient de lui, et que, comme il devait le reconnaître lui-même à Sainte-Hélène, « Dupont, après tout, fut plus malheureux que coupable ». Mais il fallait un bouc émissaire sur qui il pût se décharger du poids de ses fautes : le vaincu de Baylen fut traduit devant un

tribunal composé des sommités de l'Empire. Après l'avoir dépouillé de tous ses titres et de tous ses emplois, on l'enferma dans une prison d'État, et il n'en sortit qu'à la Restauration, pour être réintégré dans toutes ses dignités, comme s'il avait bien mérité d'elle en déméritant de l'Empire !

On comprend en revanche l'impulsion donnée à l'orgueil espagnol par cette victoire, achetée à si bon marché, et due moins au courage des vainqueurs qu'aux fautes de leurs ennemis. L'insurrection désormais, dans le midi de l'Espagne, allait avoir ses coudées franches ; le flot de l'invasion, après s'être avancé jusqu'à Valence et à Cordoue, allait rétrograder pour ne plus s'arrêter qu'à l'Èbre.

La conquête de l'Andalousie une fois manquée, rien n'empêchait plus les insurgés de l'est de donner la main à ceux du midi pour marcher sur Madrid ; vingt mille soldats français étaient tout d'un coup retranchés de la lutte, il n'en restait guère en tout dans la Péninsule que quatre-vingt mille, chiffre dérisoire en face d'une insurrection sans cesse grossissante, et d'armées qui, battues sur un point, reparaissaient plus nombreuses sur un autre, en se recrutant sans cesse au cœur même du pays.

Mais c'est surtout à Madrid que devait se faire sentir le contre-coup de Baylen. Depuis dix jours seulement Joseph était à Madrid quand le coup de tonnerre vint à éclater sur lui. La joie de ses ennemis, la consternation de ses rares amis, lui apprirent bien vite que, au sein même de sa capitale, il était en pays ennemi. Une âme plus fortement trempée se serait raidie contre les obstacles, en se disant qu'une couronne ne s'achète jamais sans lutte ; mais Joseph n'avait de commun avec

son frère que le nom qu'il portait; cette âme molle et tendre était faite pour les doux loisirs du trône de Naples, et non pour les sanglants conflits d'un trône à conquérir à la pointe de l'épée. Aussi, dénué par lui-même de tout ressort, et gagné par le découragement de ceux qui l'entouraient, sa première pensée fut-elle d'évacuer Madrid et de se rapprocher de la France, résigné d'avance, s'il le fallait, à renoncer à cette couronne qu'il n'avait jamais désirée.

Le propre des caractères faibles, c'est de ne voir jamais que les mauvais côtés d'une situation. Sans doute il était difficile de se maintenir à Madrid avec tout un peuple contre soi ; mais tant que les communications avec Bayonne restaient libres, tant que les renforts pouvaient arriver, et qu'on se sentait en contact avec la France, on pouvait tenir bon. Évacuer Madrid, au contraire, c'était arracher sa couronne de son front pour la jeter à terre; c'était donner à l'insurrection ce qui lui avait manqué jusque-là, un centre, une capitale, un trait d'union. Une invasion qui recule n'est plus une invasion, c'est une retraite, une fuite, en attendant que ce soit un désastre ! Et puis, que dirait ce frère, plus redouté de Joseph que tous les ennemis? Voilà ce qu'il demandait avec anxiété à Savary, l'interprète des volontés de ce redouté frère qui régnait à Madrid cent fois plus que lui.

Mais se soutenir avec vingt mille soldats contre une population hostile, redoutée même de ses rois légitimes, était évidemment une tâche au-dessus de ses forces. Aussi Savary, toujours en lutte avec lui, fut-il cette fois de son avis, et Joseph, dans sa faiblesse, se sentit heureux de pouvoir s'abriter derrière lui : « Que dira l'Empereur ? demanda-t-il en tremblant. — L'Empe-

reur grondera, répliqua Savary, mais ses colères sont bruyantes et ne tuent pas. Lui sans doute tiendrait ici; mais ce qui est possible à lui ne l'est pas à d'autres. C'est assez d'un Baylen, n'en ayons pas un second. »

La résolution de partir une fois prise, le bruit s'en répandit bientôt dans la ville, et la joie du peuple ne connut plus de bornes. Madrid allait aussi avoir son Baylen, et gagner sa bataille sans l'avoir livrée. Mettre à la porte de sa capitale le Roi et son armée était un plus beau triomphe que de les faire prisonniers. Déjà, même avant son départ, la solitude se faisait autour de lui dans son propre palais. Joseph, décidé à se faire Espagnol comme Philippe V, n'avait guère que des Espagnols autour de lui. Or, parmi les individus de tout rang attachés à sa fortune, ce fut à qui trouverait un prétexte pour ne pas le suivre. Deux de ses ministres, Peñuela et Cevallos, s'éloignèrent sans prendre congé de lui. Les deux mille domestiques de ce palais, où le faste et la pauvreté vivaient souvent de compagnie, désertèrent tous en un jour, de peur d'être forcés de partir avec leur maître. Cette royauté nomade, qui campait à Madrid depuis dix jours à peine, était déjà condamnée à en sortir, entraînant après elle une armée de malades et de blessés, au nombre de plus de trois mille; car on ne pouvait pas les laisser en arrière, de peur de les livrer à leurs bourreaux. Ce fut en vain qu'on chercha dans la ville des moyens de transport; les Espagnols brûlaient eux-mêmes leurs voitures plutôt que de les mettre au service des Français.

Le 30 juillet, le *Roi intrus* quitta sa capitale d'un jour, et se mit en route pour ce lugubre voyage. Les soldats, pour se venger de leur humiliation, ne laissaient derrière eux, partout où ils passaient, qu'une longue

traînée de dévastations et de ruines, et Joseph essaya en vain de réprimer leurs excès. Le 9 août seulement, le Roi fugitif et son escorte atteignirent Burgos; il aurait pu s'y établir, mais il voulait mettre un rempart plus solide entre lui et ses sujets en s'abritant derrière l'Èbre, et il choisit Miranda pour son quartier général. Enfin, la démoralisation et le désordre augmentant à chaque pas que l'armée faisait en arrière, Joseph, contre l'expresse volonté de son frère, força Bessières à reculer avec lui jusqu'à l'Èbre, pour couvrir sa retraite, et Verdier dut abandonner le siége de Saragosse, et perdre ainsi le fruit de longs efforts et de pénibles sacrifices.

Et cependant, nous le disons sans hésiter, même dans cette situation désespérée, Joseph eut tort de quitter Madrid, centre de la conquête, à qui il ne fallait pas apprendre à reculer. Quels que fussent les hasards de la guerre et même ses revers, il fallait tenir bon et rester à Madrid jusqu'à ce que le flot de l'invasion, après avoir un instant reflué en arrière, tendît à y revenir; il fallait maintenir à tout prix le drapeau de la France au cœur même de la Péninsule, et ne pas donner à l'Espagne le triomphe de le voir se retirer devant elle. Mais ce qu'on eût attendu d'un Masséna dans Gênes ou d'un Palafox dans Saragosse, pouvait-on le demander au timide Joseph? On en jugera par la lettre suivante qu'il écrivit à son frère le 9 août, en arrivant sur la rive gauche de l'Èbre, dernier refuge de cette royauté fugitive qui reculait au lieu de gagner du terrain :

« J'ai tout le monde contre moi, tout le monde sans exception. Les hautes classes, d'abord incertaines, ont fini par suivre le mouvement des classes inférieures. Il ne me reste pas un seul Espagnol attaché à ma cause. Philippe V n'avait qu'un compétiteur à vaincre, moi j'ai

une nation. Comme général, mon rôle serait plus facile, car avec un détachement de vieilles troupes je vaincrais les Espagnols; mais comme Roi, mon rôle est insoutenable, puisque, pour soumettre mes sujets, il me faut en égorger une partie. *Je renonce donc à régner sur un peuple qui ne veut pas de moi.* Cependant je désire ne pas me retirer en vaincu; envoyez-moi une de vos vieilles armées, je rentrerai à sa tête dans Madrid, et là je traiterai avec les Espagnols. Si vous le voulez, je leur rendrai Ferdinand VII en votre nom, mais en leur retenant une partie de leur territoire jusqu'à l'Èbre, car la France victorieuse aura le droit de faire payer sa victoire. Elle obtiendra ainsi le prix de ses efforts, de son sang versé, et moi, je vous redemanderai le trône de Naples..., et j'irai alors continuer, au milieu du calme qui convient à mes goûts, le bonheur d'un peuple qui consent à être heureux par mes soins. »

Cette lettre fait connaître et aimer Joseph; c'est le langage de la sagesse et du bon sens; a-t-il été écouté de Napoléon? C'est ce que nous verrons plus loin.

Que faisait pendant ce temps l'Empereur? Ennuyé de son long séjour à Bayonne, où il portait à lui seul tout le fardeau de la guerre de la Péninsule, il parcourait alors le midi de la France, dans une *promenade triomphale,* comme celle que Dupont avait rêvée en Andalousie; il répondait aux questions anxieuses des populations sur les affaires d'Espagne par son refrain accoutumé : « *Il n'y a plus rien à craindre de ce côté.* » C'est au milieu de cette feinte quiétude que l'atteignit la nouvelle de la retraite de son frère et de l'abandon de la capitale, conséquence plus ou moins forcée du désastre de Baylen. On a vu ses illusions, on peut juger par là de son désappointement et de sa colère. Les men-

songes du *Moniteur,* affirmant à la France que le voyage du roi d'Espagne, de Burgos à Madrid, n'avait été *qu'une longue ovation,* et qu'il était entré dans sa capitale *aux acclamations d'un peuple immense,* se trouvaient ainsi réfutés par ce triste retour. Les faits parlaient ici plus haut que tous les mensonges, et la vérité se faisait jour à travers les parades officielles et les décors de théâtre.

Résumons maintenant la situation : les neuf dixièmes de la Péninsule appartiennent à l'insurrection; là même où les Français semblent le mieux établis, à Burgos, à Vitoria, la haine contre eux est si forte que, même en écrasant les vaincus sous un joug de fer, ils ne sont jamais sûrs de n'être pas chassés le lendemain. Le terrain seul où se pose leur pied est à eux, pour le temps où ils l'occupent. Ainsi, en Catalogne, Duhesme est toujours prisonnier dans Barcelone; tout ce qu'il peut faire, c'est de maintenir ses communications avec la France. Dans ce but et pour donner la main au général Reille, qui l'attendait à Figuières, après s'être emparé de Mataro et l'avoir livré au pillage, il a tenté sur Gerone un coup de main qui n'a pas réussi, et a dû rentrer dans Barcelone pour n'en plus sortir. Étrange et triste position que celle de tous les généraux français, d'un bout de la Péninsule à l'autre! Partout ils voient l'ennemi fuir devant eux en rase campagne, mais pour le retrouver partout où il y a un défilé à garder ou un rempart à défendre.

A Saragosse, le 4 août, un nouvel assaut, aussi opiniâtre, aussi disputé que le premier, a livré aux assaillants une faible partie de la cité; mais il leur en a coûté trois cents morts et neuf cents blessés, y compris les deux généraux Lefebvre et Verdier. Bientôt le

désastre de Baylen et la retraite de Joseph sur l'Ebre viennent faire perdre aux assaillants tout le terrain qu'ils ont gagné ; la retraite de Verdier et de son armée, avec perte de deux mille cinq cents hommes, exalte jusqu'à l'ivresse l'orgueil et le courage des héroïques défenseurs de Saragosse, tandis que leurs vainqueurs, le front baissé et la mort dans l'âme, sont réduits à se retirer en mettant le feu à leurs magasins, et en enclouant leurs pièces de siége qu'ils ne peuvent pas emporter.

Enfin, dans cette lamentable histoire, où les victoires ne comptent pas, où il n'y a de sérieux que les revers, il nous reste encore une page douloureuse à raconter : c'est la convention de Cintra et l'évacuation du Portugal. Ici, nous allons voir apparaître un nouvel ennemi, les Anglais, écartés jusque-là par la méfiance espagnole de cette lutte qui, sans eux, n'arriverait jamais à son terme. Depuis plus d'un mois, à Madrid comme à Bayonne, on était sans nouvelles du Portugal. Et pourtant, là aussi, il y avait une armée française, cernée, comme celle de Dupont, par des masses d'insurgés, et de plus menacée par une armée anglaise, qu'on attendait d'un jour à l'autre. Junot, il est vrai, était maître de Lisbonne comme Murat l'avait été de Madrid; mais quelle différence! Au temps de Murat, des corps d'armée français, échelonnés depuis Vitoria jusqu'à Tolède, maintenaient les communications avec la France; on se sentait en contact avec elle, on vivait de sa vie; l'infortuné Junot, au contraire, aimant les Portugais comme Joseph aimait les Espagnols, sans parvenir à se faire aimer d'eux, se sentait isolé, à deux cents lieues de la France, ayant tout le monde contre lui, forcé, avec vingt-quatre mille hommes, d'occuper les Algarves, l'Alentejo, le Beira, et de conte-

nir une ville de 200,000 âmes, toujours prête à se soulever. Il avait en outre avec lui deux divisions espagnoles, auxiliaires peu sûrs que l'insurrection de leur patrie avait changés en ennemis; mais Junot, avec une rare résolution, fit entourer par ses troupes la division Caraffa, la força, sans répandre une goutte de sang, à déposer les armes, et la tint enfermée à bord de vieux bâtiments amarrés dans le Tage, sous les canons des forts. En revanche, la division Taranco, qui occupait Oporto, après avoir fait prisonnière la petite garnison française, opéra sa retraite en Galice, appelant sur son passage les Portugais aux armes.

Jusque-là, l'insurrection du Portugal, contenue par l'occupation française, avait pris peu de développement; mais bientôt la nouvelle de la capitulation de Baylen vint y déchaîner les passions populaires, et les deux nations, si longtemps brouillées, se retrouvaient sœurs et alliées contre le commun ennemi. On annonçait la prochaine arrivée de l'armée anglaise, si impatiemment attendue. La situation ne pouvait pas être plus grave; mais Junot était une de ces natures que le danger excite au lieu de les abattre. Dans un conseil de guerre convoqué par lui, tout le monde fut d'accord qu'il fallait concentrer ses forces autour de Lisbonne, et évacuer sans délai toutes les positions qu'on ne pouvait pas garder. La résolution était sage, mais on ne l'exécuta qu'à moitié : on laissa des garnisons à Elvas, à Almeida, à Santarem, à Setubal et à Peniche, et l'on affaiblit d'autant l'importante garnison de Lisbonne. Sait-on ce qui restait à Junot après cela? Douze mille hommes au plus pour tenir tête à la capitale frémissante, aux provinces insurgées et aux Anglais prêts à débarquer.

Ainsi la position des Français en Portugal était plus

précaire encore qu'en Espagne, où du moins ils s'appuyaient sur la France; ici, ils ne pouvaient garder la capitale qu'à condition de renoncer au reste du royaume. Plus isolé encore que Dupont à Baylen, Junot à Lisbonne était séparé du monde entier, la terre et la mer lui étaient également fermés. Sur les deux éléments, il ne voyait que des ennemis, sans qu'aucun secours pût arriver jusqu'à lui. Et cependant, dans Lisbonne même, il aurait dû compter sur un allié : c'était l'amiral russe Siniavin, mouillé avec sa flotte au milieu du Tage; mais Anglais de cœur, Siniavin éluda constamment la prière que lui faisait Junot de se charger au moins de contenir Lisbonne, afin qu'il pût tourner toutes ses forces contre les Anglais.

En effet, le nœud de la situation, c'était l'arrivée de cette armée anglaise, seule capable de donner à l'insurrection portugaise le centre et l'unité qui manquaient à l'insurrection espagnole. En Portugal, la révolution se faisait au nom du prince régent, en Espagne au nom de Ferdinand VII; mais bien que les noms fussent changés, au fond la cause était la même, c'était l'indépendance nationale qu'on défendait sur les bords du Tage comme sur ceux de l'Èbre et du Guadalquivir. Dès longtemps l'Angleterre avait compris le parti qu'elle pouvait tirer, pour mettre les Français à la porte de la Péninsule, du Portugal, indépendant de l'Espagne, mais toujours prêt à s'unir à elle contre l'ennemi des peuples et des rois. L'homme d'État éminent qui dirigeait alors ses conseils, Canning, avait compris tout d'abord que si la lutte, bannie de la mer où l'Angleterre régnait seule, devait être transportée sur le continent, le théâtre naturel de cette lutte, c'était l'Espagne, si elle voulait bien accepter ses services, mais avant l'Espagne le Portugal.

Le parlement, saisi de la question, n'avait pas plus reculé que le pays devant les sacrifices qu'on lui demandait. Toutes les forces navales, éparses dans la Méditerranée, avaient reçu l'ordre de se diriger vers la Péninsule. Le cabinet de Londres, en contact permanent avec les deux insurrections, espagnole et portugaise, mettait partout à leur disposition de l'argent, des armes et des munitions, en attendant qu'on acceptât ses armées. Les milices anglaises que la levée du camp de Boulogne avait rendues disponibles, au lieu de défendre leur pays, se préparaient à aller le servir dans la Péninsule. Là, sur ce sol fertile, mais désert, où nourrir des soldats a toujours été un problème difficile, l'armée anglaise, pourvu qu'elle ne s'enfonçât pas trop avant dans les terres, était toujours sûre de trouver sur sa flotte des vivres, des munitions, un hôpital pour ses blessés et un refuge en cas de revers. Du reste, l'Angleterre avait déjà en Portugal le noyau d'une armée : les cinq mille soldats refusés par les insurgés de Cadix avaient été débarqués aux bouches de la Guadiana, et y attendaient une destination. Mais l'heure était venue d'agir sur une plus large échelle, et bientôt un corps de dix mille hommes, que la catholique Irlande était heureuse d'envoyer au secours de ses frères de Portugal, s'embarqua sous les ordres d'un jeune officier, sir Arthur Wellesley, qui s'était déjà distingué aux Indes, et destiné depuis, sous le nom de duc de Wellington, à tenir en échec la fortune de Napoléon, jusqu'au jour où elle finirait par venir se briser contre lui.

Avant de débarquer en Portugal, Wellesley avait ordre de toucher à la Corogne pour offrir aux insurgés de la Galice les secours de l'Angleterre ; mais ceux-ci refusèrent les soldats et acceptèrent les armes avec un

subside de 500,000 livres sterling (12 millions et demi de francs). De là, l'expédition se rendit à Oporto, centre du commerce britannique en Portugal. A la vue du drapeau anglais, la ville se souleva d'un élan unanime, et proclama son indépendance. Du reste, en prenant ainsi sous sa tutelle l'insurrection de Portugal, l'Angleterre rendait un service presque égal à l'insurrection espagnole. Le théâtre de la guerre changeait, mais l'ennemi restait le même, et le Portugal, tout en s'associant à l'Espagne dans une résistance commune, gardait envers elle toute son indépendance.

Mais le but de l'expédition, ce n'était pas Oporto, c'était Lisbonne. Un instant le général anglais avait pensé à débarquer à l'embouchure du Tage, à deux lieues de la ville; mais son bon sens lui avait dit que douze mille Français, bien commandés, bien armés, maîtres de tous les forts qui défendaient la côte et le fleuve, suffiraient pour frapper d'impuissance cette nombreuse population, et l'empêcher de se joindre à ses libérateurs. Il se décida donc pour les bouches de Mondego, à quarante lieues de Lisbonne, hors de la portée des Français, dont le cercle d'action s'était fort rétréci. Le debarquement eut lieu le 1er août, et les cinq mille hommes campés sur la Guadiana vinrent rejoindre le gros de l'armée.

Mais les quinze mille soldats qu'allait réunir Wellesley étaient loin de représenter tout l'effort de l'Angleterre. Cinq mille hommes se trouvaient à Ramsgate, tout prêts à s'embarquer; sir John Moore était en route depuis la Baltique avec onze mille autres; c'était donc en tout une force de trente mille soldats, presque tous fantassins et artilleurs, car la cavalerie ne se prête guère aux expéditions maritimes, et cette force, l'Angleterre

allait la mettre au service du Portugal, puisque l'Espagne n'en voulait pas. Wellesley était trop jeune encore et trop peu connu pour porter seul une aussi lourde charge, et le commandement en chef avait été confié à sir Hew Dalrymple, gouverneur de Gibraltar. Mais, en attendant son arrivée, Wellington, déjà sur les lieux, était autorisé à ouvrir la campagne. Or celui-ci avait fait son calcul : les Français n'ayant en tout que vingt à vingt-deux mille hommes, et condamnés, s'ils sortaient de Lisbonne, à y laisser une forte garnison, ne pourraient jamais lui opposer en rase campagne plus de dix à douze mille hommes, et l'avantage du nombre resterait encore de son côté.

Il s'agissait maintenant de savoir la part que prendrait le Portugal à cette croisade d'un peuple étranger en faveur de son indépendance. Tout l'effort de l'insurrection s'était borné jusqu'ici à lever cinq à six mille hommes, aussi mal équipés que mal armés. Si peu de cas que fît Wellesley de pareils auxiliaires, il aurait voulu les avoir avec lui, comme un drapeau national à opposer à l'ennemi ; mais l'orgueil portugais, presque égal à l'orgueil espagnol, se révoltait contre ce rôle subalterne. Tout ce que put obtenir le général anglais, ce fut quatorze cents fantassins et trois cents cavaliers à joindre aux quatre cents qui formaient toute la cavalerie anglaise. Enfin le 8 août, l'armée se mit en marche vers Lisbonne par le littoral, appuyée sur la flotte qui suivait tous ses mouvements, tandis que les insurgés portugais, agissant pour leur compte, se dirigeaient du même côté par l'intérieur du pays.

Qu'allait faire Junot en face de ce nouvel ennemi et de tous ceux que l'Océan allait encore vomir contre lui, jusqu'à ce que le dernier Français fût enterré en

Portugal ou en fût chassé ? Sa tâche était double comme le danger : d'une part, il fallait à tout prix se maintenir dans Lisbonne, ou ne s'en éloigner que pour quelques jours, en y laissant la moitié de son effectif ; de l'autre, il ne pouvait pas y attendre Wellesley, de peur d'avoir contre lui les Portugais et les Anglais réunis. Il prit donc un moyen terme, ce fut d'envoyer à la rencontre des Anglais, le long de l'Océan, le général Delaborde avec trois mille hommes, en le renforçant par la division Loyson qu'il rappela de l'Alentejo ; car maintenant il ne s'agissait plus d'occuper le Portugal, mais de conserver Lisbonne et de repousser les Anglais. Après avoir fait tâter l'ennemi par ses lieutenants, Junot se réservait de frapper sur les Anglais un coup décisif, sans être forcé de quitter Lisbonne plus de deux ou trois jours. Le plan était bien conçu, mais d'une exécution difficile, car il fallait que l'ennemi s'y prêtât, d'abord en se trouvant au rendez-vous, puis en se laissant battre. Delaborde, pour attaquer, attendait l'arrivée de Loyson ; mais attaqué lui-même par l'ennemi à Roliça, le 17 août, bien qu'il n'eût que trois mille hommes à opposer à quinze mille, il fit bonne contenance, soutint toutes les attaques avec une rare fermeté, et tua douze ou quinze cents hommes à l'ennemi, sans en perdre lui-même la moitié. Il finit par opérer sa retraite en bon ordre sur Torrès-Vedras où l'attendait Loyson, sans laisser sur le champ de bataille un seul de ses blessés.

Bientôt un nouveau convoi de transports apparut en mer : c'étaient les cinq mille hommes de Ramsgate qui venaient grossir la petite armée de Wellesley, et la porter à dix-huit mille hommes, en défalquant les morts et les blessés. De plus, on annonçait comme prochaine l'arrivée de sir John Moore, avec dix mille soldats. Enfin le

général en chef Dalrymple était en route pour venir prendre le commandement, et la victoire allait échapper à Wellesley s'il ne se hâtait pas de la saisir au vol. L'armée anglaise prit donc position sur les hauteurs de Vimeiro où venaient de débarquer les nouveaux arrivants.

Junot comptait à peine la moitié de l'effectif anglais, mais il n'était pas homme à reculer, et il se porta sans hésiter sur Torrès-Vedras, à quatre ou cinq lieues au sud de Vimeiro. L'ardente population de Lisbonne, électrisée par l'approche de ses alliés, ne pouvait qu'à grand'peine être contenue; tout ce que Junot osa retirer de sa garnison, ce fut neuf mille soldats, c'est-à-dire un contre deux ennemis; c'eût été assez avec des Espagnols, mais c'était trop peu avec des Anglais. Ici comme toujours, Junot pécha par excès d'audace; il oublia que la vraie guerre allait commencer, et qu'il avait changé d'ennemi. Le champ de bataille était cette vaste presqu'île qui forme la rive droite du Tage, et dont Lisbonne occupe le sud-est. C'était là, sur ce littoral étroit et escarpé qu'il eût fallu attendre les Anglais, pour leur faire la guerre à l'Espagnole, et leur disputer chaque pas en avant. Mais Junot voulait à tout prix une bataille, au lieu de ces engagements de détail où l'on perd autant de monde que dans une grande journée, sans en avoir ni le profit, ni la gloire. Enfin les hauteurs de Vimeiro, où s'était retranché l'ennemi, étant à pic du côté de l'Océan, il suffisait d'un coup de main vigoureux pour tenir l'engagement pris par lui avec son maître, et jeter les Anglais à la mer.

Malgré la grande supériorité de ses forces, la position de l'armée anglaise n'était pas sans danger : si elle était attaquée, il fallait vaincre, ou sinon, toute retraite lui

étant coupée, il ne restait plus qu'à mourir ou à se rendre. Le premier plan de Wellesley avait été de tourner l'ennemi, et de se placer entre lui et Lisbonne pour le séparer de sa base d'opérations ; mais un ordre de son général en chef était venu le clouer à Vimeiro. Un ravin, traversé par un torrent, coupait en deux la ligne de hauteurs qu'il occupait, et Vimeiro était en bas. Quatre brigades se rangèrent en bataille à la droite du ravin, et deux à la gauche. Maîtres des hauteurs, les Anglais pouvaient communiquer d'un côté à l'autre du ravin. Sur toutes les pentes que l'ennemi aurait à gravir, leur solide infanterie s'étendait sur trois lignes, appuyée par de nombreuses batteries. La cavalerie, il est vrai, faisait défaut, mais, sur un pareil terrain, son absence ne se faisait guère sentir.

Junot, arrivé à Vimeiro le 21 au matin, et sachant que l'ennemi attendait de nouveaux renforts, n'hésita pas à l'attaquer, malgré l'infériorité du nombre et le désavantage de la position. A sept heures du matin, Delaborde, le glorieux vaincu de Roliça, entama le combat avec une rare vigueur contre la droite des Anglais. Mais tout se réunissait contre les assaillants, la pente et les difficultés du terrain, l'artillerie qui les décimait, avant qu'ils pussent joindre la première ligne de l'ennemi ; puis, quand ils approchaient, le terrible feu de mousqueterie auquel, sur ces pentes rapides, ils ne pouvaient répondre. Arrêtés tout court, ils furent bientôt rejetés en désordre sur le plan incliné qu'ils avaient gravi au pas de course. Alors Junot, sans se décourager, lance en avant sa réserve, l'élite de son armée, sous les ordres de Kellermann ; il y joint une puissante batterie d'artillerie commandée par le colonel Foy, destiné à une double célébrité, comme historien de cette

terrible guerre, et surtout comme orateur. Mais la partie est trop inégale, et la nature des lieux combat contre les Français plus encore que l'ennemi. A peine les nouveaux assaillants débouchent-ils sur le plateau qu'une grêle de boulets et de balles pleut sur eux de tous côtés. Leur artillerie, hissée à grand'peine sur cette pente abrupte, est démontée avant de pouvoir tirer, et son colonel grièvement blessé. Les grenadiers, malgré leur courage, éprouvé dans tant de combats, sont ramenés en arrière jusqu'à la pente, qui peut seule les abriter contre ce feu meurtrier.

A droite, l'attaque, tentée avec des forces moindres, n'avait pas été plus heureuse. Partout l'élan impétueux des assaillants s'était brisé contre les difficultés du terrain et la froide résolution de l'ennemi. On se battait depuis cinq heures déjà, et les Français avaient perdu dix-huit cents hommes, le cinquième de leur chiffre total, sans avoir pu joindre l'ennemi. De l'aveu de tous les officiers supérieurs, il ne restait plus qu'à opérer la retraite, et c'est ce que l'armée fit en bon ordre, dans la direction de Torrès Vedras, en arrêtant la poursuite de l'ennemi par des charges de cavalerie, opérées avec une rare vigueur. Ainsi, dès la première rencontre, les illusions de Junot se trouvaient dissipées : le terrain, le nombre, il avait eu tout contre lui, et ces soldats anglais dont il affectait de faire peu de cas avaient montré dans cette défensive, plus glorieuse que toutes les attaques, une solidité à toute épreuve. Que lui restait-il à faire à présent? Avec dix mille hommes au plus, maximum de toutes ses forces disponibles, il lui fallait contenir Lisbonne, et tenir tête à la fois à l'armée portugaise et à l'armée anglaise, qu'allait grossir d'un jour à l'autre un renfort de dix mille hommes! Quant à la retraite, il n'y

fallait pas songer : la mer, qu'aucune voile française ne sillonnait plus depuis Trafalgar, était fermée à toute entreprise, et quant à une retraite par terre, comment y penser quand, à toute l'épaisseur du Portugal, il fallait ajouter celle de l'Espagne, avec les deux insurrections sœurs qu'on allait avoir sur les bras ?

Que restait-il donc à faire sinon de traiter ? A Baylen, Dupont avait eu affaire à des bandes indisciplinées qui, enivrées de leur victoire, avaient traité les vaincus comme une proie livrée à leurs féroces instincts ; mais ici on avait devant soi une nation civilisée, habituée à tenir ses engagements et à honorer le courage des vaincus. Du reste, il n'y avait pas à choisir, et, si pénible qu'il fût, le parti fut bientôt pris : Kellermann, esprit souple autant que décidé, le même qui, par sa belle charge de cavalerie, avait décidé la victoire de Marengo, fut envoyé à Wellesley pour sonder le terrain et entamer la négociation. Mais dans l'intervalle était arrivé le nouveau général en chef Dalrymple, et c'était avec lui qu'il fallait traiter. Wellesley, enfant gâté de la fortune, avait eu tout juste le temps de gagner sa bataille, et d'en prendre pour lui toute la gloire, en laissant à un autre le stérile honneur du commandement quand il n'y aurait plus rien à faire, car la question était résolue : les Français ne pouvaient plus garder en Portugal un pouce de terrain, et à qui le devait-on sinon au vainqueur de Vimeiro ?

Appelé à traiter sans avoir combattu, Dalrymple ne connaissait pas la situation : il ignorait les difficultés de la retraite et les embarras des vaincus, aussi se montra-t-il plus facile que Wellesley ne l'eût été à sa place. Kellermann, traité par lui avec toute espèce d'égards, arrêta d'abord une suspension d'armes ; puis les négo-

ciations s'ouvrirent à Cintra entre les deux généraux en chef. Après les débats assez vifs, surtout à propos de la flotte russe dont Junot plaida la cause avec un dévouement chevaleresque, que l'amiral n'avait guère mérité, la convention fut signée le 30 août; les noms du prince Régent et de la Junte de gouvernement qui le remplaçait n'y furent pas même prononcés; les Portugais restèrent absents du traité comme ils l'avaient été du combat qui décidait de leur sort. L'armée française devait évacuer Lisbonne et le Portugal avec tous les honneurs de la guerre. La voie de terre étant fermée de tous côtés, elle devait s'embarquer sur des navires anglais avec tout ce qui lui appartenait, pour être conduite à Rochefort ou dans les ports voisins. Les blessés et les malades seraient traités avec le plus grand soin, et rapatriés aussitôt que leur état le permettrait. Vingt-deux mille Français, reste des vingt-six mille qui avaient envahi le Portugal, furent ainsi embarqués et rendus à leur patrie que ne devaient pas revoir de longtemps les vaincus de Baylen. La convention de Cintra fut hautement blâmée en Angleterre et en Portugal, comme trop favorable aux Français, et ce fut aussi l'avis de Wellesley. Les Anglais se montrèrent jusqu'au bout fidèles à leur parole, et protégèrent même contre la vengeance populaire le petit nombre de Portugais qui avaient embrassé la cause de la France. Quant à l'amiral russe, qui persistait à isoler sa cause de celle de Junot, on convint que son escadre resterait en dépôt dans un des ports de l'Angleterre jusqu'à la conclusion de la paix.

Dans les derniers jours d'août arriva la petite armée espagnole de la Romana, miraculeusement échappée des côtes de la Baltique, pour réclamer sa part de dan-

ger et de gloire dans ce grand soulèvement national. Sur quinze mille hommes qui composaient cette armée, dix mille seulement avaient pu trouver place sur une escadre anglaise; le reste était demeuré en Fionie, attendant, comme l'Europe, le jour de la délivrance.

Ainsi la justice divine, cette fois, ne s'était pas fait attendre : en mai l'attentat de Bayonne avait été commis, et, dès le 22 juillet, le châtiment était venu avec le désastre et la honte de Baylen, bientôt suivie de la convention de Cintra! Le Portugal était perdu, la Péninsule évacuée jusqu'à l'Èbre. Ce que n'avaient pu faire les armées disciplinées et les tacticiens de l'Europe coalisée, une levée en masse de paysans sans armes, sans discipline, presque sans chefs, venait de l'accomplir en un mois; où la science et le courage avaient échoué, l'aveugle élan du patriotisme avait tout emporté d'assaut. Le despote, enivré de sa force, apprenait enfin à ses dépens que ce qu'un peuple libre veut fort et longtemps, il finit toujours par l'obtenir.

Quant à l'Europe, une grande leçon lui avait été donnée : le prestige d'audace et de génie qui faisait la force de Napoléon commençait à s'évanouir; l'invincible avait été vaincu, celui qui ne reculait devant rien avait reculé pour la première fois, non pas devant une armée, mais devant un peuple! L'Angleterre, tendant au Portugal la main dont l'Espagne n'avait pas voulu, avait achevé à Cintra, sur un autre élément, l'œuvre commencée à Trafalgar. En s'attaquant successivement à tous les rois du continent, Napoléon avait eu bon marché d'eux; mais l'Angleterre, seule à l'abri de ses attaques, après l'avoir banni de l'océan, était venue le chercher sur la terre, son domaine; ce flot, qui débor-

dait depuis si longtemps, avait enfin reculé, et l'Europe allait apprendre enfin le secret de sa force, le jour où elle s'unirait contre le commun ennemi des peuples et des rois!

CHAPITRE IV

NAPOLÉON EN ESPAGNE

1808

Nous sommes loin d'avoir épuisé toutes les conséquences de Baylen et de Cintra ; elles vont se développer, non pas dans la Péninsule seulement, mais sur le continent tout entier. Une ère nouvelle vient de s'ouvrir : l'Europe se relève peu à peu de son abattement, et se sent encouragée à la résistance. En voyant un peuple sans gouvernement, sans armées, sans expérience de la guerre, triompher de ces invincibles légions qui ont promené leur drapeau dans toutes les capitales, chacun se dit que c'est maintenant aux peuples à recommencer la partie perdue par les rois. L'Angleterre, enhardie par un premier succès, a résolu de n'épargner, pour vaincre Napoléon, ni son or, ni son sang, ni ses vaisseaux. Au fond, en défendant l'Espagne contre l'invasion française, c'est son intérêt qu'elle sert, c'est sa cause qu'elle défend ; mais en même temps elle montre à l'Europe, qui l'ignora trop longtemps, le secret de la victoire : s'unir contre l'ennemi commun, seul moyen de lui résister.

Dejà l'Autriche, condamnée par le vainqueur d'Aus-

terlitz à rompre avec l'Angleterre, se rapproche d'elle en secret, et arme en attendant l'heure de combattre. Le poids si lourd qui l'écrasait va être diminué : la moitié de la garnison française qui l'occupait va le quitter pour la Péninsule, où se porte maintenant tout l'effort de la lutte, et la partie décisive va se jouer au delà des Pyrénées. Le patriotisme germanique, trop longtemps endormi, commence à se réveiller dans les âmes avec le sentiment de l'unité absente ; des associations secrètes, comme le *Tugend-Bund* (le lien de la vertu), préludent en silence à cette résurrection de la patrie allemande qui doit plus tard porter de si beaux fruits. La Prusse, du sein de son abaissement, entrevoit l'heure où, en acquittant ses lourdes contributions de guerre, elle pourra libérer ses places fortes des garnisons françaises. Enfin il n'est pas jusqu'au Czar de Russie, que l'Empereur croyait avoir enchaîné à sa fortune, qui ne commence à ouvrir les yeux, et à se demander si l'hostilité de la France ne lui coûterait pas moins cher que son alliance.

Mais, pour le colossal orgueil de Napoléon, il y a quelque chose de plus humiliant, de plus pénible encore : c'est de reconnaître qu'il s'est trompé, qu'il a fait fausse route en n'envoyant pas en Espagne, dès le début, des forces suffisantes ; en ne se rendant pas compte de la résistance qu'il trouverait, non dans le gouvernement, mais dans le pays ; enfin en imposant pour Roi à ce peuple énergique Joseph à la place de Murat, une femme là où il fallait un soldat ! Sans doute avec sa *Grande Armée*, répandue sur toute la surface de l'Allemagne, il est encore en état de tenir en bride la Prusse et l'Autriche, tant que la Russie, son alliée, lui restera fidèle ; mais, s'il lui faut retirer du nord la moitié de ses soldats pour les envoyer au midi, qui lui répon-

dra de l'obéissance de ses ennemis domptés? Qui lui répondra même de la fidélité de son *ami* le Czar, bercé par lui de promesses qui ne se réalisent pas, du Czar qui lui vendrait de si bon cœur l'Espagne au prix de quelques lambeaux de l'empire ottoman!

Ainsi s'explique, par les pressantes nécessités de la question espagnole, cette parade officielle d'Erfurt, où les deux souverains de France et de Russie vont étaler aux yeux de l'Europe leur amitié dont elle commençait à douter. Mais cette fois les rôles sont changés : ce n'est plus, comme à Tilsitt, le Czar qui vient courtiser l'Empereur, c'est l'Empereur qui a besoin du Czar pour contenir la sourde malveillance de la Prusse et de l'Autriche, et imposer la paix aux puissances du nord pendant qu'il ira en Espagne vider sa querelle avec l'Angleterre. Napoléon, aujourd'hui, a plus besoin d'Alexandre qu'Alexandre n'a besoin de Napoléon; car la Valachie et la Moldavie, ces provinces turques si convoitées par le Czar, et que la France ne peut pas lui donner, l'Autriche les lui offre s'il veut se détacher de l'alliance française. Tels sont les sous-entendus de cette célèbre entrevue d'Erfurt; avant d'aller trancher la question espagnole aux bords de l'Èbre, il faut que l'Empereur laisse la paix derrière lui aux bords du Danube et de la Sprée.

Si accoutumée qu'elle soit à remettre ses destinées dans les mains de son sauveur, la France est inquiète; il faut la rassurer. Aussi, dans son trajet de Paris à Bordeaux, s'efforce-t-il de calmer les inquiétudes de ces ardentes populations du midi qui voient de plus près que d'autres ce que coûte au pays cette terrible guerre, gouffre sans fond où vont s'engloutir ses armées, ses finances, et peut-être à la fin sa fortune et sa gloire.

Aussi, partout où l'Empereur passe, a-t-il soin de répéter que « quelques paysans, fanatisés par les prêtres et soudoyés par l'Angleterre, essayent de susciter des obstacles à son frère, *mais qu'il n'a jamais vu de plus lâche canaille!* Le maréchal Bessières en a déjà sabré plusieurs milliers; il suffit de quelques escadrons pour mettre en fuite une armée d'insurgés. Aussi la Péninsule ne tardera pas à être soumise au sceptre du roi Joseph, et le midi de la France, si intéressé aux bonnes relations avec l'Espagne, recueillera les fruits de cette entreprise. »

Nous n'avons pas à raconter ici l'entrevue d'Erfurt, ni les épanchements de tendresse officielle des deux Empereurs, et les ménagements de Napoléon pour les secrètes convoitises d'Alexandre, à qui la Valachie et la Moldavie ne suffisent déjà plus ; il lui faut Constantinople, objet depuis Pierre le Grand de l'ambition héréditaire des Czars! Mentionnons seulement une lettre de Napoléon au Roi d'Angleterre, où il l'invite « à écouter la voix de l'humanité et à rétablir la paix en Europe », invitation dénuée de bonne foi autant que d'à propos, au moment où il se prépare à entrer en Espagne, à la tête de deux cent mille hommes. A la place de Georges III, c'est Canning qui répond que « l'Angleterre est prête à traiter de la paix, pourvu que tous ses alliés, *y compris les insurgés espagnols,* soient admis à prendre part aux négociations », réponse que Napoléon affecta de prendre pour une insulte! Enfin, voulant sonder les secrètes intentions de l'Autriche, il lui demande de reconnaître son frère comme Roi d'Espagne; mais l'Autriche élude la proposition, et continue sous main ses armements.

L'entrevue d'Erfurt avait fini le 14 octobre, et, le 18 au matin, Napoléon était déjà à Saint-Cloud. Il avait

atteint son but : en resserrant avec le Czar ses liens d'amitié un peu relâchés, il avait acquis la conviction que l'Autriche, malgré sa malveillance si mal déguisée, n'oserait pas bouger plus que la Prusse, et qu'il avait le temps de faire cet hiver, dans la Péninsule, une de ces campagnes triomphantes qui finissaient par un coup de tonnerre, comme Austerlitz et Iéna ! Aux cent mille hommes qu'il avait déjà en Espagne, il voulait en ajouter encore cent cinquante mille, l'élite de ses armées. Dans les courts moments qui précédèrent son départ de Paris, il s'occupa de les organiser, avec le soin et l'ordre merveilleux qu'il portait dans l'ensemble aussi bien que dans les détails. Il les divisa en huit corps, commandés par les maréchaux Victor, Soult, Moncey, Lefebvre, Mortier, Ney et les généraux Saint-Cyr et Junot. Bessières eut sous ses ordres une réserve de seize mille cavaliers. Enfin il garda pour lui le commandement en chef, avec son fidèle Berthier pour major général. Sur ces cent cinquante mille hommes, cent mille au moins étaient déjà, vers la fin d'octobre, au pied des Pyrénées. Enfin, le 29, l'Empereur arrivait à Bayonne, fatal séjour, point de départ de toutes ses fautes et de tous ses malheurs !

Avec son activité, sa prévoyance ordinaires, Napoléon avait donné l'ordre de diriger sur Bayonne d'immenses amas de vêtements, de munitions et de vivres ; mais les routes, fatiguées, ne suffisaient plus aux armées, aux charrois qui les parcouraient sans relâche. Tout était en retard, tout manquait, surtout les capotes et les souliers, les deux premiers besoins du soldat. L'œil du maître aperçut partout des lacunes, sans pouvoir les combler. Aussi témoigna-t-il bien haut son mécontentement, tout en prenant les mesures nécessaires pour presser l'arrivée des convois. Quant aux vivres et à tout

ce qui concernait le bien-être et la nourriture du soldat, l'Empereur s'en occupait assez peu, ayant pour base de son système que la « guerre doit nourrir la guerre ». Le résultat, facile à deviner, c'était le pillage, autorisé par l'imprévoyance calculée de l'administration militaire, et devenu une institution régulière pour le soldat qui apprenait à vivre aux dépens de l'ennemi. Or, quand il s'agissait de se nourrir, l'ennemi, pour lui, c'était le paysan, victime réservée à ses insatiables appétits. De là les déprédations systématiques infligées à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Prusse, et que celles-ci devaient rendre un jour à la France, sans que les excès commis d'un côté suffisent pour les justifier de l'autre.

Que se passait-il pendant ce temps dans la Péninsule? Retranché derrière l'Èbre avec son armée, humiliée comme lui de sa retraite forcée, Joseph, contraint de renoncer pour un temps à son rôle de Roi, s'essayait timidement, en l'absence de Napoléon, à celui de général. Jusqu'ici, il n'avait osé tenter aucun retour offensif sur la rive droite de l'Èbre; mais, appuyé sur le maréchal Jourdan, son chef d'état-major à Naples, il rêvait quelque grande entreprise qui révélât en lui l'étoffe d'un Bonaparte. Depuis son départ de Madrid, l'occasion ne s'était pas présentée, et l'Empereur, qui se défiait de ses talents militaires, l'avait empêché de rien tenter avant son arrivée. Le plan des insurgés, s'ils en avaient un, était de déborder l'armée française sur ses deux ailes, pour l'envelopper et lui fermer le chemin de la France. Quelques sorties vigoureuses avaient suffi pour repousser ces tentatives maladroites, dénuées de plan et de concert. Napoléon d'ailleurs, se fiant à lui seul pour agir, lorsqu'il serait sur le théâtre de la guerre, n'était pas fâché de maintenir jusque-là son armée dans l'inaction. Son

plan, c'était d'encourager les Espagnols, exaltés par leurs derniers succès, à s'avancer assez pour ne pouvoir plus reculer, et à lui ménager ainsi le moyen de les atteindre, chose toujours plus difficile que de les vaincre. En attendant, les corps d'armée se succédaient sans relâche à travers les Pyrénées; cinq étaient déjà arrivés, et l'armée française, au nord de l'Èbre, pouvait maintenant défier toute attaque.

Quant aux Espagnols, ivres de leur victoire de Baylen, leur jactance s'était encore accrue par la retraite précipitée de Joseph et de son armée. Aucune entreprise ne leur semblait au-dessus de leurs forces depuis qu'ils avaient vu reculer devant eux les vainqueurs de l'Europe. Leurs armées, incapables d'agir de concert et sous une seule impulsion, se divisaient alors en trois groupes qui formaient autour des positions françaises un vaste demi-cercle. A l'ouest, Blake, avec quarante mille hommes, y compris les dix mille de la Romana, occupait la Biscaye et couvrait Santander et les Asturies. A l'est, Palafox, avec dix-huit mille Aragonais, s'apprêtait à passer l'Èbre à Tudela, et à se porter sur Pampelune pour prendre les Français par derrière, et les séparer de la France. L'armée du centre, sous les ordres de Castaños, le plus capable des généraux espagnols, comptait environ trente mille insurgés de l'Estrémadure et de l'Andalousie; depuis Burgos, leur centre, ils s'étendaient jusqu'à l'Èbre. Enfin, on essayait de former, avec des recrues plus inexpertes encore, une espèce de réserve; mais cet embryon d'armée, dans la campagne qui allait s'ouvrir, ne put jamais parvenir à jouer un rôle sérieux.

En face de l'élite des soldats de la France, qu'avait à faire une pareille armée, sans unité, sans discipline,

sans instruction militaire? Éviter à tout prix une bataille qu'elle était sûre de perdre, mais harceler l'ennemi sans relâche, en lui échappant toujours; lui enlever ses convois, détruire les vivres qu'on ne pourrait emporter, et chercher à l'affamer encore plus qu'à le vaincre, tel était le rôle de l'insurrection, et c'est ainsi que le comprenaient ses chefs les plus expérimentés, Blake et Castaños. Mais, depuis Baylen, on ne parlait plus que d'écraser les Français, et de les rejeter hors de la Péninsule. Or, pour y parvenir il eût fallu d'abord réunir les forces disponibles, puis se concerter pour une action commune, et voilà justement ce que les juntes ne voulaient pas entendre. Personnifiant en elles les vieilles rivalités des provinces, elles n'avaient qu'un mot d'ordre à donner à leurs généraux : isoler leur action, rester l'armée d'Andalousie, de Valence ou des Asturies, mais jamais l'armée espagnole. Aux yeux des juntes comme à ceux du pays, dont elles étaient la vivante image, reculer devant l'ennemi, même pour l'attirer dans un piège, se cacher, même pour le surprendre, c'était trahir sa patrie; et, pour un pareil crime, le seul châtiment c'était la mort! Aussi les généraux les plus sages, et les moins populaires par conséquent, étaient-ils condamnés à risquer une défaite de peur de se rendre suspects.

L'Angleterre, après avoir expulsé les Français du Portugal, ne demandait qu'à aider les Espagnols à en faire autant dans leur pays; mais les juntes n'y virent qu'un motif de plus pour se hâter de vaincre avant l'arrivée de leurs alliés, afin de n'avoir à partager avec eux ni l'honneur ni le profit de la victoire. Le mot d'ordre donné par elles, c'était de marcher droit à l'ennemi en resserrant toujours le cercle de fer dont elles l'étreignaient; or, pour réaliser ce beau plan, sait-on à

quel chiffre se montaient les forces totales de l'Espagne sur le terrain de la lutte? A quatre-vingt-dix mille recrues, à peine équipées, à peine armées, pour tenir tête aux deux cent cinquante mille soldats d'élite qui allaient franchir les Pyrénées.

Un mot encore sur les juntes, avant d'en venir aux opérations militaires. Pour un peuple en révolution, rien d'aussi facile que de renverser son gouvernement, rien d'aussi difficile que de le remplacer. L'Espagne n'avait pas même eu la peine de jeter le sien à bas, l'Empereur s'était chargé de ce soin. Mais, bien que tout se fît au nom de Ferdinand VII, le gouvernement de droit étant absent, il fallait, pour remplir l'*intérim*, un gouvernement de fait, et les juntes avaient pris sur elles cette lourde tâche. Or l'Espagne est la terre classique du morcellement, comme la France celle de l'unité, et les juntes, écloses toutes en même temps de l'élan spontané de l'insurrection, fortifiaient encore ce penchant qu'il eût fallu combattre. De là ce manque d'entente et de concert et ces tiraillements pénibles qui, dans un autre pays, auraient rendu toute résistance vaine, et perdu la cause de l'indépendance nationale.

Mais chez ce peuple étrange, asservi et indépendant tout ensemble, avec le despotisme au faîte et la liberté à la base, il y a un tel ressort, une telle puissance de spontanéité que, au seul bruit de l'attentat de Bayonne, le pays tout entier s'était soulevé. Partout l'insurrection était née d'elle-même, dans les classes inférieures surtout, démocratique par son essence bien que monarchique dans son principe. Partout elle avait improvisé un gouvernement, au lieu d'attendre d'en haut le mot d'ordre. Jamais l'Espagne n'avait été plus une dans le sentiment de son injure et plus divisée dans son effort

pour la venger. La junte de Séville, il est vrai, avait essayé de prendre sur les juntes ses sœurs, grâce à Baylen dont elle s'attribuait tout l'honneur, une suprématie contestée par le plus grand nombre; mais, en somme, il y avait alors dans la Péninsule, en l'absence d'un pouvoir central, douze ou quinze gouvernements locaux, rivaux, pour ne pas dire ennemis. Enfin à Madrid, à défaut d'une junte que la présence de Murat avait empêchée de se former, le conseil de Castille avait essayé de jouer ce rôle, facile pour des pouvoirs nouveaux, nés de l'insurrection, mais impossible à un pouvoir usé et vieilli, puni par le mépris public de sa lâche soumission au joug de l'étranger.

En attendant, l'anarchie était partout, mais surtout à Madrid, où un ancien favori du Prince de la Paix venait d'être massacré par le peuple qui sentait le besoin de se tenir en haleine. Tout le monde était d'accord sur un seul point : il fallait une impulsion centrale pour organiser la résistance et diriger l'effort commun. Sous la pression de cette nécessité, les juntes locales finirent par abdiquer, et envoyer chacune un représentant pour former une *junte centrale*, qui s'entendrait avec les généraux sur la direction à donner aux opérations militaires.

Cette junte suprême s'établit à Aranjuez, dans le palais de la royauté absente, dont elle allait occuper la place. Le nombre de ses membres, fixé d'abord à vingt-quatre, fut bientôt porté à trente-cinq, chiffre bien trop élevé pour un conseil exécutif où il s'agissait, non de parler, mais d'agir. La présidence fut confiée au vieux Florida Blanca, ancien ministre de Charles III. Prenant au sérieux sa royauté collective, la junte décerna à son président le titre de *Majesté*, et à ses membres celui d'*Excellence*, avec un traitement de 120,000 réaux

(31,500 francs par tête. Le premier usage que la junte centrale fit de son pouvoir, ce fut de déclarer la guerre au Conseil de Castille ; celui-ci, il est vrai, avait ouvert les hostilités en soutenant que la junte, trop nombreuse pour un pouvoir exécutif, ne l'était pas assez pour représenter le pays, et qu'il fallait convoquer les Cortès. Rien sans doute n'était plus populaire en Espagne que ce nom de Cortès, le seul qui répondît aux instincts démocratiques soulevés par l'insurrection ; mais le pays, qui se méfiait du Conseil de Castille, ne vit dans sa proposition qu'une manière habile d'annuler la junte à son profit. L'opinion, dès lors, se prononça contre le Conseil, et l'autorité demeura à la junte, reconnue par toutes les provinces. Condamnée par son succès même à quêter une popularité sans laquelle elle ne pouvait rien, cette junte, où siégeaient pourtant les plus ardents promoteurs de réformes, tels que Jovellanos et Florida Blanca, crut devoir caresser les préjugés populaires en rétablissant l'inquisition, et en suspendant la vente des biens de mainmorte. Napoléon, dans ses proclamations, imputait tous les malheurs de l'Espagne à l'inquisition ; c'en était assez pour que l'Espagne songeât à la rétablir !

Mais le plus pressé, c'était d'organiser la guerre, et c'est à cela que la junte songeait le moins. Au moment où il eût fallu concentrer sur l'Èbre toutes les forces de la Péninsule, quatre-vingt-dix mille hommes, nous l'avons dit, voilà tout ce que l'Espagne avait pu réunir, au lieu de quatre cent mille qu'elle aurait dû mettre sur pied. Quant au plan de campagne, rien n'était plus simple, il ne s'agissait que de recommencer Baylen : envelopper Joseph et son armée, l'isoler de la France, la battre et la forcer à capituler. Il fallait un pendant à Ferdinand prisonnier à Valençay, ce serait Joseph pri-

sonnier à Madrid, et l'échange entre les deux captifs mettrait naturellement fin à la guerre. Telles étaient les illusions dont se berçaient la junte et le pays. Or, de quoi se composait cette armée improvisée, aussi peu faite à obéir qu'à combattre? De quelques débris de la vieille armée nationale, et des gardes wallonnes et espagnoles qui en formaient le fond le plus solide; puis d'étudiants des universités et de paysans, étrangers comme eux au métier des armes. Quant au peuple des villes, on le trouvait toujours prêt à vociférer ou à massacrer des suspects, bien plus qu'à s'enrôler ou à se battre.

L'armée anglaise, en Portugal, ne s'élevait guère en tout qu'à trente ou trente-cinq mille hommes. Le commandement en chef avait été confié, non pas, comme on s'y serait attendu, à sir Arthur Wellesley, rendu à tort responsable de la capitulation de Cintra, regardée en Angleterre comme une défaite, mais à sir John Moore. Douze mille hommes, détachés de l'armée, avaient été expédiés à la Corogne pour prendre part à la campagne du nord, sous les ordres de sir David Baird. Une immense flotte de transports était à la disposition des troupes anglaises, comme une espèce de *home* flottant qui devait suivre tous leurs mouvements, leur fournir des munitions et des vivres, et recueillir leurs malades et leurs blessés. Mais une partie de cette flotte était alors occupée à reconduire en France les échappés de Cintra, l'autre à transporter à la Corogne les douze mille hommes de Baird, et Moore, qui avait donné rendez-vous à ce dernier sur le théâtre de la guerre, se décida à le rejoindre par terre. Mais les méfiances espagnoles n'étaient pas encore calmées, ni l'orgueil national résigné à subir une alliance dont il s'imaginait n'avoir pas besoin. Le croirait-on? quand la flotte qui portait Baird et son armée

parut devant la Corogne, on lui en refusa l'entrée, et il fallut une longue négociation avec la junte pour obtenir aux Anglais le droit de se faire tuer pour leurs alliés.

Nous avons vu les défauts du plan de campagne des insurgés espagnols, plan trop vaste qui les exposait, avec un front de bataille aussi étendu, au danger d'être coupés et de ne pouvoir agir de concert. La junte passait son temps à débattre des plans de batailles qui ne se livraient jamais. Les renforts attendus n'arrivaient pas; la France avait déjà cent cinquante mille hommes sur l'Èbre, et allait en avoir bientôt cent mille de plus. Un temps précieux avait été perdu; et, avant que les généraux espagnols fussent rendus à leur poste, Napoléon, le 5 novembre, arrivait à Vitoria. En politique comme en guerre, il connaissait le prix du temps, et son parti fut bientôt pris : le premier ennemi qu'il fallait détruire, c'était Blake, qui occupait la Biscaye, et qui, n'ayant pas quitté son poste, comme Castaños, pour aller trôner à la junte, était tout prêt à combattre. Le plan de l'Empereur était indiqué par la position de l'ennemi : marcher sur Burgos, qui lui ouvrirait plus tard la route de Madrid, couper en deux la ligne espagnole, trop étendue pour être solide; puis, prendre à revers chacun des trois corps, et les battre l'un après l'autre avant qu'ils n'eussent le temps de se réunir contre lui.

Déjà, avant l'arrivée de l'Empereur, quelques engagements avaient eu lieu entre Blake et le maréchal Lefebvre; mais, trompé par les rapports mensongers des Espagnols, qui exagéraient toujours leurs forces, Napoléon crut devoir adjoindre à Lefebvre le maréchal Victor, avec un second corps d'armée, en réservant pour lui-même le mouvement sur Burgos. Ce plan, bien conçu, fut mal exécuté : le manque de vivres força Lefebvre à

se replier sur Bilbao avant d'avoir opéré sa jonction avec Victor. Blake, au lieu de se voir attaqué, tomba lui-même à l'improviste sur la division Villatte, laissée à Balmaseda par Lefebvre, et la força à la retraite sans que Victor fît mine de la secourir. Cette retraite fut opérée en bon ordre, après une héroïque défense où les Français tuèrent à l'ennemi bien plus de monde qu'ils n'en perdirent.

C'était là un triste début, facile à expliquer par le peu de concert qui règnait entre les maréchaux, unis seulement sous les yeux du maître, et divisés dès qu'il n'était plus là. L'Empereur, justement irrité, n'épargna pas les reproches à ses lieutenants, et Lefebvre, impatient de réparer sa faute, revint sur Balmaseda, battit à son tour une division de Blake qu'il y rencontra, et, le 8 novembre, les deux maréchaux opérèrent enfin leur jonction. Victor, qui commandait l'avant-garde, poussa l'ennemi avec tant de vigueur qu'il le força à reculer jusque dans les défilés de la Biscaye, où Blake, affaibli par des engagements de détail, n'avait plus que trente mille hommes à opposer à des troupes supérieures en nombre et surtout en valeur militaire.

Napoléon, apprenant que les insurgés de l'Estrémadure venaient de se montrer à Burgos au nombre de dix-huit à vingt mille, lança sur eux Soult avec dix-huit mille fantassins et quatre mille cavaliers pour empêcher la jonction de ce corps avec celui de Blake. Soult les atteignit, le 10 novembre, au bois de Gamonal, près de Burgos. Les Espagnols occupaient le bois et la route qui le traversait; leur cavalerie était placée sur la lisière de la forêt et leurs tirailleurs sur les hauteurs voisines. Leur artillerie, bien servie, fit d'abord quelques ravages dans les rangs ennemis; mais l'irrésistible élan des Fran-

çais déconcerta les insurgés, novices encore dans leur métier. Le bois fut bientôt tourné par la cavalerie de Lasalle, et, attaqués de front par l'infanterie de Mortier, les Espagnols, en voyant ces soldats qui couraient au feu comme à une fête, se débandèrent aussitôt, plus prompts encore à fuir que l'ennemi à les attaquer, en laissant derrière eux drapeaux, canons, fusils, tout ce qui pouvait arrêter leur fuite. La cavalerie, lancée à leur poursuite, en eut bientôt sabré près de deux mille, tandis que l'infanterie s'emparait de Burgos et le pillait sans pitié, quoique personne n'eût même essayé de la défendre. Douze drapeaux, trente canons et un millier de prisonniers furent les trophées de cette victoire, trop peu disputée pour être bien glorieuse ; mais elle confirma les Français dans leur confiance imprudente, en face d'un ennemi avec qui on n'en avait jamais fini ; car, vaincu sur un point, il reparaissait bientôt sur un autre.

Le résultat le plus sérieux de cette journée, c'était la conquête de Burgos, centre politique et militaire d'où Napoléon pouvait à la fois porter ses armées sur Madrid, et rester en contact avec la France. Aussi, dès le 11 au soir, était-il à Burgos pour y fixer son quartier général ; mais, voulant laisser à son frère les honneurs de la royauté, et garder pour lui le commandement militaire, il n'entra que de nuit dans Burgos. Peu porté de sa nature à la clémence, il prit possession de sa conquête en vainqueur irrité, laissant à Joseph le soin de pardonner et se réservant celui de punir.

Napoléon en voulait à la Grandesse espagnole : il avait compté sur son adhésion, à défaut de celle du pays ; mais la plupart des Grands avaient refusé de se rallier à la cause de Joseph, d'autres l'avaient trahi

après s'être donnés à lui. L'Empereur s'en vengea par un décret de proscription lancé contre dix Grands d'Espagne : déclarés traîtres et ennemis de la France, ils devaient être traduits devant une commission militaire, et passés par les armes, si toutefois ils se laissaient prendre. Jaloux des immenses richesses de cette noblesse qui partageait avec le clergé la fortune territoriale de l'Espagne, l'Empereur avait formé le projet de séquestrer les biens de tous ceux qui ne voudraient pas se rallier à la cause de son frère; il y préluda en mettant la main dans Burgos sur une valeur de 15 millions de francs en laines, appartenant aux ducs de l'Infantado, d'Ossuna, de Castel-Franco, de Medina-Celi, etc., et les fit vendre au rabais à Bayonne, afin d'encourager l'industrie française aux dépens des grands propriétaires espagnols.

Le plan de Napoléon était de dompter l'Espagne par la terreur, et de l'humilier autant que de la vaincre. Aussi ses généraux, fidèles à leur consigne, se montraient-ils sans pitié pour toutes les villes dont ils s'emparaient, même quand elles n'essayaient pas de se défendre. Les mémoires de Miot de Melito, intendant militaire de l'armée, nous tracent un tableau effrayant du spectacle que présentait Burgos lorsque l'Empereur y entra, le 12, avec Joseph, dont Miot était le conseiller et l'ami. Il nous peint « la ville abandonnée par ses habitants, toutes les maisons au pillage, les feux du bivouac allumés en pleine rue, et entretenus avec des meubles et des instruments de musique jetés par les fenêtres ». Le Roi essaya timidement quelques représentations, mais elles furent mal reçues. Enfin Napoléon sentant le besoin, à mesure qu'il s'éloignait de la France, d'assurer ses communications avec elle, fit élever sur les points les plus importants de la route de Bayonne à Madrid des

postes fortifiés destinés à servir à la fois d'hôpitaux et de casernes, mesure de haute prudence qui lui permettrait de s'enfoncer plus avant dans cette Péninsule, où il fut de tout temps plus aisé d'entrer que de sortir.

Revenons maintenant aux opérations militaires : maître de Burgos, l'Empereur songea à déblayer la route de Madrid. Dans ce but, il lança sur Valladolid deux mille dragons, chargés d'installer partout des autorités nouvelles au nom du roi Joseph, intronisé par le sabre. Dès le 12, Soult avait quitté Burgos en se dirigeant sur Reynosa; sa consigne, c'était de prendre par derrière Blake et son armée, de les battre et de marcher de là sur Santander, afin de tenir en bride les Asturies. Avant de se mettre en chemin pour Madrid, l'Empereur voulait avoir la route libre devant comme derrière lui, et l'on ne peut qu'admirer la sagesse de ses plans militaires, surtout quand on les compare à l'imprudence et à la fausseté de ses plans politiques.

Nous avons laissé Lefebvre et Victor poursuivant dans les monts de la Biscaye l'armée espagnole qui se retirait devant eux. Mais Blake n'était pas homme à reculer toujours : ayant cru trouver près d'Espinosa une position favorable, il s'arrêta pour y attendre l'ennemi. Les Espagnols étaient deux contre un au début de la bataille qu'engagea résolûment l'avant-garde de Victor. On se battit toute la journée du 10, et les insurgés, soutenus par les troupes de la Romana, montrèrent une solidité qui ne leur était pas ordinaire. Vers cinq heures, un brouillard épais suspendit le combat, qui recommença le lendemain avec le même acharnement. Mais les Français, pressés d'en finir, enlèvent sous un feu meurtrier les hauteurs à la baïonnette, en délogent les Espagnols, et les refoulent vers Espinosa, dans le fond

de la vallée. Le désordre, la confusion se mettent dans leurs rangs. Le feu d'abord, puis les baïonnettes de l'infanterie française font d'affreux ravages dans cette masse confuse, qui finit par se débander en laissant trois mille hommes sur le carreau. La veille, le matin même, Blake avait encore une armée; un instant suffit, non pour l'anéantir, mais pour la disperser à tous les vents du ciel. Si Soult, obéissant aux ordres de l'Empereur, avait marché sans s'arrêter, il aurait fait disparaître les restes de ce qui fut l'armée de Blake; mais il perdit en chemin un temps précieux, et Blake, avec les derniers débris de son armée, réduite de trente à cinq mille hommes, alla chercher un refuge dans les montagnes de Léon. Soult, arrivé à Reynosa le 14 seulement, y recueillit, sans avoir eu la peine de combattre, quinze mille fusils que les fuyards y avaient laissés et d'immenses amas de vivres et de munitions préparés par les Anglais.

Ainsi la moitié du plan de l'Empereur était réalisée : l'armée de Blake était, sinon détruite, au moins anéantie moralement, et ne pouvait pas se reformer de sitôt. L'heure était venue d'accomplir la seconde moitié de ce plan, aussi simple que hardi, et qui, avec un autre peuple que le peuple espagnol, eût mis bientôt la Péninsule à la merci de Napoléon. Après l'armée de gauche, il fallait écraser celle de droite, divisée en deux corps, les insurgés d'Andalousie et de Valence sous Castaños et les Aragonais sous Palafox. Tous deux, après être restés longtemps immobiles, chacun sur une des rives de l'Èbre, sentirent à la fin le danger de leur position, et se concentrèrent près de Tudela, dans la direction de Saragosse.

Le moment était venu d'agir : l'Empereur, recom-

mençant la manœuvre qui avait réussi contre Blake, envoya Ney filer sur les derrières de Castaños, par Aranda et Osma sur le Duero, pour le mettre entre deux feux. Mais, pour frapper le coup décisif et attaquer de front Castaños et Palafox, il fallait un de ces hommes énergiques qui tranchent le destin des batailles, et entraînent la fortune après eux. Napoléon choisit Lannes, un des noms les plus populaires dans l'armée. A peine remis d'une chute de cheval fort grave, Lannes fut nommé commandant en chef, et chargé d'anéantir l'ennemi que Ney devait rabattre sur lui.

Même en combattant ensemble, les Espagnols aimaient à combattre séparés ; la sainte cause de l'indépendance nationale n'avait pu triompher de leur esprit de morcellement. La patrie, pour eux, ce n'était pas l'Espagne, c'était la province, la patrie locale, sans laquelle l'autre n'existait pas. Aussi leur front de bataille s'étendait-il sur une ligne de quatre lieues : à Tudela, Palafox et les Aragonais appuyaient leur droite à l'Èbre ; au centre, les Valenciens occupaient Cascante ; à gauche enfin se tenaient les Andalous, commandés par Castaños. Les séparer, les battre l'un après l'autre, tel était le plan indiqué par la faute même de l'ennemi, et Lannes l'exécuta sur-le-champ avec sa vigueur accoutumée. Les Aragonais, qui songeaient avant tout à couvrir Saragosse, s'étaient retranchés sur les hauteurs qui dominent la rive droite de l'Èbre, et les Valenciens occupaient la plaine. Le 23 novembre au matin, Lannes lance son infanterie sur les Aragonais, tandis que sa cavalerie, commandée par Lefebvre, charge les Valenciens, et essaye de les séparer de Castaños. Mais cette fois les Français rencontrent une résistance sur laquelle ils n'avaient pas compté ; les Aragonais qui, depuis le siège

de Saragosse, ont une réputation à soutenir, repoussent vigoureusement leur attaque. Les Valenciens, de leur côté, résistent avec le même courage; mais une charge de lanciers polonais, arme nouvelle pour eux, sème la terreur dans leurs rangs qui commencent à plier. Bientôt le centre tout entier, rompant sa ligne de bataille, se disperse dans la plaine, et la cavalerie, lancée à sa poursuite, en fait un affreux massacre.

Les Aragonais continuaient à lutter avec l'obstination de leur race; mais, en voyant la dispersion du centre, leur résolution commence à faiblir ; une charge nouvelle les décide à se replier sur la route de Saragosse, où la cavalerie de Lefebvre s'acharne à leur poursuite. A ce moment arrive la Peña, avec l'avant-garde de Castaños qui, malgré la distance, aurait pu s'apercevoir plus tôt qu'on se battait sur sa droite. Une charge heureuse fait reculer un instant les Français; mais une nouvelle division, envoyée par Lannes, présent à tout et qui suffit à tout, force l'avant-garde ennemie à reculer à son tour ; bientôt elle entraîne dans sa fuite l'armée de Castaños, et le flot toujours grossissant des fuyards se dirige vers Calatayud, en tournant le dos aux Aragonais.

La nuit seule mit fin à cette sanglante journée. La victoire restait aux Français, d'autant plus glorieuse cette fois qu'elle avait été plus disputée. Ney, qui comptait en partager la gloire avec Lannes, n'avait pas même eu la chance de rencontrer un ennemi. Les Espagnols avaient perdu plus de deux mille morts, trois mille prisonniers et quarante bouches à feu ; la rive gauche de l'Èbre appartenait aux Français, et la rive droite leur était ouverte, avec la route de Madrid, par cette décisive journée de Tudela. Ainsi, des trois armées que la Péninsule, par un suprême effort, avait opposées à la France,

pas une ne restait sur pied, et l'Espagne s'ouvrait devant Napoléon comme pour l'inviter à la conquête. L'armée de Blake, descendue la première dans la lice et réduite à quelques milliers d'hommes, essayait de se reformer dans les montagnes de Léon. Les Valenciens s'étaient dispersés, mais leurs débris s'apprêtaient à disputer à l'invasion la route de Madrid et les passes du Guadarrama. L'armée d'Andalousie se repliait sur Siguenza, dans la Vieille-Castille ; enfin les Aragonais étaient en marche vers Saragosse, où ils savaient bien que l'ennemi ne les laisserait pas longtemps en repos.

Restait encore l'armée anglaise, toujours attendue et qui ne venait pas ; en apprenant les défaites successives de ses alliés, elle avait senti le besoin de concentrer ses forces avant d'agir. Sir John Moore, avec le gros de cette armée, se trouvait, le 13 novembre, à Salamanque, attendant son artillerie et sa cavalerie qui avaient pris pour le rejoindre une route plus longue et moins pénible. Enfin Moore avait encore à opérer sa jonction avec son lieutenant Baird qui, parti de la Corogne avec sa division, n'était encore qu'à Astorga, à soixante-dix lieues de Salamanque. Ajoutons que les Espagnols, toujours confiants en eux-mêmes et méfiants avec les étrangers, convaincus d'ailleurs qu'ils n'avaient besoin de personne pour triompher de leurs ennemis, accueillaient les Anglais avec beaucoup de froideur et ne leur livraient qu'à prix d'argent les vivres que d'autres auraient été trop heureux de leur fournir gratis.

En apprenant ces défaites, si humiliantes pour l'orgueil national, la junte suprême avait fait comme l'opinion : elle s'était acharnée sur les vaincus, en les rendant responsables de leurs revers. Ainsi que les généraux français de 1793, les généraux espagnols de 1808 étaient

condamnés à vaincre, sous peine, non pas de mort, mais de destitution. Ainsi la junte avait remplacé Blake par La Romana, le favori de l'opinion depuis sa romanesque évasion du Danemark. Après Blake, ce fut le tour de Castaños, coupable d'avoir déconseillé les batailles rangées, et prédit les défaites qui étaient venues, hélas! lui donner raison. Faute d'un général à mettre à la place du vainqueur de Baylen, la junte crut faire merveille en concentrant le commandement de toutes les armées dans les mains de La Romana qui, à défaut de talent militaire, avait pour lui sa popularité, son audace imprudente et son penchant à flatter les passions des masses. Ainsi Palafox à Saragosse, et La Romana à Léon, à la tête de l'armée de Blake qu'il fallait refaire avec des débris, tels étaient à cette heure les chefs de l'insurrection et les favoris de la junte et du peuple. L'auteur de tous ces beaux arrangements, c'était Morla, lâche courtisan de la populace, à laquelle il obéissait au lieu de la conduire. Mais, en confiant le commandement suprême à La Romana, on n'avait oublié qu'une chose, c'est qu'il était alors à cent lieues de Tudela et de la moitié de son armée, et, vu la distance, il fallut provisoirement laisser à Castaños le commandement qu'on venait de lui ôter.

La route de Madrid était ouverte, et rien n'empêchait Napoléon de ramener son frère dans cette capitale où son règne de huit jours avait laissé si peu de traces. Mais il fallait s'avancer avec prudence, maintenir ses communications avec la France, tout en s'éloignant d'elle, et contenir ces débris d'armées, toujours prêts à se reformer après une défaite. Et d'abord, pour nettoyer la route de Madrid, l'Empereur lança à la poursuite de Castaños Ney, impatient de faire oublier son inaction à la bataille de Tudela. Lefebvre, à la tête d'une forte

division de cavalerie, se porta sur Valladolid et Ségovie pour couvrir la gauche de l'armée, et Lannes sur Saragosse pour en finir avec le siège. Junot, avec ses troupes qui venaient de rentrer du Portugal en Espagne, en passant par la France, alla aider Soult à soumettre les Asturies. Napoléon, prévoyant que le premier effort des Anglais se porterait de ce côté, avait chargé Soult de leur tenir tête. Lasalle, avec la cavalerie légère, fut chargé de reconnaître la route de Madrid et les défilés de Guadarrama. Enfin le maréchal Mortier, qui arrivait avec un cinquième corps d'armée, vint occuper à Burgos la place que l'Empereur allait lui céder.

Ces sages précautions une fois prises, Napoléon n'hésita plus à marcher sur Madrid, et à franchir ces redoutables défilés où quelques milliers d'hommes bien décidés eussent suffi pour arrêter une armée. La junte y avait dirigé douze à quinze mille insurgés de l'Estrémadure, commandés par un officier habile et dévoué, Benito de San Juan, pour défendre le dernier rempart qui protégeât encore Madrid. San Juan plaça trois mille hommes à l'entrée du défilé, et s'établit avec le reste au col de *Somo Sierra* (le Sommet de la Chaîne), sur le point le plus sauvage et le plus facile à défendre. Il dispersa ses troupes sur les hauteurs, des deux côtés du chemin, et établit sur la route même une batterie de seize pièces d'artillerie. La position était si forte, et la junte comptait tellement sur le succès qu'elle ne crut pas devoir quitter sa résidence d'Aranjuez, et se vanta d'avance d'avoir fermé au *roi intrus* le chemin de sa capitale.

Le 29 à midi, Napoléon, arrivé au pied du Guadarrama, alla lui-même reconnaître les lieux. Le 30, dès six heures du matin, il donne le signal de l'attaque : l'avant-garde ennemie, composée de soldats novices, ne

se voit pas plus tôt en présence de ces Français si redoutés, qu'elle se débande et fuit dans toutes les directions. En même temps, le gros de l'armée française, favorisé par un épais brouillard, se dirigeait vers Somo-Sierra, lorsque, à neuf heures du matin, le brouillard, se dissipant tout d'un coup, laissa voir aux Espagnols les tirailleurs de l'ennemi déjà maîtres des hauteurs, tandis que ses colonnes serrées s'avançaient sur la grande route. Ils résistèrent, mais mollement, et se laissèrent chasser successivement de toutes leurs positions. Cependant la batterie placée sur la grande route vomissait sur les Français un feu meurtrier ; une charge à la baïonnette eût été trop lente et eût coûté trop de sang, Napoléon dirige sur cette formidable batterie l'élite de sa cavalerie. Une décharge à bout portant enlève aux assaillants quelques files, mais l'élan est donné et ne peut plus s'arrêter : les canonniers s'enfuient ou sont sabrés sur leurs pièces qui tombent au pouvoir de l'ennemi. L'infanterie espagnole, massée derrière la batterie, se débande en la voyant prise, et se précipite en fuyant sur les pentes du mont où la cavalerie s'élance à sa poursuite. Le défilé est franchi, la route de Madrid est libre, l'Empereur et ses invincibles soldats se croient maîtres de l'Espagne, parce que, une fois de plus, ses armées ont reculé devant eux.

Les Français, en se montrant dans le bassin du Tage aux Espagnols ébahis, se chargèrent de leur apprendre que le Guadarrama était franchi. La junte se hâta de quitter Aranjuez, pour se sauver à Badajoz, sous prétexte de soulever le midi. Quant à Madrid, son seul rempart était un vieux mur, incapable de défense. Une junte improvisée était censée y commander. Trois à quatre mille soldats s'y trouvaient encore, perdus dans

une tourbe indisciplinée de volontaires, plus faits à l'émeute qu'à la bataille. Morla et Castelar avaient été chargés d'organiser la défense qui débuta par le meurtre du *Corregidor*, suspect d'avoir fait mettre du sable au lieu de poudre dans les cartouches. On fit semblant de fortifier les portes d'Alcalà et d'Atocha, par où les Français devaient entrer; on crénela les murs, on dépava les rues; on convertit tant bien que mal en forteresse le Buen-Retiro, résidence royale située sur une hauteur qui domine l'est de la ville, et l'on attendit les Français de pied ferme.

Le 2 décembre, anniversaire du couronnement de l'Empereur et de la bataille d'Austerlitz, Napoléon, à la tête de sa cavalerie, parut aux portes de Madrid. Voulant épargner le sang de ses soldats et celui des habitants, il fit sommer la junte de se rendre, la ville étant incapable d'une défense sérieuse. La réponse, comme on devait s'y attendre, fut négative; l'Empereur, en attendant sa cavalerie qui ne put arriver que le soir, reconnut à cheval Madrid et ses environs, et arrêta son plan d'attaque.

Le lendemain matin, après une nouvelle sommation, rejetée avec dédain comme la première, les Français dirigèrent des attaques simulées contre divers points de la ville, mais leur effort sérieux se porta sur le Retiro. Les habitants, placés sur le vrai terrain de l'Espagne, la défensive, soutinrent les attaques avec un rare courage, et les assaillants, de ce côté, firent peu de progrès; mais les faibles remparts du Retiro furent bientôt entamés par le canon, et la garnison se hâta de l'évacuer. Les Français, s'élançant à sa poursuite, traversent en courant la promenade du Prado qui sépare le Retiro de Madrid. Les portes, ouvertes pour accueillir les fugitifs,

n'ont pas le temps de se fermer devant ceux qui les poursuivent. Les retranchements et l'artillerie qui les protègent tombent bientôt au pouvoir des assaillants. Le barricades, défendues avec courage, sont emportées à la fin, non sans des pertes sensibles. Les troupes pénètren dans la ville, et des engagements meurtriers se poursuivent pendant toute la nuit et la matinée du lendemain,

A onze heures, les Français étaient maîtres de cinq des portes; leur artillerie, postée sur les remparts du Retiro, pouvait semer la mort et l'incendie sur toute la cité. Mais Napoléon, qui ne se souciait pas de réduire en cendres la capitale de son frère, fit suspendre le combat pour essayer encore les voies de conciliation. Des pourparlers s'ouvrirent : la populace, exaltée, ne voulait pas entendre parler de se rendre; mais tout homme de sens était convaincu de l'inutilité de la résistance, et la junte chargea Morla de parlementer. Napoléon le reçut en vainqueur irrité, et lui reprocha durement d'avoir violé la capitulation de Baylen. Morla, atterré, balbutia quelques excuses, et se montra disposé à traiter, mais à condition que les Français sortiraient de la ville pour laisser à la junte le temps de calmer la populace, et de la décider à se soumettre. La proposition fut repoussée, et un délai de quelques heures accordé à la junte qui finit par céder; le peuple, écrasé sous le sentiment de son impuissance, se soumit en frémissant. Les troupes régulières s'échappèrent pendant la nuit, et toutes les portes furent ouvertes aux vainqueurs. On procéda au désarmement, non sans résistance sur quelques points, et les Français purent se dire maîtres de Madrid.

Napoléon, réservant pour son frère le palais des rois d'Espagne, alla se loger à Chamartin, dans le châ-

teau du duc del Infantado. Il nomma Belliard gouverneur de la ville, à qui il était bien aisé de faire sentir le poids d'une occupation militaire. Joseph, pendant le siège, avait été retenu de l'autre côté du Guadarrama par son frère, qui voulait prendre sur lui tout l'odieux des exécutions militaires, et lui laisser le rôle plus doux de la clémence. Il reçut enfin l'ordre de venir prendre possession de sa capitale; mais l'heure n'était pas venue d'y habiter encore, et ses appartements furent préparés au Prado, résidence royale à trois lieues de Madrid.

Le système de Napoléon avec l'Espagne était arrêté depuis Bayonne : c'était la guerre à la révolte, et après la guerre, l'intimidation. Toute résistance était à ses yeux un crime qu'il fallait punir; toute ville qui refusait de se rendre, tout individu marquant qui refusait de se rallier à lui devaient être traités en ennemis. Mais pour effrayer les petits, ce fut les grands qu'il frappa : Cevallos, tour à tour ministre de Ferdinand et de Joseph, et qui les avait trahis tous les deux, s'était dérobé par la fuite au châtiment qu'il méritait; à défaut de lui, l'Empereur fit jeter en prison MM. de Castel-Franco et de Santa-Cruz, et traduire devant une commission militaire le duc de Saint-Simon, émigré français, coupable de s'être battu contre son pays. Enfin, las de rencontrer toujours dans son chemin le Conseil de Castille, vieux champion de tous les abus, il fit déporter en France dans une prison d'État le président et le procureur royal de ce corps, fidèle à une seule cause, son propre intérêt. Le reste des membres fut destitué en masse, et le Conseil remplacé par une Cour de cassation, sur le modèle de la France.

Quant à Madrid, coupable d'avoir résisté à son nouveau monarque, la clémence calculée de l'Empereur lui

épargna le châtiment dont il répugnait à frapper la capitale de son frère. Il fit plus et mieux : armé du droit de la force, il décréta de sa propre autorité quelques-unes des réformes que réclamait l'opinion, mais que repoussaient les préventions du peuple, décidé à ne rien accepter des mains de l'étranger. Par plusieurs décrets successifs, il abolit l'Inquisition, cette plante malfaisante qui, depuis plus de trois siècles, étouffait l'Espagne sous son ombre. Il supprima les lignes de douanes qui séparaient les provinces, et formaient le plus grand obstacle à l'unité de la Péninsule. Enfin, il anéantit d'un trait de plume tous les droits féodaux, base du pouvoir de la Grandesse. Ainsi l'héritier de la Révolution, après avoir supprimé en France toutes les libertés qu'elle avait fondées, se préparait à en doter l'Espagne, en déclarant, au nom du despotisme, la guerre à tous les abus du passé !

Condamné par les préjugés du peuple espagnol à certains ménagements envers le clergé, l'Empereur ordonna, par un décret qui ne devait pas être plus obéi que les autres, la fermeture du tiers des couvents de la Péninsule, tentative impuissante, comme toutes les demi-mesures, pour détruire en Espagne l'empire du clergé, mieux établi encore que celui des rois ; mais il ne réussit qu'à se mettre tout le monde à dos, les moines et le clergé d'une part, et le peuple de l'autre. Sans satisfaire les classes éclairées, qui l'accusaient de timidité, il froissait le sentiment national en touchant à l'arche sainte de l'Inquisition et aux couvents, chers aux classes inférieures, où ils se recrutent presque exclusivement. C'était une faute, et une faute grave, car l'Empereur, jusque-là, n'avait pas eu à se plaindre du clergé espagnol, qui voyait en lui le restaurateur des autels abattus en France par la Révolution. Mais, en

traitant avec ce dédain suprême les préjugés d'un peuple superstitieux, habitué à se courber sous un joug qu'il aimait, il allait déchaîner contre lui le plus dangereux de tous les ennemis, les moines, qu'il forçait à se changer en soldats.

Napoléon, toujours confiant dans la sagesse de ses mesures, croyait avoir gagné le cœur des Espagnols par cette série de réformes, que le plus aimé de leurs rois, Charles III lui-même, aurait eu peine à leur faire accepter ; mais quelques visites à la cité rebelle ne tardèrent pas à le détromper. Dans toutes les rues où il passait, les fenêtres, les boutiques se fermaient devant lui ; une sombre hostilité se peignait dans les regards des rares habitants qu'il rencontrait. A bout d'expédients, il voulut essayer sur ce peuple indompté le prestige de ses invincibles légions, en étalant devant lui une de ces revues solennelles qui passionnaient le peuple de Paris. Mais cette revue, pompeusement annoncée, se passa dans la solitude : Madrid fit le désert autour de ses vainqueurs, muette leçon qui blessa profondément l'orgueil du conquérant, sans qu'il sût ni la comprendre ni en profiter.

Bientôt dégoûté de sa conquête, Napoléon ne songeait qu'à quitter Madrid pour marcher sur l'armée anglaise avant qu'elle pût rallier à elle les débris des armées insurgées. Mais avant de s'éloigner, il fallait réinstaller Joseph dans sa capitale, pour plus de huit jours cette fois. Un des ennuis de l'autocrate, c'étaient ses relations avec son frère, toujours plus fausses et plus tendues. Tous deux avaient compris l'Espagne d'une manière différente : Napoléon voulait y régner par la terreur et Joseph par l'amour. De la part de ce dernier, c'était une illusion, car le peuple espagnol s'était donné

à ses rois pour ne plus se reprendre. Mais c'était l'illusion d'un cœur honnête et bon, et Napoléon, en cherchant à intimider l'Espagne, n'était pas plus dans le vrai que Joseph en rêvant de s'en faire aimer. Sur ce peuple, obstiné dans ses haines comme dans ses amours, les menaces, après tout, pouvaient encore moins que les caresses ; indifférent au bienfait, il n'était sensible qu'à l'injure. Aussi, qu'on se figure l'effet que durent produire sur lui ces paroles d'une proclamation impériale, affichée sur tous les murs de Madrid : « Si les Espagnols ne répondent pas à ma *confiance*, il ne me restera plus qu'à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai alors la couronne d'Espagne sur ma tête, et je saurai la faire respecter *des méchants;* car Dieu m'a donné la force et la volonté de surmonter tous les obstacles. » Certes, ce nom de Dieu, invoqué par le conquérant, sonne étrangement dans un pareil manifeste ; mais si ce nom n'est pas ici à sa place, Dieu toutefois n'est pas absent, et s'il laisse s'accomplir cette œuvre d'iniquité, c'est en attendant l'heure de la punir ! Napoléon en a appelé à lui, la réponse viendra plus tard, et le châtiment sera proportionné à la faute.

Avec une conception aussi différente du rôle d'un monarque en Espagne, on ne s'étonnera pas que Joseph et son frère fussent rarement d'accord. Aussi vivaient-ils séparés, l'un en Roi, dans sa résidence du Pardo, avec sa cour, plus française qu'espagnole, l'autre à Chamartin, où sa cour, c'était son armée. Mais, avant de quitter Madrid, il fallait installer le Roi dans sa capitale, et s'entendre sur la ligne politique qu'il devait suivre avec ses sujets. Or, avec le peu d'accord qui régnait entre les deux frères, la chose n'était rien moins que facile. Au fond, Joseph blâmait son frère sans oser le

lui dire, et se révoltait tout bas contre le joug sans avoir le courage de le briser. Les exécutions militaires, le pillage, la confiscation, l'exil, la prison, la mort érigés en systèmes de gouvernement, répugnaient profondément à cette âme faible et tendre; son courage allait bien jusqu'à protester, à fatiguer l'Empereur de ses réclamations, à le menacer même de renoncer à une couronne qui n'était pour lui qu'un fardeau; mais ses plus fermes résolutions ne savaient pas résister à un éclat de colère de son redouté frère, et il cédait au moment même où il eût fallu tenir bon.

Une lettre de Joseph à Napoléon nous fait connaître l'homme tout entier : « Sire, lui écrit-il le 8 décembre, on me communique les mesures législatives prises par Votre Majesté. *La honte couvre mon front devant mes prétendus sujets*. Je supplie Votre Majesté de recevoir ma renonçiation à tous les droits qu'elle m'avait donnés au trône d'Espagne. Je préférerai toujours l'honneur et la probité à un pouvoir acheté si chèrement. » Cette lettre, on le voit, honore celui qui l'a écrite plus que celui auquel elle est adressée; une seule chose manque à Joseph, c'est le courage de persévérer dans sa résolution, de renoncer à un trône où il ne peut pas faire à ses sujets tout le bien qu'il leur veut. Ce n'est pas le cœur, ce n'est pas même l'intelligence qui font ici défaut, c'est la volonté; et dans le partage inégal que Dieu a fait de ses dons entre les deux frères, on se demande si la part de l'honnête Joseph n'est pas encore la meilleure.

Avant de quitter Madrid, l'Empereur voulait y asseoir son frère sur un pied plus stable que la première fois; voici comment il s'y prit. Sachant combien l'occupation militaire pesait aux habitants de Madrid, il fit engager

sous main les membres de l'*ayuntamiento* (conseil municipal) et les sommités du clergé de la capitale à faire auprès de lui une démarche officielle, pour demander le retour de leur bien-aimé souverain. La négociation, habilement conduite, finit par réussir : le 15 décembre, une députation de ces deux corps vint réclamer de l'Empereur « la faveur de voir dans Madrid le roi Joseph, afin que, sous ses lois, Madrid et l'Espagne entière jouissent de la tranquillité et du bonheur qu'ils attendaient de la douceur de caractère de Sa Majesté ».

Napoléon ne se fit pas prier pour leur accorder cette *faveur;* il consentit « *à céder au Roi ses droits de conquête*, et à l'établir dans Madrid, si les habitants voulaient manifester leurs sentiments de fidélité, et donner ainsi l'exemple aux provinces ». Mais il fallait un gage de leur sincérité, et sait-on celui qu'il s'avisa de leur demander ? Ce fut un serment, prêté *non pas de la bouche seulement, mais du cœur*. Le saint sacrement resta plusieurs jours exposé dans les églises, et tous les habitants furent invités à y venir prêter serment de fidélité au roi Joseph. On ne nous dit pas si les serments furent nombreux, et surtout s'ils furent prêtés *du fond du cœur;* mais n'y a-t-il pas là un saisissant hommage, rendu à la force morale d'un engagement pris au pied des autels par le despote qui n'a jamais cru qu'à la force matérielle, et ne fait de promesses que pour les violer?

Napoléon croyait l'Espagne soumise, parce que ses armées n'avaient pas pu tenir devant lui ; mais ces armées qu'il croyait détruites allaient se reformant de leurs débris, aux quatre coins de l'horizon : celle de Blake à Léon et dans les Asturies ; celle de Palafox à Saragosse ; celle de Castaños à Cuença ; enfin celle d'Estrémadure à Almaraz, près du Tage. Mais le pire de

tous les soucis de Napoléon, c'était l'incertitude sur les mouvements de ses ennemis. En effet, comment rien savoir avec précision dans un pays hostile comme ses habitants, où la nature même se liguait avec eux contre l'invasion, où chaque province formait un monde à part, isolé des provinces voisines, où tout se réunissait contre lui, les Espagnols d'abord, l'hiver, l'absence de routes praticables, la disette de vivres, et enfin les Anglais?

Moore était alors à Salamanque, où sa cavalerie et son artillerie étaient venues le rejoindre; mais il attendait encore Baird, avec onze mille soldats, qui devaient porter ses forces à trente mille hommes, et c'était bien peu pour lutter contre l'élite des soldats de la France, commandés par le vainqueur d'Austerlitz. Ce n'est pas tout : l'armée anglaise venait d'apprendre coup sur coup les défaites successives de tous les corps d'insurgés qui avaient osé s'opposer à la marche triomphante de Napoléon. Certes, il y avait pour une armée anglaise de quoi réfléchir avant de s'enfoncer plus avant dans cette Péninsule où ses alliés n'étaient guère mieux disposés pour elle que ses ennemis. Moore, homme de sang-froid et de courage, habitué à une guerre régulière, où l'on savait à qui l'on avait affaire, sentait la fausseté de sa position et avait hâte d'en sortir. Un instant, il avait songé à se replier sur le Portugal, en donnant l'ordre à Baird de reculer, de son côté, vers la Corogne; mais bientôt, sur les instances de la Junte, il s'était décidé à marcher sur Valladolid, pour y donner la main aux insurgés de l'est et du midi, au risque d'y rencontrer son redoutable ennemi.

Tel qu'on connaît Napoléon, avec son habitude de courir droit au danger pour en finir avec lui, on peut s'éton-

ner qu'il n'ait pas marché sur l'armée anglaise avant qu'elle eût réuni toutes ses forces. Mais, sans parler de l'incertitude des renseignements, dans un pays où tout était silence ou mensonge sur les mouvements de ses armées, de quelque côté qu'il jetât les yeux, il ne voyait que des ennemis. Madrid, toujours hostile, frémissait sous le joug, en attendant l'heure de le briser. Des avis officieux annonçaient tous les jours la formation de nouvelles armées de l'insurrection ; on exagérait leurs forces, on prédisait leur prochaine arrivée. Il fallait prendre un parti, mais l'Empereur, si las qu'il fût de son séjour à Madrid, n'était pas homme à le quitter avant d'avoir tout prévu et tout ordonné. Enfin, le 19 décembre, il apprend que les Anglais sont en marche sur Valladolid ; aussitôt, avec cette pénétration presque surnaturelle qui le faisait lire dans la pensée de ses ennemis et percer à jour leurs desseins, il devine le plan de campagne de Moore, qui déplace de Lisbonne sa base d'opérations pour la reporter sur la Corogne. Dès lors, sa marche est toute tracée, il n'a plus qu'à se diriger en hâte vers la Corogne pour en couper le chemin aux Anglais. Sur quatre-vingt mille hommes dont il dispose, il en laisse la moitié à son frère, en lui donnant pour point d'appui le Retiro, dont il a fait un camp retranché. Les deux corps d'armée de Victor et de Lefebvre restent à Madrid, avec deux divisions de cavalerie, et l'Empereur emmène avec lui sa garde et le corps de Ney, avec une nombreuse cavalerie. « Je pars à l'instant, écrit-il à Joséphine dans un style peu officiel ; je vais *manœuvrer* les Anglais, qui paraissent avoir reçu leurs renforts, et vouloir *faire les crânes*. Le temps est beau, ma santé parfaite ; sois sans inquiétude. »

Moore était alors en marche sur Saldaña, à vingt-cinq lieues au nord de Valladolid, pour y attaquer

Soult, lorsqu'un avis de La Romana lui apprit le mouvement offensif de l'Empereur. Persister dans cette voie, c'était s'exposer à être pris entre deux feux, et Moore, dont le seul défaut était la défiance de lui-même, se garda bien de s'exposer à ce danger. Une prompte retraite était le seul moyen de salut; il prend donc son parti sur-le-champ, et se dirige par Benavente et Astorga vers les Asturies.

Revenons à l'Empereur : parti de Madrid le 22 décembre, par une splendide journée de printemps, il avait retrouvé l'hiver sur le Guadarrama, qu'il passa à pied, au milieu d'affreux tourbillons de neige, sans rencontrer d'autres obstacles que ceux que l'hiver et la nature des lieux lui opposaient. Le 25, il était déjà à Tordesillas, sur le Duero, à l'est de Valladolid, comptant toujours, grâce à la rapidité de sa marche, surprendre l'armée anglaise, dont il ignorait le départ. Son avant-garde, commandée par Lefebvre-Desnouettes, trouva, en arrivant à Benavente, tous les ponts rompus par les Anglais dans leur retraite. Lefebvre, passant l'Esla à gué, se vit tout d'un coup face à face avec un corps de cavalerie que Moore avait laissé derrière lui pour arrêter la poursuite de l'ennemi. Assaillis par des forces supérieures, les Français durent repasser la rivière, et leur général, entraîné par le courant, fut fait prisonnier par les Anglais au moment où il allait se noyer.

Ainsi le plan si habile, si hardi de Napoléon, était déjoué par la prompte retraite du général anglais. Cette course désespérée, cette lutte de vitesse avec ses adversaires n'était pas digne du grand capitaine, habitué à vaincre par lui-même et à laisser la poursuite à ses lieutenants. Les Espagnols, d'ailleurs, allaient bientôt rentrer en campagne, et il fallait se tenir prêt à leur faire face. Enfin les

nouvelles du nord étaient menaçantes : au printemps prochain, on pouvait compter sur une guerre avec l'Autriche, secrètement vendue à l'Angleterre. Tous ces motifs réunis décidèrent Napoléon à s'établir à Valladolid, où, commandant à la fois le bassin du Duero et la route de Madrid, il serait mieux placé pour voir venir les événements et marcher au-devant d'eux. Il s'arrêta donc à Astorga, au pied des montagnes de Léon, et chargea Bessières, à la tête d'une forte division de cavalerie, de harceler les Anglais dans leur retraite. Enfin Soult, après avoir battu à Mansilla l'arrière-garde de La Romana, qui précédait dans sa fuite l'armée anglaise, se lança à son tour à la poursuite de Moore.

Les paroles manquent pour dépeindre les souffrances de l'infortuné général et de ses soldats dans cette retraite précipitée; l'armée espagnole de La Romana marchait devant eux, défonçant tous les chemins, consommant tous les vivres; puis une armée française était à leurs trousses, ramassant le riche matériel que les Anglais semaient partout sur leurs pas. Ainsi les soldats français recueillirent, au fond des précipices, deux millions de francs en pièces d'or, que les Anglais y avaient jetés, ne pouvant plus les traîner après eux dans leur fuite trop rapide. La saison était froide et pluvieuse, les boues si profondes que les piétons y enfonçaient jusqu'à mi-jambe. Entre ces trois armées qui se succédaient, les vivres, rares en tout temps, étaient devenus introuvables. Les soldats anglais, avec une brutalité que leurs officiers essayaient en vain de réprimer, se vengeaient de la froideur de leurs alliés en pillant et en brûlant leurs maisons. Aucune discipline, aucun châtiment ne pouvait vaincre leur penchant effréné pour la boisson, et la route était jonchée de soldats ivres-morts et des

magnifiques chevaux que leurs cavaliers tuaient froidement quand ils ne pouvaient plus marcher.

Condamné à une rapidité de marche contraire à toutes les habitudes des troupes anglaises, Moore poursuivait sa course haletante, semant sur tout le chemin les débris de son armée, à côté de ceux que La Romana avait laissés derrière lui. Bien loin de diminuer avec la distance, les souffrances de ses malheureux soldats allaient sans cesse en croissant. De Villafranca à Lugo, dans l'épais massif de monts qui sépare ces deux villes, les vivres manquèrent tout à fait, et de toutes les épreuves de la guerre, c'est celle qu'une armée anglaise supporte le moins. A Lugo, les soldats épuisés reprirent haleine un instant; mais Soult et les Français étaient toujours sur leurs traces. Il y eut même quelques engagements entre l'arrière-garde anglaise et la cavalerie de Soult, et l'Empereur y perdit le général Colbert, un de ses plus brillants officiers.

Condamné à fuir devant un ennemi qu'il brûlait de combattre, Moore offrit trois fois la bataille aux Français pendant les trois jours qu'il passa à Lugo; mais Soult, dans cette poursuite précipitée, n'avait pu prendre avec lui qu'une avant-garde de cavalerie. Accepter le combat avant que le gros de ses forces fût arrivé eût été une haute imprudence, et Soult se garda bien de la commettre. Moore en profita pour faire filer sur la Corogne ses malades et ses blessés, et ne garder avec lui que ses hommes les plus dispos. Mais, au bout de ces trois jours, il perdit patience, et, se dérobant sans bruit pendant la nuit, il arriva à la Corogne le 11 janvier, toujours suivi de près par les Français.

Moore comptait y trouver une flotte de transports; mais les vents contraires la retenaient à Vigo, et il fal-

lut attendre son arrivée, avec la perspective, si elle tardait trop, d'avoir toute l'armée française sur les bras. Sûr d'être attaqué bientôt, Moore, qui avait conduit toute cette retraite avec autant d'habileté que de courage, voulut s'assurer l'avantage de la position : il établit ses troupes sur les hauteurs qui entourent la ville, et fit sauter l'unique pont par où l'ennemi aurait pu traverser un cours d'eau fangeux qui le séparait de lui ; puis il attendit de pied ferme les Français, décidé à ne pas se rembarquer sans s'être mesuré une fois avec eux.

Par malheur, dans cette retraite qui ressemblait si fort à une fuite, l'indiscipline et le désordre s'étaient glissés dans ses rangs. On sait comment se recrutent les armées anglaises, par l'enrôlement volontaire ; les éléments qui les composent sont loin d'être des plus choisis, et il y a un contraste pénible entre l'ignorance et la grossièreté des soldats et la rare distinction des officiers, qui appartiennent tous aux classes les plus élevées de la société ; car, en Angleterre, les grades s'achètent [1], tandis qu'en France, ils sont donnés au mérite ou à l'ancienneté. Aussi l'armée en France représente-t-elle la nation, tandis qu'en Angleterre, elle n'est qu'un hors-d'œuvre, qu'un meuble de luxe ; la vraie armée de la Grande-Bretagne, c'est sa marine, qui fait à la fois sa force et son orgueil.

Le 12 seulement, la petite armée française se trouva réunie devant la Corogne. Les journées des 13 et 14 furent employées par Soult à réparer le pont. Dans l'intervalle, le vent ayant tourné, la flotte anglaise entra à la Corogne, et Moore put embarquer ses bagages et

1. On sait que les grades ont cessé de se vendre en Angleterre depuis quelques années. Voir sur ce sujet la belle étude du général Foy sur l'armée anglaise. (*Hist. de la guerre de la Péninsule,* t. I, p. 175.)

ses blessés, et se préparer au combat. Les marches forcées et l'ivrognerie avaient fait dans ses rangs autant de ravages qu'une bataille; cependant il pouvait encore mettre en ligne dix-huit mille hommes, et Soult, grâce aux renforts arrivés, en comptait à peu près autant; mais les Français avaient pour eux l'élan de la poursuite et l'espoir de vaincre, et demandaient à grands cris le combat. Bon nombre d'officiers supérieurs anglais, dont on ne peut pas soupçonner le courage, étaient d'avis de traiter avec l'ennemi, comme Junot à Cintra, pour obtenir la permission de se retirer; mais le brave Moore repoussa avec dédain cette humiliante proposition, que Soult d'ailleurs n'aurait pas acceptée.

Enfin, le 16 au matin, tout était prêt pour le combat : Soult s'était établi sur des hauteurs opposées à celles qu'occupaient les Anglais, en y dressant une batterie de douze pièces qui prenait en écharpe toute leur ligne. Les Anglais, avant de s'embarquer, brûlaient aussi, pour l'honneur de leur pays, de se mesurer avec ce redoutable ennemi. La lutte fut longue et acharnée : le village d'Elvina, placé dans le vallon qui séparait les deux adversaires, fut pris et repris plusieurs fois. Les Français, qui n'avaient jamais vu d'Anglais au bout de leurs fusils, s'aperçurent bien vite qu'ils avaient affaire à un ennemi plus sérieux que les Espagnols. La nuit sépara les combattants, sans qu'aucun des deux partis pût se regarder comme vainqueur. Les Français avaient perdu quatre cents hommes et les Anglais trois fois autant, grâce aux ravages de l'artillerie. Mais ce qui, pour les Français, équivalait à une victoire, c'est que les Anglais avaient perdu leurs deux généraux, Moore et Baird, tous deux mortellement atteints dans le combat. Transporté à la Corogne, Moore expira en pronon-

çant ces paroles, d'une grandeur antique dans leur simplicité : « J'ai toujours souhaité mourir ainsi ; j'espère que le peuple anglais sera content. » Et en effet, il pouvait se rendre ce témoignage : s'il n'avait pas vaincu, il avait sauvé du moins l'honneur de son pays.

Protégés par les remparts de la Corogne, que Soult n'était pas en mesure d'attaquer, les Anglais eurent le temps de s'embarquer, en abandonnant les blessés de la journée. Cette retraite précipitée leur avait coûté six mille hommes, prisonniers ou hors de service, trois mille chevaux tués par leurs cavaliers et toute leur artillerie. Les Espagnols, toujours malveillants pour leurs alliés, ne se firent pas faute de répéter que les Anglais s'étaient enfuis devant les Français, oubliant que La Romana et ses soldats leur en avaient donné l'exemple, fidèlement suivi par toutes les armées espagnoles.

Pour nous, ce qui nous frappe surtout dans cette contre-partie de Baylen et de Cintra, c'est que les Anglais échappent au piège, tandis que les Français s'y sont deux fois laissé prendre. Nous tenons le courage pour égal des deux parts, avec les différences de race et de tempérament qui distinguent les deux peuples ; mais ici le tort des Français, c'est d'avoir laissé échapper leur ennemi. S'il avait régné plus d'accord entre les maréchaux, si Ney s'était plus hâté de venir seconder l'active poursuite de Soult, Moore pouvait encore être atteint dans sa fuite ; mais, à la guerre comme ailleurs, il est impossible de tout faire comme de tout prévoir ; le châtiment du génie, quand il dépasse trop le niveau commun, c'est de voir toujours sa pensée imparfaitement exécutée, quand il ne peut pas la réaliser lui-même.

Napoléon s'apprêtait à quitter Valladolid ; le motif de ce brusque départ, c'est qu'il commençait à s'aper-

cevoir que, dans cet étrange pays, les victoires ne signifiaient rien, et que les défaites seules voulaient dire quelque chose. Or, rester plus longtemps en Espagne, c'était s'exposer, après y avoir été toujours victorieux, à y rencontrer un autre Baylen, et ce sont là de ces chances qu'un enfant gâté de la fortune n'aime pas à courir. Toutefois, même en partant, il n'était pas homme à rien livrer au hasard; puisqu'il avait assis son frère sur ce trône si contesté, son devoir, c'était de l'y maintenir; son honneur y était engagé, et, tout en reconnaissant au fond du cœur la folie de l'entreprise, il fallait descendre la pente jusqu'au bout, dût-elle mener aux abîmes!

Joseph était toujours au Pardo, se résignant de son mieux à ce rôle effacé qu'il lui fallait jouer, en attendant le retour de son frère dans sa capitale. Le but de Napoléon était atteint : Madrid, écrasé par cette occupation militaire prolongée, soupirait après la présence de ce Roi qu'il lui fallait subir, dans l'espoir qu'elle adoucirait la dureté du joug de l'étranger. En effet, la correspondance de l'Empereur, si curieuse à étudier, ne parle que de pendre et de fusiller pour rétablir l'ordre et la paix. Le 12 janvier, il écrit à son frère : « Il faut faire pendre une vingtaine de ces mauvais sujets ; demain j'en fais pendre ici sept, connus pour avoir commis tous les excès. Les honnêtes gens les ont secrètement dénoncés, et reprennent courage depuis qu'ils en sont debarrassés. Il faut faire de même à Madrid. Si on ne se débarrasse pas d'une centaine de brigands, on n'a rien fait. Sur ces cent, faites-en fusiller ou pendre douze ou quinze, et envoyez les autres en France, aux galères. » Et ailleurs : « La Cour des Alcaldes de Madrid a seulement condamné à la prison les trente coquins que Belliard avait fait arrêter ; il faut les faire juger de nouveau par des com-

missions militaires, et fusiller les coupables. Les cinq sixièmes de Madrid sont bons, mais les honnêtes gens ont besoin d'être encouragés, et ils ne peuvent l'être qu'en maintenant la *canaille.* »

Avant son départ, l'Empereur s'était occupé de préparer l'entrée de son frère à Madrid, où sa première apparition avait été si courte et si fugitive. Mais pour cela, il ne suffisait pas de faire pendre les coquins, il fallait encore avoir pour soi les honnêtes gens. Napoléon avait demandé à voir les registres des paroisses où s'inscrivaient les serments prêtés à Joseph. Ces registres lui furent apportés à Valladolid par une députation qu'il reçut avec moins de sévérité que de coutume; mais il lui déclara que « si l'attitude hostile des habitants forçait encore Joseph à quitter sa capitale, ce serait pour n'y plus rentrer de longtemps, et qu'on soumettrait la ville rebelle à une occupation militaire sans pitié ».

Après avoir pourvu à la tranquillité de Madrid, Napoléon s'occupa de la Péninsule. Le maréchal Victor avait été dirigé sur Cuença pour y anéantir les débris de l'armée de Castaños. Lannes était chargé du siège de Saragosse ; Gouvion Saint-Cyr, placé à la tête de l'armée de Catalogne, avait réussi à débloquer Barcelone, mais non à étouffer l'esprit de rébellion qui animait toute la province. Quant au reste de la Péninsule, l'est depuis Valence, le midi jusqu'à Séville, et l'ouest tout entier appartenaient à la cause de l'indépendance. La Romana, à la tête de son débris d'armée, s'était replié sur le Portugal, où allait bientôt le rejoindre l'armée anglaise, embarquée à la Corogne. Que restait-il donc à la France? Une étroite lisière de terrain entre l'Èbre et les Pyrénées, la route de Bayonne à Madrid et les plaines de la Vieille-Castille, à condition de laisser les montagnes

aux insurgés; tel était le bilan de la conquête, réduite à ses derniers résultats! La pensée que l'autocrate en partant allait emporter avec lui, c'est que l'œuvre, après six mois de lutte sans relâche, n'était pas plus avancée que le premier jour, et que Joseph campait à Madrid, mais n'y régnait pas.

Tout ceci nous explique, mieux que les armements de l'Autriche et la crainte d'une guerre continentale, l'empressement de Napoléon à quitter l'Espagne. Impatient de quitter un pays qui lui avait été si fatal, le 17 janvier, il quitta Valladolid pour s'en retourner à Bayonne à franc étrier, en laissant pour instructions à son frère de ne rentrer à Madrid qu'après quelque succès éclatant, comme la prise de Saragosse ou une victoire sur les insurgés de Cuença. Il lui traça le plan d'une campagne en Portugal et d'une autre en Andalousie, deux pays où il fallait réparer l'honneur de ses armes. Quant à lui, il sentait le besoin d'aller relever, aux dépens de l'Autriche, son prestige évanoui. Il lui tardait d'avoir en face de lui, au lieu de bandits indisciplinés, des armées régulières, avec qui l'on pût se battre selon les règles. Il partit donc en promettant à Joseph de revenir, s'il n'avait pas la guerre avec l'Autriche. Voici les adieux qu'il lui laissa : « Je vous remercie de vos souhaits de nouvel an. Je n'espère pas que l'Europe puisse être encore pacifiée cette année. Je l'espère si peu que je viens de rendre un décret pour lever cent mille hommes. La haine de l'Angleterre nous fait présager que l'heure du repos n'est pas encore sonnée. » Paroles prophétiques que six années de guerre sans trêve et de lutte sans relâche devaient se charger de réaliser!

Joseph avait besoin d'une victoire pour rentrer à Madrid, et cette victoire ne se fit pas attendre longtemps. Le maréchal Victor avait été chargé de lui en procurer une, en poursuivant les débris du corps de Castaños, commandé maintenant par le duc de l'Infantado, aussi incapable comme homme de guerre que comme homme d'État. De dix mille hommes, ce noyau d'armée était bientôt remonté à vingt mille, dans ce pays où les armées sont presque aussi promptes à se reformer qu'à se dissoudre. Le Duc occupait alors Cuenca, au sud-est de Madrid; mais sur la demande de Moore, qui voulait détourner les Français de le poursuivre, le duc envoya quinze mille hommes s'établir à Uclès, sur la route de Madrid. Le 12 janvier, Victor, à la tête de douze mille soldats d'élite, se dirigea de ce côté : il se sentait si sûr de vaincre qu'avant la bataille, il ne craignit pas de détacher la moitié de ses forces, et de la faire filer derrière les insurgés pour leur couper la retraite. Les Espagnols avaient leur centre appuyé sur Uclès, dans un fond, entre deux rangées de hauteurs, occupées par les deux ailes de leur armée. Leur position était forte, mais les vieux régiments à qui ils avaient affaire avaient triomphé d'ennemis plus dangereux. Bien vite débusqués de toutes leurs positions, les insurgés furent mis en déroute et rejetés dans les gorges d'Alcazar. Là ils se heurtèrent contre les troupes qui les attendaient au passage, et, pris entre deux feux, après avoir tenté une résistance inutile, ils furent obligés de se rendre, au nombre de treize mille, et de livrer à l'ennemi leur artillerie et leurs drapeaux. Uclès, qui essaya de se défendre, fut emporté d'assaut et la garnison massacrée, y compris les moines qui avaient pris part au combat.

La victoire était acquise aux Français, d'autant plus

honorable cette fois qu'elle avait été plus disputée. Victor, voulant la rendre plus complète, se porta vivement sur Cuenca pour en finir avec le reste de l'armée ennemie; mais le Duc, informé de la déroute d'Uclès, s'était déjà sauvé sur la route de Valence, en laissant aux mains des vainqueurs ses bagages et ses blessés. Joseph était libre maintenant de rentrer à Madrid; une armée espagnole prise d'un seul coup de filet était une revanche suffisante de Baylen. Ainsi se vérifiait ce mot de Napoléon, parlant des conscrits de Dupont : « Je leur avais envoyé des agneaux, ils les ont dévorés; je leur enverrai des loups qui les dévoreront à leur tour. » Le 22 janvier, Joseph triomphant rentra dans Madrid, à la tête de ses invincibles légions. Cette entrée du *Roi intrus* dans sa capitale différa pourtant de la première : toujours exécré par la populace, qui avait appris à craindre les Français, sinon à les aimer, il fut accueilli avec une visible satisfaction par les classes moyennes et éclairées, lasses du joug de cette démocratie turbulente que l'insurrection avait fait naître au sein du plus monarchique de tous les peuples. Le président de la junte de Séville, Morla, toujours prêt à adorer le soleil levant, vint se rallier à la royauté nouvelle, et sut se faire agréer par elle. A l'en croire, l'Andalousie ne demandait qu'à se donner à Joseph, et à goûter les bienfaits de son règne; et le monarque novice, ravi de cette apparente soumission, put croire un instant que l'Espagne, lasse d'une résistance inutile, allait enfin accepter le maître que la victoire venait de lui donner.

Une seule chose manquait à son triomphe, c'était la soumission de Saragosse. L'Espagne semblait personnifier sa résistance dans l'héroïque cité, drapeau vivant de l'insurrection, et se consoler de toutes ses défaites tant

qu'elle ne serait pas domptée. Le premier siége, entrepris par Verdier avec des forces insuffisantes, n'avait pas été poussé avec la vigueur que commandait l'importance de cette ville et le dangereux exemple qu'elle donnait à l'Espagne. Moncey, Ney, Mortier s'y étaient succédé, mais sans y rester assez longtemps pour donner aux attaques une impulsion décisive. Cependant le siége, à vrai dire, n'avait jamais été interrompu; le 21 décembre, Moncey, qui commandait alors, s'était emparé de tous les ouvrages extérieurs, et avait renfermé les assiégés dans les murs de la place. Dès lors, des travaux de siége plus réguliers avaient pu commencer; mais l'insuffisance des moyens d'attaque et du nombre des assiégeants s'était fait tristement sentir. Après sa défaite de Tudela, une partie de l'armée vaincue était venue se réfugier dans Saragosse. A ce débris d'armée, incapable de tenir en rase campagne, mais fort redoutable derrière une muraille, s'était jointe une foule de paysans, chassés de leurs foyers par la guerre; la population de Saragosse qui, en temps ordinaire, s'élevait à peine à cinquante mille âmes, se trouvait doublée en ce moment.

Or, pour lutter contre une garnison qu'on ne pouvait guère évaluer à moins de quarante mille hommes, fanatisés à la fois par le patriotisme et par la religion, combien la France comptait-elle de soldats? Dix-huit mille au plus, et, sur ce chiffre, deux mille seulement appartenaient à l'artillerie et au génie, armes employées de préférence dans les travaux d'un siége. En outre, il est vrai, huit mille hommes, détachés sur la rive gauche de l'Èbre, bloquaient un faubourg isolé de la ville, et à Calatayud, à vingt lieues de Saragosse, Mortier, avec neuf mille autres, gardait la route de Madrid; en tout trente-cinq mille soldats qui, tous réunis, n'auraient

pas été de trop pour mener à bonne fin une entreprise aussi ardue.

Pendant l'espèce de trêve qui régnait de fait depuis la fin de décembre, des travaux actifs de défense d'une part, et d'attaque de l'autre, avaient été exécutés. Les Anglais, comprenant l'importance de cette ville, y avaient envoyé d'immenses provisions d'armes et de munitions. Sans être ce que l'on appelle une place forte, Saragosse devait à la nature plus qu'à l'art de puissants moyens de résistance : sans parler de l'Èbre, rempart naturel qui la défend du côté du nord, la vieille et solide muraille qui l'entourait s'appuyait encore sur de vastes couvents, enchâssés dans le mur d'enceinte comme autant de forteresses. De plus, à l'intérieur, chaque maison avait été crénelée, et toutes communiquaient ensemble par des ouvertures cachées, qui permettaient à leurs défenseurs de passer de l'une à l'autre sans s'exposer au feu des assaillants. Toutes ces maisons, armées en guerre comme autant de forts qu'il fallait prendre un à un, étaient vouées d'avance à la destruction; car ce n'étaient pas leurs habitants qui étaient chargés de les défendre. Dominés par cette nombreuse garnison qui faisait aussi bon marché de leurs propriétés que de leurs vies, ils avaient cessé d'être maîtres chez eux, et les bourgeois, s'ils eussent été libres de choisir, eussent peut-être préféré le joug même des Français à celui de cette turbulente démocratie qui régnait dans Saragosse.

Palafox, le commandant en chef, n'était pas homme à faire pencher la balance du côté de la bourgeoisie. Moines et démocratie, en Espagne, sont deux mots synonymes, et, gouverné par des moines qui avaient toute sa confiance, l'idée qui le dominait, c'est que, pour se faire obéir de ces masses ignorantes et passionnées, il fallait

partager leurs haines comme leurs amours. Sa popularité datait du jour où, commandant une des ailes de l'armée vaincue à Tudela, il avait lutté dans le conseil contre le sage Castaños, qui conseillait aux Espagnols de ne faire jamais la guerre que derrière une muraille. C'est ainsi qu'il avait fondé son empire sur la populace, en commençant par lui obéir. Les bourgeois ayant laissé percer quelques velléités de se rendre, des potences avaient été dressées sur les places publiques, et la terreur régnait dans les rangs de la bourgeoisie, exposée à la fois aux ennemis du dehors et à ceux du dedans.

Le général Junot venait de prendre le commandement en chef qu'il ne devait pas garder, car, dans la pensée de l'Empereur, Lannes seul avait l'énergie nécessaire pour mener à bonne fin cette difficile entreprise. Junot avait à faire oublier sa capitulation de Cintra, seconde édition de Baylen : le 30 décembre, la tranchée fut ouverte, et, le 10 janvier, les batteries françaises eurent bientôt fait taire le feu des assiégés. Le couvent de Saint-Joseph, défendu par trois mille hommes, fut enlevé après une résistance opiniâtre. Après le couvent, ce fut le tour d'une tête de pont fortifiée sur la Huerba, petite rivière qui se jette dans l'Èbre, à côté de la ville ; mais les insurgés, en se retirant, firent sauter le pont et augmentèrent ainsi la difficulté des approches.

Un adversaire plus redoutable encore allait se joindre aux Français pour combattre les Espagnols, c'était l'épidémie. Saragosse, comme toutes les villes de la Péninsule, où l'ennemi qu'on craint le plus est la chaleur, a des rues fort étroites et peu aérées. Or, ce n'est pas impunément qu'une ville assiégée voit doubler en quelques jours le nombre de ses habitants. Depuis l'ouverture du siége, les Français faisaient pleuvoir sans relâche une

grêle de bombes et d'obus sur la malheureuse cité. Le nombre des blessés augmentait chaque jour comme celui des malades, les hôpitaux ne suffisaient plus à les contenir, et bientôt les morts, les blessés même, abandonnés dans les rues, vinrent encore augmenter la contagion. Une épidémie terrible éclata dans Saragosse, et ajouta ses ravages à ceux du fer et du feu qui la décimaient. La situation des assiégeants n'était pas beaucoup meilleure : condamnés à bivouaquer l'hiver au milieu des ruines, ils voyaient leurs convois enlevés, leurs blessés massacrés par les insurgés qui infestaient toutes les routes. Une levée en masse, ordonnée par Palafox, avait soulevé la province tout entière. Déjà plus de douze cents des assaillants avaient péri, et la guerre sévissait ainsi dans les deux camps par des souffrances supportées avec un égal courage.

Enfin, le 21 janvier, le brave Lannes, le plus populaire de tous les généraux de l'armée, arriva, investi de pouvoirs suffisants pour donner au siége une impulsion nouvelle. En effet, les soldats commençaient à murmurer de se voir condamnés à supporter seuls toutes les fatigues et tous les dangers du siége, tandis que huit mille de leurs compagnons bloquaient le faubourg de la rive gauche sans tirer un coup de fusil, et que neuf mille autres vivaient à Calatayud dans l'oisiveté et le bien-être. Le premier soin de Lannes fut de rappeler à Saragosse les deux corps détachés de l'armée d'Aragon. Mortier, à la tête du dernier, dispersa et sabra sur la rive gauche un corps de quinze mille insurgés, que la province envoyait au secours de sa capitale. En même temps, le général Wathier nettoyait la rive droite, en écrasant dans Alcañiz un autre corps d'insurgés, et ramenait au camp de Saragosse tout le bétail de la contrée.

Les travaux du génie, poussés sans relâche, avançaient rapidement. Après le siége du rempart, avait commencé celui des maisons, guerre nouvelle, même pour les vétérans de la République et de l'Empire. Des deux côtés c'était le même acharnement, le même courage, exalté, chez les Espagnols, par l'idée qu'ils combattaient pour l'indépendance de leur pays; chez les Français, par une résistance qu'ils n'avaient encore rencontrée nulle part. Résumons rapidement les événements du siége : le 26 janvier, cinquante pièces de gros calibre ouvrirent un feu terrible sur le couvent de Santa-Engracia et sur deux points du mur d'enceinte. Dès le lendemain, trois brèches étaient ouvertes, correspondant à trois des principales rues; deux ponts avaient été jetés sur la Huerba, et trois sanglantes issues étaient ouvertes pour entrer dans la ville.

Le 26 à midi, les trois brèches ayant paru praticables, Lannes donne le signal, attendu avec impatience, et un détachement s'élance vers la brèche de droite. A peine est-il au pied du rempart qu'une mine éclate avec le fracas du tonnerre, mais derrière les assaillants, et personne n'est atteint. A peine les soldats sont-ils arrivés sur la brèche qu'ils sont salués par un feu épouvanable, plongeant sur eux du haut des remparts et de toutes les maisons voisines, dont les fenêtres matelassées ne laissent passer que les canons de fusil. Sans abri, sans défense, ne pouvant pas même rendre à des ennemis invisibles les coups qu'ils reçoivent, les assaillants tombent par centaines, sans reculer toutefois. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de se loger sur la brèche même, en se faisant de ses débris un rempart contre les balles. Mais bientôt une seconde colonne se lance à l'assaut; la brèche est franchie au prix de sacrifices nouveaux, et alors com-

mence la guerre des maisons, plus meurtrière encore, car les Français sont exposés de plus près aux coups de leurs ennemis, cachés derrière leurs murs, et pouvant toujours quitter la maison qu'ils défendent pour passer dans la maison voisine.

Mais les Français sont nombreux, infatigables, décidés à vaincre ou à mourir, et, au prix de bien des vies sacrifiées, ils parviennent à s'emparer de quelques maisons rapprochées de la brèche, et à passer, à la suite de leurs défenseurs, dans les maisons voisines. Chacune devient une place forte qu'il faut acheter au prix d'un combat sanglant, où les balles pleuvent à travers les cloisons, les planchers et les toits. Quant aux rues, impossible d'y marcher, car toutes sont coupées par des barricades qui vomissent la mitraille sur tout ennemi qui ose se montrer à découvert. Aux deux autres brèches, mêmes résultats, achetés par des pertes égales. Le couvent de Santa-Engracia est emporté d'assaut, et la guerre des maisons se poursuit avec plus d'acharnement encore, car les insurgés, surexcités par la lutte qui se prolonge, osent maintenant combattre à découvert. Des moines, des femmes même se mêlent aux combattants, sous l'empire d'un double fanatisme, celui de la patrie et celui de la foi. La nuit vient enfin suspendre cette horrible mêlée ; le seul résultat acquis, c'est que les assaillants sont maîtres du mur d'enceinte et de quelques rues ; mais la ville presque entière reste à conquérir, maison après maison. Les Espagnols ont perdu cinq à six cents hommes ; les Français, plus exposés, en ont huit cents hors de combat. Si c'est là une victoire, ils l'ont payée bien cher, et le lendemain tout est à recommencer.

Le lendemain, en effet, la lutte est reprise avec une

nouvelle furie; mais Lannes, effrayé de ses pertes et d'une résistance sans exemple dans les annales des siéges, défend aux soldats de se montrer dans les rues, et se décide, au lieu de ces assauts de détail qui lui coûtent trop cher, à ne plus attaquer les maisons que par la mine. Alors commence une guerre nouvelle, plus lente, mais non moins meurtrière, car les Espagnols, imitant leurs ennemis, ont recours aux mêmes armes. Les mineurs des deux camps cheminent sous terre, au risque de s'y rencontrer et d'y renouveler le combat. Mais les Français, dans cette lutte souterraine, ont pour eux l'expérience et la science de leurs officiers ; leurs mines, plus vite et mieux chargées, éclatent avant celles des insurgés. C'est ainsi que l'on chemine, non plus de maison en maison, mais de cave en cave et de ruine en ruine; le plus souvent, les Espagnols mettent le feu à la maison qu'ils vont quitter, quand ils ne peuvent plus la défendre, et la désolation marche ainsi pas à pas dans la malheureuse cité, vouée à la destruction par ses défenseurs comme par ses ennemis.

Nous abrégeons ces hideux détails pour arriver au dénoûment, trop facile à prévoir : malgré l'héroïque courage de la garnison, l'épidémie faisait dans ses rangs plus de ravages que le feu des assaillants; contre cent hommes, tués ou blessés, que chaque jour coûtait aux Français, les Espagnols en avaient quatre cents hors de combat, et la place manquait dans les hôpitaux pour les recevoir. De rue en rue, de couvent en couvent, car à Saragosse il y en a au moins un par rue, les Français avançaient toujours sans rétrograder jamais. Le 7 février, ils commencèrent à battre en brèche le faubourg de la rive gauche. Déjà, sur une garnison de quarante mille hommes, quinze mille étaient morts ou dans les hôpi-

taux. Mais c'était surtout parmi les bourgeois de la ville, les femmes, les enfants, chassés de leurs demeures, errant sans asile et couchant au milieu des ruines, sous les bombes et les obus, que la maladie et la mort faisaient le plus de ravages. Palafox lui-même était atteint par le mal régnant; mais si le corps avait faibli, le commandement était resté ferme, contre l'ennemi du moins; car au dedans, la démocratie la plus effrénée dominait dans la ville; les moines, qu'on voit toujours en Espagne du côté du peuple, régnaient par la terreur et par les supplices, infligés sans jugement à quiconque était soupçonné de penser à se rendre.

A côté des progrès de l'épidémie, la lutte, loin de se ralentir, avait redoublé de fureur. Une seule mine, chargée de trois mille livres de poudre, avait fait sauter l'énorme couvent de Saint-François avec toute sa garnison. Du reste, cette guerre de sauvages ou de bêtes féroces, plutôt que de peuples civilisés, avait fini par lasser la patience, sinon le courage des soldats. En voyant des centaines de blessés sortir chaque jour de ce charnier vivant pour aller languir dans des hôpitaux ou se faire égorger en chemin; en se voyant eux-mêmes, au bout de quarante jours de ce siége désespéré, maîtres à peine de quelques rues, ces fanatiques de la guerre commençaient à la regarder d'un autre œil. « Au lieu de nous faire tuer tous ici, se disaient-ils, pourquoi n'entoure-t-on pas cette ville maudite d'un cercle de batteries, pour l'écraser sous les bombes, au lieu d'y dépenser une armée entière? » Leurs officiers, leur général lui-même avaient peine à apaiser leurs murmures. Les plus hardis allaient jusqu'à se demander : « Pourquoi cette guerre? Pour donner à l'Espagne, au lieu d'un Roi qu'elle aime, un Roi qu'elle ne veut pas? »

Mais aucun d'eux, que nous sachions, n'alla jusqu'à se poser cette question plus hardie : « Pourquoi le guerre? » Cette question-là, ce ne sont jamais les rois qui la feront; mais un jour viendra peut-être où la République, qui l'a déjà posée, se chargera de la résoudre.

Le 18 février, l'assaut fut donné au faubourg de la rive gauche et à un vaste couvent qui le dominait. Sur les sept mille insurgés qui l'occupaient, quatre mille furent faits prisonniers; le reste, après une lutte désespérée, parvint à s'échapper. Le même jour, on fit sauter dans Saragosse le vaste bâtiment de l'Université avec tous ceux qui le défendaient. Dès lors la résistance devenait impossible : la perte du faubourg ôtait à la ville son dernier point d'appui, son dernier contact avec le pays. Sur les cinquante jours qu'avait duré le siége, trente avaient été consacrés à la conquête du mur d'enceinte, vingt à s'avancer de rue en rue, de maison en maison. Sur les quarante mille hommes de la garnison, un tiers à peine était en état de combattre. L'heure des illusions était passée, la triste réalité parlait plus haut que tous les mensonges. La junte et Palafox lui-même se décidèrent enfin à traiter. Mais les héroïques défenseurs de Saragosse, jugeant de l'Espagne d'après eux-mêmes, ne pouvaient se résigner à croire qu'elle fût jamais vaincue. Craignant de se rendre au moment même où leurs armées victorieuses étaient en marche pour les délivrer, ils firent demander à Lannes de suspendre toute attaque jusqu'à ce qu'ils pussent s'assurer que l'insurrection était partout battue, et que leur résistance devenait inutile. Lannes refusa, mais en leur donnant sa parole que toutes les armées de l'insurrection étaient en déroute, et que les Anglais s'étaient embarqués à la Corogne; puis, les plaçant en face de leur position,

vraiment désespérée, il leur donna jusqu'au lendemain pour se rendre sans conditions, ou sinon il ferait sauter le reste de leur ville.

Il fallut céder, et la junte s'y résigna enfin. L'honneur était sauf, et le nom de Saragosse devait rester immortel dans la mémoire des hommes, et s'inscrire à côté de ceux de Sagonte et de Numance. La garnison fut mise en demeure de choisir entre le service du roi Joseph ou la prison, et tous préférèrent ce dernier parti. Le 21 février, douze mille hommes, maigres, pâles, abattus, mais fiers encore, défilèrent devant les Français, saisis de pitié à la vue des souffrances qu'ils avaient infligées. La plume se refuse à décrire le spectacle d'horreur que présentait la ville : partout des ruines, semées de cadavres en putréfaction qui empoisonnaient l'air que l'on respirait. Sur cent mille âmes, habitants et soldats, entassés dans cette étroite enceinte, plus de la moitié avait succombé sous le fer, la faim, le feu, la maladie. Un seul siége, dans les annales du monde, avait surpassé celui-ci en souffrances, c'était le siége de Jérusalem. Les assaillants, de leur côté, avaient fait des pertes cruelles : plus de quatre mille d'entre eux avaient péri; le commandant du génie, le brave Lacoste, était mort avec la moitié de ses soldats, dans ce siége où la sape et la mine avaient fait plus que la baïonnette et le fusil. Des deux côtés, le courage avait été égal ; seulement le Français mourait pour obéir à son Empereur et courir après ce fantôme vain qu'on appelle la gloire, et l'Espagnol, en tombant, pouvait se dire : « Je meurs pour mon Roi et pour mon pays. »

Pour l'honneur de la France, notre récit du siége de Saragosse devrait s'arrêter ici ; nous rougissons de devoir ajouter que cette capitulation, publiée le 28 février dans

la *Gazette de Madrid*, ne fut pas plus respectée que celle de Baylen; elle a même été passée sous silence par les historiens de l'Empire, sans en excepter le plus illustre. En dépit de l'article 6, qui garantissait la sûreté des personnes et des propriétés, Lannes souilla sa victoire en livrant au pillage et aux excès des soldats ce qui restait de ce « cadavre de ville, » comme l'appelle si bien M. Lanfrey. Il fit, en outre, mettre à mort deux prêtres, conseillers de Palafox, dont l'un était son ancien précepteur. Les soldats qui les exécutèrent avaient l'ordre de *ne pas faire de bruit*, et, au lieu de les fusiller, on les fit périr sous les baïonnettes (Toreno, t. I, p. 282). Il nous en coûte de ternir ainsi un des noms les plus respectés de l'Empire; mais ici les fautes des soldats et celles même du général doivent retomber sur leur chef suprême, seul responsable de cette odieuse guerre, qui changeait en brigands tous ceux qui y prenaient part.

Veut-on maintenant savoir les impressions de Napoléon et de son frère sur le siége de Saragosse? Le 27 février, Joseph écrit à l'Empereur qu'il a reçu l'*acte de reddition*, et, entraîné par une généreuse sympathie pour ceux-là même qui ont refusé de le reconnaître comme Roi, il exprime son admiration pour leur héroïque défense. Voici la réponse de Napoléon : « Mon frère, écrit-il le 11 mars, j'ai lu un article de la *Gazette de Madrid* qui rend compte de la prise de Saragosse; on y fait l'éloge des défenseurs de cette ville. Voilà, en vérité, une singulière politique! Certainement, *il n'y a pas un Français qui n'ait le plus grand mépris pour ceux qui ont défendu Saragosse.* » De semblables paroles n'ont pas besoin de commentaire; l'homme qui les a prononcées n'est pas capable de comprendre la vraie grandeur, celle qui vient du cœur. Il calomnie la France en lui

prêtant ses propres sentiments, et certes son armée elle-même n'eût pas ratifié l'arrêt dont il essaye de flétrir les immortels défenseurs de la moderne Numance.

Restait Palafox, dont il fallait décider le sort; si Saragosse était coupable de s'être défendue, celui qui avait été l'âme de cette défense l'était encore bien plus qu'elle. Les Espagnols, même en violant la capitulation de Baylen, avaient laissé à Dupont sa liberté et gardé ses soldats prisonniers; les Anglais, à Cintra, avaient loyalement renvoyé en France Junot et ses soldats qui allaient revenir en Espagne se battre contre eux; Napoléon fit traîner Palafox à demi-mort dans le donjon de Vincennes, où il resta enfermé jusqu'à la chute de l'Empire, expiant par la plus dure captivité le crime d'avoir défendu son pays. Mais ce n'était point assez de l'emprisonner; il fallait encore le déshonorer aux yeux de la France, habituée à tout recevoir de son maître, ses jugements comme ses lois. Le *Moniteur* fut chargé de contester à l'homme qui résumait en lui la défense de Saragosse jusqu'à son courage : « Palafox, y lisait-on le 2 mars, est l'objet du *mépris* de toute l'armée espagnole, qui l'accuse de présomption et de *lâcheté*. On ne l'a jamais vu dans les postes où il y avait du danger. » Et six ans plus tard, par un saisissant retour de la justice divine, le prisonnier de Vincennes était libre, et celui qui l'y avait enfermé, prisonnier à son tour, allait finir ses jours à Sainte-Hélène.

LIVRE XLVIII

CHAPITRE PREMIER

SECONDE EXPÉDITION DE PORTUGAL. SOULT A OPORTO

1809

Jusqu'ici, à côté de cette grande figure de Napoléon, qui domine et efface toutes les autres, nous n'avons vu que des lieutenants, tremblant devant cette volonté souveraine à laquelle il faut obéir à tout prix. A ses ordres, une fois reçus, il n'y a jamais rien à changer; fussent-ils rédigés à l'autre bout de l'Europe, à cinq cents lieues de l'Espagne, il faut qu'ils soient exécutés tels qu'il les a donnés, car on risque encore moins à perdre une bataille qu'à lui désobéir.

Voilà pour les généraux; quant aux soldats, ce n'est pas de l'obéissance, le mot ne serait pas assez fort : c'est un culte passionné, aveugle, un fanatisme de dévouement, une foi superstitieuse dans leur chef, comme lui-même l'a dans son étoile. A de pareils soldats il peut tout demander, ils n'ont rien à lui refuser : leur vie, leur volonté, leur honneur même, tout cela a

cessé de leur appartenir. Ils ne vivent plus pour eux-mêmes, ils vivent en lui et pour lui. De là l'admirable unité de cette Grande Armée qui, éparse sur toute la surface du continent, vibre sous la même main, et n'a qu'une seule consigne : rendre partout présente et faire exécuter partout la volonté du grand Empereur!

Jusqu'à la guerre d'Espagne, en 1808, telle est la constitution militaire de l'Empire. Nous disons de l'Empire, et non pas de la France, car il n'y a plus de citoyens, il n'y a que des soldats et un Empereur! Toutes les générations, engrenées avant l'âge dans cette formidable machine de guerre, vont s'y faire broyer l'une après l'autre. La vie civile n'est plus qu'un pis-aller; que lui reste-t-il? Les rebuts du champ de bataille, les invalides dont il n'a pas voulu, ou ceux qu'il a renvoyés fourbus et mutilés. Voilà ce qu'est la France sous Napoléon, voilà ce que deviennent les nations, quand elles se laissent absorber par une de ces puissantes individualités qui rapetissent tout pour se grandir!

Mais, à dater de la guerre d'Espagne, une ère nouvelle commence pour l'armée. Jusqu'ici, elle ne s'était pas permis de juger son auguste chef, elle s'était contentée de l'adorer, lui et ses décrets, comme ceux d'un dieu descendu sur la terre ; mais en voyant la fleur de la jeunesse française s'engloutir dans ce gouffre sans fond qui ne rend rien de ce qu'il a dévoré, un jour est venu où elle a osé se dire : « A quoi bon cette guerre qui ne finit jamais, et cette prétendue conquête toujours à recommencer? » Et, à compter de ce jour, l'indiscipline et le murmure ont remplacé la soumission aveugle; on obéit encore, mais on discute les ordres que l'on reçoit, et l'on ne sait plus mourir sans un regret, comme on mourait jadis, pour son Empereur, comme les Espa-

gnols meurent pour leur Roi et pour leur patrie.

Chez les maréchaux de l'Empire, dépositaires directs des pouvoirs impériaux, ce sont d'autres pensées, plus personnelles et moins désintéressées. En voyant les soudaines fortunes de cette famille impériale, où un seul a du génie pour tous, et où il suffit d'être le frère du grand homme pour monter sur ces trônes qu'il distribue d'une main si prodigue, on conçoit les rêves d'ambition qui fermentaient dans ces têtes ardentes, ivres du sentiment exagéré de leur propre valeur : « Si Joseph, se disent-ils, si Louis, si Jérôme sont de l'étoffe dont on fait les rois, pourquoi nous, qui valons plus qu'eux, nous qui avons semé ce qu'ils moissonnent, ne ferions-nous pas souche de rois tout aussi bien qu'eux ? » En Espagne surtout, au milieu des fortunes si changeantes de cette guerre, n'avons-nous pas vu les mêmes rêves entrer dans le cerveau de ces soldats parvenus qui ont tous envie de passer rois à leur tour, comme Murat à Madrid, comme Junot à Lisbonne? Et nous allons maintenant les voir chez Soult aboutir à une conspiration latente, tranchons le mot, à une révolte contre le joug du despote, qui aurait besoin d'être sur les lieux pour se faire obéir.

Nous ne voulons rien exagérer ; mais le fait seul qu'un de ses lieutenants a pu, grâce à son absence, rêver une royauté qui ne fût pas un don de sa main impériale, est un symptôme grave et qui a dû donner à réfléchir à l'autocrate. Il y a là une leçon, qu'il aurait dû comprendre, sur l'étendue que tout Empire, s'il veut durer, ne doit pas dépasser. Une ambition intelligente doit se poser à elle-même sa limite ; vous aurez beau peupler l'Europe de vos frères ou de vos lieutenants, travestis en rois, un jour vient où toutes ces royautés

bâtardes tombent, comme le lierre avec le chêne qui le soutenait. Si Napoléon, mettant lui-même un frein à ses folles ambitions, se fût contenté de régner sur la France, ce qui était déjà un assez beau lot pour un petit lieutenant d'artillerie, peut-être aurait-il eu quelque chance de mourir sur le trône, sinon de le léguer à son fils ; mais il a voulu régner par lui-même, ou par ses délégués, sur la moitié de l'Europe, et, au premier choc, sous le coup de la guerre d'Espagne et le contre-coup de la guerre de Russie, tout cet édifice sans base a croulé sous son propre poids.

Reprenons maintenant le fil de notre histoire, et commençons par nous rendre compte de la situation des armées françaises dans la Péninsule. Le 1[er] janvier 1809, avant de quitter l'Espagne et sa guerre d'escarmouches et de surprises pour aller retrouver en Autriche la guerre régulière, la grande guerre, la seule qui convînt à son génie, Napoléon avait arrêté pour ses généraux un plan de campagne destiné à suppléer à son absence, et à le rendre en quelque sorte présent au milieu d'eux. Dans ce plan, le Portugal était le pivot sur lequel s'appuyaient toutes les autres opérations militaires. Dans sa courte et triomphante campagne, Napoléon, après avoir ramené son frère à Madrid, et reporté sa royauté nomade de l'Èbre sur le Tage, voyait tout d'un coup ses victoires annulées par l'intervention de l'Angleterre. Le Portugal, comme naguère l'Andalousie, était devenu sa pierre d'achoppement. Après s'être engagé, à la face de l'Europe, à venger l'échec de Cintra, et à « planter dans Lisbonne ses aigles victorieuses », il lui fallait partir sans avoir tenu sa promesse, et livrer à l'Angleterre cette porte toujours ouverte pour rentrer dans la Péninsule.

Mais ce que l'Empereur n'avait pas eu le temps de faire, ses lieutenants le feraient pour lui, et c'était en Portugal qu'il fallait aller conquérir l'Espagne. Cette mission fut confiée à Soult, qui déjà y avait préludé en forçant une armée anglaise à se rembarquer à la Corogne, et à quitter la Péninsule. Soult était alors en Galice; mais son armée, qui montait naguère à près de cinquante mille hommes, avait été réduite, par cette course désespérée, aux deux tiers de son effectif. Ordre lui fut donné, après un mois de repos accordé à ses troupes, de passer le Minho à Tuy, près de son embouchure, et de se diriger par Braga sur Oporto, aux bouches même du Duero. Parti de la Galice au début de février, il devait être à Lisbonne le 1er mars. Un mois au plus, voilà ce que l'Empereur, qui ne comptait jamais avec les obstacles, laissait à son armée pour franchir, avec soixante bouches à feu et le matériel nécessaire, cent lieues au moins, dans un pays montagneux et sans routes, entre les Espagnols, les Portugais et les Anglais, tous prêts à s'unir contre le commun ennemi.

Enfant gâté de la fortune, Napoléon ne renonçait jamais à ses projets de conquête; tout au plus se résignait-il à les ajourner. L'échec de Baylen lui pesait sur le cœur, quoiqu'il n'en parlât jamais, et il ne songeait qu'à le venger. Le maréchal Victor, alors à Madrid avec trente mille soldats, reçut l'ordre de s'établir à Merida, dans la vallée de la Guadiana, pour appuyer au besoin le mouvement de Soult en Portugal; puis, le maréchal une fois entré dans Lisbonne, ce qui ne pouvait pas manquer, Victor devait reprendre en Andalousie l'œuvre de conquête si mal entamée par Dupont. De son côté, Soult, après avoir accompli sa tâche, avait ordre d'envoyer une de ses divisions au secours de Victor, et les

deux conquêtes devaient ainsi s'appuyer l'une sur l'autre; telles étaient les illusions dont se berçait ce puissant génie, pour qui l'impossible n'avait jamais existé.

Trente-six mille soldats d'élite restaient encore concentrés à Madrid, sous les ordres du maréchal Jourdan. Favori de Joseph et son chef d'état-major, Jourdan était loin d'être aussi avant dans les bonnes grâces de l'Empereur, qui ne pouvait lui pardonner ses vieilles convictions républicaines et le blâme qui perçait dans son attitude grave et réservée. Si Napoléon avait mieux compris ses véritables intérêts, au lieu de laisser à ses maréchaux des plans tracés à l'avance, que nul n'avait droit de changer, pas même les événements, il eût placé à Madrid le centre, militaire aussi bien que civil, de cette royauté qu'il fallait émanciper avant de la livrer à elle-même. Joseph l'avait exprimé avec beaucoup de sens quand il écrivait à son frère que « les instructions laissées par lui à ses généraux n'auraient dû être que des directions générales, qui pussent être modifiées selon les circonstances, et qu'il eût fallu les adresser au maréchal Jourdan seul, afin que l'armée sût que l'impulsion partait du quartier général d'Espagne. » C'était, en effet, le seul moyen de rattacher cette guerre, éparse sur toute la surface de la Péninsule, à un centre commun qui lui imprimât l'unité. Mais, dans cette pensée, immuable et absolue comme les arrêts du destin, il fallait que tout fût prévu et réglé d'avance, et Joseph, trop faible pour résister ouvertement, n'était pas assez docile pour toujours obéir. De son côté, Jourdan, un peu oublié depuis Fleurus, était un homme d'un autre âge, trop peu en crédit à la cour impériale pour qu'on pût lui donner sur ses égaux une autorité qu'ils auraient eu peine à subir. Et puis, quand l'Empereur était là, tout

se courbait sous sa loi ; mais à peine avait-il tourné le dos que chacun ne songeait plus qu'à exploiter à son profit l'autorité du maître absent. Aussi peut-on affirmer sans crainte que les rivalités des maréchaux ont rendu plus de services que Wellesley et l'armée anglaise à la cause de l'insurrection espagnole.

A ces trois grandes divisions de l'armée française ajoutons Mortier et Suchet qui, avec trente mille hommes, contenaient l'Aragon, plutôt exaspéré que soumis par la prise de Saragosse. Saint-Cyr occupait Barcelone, avec quarante mille hommes, chargés d'achever la conquête de la Catalogne. Enfin, en réunissant ensemble toutes les forces disséminées dans le nord de la Péninsule, seul au pouvoir de la France, celles de Kellermann à Valladolid, de Bonnet en Biscaye et de Lapisse à Salamanque, on arrivait à grand'peine au chiffre nominal de trois cent mille hommes, soit deux cent mille au plus quand il s'agissait de combattre. Voilà ce que Napoléon, à son départ, avait laissé de troupes en Espagne ; nous allons voir maintenant ce que ses lieutenants vont en faire en son absence !

L'esprit de cette armée était loin d'être ce qu'il était au début de la guerre ; l'absence d'une direction centrale se faisait partout sentir ; les maréchaux, toujours divisés, n'étaient d'accord que sur un point : reconnaître le moins possible l'autorité de Joseph, et attendre leurs ordres de Paris ou de Vienne, un mois, deux mois, s'il le fallait, plutôt que d'en recevoir un seul de Madrid. Aussi la position de l'infortuné monarque devenait-elle chaque jour moins tenable ; ses troupes, sa garde même, et surtout ses employés civils n'étaient pas soldés ; l'argent, qui venait de France, était absorbé tout entier par la guerre ; les troupes en campagne vivaient de

pillage, ce qui simplifiait beaucoup la tâche de l'intendance; mais à Madrid, il fallait payer ce que l'on consommait, et l'argent manquait dans les caisses de l'État, que l'impôt avait cessé d'alimenter. Aussi Joseph écrivait-il à son frère le 19 février : « Je n'ai pas un sou à donner à personne; sans contribution, sans argent, que puis-je faire? Mes officiers sont encore logés par billet de logement; mon pouvoir réel ne s'étend pas au delà de Madrid... Je ne suis Roi d'Espagne que par la force de vos armes; je pourrais le devenir par l'amour des Espagnols, mais pour cela, il faut que je puisse les gouverner à ma manière. »

Nous avons vu l'Empereur, pour s'indemniser de tout ce que cette guerre lui coûtait, mettre la main sur les propriétés de dix Grands d'Espagne, dévoués à la cause de l'insurrection. Joseph, dont le rêve était de gagner par la douceur le cœur de ses sujets, avait été forcé par son dénûment d'imiter cet exemple, et de saisir les propriétés d'un certain nombre de nobles, entachés du crime de révolte; mais Napoléon avait, à son tour, mis la main sur la saisie de son frère, et lui disputait ces dépouilles de la grandesse espagnole, estimées à 200 millions de francs. De là des plaintes amères et des récriminations sans fin de la part du *Roi intrus*, spoliateur et spolié à la fois; de là aussi des conflits incessants entre les deux frères : ainsi l'Empereur, irrité contre le Conseil de Castille, ne s'était pas contenté de le dissoudre, il avait fait jeter ses membres en prison, et Joseph avait pris sur lui de les faire relâcher. La situation, fausse dès le début, le devenait chaque jour davantage; mais en somme, de ces autorités rivales, la plus distante était encore la mieux obéie; Napoléon, même à Vienne, régnait à Madrid bien plus que son frère.

Mais le plus étrange, ce sont les illusions que l'Empereur persistait à se faire sur les dispositions réelles des esprits dans la Péninsule. Le comprend-on faisant écrire à Ney que « si ses troupes ne suffisent pas pour empêcher les Anglais de débarquer, *il faut en charger les habitants du pays ?* » Le comprend-on rêvant à Barcelone la création d'une garde nationale, *pour aider les Français à supprimer l'insurrection ?* Et ces illusions, Joseph lui-même les partage, quand il écrit à son frère que « La Romana, avec son armée, a le plus grand désir de faire sa soumission *et qu'il n'est retenu que par la crainte de ne pas obtenir son pardon* ».

Après la situation de l'armée française, jetons un coup d'œil sur celle des armées espagnoles; nous ne parlons pas du gouvernement, puisqu'il n'y en a pas d'autre que la junte suprême, si peu et si mal obéie par les généraux. Chose inouïe, presque sans précédent dans l'histoire! partout où les insurgés se sont rencontrés avec les Français, ils ont été battus, et chaque jour pourtant, la révolte devient plus étendue et la résistance plus opiniâtre. Toujours vaincues, mais aussi promptes à se reformer qu'à se dissoudre, les armées espagnoles, après chaque défaite, reviennent à la charge plus nombreuses, pour se faire battre, s'enfuir et se reformer encore. Leurs pertes, si grandes qu'elles soient, se font peu sentir dans des armées de rencontre qui ignorent même le chiffre de leurs soldats, et qui, après une défaite, trouvent partout un abri et des recrues pour grossir leurs rangs. Dans de pareilles armées, le découragement ne peut jamais entrer; la persistance et l'orgueil, les deux traits saillants du caractère national, ne le permettent pas. Battues partout, pendant la courte et foudroyante campagne de l'Empereur, elles ont déjà

oublié leurs défaites, et comptent presque comme une victoire le départ de Napoléon et sa guerre avec l'Autriche! Quant aux auxiliaires anglais que l'Espagne subit à regret, elle veut bien recevoir des armes, des munitions, de l'argent surtout ; mais quant à des soldats, elle n'en a pas besoin, assurée qu'elle est de vaincre par elle-même, et de durer, en tout cas, plus longtemps que son ennemi!

L'Espagne, en ce moment, a sur pied deux armées, qui en méritent plus ou moins le nom, sans compter les innombrables groupes d'insurgés semés partout, de la Catalogne à la Galice et à l'Estramadure. L'armée du Centre, après ses deux défaites de Tudela et d'Uclès, a passé sous les ordres du général Carvajal; son avant-garde est à Ocaña, à seize lieues de Madrid, comme pour braver dans son centre la domination française; le reste est échelonné sur la route de l'Andalousie, jusqu'au pied de la Sierra Morena. Le 2, l'armée d'Estramadure, sous le vieux La Cuesta, se prépare à défendre sa province, menacée par Victor; elle s'étend à la fois sur le bassin du Tage à Almaraz, et sur celui de la Guadiana à Merida. Au nord, La Romana, avec le reste de son corps de la Baltique, grossi par de nombreuses recrues, campe sur la rive droite du Minho, prêt à tendre la main à l'insurrection portugaise, sœur de l'insurrection espagnole. Ainsi la révolte est partout, même dans les provinces que l'Empereur croit soumises : l'invasion n'a jamais à elle que le terrain qu'elle occupe; à peine a-t-elle levé le pied que déjà les bandes d'insurgés s'emparent du poste qu'elle vient de quitter, et, dès que l'étranger s'éloigne, la patrie reprend ses droits.

Quant à l'Angleterre, en dépit de la froideur, de la méfiance même de ses alliés, elle se sent chaque jour

plus décidée à faire sa cause de celle de l'insurrection espagnole, et à y consacrer tout ce qu'elle a de soldats, de vaisseaux et d'argent. Elle y gagne, ce qui lui a toujours manqué jusque-là, un champ de bataille pour combattre Napoléon, et pour le vaincre à la longue, car la victoire doit rester, non au plus fort, mais au plus patient! L'Espagne, pour elle, c'est le Portugal agrandi et reporté jusqu'aux Pyrénées; c'est le littoral tout entier de cette vaste Péninsule ouvert à ses navires, et vassal de son commerce; ce sont enfin ces riches colonies, dont la France ni la Hollande ne peuvent plus lui disputer le marché. Aussi, bien que mise une fois avec Moore à la porte de la Péninsule, est-elle est loin d'avoir perdu courage. Ses milices, sans emploi depuis la levée du camp de Boulogne, sont là pour fournir à ses armées des recrues. Lasse de sa longue défensive, elle compte à bon droit comme une victoire que son mortel ennemi ait renoncé à l'envahir, et levé le blocus du camp de Boulogne, et elle se prépare à son tour à prendre l'offensive sur tout l'ouest de l'Europe, depuis le Portugal jusqu'à Hambourg, extrême limite de la domination française. Toute attaque tentée par elle sur ce vaste littoral doit avoir un double résultat : détourner de l'Espagne une partie des forces de la France, et anéantir sa marine et les marines alliées, captives dans leurs ports constamment bloqués.

Mais en attendant l'expédition que l'Angleterre méditait contre la Hollande, son premier effort allait se porter sur la Péninsule. Déjà, dans le Portugal, elle avait un pied à terre, gardé par quelques milliers de ses soldats. Mais ce n'était là qu'un faible à-compte sur les forces que l'Angleterre comptait mettre au service de sa nouvelle alliée. Pour cette expédition, plus sérieuse

que la première, le chef était d'avance indiqué : c'était le vainqueur de Cintra, Wellesley, que venait d'absoudre de toute responsabilité le tribunal chargé de juger cette affaire. Même avant d'être nommé, le jeune et habile général avait déjà son plan arrêté : trente mille soldats anglais et trente mille Portugais suffisaient, suivant lui, pour fermer le Portugal à l'invasion, et la poursuivre même en Espagne, sans qu'il en coûtât au trésor plus de trois millions sterling (75 millions de francs) par an. Soumis au ministère, ce plan fut approuvé ; on décida de porter à trente mille hommes les forces de l'Angleterre en Portugal, et Wellesley fut nommé commandant en chef de l'armée.

Ainsi l'adversaire heureux de Junot allait se retrouver en face d'une armée française, commandée par le maréchal Soult, une des vieilles renommées de l'Empire. Mais cette fois l'invasion, au lieu de trôner à Lisbonne, se trouvait reléguée au fond de la Galice, et avait cent lieues de montagnes à parcourir avant d'arriver à la capitale. Toutefois, pour expliquer la témérité de cette expédition, après l'échec de Cintra, n'oublions pas que l'armée anglaise n'était pas encore débarquée ; que le Portugal, vacant en quelque sorte, entre l'occupation française et le protectorat anglais, n'avait ni gouvernement, ni généraux, ni armée à opposer à l'invasion, qui semblait ainsi réunir pour elle les chances les plus favorables. On se souvient que l'Empereur avait ordonné à Soult d'être à Lisbonne le 1er mars, avant les chaleurs, afin de pouvoir donner un coup de main à Victor pour la conquête de l'Andalousie, appelée à marcher de front avec celle du Portugal ! Mais, le 15 février, Soult, qui n'était jamais pressé d'obéir, n'avait pas encore franchi la frontière, et son armée, après

un mois de repos, était à peine remise de ses fatigues.

Le 15, enfin, elle partit de Vigo, et se prépara à passer le Minho; mais ce fleuve, qui prend sa source dans les monts de la Galice, et se jette dans la mer après un cours très restreint, devient près de son embouchure assez fort pour qu'il soit impossible de le passer à gué. Le Portugal, en outre, depuis la victoire de Cintra, dont il était aussi fier que si c'était lui qui l'eût remportée, avait bien changé de face : les Français, vaincus et prisonniers, y avaient perdu tout leur prestige; l'esprit de révolte, longtemps confiné en Espagne, avait passé la frontière; les deux insurrections se sentaient sœurs, et allaient s'appuyer l'une sur l'autre. D'un bout du Portugal à l'autre, tous les défilés avaient été fermés, tous les villages barricadés et crénelés; une résistance opiniâtre se préparait contre l'invasion, même avant qu'elle eût passé la frontière. Sur tout le cours du Minho, les barques avaient été enlevées de la rive espagnole, et reportées sur la rive portugaise. Aussi Soult et son armée dûrent-ils descendre le fleuve jusqu'à la mer, et s'emparer de toutes les barques de pêcheurs dans les villages de la côte; mais, après une tentative inutile, il fallut renoncer à franchir le Minho, et le remonter jusqu'à Orense, à vingt-cinq lieues de la mer, en laissant à Tuy les blessés, les malades et tout le matériel de siége. Pendant cette expédition manquée, qui débutait ainsi par une retraite, l'armée, constamment harcelée par les insurgés espagnols, eut bon nombre d'hommes mis hors de combat; six précieux jours avaient été perdus, et à chaque village, à chaque position susceptible de défense, il fallait entamer une lutte nouvelle, et marquer d'une trace de sang chaque pas que l'on faisait en avant.

Un pareil début n'était pas d'un heureux augure;

le fleuve, une fois franchi à Orense et le Portugal envahi, il fallait s'enfoncer dans une région montagneuse et sauvage, appelée *Tras os Montes* (parmi les monts), la plus sûre de toutes les barrières contre l'étranger! La Romana, peu édifié sur le courage de ses alliés portugais, ne jugea pas à propos de poursuivre l'armée française sur leur territoire; mais celle-ci n'y gagna rien, car trois armées portugaises étaient échelonnées sur la route. La première, forte de 10,000 hommes, occupait Chaves; la seconde, de vingt-cinq mille hommes, était groupée autour de Braga; enfin la troisième, de même force, avec l'évêque d'Oporto pour général, gardait cette ville, centre de toutes les richesses du commerce anglais en Portugal. Ces armées se composaient, comme celles d'Espagne, de quelques troupes régulières, puis d'une masse de paysans indisciplinés, fort excités, en paroles du moins, mais plus disposés à fuir qu'à combattre, sauf à revenir à la charge. Et cependant, un pareil ennemi n'était nullement à mépriser, car on le retrouvait partout, s'il ne tenait bon nulle part. D'un côté du Minho comme de l'autre, les Français allaient avoir à repousser des attaques incessantes, que la nature du pays rendait plus dangereuses, et dans ces engagements de détail, leurs forces allaient s'user jour après jour, en attendant l'ennemi sérieux, les Anglais, qui ne pouvaient tarder à venir.

Le 10 mars seulement, Soult se présenta devant Chaves, la première ville portugaise, et celle-ci, après une courte résistance, finit par lui ouvrir ses portes. Là encore il fallut laisser, comme à Tuy, les malades et les blessés, avec une petite garnison pour les défendre, et l'armée d'invasion, qui n'était déjà pas trop forte, dut s'affaiblir d'autant. Pour franchir les quinze lieues qui

la séparaient de Braga, il ne lui fallut pas moins de sept jours. Le général portugais Frere, qui occupait cette ville avec dix-huit mille hommes, voulait, fidèle à ses instructions, se replier sur Oporto, ne se fiant pas au courage de ses soldats ; mais, pour lui prouver son erreur, ceux-ci le massacrèrent. Des soldats qui traitent ainsi leurs généraux sont rarement disposés à se battre; le maréchal, après un court engagement, n'eut pas de peine à les mettre en déroute. Dès lors deux routes furent ouvertes : par l'une, celle de Tuy à Braga, il fit venir son matériel de siége, et par l'autre, celle de Chaves à Oporto, il commença sa première étape sérieuse vers Lisbonne.

Mais, malgré ces succès insignifiants, la guerre, à mesure qu'on avançait, prenait un caractère d'atrocité qui rendait le succès final de plus en plus douteux. Les cruautés sans nom exercées sur les blessés par les femmes et les enfants appelaient de la part des Français de sanglantes représailles : ils ne marchaient plus qu'en laissant derrière eux une longue trace de sang et de ruines. Après s'être encore affaibli d'une division qu'il fallut laisser à Braga, clé des communications avec le nord, Soult se remit en marche et, le 27 seulement, il arriva sous les murs d'Oporto, ville à demi anglaise, la seconde du Portugal. Dans ses murs se pressait une population de quatre-vingt mille âmes, animée du double fanatisme de la patrie et de la foi. Ce n'était pas l'évêque qui commandait en réalité, c'était la populace, dont il fallait satisfaire tous les caprices. L'Espagne ici était dépassée, non pas en courage, mais en exaltation patriotique, en haine de l'étranger et en certitude de le vaincre. Tous les résidents français dans la ville avaient été jetés en prison, où ils attendaient le

massacre. Parmi eux se trouvait le général Foy; emporté par cette généreuse ardeur qui devait faire de lui plus tard le grand orateur parlementaire, il s'était laissé prendre en dirigeant une reconnaissance. Enfin, vingt des notables de la cité avaient déjà été égorgés, et leurs cadavres traînés dans les rues; leur crime, c'était d'avoir osé résister à l'entraînement populaire.

Oporto, situé sur la rive droite du Duero, qu'occupaient les Français, avait, comme Saragosse, ses faubourgs sur la rive opposée; un pont de bateaux unissait les deux portions de la cité. Le peuple, dans son enthousiasme, avait construit à la hâte, autour de la place, une ligne de défense semi-circulaire, armée de deux cents canons, rempart plus imposant que solide, et peu facile à défendre pour des soldats novices. Soult, dont le rêve, comme celui de Junot, eût été de se faire aimer des Portugais, en qui il voyait déjà ses futurs sujets, aurait voulu épargner à cette ville riche et populeuse les horreurs d'un assaut, et à ses soldats la tentation du pillage; aussi la fit-il sommer de se rendre, en démontrant aux autorités l'impossibilité de la résistance, sur une ligne aussi étendue, et avec une pareille garnison. Mais la sommatien fut rejetée avec dédain, et, à défaut de la persuasion, il fallut employer la force. Soult, divisant son armée en trois colonnes, dirigea sur les deux extrémités de l'enceinte deux fausses attaques; et quand cette multitude affolée, qui garnissait les redoutes, se fut portée vers les deux points menacés, Soult, voyant le centre dégarni, dirigea de ce côté une attaque plus sérieuse. Sa cavalerie, lancée au galop, força les postes avancés de l'ennemi à se replier sur la ville; puis les retranchements furent enlevés au pas de course par l'infanterie. Le général Mermet, à la tête

d'une colonne, pénétra dans Oporto par une des rues du centre, et arriva ainsi, en sabrant les fuyards, à l'entrée du pont de bateaux, seule issue ouverte à leur fuite précipitée.

Là se passa une de ces scènes d'horreur que les paroles ne peuvent exprimer, et que l'imagination même a peine à se figurer. Une foule immense s'était déjà entassée sur ce pont étroit et fragile quand la cavalerie française, débouchant sur le quai, se jeta, le sabre à la main, sur cette masse confuse que décimait encore le feu plongeant des batteries portugaises, dirigé à la fois sur les fugitifs et sur ceux qui les poursuivaient. Bientôt le pont, pliant sous cette charge inusitée, finit par se rompre, et vainqueurs et vaincus s'enfoncent en même temps dans les eaux. Les Français, saisis de pitié, suspendent leur poursuite pour venir en aide à ceux qu'ils sabraient tout à l'heure. Puis ils rétablissent le pont, et vont compléter leur victoire en s'emparant des faubourgs de la rive gauche.

Mais il y a dans la guerre quelque chose qui développe les instincts mauvais, et réveille la bête féroce qui dort cachée au fond du cœur de l'homme. Après la lutte vint le pillage, puis l'ivresse et tous les appétits bestiaux qu'elle déchaîne. Les odieux traitements que les soldats de Dupont avaient fait subir à Cordoue, ceux de Soult les renouvellent à Oporto. Sourds à la voix de leurs officiers, qui essayent en vain de les retenir, ils se ruent sur la ville conquise comme la bête fauve sur sa proie. Excités par le souvenir des cruautés commises sur leurs compagnons d'armes, ils se montrent sans pitié pour un ennemi qui ne songe pas à leur résister, et qui jette ses armes pour s'enfuir plus vite. Cette victoire, si peu disputée, ne coûta à la France que trois à quatre cents

hommes, tandis que les pertes des Portugais se chiffraient par neuf ou dix mille. Rendons justice pourtant au maréchal : il fit tout ce qu'il put pour arrêter le massacre; mais il vient un moment, après la victoire, où la voix même du général n'est plus écoutée, surtout si elle commande la clémence !

Avec la prise d'Oporto, un grand résultat était atteint, sans être trop cher acheté : on avait maintenant en Portugal un point d'appui, on était maître de la seconde ville du royaume. On y trouva, avec deux cents bouches à feu, un immense amas d'armes et de munitions apportées par les Anglais, plus une foule de navires chargés de ces vins précieux dont l'Angleterre est le principal débouché. La furie du soldat une fois apaisée, Soult s'épuisa en efforts pour rétablir l'ordre, et ramener dans la ville les habitants émigrés; mais le sac d'Oporto, comme celui de Cordoue, avait laissé dans les cœurs des semences de haine bien difficiles à effacer. Les armées de l'insurrection, grossies par les fugitifs d'Oporto, reformaient leurs rangs et se préparaient à la lutte. Une armée anglaise allait bientôt débarquer à Lisbonne. Et qu'avaient les Français à opposer à ce cercle d'ennemis qui les entourait de tous côtés? Vingt mille hommes à peine, plus les quelques garnisons laissées en arrière pour maintenir les communications avec la Galice. Soult était loin d'avoir les yeux fermés sur les dangers de sa position ; aussi envoyait-il messages sur messages à Madrid pour réclamer les secours promis; mais sur la rive droite du Duero, La Romana arrêtait tous les courriers. Rien ne passait, la terre comme la mer étaient fermées, et l'armée française, séparée du monde entier, se sentait seule sur une terre ennemie, entourée d'un cercle de fer qui se resserrait sans cesse autour d'elle.

Que se passait-il dans l'intervalle à Madrid? Est-il besoin de dire que Joseph ne savait rien, absolument rien de ce qui se faisait en Portugal? Tout ce qu'il savait, c'étaient les ordres de l'Empereur : Soult devait être rendu à Lisbonne vers le 1er mars, et, un peu plus tôt, un peu plus tard, on ne doutait pas qu'il n'y fût arrivé. On se décida donc, pour obéir aux volontés du maître, à faire partir Victor avec son armée pour le midi de la Péninsule, afin d'aider Soult à conquérir le Portugal, en attendant que Soult l'aidât à son tour à conquérir l'Andalousie. Victor, pénétré de l'insuffisance de ses forces, partit donc à regret, vers le milieu de mars, avec vingt-quatre mille hommes au plus, en se dirigeant par la vallée du Tage sur l'Estrémadure, tandis que Sebastiani, à la tête d'un autre corps de douze à treize mille hommes, se portait vers la Manche pour tenir tête à l'armée de Carvajal, comme Victor à celle de La Cuesta.

Depuis la guerre avec l'Autriche, l'Espagne n'était plus que la seconde des pensées de Napoléon. Il avait fallu en retirer sa garde impériale, et le prestige qui la suivait partout en était sorti avec elle. Dès lors, l'insurrection avait redoublé d'audace et de confiance. Tous les corps d'armée, tous les détachements français épars dans cette vaste Péninsule sentaient peser sur eux l'absence du chef suprême, qui seul portait partout la victoire avec lui. Du reste, plus on étudie l'histoire de cette fatale guerre, et plus on est frappé de ces deux caractères qui la distinguent : d'une part, l'inutilité, le vide, le néant de toutes les victoires remportées, de toutes les conquêtes accomplies; de l'autre, la portée funeste de chaque expédition manquée et de chaque pas que l'invasion est forcée de faire en arrière. De ces deux asser-

tions, Victor va nous prouver la première et Soult la seconde. Le 15 mars, Victor avait quitté Talavera, sur le Tage, et se dirigeait vers l'Estrémadure à la tête de vingt-quatre mille hommes, dont six de cavalerie et deux d'artillerie. Après avoir passé le Tage, il se dirigea vers Almaraz, où l'attendait La Cuesta, qui, ne se sentant pas en force, se replia sur Medellin, dans le bassin de la Guadiana. Mais La Cuesta, ayant reçu des renforts, tandis que son adversaire s'affaiblissait à chaque pas en laissant partout des garnisons, se décida enfin à lui faire face. Victor, après s'être emparé de Medellin, qui n'esseya pas une résistance inutile, franchit le fleuve le 28 mars au matin, et se trouva en face de l'armée espagnole, forte de trente-six mille soldats, réputés les meilleures troupes de l'insurrection. Victor n'en comptait plus guère que la moitié, mais c'était l'élite de l'armée, et en rase campagne, avec de pareils soldats, il était sûr de vaincre.

Nous ne raconterons point en détail cette bataille, vrai hors-d'œuvre dans l'invasion du Portugal, préface manquée d'une conquête de l'Andalousie dont l'heure n'était pas encore venue, et ne devait même jamais venir. Qu'il suffise de savoir que les Espagnols, confiants dans la supériorité de leurs forces, se défendirent mieux qu'à l'ordinaire; mais ils finirent par céder aux charges vigoureuses de la cavalerie ennemie. Les Français avaient trouvé sur leur route les cadavres, affreusement mutilés, d'une soixantaine de leurs compatriotes; dès lors, ils furent sans pitié, comme les Espagnols, et sabrèrent avec acharnement cette masse confuse, dispersée dans la plaine. Neuf à dix mille morts et quatre mille prisonniers, telles furent les pertes des insurgés; leur artillerie tomba tout entière au pouvoir de l'ennemi. De

toutes les victoires remportées dans cette guerre, celle-ci fut une des plus disputées, des plus sanglantes et des plus inutiles. Victor, qui hésitait à se lancer, sans l'appui de Soult, à la conquête de l'Andalousie, sentit la confiance lui revenir, et se prépara à marcher sur Séville. Ajoutons que, le 27 mars, la veille de la victoire de Medellin et de l'entrée de Soult à Oporto, Sébastiani remportait sur l'autre armée insurgée, à Ciudad-Real, un succès presque aussi brillant, car il mettait à l'ennemi deux mille hommes hors de combat, et lui faisait quatre mille prisonniers.

Mais, dans cette guerre perfide, les victoires étaient presque plus dangereuses que les défaites. Joseph, enivré, comme Victor, de ce premier succès, voyait déjà l'Andalousie conquise, à compte sur le Portugal, dont on n'avait toujours aucunes nouvelles. Aussi n'hésita-t-il pas à donner au général Lapisse, qui occupait Salamanque, l'ordre d'aller renforcer l'armée de Victor pour marcher avec elle sur Séville. Déjà même, le croirait-on? Joseph, se croyant solidement assis sur son trône d'un jour, offrait à son frère de lui renvoyer cinquante mille hommes, devenus inutiles en Espagne, afin de l'aider à mettre l'Autriche à la raison. Mais dans l'intervalle, Victor, un peu dégrisé, avait eu le temps d'envisager d'un œil plus calme les difficultés de sa position. Chaque pas fait en avant constituait pour lui un péril de plus, en le forçant à se dégarnir pour protéger ses communications avec Madrid. Aussi, arrivé à Merida, s'arrêta-t-il tout court, hésitant entre l'Andalousie et le Portugal, ses deux destinations. D'ailleurs, les ordres du maître lui prescrivaient de ne rien faire que d'accord avec Soult, et depuis le départ de ce dernier pour Lisbonne, personne, ni à Madrid ni ailleurs, n'avait entendu parler de lui.

C'est là qu'en était le futur conquérant de l'Andalousie, arrêté dès ses premiers pas dans cette carrière où les difficultés augmentaient avec le succès. Du reste, il en était de même dans tous les coins de l'Espagne où l'invasion avait pénétré : la résistance était chaque jour plus vive et la conquête moins solide. Ainsi, dans le Nord, Ney s'était flatté de soumettre la Galice, comme Soult le Portugal; mais, avec cent lieues de littoral à garder contre l'invasion anglaise, d'une part, et l'insurrection espagnole de l'autre, sa tâche devenait chaque jour plus difficile. Chez cette race énergique de la Galice, en dehors de tout contact avec le monde, l'insurrection prenait chaque jour un caractère plus agressif. Les deux fortes places de la Corogne et du Ferrol, sans cesse menacées par les flottes de l'Angleterre, étaient toujours prêtes à échapper à leurs maîtres d'un jour. Pour mieux défendre ce littoral si précieux, Ney avait dû s'y renfermer et quitter Lugo pour la Corogne, où il pouvait à la fois faire face aux Anglais et aux Espagnols. Mais s'emprisonner ainsi au bout de la Péninsule, presque à la fin du monde (*Finis terræ*), c'était renoncer à toute communication avec Madrid ainsi qu'avec la France. Il restait donc là, comme Soult à Oporto, comme Victor en Estrémadure, comme Saint-Cyr en Catalogne, fragments épars de cette conquête brisée qui ne pourrait jamais arriver à l'unité; il restait là, bloqué avec son armée, entre la mer et les montagnes, sans pouvoir faire un pas en avant ni un pas en arrière.

Quant au Roi de Madrid, moins obéi que celui de Valençay, qui régnait au moins sur les cœurs de ses sujets, ses illusions d'un instant, après les deux victoires de Medellin et de Ciudad-Real, s'étaient bien vite dissipées. Tolède, à quinze lieues de Madrid, venait d'arbo-

rer le drapeau de la révolte, et il avait fallu y envoyer des troupes pour la contenir. La Vieille-Castille, enhardie par le départ de la division Lapisse, s'était ralliée tout entière à l'insurrection, qui se recrutait partout, tandis que la conquête, partout éparse et isolée, était condamnée le plus souvent à rester immobile. Au moment où la domination française avait tant de peine à s'établir au nord de la Péninsule, quand on n'avait aucune nouvelle de l'expédition de Portugal, il y avait plus que de l'imprudence, il y avait de la folie à vouloir tenter encore, après l'échec de Dupont, la conquête de l'Andalousie. On le sentit à Madrid, et on envoya à Victor l'ordre de se replier vers le bassin du Tage, à Alcantara, sur la frontière du Portugal, afin de pouvoir de là communiquer avec Soult, que l'on croyait à Lisbonne. On envoya au maréchal Mortier l'ordre de quitter Logroño, dans la Vieille-Castille, pour se rapprocher de Ney en Galice; mais, placé à Logroño par l'Empereur, Mortier n'osa pas lui désobéir. Voilà où en était la domination de la France en Espagne, trois mois après que Napoléon l'avait quittée.

Revenons maintenant à Soult et à sa petite armée, toujours enfermée à Oporto. La position était forte, mais à condition d'y rester, en renonçant à toute idée de marcher en avant, pour obéir aux ordres de l'Empereur. Le Duero, à son embouchure, offrait, contre toute attaque venant du midi, une barrière impossible à franchir; mais du moment où Soult ne pouvait plus s'avancer sur Lisbonne, il n'avait qu'une chose à faire, c'était de reculer avant que l'armée anglaise vînt s'unir aux insurgés pour lui barrer le chemin. Or le grand, le premier mobile qui dirigeait toutes ses actions, c'était la vanité. Tout pénétré qu'il fût du danger de sa position,

il ne pouvait se résigner à reprendre, sans avoir livré au moins une bataille, le chemin par où il était venu, et sa situation devenait chaque jour plus dangereuse. Déjà quelques rumeurs fâcheuses étaient parvenues jusqu'à Madrid, pour y semer l'inquiétude à la cour de Joseph et la joie dans la ville tout entière. Mais, de tous les dangers qui menaçaient l'expédition de Portugal, le plus grave, c'était l'arrivée de Wellesley, qui venait de débarquer à Lisbonne, le 22 avril, avec douze mille Anglais. L'accueil enthousiaste fait par la population au chef comme aux soldats était pour les vainqueurs d'Oporto un mauvais présage. Le cercle d'ennemis qui les entourait se resserrait chaque jour : Chaves, leur première conquête, venait d'être repris par les Portugais, et Tuy, position plus importante encore, aux bouches du Minho, l'aurait été également, si une division, envoyée à propos par Ney, et une autre par Soult, n'étaient venues la dégager. Mais Ney était maintenant bloqué dans la Corogne, comme Soult dans Oporto, et il n'y avait plus de secours à attendre ni de lui ni de Victor, déjà rentré dans le bassin du Tage, et qui ne pouvait rien pour Soult, pas plus que Soult ne pouvait rien pour lui.

Le vent n'était donc plus à la conquête, et, sans pousser jusqu'à Lisbonne, on était déjà à Oporto bien assez loin de Madrid et de la France ; la folie d'une expédition en Portugal, après la dure leçon de Cintra, sautait maintenant aux yeux ; avancer était impossible, reculer même était devenu bien difficile, entre deux insurrections, l'une devant, l'autre derrière, et une armée anglaise en perspective. On pouvait encore, il est vrai, se rapprocher de la frontière, pour donner la main à Ney, et s'éloigner de l'armée anglaise, en lui laissant toute l'épaisseur du Portugal à traverser ; mais c'était renon-

cer à exécuter la consigne impériale, et alors, à quoi bon rester sur cette terre ennemie, pour y attendre un retour de fortune dont rien n'annonçait la venue? De tous les partis, dans cette extrémité, Soult finit par choisir le pire, celui de rester à Oporto, c'est-à-dire de désobéir à l'Empereur, de donner aux Anglais le temps d'arriver, et de diminuer en s'attardant les chances de retour.

Maintenant, que faire à Oporto, si l'on se condamnait ainsi à y attendre les événements, au-devant desquels il faut savoir marcher? C'est ici que la conduite de Soult va nous apparaître sous un jour encore plus fâcheux : elle nous révélera les folles ambitions dont se berçaient, dans leurs heures d'inaction, tous les lieutenants de Napoléon, grisés par l'éclatante fortune de leur maître. La domination française n'était pas plutôt établie, ou plutôt campée dans une ville de la Péninsule que, parmi ses habitants, il s'y formait deux partis : à côté de la populace, fanatisée, implacable dans ses haines, qu'on pouvait tout au plus contenir par la terreur, mais non gagner à la cause d'un monarque étranger, imposé par la conquête, se trouvait une classe moins nombreuse, mais plus influente : c'étaient les nobles, les bourgeois aisés, les commerçants, tous ceux enfin qui avaient quelque chose à perdre. Bien vite dégoûtés par les excès de la populace, ou victimes de sa tyrannie capricieuse, bon nombre d'entre eux se montraient d'ordinaire disposés à se serrer autour des conquérants, pour obtenir d'eux, en échange d'une fidélité douteuse, protection et sûreté. Sous la tutelle anglaise, cette classe, qui se retrouve partout avec les mêmes intérêts et les mêmes instincts, s'était habituée en Portugal, à Oporto surtout, à s'appuyer sur l'étranger, et à se faire garder par lui contre les passions mauvaises qui fermentent toujours

dans les bas-fonds des grandes villes. Le joug de l'Angleterre est dur, parce qu'il n'est jamais désintéressé et que l'Anglais songe partout à faire sa fortune, jamais à se faire aimer. Les habitants aisés d'Oporto ne se croyaient donc nullement liés envers les résidents anglais, qui enrichissaient leur ville, il est vrai, mais en pensant avant tout à s'enrichir eux-mêmes. Depuis le traité de Methuen, en 1703, qui avait inféodé à la Grande-Bretagne tout le commerce du Portugal, c'était son intérêt seul qu'elle y avait cherché, jamais celui de sa vassale. Les Français, en succédant aux Anglais, agiraient-ils autrement? On n'en savait rien; mais ils étaient là pour le moment, et eux seuls pouvaient protéger ceux qui possédaient quelque chose contre la haine jalouse de ceux qui ne possédaient rien, et voulaient faire d'une insurrection toute monarchique une révolution sociale, pour s'asseoir à leur tour au banquet de la propriété.

Décidé d'avance à s'appuyer sur cette classe, plus influente que nombreuse, Soult n'avait rien épargné pour la rassurer et la gagner à lui. Aussi vaniteux que Murat, mais moins dévoué à son chef, c'est à lui qu'il songeait avant tout, et la dynastie qu'il voulait fonder, c'était la sienne. Et puis, il avait trouvé en Portugal un autre point d'appui : c'étaient les Juifs, qui, bannis du reste de la Péninsule, s'y étaient réfugiés au nombre de deux cent mille, heureux d'y trouver, non pas l'égalité et la justice, biens inconnus pour eux, mais un joug moins dur et des préjugés moins haineux. Nombreux à Oporto surtout, où les attirait le commerce, ils y formaient une caste riche, unie, influente et habituée à s'appuyer sur l'étranger, leur protecteur naturel. Avec l'aptitude native de leur race pour le commerce et pour tous les côtés

pratiques de la vie, l'administration française, en cherchant à prendre racine sur ce sol conquis, fut amenée par la force des choses à les prendre pour intermédiaires entre elle et les habitants. Une solidarité intéressée s'établit bientôt entre les conquérants d'Oporto et cette caste proscrite qui, n'ayant pas de demeure fixe sur la terre, a fait de l'intérêt son unique patrie, et est toujours chez elle partout où elle s'enrichit. La nourriture et l'approvisionnement de l'armée, la perception des impôts, tous ces points de contact si délicats des conquérants avec le peuple conquis gagnaient à les avoir pour intermédiaires, et des frottements pénibles étaient ainsi épargnés. Bon nombre de négociants portugais, gagnés par les efforts de Soult pour rétablir l'ordre et la paix, si cruellement troublés, s'associèrent peu à peu à ce mouvement de fusion. Préoccupés du sort à venir de leur ville et de leur patrie, ils avaient à choisir entre trois maîtres : la maison de Bragance, qui les avait si lâchement abandonnés, les Anglais, qui depuis un siècle faisaient du Portugal une colonie de l'Angleterre, et la France qui, sous son illustre Empereur, ouvrait des destinées nouvelles à tous les peuples disposés à recevoir des rois de sa main.

De là à une conspiration secrète pour détrôner la maison de Bragance, et délivrer Oporto du joug de l'Angleterre, il n'y avait qu'un pas, et ce pas fut bientôt franchi. Soult, du reste, fit de son côté plus de la moitié du chemin. Le traité de Fontainebleau, qui avait presque fait un Roi du plus méprisé de tous les favoris, avait tourné la tête à tous les lieutenants de Napoléon. Si l'autocrate avait songé un moment à découper le Portugal en trois petites souverainetés, pourquoi ne le ferait-il pas en faveur d'un de ses maréchaux les plus capables

et les plus dévoués, pour honorer en lui sa fidèle armée? Aveuglé par son ambition, Soult se méprit complètement sur les dispositions du peuple portugais, comme sur celles de l'armée. Là où les classes aisées du pays n'avaient vu qu'un moyen de s'assurer un appui contre les violences de la populace ou les exactions des soldats, il vit un parti pris de donner à Oporto un protecteur en lui donnant un Roi. Derrière ces classes aisées, toujours prêtes à acheter leur sécurité au prix de leur indépendance, il ne vit pas la masse du pays soulevée contre l'étranger, et décidée à tous les sacrifices pour affranchir sa patrie. Sur l'esprit de l'armée qu'il commandait, le maréchal ne s'aveugla pas moins : là où il n'y avait que la lassitude d'une guerre sans fin, chez des soldats victorieux qui, après tant de dangers et de fatigues, voulaient enfin jouir et se reposer, il vit le murmure et l'indiscipline prêts à se changer en révolte contre l'Empereur. Dès lors, libre carrière était laissée à ses lieutenants : ils pouvaient tout oser, jusqu'à ceindre une couronne qu'il n'aurait pas lui-même posée sur leur front! A côté des frères de l'Empereur, l'exemple de Murat n'était-il pas là pour les encourager? Si, en passant par Madrid, Murat était arrivé à régner sur Naples, pourquoi Soult, qui le valait bien, ne pourrait-il pas régner sur un tiers du Portugal, tout prêt à se donner à lui?

Après le général, voyons maintenant ce que pensaient les officiers et les soldats. Il y avait alors trois partis dans l'armée, car cette interminable guerre d'Espagne avait aliéné bien des cœurs de Napoléon, et ranimé de vieilles affections, étouffées sous le culte fanatique voué par la France à son Empereur : il y avait d'abord les vétérans des guerres de la République, officiers ou soldats, qui, en voyant la France ainsi confis-

quée au profit d'un seul homme, regrettaient leur vieille idole qu'ils lui avaient sacrifiée. Venaient ensuite les royalistes, par tradition de caste ou de famille, ou par la conviction que l'Europe ne laisserait pas de repos à la France tant qu'elle n'aurait pas replacé sur le trône la vieille souche de ses rois. Enfin un troisième parti, le plus nombreux des trois, était celui des fidèles, des fanatiques de l'Empereur, qui commençaient à le juger, mais sans être le moins du monde ébranlés dans leur culte pour lui. Or c'est avec ceux-là que le maréchal devait avoir à compter, surtout avec ses généraux, jaloux de son autorité, blessés de ses hauteurs, et inquiets de ses relations avec les classes aisées du pays, où ils flairaient déjà une pensée de trahison. Aussi se tenaient-ils prêts, à la première démarche suspecte, à mettre la main sur lui, et à le ramener en France avec l'armée; car au fond de tous les cœurs était une même pensée : en finir avec cette horrible guerre. Sur ce point seulement, les trois partis étaient d'accord, et au fond, Soult n'en avait pas un des trois avec lui.

Du reste, l'imprudent maréchal ne tarda pas à donner à ses ennemis des armes contre lui, grâce à une étrange circulaire, rédigée sous sa dictée par son chef d'état-major; elle a été publiée pour la première fois par l'illustre et regretté historien de l'Empire (t. I, p. 267, édition in-4). Sa longueur seule nous empêche de la citer en entier. Elle est adressée au général Quesnel, et dut l'être aussi à tous les généraux sur lesquels Soult croyait pouvoir compter.

« A Oporto comme à Braga, les habitants sentent la nécessité d'un appui auquel les citoyens bien intentionnés puissent se rallier pour la défense et le salut de la patrie et la conservation des propriétés. A ce sujet, des députés se sont présentés à S. Exc. le

duc de Dalmatie, pour le prier d'approuver que le peuple de la province de Minho manifestât hautement le vœu de déchéance de la maison de Bragance, et que S. M. l'Empereur fut supplié de désigner un prince de sa maison *ou de son choix* pour régner en Portugal ; mais, en attendant que Sa Majesté eût pu faire connaître ses intentions, S. Exc. le duc de Dalmatie serait prié de prendre les rênes du gouvernement, et de *se revêtir de tous les attributs de l'autorité suprême,* le peuple promettant de le défendre contre toute opposition, *et même contre les insurgés des autres provinces,* jusqu'à l'entière soumission du royaume.

« Le maréchal a accueilli ces propositions, et a autorisé les *corrégidors* à convoquer les chambres, et à y appeler des députés de tous les ordres, des corporations et du peuple des campagnes pour dresser l'acte qui doit être fait, et m'a ordonué de vous en faire part... Il ne s'est pas dissimulé que cet événement étonnera beaucoup de monde ; mais *son âme est trop pure* pour qu'il puisse penser qu'on lui attribue aucun projet ambitieux. Dans tout ce qu'il fait, il ne voit que la gloire des armes de Sa Majesté, le succès de l'expédition qui lui est confiée, et le bien-être d'une nation *intéressante qui, malgré ses égarements,* est toujours digne de notre estime. *Il se sent fort de l'affection de l'armée,* et brûle de la présenter à l'Empereur glorieuse et triomphante, ayant rempli l'engagement que Sa Majesté a pris de planter ses aigles sur les forts de Lisbonne...

« La tâche que M. le maréchal s'impose est immense, mais il a le courage de l'embrasser, et croit la remplir avec succès si vous voulez bien l'aider dans son exécution. Il désire que vous propagiez ces idées, en protégeant d'une manière particulière les autorités et les citoyens qui embrasseront le nouveau système. Vous veillerez soigneusement à la conduite de votre troupe, en l'empêchant de commettre aucun dégât ou insulte qui pourrait irriter les habitants, et vous informerez Son Excellence du résultat obtenu.

« Agréez, etc.

« Le Chef d'État major,

« RICARD. »

Inutile d'ajouter que cette bizarre circulaire, destinée à rester secrète, fut bientôt connue de toute l'armée, et y provoqua partout des railleries cachées ou un blâme hautement exprimé. Le général Quesnel ayant adressé

au maréchal quelques observations, elles furent reçues avec beaucoup de hauteur. Le vainqueur de Roliça, Delaborde, fut celui qui exprima le plus haut le mécontentement de l'armée; mais, à dater de ce jour, l'indiscipline et la discorde se glissèrent dans les rangs, et des généraux descendirent aux soldats. Cette armée qui, sur une terre ennemie, ne pouvait se soutenir que par sa cohésion et son obéissance à son chef, se sentit en quelque sorte déliée de ses engagements, et affranchie de ses devoirs. Les précautions qui seules pouvaient assurer son salut furent négligées, et à mesure que se relâchaient les liens de la discipline, les soldats, moins soumis à leurs chefs, étaient aussi moins vigilants avec leurs ennemis. On en verra bientôt les fatales conséquences.

Dans l'intervalle, le vainqueur de Junot, le seul ennemi sérieux que la France eût encore rencontré dans la Péninsule, Wellesley, cherchait à soulever contre les Français le Portugal tout entier. Tout étranger qu'il fût, les Portugais, moins exclusifs que les Espagnols dans leur patriotisme, voyaient en lui ce qui leur avait manqué jusque-là, un chef pour l'insurrection, et dans l'Angleterre un appui. L'attitude de l'armée anglaise en Portugal allait changer : au lieu de la timide défensive qu'avait gardée Craddock, sans oser marcher à la rencontre de Soult et au secours d'Oporto, le nouveau général était décidé à prendre une offensive vigoureuse. Bientôt, à la tête de toutes ses forces réunies, montant à vingt mille hommes, il établit son quartier général à Coïmbre, chef-lieu de la province de Beira, à 25 lieues d'Oporto, et envoya une division à Abrantès, sur le Tage, pour observer les mouvements de Victor. Son plan de campagne était d'avance arrêté : chasser d'abord les Français d'Oporto, et les refouler sur l'Epagne, où les attendaient

de nouveaux ennemis; puis se retourner vers le sud pour défendre l'Andalousie, si elle était attaquée.

Soult fut bien vite informé de la présence des Anglais à Coïmbre. Trop faible pour lutter contre un peuple soulevé, appuyé par une armée régulière et un général toujours heureux, il n'avait plus qu'un parti à prendre, celui d'opérer sur-le-champ sa retraite, et de rejoindre Ney en Galice avant que les chemins fussent fermés. Mais toujours enivré de sa folle idée de se tailler dans le Portugal une petite souveraineté, en s'appuyant contre l'Empereur sur les mécontentements de l'armée, Soult oublia le danger présent pour ne songer qu'à ses rêves d'indépendance et de grandeur. Au lieu de s'apprêter à partir, il continua ses intrigues avec la bourgeoisie portugaise, en cherchant à la pousser vers quelque acte décisif qui l'affranchît du joug impérial, et fît de lui un rebelle et un Roi.

Wellesley cependant était toujours à Coïmbre, se préparant à marcher sur Oporto, quand un officier français se présenta, demandant à le voir. C'était un simple capitaine d'artillerie, nommé d'Argenton, connu dans l'armée pour son esprit d'intrigue. Né dans la Midi, il était un des agents les plus dévoués de ce parti royaliste, dont l'heure n'était pas venue encore, et dont les fautes devaient un jour peser si lourdement sur la royauté légitime et sur le pays. Exploitant avec art les mécontentements qui l'entouraient, et s'exagérant leur gravité, il rêvait, depuis la circulaire de Soult, la perte de son général en chef. Enfin, avec une audace plus imprudente encore, il conspirait en même temps contre l'Empereur, dont il croyait la France et l'armée aussi lasses que lui. Dans ce cerveau qui fermentait sans cesse était entrée la folle idée de voir le général anglais,

et de l'enrôler dans cette double conspiration. Avec le désordre qui régnait dans l'armée, et les permissions qu'on accordait sous main aux négociants d'Oporto pour se rendre à Lisbonne, il avait pu facilement s'échapper, et se rendre sous un déguisement au quartier général anglais, où il était sûr d'être accueilli; son passeport, c'était sa haine pour Soult et pour Napoléon.

Wellesley n'hésita pas à recevoir cette étrange visite, comptant toujours en tirer, à défaut de résultats plus sérieux, quelques renseignements. Avec son perspicace et froid bon sens, il démêla bien vite la part qu'il fallait faire aux folles ambitions du maréchal, aux exagérations et à l'esprit d'intrigue de d'Argenton, mais aussi au mécontentement réel qui régnait dans l'armée. A en croire d'Argenton, Soult, appuyé sur l'élite de la population d'Oporto, ne tarderait pas à se faire proclamer Roi; mais, ce jour-là aussi, la secrète irritation des troupes se changerait en révolte ouverte; on déposerait le maréchal, et tout le monde étant d'accord pour en finir avec cette odieuse guerre, l'armée opérerait d'elle-même sa retraite vers les Pyrénées. Mais ce n'était point assez; il fallait encore rendre la paix au monde, et pour cela, il n'y avait qu'une chose à faire : renverser Napoléon, et délivrer la France de son joug abhorré, chose facile, du moment où le despote, dépouillé de son prestige, ne pourrait plus s'appuyer sur l'armée. Dans cette intrigue compliquée, le rôle que d'Argenton assignait au général anglais, c'était de se servir de son ascendant sur les Portugais pour favoriser les projets du maréchal; puis, une fois la révolte éclatée dans l'armée, de faciliter sa retraite vers les Pyrénées, en s'abstenant de la poursuivre, et en lui ménageant, pour traverser l'Espagne, les mêmes facilités. Alors on pouvait compter qu'elle s'uni-

rait aux autres armées, non moins lasses qu'elles de ces éternelles guerres, et rien ne serait plus facile que de renverser l'usurpateur, et d'assurer la paix du continent en rendant à la France ses Rois légitimes.

A travers tous les mensonges de d'Argenton, qui se disait chargé par l'élite des généraux français de traiter avec lui, Wellesley vit d'un coup d'œil tout le parti qu'il pouvait tirer de cet auxiliaire imprévu que le ciel lui envoyait. Tout en refusant de s'employer auprès des Portugais à mettre une couronne sur le front du maréchal, et d'entrer dans la prétendue conspiration de l'armée contre son Empereur, il promit à d'Argenton de transmettre ses ouvertures à son gouvernement, l'invita à revenir, et eut avec lui de nouvelles entrevues. Il s'éclaira ainsi sur ce qu'il avait le plus intérêt à savoir, sur le relâchement de la discipline dans l'armée et le peu de soins qu'elle mettait à garder ses positions. Son plan d'attaque fut dès lors arrêté : d'Argenton, enivré des promesses du général anglais, en qui il voyait déjà un allié, eut l'imprudence de révéler ses entrevues avec lui au général Lefebvre, sous lequel il avait servi, et qu'il espérait entraîner dans le complot. Celui-ci, en loyal soldat, alla tout révéler au maréchal, en lui demandant, comme unique récompense, la vie de d'Argenton. Soult promit tout ce qu'on voulut, et fit arrêter aussitôt l'intrigant officier.

Il y avait là, pour le maréchal, plus d'une leçon utile : il connaissait maintenant les dispositions de l'armée, et se trouvait en face d'un ennemi pour qui toutes les armes étaient bonnes; mais son amour-propre, exalté par un succès apparent, l'aveuglait de plus en plus sur les dangers de sa position, et au lieu de préparer sa retraite, il ne songea qu'à poursuivre auprès des Portugais sa can-

didature au trône, sans tenir compte des railleries et des murmures de l'armée. Il provoqua, il reçut, dans l'attitude et avec l'orgueil d'un Roi, des députations d'Oporto, de Braga et de toutes les petites villes de la province, qui lui apportaient l'hommage de ses futurs sujets. Depuis un mois qu'il était à Oporto, tout occupé de jouer au monarque, on eût dit qu'il avait oublié le voisinage d'une armée ennemie quand une brusque secousse vint le tirer de son rêve : Wellesley marchait sur Oporto avec trente mille Anglais et une masse d'insurgés. Qu'avait-il à opposer aux Anglais, aux Portugais réunis, et aux Espagnols qui l'attendaient à la frontière? Vingt mille hommes au plus, épars dans toutes les villes du nord du Portugal! La retraite était donc le seul parti qui lui restât à prendre, si toutefois il n'était pas trop tard pour y recourir.

Et maintenant, que faire de ses blessés, de ses malades, dans ce pays où la guerre n'a rien de commun avec celles qui se font entre peuples civilisés? Fallait-il les laisser derrière soi, pour les livrer aux tortures et au massacre? fallait-il évacuer le Portugal avant de s'être assis sur ce trône qu'il convoitait depuis si longtemps? fallait-il attendre l'arrivée de Wellesley, et risquer une bataille, avec des forces aussi inégales, pour avoir à la fois sur les bras les deux insurrections sœurs et leur allié? Et si l'on se décidait pour la retraite, par où l'opérer après avoir tant tardé? Où trouver une route qui ne fût pas coupée, une ville, un village qui ne fût pas occupé par l'ennemi? Pour sortir de cette impasse, il n'y avait que deux issues : marcher par Braga sur Tuy en Galice, ou par le bassin du Duero sur Zamora, dans la Vieille-Castille. La route de Braga, qu'on avait suivie en venant, était de beaucoup la plus courte et la

plus sûre; tous les points en étaient occupés par des détachements français, qu'il eût fallu, en prenant l'autre voie, abandonner à leur triste sort. Soult se décida donc à passer par Braga; mais, le croirait-on? après avoir averti ses divers détachements, semés sur la route, de se tenir prêts à partir, il ne fit, pour son compte, aucuns préparatifs de départ jusqu'au 12 mai, jour où l'attendait une de ces sévères leçons réservées par la Providence aux ambitieux maladroits.

Wellesley, habile à profiter du temps que gaspillait si follement son ennemi, ne perdit pas un instant pour agir. Informé que Silveira, à la tête de l'insurrection portugaise, fermait aux Français la vallée de la Tamega, et occupait Amarante et Chaves, il envoya Beresford à Lamego, avec un fort détachement, pour leur fermer aussi la vallée du Duero. Lui-même enfin, avec le gros de son armée, se prépara à marcher sur Oporto, après avoir ainsi interdit aux Français les deux seules routes praticables pour une armée. Dès lors, il ne leur restait plus que le bord de la mer, avec le difficile passage des bouches du Minho, où il se réservait de les atteindre, ne doutant pas que, à la nouvelle de son approche, ils n'eussent déjà pris la fuite. Le 10 mai donc, Beresford était à Lamego; le même jour, Wellesley, avec le gros de son armée, surprenait près du Duero un fort détachement français, commandé par Franceschi. Celui-ci, après une héroïque défense, où il tua aux Anglais beaucoup de monde, et en perdit à proportion, parvint à rentrer à Oporto, et les Français, évacuant le faubourg de la rive gauche, emmenèrent avec eux tous les bateaux disponibles.

Certes, le maréchal était suffisamment informé de la présence des Anglais; il n'aurait donc dû penser qu'à

acheminer ses blessés sur Amarante, qu'il avait fait reprendre par Loyson, et à les suivre lui-même au plus vite. Mais un sort fatal semblait s'attacher à cette expédition, aussi mal conçue que mal dirigée. La journée du 11 se consuma en vains préparatifs de départ ; on se résigna à laisser derrière soi la grosse artillerie et le matériel le plus encombrant, et l'on se disposa à partir le 12 au matin. Dans cette position presque désespérée, Soult se montrait si enivré de lui-même, si confiant dans sa fortune, que toutes les précautions nécessaires à la veille d'une bataille avaient été négligées. Il défendit même de répondre au feu des tirailleurs anglais qui commençaient à s'établir sur l'autre rive. Enfin les dépêches de Wellesley, source curieuse à étudier pour l'histoire de cette guerre, nous apprennent que le maréchal, informé le 12, à six heures du matin, de la surprise que méditait l'ennemi, ne daigna pas même s'assurer de la réalité du fait, et ne prit aucune mesure pour s'y opposer.

Enhardi par cette inconcevable négligence, Wellesley, qui avait caché ses troupes derrière les hauteurs de la rive gauche, se décida, le 12 au matin, à tenter le passage du fleuve que personne ne semblait garder. Il avait envoyé la veille, en amont d'Oporto, recueillir toutes les barques de la rive gauche. Avant le jour, on entasse sur ces bateaux tout ce qu'ils peuvent contenir d'hommes ; on passe le fleuve en silence, on débarque, sans rencontrer personne, un peu au-dessus de la ville, encore plongée dans le sommeil, et l'on s'entasse sans bruit dans un vaste bâtiment, dit *de l'Évêché*. Bientôt cette forteresse improvisée est pleine de soldats, et les barques retournent en chercher d'autres. L'état-major français, informé de ce qui se passe, refuse d'y ajouter foi, et le général en chef partage son incrédulité. Déjà les Anglais

sont dans la ville, au nombre de plusieurs milliers, lorsqu'enfin le général Foy accourt avec le 17e léger, pour débusquer l'ennemi du poste qu'il occupe. Bientôt arrivent d'autres détachements français ; mais Wellesley, voyant toute l'attention de l'ennemi concentrée sur ce point, fait passer le fleuve un peu plus bas au reste de ses soldats, qui se répandent dans la ville en nombre toujours croissant, sûrs d'avance de l'appui des habitants. Les efforts des Français pour s'emparer de l'*Évêché* restent sans succès. Les généraux Foy et Delaborde, toujours au premier rang, sont blessés tous les deux, et il serait difficile de dire maintenant à qui appartient Oporto.

Mais il devenait impossible de disputer à un ennemi supérieur en forces une ville où toute la population était pour lui, prête à prendre les armes en sa faveur. Le maréchal avait perdu, presque sans combat, le seul point du Portugal où s'était établie sa royauté d'un jour. Prolonger le conflit était sans profit et sans but ; le seul parti à prendre, c'était de décamper sans retard, sans bruit, en laissant ses blessés aux mains d'un ennemi civilisé qui ne les livrerait pas à leurs bourreaux. Cette confiance, du reste, n'était pas mal placée ; car, après l'évacuation d'Oporto, le général anglais fit inviter les généraux français à y envoyer des chirurgiens, afin que leurs malades eussent la joie d'être soignés par leurs compatriotes, dont l'aller et le retour seraient garantis par des sauf-conduits.

Le grand, le seul coupable dans cette circonstance, c'était le général en chef, qui n'avait voulu rien prévoir, ni rien ordonner. Il le sentit, et prenant enfin son parti d'évacuer Oporto, le soir même il était à Balthar avec son armée. De là, il comptait se diriger sur Braga

par Amarante, qu'occupait avec une division le général Loyson. Mais celui-ci, se voyant entouré d'ennemis, Anglais et Portugais, sans compter les Espagnols, qui l'attendaient à la frontière, s'était replié sur Guimarraens. Amarante avait été aussitôt occupé par les alliés, et le passage se trouvait fermé. La position était la même que celle de Dupont à Baylen et de Junot à Cintra; sur ce sol, qui repoussait l'étranger, la conquête ne pouvait prendre pied nulle part. Déjà dans l'armée, aussi prompte au découragement qu'à l'espoir, on parlait de capitulation, toutes les voies étant fermées par les Anglais ou par des paysans armés, qui coupaient les ponts et défonçaient les chemins.

Nous n'avons vu jusqu'ici que les mauvais côtés de Soult, sa présomption, son aveugle confiance, ses rêves d'ambition; mais en face de cette situation désespérée, qui eût abattu tout autre courage, nous allons voir le sien grandir avec le danger. Par une de ces résolutions héroïques qui sauvent les empires, il comprit que, toutes les routes praticables étant fermées, il fallait, pour préserver l'armée, sacrifier tout ce qui pouvait retarder sa marche, malades, blessés, artillerie, munitions, vivres, et jusqu'à la caisse militaire. On se décida en pleurant à confier les blessés à la générosité anglaise; on fit sauter les poudres, on détruisit les charrois et les vivres; on essaya de distribuer l'argent aux soldats; mais leurs sacs étaient déjà remplis par le pillage d'Oporto, et il fallut se décider à laisser derrière soi, comme les Anglais à la Corogne, cet or qu'on ne pouvait ni détruire ni emporter.

L'armée ainsi allégée, on se mit en route, sous la conduite d'un guide que la Providence avait envoyé aux Français. C'était un compatriote, un habitant de la

Navarre française, que le commerce amenait souvent en Portugal, et qui connaissait tous les chemins de ces montagnes. Un sentier, à peine praticable, traversait, de Peñafiel à Guimarraens, les pentes escarpées de la *Sierra* de Santa Catalina. Sous la conduite de ce guide, l'armée, avec plus de fatigues que de dangers, finit par rejoindre à Guimarraens Loyson et son petit corps d'armée.

C'était là un heureux début, mais le plus difficile restait à faire. Là encore, on pouvait choisir entre la route de Braga et de Tuy à l'ouest, sauf à y rencontrer l'avant-garde de Wellesley, et à l'est, celle de Chaves et de Braganza ; mais Chaves avait été repris par les Portugais, et aucune des deux routes n'était libre, l'ennemi se portant sur tous les points où les Français auraient pu passer. Soult, avec une rapidité de décision qu'il faut admirer, s'engagea sans hésiter dans un sentier de contrebandiers, entre les deux routes, au plus épais de la montagne. Quoiqu'on fût en mai, le temps était affreux : de chaque ruisseau les pluies avaient fait un torrent, et dans ces âpres sentiers, il fallait avancer, avec les Anglais derrière soi et les Portugais sur les flancs. A Puentenuevo, le pont avait été coupé, et si cet obstacle n'était pas franchi sans retard, l'armée était perdue, car les Anglais menaçaient déjà ses derrières. Elle fut sauvée par l'intrépidité du major Dulong, qui, avec cent hommes seulement, rétablit en quelques heures le pont et rouvrit le passage. Enfin, le 19 mai, on arriva à Orense, mais dans quel état ! nus pieds, les vêtements en lambeaux, avec des sacs chargés d'or et vides de pain, les soldats, plus semblables à des spectres qu'à des hommes, avaient laissé derrière eux leur prestige, hélas! évanoui.

Le traître d'Argenton, qu'on emmenait prisonnier, profita pour s'échapper du désordre de ce triste voyage. Ajoutons, pour en finir avec lui, qu'il se rendit dans le camp anglais, où on lui fit l'accueil qu'on fait aux transfuges aussi longtemps qu'on croit en avoir besoin. Mais ayant eu la maladresse de se laisser reprendre par les Français, il fut jugé et fusillé quelque temps après.

Telle est la déplorable issue de cette troisième expédition de Portugal, issue moins honteuse, mais plus fatale peut-être à la discipline et au moral de l'armée, et plus déshonorante pour son chef que la convention de Cintra. Pas une bataille livrée, pas une victoire comme celle de Vimeiro qui pût demander grâce pour cette honteuse retraite. La fuite précipitée de Moore devant la poursuite des Français avait trouvé un pendant : le vainqueur de Moore s'enfuyait à son tour devant le vainqueur de Cintra. Décidément, le Portugal ne portait pas bonheur aux armes de la France, partout victorieuses en Espagne, et deux fois chassées, en moins d'un an, de Lisbonne et d'Oporto. L'honneur, il est vrai, n'en revenait pas aux Portugais, inférieurs même aux Espagnols en rase campagne; il était tout entier aux Anglais, qui, cette fois, avaient vaincu sans combattre, et s'apprêtaient à pousser plus loin leur vigoureuse offensive. Cette victoire négative était due tout entière à Wellesley, dont la conduite, empreinte à la fois de décision et de prudence, contrastait étrangement avec l'imprévoyance de Soult et ses folles visées, qui touchaient de si près à la révolte et à la trahison. Aussi l'un devait-il sortir grandi de cette courte campagne, et l'autre diminué. Soult, en effet, depuis l'évacuation d'Oporto, était devenu l'objet des mépris et des railleries de l'armée : les officiers, les soldats même insul-

taient tout bas à sa royauté déchue. Napoléon pouvait se dispenser de châtier ses velléités de révolte, l'orgueilleux maréchal était assez puni!

Quant à Wellesley, on se demandera peut-être comment un général aussi actif et aussi prudent à la fois put laisser échapper d'Oporto l'adversaire qu'il devait retrouver plus tard sur le champ de bataille de Toulouse; comment il ne l'a pas poursuivi, dans sa prompte et habile retraite, avec la même ténacité, la même énergie que Soult avait mises à la poursuite de Moore? Mais, comme le fait observer Wellesley lui-même dans une de ses lettres, pour traverser les sauvages défilés où s'était jetée l'armée française, elle avait sur ses ennemis l'immense avantage de n'avoir pas de bagages; et les Anglais, traînant toujours après eux un énorme matériel, n'ont jamais compté au nombre de leurs mérites la rapidité de la marche, qui appartient surtout aux Espagnols et aux Français.

Ainsi, on le voit, le Portugal est le point de départ de la fortune de Wellesley, fortune plus méritée peut-être que bien d'autres, car le hasard n'a rien à faire avec elle. Ces glorieux débuts présagent plus tard des succès plus sérieux, et Napoléon, cette fois, a trouvé un adversaire digne de lui. Les Français, deux fois chassés du Portugal, sont un heureux présage pour la délivrance de la Péninsule. La surprise d'Oporto, l'un des faits d'armes les plus hardis de cette guerre, révèle un mélange singulier d'audace et de calcul chez un général condamné à la prudence par l'insuffisance de ses forces. Il était de mode en France, sous l'Empire et sous la Restauration, de parler de « l'insolent bonheur » de Wellington, et d'attribuer à la fortune tous ses succès; mais un bonheur qui se soutient pendant toute la durée

de la guerre, et suit l'heureux adversaire de Soult jusque sur le champ de bataille de Waterloo, n'est plus du bonheur, c'est du talent, de la sagesse, nous dirions presque du génie, si Napoléon n'était pas là pour nous apprendre que le génie ne suffit pas à empêcher les fautes, et qu'il aide même quelquefois à les commettre.

CHAPITRE II

BATAILLE DE TALAVERA. — 2e EXPÉDITION D'ANDALOUSIE

1809-1810

Ce qui manque avant tout au récit de la guerre de l'indépendance espagnole, c'est l'unité, et tous les efforts de l'historien ne réussiraient jamais à la lui donner. L'objectif constant de l'Empereur, quand il n'est pas sur les lieux, c'est d'imposer à cette guerre décousue l'unité qu'elle n'a pas, unité factice, officielle, qui peut bien figurer sur un plan de campagne, rédigé dans le cabinet, mais qui disparaît bien vite sur les champs de bataille. Ainsi, dans cette honteuse retraite d'Oporto, le troisième échec infligé aux armes françaises dans la Péninsule, qu'est-ce qui nous frappe surtout? C'est l'impérieuse volonté du despote qui, à cinq cents lieues du théâtre de la guerre, s'efforce d'enchaîner à l'expédition de Soult toutes les opérations de ses généraux, tous les mouvements de leurs armées. Victor en Estrémadure, Ney en Galice doivent graviter, comme des satellites dociles, autour de cette planète qui les guide. Joseph lui-même, tout Roi qu'il est, au moins de nom, au lieu d'imprimer, du centre où il est placé, une direction d'ensemble aux

opérations militaires, doit tout subordonner à cette expédition de Portugal, devenue la note dominante dans le concert.

Qu'en résulte-t-il, maintenant qu'elle a échoué? C'est que chacun des généraux, cessant d'être enchaîné par des ordres qui auraient dû changer avec les circonstances, se sent libre dans ses allures, et va désormais marcher à sa guise, en attendant de nouveaux ordres, qui tarderont nécessairement à venir. Avec la guerre d'Autriche sur les bras, même un génie comme celui de Napoléon ne peut pas y joindre impunément le fardeau de la guerre d'Espagne; l'une des deux doit faire tort à l'autre, et c'est toujours la plus lointaine qui sera sacrifiée. Ainsi toutes les fautes sont punies dans cette vie, en attendant l'autre, et le premier châtiment du despote qui a voulu tout prévoir et tout ordonner, c'est de voir ses généraux lui désobéir, et de n'apprendre leurs fautes que quand il est trop tard pour les réparer ou pour les punir.

Et d'abord, le triste et honteux dénoûment de l'expédition de Portugal annulait forcément celle d'Andalousie; il fallait en finir avec l'ouest et le nord avant de s'attaquer au midi. L'inquiétude la plus vive régnait à Madrid sur le sort de Soult et de son armée, qui tenait en suspens toutes les autres. Le 14 juin seulement on y apprenait son départ d'Oporto, exécuté le 12 mai, et le résultat fut un mouvement en arrière de l'armée d'Andalousie. Victor, en dépit des ordres de Madrid qui lui enjoignaient de se porter, le long de la Guadiana, jusqu'à la frontière du Portugal, se replia sur Torremocha, dans la vallée du Tage. Jourdan, le seul des maréchaux qui fût en position de jeter un coup d'œil d'ensemble sur les opérations militaires dans la Péninsule, Jourdan,

de plus en plus pénétré de l'importance du bassin du Tage, donna à Victor l'ordre de se porter vers la frontière portugaise, à Alcantara, dont le pont livrait aux Anglais la route de Madrid; mais Victor, s'autorisant des ordres de l'Empereur et de la présence de La Cuesta, à la tête d'une armée espagnole, refusa d'obéir, et laissa le pont d'Alcantara tomber aux mains des Portugais, qui se hâtèrent de le faire sauter.

Voilà pour l'ouest et le midi ; voyons maintenant ce qui se passait en Galice : dans la pensée de l'Empereur, Ney, alors établi à Lugo, devait au besoin, comme Victor, appuyer le mouvement de Soult, en s'établissant près de la frontière nord du Portugal. Mais, dans l'ignorance où il était sur le sort de cette expédition, Ney se crut dégagé de toute autre obligation par le péril de sa propre situation. La Romana, celui de tous les généraux espagnols qui semble avoir le mieux compris la nature de cette guerre, harcelait sans relâche l'armee de Ney, tout en évitant avec soin d'engager une bataille. Lassé des attaques de cet insaisissable ennemi, Ney résolut d'en finir avec lui ; car, le maître une fois absent, chacun ne pensait plus qu'à soi, et les opérations militaires dans la Péninsule, au lieu de se rattacher à un centre commun, tendaient de plus en plus à s'isoler, souvent même à se contrarier l'une l'autre.

Soult avait évacué Oporto le 12 mai, et le lendemain même, Ney, au moment où sa présence sur la frontière aurait pu être le plus utile à l'armée fugitive, sortait de Lugo avec douze mille hommes pour aller joindre ses forces à celles de Kellermann à Léon, et s'enfoncer dans les Asturies, en mettant ainsi quarante lieues et une chaîne de montagnes entre lui et son collègue. La Romana, avec une armée de recrues, mêlées à ses vieux

soldats de la Baltique, ne pouvait tenir tête aux deux armées françaises qui allaient se rencontrer à Oviedo. Son parti fut bientôt pris : congédiant lui-même son armée, qu'il savait où retrouver au besoin, il s'embarqua à Gijon avec son état-major sur un navire anglais, qui le débarquait quelques jours après sur les côtes de Galice. Ney, qui l'avait suivi de près sans pouvoir l'atteindre, s'empara d'Oviedo; la ville, ayant essayé de se défendre, fut pillée, malgré tous les efforts du maréchal pour s'y opposer. Kellermann, fidèle au rendez-vous, l'y rejoignit bientôt, et les deux corps réunis s'emparèrent de Gijon, où les soldats firent encore un immense butin. Dans l'intervalle, La Romana avait déjà rassemblé son armée, toujours prête à accourir au premier signal, et reprenait la place de Ney dans Lugo, à peine évacué par l'ennemi.

Au milieu de cet étrange chassé-croisé des deux ennemis, dans cette âpre contrée dont la possession ne valait pas ce qu'elle avait coûté, Soult, arrivant avec son armée que personne n'attendait, vint encore compliquer la situation. Le premier signe qu'il donna de sa présence, ce fut de reprendre aux insurgés Lugo, et l'armée de la Romana se dispersa encore une fois pour aller se reformer plus loin. Ney, après avoir rétabli la précaire domination de la France dans les Asturies, vint retrouver son confrère à Lugo. La plus parfaite intelligence, on le sait, ne régnait pas toujours entre les maréchaux de l'Empire, surtout quand l'Empereur était loin. Ney, nature ardente et généreuse, fut touché de l'état de dénûment et de misère où il trouvait l'armée fugitive; il s'empressa de mettre à son service tout ce qu'il possédait en vêtements, vivres, armes, munitions et artillerie; mais quand les vieux soldats de Ney, rompus à la discipline, apprirent

ce qui s'était passé à Oporto, les vétérans n'épargnèrent pas les railleries au maréchal qui avait voulu passer Roi, et à ses jeunes soldats qui, dans cette triste campagne, n'avaient appris ni à vaincre ni à obéir. La paix régna, pour le moment du moins, entre les deux généraux; mais la mésintelligence se glissa bien vite entre les deux armées, destinées à agir en commun; avant d'entrer en campagne, elles étaient déjà divisées.

Pendant que ceci se passait, l'Empereur, au fond de l'Autriche, où, depuis Essling (22 mai), sa fortune accoutumée semblait prête à l'abandonner, avait bien peu de pensées à donner à l'Espagne. Les seuls ordres qu'il y envoyait, c'était d'en retirer des troupes pour les faire marcher vers le Danube. Le 11 juin seulement, informé de la retraite de Soult et de l'avortement de tous ses plans pour la conquête du Portugal, il se décida enfin à s'occuper de la Péninsule. Nul regard n'était plus perspicace pour apercevoir les fautes commises; ce qui lui manquait, c'était de remonter à leur cause première, et de se dire que lui seul en était responsable; car, s'il eût été là, elles n'auraient pas eu lieu, ou il y aurait remédié sur-le-champ. Sentant encore une fois le vice radical de toutes ces opérations isolées auxquelles manquait un centre d'action, sait-on à quelle résolution il s'arrêta? Ce fut de donner aux trois armées du Portugal, de la Galice et de la Vieille-Castille un chef unique pour imprimer à leurs mouvements l'unité qui leur faisait défaut.

Pour nommer ce chef, l'Empereur avait à choisir entre trois maréchaux, Mortier, Ney et Soult, tous trois éminents par leurs services, mais inégaux en âge, en autorité, en talent. Or, sait-on celui qu'il va prendre? Ce ne sera pas le sage et modeste Mortier, le vainqueur de Medellin; ce ne sera pas l'actif et courageux Ney qui,

abandonné à lui-même à l'extrémité de la Péninsule, a su, avec un débris d'armée, défendre la Galice contre l'invasion anglaise et l'insurrection espagnole. Non! ce sera Soult, honteusement chassé d'Oporto, Soult, qui vient de donner à son armée l'exemple de l'insubordination et de la révolte. Pour couper court aux rivalités des trois maréchaux, il aurait pu choisir Jourdan, dont l'âge, l'autorité, la vieille expérience l'auraient fait obéir par des collègues tous plus jeunes que lui; mais Jourdan est demeuré fidèle à son vieux culte pour la République; il s'est montré hostile au 18 brumaire, il s'est attaché d'ailleurs à la fortune de Joseph, on ne peut plus songer à lui, et Soult, le plus ancien des trois maréchaux, est nommé commandant en chef des trois armées réunies; Mortier et Ney, ses égaux en rang et en services, sont condamnés à marcher sous ses ordres.

Mais pour assurer l'unité des opérations, il eût fallu d'abord assurer l'union entre les trois maréchaux, égaux la veille, et dont deux, le lendemain, se trouvaient subordonnés à celui sur qui pesait justement la réprobation de l'armée. Certes Napoléon n'aurait pas fait un pareil choix s'il avait su tout ce qui s'était passé à Oporto; mais, pour être commise par ignorance, la faute n'en était pas moins grave : sans parler de la mésintelligence qu'il allait semer entre les trois maréchaux, habitués à commander, chacun dans sa sphère, sans parler de la difficulté de faire agir ensemble trois armées, habituées à se mouvoir seules dans un centre qui leur appartenait, Madrid, avec son état-major central qui était censé tout ordonner, et à qui personne ne voulait obéir, Madrid était annulé. Soult devenait, à la place de Joseph, le seul, le vrai Roi de l'Espagne, en l'absence de l'Empereur. On le récompensait de ses velléités de révolte en

lui faisant une royauté plus réelle que celle qu'il avait perdue, et une prime d'encouragement était ainsi donnée à toutes les ambitions des maréchaux qui voudraient passer rois.

Du reste, même avant la réunion des trois armées, la bonne intelligence qui avait régné un instant entre Soult et Ney avait déjà cessé : tous deux, se sentant libres d'agir, en l'absence d'ordres de l'Empereur, depuis l'échec d'Oporto, avaient arrêté ensemble un plan de campagne, fort bien combiné, qui montre tout ce que les maréchaux auraient pu faire en Espagne, s'ils étaient parvenus à s'entendre. Tous deux s'étaient partagé la tâche : Ney se chargeait de chasser les Anglais de la Galice, dont ils occupaient le littoral, et Soult devait en finir avec les bandes de La Romana. Pour plus de sûreté, la convention avait été rédigée par écrit, le 29 mai. Puis Ney s'était dirigé sur Vigo, et Soult, descendant le Minho, s'était porté sur Montefuerte, qu'avait évacué La Romana, toujours habile à éviter une bataille. D'après le plan convenu, Soult devait longer la frontière du Portugal jusqu'à Ribadavia, près d'Orense, sur la gauche de l'armée anglaise, pour le séparer de la mer, son point d'appui. Mais Soult, oubliant ses engagements, tourna à droite, au lieu de tourner à gauche, se porta vers Zamora, sur le Duero, à cinquante lieues de son collègue, afin de se rapprocher de la Vieille-Castille, but supposé de la direction de l'armée anglaise.

De son côté, Ney, en arrivant près de Vigo, y trouva les Anglais établis tout le long de la côte dans des positions fortifiées, défendues par leurs marins et par des insurgés. Évidemment, il n'y avait rien à faire jusqu'à ce que son collègue l'eût au moins délivré d'un de ses ennemis en détruisant le corps de La Romana. Il attendit

vainement jusqu'au 10 juin; il écrivit à Soult une lettre pour le presser; mais la réponse ne vint pas, et Ney, sentant le danger de sa position, entre les Espagnols et l'armée anglaise qui, d'un jour à l'autre, pouvait arriver, se replia sur Santiago-de-Compostelle, le cœur plein d'amertume contre son perfide collègue. La position n'était plus tenable pour Ney, relégué au bout de la Péninsule, privé de toute communication avec Madrid comme avec la France. Sa vie et celle de son armée, depuis qu'il occupait la Galice, avait été une lutte sans relâche. Les Anglais, maîtres de la mer, l'étaient par conséquent du littoral, sauf quelques places fortes occupées par les Français. Les Espagnols, enhardis par le départ de Soult, n'étaient plus qu'à quelques lieues, plus menaçants que jamais; Soult, sur lequel il avait compté, lui manquait au moment où il avait le plus besoin de lui, et déjà il se voyait chassé de la Galice comme Moore, ou prisonnier des Anglais avec toute son armée, comme Junot à Cintra.

Dans cette situation désespérée, Ney prit enfin une résolution désespérée comme elle : ce fut d'évacuer la Galice, qu'avec douze mille hommes il ne pouvait pas défendre contre deux armées, l'une d'Anglais, l'autre d'insurgés, surexcités par la prochaine arrivée de leurs alliés. Sa résolution une fois prise, il l'exécuta avec sa décision ordinaire, sans rien laisser derrière lui, ni son matériel, ni ses malades, ni ses blessés, ni ceux même que Soult lui avait légués, et dès les premiers jours de juillet, il était à Astorga, dans le royaume de Léon.

C'est à ce moment qu'arriva l'ordre de l'Empereur qui confiait au duc de Dalmatie les trois armées destinées à n'en faire qu'une, et mettait sous ses ordres les deux maréchaux ses égaux. On peut juger de ce qui se

passa dans l'âme impétueuse de Ney, condamné à obéir au collègue qui l'avait trahi, et qui le forçait à évacuer la Galice, comme il avait lui-même évacué le Portugal. Joseph, qui connaissait mieux que son frère les relations intimes des deux maréchaux, essaya, sur l'avis de Jourdan, de tirer Ney de sa fausse position en l'appelant à Madrid pour lui confier le commandement du corps de Sébastiani; mais telle était l'exaspération de Ney qu'il refusa d'obéir, et resta à Benavente avec son armée qu'attachait à lui un lien mutuel d'affection.

Résumons maintenant la situation des armées françaises dans la Péninsule, à ce moment solennel où les fautes de Napoléon commencent à porter leurs fruits; et la plus grosse de toutes, c'est, avec cette funeste guerre sur les bras, d'en avoir entamé une autre en Autriche, quand sa présence en Espagne serait plus nécessaire que jamais. On connaît maintenant la position de Soult et de Ney; Mortier, à Valladolid, garde Madrid du côté du nord; Victor est toujours sur le Tage, mais l'armée de La Cuesta, devenue toujours plus menaçante depuis qu'elle se sent soutenue par les Anglais et par l'insurrection portugaise, l'a forcé de rétrograder jusqu'à Talavera pour couvrir Madrid du côté de l'ouest. Sébastiani, dans la Manche, garde la route du midi; enfin Suchet en Aragon et Saint-Cyr en Catalogne occupent les deux capitales, et le reste de ces deux redoutables provinces appartient à l'insurrection. Toutefois, ce sont là deux hors-d'œuvre, deux points isolés dans l'ensemble de cette vaste guerre; si la partie doit être perdue ou gagnée quelque part, ce sera dans le bassin du Tage ou dans les plaines de la Vieille-Castille.

La question la plus grave pour le nouveau général en chef, comme pour Joseph, toujours tremblant pour

sa capitale, c'était de savoir de quel côté se dirigerait l'armée anglaise. Évidemment, en face de trois armées françaises au nord et d'une seule au midi, Wellesley, avec des forces insuffisantes, ne pouvait pas hésiter : il devait se porter au midi, et se joindre à La Cuesta pour chasser Victor du bassin du Tage ou le refouler vers Madrid. C'était là l'opinion du judicieux Jourdan, et toutes les probabilités étaient pour elle. Dès lors, si l'effort de l'ennemi se portait de ce côté, Madrid et son roi se trouvaient courir un danger sérieux, Joseph n'ayant pour se défendre que sa garde, et pour le couvrir que les deux postes avancés gardés par Victor et Sébastiani. Pour obvier au péril de la situation, Jourdan parvint à persuader à Mortier de quitter Valladolid pour venir se placer à Villacastin sur le revers nord du Guadarrama, afin de protéger Madrid. Mais Soult, qui débutait dans son nouveau commandement, n'était pas homme à laisser donner un ordre par un autre que par lui à un de ses lieutenants : il enjoignit donc à Mortier de quitter Villacastin, et de se porter à Salamanque, dans le bassin du Duero, pour appuyer le mouvement que lui-même songeait à tenter dans la Vieille-Castille, et Mortier s'empressa d'obéir.

Revenons à l'armée anglaise : Jourdan ne s'était pas trompé, Wellesley, ignorant encore l'évacuation de la Galice par Ney, s'était décidé à attaquer Victor et à marcher vers Madrid par la vallée du Tage, route facile et sans obstacles. En agissant ainsi, il dépassait ses instructions qui lui prescrivaient de ne pas s'éloigner du Portugal, et d'y rentrer le plus tôt possible quand il en serait sorti. Vers le 15 juin, il se trouvait à Abrantès, sur le Tage, avec vingt et un mille hommes, plus une réserve de huit mille à Lisbonne, sans compter les

malades de l'armée. Son plan était de remonter le Tage jusqu'à Alcantara, où l'attendait La Cuesta, prêt à se joindre à lui, avec trente-huit mille soldats, bien armés, bien équipés, et dont le général anglais, au dire de Napier, s'exagérait grandement la valeur. Venegas avait en outre dans la Manche trente-cinq mille hommes des meilleures troupes de la Péninsule, et Wellesley espérait ainsi rallier à lui et opposer à l'ennemi une force totale de quatre-vingt-six mille hommes, tandis que les Français n'en avaient guère que cinquante mille.

Mais une difficulté grave arrêtait Wellesley : c'était le manque d'argent, fait bien rare dans une armée anglaise. Peut-être le cabinet de Saint-James n'avait-il pas pris assez au sérieux cette guerre d'Espagne, unique moyen d'entamer la fortune de Napoléon et d'en finir avec ce redoutable ennemi. Les Anglais, abandonnés à leurs propres ressources, bien vite épuisées quand ils s'éloignaient de la mer, vivaient, comme les Français, aux dépens du pays. Le pillage leur tenait lieu de solde ; ils pillaient non-seulement pour vivre, ce qu'on leur eût pardonné, mais pour emplir leurs sacs d'or, comme les soldats de Soult ; avec l'instinct commercial de leur race, ils revendaient dans un village le bétail qu'ils avaient volé dans un autre, et ils avaient fini par devenir aussi odieux aux Portugais, leurs alliés, que les Français aux Espagnols, leurs ennemis [1].

1. Une curieuse lettre de Wellesley à lord Castlereagh trace un triste tableau de la conduite des soldats anglais. « L'armée se conduit aussi mal que possible; *c'est une canaille* qui ne peut pas plus supporter le succès que l'armée de Moore les revers. Je tâche de les tenir en bride, mais je n'y peux pas réussir : il faudra que je fasse un exemple en renvoyant deux ou trois corps en Angleterre.

« WELLESLEY.

« Coïmbre, 31 mai 1809. »

On ne doit pas oublier en lisant ceci que, en Angleterre, il n'y a pas

Wellesley était donc toujours à Abrantès, en Portugal, attendant des renforts qui devaient porter son armée à vingt-huit mille soldats, chiffre bien faible quand il s'agissait de pénétrer au cœur de l'Espagne, et d'enlever à Joseph sa capitale. Il est vrai qu'il allait rallier à lui l'armée de La Cuesta, et peut-être celle de Venegas; mais on verra bientôt l'appui qu'il devait en attendre. Et, en effet, la plus sérieuse de toutes les difficultés pour lui, c'étaient ses relations avec ses alliés, Espagnols ou Portugais. La Cuesta, avec son armée, était alors sur les bords de la Guadiana; mais au lieu de venir, comme le demandait Wellesley, rejoindre les Anglais dans le bassin du Tage, il voulait les attirer dans celui de la Guadiana, pour s'en faire un appui contre l'armée de Victor, qu'il n'osait affronter face à face. Mais Victor, qui craignait d'être coupé de Madrid, ayant opéré sa retraite sur Talavera, la question fut tranchée, et les deux armées anglaise et espagnole se donnèrent rendez-vous sur les bords du Tage, pour marcher ensemble sur Madrid.

Le 17 juin, Wellesley, ayant enfin reçu de Gibraltar les renforts et l'argent qu'il attendait, se porta sur Plasencia, en Estrémadure, au nord du Tage. La Cuesta, dans l'intervalle, s'était établi près du même fleuve, à quinze lieues des Anglais. Wellesley, étant venu l'y retrouver pour s'entendre avec lui, resta confondu des arrogantes prétentions de son allié, qui faisait parade de son mépris pour la junte et pour toute autorité rivale de la sienne. Après bien des discussions, le plan de la cam-

de conscription, et que l'armée se recrute par l'enrôlement volontaire, dans les tavernes, à grand renfort d'argent et de boissons enivrantes; elle n'est donc point, comme en France, le représentant fidèle de la nation, mais son rebut et son écume. Aussi la discipline y est-elle très-sévère, et les châtiments corporels y sont en usage. Les choses se sont cependant améliorées depuis la paix, en ce qui concerne le recrutement.

pagne fut enfin arrêté, et l'on convint de réunir autour du Tage, au-dessous de Talavera, les trois armées qu'on voulait faire agir contre Victor. Nous n'insisterons pas sur la différence de valeur entre ces trois armées, les événements la feront assez paraître; mais on peut deviner tout ce que le malheureux Wellesley eut à souffrir, et tout ce qu'il lui fallut de patience, de fermeté mêlée de douceur pour amener l'orgueilleux La Cuesta à s'entendre avec lui. Tous deux ignoraient encore la présence de Soult dans la Vieille-Castille, l'évacuation de la Galice par Ney et la réunion des trois armées sous les ordres d'un seul général. On croyait Soult en Galice et Ney sur le littoral, cherchant à en repousser l'invasion anglaise, et l'on comptait n'avoir affaire qu'avec l'armée de Victor et celle de Sébastiani.

Mais la prudence commandait de garder contre une attaque possible de la part de Soult les deux défilés de Baños et de Peralez, qui seuls relient l'étroit bassin du Tage aux plaines de la Vieille-Castille. Beresford, avec ses Anglais, s'établit donc à Ciudad-Rodrigo, et le duc del Parque, avec un corps d'insurgés, se plaça à Almeïda, sur la frontière portugaise. Ce ne fut pas sans difficulté qu'on parvint à s'entendre, et Wellesley, pour avoir raison de son incapable et vaniteux collègue, dut même le menacer plus d'une fois de l'abandonner et de rentrer en Portugal. Enfin l'on tomba d'accord sur tous les points, et les deux armées se mirent en marche. Mais ce qui manque à l'Espagne quand elle veut faire la guerre, ce ne sont pas les hommes, ce sont les vivres. La junte avait fait à Wellesley les plus belles promesses; mais au moment où le besoin était venu, tout manquait à la fois. Les Espagnols, habitués à se passer de tout et à marcher un jour entier avec une gousse d'ail et un morceau

de pain, supportaient sans se plaindre des privations auxquelles ils étaient accoutumés dès l'enfance; mais les soldats anglais, qui ne savent pas se battre à jeun, murmuraient hautement, et rançonnaient sans pitié le pays qu'ils venaient secourir. Quant à Wellesley, il apprenait à connaître ses nouveaux alliés, et aurait presque mieux aimé avoir affaire à ses ennemis.

Enfin, le 23 juillet, on se trouva en face des Français; ils avaient quitté le fond de la vallée pour se rapprocher de Madrid, et campaient sur les bords de l'Alberche, un des affluents du Tage. La position de Victor devenait grave : ayant affaire à des forces deux fois supérieures aux siennes, inquiété sur son aile droite par un corps d'insurgés appuyé sur la sierra de Gredos, chargé de front par les deux alliés et de flanc par la *guerrilla* de Wilson, sa perte était certaine si ses ennemis savaient agir avec ensemble. Mais, heureusement pour lui, La Cuesta, qui voulait battre Victor à lui seul, refusa de marcher en avant; les prières, les menaces même de Wellesley, rien ne put vaincre son obstination. Victor, qui se voyait perdu s'il était attaqué, profita de ce délai inespéré pour lever le camp et se dérober pendant la nuit, et La Cuesta, qui avait refusé de le combattre quand il était là, se hâta de le poursuivre dès qu'il fut parti, espérant garder pour lui seul l'honneur de la victoire. Wellesley, saisi de dégoût, tourna le dos à son capricieux allié, et se garda bien de s'engager dans une poursuite où, au moment de combattre, on le laissait seul en face de l'ennemi.

Mais un auxiliaire inattendu allait venir au secours de Victor : c'était le roi Joseph, qui arrivait à la tête de sa garde, d'une moitié de la garnison de Madrid et du corps de Sébastiani, qu'il avait retiré de la Manche. Dé-

voré de crainte, non pas pour lui, car il ne manquait pas de bravoure, mais pour sa capitale, d'où il craignait de se voir chassé une seconde fois, il avait essayé d'attirer Soult à Madrid, et d'unir ensemble leurs forces contre le commun ennemi. Mais Soult, enivré de sa nouvelle autorité, s'était bien gardé de venir se mettre sous les ordres de Joseph et surtout de Jourdan, préférant agir seul et à sa guise, et mener la guerre comme il l'entendrait. Joseph, désappointé, se vit forcé d'adopter un autre plan, moins sûr et plus dangereux : il ordonna à Soult de se porter avec toutes ses forces à Plasencia, sur les derrières des coalisés, pour les mettre entre deux feux. Le 24 juillet, le général Foy remit lui-même cet ordre à Soult, en le pressant d'être exact au rendez-vous. On lui donna six jours, là où quatre suffisaient, pour se rendre de Salamanque à Plasencia ; il pouvait par son exactitude assurer le succès de la bataille, qui devenait certain si l'on parvenait à combiner cette double attaque. Ney, établi à Astorga, près de Léon, ne pourrait probablement pas prendre part à ce coup de main ; mais les deux corps de Soult et de Mortier, réunis aux forces de Victor et à celles qu'amenait Joseph, suffisaient pour assurer aux Français la victoire. Mais, encore une fois, pour vaincre, il fallait s'entendre et attaquer ensemble; or, avec un homme aussi présomptueux que Soult, vrai pendant de La Cuesta, là était la difficulté : l'ex-roi d'Oporto, voulant avant tout combattre seul, à sa guise et à ses heures, ne cherchait qu'à gagner du temps, tandis que Joseph, tremblant pour sa capitale, avait hâte d'engager le combat pour retourner à Madrid.

Et, en effet, l'anxiété du triste monarque n'était que trop fondée : la terreur régnait dans Madrid parmi tous ceux qui s'étaient rattachés au nouveau système, et qui

craignaient de finir avec lui. Le parti de l'insurrection, comprimé si longtemps, avait relevé la tête. Tous les Français, tous les employés civils et militaires avaient dû chercher un refuge au Buen-Retiro, converti en forteresse; la ville entière était à Ferdinand, le Retiro seul était à Joseph. Venegast avec son armée. avait quitté la sierra Morena et marchait sur Madrid; Joseph était donc plus pressé d'attaquer que Soult ne l'était d'arriver au jour fixé, et le danger était à la fois dans l'inexactitude de l'un et dans l'impatience de l'autre.

La Cuesta s'était élancé à la poursuite de Victor, malgré les sages conseils de Wellesley, qui lui avait prédit qu'il se ferait battre. Le 25 juillet, il vint se heurter, près de Torrijos, contre les avant-postes français. Une charge de cavalerie, poussée avec vigueur, suffit pour mettre en fuite son avant-garde. L'armée française, encouragée par ce facile succès, quitta sa position de défense pour poursuivre les Espagnols et se rapprocher de Talavera. Joseph, dans son ardeur maladive, n'était pas homme à subir les lenteurs calculées de Soult, et à attendre sa présence sur les derrières de l'armée, et celle-ci d'ailleurs se croyait de force à vaincre sans lui. Les troupes de Joseph réunies à celles de Victor se présentèrent donc devant Talavera le 27 juillet au soir; mais en y arrivant, elles furent frappées de la solide ordonnance de l'ennemi, rangé en bataille perpendiculairement au Tage, sur une ligne de hauteurs qui partaient de la rive droite pour aboutir aux premiers gradins de la *sierra*. Ces hauteurs allaient toujours en s'élevant, à mesure qu'elles s'éloignaient du fleuve, et la dernière, la plus haute de toutes, était la clef de la position. Wellesley, avec un tact merveilleux, avait choisi pour son armée les points les plus faciles à

défendre, et qui pouvaient le mieux se passer de retranchements; il avait, au contraire, placé ses alliés dans Talavera et aux abords du fleuve, derrière des retranchements élevés à la hâte, mais qui suffisaient aux Espagnols pour appuyer leur défense, toujours plus énergique que leur attaque.

Victor avait campé à Talavera et connaissait le terrain : sachant qu'une attaque sur la ville n'amènerait aucun résultat, et qu'il fallait d'abord s'emparer des hauteurs avant de descendre vers le fleuve, il reporta son effort vers la dernière et la plus élevée, celle qui dominait toute la situation. Wellesley, la jugeant trop éloignée du théâtre probable de la lutte, n'y avait placé qu'une brigade. En s'emparant de cette hauteur, on était maître de tourner la gauche des Anglais, et de les assaillir de deux côtés en même temps. Une fois décidé, Victor dirigea sur ce point la division Ruffin; l'attaque fut si impétueuse que les Anglais, fort inférieurs en nombre, commencèrent à plier devant les baïonnettes, arme favorite du soldat français, créé pour attaquer comme l'Espagnol pour se défendre. Mais, de la hauteur voisine, le général Hill accourt à la tête d'une brigade qui rétablit bientôt l'équilibre, et force les assaillants à reculer à leur tour. Le renfort anglais appelait un renfort français, mais celui-ci ne vint pas; la nuit qui approchait força les assaillants à rétrograder, avec perte de trois cents hommes, et la lutte, à peine entamée, fut remise au jour suivant.

Le lendemain, au point du jour, Victor commence par ouvrir un feu violent d'artillerie sur toute la ligne de l'ennemi; mais son effort réel se porte, comme la veille, contre la hauteur dont il n'a pu s'emparer. Deux divisions à la fois montent par deux côtés à l'assaut du

mamelon, sous une fusillade qui les décime sans arrêter leur élan. Arrivée au sommet, la division Ruffin, impatiente de venger son échec de la veille, se trouve en face de forces imposantes que Wellesley a réunies sur ce point. Une charge générale de toute la colonne ennemie force les Français à reculer, et, après une lutte désespérée, ils sont rejetés dans le ravin en laissant quinze cents hommes sur le carreau.

Après deux essais malheureux, était-il sage de recommencer? La question fut débattue entre le Roi, les deux maréchaux et Sébastiani. Le sage Jourdan était d'avis de quitter une position où tout le désavantage était pour les assaillants, de se replier vers l'Alberche, au pied du Guadarrama, et de chercher là une forte position pour y attendre l'arrivée de Soult. Victor, au contraire, surexcité par ses deux échecs, brûlait de les réparer. Joseph, partagé entre ses craintes pour sa capitale et son désir *d'en finir avec les Anglais*, comme le répétait sans cesse son frère, reculait devant une décision, lorsque arriva une lettre de Soult. « Impossible, disait-il, d'être à Plasencia avant le 3 août. » De la part d'un pareil homme, cette preuve d'insouciance et de mauvais vouloir ne devait pas étonner; mais attendre huit jours son arrivée, dans une position aussi périlleuse, n'était pas acceptable : il fallait prendre son parti sur-le-champ, et décamper ou combattre. Venegas était déjà à Tolède, en marche sur Madrid; le plus sûr était donc d'en finir avec La Cuesta et Wellesley pour marcher ensuite contre Venegas, et couvrir la capitale. Victor insistait vivement dans ce sens, et son avis finit par l'emporter. Mais on décida, cette fois, d'engager le combat sur toute la ligne, et de diriger un effort vigoureux contre le centre ennemi, afin de détourner l'attention

des Anglais du fatal mamelon qu'on voulait encore attaquer.

Les deux armées, après l'engagement du matin, s'étaient, par un accord tacite, accordé quelques heures de repos, et les soldats des trois nations se désaltérèrent ensemble au même ruisseau. Vers deux heures, la lutte recommença. Sébastiani, protégé par une forte batterie d'artillerie, marche à l'assaut de la redoute fortifiée du centre qui sert de trait d'union aux deux alliés ; mais la division allemande de Leval, qui avait commencé l'attaque, assaillie à la fois par les Anglais et par les Espagnols, sous le feu de la redoute, est forcée de se replier, en laissant huit de ses canons au pouvoir de l'ennemi. Une nouvelle attaque, dirigée contre le centre par les généraux Lapisse et Sébastiani, obtient plus de succès. Déjà les lignes anglaises commençaient à se rompre lorsqu'une charge, exécutée avec une rare vigueur par le colonel anglais Donellan, à la tête d'un régiment d'infanterie, vient encore une fois changer la face du combat. Le brave Lapisse est abattu par un coup de feu ; ses soldats, en voyant tomber leur chef, hésitent et se mettent à reculer. Le corps de Sébastiani, que ce mouvement de recul laisse à découvert, est vivement attaqué, mais tient ferme pourtant et sauve l'honneur de la journée.

Dans l'intervalle, Victor essaye sur la hauteur qui lui a été si fatale une troisième attaque, soutenue par un feu d'artillerie très-violent qui démonte celle des Anglais, et leur cause de grandes pertes. Les deux divisions Villatte et Ruffin montent résolûment à l'assaut du mamelon, l'une de face, l'autre par le fond du ravin, pour tourner l'ennemi et le prendre par le flanc; mais ce mouvement est déjoué par une charge de la cavalerie

anglaise. qui se jette dans le vallon sur la division Ruffin. Celle-ci résiste avec courage, et un régiment anglais est presque tout entier taillé en pièces. Jusqu'ici rien n'était décidé, mais rien non plus n'était perdu; il ne s'agissait que de continuer. Les Anglais, malgré tout leur courage, semblaient vaciller sous le feu d'une puissante batterie, établie sur une hauteur qui les dominait. Mais Joseph, voyant le soir venir et la bataille encore indécise, est saisi tout d'un coup d'un de ces accès de découragement qui prennent aux âmes faibles : il donne l'ordre de suspendre le combat, en se réservant de le reprendre le lendemain, s'il se présentait quelque chance favorable. Victor, désespéré, accourt aussitôt, il insiste sur les sacrifices déjà faits, dont on va perdre le fruit, et sur la certitude de vaincre si on recommence l'attaque. Il n'est que six heures, on a donc encore trois heures de jour; qu'on laisse seulement Ruffin achever son mouvement, et tourner le mamelon de droite pour prendre les Anglais par le flanc, tandis que l'autre division les attaquerait de front, et le succès ne peut être douteux. Joseph, toujours de l'avis du dernier qui parle, eût cédé peut-être; mais on vient lui annoncer que quelques détachements espagnols remontent le Tage pour tourner son affluent l'Alberche, et couper la retraite aux Français, et que Venegas avec son armée se trouve entre Aranjuez et Madrid; dès lors, Joseph n'hésita plus, et, s'appuyant sur l'avis de Jourdan, il donne le signal de la retraite.

La nuit se passa pour lui dans les plus cruelles incertitudes : fallait-il se retirer? fallait-il recommencer la bataille le lendemain, comme le voulait Victor, furieux de se voir enlever la victoire qu'il croyait tenir dans sa main? Un instant même il fut tenté de désobéir et d'en-

gager seul le combat; mais Sébastiani, ayant reçu l'ordre de quitter sa position, obéit sans hésiter, et Victor, ne pouvant pas battre les Anglais à lui seul, fut obligé de le suivre. Cette même nuit, l'armée se mit en marche pour l'Alberche, sans être inquiétée dans sa retraite par les Anglais, qui avaient assez à faire d'enterrer leurs morts et de panser leurs blessés; car, dans cette bataille incomplète, où la moitié des forces alliées n'avait pas donné, les Anglais comptaient cinq à six mille hommes hors de combat, y compris plusieurs généraux, et les Espagnols n'en avaient que deux mille; les Français comptaient un millier de morts et six mille blessés, pertes moins sensibles pour eux que celles des Anglais, parce qu'ils étaient plus nombreux. Aussi, trop heureux d'être délivrés des attaques de leur opiniâtre ennemi, se souciaient-ils peu de le poursuivre.

Ainsi se termina cette bataille, indécise et décousue comme la guerre qu'elle avait la prétention de finir. L'armée française avait combattu avec sa *furie* accoutumée; mais elle avait eu affaire cette fois à un ennemi plus sérieux que tous ceux qu'elle avait rencontrés jusque-là. La solidité anglaise, par son contraste même avec l'impétuosité française, était peut-être le rempart le mieux fait pour résister à ses attaques, et si Wellesley avait eu dans les Espagnols des alliés mieux disposés à le seconder et à écouter ses sages conseils, le dénoûment de cette terrible guerre eût pu être avancé de quelques années.

La journée de Talavera, quoique sans résultat actuel et visible, est peut-être celle où se révèle le plus clairement la fausseté de la situation et le manque d'unité dans l'action comme dans les conseils. Victor seul y a fait son devoir tout entier, et si on l'eût laissé faire, il est plus

que probable qu'il l'eût gagnée; car, dès que la persévérance, cette vertu qui manque à la France, se mêle à l'ardeur de ses soldats, le succès est presque toujours certain. Mais ici, malgré l'admirable dévouement des troupes, toujours prêtes à se faire tuer sur un ordre de leurs chefs, on voit l'impuissance de leurs efforts, l'inutilité de tout le sang versé, dès que l'Empereur n'est plus là pour donner un centre, une direction, une âme à tous ces efforts isolés; et, comme le dit si bien M. Thiers : « Assurément Joseph et Jourdan, obéissant l'un à son bon sens naturel, l'autre à son expérience, eussent beaucoup mieux agi s'ils n'avaient point été placés entre des généraux insubordonnés, d'une part, et l'autorité trop éloignée de Napoléon, de l'autre; entre une désobéissance qui déconcertait tous leurs plans, et une volonté qui, à la distance où elle était d'eux, les paralysait sans les guider. Talavera résumait admirablement ce triste état de choses. »

Nous nous sommes arrêtés sur la bataille de Talavera comme sur le nœud de l'action, engagée entre les quatre pays, l'Espagne, le Portugal et l'Angleterre d'un côté, et la France seule de l'autre. Mais cette bataille sans résultat n'a rien décidé, et la lutte va continuer pendant des années encore, bien qu'il soit facile à tout œil clairvoyant d'en prévoir l'issue. Aussi passerons-nous plus rapidement sur des événements militaires souvent dénués d'intérêt. Ce n'est pas le fer qui doit trancher la question; sans cela les Espagnols, toujours

battus, devraient finir par se soumettre, malgré l'appui de l'Angleterre; mais ce qui la tranchera, à défaut de batailles gagnées, ce sera la persistance espagnole. Un peuple qui veut être libre, de cette énergique volonté qui ne recule devant aucun sacrifice, finit tôt ou tard par atteindre son but, car il peut attendre et il ne peut pas mourir! Oui, ces paysans armés qui s'enfuient devant les Français aux premiers coups de fusil finiront par les vaincre, à force de revenir à la charge. La victoire, en fin de compte, ne sera ni au plus fort ni au plus habile, mais au plus patient.

Si toutes les forces de l'Espagne et toutes celles de la France avaient été réunies à Talavera, peut-être la question ne serait-elle pas restée indécise; mais Venegas avait manqué aux Espagnols comme Soult aux Français. Les déplorables rivalités qui annulent l'action des maréchaux français dans la Péninsule se retrouvent chez les généraux espagnols, sur qui pèse de plus le joug de la junte suprême, beaucoup moins accepté que celui de Napoléon. Au fond, l'idée qui fermente dans la tête de La Cuesta comme dans celle de Soult, c'est d'en finir à lui seul avec son adversaire et de ne partager avec personne l'honneur de la victoire. C'est pour cela que La Cuesta, à Talavera, a si mal secondé son vaillant partner; c'est pour cela que Soult, malgré tous les ordres reçus, n'est arrivé à Plasencia que le 3 août, cinq jours après la bataille.

Toutefois, la faute commise pouvait encore se réparer : les forces de Soult, réunies à celles de Mortier, s'élevaient maintenant à près de quarante mille hommes; en tombant à l'improviste sur l'armée anglaise, épuisée par sa victoire (si toutefois on peut l'appeler de ce nom), il eût pu l'écraser sous la supériorité du nombre; mais

moins confiant en lui-même depuis la rude leçon qu'il avait reçue à Oporto, il voulut attendre Ney, et laissa échapper ainsi l'occasion qui ne devait plus revenir.

De son côté, Victor, campé près de l'Alberche, attendait l'arrivée de Soult pour tenter avec lui une nouvelle attaque. C'est ainsi que, en l'absence de cette volonté souveraine habituée à tout conduire, les maréchaux, pour agir, s'attendaient les uns les autres, et se manquaient de parole à l'instant où l'on comptait sur eux. Enfin Joseph, qui aurait dû, en l'absence de son frère, donner un centre à tous ces efforts isolés, ne voyait dans les maréchaux que des rivaux d'autorité, et se souciait peu d'ailleurs de partager avec eux l'honneur de battre l'armée anglaise.

On va voir maintenant tout ce qui se cachait d'énergie sous le froid courage de Wellesley : dès le lendemain de la bataille, informé que Soult s'apprêtait à descendre dans le bassin du Tage, mais ignorant qu'il eût rallié à lui le corps de Mortier, il n'hésita pas à marcher au-devant d'un ennemi qui avait déjà fui devant lui, en abandonnant ses blessés à la générosité anglaise. Mais bientôt il apprend que Soult arrive, avec quarante mille hommes au lieu de douze, et avec la prudence qui chez lui s'unit toujours au courage, il croit de son devoir d'éviter une lutte qu'il n'est pas en état de soutenir. Il franchit donc le Tage à *Puente del Arzobispo ;* puis, laissant à La Cuesta le soin de défendre le passage du fleuve, il recule jusqu'à Truxillo, sur la route de l'Estrémadure ; étrange retour de la fortune qui fait fuir à son tour le vainqueur de Talavera devant l'armée qui, deux mois plus tôt, s'enfuyait devant lui !

La position de La Cuesta, resté seul à Puente del Arzobispo pour tenir tête à toutes les forces réunies de

la France, devenait des plus périlleuses. Bientôt attaqué par Mortier, il ne tarda pas à quitter son poste, après un essai de resistance dont il faut encore lui savoir gré. Maîtres du passage du fleuve, les Français pouvaient, par Truxillo, se porter sur l'Estrémadure; là, s'ils avaient le bonheur de battre Wellesley, et de venger leur échec de Talavera, le chemin de l'Andalousie leur était ouvert, comme celui du Portugal. Mais le vent n'était plus aux conquêtes lointaines; instruits par de dures expériences, les généraux français commençaient à s'apercevoir qu'ils ne pouvaient rien qu'en réunissant leurs forces. Avant de songer à s'emparer des bassins de la Guadiana et du Guadalquivir, il fallait d'abord être maître de celui du Tage. Puis, avant d'entamer une campagne nouvelle, il était sage d'attendre que la saison des fortes chaleurs fût passée, et de laisser faire la moisson, afin de s'emparer des récoltes toutes faites. On s'arrêta donc à *Puente del Arzobispo*, de manière à couvrir Madrid, dont il ne fallait pas trop s'éloigner, et l'armée anglaise échappa ainsi à un des plus graves dangers qu'elle eût encore courus.

Dans l'intervalle, Sébastiani, chargé de tenir tête à Venegas et à l'armée d'Andalousie, atteignait enfin à Almonacid, près de Tolède, cet ennemi si difficile à joindre, et le forçait à s'enfuir, après une lutte mieux soutenue qu'à l'ordinaire. Mais, en somme, si l'on se demande à qui appartient l'honneur de la campagne, il est bien difficile de répondre. L'armée française ne peut guère y prétendre, après avoir échoué à Talavera dans tout ce qu'elle a entrepris, sauf quelques succès insignifiants obtenus par elle contre les Espagnols. Le prix du tournoi n'est donc pas pour elle; il serait plutôt pour Wellesley qui, avec des forces toujours inférieures, a su

forcer partout ses ennemis à reculer devant lui, et à évacuer tour à tour le Portugal et la Galice, où la France ne doit plus rentrer. S'il leur cède maintenant le bassin du Tage, c'est moins pour éviter une lutte trop inégale que pour se rapprocher du Portugal. C'est là qu'est pour lui la base de toutes ses opérations ; s'il s'en éloigne quelque temps, ce n'est que pour y rentrer; car là seulement il a ses coudées franches, tandis qu'en Espagne il n'a encore rencontré que des trahisons et des dégoûts.

Du reste, un juge qu'on ne récusera pas a prononcé son arrêt sur la bataille de Talavera, et ce juge c'est Napoléon. Sous l'enflure habituelle des bulletins de Joseph, l'œil perçant du grand stratégiste a démêlé le mensonge. Son frère lui écrit le lendemain de Talavera : « *L'armée anglaise a été forcée dans ses positions.* » — « La gauche anglaise, ajoute la *Gazette de Madrid*, a été coupée et *détruite* par le duc de Bellune. » Or nous avons vu ce qu'il y a de vrai dans ces assertions. Quant au nombre des ennemis, les bulletins royaux l'enflent toujours, en rabaissant le chiffre des Français, de manière à doubler le prix de tout avantage obtenu. Aussi l'autocrate, irrité contre son frère et contre les généraux qui l'ont si mal servi, met-il à jour, avec une logique implacable, toutes les fautes qu'il entrevoit dans la direction de la bataille, même sans y avoir assisté. « On me doit la vérité », s'écrie-t-il avec un accent de franchise indignée qui lui siérait mieux s'il était lui-même plus habitué à la dire; et quant aux fautes de ses généraux, est-ce à lui de les leur reprocher, quand la plus grave de toutes, c'est d'avoir engagé cette guerre fatale, et de ne pas la diriger? car ces fautes, il les a provoquées par son absence, et les a faites siennes en ne les prévenant pas.

Résumons maintenant la situation en Espagne :

l'armée anglaise, qu'il faut bien appeler victorieuse, puisqu'elle a repoussé toutes les attaques, s'est repliée sur Badajoz ; l'armée vaincue reste maîtresse du champ de bataille et du bassin du Tage. La Cuesta a suivi Wellesley dans sa retraite. Joseph, voyant sa capitale sauvée, s'est empressé d'y retourner, et d'aller jouer au monarque après avoir joué au général. Quand les Espagnols se replient en arrière, c'est pour revenir à la charge sans jamais se lasser ; la conquête française, au contraire, après s'être promenée dans tous les coins de la Péninsule, en est réduite à reculer partout, de Lisbonne en Galice, de Galice en Castille, de la Guadiana au Tage, en attendant qu'elle se retire encore une fois sur l'Èbre. Pour faire trôner à Madrid un Roi de parade, sait-on combien il faut de troupes françaises en Espagne? Trois cent mille hommes, et l'Empereur se prépare à en envoyer encore cinquante mille autres. Au début de la guerre, on rêvait les conquêtes lointaines, Valence, Cadix, Lisbonne; mais le cercle, loin de s'étendre, s'est bientôt rétréci : au lieu de Valence et de Cadix, on n'a pas même osé attaquer Séville; on a perdu la Galice, et l'on a été mis deux fois à la porte du Portugal. Au vrai, que possède la France dans la Péninsule? L'ouest et le nord-ouest lui ont échappé, le sud et le sud-est ne lui ont jamais appartenu; que lui reste-t-il donc? Le nord avec la route de Bayonne, les deux capitales de l'Aragon et de la Catalogne, enfin le centre de la Péninsule avec Madrid et le bassin supérieur du Tage.

A tous ces maux, il n'y aurait qu'un remède, et encore n'est-il pas infaillible : c'est la présence de l'Empereur. Lui seul peut mettre un terme aux rivalités des maréchaux, et imprimer l'unité à tous leurs efforts. Les circonstances, du reste, sont favorables : le vainqueur

d'Austerlitz vient de conclure avec l'Autriche une paix triomphante, et s'apprête à faire refluer vers les Pyrénées l'élite de ses légions. Déjà même, de retour à Paris, il a annoncé au Sénat son prochain départ pour l'Espagne, et Joseph, dans l'ivresse de sa joie, a envoyé une députation au-devant de son frère, qu'il croit déjà en chemin. L'Espagne, malgré son orgueilleuse confiance en elle-même, s'alarme en voyant son redoutable ennemi libre de tourner toutes ses forces contre elle, et prêt à les décupler par sa présence. Sauf l'Angleterre, elle n'a plus un allié; l'Europe, préoccupée de ses propres dangers, n'a pas une pensée à donner à la Péninsule; Wellesley, dégoûté de ses nouveaux alliés, aspire à rentrer en Portugal pour n'en plus sortir. Des deux parts, dans les opérations militaires, il y a un temps d'arrêt : chacun, par un accord tacite, semble attendre l'arrivée de l'Empereur pour jouer la partie décisive qui ne peut pas se terminer sans lui. Napoléon a senti lui-même la nécessité d'en finir avec cette guerre dévorante qui ronge la France comme un cancer, et consume la fleur de sa population. Mais, pour en finir avec elle, il faut s'y donner tout entier; celui qui a commis la faute est le seul qui puisse la réparer.

Du reste, la situation, en ce moment, est difficile pour tout le monde; nous venons de voir tout le terrain perdu par les armées de l'Empire, mais les Anglais et les Espagnols n'ont pas à lutter contre des difficultés moindres : la concentration des forces françaises autour de Madrid a donné à l'invasion une impulsion nouvelle. Wellesley, après avoir chassé Soult du Portugal, a presque recommencé pour son compte la fuite de Moore en Galice, en laissant derrière lui ses blessés et son matériel. Il est maintenant en Estrémadure, s'appuyant sur

la forte place de Badajoz, à la frontière même du Portugal, où il aspire à rentrer; car, que peut-il contre tous ces maréchaux réunis, avec ses trente mille hommes, encore diminués depuis Talavera, et avec des alliés qui lui manquent toujours au moment où il en a le plus besoin? Aussi est-il bien décidé à ne plus combattre avec eux, à moins qu'ils ne soient placés sous ses ordres et disposés à lui obéir.

La position des Espagnols est pire encore, car ils n'ont pas appris à s'unir comme les Français, et, de plus, ils ne sont pas commandés. Ce qui leur manque, ce ne sont pas seulement des généraux, c'est un pouvoir supérieur, capable de leur imprimer une direction d'ensemble, et de faire taire toutes les rivalités. Ils ont à la fois, comme le dit M. Thiers, « à se gouverner et à se défendre », et la tâche est trop lourde pour un peuple qui, depuis des siècles, a abdiqué entre les mains de ses Rois. La Cuesta, aussi pressé de fuir maintenant qu'il l'était de combattre sans ses alliés, s'est retiré avec son armée derrière la Sierra Morena; mais le vice radical du parti national, dans la Péninsule, et le secret de sa faiblesse, c'est la junte centrale. Chargée de remplacer le gouvernement qui a cessé d'exister, la junte a tout le monde contre elle, mais surtout les juntes provinciales, mécontentes de se voir supplantées par elle, et d'avoir à obéir au lieu de commander. Les généraux, de leur côté, ne sont guère moins irrités contre elle que les juntes locales, car ils veulent toujours « en finir », comme ils le disent, et risquer des batailles; et quand une défaite est venue les punir de leur folle présomption, ce ne sont jamais les généraux qui sont coupables, ni les soldats qui ont fui à la première décharge; le seul coupable, c'est toujours la junte!

A tous ces maux l'opinion ne connaît plus qu'un remède : ce sont les Cortès, qu'elle réclame, non pas d'une voix unanime, car les peuples ne le sont jamais, même dans leurs vœux les plus sensés; mais tous les hommes éclairés, tous les amis des réformes, Jovellanos, Toreno, Arguellès, etc., veulent demander à la nation, assemblée en Cortès, ce que la royauté captive ne peut pas leur donner. La Révolution française, malgré toutes ses erreurs, ses crimes même, a gagné en Espagne le terrain qu'elle a perdu en France depuis Napoléon. Le despotisme, même fardé de gloire, fait horreur maintenant à tous les esprits cultivés, à tous ceux qui échappent, hélas! par l'incrédulité, au joug de l'inquisition et du clergé; à tous ceux qui, sans renoncer à leur vieux culte pour la royauté, voudraient profiter de son absence pour lui refaire, quand elle reviendra, une Espagne à la hauteur du siècle et de ses lumières; et tous ces hommes, l'élite et l'honneur de la nation, ont pris les Cortès pour drapeau.

Dans le camp opposé se trouve au premier rang le clergé, toujours ennemi de tout progrès, et avec lui la partie la plus encroûtée de l'aristocratie et la basse bourgeoisie, plus docile que la haute au joug du prêtre. Ce parti se recrute aussi dans l'armée, façonnée à l'obéissance muette, et dans la magistrature, habituée à appliquer les lois, non à les discuter, et qui, à force d'être assise, a fini par aimer l'immobilité; on y trouve pourtant quelques noms éminents, comme ceux de Palafox, le héros de Saragosse; La Romana, le revenant de la Baltique; le duc de l'Infantado, La Cuesta et le vieux Florida Blanca, réformateur naguère, à sa date et à ses heures, mais dépassé aujourd'hui, comme tant d'autres que les écarts de la Révolution française ont fait reculer

vers le passé. Ces deux partis, si opposés, n'ont en commun qu'un seul sentiment, c'est leur impatience, leur haine, leur mépris pour la junte centrale. Un complot, tramé par le parti rétrograde pour lui enlever le pouvoir, et couper court à ses usurpations et à tout essai de réforme, allait venir à propos pour trancher la question. La junte, écrasée sous le poids de son impopularité, minée par les complots qui se formaient de tous côtés contre elle, finit par se démettre d'une partie de ses attributions dans les mains d'une commission exécutive, où siégeait La Romana, son ennemi juré, et par en appeler au pays lui-même en convoquant, à regret, les Cortès pour mars 1810.

La concession était trop tardive pour désarmer les rancunes amassées contre la junte; personne ne lui sut gré de s'être dépouillée d'un pouvoir qu'elle ne pouvait plus garder. Mais il n'y avait pas de temps à perdre, il fallait agir avant le retour de Napoléon, qui venait de s'annoncer à l'Espagne par l'envoi d'un renfort de quatre-vingt mille hommes. La grande affaire, c'était de faire reprendre à Joseph la route de l'Èbre, tâche difficile, mais non impossible, puisqu'on y avait déjà réussi une fois. L'armée d'Andalousie, la plus nombreuse, la mieux disciplinée de la Péninsule, venait d'être délivrée de son chef, l'inepte et présomptueux La Cuesta. On l'avait remplacé par le général Eguia, dont le seul mérite était de n'avoir pas encore été battu. Mais pour tenir tête à l'élite des généraux et des armées de la France, il fallait deux choses; une armée capable de tenir devant l'ennemi et des généraux dignes de la commander. Wellesley, qui avait quitté un instant son commandement pour venir à Séville voir son frère, ambassadeur près du gouvernement espagnol, essaya en vain de faire

entendre raison à la commission exécutive en lui montrant le danger de s'attaquer, avec des troupes aussi peu solides, à un ennemi aussi redoutable, et en lui conseillant d'éviter à tout prix les grandes batailles. C'est à peine si on daigna l'écouter; la commission, jalouse de signaler son avènement au pouvoir par quelque action d'éclat, n'aspirait à rien moins qu'à mettre Joseph à la porte de Madrid, en passant sur le ventre au formidable amas de troupes concentré autour de la capitale.

Si le nombre eût suffi pour constituer une armée, l'Espagne comptait assez de soldats, assez d'hommes du moins pour entrer en lice avec les légions de l'Empire. Elle avait alors sur pied trois armées : celle de gauche ou de l'ouest qui, maîtresse de la Galice, des Asturies et de Léon, disputait à Kellermann et à Ney la Vieille-Castille et les abords de Madrid; celle du centre ou du midi qui occupait la Manche, l'Andalousie et l'Estrémadure, et qui, toujours battue et toujours sur pied, comptait pour elle comme une victoire l'héroïque résistance des Anglais à Talavera; enfin l'armée de la droite ou de l'est qui, divisée en deux groupes, luttait, non sans succès, contre Saint-Cyr en Catalogne et Suchet en Aragon. Mais le grand rôle appartenait à l'armée du midi, forte de cinquante à soixante mille hommes, un peu moins indisciplinés, et pourvus d'une bonne artillerie, arme qui, en Espagne, n'a pas partagé le déclin de toutes les autres.

A ces trois armées, plus ou moins dignes de ce nom, il faut encore ajouter les innombrables bandes qui sortaient de terre dans tous les coins de la Péninsule, mais surtout dans les provinces du nord, l'Alava, la Biscaye et la Navarre, constamment occupées par l'armée française, pour assurer les communications avec Madrid.

Là l'Espagne ne pouvait pas entretenir d'armée, mais ce qui valait bien mieux, elle avait des *guerrillas*. Ce mode de guerroyer, si bien approprié au génie espagnol, qui ne sait supporter ni l'ordre ni la discipline, cette *petite guerre* (*guerrilla*), qu'on faisait, à son heure, à son gré, presque sans armes, sous des chefs qu'on avait choisis, avait pour cette race indomptée un charme inexprimable, et répondait à tous ses instincts. C'était la seule arme qu'on pût opposer à la France avec succès, la seule qui pût à la longue triompher de sa supériorité. Cet ennemi qu'on ne pouvait pas vaincre en campagne, eh bien, on pouvait l'attendre dans ces défilés, vrais coupe-gorges où le pays lui-même combattait pour ses habitants; on pouvait le harceler, le lasser par des attaques incessantes où s'useraient toutes ses forces; on pouvait le détruire en détail, un à un, en massacrant ses sentinelles, ses courriers, ses malades, ses blessés; on pouvait l'affamer en s'affamant soi-même, sacrifice qui coûte peu à la sobriété espagnole; en détruisant les vivres qu'on ne pouvait emporter, en enlevant ses convois, en ne lui laissant pas un instant de repos ni jour ni nuit. Sans doute cette guerre de sauvages et de bandits plutôt que de peuples civilisés devait à la longue démoraliser une nation, en détruisant chez elle toute habitude de travail et de vie régulière, en développant ses instincts de cruauté native, entretenus par les *autodafès* et les combats de taureaux, en réveillant la bête féroce qui dort au fond du cœur de tous les hommes, et que la religion et la culture morale peuvent seules en chasser; mais qu'importait tout cela, si l'Espagne était sauvée. La guerre de partisans qu'elle soutenait contre la France devait durer cinq ou six ans au plus; celle qu'elle soute-

nait contre les Arabes a bien duré huit siècles, et le caractère national, même aujourd'hui, en porte encore l'ineffaçable empreinte!

L'heure de l'action était venue : un échec insignifiant, essuyé à Tamamès par le général Marchand qui, avec neuf mille hommes, n'avait pas craint d'attaquer trente mille Espagnols dans une forte position, avait porté jusqu'à l'exaltation, jusqu'à la folie, l'imprudente confiance de la commission. Le général Eguia n'ayant pas paru à la hauteur de sa mission, on mit à sa place un jeune officier, Areïzaga, actif, résolu, intelligent, mais enivré de lui-même, et qui mit partout des jeunes gens à la place des vieux officiers blanchis sous le harnais. Wellesley, mettant à son appui, dans cette campagne nouvelle, des conditions trop sévères, on résolut de se passer de lui, les Espagnols, pour vaincre, n'ayant besoin de personne.

Au début de novembre, le nouveau général, à la tête des deux armées de La Cuesta et de Venegas, et d'un corps de Valenciens, en tout près de cinquante mille hommes, franchit la Sierrà Morena, et descendit dans les plaines de la Manche, en se dirigeant par Ocaña vers le bassin du Tage. Sûr de vaincre, il traînait à sa suite une troupe de comédiens, destinés à célébrer son entrée triomphale dans Madrid délivrée. Mais, arrivé à Aranjuez, il s'arrêta brusquement : l'armée française était là, trente-cinq mille soldats d'élite, commandés par Soult, avec Mortier et Sébastiani sous ses ordres. Quant à Ney, il était en ce moment à Paris auprès de l'Empereur, qui l'avait fait venir, pour le soustraire à la dure nécessité d'obéir aux ordres de Soult, et pour se faire exposer par lui la situation militaire en Espagne.

Le général espagnol, en face du danger qu'il bravait

de loin, avait perdu sa confiance présomptueuse. Après avoir fait passer le fleuve à une de ses divisions, il se hâta de la rappeler, et se replia sur Ocaña, trois lieues au sud d'Aranjuez. Soult était prêt pour le combat, son flanc gauche gardé contre les Anglais par Victor et son armée, postée à Fuentedueña, et son flanc droit par un détachement campé à Oropesa. Le 18 novembre au soir, trois brigades de cavalerie française, envoyées en reconnaissance, se trouvèrent tout d'un coup en présence de toute la cavalerie espagnole. Malgré l'écrasante supériorité du nombre, les Français n'hésitèrent pas à charger, et l'ennemi, surpris par cette brusque attaque, ne tarda pas à s'enfuir, après une faible résistance.

Ce début était d'un heureux augure : cinq cents Espagnols étaient restés sur le carreau, et leurs chevaux allaient servir à remonter la cavalerie française. Le lendemain matin, Mortier, qui commandait en l'absence de Soult, disposa tout pour la bataille. L'armée espagnole, appuyée sur la petite ville d'Ocaña, avait mis entre elle et les Français un ravin, toujours plus profond à mesure qu'il se rapprochait du Tage ; mais ce ravin séparait tellement la gauche espagnole de son corps d'armée qu'elle dut rester immobile tout le temps du combat. Soult, qui arrivait de Madrid avec le roi Joseph, reprit le commandement, et l'attaque commença par une charge de cavalerie, dirigée par Sébastiani sur la droite espagnole, tandis que trente pièces de canon réunissaient leurs feux sur le centre.

Les insurgés, cette fois, résistèrent mieux que de coutume, et leur feu d'artillerie fut si bien nourri que les assaillants. en voyant tomber le général Leval qui les commandait, commencèrent à chanceler. Mais un renfort, envoyé à propos, vint raffermir leur courage,

et les Espagnols à leur tour commencèrent à céder, et à se replier sur Ocaña. Alors le général Dessolle, franchissant le ravin, s'empara de la ville que personne n'essaya de défendre. Le général espagnol, perché sur un clocher pour étudier les mouvements de l'ennemi, ne donna pas un ordre, et fit preuve, au dire de Toreno lui-même, d'un trouble et d'une hésitation sans exemple. Enfin, une charge vigoureuse de cavalerie acheva la défaite de l'armée espagnole, et bientôt un inexprimable désordre régna dans cette masse confuse. Cinq mille insurgés périrent sous le sabre des cavaliers ; quinze mille prisonniers, quarante canons et trois mille chevaux furent les trophées de cette victoire, assez disputée pour être glorieuse. La lutte n'avait pas duré trois heures, et n'avait coûté aux vainqueurs que mille sept cents hommes hors de combat.

Sur d'autres points les armes françaises n'étaient pas moins heureuses : Kellermann vengeait à Alba de Tormès l'échec de Tamamès; en Catalogne, Saint-Cyr, toujours enfermé dans Barcelone, avait reçu de l'Empereur l'ordre d'assiéger Gérone, la clé de la Catalogne; mais l'énergie des Catalans était égale à celle des Aragonais, et Saint-Cyr allait rencontrer là une seconde édition de Saragosse. Le commandant espagnol, Alvarez de Castro, prévoyant depuis longtemps une attaque, avait eu le loisir de s'y préparer. La ville, située au bord du Ter, sur la route de France, était fortifiée à la fois par l'art et par la nature. Toutes les hauteurs qui la dominent étaient garnies de forts qui menaçaient la plaine où les assaillants devaient s'établir. La population, fanatisée par l'approche du danger, et jalouse de la gloire de Saragosse, s'était promis de lui donner un pendant. Les femmes s'étaient organisées en confrérie pour porter des

munitions et des vivres aux combattants, et recueillir les blessés. La garnison montait à soixante-dix mille hommes, sans compter les volontaires, hommes, femmes, prêtres, moines et enfants ; enfin saint Narcisse, patron de la ville, avait été nommé généralissime.

Comme Barcelone, Gérone avait aussi son Montjuich, fort qui dominait à la fois la ville et les hauteurs, et c'est par là que l'ennemi entama, le 6 mai, le siège de la place. Après bien du temps perdu dans les travaux d'approche, une brèche fut pratiquée ; mais l'assaut fut repoussé avec une incroyable énergie. Peu propres à l'attaque, les Espagnols, ont toujours excellé dans la défense, et les sièges, avec eux, coûtent toujours plus cher que les batailles. Les Français, repoussés avec perte, assaillirent le fort par un autre côté, et finirent par s'en emparer, avec une grande perte d'hommes et de temps. Alors seulement commença le siège de la ville, entrepris sous le feu des hauteurs qui la dominaient. Enfin une brèche ayant été pratiquée, les Français, s'élancèrent à l'assaut avec leur furie accoutumée. Mais ils rencontrèrent, dans cette population deux fois fanatisée, par le patriotisme et par les prêtres, une résistance désespérée. En arrivant sur la brèche, escaladée à grand'peine, sous une grêle de balles, les assaillants la trouvèrent garnie d'une foule compacte, qui faisait rouler sur eux une avalanche de pierres. Les femmes surtout se distinguaient par leur ardeur et leur mépris du danger, qu'elles semblaient ne pas même soupçonner. Repoussés pour cette fois, les assaillants revinrent à la charge, avec un acharnement égal des deux parts et des pertes énormes pour les Français ; mais à la fin il fallut renoncer à toute attaque de vive force, et le siège se convertit en blocus.

Le général espagnol Blake, réunissant toutes les troupes disponibles en Catalogne et en Aragon, se décida enfin à venir au secours de la place, et, grâce à un épais brouillard, il réussit à y faire entrer un convoi de vivres, avec quatre mille hommes de renfort. Mais le nombre des bouches qui consommaient avait augmenté avec les moyens de les nourrir, et la faim finit par avoir raison de ceux que le fer n'avait pas pu dompter. Un second convoi de vivres, envoyé par Blake, tomba au pouvoir des assiégeants, en présence des habitants affamés qui se voyaient ainsi enlever leur dernier espoir de salut. Enfin le 11 décembre, après six mois de siège, force fut aux assiégés de se rendre, sans avoir pu échanger avec l'ennemi un seul coup de fusil. Saint-Cyr, à qui appartient le mérite de ce siège, non moins héroïque que la défense, dut céder à un autre l'honneur du triomphe. Dans sa correspondance, il avait offensé l'Empereur par la liberté de ses critiques sur des ordres donnés de trop loin pour s'appliquer aux circonstances; il fut remplacé par Augereau, quelques jours avant la reddition de la place, et le nouveau venu recueillit l'honneur du succès, sans avoir rien fait pour le mériter. Les félicitations de l'Empereur, les éloges officiels des journaux furent pour lui, et la disgrâce pour celui à qui on devait la prise de Gérone. Réussir, aux yeux de Napoléon, n'était que la seconde des qualités requises chez ses lieutenants; la première était d'obéir.

Exalté par tous ces succès, dont le profit, sinon l'honneur, était pour lui, Joseph rêvait déjà, après Ocaña et Gérone, la conquête de l'Andalousie. Mais il fallait pour cela la permission du maître, sans laquelle rien ne se faisait en Espagne, et les deux frères étaient loin de s'entendre, sur ce point comme sur tous les

autres. L'Empereur, en faisant des rois de ses frères, voulait avoir en eux des instruments dociles, des préfets pour administrer, sous sa direction, une province conquise. Or ce rôle subalterne ne plaisait pas plus à Joseph qu'à son frère Louis, dans son paisible petit royaume de Hollande. Croyant de bonne foi avoir gagné sa couronne sur les champs de bataille, Joseph, sans renoncer à son rêve favori, conquérir l'Espagne par l'affection, sentait aussi le besoin de la conquérir par l'épée. Mais la guerre ne se fait pas sans argent, et c'était là surtout ce qui manquait à la royauté nouvelle. Son unique ressource financière, c'était l'octroi de Madrid ; car au delà des murs de la ville, on ne pouvait pas songer à percevoir un sou d'impôts. L'armée vivant aux dépens du pays, il fallait au moins la payer, puisqu'on ne la nourrissait pas ; l'argent que la France versait incessamment dans ce gouffre de la Péninsule passait tout entier à la solde des troupes ; il fallait donc, avec un million à peine que Madrid rendait par mois, faire vivre le Roi et toute sa maison, et ce mince revenu était loin de suffire à la solde de sa garde, aux traitements de ses fonctionnaires et aux gages des légions de domestiques du palais. Joseph ne manquait pas d'ennemis parmi les généraux qui tous auraient voulu passer rois comme lui. L'Empereur, aigri contre son frère par des rapports malveillants, était sans pitié pour lui, et le harcelait de ses reproches, ou l'écrasait de ses dédains. La correspondance des deux frères n'était qu'un échange d'amères récriminations. Leurs lettres, saisies souvent par les insurgés, et publiées dans les journaux espagnols et anglais, faisaient les délices des ennemis de l'Empire, en mettant à nu les secrètes misères de la famille impériale.

Dans ses projets de conquête sur l'Andalousie, Joseph avait un avocat auprès de son frère; c'était Soult qui, jaloux de venger son échec d'Oporto, et de n'avoir plus affaire aux Anglais, soutenait chaudement la cause de l'expédition. Bien des motifs, d'ailleurs, plaidaient pour elle auprès de Napoléon; le midi, jusqu'ici, avait échappé à ses armes, et il tardait, à lui comme à l'armée, d'effacer la honte de Baylen. L'Andalousie, vierge encore de toute invasion, offrirait à son armée des ressources inépuisables, en vivres comme en contributions de guerre. L'Espagne lui avait déjà coûté deux à trois cents millions, et il était impatient de voir la royauté dont il l'avait dotée faire ses frais et s'alimenter elle-même. Toujours pressé d'arriver à son but, il aurait voulu courir d'abord aux Anglais, comme au plus pressé; mais l'armée qu'il destinait à envahir le Portugal n'était pas encore prête, et ne pouvait l'être avant mai; pourquoi, en attendant, n'en pas finir avec l'Andalousie? Que fallait-il pour cela, lui répétaient les dépêches de Madrid? Une promenade de quinze jours, où, pour vaincre, il suffirait de se montrer, car rien n'était préparé pour la défense, et le prix de la course, c'étaient des villes telles que Cordoue, Grenade et Séville! Quant à Cadix, sans doute il faudrait plus de temps pour prendre une place aussi forte, mais le plus pressé c'était de la fermer aux Anglais, toujours à l'affût des positions maritimes, et qui, chassés de Lisbonne, ne manqueraient pas de venir s'établir à Cadix.

Combattu entre les avantages et les dangers de cette expédition, Napoléon s'avisa d'un expédient peu digne de lui et de son rôle d'arbitre suprême de la paix et de la guerre : ce fut de rester neutre dans le débat, et de ne pas s'opposer à la campagne d'Andalousie, ce qui le dis-

penserait de la permettre. Aux pressantes dépêches de Joseph ou de Soult, il ne répondit que par le silence, sachant que son frère s'empresserait de prendre ce silence pour un consentement ; mais, au fond de l'âme, il se réservait, si l'expédition devait réussir, de l'approuver et d'en recueillir les fruits ; si elle échouait, d'en rejeter la faute sur d'autres, en rappelant qu'il ne l'avait pas autorisée.

L'année 1810, la troisième de cette fatale guerre, venait de s'ouvrir, et l'armée d'invasion était prête à partir pour l'Andalousie. Le Roi était censé commander en chef, et Soult, son chef d'état-major, devait diriger les mouvements de l'armée. Celle-ci se composait de trois corps, sous les ordres de deux maréchaux, Victor et Mortier, et de Sebastiani, plus une réserve commandée par Dessolle. Un quatrième corps, sous le général Regnier, avait été placé en vedette à Talavera, sur le Tage. Vers le milieu de janvier, l'armée se trouva réunie, au nombre de soixante et dix mille hommes, au pied de la Sierra Morena. Areïzaga et les débris de son corps n'osèrent pas même essayer de lui fermer ces défilés, si faciles à défendre. Les trois divisions de l'armée franchirent les trois routes qui traversent la *Sierra*, sans rencontrer aucun obstacle sérieux. Le 20 janvier, toutes trois étaient réunies dans le bassin du Guadalquivir, où, depuis Dupont, la conquête française n'avait pas pénétré. Là ils se séparèrent, pour marcher chacun dans son sentier de conquête : Sebastiani s'empara de Jaen presque sans résistance, puis de Grenade qui essaya en vain de se défendre. Joseph, qui aspirait à la conquête de Séville, dut se contenter pour le moment de celle de Cordoue qui ne lui fut point disputée.

Jusqu'ici la « promenade » en Andalousie avait été

des plus faciles; mais maintenant il fallait choisir entre la capitale, Séville, ville ouverte, assise dans la plaine, et peu susceptible de défense, et Cadix, forteresse naturelle isolée au milieu des flots. Le bon sens commandait de courir à Cadix, et de s'en emparer par surprise avant que les Anglais et l'insurrection eussent le temps de s'y établir, pour en faire le foyer des libertés de l'Espagne et le siège de son gouvernement. Ajoutons qu'une armée d'insurgés, sous le duc d'Albuquerque, se dirigeait à marches forcées vers Cadix; il fallait donc la gagner de vitesse. Joseph, qui n'aimait pas les sièges, inclinait pour Séville, et voulait se contenter d'envoyer à Cadix un fort détachement, pour en fermer l'entrée aux insurgés puisqu'on ne pouvait pas la fermer aux Anglais. Mais Soult, qui craignait de se rencontrer encore avec Wellesley, combattit vivement l'idée de diviser ainsi les forces de l'invasion au lieu de les réunir toutes contre Séville; car, une fois la capitale soumise, le reste de la province suivrait bientôt son exemple, ce qui était vrai de toutes les autres villes, mais non pas de Cadix. Joseph céda, comme il cédait toujours devant toute volonté plus forte que la sienne, et l'on marcha sur Séville avec quarante mille hommes qui eussent été mieux employés à Cadix.

Cependant la discorde régnait dans Séville; la junte essayait en vain d'y relever l'esprit public par ses vaines forfanteries et ses promesses de victoire. A l'entendre, les Français ne pourraient pas même franchir la *Sierra* où Areïzaga se chargerait de les arrêter, tandis que del Parque et Albuquerque les assailleraient par les deux flancs. Mais quand l'armée française se montra, le 29 janvier, sous les murs de Séville, sans que rien fût prêt pour la recevoir, sans qu'un seul des trois corps

d'insurgés essayât même de l'arrêter, alors la colère du peuple éclata en malédictions contre la junte, et ses membres durent se dérober par la fuite aux insultes et aux mauvais traitements.

Le 13 février, après un semblant de résistance qui cessa de lui-même, car il eût amené la ruine de la ville, Joseph fit dans Séville une entrée triomphale, et y fut, en somme, mieux reçu que dans sa capitale. Après les abus de pouvoir de la junte et sa lâche indulgence pour les excès de la populace, tout ce qui avait quelque chose à perdre était fatigué de son joug, et Joseph, en ce moment, leur apparut presque comme un libérateur. Sa douceur, qui contrastait vivement avec l'inflexible dureté de son frère, avait disposé les cœurs en sa faveur. Aussi, enivré de sa facile conquête, heureux de revoir son armée se refaire de ses privations dans ce riche pays où les contributions de guerre se payaient sans murmre, Joseph ne se sentait pas d'aise; Soult lui-même, quoique plus défiant, se laissait prendre au même appât, et écrivait à Paris: « On pourrait presque considérer la guerre comme terminée, » étranges illusions qu'allait bientôt dissiper la triste réalité! La conquête de Séville était loin de garantir celle de Cadix, et l'héroïque attitude de cette ville allait bientôt faire d'elle la vraie capitale de l'Espagne et le boulevard de ses libertés!

Mais Séville, quand les Français y entrèrent, était à moitié déserte, et ce n'étaient pas des remparts dégarnis et des maisons désertes que Joseph voulait gagner, c'étaient des cœurs! Cadix était devenu la cité de refuge pour ceux à qui pesait le joug de l'étranger, et Séville, en revanche, avait perdu la moitié de ses habitants; les riches s'étaient enfuis les premiers pour échapper au règne de la populace, et les pauvres même se sauvaient

devant ces invincibles soldats, qu'on bravait de loin, mais qu'on tremblait de voir face à face. Joseph, il faut lui rendre cette justice, employa pour les ramener tous, riches et pauvres, le moyen le plus sûr. Grâce à lui, une sévère discipline régna dans l'armée : pas une injure ne fut faite ni aux propriétés ni aux personnes; des proclamations habiles, marquées au sceau de la clémence, ramenèrent bientôt une partie des fugitifs, et à défaut d'affection, la paix régna entre le monarque et ses nouveaux sujets. Les soldats, au milieu de cette abondance à laquelle l'Espagne ne les avait pas habitués, oubliaient par moments qu'ils étaient sur une terre ennemie. Quant au Roi, heureux de voir ses avances accueillies par le peuple et par le clergé qui, en Espagne, règne toujours de compte à demi avec tous les gouvernements, Joseph voyait déjà dans ses rêves l'Espagne soumise à son joug paternel, et réparait, en attendant, les brèches de son trésor avec les dépouilles de l'Andalousie.

Dans l'intervalle, Mortier, chassant devant lui les débris de l'armée que la Romana traînait à sa suite, s'était installé en face des remparts de Badajoz, qui avaient refusé de s'ouvrir devant lui, et gardait l'Estrémadure contre l'invasion anglaise. Sebastiani, maître de Jaen et de Grenade, avait tenté sur Malaga un coup de main qui avait réussi, et s'était établi dans cette ville, afin de la garder contre les flottes de l'Angleterre, pour qui tout établissement maritime dans la Méditerranée a toujours eu un singulier attrait. Mais toutes ces conquêtes étaient sans valeur tant que Cadix ne se serait pas rendue. La possession de l'Andalousie se résumait tout entière dans cette ville, forteresse et port de mer tout ensemble, et défendue par l'Océan, le plus sûr de tous les remparts. Pendant que Joseph trônait à Séville,

la défense avait eu le temps de s'organiser à Cadix. Albuquerque, rassemblant toutes les bandes d'insurgés éparses dans la province, au nombre de dix-sept mille hommes, était venu s'enfermer avec elles dans l'île de Léon. Quant aux Anglais, malgré la méfiance native de la race ibérique, on avait trop besoin d'eux pour leur fermer une place qu'eux seuls, en cas de siège, pouvaient ravitailler par mer. On se contenta donc d'interdire à leur flotte l'arsenal et la rade intérieure; mais on l'accueillit dans la rade extérieure, et quatre mille de leurs soldats vinrent grossir la garnison. Ainsi, en attendant la prochaine réunion des Cortès, tout se préparait pour faire à la fois de Cadix le siège du gouvernement et le dernier rempart de la nationalité espagnole. Chaque jour y voyait arriver des membres de la junte, des Grands d'Espagne, des hauts employés de l'État, et un centre nouveau de résistance, à l'abri de toute attaque, s'y organisait contre l'invasion.

Mais, pour bien apprécier l'importance de cette ville et le rôle capital qu'elle va jouer dans la guerre de l'indépendance, il faut se rendre un compte exact de son étrange situation, et de tout ce qu'ont fait, la nature d'abord, et l'art après elle, pour la mettre à l'abri de toute attaque par terre, et l'isoler de ce continent auquel elle semble à peine appartenir. Madrid est la capitale politique de la Péninsule, mais Cadix en est la capitale maritime. Si l'Espagne avait été plus fidèle à la vocation providentielle qui a voulu faire d'elle une grande puissance navale, en la plaçant ainsi sur deux mers, avec son immense étendue de côtes, comme un poste avancé de la civilisation en face de la barbarie, Cadix, au point de vue du commerce comme à celui de la guerre, eût été le premier port de la Péninsule, et peut-

être du monde. La cité phénicienne, au dire de Strabon, paraît dans l'origine avoir été assise sur une île, qui s'est changée en presqu'île avec le temps ; elle est maintenant unie au continent par une langue de terre longue et étroite, plate et sablonneuse. A l'extrémité nord de cette langue de terre ou jetée, comme on voudra l'appeler, se trouve un promontoire de rochers, vaste mais peu élevé, de forme irrégulière, et tailladé par les flots. C'est là qu'est assise Cadix, placée au seuil de l'Océan comme Gibraltar à celui de la Méditerranée.

Entre cette langue de terre et la côte, découpée par les vagues, s'étendent deux rades, l'une d'abord, *l'extérieure,* peu abritée contre les vents, et placée sous le feu des remparts de Cadix ; puis *l'intérieure*, profonde et sûre, à l'abri des tempêtes comme de toute attaque du côté de la mer. L'entrée assez étroite de cette rade intérieure est gardée par trois forts, l'un à l'ouest, sur la jetée qui conduit à Cadix ; les deux autres à l'est, Matagorda et le Trocadero. Puis, au sud de cette rade qui s'enfonce dans les terres en golfes sinueux, se trouve un vaste espace de terrain qui garde encore le nom d'*île de Léon,* mais qui n'a plus d'une île que le nom ; il est séparé du continent par des lagunes, semées d'îlots, en partie cultivés et herissés d'ouvrage de défense. Au milieu de ces lagunes s'élèvent l'arsenal bien connu de la Carraque et la ville de San Fernando, sorte d'avant-poste fortifié de Cadix, avec trente-deux mille habitants. Tout ce vaste ensemble de terrains est défendu à l'est, du côté de la terre, par un bras de mer étroit, long de plus d'une lieue, nommé le canal ou *Rio de Santi Petri,* terminé par un fort à chacune de ses extrémités. Enfin, pour compléter ce système de défenses, un des plus redoutables qui existent au monde, une coupure a

été pratiquée dans la jetée qui mène à Cadix, et flanquée d'un fort pour défendre le passage.

Telle était l'imprenable cité que Joseph et Soult, dans leur imprudente confiance, avaient cru emporter d'un coup de main. Et maintenant, qu'on se figure une armée condamnée à franchir l'un après l'autre tous ces obstacles, naturels et artificiels, puis à s'avancer à découvert sur cette étroite langue de terre, seule voie ouverte pour arriver à Cadix, sous le triple feu des batteries de la ville, des forts et des bâtiments mouillés dans la rade intérieure; et l'on aura une idée, bien faible encore, des difficultés, des dangers sans nombre contre lesquels l'armée allait avoir à lutter, en face d'un ennemi maître de la mer, appuyé sur toute la puissance navale de l'Angleterre, et défendu par l'Océan mieux encore que par ses remparts!

Mais Joseph avait un secret pour dompter les villes les plus imprenables, comme les cœurs les plus rebelles: c'était sa douceur. Cette force irrésistible, aidée, il est vrai, par les invincibles légions de son frère, devait faire disparaître devant elle tous les obstacles et tomber tous les remparts. Le soin de conquérir Cadix fut donc confié au maréchal Victor; Ney, avec son corps d'armée, fut dirigé en Estrémadure, vers Ciudad-Rodrigo, Mortier vers Badajoz, et Suchet vers Valence, tous, bien entendu, sans artillerie de siége; de coups de canon, on n'en avait pas besoin, une simple sommation devait suffire; ne venaient-ils pas au nom de Joseph, le conquérant de l'Andalousie, celui auquel ne savaient résister ni les villes ni les cœurs?

Mais les naïves illusions de Joseph ne pouvaient pas toujours durer, et ce fut Cadix qui se chargea de les dissiper. La junte centrale y avait été remplacée par une

Régence de cinq membres, l'évêque d'Orense, le général Castaños, le conseiller d'État Saavedra, plus un marin distingué et un représentant des colonies. La Régence, appuyée sur une junte locale, avait organisé la défense; les passions populaires étaient chauffées à blanc, et pour les tenir mieux en haleine, les Cortès allaient se réunir, vain fantôme du passé, dont on voulait cette fois faire une réalité! D'un bout de la Péninsule à l'autre, on ne songeait plus qu'à élire des députés. Pour les provinces occupées par l'ennemi, les élections devaient avoir lieu à Cadix où chaque province avait ses représentants, grâce aux réfugiés qui affluaient de toutes parts. Aussi, quand les bannières de la France vinrent se montrer sur le Trocadero, de l'autre côté de la rade, la ville entière se souleva d'un élan unanime. Les sommations de Victor furent accueillies avec dédain, et la garnison de Cadix se montra prête à faire une sortie, tandis que, dans la campagne, des bandes d'insurgés sortaient de terre de tous les côtés. Il fallait donc, au lieu de cette surprise dont Joseph s'était bercé, entamer un siège régulier contre une des places les plus fortes du monde et les plus faciles à défendre, siège qui devait durer autant que la guerre elle-même, puisque Cadix est presque la seule place forte de la Péninsule où les Français ne soient jamais entrés.

La courte veine de succès de Joseph était déjà épuisée : partout ses armées se heurtaient contre des murs fermés, et devaient se retirer sans combat. Les sommations de Ney devant Ciudad-Rodrigo étaient rejetées comme celles de Suchet à Valence; Ney était forcé de se replier sur Salamanque, et Suchet sur l'Aragon; Mortier s'établissait dans une forte position sur la Guadiana, pour surveiller les mouvements de l'armée anglaise,

dont l'inaction était aussi menaçante pour ses alliés que pour ses ennemis. Quelques coups de canon, tirés contre ces remparts qui ne voulaient pas s'ouvrir, n'atténuaient pas la honte de ces sommations inutiles. L'orgueilleuse confiance des Espagnols s'en accroissait d'autant, et Valence se souvenait que déjà, avant Suchet, Moncey était venu faire flotter sous ses murs les drapeaux de la France, pour les faire ensuite honteusement reculer, sans oser entreprendre le siège.

Sans doute, l'expédition d'Andalousie, œuvre personnelle de Joseph, n'avait pas été un échec absolu; Murcie, Grenade, Cordoue, Séville, conquises presque sans résistance, avaient fourni à l'armée de précieuses ressources; mais pour faire en Andalousie cette promenade inoffensive, sans une seule conquête durable, sans un résultat sérieux. quatre-vingt mille des meilleurs soldats de la France avaient été employés, et ne suffisaient pas même à leur tâche. Que signifiait la possession de toutes ces villes ouvertes, à la merci du premier occupant, quand, derrière les imprenables remparts de Cadix, allaient siéger un gouvernement, une représentation nationale, et comme une Espagne nouvelle, qui y plantait son drapeau à la limite extrême de l'Europe, là où commençait l'Océan et où expirait la conquête!

Joseph cependant se promenait en pompe d'une ville à l'autre de sa nouvelle province, prodiguant partout les sourires, et faisant de belles promesses qui se traduisaient en contributions de guerre et en impôts. Partout il s'efforçait de grouper autour de lui quelques rares partisans que lui amenait l'intérêt ou la lassitude de la guerre, et croyait de bonne foi que toute l'Espagne serait aussi facile à conquérir que ces provinces du midi,

toujours ouvertes à l'invasion depuis les Phéniciens jusqu'aux Vandales! Si encore Cadix avait été pris, si une porte de plus avait été fermée aux Anglais pour entrer dans la Péninsule, peut-être cette expédition d'Andalousie, que l'Empereur n'avait daigné ni approuver ni défendre, aurait-elle trouvé grâce devant ses yeux; mais les résultats n'étaient pas de nature à dissiper ses préventions. Que resterait-il de toutes ces parades de théâtre, promenées dans des villes ouvertes qui se refermeraient bientôt devant leurs hôtes d'un jour? Rien! Le premier souffle d'insurrection suffirait pour balayer toutes ces prétendues conquêtes dont le seul résultat était du temps perdu, quelques contributions de guerre levées çà et là, et des opérations plus sérieuses négligées pour une parade!

Fatigué des rêves puérils qui alternent dans les lettres de son frère avec les plaintes et les récriminations, sait-on de quel singulier expédient s'avise l'autocrate pour faire sentir à Joseph sa dépendance? Il organise, par un décret du 8 février, les quatre provinces de la rive gauche de l'Èbre, Biscaye, Navarre, Aragon, Catalogne, en autant de gouvernements militaires, tous indépendants l'un de l'autre, et ne dépendant que de lui. Les généraux qui y commandent, Augereau, Suchet, Reille, Thévenot, doivent y exercer tous les pouvoirs, civils et militaires, et faire entrer tous les impôts dans la caisse de l'armée. Quant à l'autorité de Joseph dans ces provinces annexées, il n'en est plus question : sur la rive gauche de l'Èbre, l'Empereur seul a des ordres à donner, et à lui seul on doit rendre compte de leur exécution. Aux maréchaux, aux généraux, ainsi constitués en préfets, il ne cache pas sa résolution bien arrêtée de réunir ces provinces à la France, mais il leur recommande le

silence, car il a encore des ménagements à garder, non pas avec Joseph, mais avec l'Europe. Il vient depuis peu d'annexer à l'Empire la Hollande, la Toscane, les États Romains, sans parler de Naples ; il va y ajouter encore les villes Anséatiques et le Valais ; où s'arrêtera cette extension indéfinie de l'Empire français, s'allongeant, comme un polype, dans tous les sens et aux dépens de toutes les nationalités ! A l'Italie, à la Hollande, à la Suisse, au Hanovre, déjà absorbés, ajouter encore tout le nord de l'Espagne, supprimer les Pyrénées comme il a déjà supprimé les Alpes, c'en est plus que l'Europe n'en pourrait supporter ! Il faut donc éviter de la pousser à bout, et l'autocrate, pour le moment du moins, se contente de la réalité du pouvoir sans en prendre le titre. Enfin, c'est surtout le peuple espagnol qu'il lui faut ménager, ce peuple si fier de son passé, si enivré de son rêve d'unité qui recule sans cesse devant lui ! A cette plaie toujours saignante du Portugal, lambeau vivant arraché à la Péninsule, faut-il en ajouter une plus douloureuse encore ? Faut-il détacher de cette Espagne, bannie de l'Europe depuis la paix d'Utrecht, ses provinces les plus énergiques, les plus vivaces, son plus sûr rempart contre l'étranger ?

Quant à Joseph, la mesure semblait surtout dirigée contre lui ; les généraux soustraits à sa surveillance n'avaient aucun compte à lui rendre de leurs actes. En cas d'ordres arrivant de Madrid, ils étaient autorisés à répondre qu'ils n'en avaient point à recevoir du gouvernement espagnol. Les subsides accordés au Roi par son frère étaient réduits à deux millions par mois, somme insuffisante, même pour la solde des troupes, dont la nourriture restait à la charge de l'Espagne. Cependant, comme il fallait bien laisser à Joseph un semblant d'ar-

mée, pour faire figure de monarque, on plaça sous sa direction la division Dessolle, de douze à quinze mille hommes au plus, en la décorant du nom pompeux d'*armée du centre*. Dans ce nouveau remaniement de la conquête, il fallait assigner à chacun sa tâche : Masséna fut chargé de l'expédition de Portugal, à la tête des trois corps d'armée de Junot, de Ney et de Régnier. Quant à Soult, après l'éclat de sa candidature royale, il fallait ou ignorer sa faute ou la punir, et Napoléon prit sagement le premier parti, ne voulant pas décourager ses maréchaux, à qui il lui convenait de laisser voir de loin, avec sa permission, des trônes en perspective. L'Empereur aima donc mieux tout ignorer, et confia à l'ex-roi d'Oporto le commandement en chef de l'armée d'Andalousie, en l'invitant à mettre dans ses rapports avec le Roi de Madrid un peu plus de déférence. Enfin, Napoléon s'était fait sa part en prenant le titre de commandant suprême des armées de la Péninsule, avec Berthier pour major général.

Le vice de cette nouvelle organisation de la conquête saute aux yeux de tout le monde : c'est toujours le manque d'unité et la multiplicité des commandements militaires, conséquences nécessaires d'une guerre répandue sur un aussi vaste espace. Après avoir vainement essayé d'imposer à l'Espagne, en lui donnant un Roi, l'unité administrative, tout en se réservant la direction des mouvements militaires, Napoléon s'était bientôt lassé de ce mensonge de royauté, que Joseph seul pouvait prendre au sérieux. Lui-même s'était chargé de défaire peu à peu son œuvre en retirant un à un à son frère tous les pouvoirs qu'il lui avait confiés. Attribuant au Roi, et surtout à Jourdan, la triste tournure qu'avaient prise les affaires d'Espagne, l'Empereur, toujours porté

à rejeter ses torts sur les autres, faisait semblant d'oublier qu'il avait depuis longtemps retiré toute autorité à l'état-major de Madrid.

Personne, du reste, ni en Espagne ni dans l'armée française, ne se méprit sur le sens de ce décret impérial. Tout le monde comprit que les provinces de l'Èbre étaient de fait annexées à l'Empire. La haine des Espagnols pour le despote qui foulait aux pieds tous les droits ne pouvait pas s'accoître; mais cette atteinte portée à leur unité nationale, qui n'avait pas été entamée depuis la séparation du Portugal, était pour eux un coup bien sensible. Cette injure, si blessante pour l'orgueil espagnol, Joseph la ressentit comme si elle eût été sienne, car l'Espagne était sa chose, son bien, et en détacher le moindre fragment, c'était le lui ravir à lui-même. Ses illusions étaient dissipées, son rêve évanoui ; ce n'étaient pas les Espagnols, c'était son propre frère qui ne voulait pas qu'il régnât sur l'Espagne, et qui lui reprenait, morceau par morceau, la couronne qu'il lui avait donnée. Dès lors l'Andalousie, où Soult maintenant était plus Roi que lui, avait perdu pour lui tout son charme; renonçant donc, non sans regret, à son rôle de conquérant, puisque ses conquêtes n'étaient pas pour lui, il s'en retourna à Madrid, où il pouvait, mieux que partout ailleurs, s'imaginer encore qu'il était Roi!

Rentré dans sa capitale vers le milieu de mai, il essaya tous les moyens de fléchir l'inexorable volonté de son frère. Sa femme qu'il avait laissée à Paris, ne voulant pas l'exposer aux hasards de sa royauté nomade, était chargée de plaider sa cause auprès de l'autocrate ; et dans ce même but, il lui envoya successivement deux de ses ministres. Enfin ses lettres éplorées venaient sans

relâche harceler son frère, et frapper à la porte de ce cœur fermé par l'ambition à toutes les affections de la famille! Sans cesse elles lui parlaient de son dégoût du trône et de la vie, de sa démission, toujours offerte et toujours retirée, et qu'il ne donnait jamais que pour la reprendre. A l'entendre, il n'est plus que « le concierge des hôpitaux de Madrid ». Bientôt, il n'aura plus de domestiques, car il n'a plus d'argent pour les nourrir. « Votre gloire, écrit-il à l'Empereur, ne vous permet pas de prolonger cette *douloureuse agonie* d'un frère sur le trône d'Epagne. » Parfois même, du sein de ces ténèbres, jaillissent des éclairs prophétiques : il pleure *sur l'affaiblissement graduel d'une gloire immense.* « Je crains, écrit-il ailleurs, que Votre Majesté ne voie pas la fin de cette terrible convulsion. » Joseph a appris à ses dépens à connaître l'Espagne, il la juge mieux que son frère, car il la juge de plus près. Il la sait sensible à l'injure encore plus qu'au bienfait, et il ne s'abuse plus sur le succès final d'une entreprise où l'autocrate prend pour lui tous les succès, et laisse aux autres la responsabilité des revers.

Napoléon, plus ennuyé qu'ému de ce qu'il appelait « les jérémiades de son frère », ne daignait pas répondre à ses lettres, et recevait rarement ses ambassadeurs. Mais, fatigué de ses plaintes incessantes, il sentit le besoin de faire, ou plutôt d'avoir l'air de faire quelque chose pour lui : il lui fit donc offrir le Portugal, encore occupé par les Anglais, comme une indemnité pour la perte des provinces de l'Èbre. L'offre n'était pas sérieuse, et Joseph ne pouvait pas la prendre pour telle. Élargir la Péninsule d'un côté pour la rétrécir de l'autre, promettre une province encore à conquérir en échange d'une autre déjà conquise, était une double insulte pour

le peuple et pour le monarque. Aussi Joseph, abreuvé d'amertumes, bravé par les maréchaux qui imitaient l'exemple de leur maître, écrivait-il à sa femme: « Je veux que la postérité plaigne une grande nation d'avoir méconnu le Roi que Dieu lui avait donné dans sa bonté. »

En effet la position de l'infortuné monarque devenait chaque jour plus fausse et ses déceptions plus amères. Au début, la portion la plus éclairée du peuple espagnol, la seule qui l'approchât, avait pu être touchée de sa candeur, de sa bonté, de son sincère amour pour ses nouveaux sujets; mais en voyant ses loyales intentions toujours avortées, sa bonne volonté toujours impuissante, l'Espagne avait cessé de prendre son Roi au sérieux; une pitié mêlée de mépris avait peu à peu remplacé l'affection qu'il commençait à inspirer. Quant à Napoléon, ce n'était pas d'être aimé qu'il avait besoin, mais d'être craint, et c'est à la force seule qu'il voulait le demander. Les provinces de l'Èbre n'étaient à ses yeux qu'une juste indemnité des dépenses qu'il avait faites pour l'Espagne, et le compte une fois soldé, c'était encore elle qui resterait sa débitrice.

Du reste, dans cette guerre étrange, la difficulté n'était pas de conquérir, mais de garder ses conquêtes. Cordoue, Grenade, Séville, n'étaient que des villes ouvertes, aussi faciles à perdre qu'à gagner; on y campait, on ne les possédait pas. La clé de l'Andalousie, c'était Cadix; au point de vue militaire, au point de vue politique, son importance était égale. Avec Gibraltar et Cadix, les Anglais étaient maîtres du midi de la Péninsule; pour le leur disputer, il fallait s'appuyer sur Cadix, et l'on a vu toutes les impossibilités de ce siège! Le coup de tête de Joseph, en ayant l'air de réussir, avait

complètement échoué; pour sortir de cette impasse, on n'avait plus à choisir qu'entre une retraite comme celle de Soult ou une capitulation comme celle de Dupont! Si encore, avec cette belle armée, immobilisée en Andalousie, on avait marché sur Lisbonne; là du moins on eût rencontré un ennemi sérieux, le seul dont il fallait tenir compte, les Anglais! Après les avoir deux fois chassés de l'Espagne, il fallait les poursuivre jusqu'au fond du Portugal, les acculer à la mer, et les forcer à se réfugier sur leur élément natal. Là seulement Napoléon avait vu juste dans les affaires d'Espagne; mais, le plan une fois conçu, restait à l'exécuter!

CHAPITRE III

TROISIÈME EXPÉDITION DE PORTUGAL
LIGNES DE TORRES VEDRAS

1810

Nous nous sommes assez occupé de la France, de la politique de son Empereur et des opérations de ses armées dans la Péninsule ; il est temps de nous occuper de la situation de l'armée anglaise et de son habile général, situation délicate, difficile, dont il faut tenir compte avant tout si l'on veut juger la conduite de Wellesley. La bataille de Talavera, gagnée de fait par les Anglais puisqu'ils avaient repoussé toutes les attaques, avait eu pour eux tous les résultats d'une bataille perdue. Wellesley, en se retirant au fond de l'Estrémadure, sur la frontière du Portugal, qu'il finit par franchir pour s'établir sur cette terre amie, avait en quelque sorte donné sa démission de l'Espagne, et tout son désir était de n'y plus rentrer. On a beaucoup critiqué la longue inaction du général anglais pendant l'expédition de Joseph en Andalousie ; mais sans parler des chaleurs de l'été, plus pénibles à supporter pour une race du Nord, brusquement transportée sous le soleil du Midi, Wellesley avait une meilleure excuse à faire valoir : c'était la

conduite de la Cuesta et des Espagnols avec lui, et le peu de fond qu'on pouvait faire sur eux et sur leur appui. Las de prodiguer à ses orgueilleux alliés des conseils rarement écoutés et jamais suivis, il en était venu peu à peu à se considérer comme appelé à lutter contre l'invasion française, dans l'unique intérêt du Portugal, et ne voulait rien avoir à faire avec l'Espagne.

Sans avoir, comme Napoléon, les soudaines illuminations du génie, Wellesley était trop intelligent pour n'avoir pas compris qu'un mouvement de son armée du côté de la Castille eût suffi pour empêcher l'expédition d'Andalousie. Certes la hardiesse ne lui manquait pas, mais chez lui, à côté de la hardiesse, on rencontrait toujours la prudence. Or, avec trente mille hommes éprouvés par le climat et les marches forcées, il ne se sentait pas de force à tenir tête aux trois armées que l'imprudente ardeur de Joseph allait lancer sur Séville. L'Empereur, délivré du souci de la guerre d'Autriche, et n'ayant plus sur tous les trônes de l'Europe, comme dit Lanfrey, « que des courtisans ou des sujets », ne cessait de diriger des renforts vers la Péninsule, décidé à en finir avec cette guerre, où s'usaient sans profit et sans gloire les forces de l'Empire ; Wellesley au contraire, tout en se désintéressant de la lutte soutenue par l'Espagne, avait reporté tout son effort sur le Portugal, et en attendant le moment d'agir, il empruntait à ses alliés leur système de guerre défensive. Aux Espagnols il ne demandait qu'une chose : ce n'était pas de vaincre, mais d'user leur ennemi à force de faire durer la guerre, sûr d'avance que la victoire finirait par rester, non au plus fort ni au plus courageux, mais au plus patient. Depuis que la Prusse et l'Autriche avaient renoncé à la lutte, et que le czar s'était fait l'humble adorateur de la

fortune de Napoléon, l'Europe se résignait à subir son joug, en attendant l'heure de le briser. L'Espagne, seule sur le continent, protestait en faveur de l'indépendance des nations, et empêchait le droit de se prescrire ; c'était donc un devoir pour l'Angleterre, son alliée, d'appuyer ce mouvement, au moins de sa présence, puisque la méfiance du peuple espagnol ne lui permettait pas de combattre à ses côtés.

Si la position de Wellesley était difficile dans la Péninsule, elle ne l'était guère moins dans son propre pays. Quoiqu'il eût un frère ambassadeur en Espagne et un autre à Londres ministre des affaires étrangères, la majorité en faveur du cabinet était si faible dans le parlement que les ministres se sentaient condamnés à l'impuissance, au dedans comme au dehors. Depuis la retraite forcée de sir John Moore, l'Angleterre tremblait constamment de voir son armée mise encore une fois à la porte de la Péninsule. On voit dans la correspondance de Wellesley les luttes pénibles qu'il avait à soutenir avec le cabinet, où lord Liverpool lui répétait sans cesse de ne rien livrer au hasard, de ne point risquer de bataille sans être sûr de vaincre, etc... Las de cette éternelle leçon de prudence, donnée à un général qui en avait si peu besoin, Wellesley finit par protester contre cette tutelle jalouse qui lui ôtait toute initiative et toute liberté : « Tout ce que je demande, écrivait-il, c'est que, seul responsable, je sois seul juge de ce que j'ai à faire. »

Jusqu'ici, aux yeux du public anglais, la guerre de la Péninsule n'avait pas été assez heureuse pour être populaire ; mais l'Angleterre, peu habituée à vaincre sur terre, ne s'était pas montrée ingrate envers le jeune général qui avait réparé l'échec de Moore, et chassé

Soult du Portugal. On venait de changer son titre de sir Arthur Wellesley pour celui de baron du Duero et vicomte Wellington, et c'est ce dernier nom, plus connu dans l'histoire, que nous lui donnerons désormais. Enfin on avait ajouté à ces titres une fortune suffisante pour en soutenir l'éclat. Mais, sans se défier de son représentant dans la Péninsule, l'Angleterre, plus hardie sur mer que sur terre, se défiait de la guerre d'Espagne et de ses résultats ; et une flotte de transports, en permanence à Lisbonne, y attendait l'armée, dans le cas où la fortune se prononcerait contre elle.

Mais le froid et sagace général, placé sur les lieux, en face des difficultés que lui seul pouvait vaincre, avait fini par comprendre, mieux que Napoléon lui-même, la nature de cette guerre et le rôle que lui était réservé. La présence des Anglais sur un point quelconque de la Péninsule suffisait pour y entretenir l'insurrection, et l'empêcher de se décourager, aussi longtemps qu'elle se sentirait soutenue. Si l'Espagne, dans cette lutte sanglante, n'était pas la plus forte, elle était la plus opiniâtre, et c'en était assez pour lui assurer le succès final. Pour l'Angleterre,son alliée, il s'agissait donc moins de vaincre que de persister, en partageant l'héroïque obstination du peuple espagnol. Mais pour tenir bon il fallait un point d'appui, et, en cas de défaite, un rempart plus solide que ceux d'une place de guerre, où vinssent se briser toutes les forces de l'ennemi. Ce rempart on aurait pu le trouver dans Cadix, presque inattaquable par terre ; mais là, l'Espagne se suffisait à elle-même, et n'eût pas même voulu accepter son salut de la main d'un chef étranger. Le Portugal, au contraire, abandonné par ses rois, embarrassé de sa liberté, qu'il ne possédait qu'à charge de la défendre, avait abdiqué dans

les mains de l'Angleterre, devenue seule responsable de sa destinée. Or c'est ici que va nous apparaître sous un jour nouveau le génie politique et militaire de Wellington, l'ennemi le plus dangereux que Napoléon ait rencontré dans toute sa carrière. Convaincu que la cause de l'Espagne était celle de l'Europe qui, après l'avoir trahie longtemps, finirait par s'y rallier, il résolut d'établir, aux portes même de Lisbonne, un camp retranché où il pourrait à la fois couvrir le Portugal et tendre la main à l'Espagne, quand celle-ci daignerait se laisser secourir par lui. Dès lors, avec ce second point d'appui, elle pourrait braver tous les efforts de l'Empereur, et attendre que l'Europe comprît enfin que c'était sa querelle qui se débattait à Cadix aussi bien qu'à Lisbonne.

Étudiez une carte de la Péninsule, et sur ce littoral de l'Océan, sans cesse battu par les tempêtes de l'Atlantique, vous serez frappé de voir la quantité de points d'appui naturels contre l'invasion, de rades creusées par les flots comme un abri pour la défense, et où la main de l'homme est venue achever l'œuvre de la Providence. Ainsi, pour ne citer que les plus connus, vous trouvez, au nord, San Sebastian et Santander, au nord-ouest, le Ferrol, la Corogne et Vigo ; au midi, Cadix et Gibraltar. En Portugal, au contraire, vous ne trouvez rien, pas une rade, pas une défense naturelle, si ce n'est Lisbonne, avec son large fleuve, ouvert comme une bouche béante qui semble appeler la conquête plutôt qu'aider à la repousser. Mais le perçant coup d'œil de Wellington sut voir, sur cette côte, si désarmée en apparence, une forteresse naturelle de trente ou quarante lieues de circuit, que l'art pouvait perfectionner encore, et où une armée, une nation même pourrait au besoin trouver un abri !

On remarquera, sur la côte ouest du Portugal, là où elle s'avance le plus loin dans l'Océan, une immense presqu'île, taillée en quadrilatère, de forme presque régulière, et de six lieues environ de large sur dix de long. A l'est et au sud, son rempart c'est le Tage, avec Lisbonne pour garder l'entrée du fleuve ; à l'ouest et au sud-ouest, sa limite c'est la mer, et au nord, elle se rattache du continent par les derniers gradins de la *sierra Estrella* qui ferme l'entrée de cette forteresse dont la nature a fait tous les frais. Sa frontière nord, si elle en a une, s'étend depuis l'embouchure du petit fleuve Zizembre jusqu'à Alhandra sur le Tage, en passant par Alenquer. Déjà, en 1799, un général anglais, et en 1807 un colonel du génie français avaient été frappés de la force de cette position, et y avaient fait construire quelques travaux de défense, pour protéger les abords de Lisbonne du côté du nord.

Mais une œuvre plus hardie était réservée au défenseur du Portugal : par ses ordres, une triple enceinte fortifiée, garnie de six cents bouches à feu, s'éleva devant cette forteresse improvisée, facile à ravitailler par mer, et où l'art s'unissait à la nature pour la rendre inexpugnable. La pensée de Wellington était d'en faire un refuge, non seulement pour l'armée anglo-portugaise, mais pour les populations qui voudraient s'y retirer, avec leurs troupeaux et leurs récoltes. Déjà depuis plusieurs mois, des ingénieurs anglais faisaient exécuter par des paysans portugais, rétribués aux frais de l'Angleterre, les travaux de cette triple enceinte, un des plus gigantesques travaux qui soient sortis de la main des hommes. Au dire de Napier (t. V, p. 308), la surface des lignes de Torrès-Vedras était de cinq cents milles anglais carrés (environ 170 lieues de 25 au degré).

Nous avons vu Wellington avec son armée s'établir le 20 janvier à Viseu, au sommet de la vallée qu'arrose le Mondego, vallée qui aboutit d'un côté à Almeida, et de l'autre à Coïmbre. Avec cette froide volonté devant laquelle il faisait tout plier, Wellington fit rendre par la Régence du Portugal un décret qui ordonnait à tous les habitants des pays occupés par l'armée anglaise de la suivre dans sa retraite; de détruire eux-mêmes, en se retirant, les ponts et les moulins, d'anéantir les récoltes qu'ils ne pourraient pas emporter; enfin de ne rien épargner pour faire de leurs campagnes un désert, où les Français mourraient de faim; et malgré la répugnance de la Régence à rendre ce décret, et celle des habitants à lui obéir, ces ordres sans pitié avaient été exécutés.

C'est un spectacle rare dans l'histoire que tant de prudence unie à tant de résolution; on n'est pas habitué à voir un général prévoir la défaite, comme d'autres le succès, et tout calculer pour changer cette défaite en victoire. On a trop souvent en France attribué les succès de Wellington à son bonheur, mot vide de sens quand ce bonheur se soutient à travers tous les hasards d'une longue guerre, et quand le succès final a été prévu et préparé d'avance! Qu'on lise seulement les lignes suivantes, empruntées aux dépêches de cet Annibal britannique : « Si nous pouvons nous maintenir en Portugal, *la guerre ne finira pas dans la Péninsule*, et *si elle dure, l'Europe sera sauvée.* Je crois fermement que la position que j'ai choisie pour la lutte est bonne ; en l'occupant, je sais *que je défends l'âme même du Portugal,* et si l'ennemi ne peut pas nous en chasser, c'est lui qui sera forcé de l'évacuer. » Ne sent-on pas dans ces lignes la modeste assurance d'un homme qui sait sa valeur, sans se l'exagérer, et qui plonge dans l'avenir son

regard de prophète? N'y sent-on pas aussi ce qui a toujours manqué à Napoléon, au milieu même de ses plus beaux triomphes, la conscience de la justice de sa cause, et la ferme assurance qu'en fin de compte il aura pour lui la fortune, parce qu'il a pour lui le droit?

Après l'armée anglaise, un mot encore sur l'armée portugaise. En dépit des quatre cent trente mille hommes que le Portugal se vantait d'avoir sous les armes, la désertion, encouragée par la connivence des autorités, tendait sans cesse à diminuer ce chiffre, fort exagéré. A chaque page de ses remarquables dépêches, Wellington exprime la conviction que les Portugais ne peuvent pas se défendre tout seuls : « La conséquence immédiate de notre retraite, écrit-il, ce serait la prise de Lisbonne, probablement sans coup férir ; » et malgré le revirement de l'opinion publique en Angleterre, il persiste à croire qu'on doit continuer à occuper et à défendre le Portugal. « Mais il faut, ajoute-t-il, que l'armée portugaise s'associe à cette défense; et dans son état actuel, avec les molles habitudes d'un pays désaccoutumé de la guerre, elle a besoin d'une complète réorganisation ». Cette tâche ardue est confiée au maréchal Beresford. Des officiers anglais prennent la place des officiers indigènes qui passent dans la milice. Au bout de quelque temps, l'armée portugaise est transformée, et mérite le beau portrait qu'en a tracé M. Thiers, l'homme qui, sans avoir jamais servi, a le mieux écrit sur les choses de la guerre : « Le soldat portugais, dit-il, plein de haine contre les Français, sobre, agile, brave, et, de plus, équipé, nourri, instruit comme les Anglais eux-mêmes, les égalait presque lorsqu'il se battait à leurs côtés, et valait, en tout cas, plus que

le soldat espagnol, non qu'il lui fût supérieur par nature, mais par une discipline qui manquait à ce dernier ». (Tome II, in-4°, p. 466.)

La Régence subissait à regret le double ascendant du génie et des services rendus par cet homme éminent, seule autorité que reconnût le Portugal, en l'absence de ses rois. La Régence s'était engagée à mettre sous ses ordres vingt mille hommes de troupes régulières, et l'Angleterre à payer annuellement pour leur solde 600,000 livres sterling (15 millions de francs). Il faut y ajouter 40,000 miliciens, destinés à garnir les places fortes. Enfin une espèce de levée en masse, sous le nom d'*ordenanzas*, formait une réserve, armée de piques au lieu de fusils, et offrait un aliment aux passions populaires qu'il fallait tourner contre l'ennemi. En somme, on peut évaluer à quatre-vingt mille hommes l'ensemble des forces dont disposait Wellington, et à 150 millions de francs la dépense annuelle de la Grande-Bretagne pour le Portugal ; mais jamais dépense, on peut le dire, ne fut mieux justifiée. Aussi sent-on percer dans toutes les lettres du géneral anglais la conviction que, dût Napoléon tourner contre la Péninsule toutes les forces de son Empire, il n'arrivera jamais qu'à un semblant de conquête, mais que les points extrêmes, Cadix, Gibraltar, Lisbonne lui échapperont toujours, et que ses chances de succès diminueront à mesure qu'il s'approchera de la mer. Ainsi, au moment même où l'Europe semble le plus résignée au joug de l'heureux conquérant, Wellington la voit déjà coalisée contre lui; et si elle doit un jour apprendre à lui résister, c'est à l'Espagne et à l'Angleterre qu'elle le devra.

Il est temps de revenir à l'armée française, que nous allons voir aux prises avec un ennemi plus redou-

table que tous ceux que l'Espagne lui a opposés jusqu'ici. Délivré du souci de la guerre d'Autriche, en paix, pour le moment du moins, avec l'Europe entière, Napoléon n'avait plus qu'une chose à faire, c'était de tourner toutes ses forces contre la Péninsule, l'unique terrain où il pût rencontrer les Anglais, depuis que la mer lui était fermée. Après deux expéditions en Portugal, honteusement avortées, s'il voulait en tenter une troisième, la première condition du succès, c'était de la diriger lui-même. Mais Napoléon était dégoûté de la guerre d'Espagne; il n'avait plus foi à son œuvre, comment aurait-elle pu réussir? Du moment où il dédaignait de s'en charger lui-même, qui fallait-il mettre à sa place? Soult avait donné deux fois sa mesure, à Oporto et en Andalousie; si capable qu'il fût comme général, il était devenu, grâce à ses allures de monarque, insupportable à ses lieutenants et suspect à son maître. La difficulté n'était donc pas seulement de trouver un général en chef, mais de le faire accepter par ses subordonnés, car des hommes tels que Ney et Junot ne pouvaient pas obéir au premier venu.

L'Empereur, après mûre réflexion, finit par aller chercher, dans un passé qui remontait jusqu'à la République, le plus ancien de ses maréchaux, Masséna, le vainqueur de Zurich et de Rivoli, *l'Enfant gâté de la victoire*. Ce choix était convenable à plus d'un titre : Masséna était la plus vieille illustration de l'armée : sage, mesuré, ardent et maître de son ardeur, il était né pour commander; mais il fallait lui donner des lieutenants qui sussent obéir. Agé de cinquante-deux ans, Masséna, avec une santé fatiguée, avait assez lutté pour aspirer au repos. Aussi quand Napoléon lui offrit le commandement de l'armée de Portugal, son premier

mouvement fut-il de refuser, en alléguant son âge et sa santé ruinée par les fatigues de la guerre. Il fallut les instances, les flatteries de son ancien rival, devenu son maître, pour le décider à accepter. Mais Masséna n'avait pas foi à l'œuvre qu'il allait entreprendre, ainsi que l'attestent les lettres si sages, si sensées qu'il écrivait à l'Empereur, sans pouvoir le convaincre. Son perçant coup d'œil, que la passion n'aveuglait pas comme celui de Napoléon, avait mesuré dès le début tous les dangers, toutes les impossibilités de la guerre d'Espagne. Et puis le choix des lieutenants qu'on lui imposait l'inquiétait à bon droit. Ney, rebelle à tout joug, sauf à celui de l'Empereur, n'aspirait qu'à commander en chef. Quant à Junot, pouvait-il oublier, en rentrant en Portugal comme lieutenant d'un autre, qu'il avait régné à Lisbonne jusqu'à la fatale convention de Cintra ?

Tels étaient les inconvénients de ce choix, fort judicieux du reste, et portant sur un des noms les plus populaires dans le pays et dans l'armée. Aussi quand Masséna arriva à Salamanque, en mai 1810, pour prendre le commandement de l'expédition, accablé d'avance sous le fardeau de sa responsabilité, on le trouva vieilli, et l'homme parut au-dessous de la tâche qui lui était assignée. De son côté, ce fut avec une surprise douloureuse qu'il se rendit compte du désordre et de l'indiscipline qui régnaient dans l'armée : administration, hôpitaux, munitions, charrois, tout manquait ou était insuffisant. Les soldats, les officiers vivaient aux dépens du pays. On prenait aux habitants d'un village leurs vivres et leurs bestiaux pour les revendre dans le village voisin, et l'on spéculait ainsi sur la famine qu'on avait créée. Plus encore que les vivres, l'argent faisait défaut ; l'Empereur avait cessé d'envoyer des fonds en Espagne, et quand on payait la

solde des troupes, c'était avec les contributions de guerre, devenues un impôt régulier, ajouté par les généraux aux exactions des soldats. Tel était, hélas! l'état de choses qui, depuis huit ou dix ans, régnait sur tout le continent, grâce à l'ambition sans frein d'un seul homme. La guerre était devenue l'état normal de l'Europe. En brisant tous les liens qui unissaient les peuples entre eux, pour les ramener à l'état sauvage, la France avait fini par avoir contre elle tout le monde, les peuples aussi bien que les rois, et un œil aussi exercé que celui de Masséna n'avait pas de peine à prévoir de quel côté devait rester la victoire.

Du reste, l'Empereur, pour décider Masséna à accepter cette tâche ardue, où deux de ses meilleurs généraux avaient déjà échoué, ne lui avait pas ménagé les promesses. Outre les trois corps d'armée placés sous ses ordres, et quinze mille hommes de renfort que Drouet lui amenait du fond de la Bretagne, une partie de l'armée d'Aragon devait s'avancer, à un moment donné, jusqu'à Valladolid, pour appuyer son mouvement sur le Portugal. Mais en revanche, l'Empereur, avec son impérieuse volonté, avait tracé à Masséna un plan d'opérations dont il ne pouvait pas s'écarter. Au lieu de marcher droit aux Anglais, comme l'aurait voulu l'impatience de Ney, il avait ordre de laisser passer la saison des chaleurs, et d'occuper ses loisirs en assiégeant Ciudad-Rodrigo en Estrémadure, et Almeida en Portugal. On a critiqué cette décision de Napoléon; mais l'armée ne pouvait pas laisser derrière elle, aux mains de l'ennemi, deux villes aussi importantes, les deux clés de la frontière. L'expédition, d'ailleurs, n'était pas prête, et le temps ne pouvait être mieux employé qu'à assurer ses derrières avant de s'enfoncer dans le Portugal.

Masséna, vers le 1er juin, commanda donc à Ney d'investir Ciudad-Rodrigo, et Mortier fut chargé d'inquiéter Badajoz, où se trouvait alors la Romana avec sa petite armée. Masséna avait deviné le plan de Wellington ; il fallait attaquer un ennemi qui ne songeait qu'à se défendre. Herrasti, vétéran énergique et résolu, occupait Ciudad-Rodrigo avec quatre mille soldats, appuyés sur une population de six mille hommes bien armés. Mais bien que décidé à se défendre, Herrasti fit supplier le général anglais alors établi à Celorico, près d'Almeida, de tenter un mouvement pour le secourir. Wellington refusa, car la moitié de ses forces, sous le général Hill, était occupée à arrêter le mouvement de Reynier sur le Tage, et il ne disposait en ce moment que de trente-trois mille hommes, dont quatorze mille Portugais. Il était d'ailleurs très pauvre en cavalerie, et les Français comptaient dix mille chevaux. Il avait donc raison de redouter un échec qui lui ferait expédier l'ordre de rentrer en Angleterre avec son armée ; car il ne lui était pas permis de se faire battre ; c'est à peine même si on lui laissait la permission de vaincre !

Les premiers travaux du siège s'opérèrent par une pluie battante qui les rendit très pénibles ; quelques sorties tentées par la garnison furent repoussées avec une rare vigueur. L'artillerie de siége n'était pas encore arrivée ; faute de brèches praticables, l'assaut fut donné à un couvent encaissé dans les murs de la ville. La résistance fut héroïque, et les assaillants, ne pouvant prendre le couvent, finirent par l'incendier. Mais enfin l'artillerie arriva, et, le 24, Masséna vint animer de sa présence les travaux du siège. Deux brèches furent ouvertes, et, le 9 juillet, tout se prépara pour un assaut général ; mais la ville, se sentant incapable de se défendre,

arbora le drapeau blanc, et Herrasti, bien malgré lui, fut obligé de se rendre. Ney, cœur généreux, accueillit son ennemi vaincu avec tous les égards que méritait son courage; les officiers espagnols gardèrent leurs épées, et les soldats leurs sacs. La plus grande souffrance pour les assaillants avait été de manquer de vivres. Ils en trouvèrent en abondance dans la ville, avec une centaine de canons et un vaste amas de munitions et de fusils anglais. Mais ce triomphe si disputé leur avait coûté douze cents hommes hors de combat, sans compter trois ou quatre mille malades que les chaleurs, succédant aux pluies, couchèrent bientôt sur des lits d'hôpitaux.

En assiégeant Ciudad-Rodrigo, Ney s'était flatté que la résistance de cette ville déciderait Wellington à venir la secourir. La Romana lui-même avait quitté Badajoz pour venir presser le général anglais de tenter avec lui une attaque sur les lignes françaises; mais Wellington, sentant douloureusement son impuissance, eut le rare courage de refuser, et de braver à la fois le ressentiment des Espagnols et les railleries des Français, qui se vantaient de lui faire peur. Enhardie par son immobilité, l'armée française commença le siège d'Almeida, que lui livra l'explosion d'une mine, où périrent d'un seul coup cinq cents des défenseurs de la ville. La garnison se montra si indignée de l'indifférence et de l'inaction des Anglais, ses alliés, qu'une partie consentit à passer au service de la France où, bien entendu, elle ne resta pas longtemps.

On touchait à la mi-septembre; la saison des chaleurs était passée, il n'y avait pas un instant à perdre pour commencer cette expédition, si longtemps retardée; mais il fallut encore remettre en état les murs demantelés des deux places, y laisser une garnison et affaiblir

d'autant une armée déjà trop faible pour l'œuvre qu'elle avait à faire. C'est avec cinquante mille hommes seulement que Masséna allait aborder une entreprise qui en aurait réclamé le double. L'armée anglaise, après avoir opéré sa jonction avec le corps de Hill, s'apprêtait à se retrancher derrière ces fameuses lignes de Torrès-Vedras, dont Masséna ne soupçonnait pas même l'existence. Évidemment les Français n'avaient pas assez de forces dans la Péninsule pour attaquer à la fois Cadix et le Portugal. La faute commise par Joseph en occupant l'Andalousie sautait à tous les yeux : si l'on voulait battre l'Angleterre à Lisbonne, il ne fallait pas aller la chercher à Cadix, puisqu'elle était partout où ses flottes trouvaient un port prêt à les recevoir.

L'armée anglaise était encore à Celorico; l'armée française, impatiente de se mesurer avec elle, se dirigea de ce côté, en s'apprêtant à marcher sur Coïmbre par l'âpre et étroite vallée du Mondego, au lieu de se diriger sur Lisbonne, comme Junot, par la belle et large vallée du Tage. Wellington ne songea pas un instant à combattre les Français en rase campagne, où il ne pouvait pas compter sur ses alliés portugais; son plan, moins hardi, mais plus sage, c'était de reculer devant ses ennemis, en les conduisant pas à pas jusqu'au pied de ses lignes de défense, où il ferait halte tout d'un coup, et les attendrait de pied ferme. Napoléon, trompé par la distance sur la réalité des faits, supposait toujours à Masséna les soixante mille hommes qu'il avait eus un instant, en face de vingt-cinq mille Anglais; car, aux yeux de l'autocrate, les Portugais ne comptaient pas. Aussi le pressait-il sans relâche de marcher droit à l'ennemi, et d'en finir avec lui. L'armée avançait lentement, dans un pays dévasté par ses propres habitants. Partout

sur son passage, elle trouvait les villes abandonnées, les ponts, les moulins détruits, les récoltes moissonnées avant d'être mûres. Les soldats devaient tout porter avec eux, dans ce désert fait de main d'homme où leur sagace ennemi avait compté sur la faim pour les combattre. A travers des chemins bientôt défoncés par le passage d'une armée, il fallait traîner, outre les bagages, les munitions et les vivres, soixante-douze bouches à feu, attelées de bœufs, et d'immenses troupeaux de bétail, provisions vivantes de l'armée qui entravaient tous ses mouvements. On peut se figurer ce qu'elle eut à souffrir dans cette marche, où, même sans rencontrer l'ennemi, la nature seule du pays et les difficultés du chemin suffisaient pour l'arrêter à chaque pas : « Nous marchons à travers le désert, écrivait Masséna ; femmes, enfants, vieillards, tout a fui devant nous; on ne peut nulle part trouver un guide, mais en revanche, derrière chaque pierre, il y a un ennemi. »

Les Anglais, qu'on espérait toujours rejoindre, ne se montraient nulle part. Maîtres du pays, qui leur obéissait sans les aimer, ils se retiraient devant les Français, assez vite pour échapper à leur poursuite, tout en les attirant vers le piège. Quant aux Portugais, sans essayer une lutte impossible, ils étaient entrés dans l'esprit de leur rôle : dans les deux invasions précédentes, ayant acquis, à force de défaites, le sentiment de leur insuffisance, la petite guerre (*guerrilla*), chez eux comme en Espagne, tendait peu à peu à remplacer la grande. Les batailles rangées, où les insurgés étaient toujours battus quand ils se hasardaient à attendre l'ennemi, devenaient de plus en plus rares ; mais les Français n'y gagnaient rien, car il fallait faire face à une foule de surprises meurtrières, dirigées contre les détachements

isolés, les convois de malades ou de blessés, ou les officiers en mission. Les pertes étaient d'autant plus graves qu'on ne pouvait pas les compter; elles ne se trahissaient qu'à la longue par des vides dans les rangs, décimés par cet ennemi invisible et partout présent dont on subissait les attaques sans pouvoir les lui rendre.

Wellington pourtant, malgré toute sa prudence, n'était pas homme à reculer toujours : avant de s'enfermer dans ses lignes, il voulait donner une fois satisfaction à son armée, lasse de cette reculade continue, sans halte et sans combat. On suivait toujours la rive gauche du Mondego, et l'on atteignit bientôt une gorge étroite où le vallon, partout resserré, devient une véritable impasse; car la *Sierra* de Estrella, qui occupe la rive droite, se rapproche tellement de la *Sierra* de Alcoba, sur la rive opposée, qu'elle ferme presque la vallée, dont le fleuve occupe à lui seul tout le fond Là, l'œil perçant du général anglais reconnut bien vite le terrain qu'il cherchait pour y attendre l'ennemi et aguerrir ses alliés portugais, en leur apprenant à faire face, appuyés sur la solide infanterie anglaise, à ces soldats français si redoutés. Il se hâta donc de répandre son armée sur les pentes opposées des deux chaînes, et d'y établir des batteries pour balayer les deux rives du fleuve que l'ennemi devait côtoyer.

Le 26 septembre seulement, l'armée française, dont la marche avait été lente, grâce aux blessés qui l'encombraient, arriva enfin au fond de cette espèce d'entonnoir que forme en se rétrécissant la vallée du Mondego, au point où vient y mourir une vallée parallèle, située un peu plus au nord. Là le monde semblait finir avec cet étroit vallon, et l'armée française dut s'arrêter tout court en voyant l'ennemi occuper toutes les hauteurs et

lui fermer le chemin. Elle avait à choisir entre trois partis : ou forcer le passage, ou retourner sur ses pas et évacuer le Portugal, après y avoir à peine mis le pied; ou reculer jusqu'à Viseu, et passer de là dans la vallée de la Vouga, qui débouche dans la mer, dix lieues plus au nord que le Mondego. De ces trois partis, Masséna, d'accord avec ses généraux, choisit le plus hardi, celui de franchir à tout prix l'obstacle, et de passer sur le ventre aux Anglais pour arriver à Lisbonne.

De Busaco à Puente de Marcelha, l'armée anglaise occupait toutes les hauteurs; la journée du 27 se consuma tout entière dans des attaques infructueuses, tentées par les Français avec un héroïque courage pour déloger l'ennemi. Busaco, moins bien fortifié, fut le point qu'assaillirent d'abord Reynier, puis Ney, avec la même vigueur et le même insuccès. Les dispositions du général anglais avaient été trop bien prises : au moment où les soldats français, après avoir gravi ces pentes abruptes avec leur élan accoutumé, débouchaient sur le plateau, les feux de toutes les batteries convergeaient aussitôt sur eux; des nuées de tirailleurs faisaient pleuvoir une grêle de balles, et les colonnes anglo-portugaises les saluaient de leurs feux de peloton, encore plus meurtriers. Chaque fois qu'un bataillon nouveau, épuisé par cette pénible ascension, se montrait sur le plateau, il ne tardait pas à être rejeté dans le ravin, en jonchant de cadavres l'étroit champ de bataille où il essayait de se maintenir. Quelques légers avantages, obtenus sur les Portugais, ne compensaient pas les pertes cruelles qu'avait subies l'armée. Le soir approchait, et déjà les assaillants comptaient quatre mille cinq cents hommes hors de combat, et parmi eux plusieurs officiers généraux et une foule d'officiers supérieurs. La nuit seule mit fin

à cette lutte désespérée où les Anglo-Portugais n'avaient perdu que douze cents hommes.

Et maintenant, après cette tentative manquée, fallait-il recommencer le lendemain ou retourner sur ses pas? Telle était la terrible alternative posée devant Masséna, dans cette longue et triste nuit où l'armée, découragée, essayait de prendre un peu de repos, tandis que ses chefs, réunis en conseil, délibéraient sur le parti à prendre. Le fougueux Ney, si impatient naguère de rejoindre les Anglais, accusait tout le monde, et se plaignait hautement qu'on eût tenté une expédition pareille avec d'aussi faibles moyens; son avis, c'était de rebrousser chemin jusqu'à Ciudad-Rodrigo, et d'y attendre des renforts. Mais c'est ici que l'on doit admirer le tranquille et ferme courage de Masséna : sans se plaindre, sans accuser personne, il se refusa avec une noble fierté à donner l'ordre de rétrograder. Sûr que les Anglais, après cette rude journée, ne quitteraient pas leurs hauteurs pour venir chercher l'ennemi jusque dans les profondeurs du vallon, il accorda à ses troupes fatiguées une nuit de repos. Mais, sans vouloir recommencer une lutte trop inégale, et encore moins donner aux Anglais le triomphe de le voir reculer devant eux, quelque chose lui disait qu'il devait y avoir, pour se rendre à Coïmbre, un autre chemin que l'étroit vallon où l'armée française se trouvait enfermée. Une reconnaissance, envoyée dès le point du jour, lui apprit qu'il ne s'était pas trompé et qu'une voie de salut restait ouverte, sans qu'on eût à choisir entre la fuite et une attaque désespérée. Un chemin, praticable pour l'artillerie, ouvrait une issue au nord pour franchir la *Sierra* de Alcoba, et conduisait à Coïmbre par Sardao, avec un léger détour. Cette heureuse inspiration sauva l'armée, et Masséna n'hésita pas

un instant à la jeter tout entière dans cette voie, sûr d'avance que l'ennemi ne quitterait pas ses hauteurs pour la poursuivre; car Wellington avait adopté le système de guerre des Espagnols, ses alliés, et la défensive lui avait trop bien réussi pour qu'il se décidât à attaquer lui-même.

Son parti une fois pris, Masséna l'exécuta avec une promptitude et une vigueur au-dessus de tout éloge. Le 28 au soir, l'armée, protégée par l'obscurité, se dirigea sur Sardao, sans laisser derrière elle ni un blessé, ni un charriot, ni un canon, et sans être inquiétée dans sa route, comme l'avait prévu son général. Après une marche de nuit fort pénible, l'armée déboucha le matin dans la riche plaine de Coïmbre, et là, sur ce sol plantureux, toutes les fatigues, toutes les privations furent bien vite oubliées. Trop tard informé de cette évasion presque miraculeuse, Wellington qui, dans cette circonstance, semble avoir manqué à sa vigilance accoutumée, se hâta de se replier sur les lignes de Torrès-Vedras, où il préférait attendre l'armée française. Arrivé avant elle à Coïmbre par la route directe, il força les habitants à le suivre dans sa retraite, en détruisant tout ce qu'ils ne pouvaient emporter; car les alliés du Portugal ne le traitaient pas mieux que ses ennemis, et dans cette guerre sans merci, l'arme la plus sûre pour vaincre les Français. c'était de semer sur leurs pas la destruction et la famine. Et pourtant, chose étrange! cette fatale journée de Busaco, où ils avaient été vaincus, se terminait à leur profit : cette position qu'ils n'avaient pu enlever, ils la tournaient, et forçaient, sans s'en douter, à une retraite précipitée l'ennemi qui aurait dû les poursuivre. On est frappé de la singulière ressemblance entre cette journée et celle de Talavera, où vainqueurs

et vaincus semblent de même avoir changé de rôle. Telle est la fortune de la guerre, sanglante loterie où il est impossible de tout calculer comme de tout prévoir, et où le général anglais pécha par excès de prudence comme les Français par excès de témérité.

L'armée impériale atteignit Coïmbre peu de temps après que les Anglais l'eurent quittée, et acheva de piller le peu que les habitants y avaient laissé. Masséna y établit ses blessés, avec une petite garnison qui affaiblit d'autant son armée. Puis il s'achemina par Pombal vers Lisbonne, où il comptait retrouver les Anglais, sans soupçonner même l'existence de ces formidables lignes qui devaient l'arrêter en chemin. Le 8 octobre, son avant-garde atteignit Santarem sur le Tage, suivant toujours de près l'arrière-garde ennemie, et la harcelant sans relâche. Déjà les soldats français, faciles aux illusions, et tout consolés de leur échec de Busaco, que le *Moniteur* allait transformer en victoire[1], se voyaient sous les murs de Lisbonne, où les Anglais ne les auraient devancés que pour s'embarquer au plus vite; mais ils ne se doutaient guère que cette retraite précipitée n'avait d'autre but que de les attirer vers ces lignes imprenables où viendrait se briser tout leur courage. En effet, arrivés près d'Alenquer, les Anglais disparurent tout d'un coup sans qu'on sût ce qu'ils étaient devenus, et les Français se trouvèrent seuls devant cette forteresse improvisée qui semblait sortir de terre pour leur barrer le chemin.

Là, en face de cet insurmontable obstacle, il fallut

1. On aura une idée de la véracité des bulletins de l'Empire en lisant dans le *Moniteur* du 29 octobre : « Le combat de Busaco n'a été qu'une feinte pour tourner la position. Les Anglais ont été attaqués, tournés et vivement poursuivis, et nous n'avons eu que 200 hommes de tués. »

s'arrêter; le courage était devenu impuissant, comme la science. Des reconnaissances, dirigées sur tous les points, ne firent que révéler à Masséna l'impossibilité de franchir la triple enceinte fortifiée qui venait de se dresser entre Lisbonne et lui. Le pays était désert, les rares habitants qu'on pouvait joindre exagéraient encore la force et l'étendue de ces lignes formidables, où l'on comptait cent vingt sept redoutes, armées de plus de cinq cents bouches à feu, et défendues par trente mille miliciens portugais, sans compter les cinquante mille soldats que venait d'y amener Wellington. On peut se figurer l'amère déception et le découragement de l'armée, arrêtée tout d'un coup dans sa marche conquérante par cet obstacle imprévu où venaient se briser tous ses rêves de victoire. De l'Océan au Tage, sur toute l'épaisseur de la presqu'île, les villages étaient tous défendus par des barricades, les vallées fermées par des redoutes, les plaines inondées par des barrages dans les cours d'eau. Le pays lui-même était armé en guerre comme ses habitants. A chaque instant des révélations nouvelles venaient éclairer l'armée sur son impuissance à faire un pas en avant, et sur la nécessité de reculer, sous peine de mourir de faim dans un pays dévasté. Ainsi, derrière cette première enceinte qui avait suffi pour l'arrêter, il s'en trouvait une seconde, beaucoup plus forte, séparée de la première par un plateau où toute l'armée anglo-portugaise pouvait se ranger en bataille ; enfin, plus loin encore, se trouvait une troisième ligne destinée à protéger la retraite de l'armée anglaise, et au besoin son embarquement.

Mais l'ennemi n'était pas seulement en face, à l'abri de ce triple rempart; il était partout où les Français se montraient, devant eux pour leur fermer le chemin,

derrière eux pour les empêcher de reculer. Ainsi Coïmbre, avec sa garnison et ses blessés, venait d'être enlevée par un coup de main, et toute communication était coupée avec Madrid comme avec la France. La Romana, ne pouvant attirer les Anglais à lui, avait fini par comprendre que les deux insurrections étaient sœurs comme les deux pays, et était venu rejoindre Wellington dans ses lignes avec dix mille Espagnols. En outre, les *guerrillas* étaient partout, et comme l'écrivait le général anglais, « derrière chaque buisson, les Français étaient sûrs de trouver un ennemi ».

Prompt à s'exalter, le caractère français ne l'est pas moins à s'abattre. Généraux, officiers, soldats, après s'être grisés des mêmes espérances, étaient en proie au même abattement. Des courages qui auraient tenu bon devant le danger faiblissaient devant les privations et la faim. Les provisions que l'armée avait apportées étaient épuisées, et comment trouver des vivres dans ces villages déserts où les habitants avaient tout ruiné ou tout emporté avec eux? Mais quand tous se sentaient faiblir, une seule volonté resta debout, ce fut celle de Masséna! Le défenseur de Gênes avait vu des extrémités plus cruelles, et il tint bon jusqu'à la fin. « C'est assez, dit-il, que les Français aient évacué deux fois le Portugal, je resterai à mon poste jusqu'à ce que l'Empereur vienne m'y relever, ou m'envoie les renforts promis. » Sans attaquer, sans reculer, attendre l'arme au bras, telle est la consigne que sa ferme volonté imposa à son armée, et la fougueuse impatience de Ney dut s'y soumettre comme l'orgueil de Junot.

Mais, pour rester à ce poste d'honneur et de danger, il fallait vivre, et là était la difficulté. Les armées de Empire étaient habituées, par système chez les chefs,

par laisser-aller chez les soldats, à faire porter aux contrées envahies tout le poids de la guerre. Dans les grasses campagnes de l'Italie ou de l'Allemagne du Sud, la disette, la faim s'étaient rarement fait sentir; là, nourrir le soldat était un soin qu'il ne confiait à personne, et dont on le laissait se charger lui-même; mais dans cette Péninsule, fertile et nue tout ensemble, et qui porte encore, après tant de siècles, la trace des ravages des Maures, le problème était moins facile à résoudre. Pour nourrir ces cinquante mille bouches affamées, renfermées dans un étroit espace, il fallait battre le pays à bien des lieues à la ronde. Ce n'est qu'en s'enfonçant dans l'Alentejo et le Beira, riches contrées que l'invasion avait épargnées jusque-là, qu'on put rassembler, à grand'peine, les grains et les bestiaux nécessaires à la nourriture de l'armée. De là des violences, des cruautés que la faim même n'excuse pas, car la guerre, en ramenant l'homme à l'état sauvage, en fait une bête féroce qui a conscience pourtant du mal qu'elle commet. Les mémoires de Marmont, le successeur de Masséna, nous tracent un affreux tableau de cette guerre sans pitié, où les soldats arrachaient par des tortures aux malheureux paysans le secret des cachettes qui recélaient leurs provisions : ainsi, pour nous servir des termes consacrés, on pendait, *au rouge* d'abord, puis *au bleu*, puis enfin, par une progression savante, on mettait à mort le père de famille qui refusait de faire mourir de faim sa femme et ses enfants pour nourrir ses bourreaux.

En face de cette formidable position, défendue par cent mille hommes, sous un général comme Wellington, que pouvaient quarante-cinq mille Français, avec leur faible artillerie de campagne, contre ces redoutes hérissées de canons, contre ces âpres défilés, ces profondes

vallées où le sol semblait se liguer avec ses habitants pour repousser l'étranger? Attaquer, avec les faibles ressources dont on disposait, il n'y fallait pas songer; mais Masséna, prêtant à l'Empereur les sentiments qu'il aurait eus à sa place, ne supposait pas qu'il pût abandonner ainsi son armée, après l'avoir jetée sur une terre ennemie, à deux cents lieues de son pays. Il attendait donc avec confiance, avec foi, les renforts promis, et sa noble assurance avait peu à peu gagné ses soldats. En restant immobile devant ces imprenables lignes, il occupait du moins les Anglais, et les empêchait de rien entreprendre en Espagne. Et puis, tout en concentrant devant Torrès-Vedras le gros de ses forces, il cherchait à renouer ses communications perdues avec Madrid et la France, car depuis son entrée en Portugal il n'avait pas reçu une dépêche. C'est dans ce but qu'il voulut rester maître de tout le bassin supérieur du Tage jusqu'à la frontière d'Espagne. Santarem, Abrantès, quoique dévastées déjà par les Anglais et par leurs habitants, offrirent aux soldats français, devenus experts dans l'art de pressurer un pays, des ressources inespérées. Mais, pour bloquer à la fois Lisbonne et les Anglais, et forcer ceux-ci à se retirer avec leur flotte, et à aller chercher fortune ailleurs, il fallait être maître des deux rives du Tage, et le seul moyen c'était d'y jeter un pont pour les unir. Ce pont fut construit à grand'peine par le général du génie Éblé à Punhete, près d'Abrantès, et une route fut ouverte aux renforts pour arriver par l'Andalousie, à défaut de la Castille.

Dans une situation presque désespérée, on ne saurait assez admirer le tranquille courage de Masséna, les sages mesures prises par lui pour assurer la subsistance et le salut de ses soldats, et la confiance qu'il

sut leur inspirer. On avait atteint le milieu de novembre, et le peu de ressources qui restaient dans le pays commençaient à s'épuiser. L'armée, qui avait perdu huit mille hommes depuis son départ d'Almeida, sentait amèrement son impuissance, et sans renoncer à ce blocus gigantesque, Masséna, reculant de quelques lieues, fixa son quartier général à Santarem, afin de pouvoir de là surveiller les deux rives du Tage.

Pendant ce temps, que faisait l'armée anglaise ? Avec l'avantage du lieu et celui du nombre, pourquoi Wellington n'attaquait-il pas un ennemi forcé de renoncer à prendre l'offensive ? Ses soldats, sans comprendre les motifs de son immobilité, étaient impatients de se retrouver aux prises avec un ennemi dont ils avaient déjà deux fois repoussé les assauts. Les rôles étaient changés : les Anglais, les Portugais brûlaient d'attaquer, les Français ne songeaient plus qu'à se défendre. Mais les relations de Wellington avec la Régence devenaient chaque jour plus difficiles ; chaque jour aussi, il se sentait moins soutenu par son gouvernement, dans cette lutte où il lui fallait imposer au gouvernement portugais les volontés de son impérieuse alliée. La Régence avait accepté, bien malgré elle, la guerre sur la frontière, mais non au cœur même du Portugal, à quelques lieues de sa capitale! La dévastation systématique du pays, exécutée par ses propres habitants, sur l'ordre d'un général étranger, avait soulevé contre lui les récriminations les plus amères, et le joug de l'Angleterre n'était guère moins détesté que celui de la France. Mais Wellington, inébranlable dans son projet, longuement médité, de réduire l'armée française par la faim, sans risquer avec elle une lutte toujours chanceuse, avait donc à lutter à la fois contre la triple opposition du

ministère anglais, de la Régence et de sa propre armée, fatiguée de sa longue inaction. L'Angleterre, lasse de sacrifices sans résultat et sans gloire, avait cessé de croire à la possibilité de se maintenir en Portugal. Le cabinet, toujours plus faible dans le Parlement et plus vacillant dans ses résolutions, prêchait au général la prudence, et cherchait à le décourager de toute attaque. L'opinion qui, en Angleterre, prend toujours l'intérêt pour boussole, était encore en arrière du gouvernement, et invitait Wellington à se servir de sa flotte pour évacuer le Portugal, plutôt que de son armée pour le défendre. La Régence, dans l'aigre correspondance qu'elle échangeait avec lui, l'accusait de vouloir encore ruiner l'Alentejo comme il avait ruiné Coïmbre, et le pressait de combattre les Français par les armes, et non par la famine, dont la première victime c'était le Portugal!

Ainsi Anglais, Portugais, Français, tout le monde était d'accord pour souhaiter un engagement, et taxer de timidité la prudence du général anglais. Pour Masséna et pour son armée, l'inaction, en effet, était à la fois un supplice et un danger, car les vivres s'épuisaient, les malades ne guérissaient pas, et l'hiver approchait, comme un ennemi de plus à combattre. Dans cette situation que chaque jour aggravait, Masséna voulut tenter un dernier effort auprès de l'Empereur pour obtenir des renforts, sans lesquels il ne pouvait pas tenir tête aux trois nations réunies contre lui. Il fit partir pour Paris le général Foy, le futur historien de cette triste guerre. Parti le 2 ou 3 novembre, le général, avec son audace et son bonheur accoutumés, traversa le Portugal d'abord, puis l'Espagne, escorté par quatre cents hommes seulement pour faire face à un pays soulevé, et arriva à Paris le 22. Accueilli avec empressement par Napoléon

qui, depuis l'entrée de Masséna en Portugal, était sans nouvelles de lui et de son armée, il eut à livrer une vraie bataille aux préventions obstinées de l'Empereur contre Masséna, qui avait le tort grave de n'être de son école ni en politique ni en guerre. Il le trouva prévenu, injuste, irrité, imputant à Masséna ses propres fautes, et le rendant responsable de leurs tristes résultats. Avec une courageuse franchise, il essaya de lutter contre les idées faites et les parti pris de l'autocrate. Il n'eut pas de peine à lui prouver que, dans une situation aussi difficile, Masséna avait fait tout ce qui pouvait humainement se faire, et que, ce qu'il n'avait pas fait, personne ne l'aurait fait à sa place; car il avait à lutter à la fois contre un ennemi retranché dans la plus forte position du monde, contre deux armées, contre le climat, le sol, la saison, et enfin contre l'insubordination de ses propres lieutenants et la mauvaise volonté des autres maréchaux. Il lui fit un tableau saisissant des souffrances de l'armée, dans un pays dont les habitants n'hésitaient pas à se ruiner et à s'affamer eux-mêmes pour affamer leurs ennemis. Sa conclusion, ce fut de supplier l'Empereur d'envoyer à son digne lieutenant une armée de cent mille hommes au moins, s'il voulait en finir avec cette guerre qui consumait toutes les ressources de la France, et lui dévorait ses enfants.

Ces poignantes réalités, exposées avec la chaleur de la conviction par un des officiers les plus estimés de l'armée, ne pouvaient manquer de frapper Napoléon. Une voix intérieure, qu'il essayait en vain de faire taire, lui répétait tout bas : C'est la vérité! Mais, pour en finir avec l'Espagne, fallait-il renoncer à toute autre conquête, et tourner contre la Péninsule toutes les forces de son Empire? Fallait-il, au moment où il venait d'an-

nuler l'Allemagne en la brisant par morceaux, et d'annexer à la France les villes hanséatiques, le grand-duché d'Oldenbourg, au moment où son *auguste ami*, le Czar, las de ses exigences sans mesures, venait de se détacher de lui, et où il préparait une campagne pour le punir de ses défections? Fallait-il renoncer à ces brillantes perspectives pour aller enfouir cent mille hommes de plus dans cet abîme sans fond de la Péninsule? Fallait-il, enfin, aller les commander lui-même, et jouer sur cette dernière carte la destinée de l'Empire, pour faire une réalité de ce fantôme du roi qu'on appelait Joseph?

Reconnaître la vérité des assertions de Foy, c'eût été se désavouer soi-même, et condamner tout son passé, sauf à reprendre, à la première occasion, l'œuvre abandonnée. L'Empereur, suivant son usage, s'en tira par de belles promesses, ce qui ne l'empêcha pas, dans le *Moniteur* du 23, de faire publier que « l'armée de Portugal avait en abondance le pain, la viande, le riz, et même le rhum et le café, et que le succès couronnait partout ses efforts ». Foy fut renvoyé à Masséna avec l'assurance que les renforts allaient lui arriver de tous côtés, de France aussi bien que d'Espagne, et qu'il n'avait qu'à attendre et à tenir bon... Puis, délivré de ce souci rongeur et de la présence de l'envoyé de Masséna, Napoléon ne songea plus qu'à cette campagne de Russie qui absorbait en ce moment toutes ses pensées.

Au fond, la question espagnole, malgré sa gravité exceptionnelle, était devenue pour lui une question secondaire; et cependant, s'il eût compris ses vrais intérêts, il eût senti que le nœud des affaires de l'Europe était là, au midi et non pas au nord, car son seul ennemi nécessaire, fatal et irréconciliable, c'était l'Angleterre! C'était elle qu'il combattait sur terre, ne pou-

vant pas l'atteindre autrement, par ce blocus continental qui lui avait coûté l'amitié d'Alexandre. En paix avec le reste de l'Europe, ayant scellé par un mariage son alliance avec la maison de Habsbourg, que lui restait-il à faire, sinon de réunir, par un effort suprême, quatre-vingt ou cent mille hommes de plus, et de se mettre à leur tête pour aller trancher par le fer la question espagnole, et mettre l'Angleterre à la porte de la Péninsule, comme il l'avait déjà mise à la porte du continent? Mais la seule chose nécessaire fut justement celle qu'il sacrifia, décidé à laisser traîner en longueur la guerre d'Espagne, et l'Angleterre prendre pied dans la Péninsule, pour aller la combattre à Moscou!

Le seul résultat de la visite du général Foy, ce furent les vagues promesses de secours qu'il remporta avec lui. Au fond, l'Empereur n'avait nulle envie de verser cent mille hommes de plus dans ce gouffre de la Péninsule. Il avait fait à l'Espagne sa part assez large, à ce qu'il lui semblait, et les troupes qu'il y avait suffisaient à la conquête. Aussi se contenta-t-il de faire écrire à Soult par Berthier (car il ne daignait pas s'occuper lui-même de cette guerre maudite), pour lui reprocher d'avoir laissé échapper la Romana, et de pousser trop mollement le siège de Cadix, qui n'était défendu, suivant lui, que *par de la canaille.* Il lui donna l'ordre de détacher dix mille hommes de son armée pour les diriger sur Lisbonne, où allait se décider le sort de la Péninsule. Drouet, déjà arrivé à Salamanque, eut ordre de se diriger sur Almeida avec quinze mille hommes, d'y recueillir les blessés de Masséna, et de rouvrir à tout prix les communications de l'armée de Portugal avec Madrid. A son frère Joseph il reprocha amèrement d'inutiliser une armée en la retenant dans sa capitale,

au lieu de lui faire balayer tout le bassin du Tage pour appuyer la conquête de Lisbonne. Ainsi, on le voit, tout le monde, en Espagne, était coupable, excepté lui. Sans doute, il comprenait toute la gravité de cette guerre, chancre rongeur qui minait peu à peu toutes les forces de son Empire; il sentait par-dessus tout la nécessité d'en finir avec le Portugal et avec les Anglais, âme de cette résistance où tous ses efforts venaient se briser ; mais ce qu'il ne voulait à aucun prix, c'était de se charger lui-même de trancher la question par l'épée; c'était de briser de ses mains ce cercle de fer dont il étreignait l'Allemagne, et d'en détourner une seule de ses invincibles légions pour la jeter sur la Péninsule !

Nous avons vu les ordres de l'Empereur, voyons maintenant comment ils furent exécutés. Drouet d'abord, même en obéissant, n'obéit qu'à moitié : laissant en arrière une de ses deux divisions, il n'amena à Masséna que huit mille hommes au lieu de quinze ou vingt sur lesquels il comptait; renfort insignifiant, exposé par sa faiblesse même à ne pas pouvoir rejoindre l'armée qui l'attendait pour agir. Quant à Soult, on connaît déjà ses façons d'agir, et l'orgueilleux égoïsme qui le portait à s'isoler de ses collègues, au lieu de chercher à les secourir. Masséna, pour lui, n'était pas un collègue, mais un rival, pour ne pas dire un ennemi, et il ne se souciait nullement de travailler à la gloire du vainqueur de Rivoli aux dépens de la sienne. D'ailleurs, si impérieux que fussent les ordres du maître, Soult avait une excuse pour ne pas obéir : Gibraltar, Ronda, Cadix même vomissaient sur tout le pays des nuées de *guerrillas*, qui interceptaient toutes les routes. Pouvait-il, au milieu de ces attaques incessantes, envoyer jus-

qu'à Santarem, du fond de l'Andalousie, une division de son armée, et n'avait-il pas d'abord à se défendre avant de songer à secourir les autres? Mais, pour avoir l'air d'obéir aux ordres de l'Empereur, tout en y contrevenant, il s'avisa d'un ingénieux expédient : sous prétexte d'opérer une diversion utile en faveur du glorieux vétéran des armées de la République, il eut l'art de se servir de lui et de son armée pour occuper les Anglais, pendant qu'il entreprenait, en toute liberté, le siège de Badajoz.

Cependant l'hiver s'avançait, et la situation restait la même : l'armée était toujours à Santarem, sur la rive droite du Tage. Rien ne changeait, seulement les privations et la disette augmentaient chaque jour. Wellington s'affermissait dans son système d'affamer l'ennemi, comme le plus sûr moyen de le vaincre, et contenait, non sans peine, l'impatience de ses soldats qui brûlaient de rendre aux Français le service de les attaquer. Tout était prêt, grâce aux prodiges opérés par le général Éblé pour jeter deux ponts sur le Tage, et tenter quelques excursions sur la rive gauche. Mais, pour franchir ce pas décisif, il fallait attendre l'exécution des ordres donnés à Soult, et Mortier, qu'il devait envoyer, était toujours à Séville. L'ennemi, grâce à sa flotte, mouillée en face de Lisbonne, et jetée comme un pont volant sur toute la largeur du fleuve, était maître des deux rives, et pouvait en même temps, du haut de ses formidables lignes, assaillir l'armée française sur le point qu'il lui plairait de choisir. Enfin la rive gauche, garnie comme la droite de fortes batteries, était battue sans relâche par des détachements de l'armée anglaise; Lisbonne, située sur la rive droite, était gardée par son fleuve, aussi large qu'une mer, et l'attaque du côté

du midi n'était pas plus facile que du côté du nord.

Enfin le général Foy, échappé encore une fois à tous les dangers du voyage, revint à Santarem dans les premiers jours de février. Son arrivée, les promesses de l'Empereur ranimèrent le courage des soldats, aussi prompts à se relever qu'à s'abattre. Chaque jour on s'attendait à voir apparaître Drouet, Mortier ou Soult lui-même avec une de ses trois armées. L'on se réjouissait d'avance à l'idée d'attaquer enfin ces redoutables lignes, pendant qu'une moitié des forces de Wellington serait occupée à faire face à Soult sur la rive gauche. Ainsi l'armée française, à défaut de vivres, se repaissait d'espérances, quand, vers le 10 février, le bruit d'une canonnade lointaine et prolongée vint encore entretenir ses illusions. Était-ce l'armée de Soult qui s'avançait à la rescousse? Personne n'en douta... mais hélas! le bruit, tout en continuant, ne se rapprochait pas, et le vent ayant changé, il cessa au bout de quelques jours. C'était bien Soult en effet, mais Soult cloué avec son armée sous les murs de Badajoz, dont il venait de commencer le siège!

En agissant ainsi, l'orgueilleux maréchal croyait ou faisait semblant de croire qu'assiéger Badajoz était la meilleure manière de secourir Masséna. Aux reproches de Berthier, il répondit qu'envoyer dix mille hommes au secours de son collègue, comme on le lui ordonnait, était les exposer à une perte certaine, et dans cette réponse il y avait du vrai. Quant à Cadix, il s'engageait à réduire, dans un bref délai, l'imprenable cité, si seulement l'Empereur envoyait une escadre pour l'attaquer à la fois par terre et par mer... En terminant ce hautain plaidoyer, destiné à prouver, non pas son innocence, mais le service qu'il rendait à son maître en lui

désobéissant, il appelait une enquête sur sa conduite, prêt à résigner son commandement si l'on trouvait qu'il en eût mal usé.

La critique la plus amère de la conduite de Soult c'était celle de Masséna, qui, immobile au poste où son maître l'avait placé, attendait toujours des renforts qui ne venaient pas, prêt à mourir de faim avec ses soldats pour obéir à sa consigne. Sans doute les dix mille hommes que Soult devait lui envoyer ne seraient pas arrivés jusqu'à lui; mais si Soult lui-même, au lieu de jalouser bassement son collègue, son aîné dans la carrière, avait marché résolument à son secours avec vingt mille hommes au lieu de dix, la fortune de la guerre aurait peut-être changé : les lignes de Torrès Vedras, attaquées sur plusieurs points de leur vaste étendue, auraient fini par être franchies; les Anglais, assaillis à la fois par deux côtés et acculés à la mer, auraient été forcés de se rembarquer. Mais, comme le remarque Wellington dans une lettre à son frère : « Depuis cette fatale guerre d'Espagne, le tempérament de l'armée française semble changé comme sa fortune. Ce n'est pas ainsi que les Français avaient conquis l'Europe!... » Les maréchaux de l'Empire, au lieu de se sentir soutenus, et contenus au besoin, par la puissante main du maître, abandonnés à eux-mêmes sur une terre lointaine, où leur autorité croissait avec la distance, ne songeaient plus qu'à assouvir leurs ambitions égoïstes ou leurs misérables rivalités. Toute solidarité entre eux, toute unité dans leurs plans, toute obéissance même au chef absent avait disparu : chacun se sentait roi dans sa sphère, en attendant qu'un caprice de la changeante fortune vînt l'en chasser, comme Junot de Lisbonne, Soult d'Oporto et Joseph de Madrid!

Cependant les souffrances de l'armée s'accroissaient chaque jour, les vivres manquaient absolument dans un pays épuisé par six mois d'exactions sans relâche. Mais les souffrances des malheureux habitants, qui n'avaient pas voulu émigrer dans les lignes de Torrès Vedras, surpassaient encore celles de l'armée. Dans chaque village où les Français s'étaient établis, les vivres étaient pour eux, et la famine pour les paysans qu'on trouvait morts de faim et de misère dans leurs chaumières dévastées. C'était là la guerre, telle que dans ses froids calculs Wellington l'avait comprise! Mais qu'on se figure ce que devait souffrir l'intrépide Masséna en voyant son armée mourir de faim en face d'un ennemi invisible, et le nombre de ses hommes valides diminuer chaque jour, même sans combat. S'il voulait continuer la lutte avec les Anglais, il n'avait plus que deux partis à prendre : franchir le Tage et s'établir sur la rive gauche, ou remonter la vallée du Mondego qu'avait descendue l'armée, pays pauvre, déjà dépouillé et dénué des ressources qu'offrait l'autre rive, épargnée jusqu'ici par l'invasion. Mais s'enfoncer dans l'Alentejo, c'était renoncer à agir contre les Anglais, et leur livrer tout le terrain conquis sur la rive droite, avec les ponts jetés sur le Tage et sur ses affluents. Enfin, prendre pour base de ses opérations Badajoz au lieu de Ciudad-Rodrigo, et le bassin de la Guadiana au lieu de celui du Tage, c'était ouvrir aux Anglais l'entrée de la Vieille-Castille, et se fermer toute communication avec la France.

Après de longues et mûres réflexions, Masséna, sans fléchir un instant sous cette responsabilité qui eût écrasé tout autre que lui, se décida pour la vallée du Mondego. Par des attaques simulées contre les avant-

postes des Anglais, il parvint à détourner leur attention et à leur cacher son départ et la route qu'il allait prendre. A Penhuète, il avait fait jeter un pont sur le Zézèbre, qui vient, près d'Abrantès, se jeter dans le Tage. C'est par là qu'il fit écouler sans bruit sur Pombal ses malades, ses blessés, ses bagages et son artillerie; puis ses soldats prirent peu à peu le même chemin. Trois jours suffirent pour cette difficile opération, et le 8 mars, l'armée entière avait franchi l'Estrella, et marchait sur Coïmbre. Si décidé que fût Masséna à ne pas donner aux Anglais la joie de le voir reculer devant eux, il reculait de fait en remontant cette vallée du Mondego qui lui avait ouvert l'entrée du Portugal. Du moment où il rétrogradait de vingt lieues pour aller chercher des vivres, peu importait le motif; aux yeux des Anglais, aux yeux même de ses propres soldats, tout mouvement en arrière était une retraite, et Wellington ne s'y trompa pas. L'armée française, après son échec de Busaco, avait gardé l'offensive, et poursuivi les Anglais jusque dans leurs lignes de défense; les rôles étaient changés maintenant, et les Anglais n'hésitèrent pas à s'élancer sur les pas d'un ennemi qu'ils se flattaient de mettre encore une fois à la porte du Portugal.

Le 11 mars, Ney, qui commandait l'arrière-garde, n'était encore arrivé qu'à Pombal, à mi-chemin de Coïmbre, lorsqu'il fut rejoint, près de Redinha, par l'avant-garde anglaise. Dans un premier engagement, ses soldats soutinrent avec une fermeté rare les attaques de l'ennemi, et lui tuèrent douze cents hommes contre trois cents à peine qu'ils perdirent. Mais on avait eu beau vaincre la veille, il fallut encore recommencer le lendemain. Les Anglais, tout en perdant du monde,

gagnaient du terrain, et se rapprochaient de Coïmbre. Ney, craignant d'être coupé du gros de l'armée, renonça tout d'un coup à suivre la route que Masséna lui avait tracée, et essaya de gagner Coïmbre par Miranda de Corvo, et de se dérober à l'ennemi. Mais les insurgés, maîtres de cette ville d'où ils avaient chassé les Français, avaient rompu le pont sur le Mondego qui seul y donnait accès. Le temps et les matériaux manquaient pour construire un pont de bateaux avant l'arrivée de l'armée anglaise, et Coïmbre étant la clé de la position, il était impossible de s'établir dans la vallée tant qu'on ne serait pas maître de la ville et des deux rives du fleuve. Ainsi, tout se réunissait pour pousser l'armée française vers une retraite déshonorante; pour la troisième fois, il lui fallait évacuer cette terre du Portugal où la conquête étrangère ne pouvait pas prendre racine. Masséna, le cœur brisé, dut se résigner à rentrer en Espagne, par cette même vallée qui avait vu arriver ses soldats avec l'élan d'une armée marchant à la victoire. Venu avec soixante-dix mille hommes nominaux et cinquante-cinq mille effectifs, il s'en retournait avec trente mille à peine, haves, affamés, pieds nus, habits déchirés, traînant après eux un immense convoi de malades et de blessés, mais sans en avoir laissé un seul sur cette terre ennemie, qui n'avait gardé que ses morts!

Le 22 mars, l'armée s'établit à Celorico, au sommet de la vallée, à quelques lieues seulement d'Almeida et de la frontière. Il en coûtait tellement à Masséna de rentrer en Castille, après une campagne avortée, que, malgré l'état de dénûment de son armée, il songea un instant à rentrer par Plasencia et Coria dans le bassin du Tage, d'où il pourrait, à son choix, rentrer en Portugal ou fermer aux Anglais l'entrée de la Castille. Il

envoya même au maréchal Ney l'ordre de manœuvrer dans ce sens, mais celui-ci refusa d'obéir, à moins qu'on ne lui montrât un ordre écrit de l'Empereur. Ainsi se dénouaient peu à peu tous les liens de la subordination, dans cette armée abandonnée à elle-même et aux rivalités de ses généraux, sur une terre étrangère, à deux cents lieues de la France. La désobéissance des généraux entraînait celle des soldats; ce rigide organisme d'une armée, cette discipline de fer, qui seule peut en garantir l'unité, se dissolvaient peu à peu; et malgré leur incontestable valeur, les huit ou dix armées que la France avait sur pied dans la Péninsule, désunies, morcelées, privées d'âme par l'absence d'un chef suprême, qui concentrât sur lui toute initiative d'un côté, et toute obéissance de l'autre, étaient condamnées à échouer misérablement dans toutes leurs entreprises et à voir avorter jusqu'à leurs succès.

Cependant un pareil refus d'obéir ne pouvait être toléré; là où il n'y avait plus de discipline, il n'y avait plus d'armée. Masséna, après avoir réitéré son ordre et essuyé un nouveau refus, retira son commandement au lieutenant rebelle, et cette fois il fut obéi. Ney fut remplacé par Loyson, et renvoyé sur les derrières de l'armée; mais le sort en était jeté, il n'y avait plus à songer à la conquête du Portugal, du moment où l'invasion reculait au lieu d'avancer. Masséna, la mort dans l'âme, et son armée, aussi découragée que lui, évacuèrent à regret ce pays que, après trois essais malheureux, il fallait décidément laisser à l'Angleterre; et les débris de ce qui fut l'armée de Portugal vinrent s'établir en Espagne, de Ciudad-Rodrigo à Salamanque. Mais là de nouvelles amertumes attendaient le glorieux vaincu de Busaco. L'Empereur, toujours prêt à rejeter sur ses

lieutenants les fautes dont la cause première remontait jusqu'à lui, fit adresser à Masséna par Berthier les critiques les plus amères sur ses opérations dans cette campagne qui se terminait par une honteuse reculade. Du reste, un axiome que Napoléon répétait souvent résume toute sa doctrine politique et militaire : « Réussissez! disait-il à ses généraux comme à ses diplomates; je ne juge les hommes que par les résultats; » parole qui manque à la fois de justesse et de dignité, car elle met l'homme aux pieds de la fortune et ôte à ses actes toute valeur morale. S'il ne faut juger les hommes que d'après les résultats obtenus, le châtiment de Napoléon, ce sera d'être jugé d'après les siens!

Au moment où l'Empereur traitait ainsi le vainqueur d'Essling, l'Angleterre, saisissant contraste! comblait son habile et heureux général des témoignages passionnés de son admiration. Les deux Chambres du Parlement lui votaient, dans les termes les plus flatteurs, les remercîments du pays. Le ministère qui, la veille même de la retraite de l'armée française, lui reprochait ses dépenses et lui enjoignait de vaincre à meilleur marché, était maintenant à ses pieds. L'Angleterre, heureuse et fière d'avoir enfin trouvé un général à opposer à Napoléon, entrevoyait dans l'avenir le succès final qui la payerait de tous ses sacrifices. Quant à Wellington, le sentiment d'une grande œuvre à accomplir dominait chez lui tous les autres ; pour se réjouir de sa victoire, il attendait qu'elle fût plus complète. Trois fois il avait purgé le Portugal de la présence des soldats français, mais l'Espagne restait à affranchir, et malgré son juste dégoût pour ses orgueilleux alliés, il s'apprêtait à poursuivre son ennemi sur leur territoire, sans lui laisser un moment de repos, jusqu'à ce qu'il l'eût chassé de

l'Espagne comme il l'avait chassé du Portugal. Mais le plus pressé, c'était de reprendre aux Français Almeida, qui leur donnait un pied sur le sol portugais, puis Ciudad-Rodrigo et Badajoz, dont Soult venait de s'emparer le 12 mars.

Toutefois Masséna n'était pas homme à abandonner la partie avant d'avoir joué sa dernière carte. A défaut de vivres, devenus rares partout depuis l'invasion, il avait trouvé à Salamanque des renforts, des munitions et des chevaux pour remonter sa cavalerie, arme redoutée des Espagnols, et qui manquait aux Anglais. Masséna, avec une résolution qu'on ne saurait trop admirer, se décida à tenter contre l'armée anglaise, dont une moitié était alors devant Badajoz, un de ces retours offensifs qui ramènent parfois la fortune dans le camp qu'elle a quitté. Avec trente-huit mille hommes et quinze cents de cavalerie que venait de lui amener Bessières, il part le 2 mai pour Almeida, où il savait trouver l'armée anglaise qui, avec ses auxiliaires portugais, ne comptait que trente-six mille soldats. Mais on ne surprenait jamais Wellington qui, bientôt informé de l'approche de l'ennemi, l'attendait dans une forte position, entre deux cours d'eau, maître des deux ponts qui les traversaient, et le front protégé par un ravin profond; car, avant de livrer une bataille, l'habile général savait toujours s'assurer l'avantage de la position, et chargeait le terrain de combattre pour lui. L'histoire de Busaco et de Talavera allait encore se renouveler à Fuentès-de-Oñoro; toujours et partout, le bouillant courage du soldat français devait se briser contre la froide et tenace défensive du soldat anglais.

Le 3 mai, une division française vint attaquer Fuentès avec son ardeur accoutumée, et s'empara de la partie

inférieure du village; mais à peine débouchait-elle sur le sommet du ravin que, sur toutes les hauteurs qui le dominaient, éclata un feu si terrible que force fut aux assaillants de reculer jusqu'au fond du vallon. Une seconde attaque ne fut pas plus heureuse; les Français dûrent regagner leurs positions, après des pertes cruelles. Masséna, sans se décourager, consacra la journée du lendemain à reconnaître les côtés faibles par où il pourrait assaillir son habile adversaire. Le 5 au matin, l'armée française, toujours prête pour l'offensive, attaqua Porto-Velho, occupé par les Portugais, dont elle espérait avoir meilleur marché; mais Wellington, devinant le changement de front de son ennemi, avait reporté sur ce point deux divisions avec sa cavalerie. Les Français, jaloux de prendre leur revanche, chargèrent l'ennemi avec tant de fureur qu'ils le firent d'abord reculer; mais des batteries cachées se démasquèrent tout d'un coup, et inondèrent les assaillants d'une telle grêle de feux que ce fut leur tour de rétrograder.

A ce moment critique qui était le nœud de l'action, une charge vigoureuse aurait pu tout réparer. La cavalerie de la garde, qui n'avait pas encore donné, reçut l'ordre de charger; mais elle refusa d'obéir, tant que son chef, le général Bessières, qui se trouvait alors sur un autre point du champ de bataille, ne le lui aurait pas ordonné. Qu'on rapproche ce refus de ceux de Ney, de Junot, de Reynier, marchandant leur obéissance à un chef tel que Masséna, et l'on aura le secret de tous les insuccès d'une armée qui avait renoncé à vaincre le jour où elle avait cessé d'obéir. Maintenant ce n'était plus les Portugais seuls qu'il fallait combattre, c'était toute l'armée anglaise, appuyée sur Fuentès d'un côté, et sur les deux torrents de l'autre; Fuentès devint

de nouveau le centre de l'action et le but de tous les efforts des deux partis. Pris et repris plusieurs fois, il finit par rester aux Anglais, libres dès lors de continuer le siège d'Almeida, dont les Français n'avaient pu les chasser.

Masséna, puisant dans ses revers une énergie nouvelle, voulait encore recommencer le lendemain ; mais il rencontra chez ses lieutenants une invincible résistance. Les munitions étaient épuisées, et avant qu'on pût en faire venir de Ciudad-Rodrigo, Wellington aurait le temps de se fortifier, et de rendre sa position imprenable. Et cependant Masséna ne pouvait se décider à partir, à se reconnaître vaincu, et à renoncer, avec Almeida, au dernier coin du Portugal qu'il occupât encore. Jusqu'au 10, il tourna, comme un lion en cage, autour de cet ennemi qui, avec le dédain de la force, attendait d'être attaqué pour se décider à combattre. Puis enfin il se résigna à partir, et envoya au général Brenier l'ordre d'évacuer Almeida, après en avoir fait sauter les fortifications. Cet ordre fut exécuté avec un rare bonheur : Brenier traversa les lignes ennemies avec des pertes minimes, pendant que Masséna, désespéré, ramenait en Espagne son armée diminuée d'un tiers, et de plus, abattue, humiliée de voir pour la troisième fois les drapeaux de la France expulsés du Portugal par ces Anglais qu'on ne pouvait joindre que pour se faire battre par eux. L'élan que les Français mettaient dans l'attaque, eux le mettaient dans la résistance, avec une solidité que les Espagnols n'avaient jamais connue. Ainsi trois fois Wellington avait eu raison de cet ennemi auquel personne, avant lui, ne pouvait résister ! Son secret, cette fois comme toutes les autres, c'était de ne rien livrer au hasard, de choisir sa position, et d'attendre

son adversaire sur un terrain préparé pour le vaincre.

Masséna, en se chargeant à regret de diriger l'expédition de Portugal, avait obéi à la voix du devoir, mais sans illusion, sans foi à son entreprise, sans espoir de succès. Il avait accompli jusqu'au bout sa pénible tâche, et son seul tort, c'était de n'avoir pas réussi. Dans sa courte et laborieuse campagne, il avait eu tout le monde contre lui : d'abord, sa propre armée qui, comparant le présent au passé, avait trouvé son illustre chef au-dessous de sa réputation et de sa fortune ; puis les généraux qui, en servant sous ses ordres, croyaient lui faire trop d'honneur quand ils daignaient lui obéir ; et enfin l'Empereur qui, jugeant toujours d'après l'événement, imputait à Masséna les conséquences de ses propres fautes, comme il se serait approprié ses succès, et lui faisait un crime de récolter ce que lui-même avait semé. Le résultat final fut le rappel de Masséna, remplacé par Marmont, qui devait se charger bientôt de le faire regretter. Masséna s'en retourna en France, brisé par une série de revers auxquels la fortune ne l'avait pas habitué, et se reprochant d'avoir accepté une tâche au-dessus des forces humaines, et où personne ne pouvait réussir, puisque le vainqueur d'Essling y avait échoué.

CHAPITRE IV

LES CORTÈS ESPAGNOLES
LA CONSTITUTION DE 1812

1810-1813

« Singulière destinée que celle de cette terre d'Espagne, s'écrie l'historien Toreno (au début du livre XIII). Relégués au VIIIe siècle dans les âpres défilés des Asturies, ses enfants n'ont pas seulement trouvé le courage de résister à la conquête arabe, mais ils ont encore songé à tracer des limites à la puissance de leurs chefs. En les élevant sur un pavois pour leur confier les rênes de l'État, ils leur ont rappelé leurs devoirs, tous résumés dans cette célèbre maxime qui date du temps des Goths : *Rex eris, si rectè facias; si non facias, Rex non eris.* (Roi tu seras, si tu fais droit; si ne le fais, Roi ne seras) ; et c'est ainsi qu'ils ont fondé la base de nos premières libertés. De même au XIXe siècle, les défenseurs de l'indépendance espagnole ont assis le siége de leur gouvernement à l'autre bout de la Péninsule; et, sans se laisser abattre par les revers, réfugiés dans un coin ignoré de la presqu'île gaditane, comme naguère Pelayo dans la caverne de Covadunga, d'une main ils ont défendu contre l'étranger l'indépendance de leur

pays, et de l'autre, ils ont relevé les remparts abattus de leurs vieilles libertés. »

Ce rapprochement est exact : l'Espagne, toujours conquise, a toujours protesté contre la conquête. Elle a mis huit siècles à se délivrer de l'invasion arabe ; elle a mis cinq ans à peine, avec l'aide de l'Angleterre, il est vrai, à repousser l'invasion française ; et si elle a laissé périr sous le pouvoir absolu ses libertés nationales, comme au temps de Pelayo, elles ont toujours trouvé un refuge dans ces vallons reculés des Pyrénées, où vivent encore aujourd'hui les vieilles traditions des franchises populaires. Et, chose remarquable ! à l'heure même où disparaissent, avec les *fueros* de la Biscaye, les dernières traces des libertés provinciales, la vie parlementaire, c'est-à-dire la liberté, sous sa forme la plus large et la plus durable, s'établit à Madrid, au centre même de la Péninsule, pour rayonner de là vers toutes ses extrémités. Essayons donc de retracer rapidement l'histoire de cette résurrection, glorieuse, mais trop peu durable, du gouvernement parlementaire en Espagne, et notons, en passant, ce dernier trait : ressuscité dans la Péninsule, en présence même de l'étranger qui l'a envahie, ce n'est pas sous sa main qu'il a péri, mais sous celle du roi légitime qui, replacé sur son trône par l'aveugle amour de ses sujets, s'acquitte envers eux en les courbant de nouveau sous le joug de l'inquisition et du pouvoir absolu.

Reprenons maintenant les choses d'un peu moins haut. Pour les nations comme pour les individus, le malheur est fécond en enseignements, quand on sait les en tirer : l'abdication forcée des deux rois et l'invasion étrangère avaient tiré l'Espagne de la torpeur où elle était plongée depuis la mort de Philippe II, et l'on peut

dire que, en quelques années, le peuple espagnol avait vieilli de deux siècles. Les germes déposés dans les esprits par la Révolution française commençaient à porter leurs fruits ; le mouvement de l'opinion, qui réclamait les Cortès comme une arme de plus à opposer à l'ennemi, était tellement puissant que toutes les juntes, y comprise même la *centrale*, dûrent subir sa pression, et que celle-ci fut remplacée par un Conseil de Régence, composé de cinq membres, et présidé par l'évêque d'Orense. Malgré la répugnance bien connue des nouveaux élus à partager le pouvoir avec les représentants du pays, leur premier acte fut et dut être la convocation des Cortès pour le 1er mars 1810, « si les nécessités de la défense du pays le permettaient ». Cette phrase, habilement insérée dans le décret, et suffisamment motivée d'ailleurs par les circonstances qui forcèrent à transporter à Cadix le siége de la souveraineté nationale, permit à la Régence de retarder de près de sept mois l'époque de cette convocation, si redoutée par elle.

Mais, en attendant la réunion de l'assemblée, une grave question se présentait : les trois ordres (*Estamentos*) seraient-ils séparés, comme ils l'avaient été pendant toute la durée de l'ère parlementaire, sous la monarchie, ou bieu siégeraient-ils réunis, comme le vœu du pays semblait le réclamer ? En d'autres termes, y aurait-il deux Chambres, comme en Angleterre, ou une seule, comme dans la France de 1789 ? Or l'opinion, en ce moment, n'était pas tournée du côté de l'Angleterre, et tout en combattant les Français, on ne songeait qu'à les imiter dans la plus grave de toutes leurs erreurs, la création d'une assemblée unique. Mais, bien que la *junte centrale*, avant d'abdiquer, eût montré clairement qu'elle penchait du côté des deux Chambres, quoique la Régence

se fût prononcée dans le même sens, et que les esprits éclairés et libéraux, comme Jovellanos et Garay, soutinssent cette thèse, plus sage que populaire, l'opinion opposée finit par prévaloir. Le décret de convocation se taisant sur cette question délicate, bon nombre de nobles et de prélats se présentèrent aux suffrages des électeurs, et furent nommés membres de cette Chambre unique. La question, sans être résolue en droit, fut donc tranchée par le fait, sous prétexte d'urgence. Le Conseil d'État, consulté, opina en majorité dans le même sens, en renvoyant la décision à l'assemblée elle-même, et la Régence finit par se rallier, de fort mauvaise grâce, à l'opinion du pays.

Des députés des colonies d'Amérique et d'Asie furent admis pour la première fois à siéger dans les Cortès. Dans le cas où ils ne pourraient pas arriver à temps pour l'ouverture de la session, on devait nommer à leur place des suppléants, pris parmi les habitants des mêmes contrées établis dans la Péninsule. Ainsi l'Espagne traitait pour la première fois ses colonies sur le pied de l'égalité, mais devaient-elles lui savoir beaucoup de gré de cette concession si tardive? On élut aussi des suppléants pour les provinces envahies par l'ennemi, et on les prit parmi les habitants de ces provinces réfugiés à Cadix, dernier sanctuaire de l'indépendance nationale. Plusieurs villes, occupées par les Français, nommèrent leurs députés sous le regard même et à l'insu de l'ennemi ; les choix tombèrent en général sur des hommes éclairés et capables, amis du progrès et des réformes; toutefois, l'opinion contraire fut aussi représentée dans l'assemblée.

Les pouvoirs attribués à ses membres étaient illimités. Tous les sujets, tous les domaines étaient ouverts à

leurs discussions. La royauté étant absente et opprimée, l'assemblée héritait de fait de tous ses pouvoirs, et devenait absolue comme elle. Ainsi, sans s'en douter, l'Espagne en 1810, comme la France en 89, gardait dans la liberté même les traditions de l'absolutisme : un pouvoir toujours unique, soit qu'il siégeât sur le trône ou dans une assemblée élective, absorbait tous les autres ; mais la sympathie passionnée du pays soutenait les futures Cortès, même avant qu'elles fussent réunies, et leur rendait d'avance tout facile ; il leur suffisait de vouloir et d'oser pour être obéies. L'époque de l'ouverture, toujours reculée par le mauvais vouloir de la Régence et les difficultés du temps, avait été fixée au 24 septembre, et l'Espagne, au milieu des graves soucis de l'invasion, s'occupait presque autant de ses Cortès que de l'ennemi qu'il fallait combattre.

Enfin arriva ce jour, appelé par tant de vœux, salué par tant d'espérances, qui devaient être, hélas ! bien tristement déçues. Notons ici une ressemblance de plus entre ces deux révolutions sœurs, qui devaient aboutir toutes deux par l'anarchie au despotisme, pour n'arriver que bien tard, et après bien des orages, à une liberté durable et fondée sur des lois. Dès le 22 septembre, la Régence s'était rendue dans l'île de Léon, où devait siéger l'assemblée. Pour l'associer à cette fête nationale, on lui avait confié le soin de vérifier les pouvoirs des six premiers députés ; puis ceux-ci, une fois validés, devaient à leur tour examiner et valider les autres. A elle aussi devait échoir l'honneur de présider la séance d'ouverture, après quoi les Cortès se chargeraient elles-mêmes de nommer leur président.

Le 24 septembre arriva enfin, jour solennel, que saluent avec enthousiasme les historiens espagnols, et

qu'un étranger même ne peut pas mentionner sans sympathie et sans respect! Ce n'était pas, comme en France, la naissance de la liberté politique, c'était sa résurrection. L'Espagne rentrait dans une voie neuve pour elle, à force d'être ancienne, le gouvernement parlementaire, dont le souvenir se rattachait aux plus beaux jours de son histoire. Derrière l'invasion française qui, sur ce sol mortel à l'étranger, ne pouvait pas prendre racine, elle entrevoyait des jours meilleurs, et posait elle-même, en face de la conquête, la pierre angulaire de ses libertés, passées et à venir.

A la séance d'ouverture assistaient seulement une centaine de députés, dont deux tiers de titulaires. L'assemblée se rendit d'abord à l'église, au milieu d'une foule immense qui remplissait l'air de ses acclamations. Quand le cardinal de Bourbon eut célébré la messe, et invoqué les bénédictions du Ciel sur les représentants de la patrie opprimée, les députés furent appelés à prêter le serment, que nous citons tout entier dans son énergique formule : « Jurez-vous de maintenir la sainte religion catholique, apostolique et romaine, à l'exclusion de toute autre? — Jurez-vous de maintenir l'indépendance et la liberté du peuple espagnol, ainsi que l'intégrité de son territoire, et de ne rien épargner pour le délivrer de ses oppresseurs? — Jurez-vous de conserver à notre bien-aimé souverain Ferdinand VII tous ses domaines, et après lui à ses légitimes successeurs, et de faire tous vos efforts pour le tirer de sa captivité, et le rétablir sur son trône? — Jurez-vous de remplir fidèlement la tâche que la nation vous a confiée, et de maintenir les lois du pays, tout en faisant les changements que réclamera l'intérêt public? — Si vous le faites, Dieu vous récompensera; sinon, il vous en demandera

compte. » — « Nous le jurons », répondirent d'une seule voix tous les députés, et le canon tonna pour proclamer leur serment. Un *Te Deum* fut chanté, et l'assemblée se réunit enfin au Colisée, local choisi pour ses délibérations.

L'évêque d'Orense prononça une courte harangue; puis il se retira avec les membres de la Régence et les ministres, en laissant sur la table la déclaration suivante : « La Régence a continué à remplir sa charge jusqu'à l'installation des Cortès; mais sa mission est terminée, elle se retire, en laissant à l'assemblée le soin de choisir le gouvernement qu'elle croira le mieux approprié à l'état de crise de la monarchie. » Sous cette feinte renonciation se cachait le secret espoir que les Cortès, abandonnées à elles-mêmes, sans précédents, sans guide, sans système arrêté, en face de circonstances aussi graves, trahiraient avant peu leur insuffisance. L'absence de pouvoir exécutif, bien loin d'être une force, ne serait pour elles qu'un danger de plus; et bientôt on les verrait, écrasées sous le sentiment de leur impuissance, supplier les membres de la Régence de reprendre en leurs mains plus expertes les rênes de l'État, dont ils s'étaient dessaisis un instant.

Mais les Cortès, sans parler de leur patriotisme et de la droiture de leurs intentions, se sentaient soutenues par l'adhésion passionnée de l'Espagne qui, privée pendant des siècles de faire entendre sa voix, n'avait jamais abdiqué; de l'Espagne qui, rendue enfin à sa libre initiative, saluait avec bonheur l'aurore, encore voilée de nuages, de sa vie parlementaire prête à renaître. Ajoutons que la nouvelle assemblée, malgré son inexpérience, répondit par ses premiers actes à cette attente du pays. Un président, rééligible tous les mois, fut d'abord élu :

ce fut un député catalan, don Ramon Lazaro de Don. Puis, au milieu du silence sympathique de l'assemblée et de la foule qui encombrait ses tribunes, un vénérable ecclésiastique, don Diego Muñoz Torrero, ancien recteur de l'université de Salamanque, soumit à la Chambre une série de propositions qui résumaient, dans un vivant accord, tous les vœux et tous les besoins du pays :

1° Tous les députés qui représentent ici le peuple espagnol se déclarent constitués en Cortès générales et extraordinaires, et c'est en elles que réside la souveraineté nationale.

2° D'accord avec la volonté du pays, si énergiquement prononcée, elles proclament pour leur unique et légitime souverain le seigneur don Ferdinand VII de Bourbon, et lui jurent fidélité ; elles déclarent nulle et de nulle valeur ni effet la prétendue cession de la couronne, faite en faveur de Joseph Bonaparte, Roi imposé à l'Espagne par la violence, et à qui a toujours manqué le consentement de la nation.

3° Les trois pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire ne pouvant pas être réunis dans les mêmes mains, les Cortès se réservent seulement le premier dans toute son extension.

4° Les personnes à qui sera délégué le pouvoir exécutif, en l'absence du Roi Ferdinand VII, seront responsables de tous les actes de leur administration, conformément aux lois du pays. Les membres du ci-devant Conseil de Régence sont autorisés provisoirement à continuer leur charge, sous l'expresse condition qu'immédiatement ils prêteront serment de reconnaître la souveraineté de la nation, représentée par ses Cortès, d'obéir à leurs décisions, ainsi qu'aux lois et à la Constitution qu'elles doivent promulguer, et de les faire

exécuter; de maintenir l'indépendance, la liberté de la nation et l'intégrité de son territoire, ainsi que la religion catholique, apostolique et romaine; enfin de rétablir sur son trône notre Roi bien-aimé Ferdinand VII, et de ne penser en toutes choses qu'au bien de l'État.

5° Sont confirmés dans leurs pouvoirs tous les tribunaux du royaume et toutes les autorités civiles et militaires.

6° Sont déclarées inviolables les personnes de tous les députés.

Toutes ces propositions furent adoptées avec enthousiasme, après une brillante discussion où se révélèrent des talents nouveaux. On les rassembla en corps dans un décret, daté du 24 septembre, et ainsi fut assise la première pierre de l'édifice politique que les Cortès aspiraient à fonder, et que la main du monarque, replacé par elles sur son trône, devait bientôt jeter bas. Les Régents vinrent prêter, à contre-cœur, le serment exigé; seul leur président, l'évêque d'Orense, s'excusa sur son âge et ses infirmités, et la séance se termina à minuit.

Le premier décret des Cortès fut accueilli par le pays avec des transports d'enthousiasme. C'était mieux que des armées et que des forteresses, c'était un rempart moral que l'Espagne avait désormais à opposer à l'invasion étrangère, et au *Roi intrus* qui la personnifiait. Représentée par ses *guerrillas* sur les champs de bataille, et par ses Cortès sur le terrain du droit et de la politique, elle pouvait maintenant lutter avec les Français à armes presque égales. Courbée sous le pouvoir absolu, elle avait résisté à la conquête; que serait-ce donc aujourd'hui où les armées de Napoléon, invincibles jusqu'ici, se trouveraient en face d'un peuple libre? Tous les Rois, tous les peuples de l'Europe avaient

dû l'un après l'autre courber la tête devant le despote; un seul avait échappé à son joug, c'était le peuple anglais, appuyé sur ses libertés, aussi vieilles que la monarchie. Et pourquoi n'en serait-il pas de même du peuple espagnol, puisque, lui aussi, il avait retrouvé ses franchises nationales et son indépendance au dedans, en attendant qu'il la reconquît au dehors?

Mais tout courant, si prononcé qu'il soit, a par cela même des contre-courants; le clergé, la magistrature, la noblesse, en grande partie du moins, en un mot les partisans du passé blâmaient tout bas, n'osant le faire tout haut, le décret du 24 septembre, et l'accusaient de déplacer la souveraineté, en l'ôtant au monarque pour en investir les Cortès. La Régence était l'âme de cette conspiration, qu'elle encourageait sous main, attendant, pour en profiter, les fautes de ses adversaires. Mais cette guerre sourde contre la toute-puissance de la nation, incarnée dans ses Cortès, ne suffit pas longtemps à la Régence, et bientôt l'assemblée crut deviner de sa part un plan de campagne nouveau qu'il fallait déjouer : en sa qualité de pouvoir exécutif, la Régence disposait de tous les emplois; elle essaya de gagner, par l'appât du pouvoir et du gain, les députés les plus accessibles à ce genre de séduction, surtout les représentants des colonies, désintéressés dans la question d'indépendance nationale; car on n'a pas deux patries à la fois, sur les deux rives de l'Atlantique.

Une fois réveillée au sentiment du danger, la Chambre se tint sur ses gardes : le député catalan Capmany, interprète éloquent de la pensée de tous, présenta un projet que toute assemblée représentative ferait bien d'adopter : « Aucun membre des Cortès n'a le droit de solliciter pour un autre, ou d'accepter pour lui, aucun

emploi, pension, dignité, faveur du pouvoir exécutif ou de tout autre qui pourrait lui succéder. Si, à dater de ce jour, il a accepté quelque emploi ou faveur, sa nomination sera nulle de plein droit. » Disons-le à l'honneur de l'assemblée : la motion fut adoptée à l'unanimité, et on augmenta même sa portée en étendant la prohibition à l'année qui suivrait pour chaque député l'expiration de son mandat.

Mais les Cortès n'en avaient pas encore fini avec l'évêque d'Orense : le digne prélat, que ses vertus même ne rendaient que plus tenace dans ses préventions contre le nouveau régime, reprit pour son compte la campagne d'opposition qu'abandonnaient ses collègues. Incapable de vaincre sa double répugnance de royaliste et de prêtre à reconnaître la souveraineté de la nation, il renonça du même coup à son mandat de député et à celui de Régent, en demandant la permission de se retirer dans son diocèse. Sa demande fut accueillie; mais l'assemblée n'en avait pas encore fini avec lui, car bientôt une lettre du prélat vint l'accuser de confisquer à son profit la souveraineté qui n'appartenait qu'au monarque. Par un rapprochement qui blessa l'assemblée, vulnérable comme tous les pouvoirs nouveaux, il comparait ses débuts à ceux de l'Assemblée constituante, et prédisait à l'Espagne les mêmes résultats. Il finissait en reprochant aux Régents d'avoir consenti à prêter un serment, nul de plein droit, puisqu'il était en contradiction avec les lois du royaume, et empiétait sur les droits du souverain.

La Chambre, justement offensée, délibéra sur ce grave incident en séance secrète, manière de procéder qu'elle affectionnait au point d'y recourir presque tous les jours. Après un débat fort animé où l'ex-Régent ne

fut pas épargné, une commission, nommée à cet effet, somma l'évêque récalcitrant de prêter, sans excuse ni délai, le serment voulu aux mains du cardinal de Bourbon. L'opiniâtre prélat s'y refusa, et l'assemblée, irritée, constitua pour le juger un tribunal, composé de hauts dignitaires de la magistrature et de l'Église.

De part et d'autre, les esprits s'aigrissaient ; les ennemis du nouvel ordre de choses, nombreux dans les classes élevées, attisaient soigneusement le feu. Le public, malgré le secret dont on avait cherché à entourer cette affaire, prenait hautement le parti des Cortès. Il fallait en finir avec l'ancienne Régence et les pouvoirs provisoires qu'on lui avait laissés, et qui, dans de pareilles mains, constituaient un danger sérieux. Le 27 octobre, les Cortès admirent enfin la renonciation définitive des Régents, et procédèrent à l'élection de leurs successeurs : de cinq, les membres cette fois furent réduits à trois, comme en France les trois consuls avaient remplacé les cinq directeurs ; mais la comparaison n'est pas exacte de tout point, car ici le Napoléon manquait ! Les élus furent le général Blake, l'amiral Ciscar et le capitaine de frégate Agar, tous trois connus, mais surtout le premier, par leur patriotisme et par leurs services dans la guerre de l'indépendance.

Ajoutons, pour en finir avec cette malheureuse Régence, qui joue un si triste rôle dans l'histoire de la régénération de l'Espagne, que ses membres furent sommés, le 28 novembre, de rendre dans l'espace de deux mois un compte détaillé de leur administration, ce qu'ils firent en effet. Mais sans doute ce compte rendu n'avait pas levé tous les scrupules de l'assemblée, car le résultat de son examen, ce fut de bannir de Cadix les anciens Régents, qu'elle trouvait sans doute moins dan-

gereux de loin que de près. Quant à l'évêque d'Orense, le belliqueux prélat, impatient de retourner dans son diocèse, se résigna enfin à mettre bas les armes, et à prêter ce serment qui coûtait tant à sa conscience. Il répéta la formule prescrite, clairement et sans réserves, sinon sans arrière-pensées; il poussa même la déférence jusqu'à demander au président : « Ai-je quelque chose de plus à dire ? — Rien absolument », répondit celui-ci, et l'évêque se retira après un profond salut. Ainsi finit ce duel à armes courtoises, étrange et vive peinture de mœurs, qui nous fait voir les coulisses à côté de la scène.

Mentionnons en finissant deux tentatives avortées du parti rétrograde, l'une pour faire donner la Régence à l'infante Charlotte de Portugal, sœur de Ferdinand VII, et l'autre au cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède et oncle du jeune Roi. Le peu d'accueil que ces deux propositions trouvèrent dans les Cortès les firent écarter sans discussion; la Chambre tenait trop à sa prérogative pour abdiquer en d'autres mains qu'en celles de son Roi bien-aimé; on verra plus tard si sa confiance devait être bien placée.

Voilà donc les Cortès constituées, non sans une opposition assez vive de la part du parti rétrograde, qui est loin de représenter le courant général de l'opinion, mais avec lequel il faut compter cependant; car, tout partisan qu'il soit du passé, il sait aussi s'accommoder du présent et pactiser avec lui; si la victoire avait souri au *Roi intrus* de Madrid, tous les adorateurs de la fortune, nombreux dans ce parti, se seraient bien vite ralliés à lui. Nous avons raconté en détail l'installation des Cortès, parce que ce réveil de la vie parlementaire est une grande date dans l'histoire de la Péninsule; mais le

temps et l'espace nous manquent pour les suivre pas à pas dans leurs délibérations, qui ont d'ailleurs, il faut le dire, exercé peu d'influence sur les destinées du pays. La vie, la vraie vie de la nation n'est pas là; elle est sur les champs de bataille, où va bientôt se décider l'avenir de l'Espagne. Les Cortès de Cadix ne sont qu'un épisode de ce grand drame dont le nœud ne se dénouera pas même dans la Péninsule, mais à Valençay. Une durée trop courte est réservée à ces Cortès éphémères, glorieuse apparition qui vient consoler un instant l'Espagne de toutes ses misères; mais l'heure n'est pas venue encore de fonder des institutions durables sur ce sol labouré à la fois par la conquête et par la révolution. Triste et saisissant contraste : le peuple espagnol, délivré bientôt du joug de l'étranger, trouvera dans son bien-aimé Ferdinand un maître plus dur cent fois que le *Roi intrus*, et le jour même où il aura recouvré son indépendance, il lui faudra renoncer à ses libertés!

En attendant, la fièvre jaune, fatal présent que les colonies ont fait à la métropole, comme pour se venger de tout le mal qu'elles en ont reçu, faisait de grands progrès au milieu de la population entassée dans Cadix; l'île de Léon, où siégeaient les Cortès, n'en était pas exempte; plusieurs députés avaient même été atteints par l'épidémie. Quelques voix s'élevèrent pour demander la translation de l'assemblée dans un lieu plus sûr, le fléau sévissant surtout sur le littoral; mais ces timides conseils ne furent point écoutés. Dans un vote qui trancha la question, quatre-vingt-quatre voix votèrent pour rester, et trente-quatre pour changer de résidence. Les Cortès sentirent le devoir de demeurer à leur poste, en se disant pour se consoler que, si la fièvre jaune avait pu y entrer, les Français du moins n'y entreraient pas.

Nous passerons rapidement en revue les sujets les plus importants qui occupèrent les délibérations des Cortès pendant leur première session (1810-1811), berceau, souvent orageux, des libertés espagnoles. Chez un peuple déshabitué depuis des siècles de la vie parlementaire, et rendu tout d'un coup, comme la France en 89, à sa libre initiative, à côté de mouvements généreux, de nobles résolutions, on doit s'attendre à rencontrer bien des erreurs, bien des fautes, surtout bien du temps perdu en vaines et futiles discussions, étrangères aux intérêts vitaux du pays; les historiens espagnols en conviennent eux-mêmes avec une louable franchise. Disons cependant, à l'honneur de cette assemblée si novice, que, chaque fois que des voix s'y élevèrent pour soutenir des propositions qui portaient atteinte aux droits de la couronne, les Cortès, instruites par les tristes expériences d'un pays voisin, s'arrêtèrent tout court dans cette voie périlleuse. Elles sentirent même le besoin de fixer et de définir, dans un décret spécial, les attributions du pouvoir exécutif pendant la captivité du monarque.

La plus pressante de toutes les questions, c'était la défense nationale, et les Cortès la perdirent de vue plus d'une fois. Mais qui ne pardonnerait cette erreur à une assemblée jeune, inexperte, ivre de ce pouvoir nouveau qui incarnait en elle le pays, sous cette forme chère à l'Espagne comme tous les souvenirs de son glorieux passé ? Un des premiers sujets qui occupèrent les Cortès, ce fut la liberté de la presse, réclamée avec une chaleur éloquente par les orateurs les plus populaires. L'opinion opposée ne fut pas moins vivement défendue par des orateurs qui tous appartenaient au clergé, et l'un d'eux même à l'inquisition. Ceux-ci ne se firent pas faute de

représenter la presse comme l'ennemie née de la religion, de la morale et des lois; mais le courant de l'opinion était trop décidé pour qu'on pût lutter contre lui. Après une discussion animée, on passa aux voix, et la liberté de la presse fut proclamée, le 19 octobre 1810, par soixante-dix voix contre trente-deux. Seulement, par une concession, nécessaire peut-être à l'esprit clérical, si puissant dans la Péninsule, les écrits publiés par des membres du clergé, et même par des laïques, sur des questions religieuses, restèrent soumis à la censure préalable des prélats; mais la confier à ceux-ci, c'était l'enlever à l'inquisition, dont une seule voix dans l'Assemblée osa plaider la cause. Ainsi la liberté de la presse n'était admise que dans les matières civiles et politiques; mais le domaine religieux demeurait réservé, à l'abri des invasions du libre examen et de la libre pensée.

Restait à établir une pénalité pour les délits de la presse, car la société, et l'État qui la représente, ne pouvaient pas rester désarmés. Pour un peuple qui débutait dans la carrière de la liberté, la question était difficile. La magistrature, prise en masse, appartenait, en Espagne comme partout, au parti du passé; le peuple, qui ne savait pas lire, était peu apte à donner un verdict en pareil cas; les tribunaux ordinaires et le jury furent donc tout d'abord écartés, et l'on se décida à créer, dans chaque chef-lieu de province, sous le nom de *Junte de censure*, un tribunal spécial composé de cinq membres, pour connaître des délits de la presse. Une Junte suprême de neuf membres devait résider au siège du gouvernement. Par une concession nouvelle au clergé, on arrêta que deux de ses membres siégeraient de droit dans chaque Junte provinciale, et trois dans la

Junte centrale. La censure de ces tribunaux n'était pas préventive, elle ne devait atteindre que des ouvrages déjà publiés, et sur une dénonciation formelle. Dans ce grave débat, on vit se dessiner nettement les deux grands partis qui divisaient la Chambre, les libéraux et les *serviles* ou *ser-vil* (être vil), comme l'écrivaient leurs ennemis. Les représentants des colonies, comme on devait s'y attendre, siégeaient en général du côté de la liberté.

Une question délicate était celle du salaire des députés. Le principe, conforme à l'esprit d'une saine démocratie, fut reconnu par tout le monde, et le taux du traitement fixé à 40,000 réaux (plus de 10,000 fr.). La difficulté n'était pas de voter, mais de trouver l'argent; on y réussit pourtant, malgré la pénurie du trésor. Avec un désintéressement digne d'éloges, les députés qui pouvaient suffire à leurs dépenses firent abandon de leur traitement à l'État; chaque province, une fois libérée de l'occupation étrangère, devait pourvoir à l'entretien de ses élus, et le trésor se chargeait de faire les avances.

En effet, après l'invasion, après la guerre, les finances étaient la grande difficulté du moment. Toutes les caisses publiques étaient vides, même dans les pays non occupés par l'ennemi. La Junte centrale, après avoir tenté en vain un emprunt de 10 millions de réaux (2,500,000 francs), auprès des négociants de Cadix, avait essayé d'en contracter à Londres un de 50 millions de piastres (250 millions de francs), qui n'avait pas mieux réussi. L'Angleterre, qui déjà fournissait gratis à l'Espagne les hommes, les vaisseaux, les armes et les munitions, avait trouvé la somme trop élevée, et la Régence, rabaissant ses prétentions, n'avait plus de-

mandé que 50 millions de francs. L'Angleterre y consentit enfin, mais à une condition, la franchise du commerce avec les colonies espagnoles, sauf un droit de 11 pour 100 sur toute marchandise vendue. On sait combien l'Espagne tenait au monopole du trafic avec ses colonies ; on ne s'étonnera donc pas de voir la Régence répondre que « la proposition ne pouvait être admise sans soulever le ressentiment de toute la nation », et l'affaire en resta là ; les colonies espagnoles allaient bientôt trouver un autre moyen de s'assurer la franchise du commerce !

Quant aux ressources intérieures, nous résumerons en quelques chiffres la substance de ce maigre budget : en neuf mois, du 28 janvier au 31 octobre 1810, la Régence de Cadix, chargée du gouvernement de l'Espagne et des dépenses de la guerre, avait touché la faible somme de 250 millions de réaux (65 millions de francs) ; et encore, sur cette somme, plus de 6 millions de francs avaient été fournis par l'Angleterre, et près de 50 provenaient de l'Amérique. On voit ce qui restait, environ 4 millions de francs, pour le produit des taxes locales et des dons patriotiques. Il est vrai que, la plupart des provinces ne pouvant communiquer avec Cadix, leurs revenus se consommaient sur les lieux, et que les paysans payaient en nature quand ils ne pouvaient pas le faire en argent. Et avec ces 250 millions de réaux, il fallait faire face aux dépenses de l'armée, montant à 1 milliard 200 millions de réaux (plus de 300 millions de francs) et à une dette de 7 milliards de réaux, dont les intérêts échus atteignaient déjà 219 millions.

Veut-on savoir à quel étrange moyen eurent recours les Régents pour obtenir de l'Angleterre les subsides

qu'elle se lassait à la fin de verser dans cet abîme sans fond ? Le 19 novembre 1810, les Cortès votèrent l'érection d'une statue au Roi George III, comme un monument de la reconnaissance nationale pour sa générosité sans bornes envers l'Espagne. Mais, grâce aux embarras toujours croissants du trésor, la statue demeura à l'état de décret, et Ferdinand, remonté sur son trône, ne se crut pas engagé par le vote d'une assemblée rebelle. Ses sujets, pour rendre sa couronne à leur Roi bien-aimé, n'avaient donné que leur sang ; les Anglais, ses fidèles alliés, avaient donné leur sang et leur or, et tous deux furent payés de la même monnaie !

Et pourtant il fallait de l'argent, il en fallait à tout prix, car sans argent on ne fait pas la guerre ! Mais le clergé était là avec ses immenses possessions : Arguellès proposa de suspendre toute nomination aux bénéfices vacants et aux canonicats, qui n'étaient pas nécessaires pour le culte, et d'appliquer aux nécessités publiques la première année du revenu des cures vacantes ; enfin, par une usurpation plus hardie encore, on proposa d'affecter aux besoins de l'État la moitié de la dîme levée par le clergé, et fidèlement acquittée par le pauvre comme par le riche. Une pareille motion était à elle seule une révolution, aussi fut-elle vivement combattue par les ecclésiastiques qui siégeaient dans l'assemblée, non pas tous cependant, car quelques nobles exceptions eurent lieu : Muñoz Torrero, Villanueva et Oliveroz, citoyens et prêtres à la fois, plaidèrent généreusement la cause de l'État. Ils rappelèrent les bulles papales qui, dans des circonstances moins graves, avaient prélevé de lourds impôts sur les biens de l'Église, ainsi appelée à concourir indirectement à la défense du pays, et à donner son or à défaut de son sang. La nécessité

n'était pas douteuse, la majorité ne le fut pas non plus, et un décret fut rendu dans ce sens. Mais en Espagne, comme naguère chez les Hébreux, on ne touche pas impunément à l'arche sainte! Le clergé était encore trop puissant pour se laisser ainsi dépouiller; ses réclamations furent si puissantes, et appuyées par un parti si nombreux dans la nation, qu'il fallut renoncer à cet expédient qui, à côté de la guerre étrangère, eût encore déchaîné la guerre civile.

Mentionnons encore quelques décisions prises par les Cortès pendant cette mémorable année 1810, leur première étape dans la voie parlementaire. Nous laissons de côté les mesures militaires votées par l'assemblée pour assurer l'indépendance nationale et la défense de Cadix, son sanctuaire et son plus ferme rempart. Mais le maximum du traitement de tous les emplois, sauf ceux de Régent, de ministre, d'ambassadeur et de commandant d'armée, fut fixé à 40,000 réaux. On décida en outre de ne pourvoir à aucune place vacante dans les provinces occupées par l'ennemi. Les députés qui exerçaient un emploi avant leur élection devaient en conserver le titre, mais sans le traitement. Enfin une des garanties vitales de la liberté des citoyens, l'*habeas corpus*, fut empruntée à l'Angleterre, conquête précieuse pour un pays où la liberté du citoyen dépendait, comme sa vie, d'un caprice du pouvoir.

L'Empereur avait fait publier dans le *Moniteur* la lettre où Ferdinand implorait à genoux la main d'une princesse de la famille impériale. Dans tout autre pays que l'Espagne, une pareille publication aurait déshonoré le prince aux yeux de ses sujets; mais ce peuple étrange, qui ne s'est jamais permis de juger ses Rois, n'en demeura pas moins fidèle à son culte idolâtre pour la

monarchie, sinon pour le monarque. Le danger, c'était d'inféoder l'Espagne aux caprices du despote, qu'elle combattait sur les champs de bataille, et aux pieds duquel son Roi rampait à Valençay. Un décret du 1er janvier 1811, voté à l'unanimité, déclara « qu'aucun souverain espagnol ne pourrait contracter mariage sans le consentement de la nation, représentée par ses Cortès, et que, en cas de captivité, le Roi ne pourrait signer aucun pacte ni traité avec un souverain étranger sans l'approbation de l'assemblée, tout pacte conclu sans cette condition étant nul de plein droit. » Les Cortès, on le voit, savaient mener de front le dévouement à leur Roi captif avec la triste nécessité de le tenir en bride !

L'ambassadeur du Portugal avait saisi l'assemblée d'une grave question, en lui demandant de confirmer la révocation de la Loi Salique, sanctionnée par les Cortès de 1789, et de reconnaître en même temps le droit de la Princesse de Brésil, sœur de Ferdinand VII, à lui succéder, dans le cas où il viendrait à mourir sans enfants. Malgré la perspective, fort lointaine, il est vrai, qu'offrait cette motion, de réunir un jour le Portugal à l'Espagne, et de fonder l'unité de la Péninsule, elle ne fut pas adoptée. La décision fut réservée pour le jour où l'on s'occuperait de doter l'Espagne d'une Constitution, et une commission fut nommée pour préparer ce travail. Chose étrange, chez un peuple aussi pénétré de sa propre sagesse, des voix s'élevèrent pour demander qu'on fît appel aux sages (*sabios*) de tous les pays, en ouvrant sur ce sujet une espèce de concours, comme si le mérite le plus essentiel d'une Constitution n'était pas de s'adapter aux besoins et aux habitudes du peuple qu'elle devait régir. D'autres voix s'élevèrent contre ce projet : « L'Espagne, disaient-elles, a-t-elle vraiment besoin d'une

Constitution, et est-il nécessaire de faire ainsi appel aux lumières des savants de tous les pays? Les savants et les hommes éclairés de la Péninsule n'ont-ils pas été les premiers à trahir la cause de leur patrie pour embrasser celle de l'usurpateur? »

Une question que les Cortès ne pouvaient se dispenser d'aborder, malgré les difficultés dont elle était hérissée, c'était celle des privilèges nobiliaires : on aura une idée de leur étendue, et des abus et de l'oppression qui en résultaient, quand on saura que, au dire d'Arguellès (*Réformes constitutionnelles des Cortès de Cadix*), sur vingt-cinq mille trois cent vingt villages que l'on comptait dans la Péninsule, treize mille trois cent neuf étaient soumis à la domination seigneuriale. L'exemple de la Révolution française était là pour inviter les Cortès à supprimer de pareils abus. Par un décret du 6 août 1812, tous les droits seigneuriaux furent enlevés à la noblesse pour être reportés à la couronne. Le vasselage fut aboli, et, des sommités de la nation, la liberté descendit jusqu'à sa base. Tous les privilèges de pâture, de chasse, de pêche, de four, de moulin, toutes ces entraves si gênantes qui pesaient sur le paysan disparurent avec le vasselage; mais ce ne fut pas sans lutte et sans combat, car les nobles, assez nombreux, qui siégeaient dans l'assemblée, défendirent pied à pied leurs privilèges avec un courage digne d'un meilleur sort.

Une fois en train de secourir les opprimés, les Cortès ne pouvaient pas oublier les malheureux indigènes des colonies, soumis depuis des siècles à un joug si dur et si arbitraire. Mais pour y parvenir, il aurait fallu changer le système colonial tout entier, et l'assemblée n'avait ni la faculté, ni l'envie même de le tenter. Tout ce qu'elle put faire en faveur des Indiens, ce fut de

les protéger par d'impuissants décrets contre les deux plus cuisantes de toutes leurs plaies, les distributions de terres (*repartimientos*), toujours faites à leurs dépens, et le travail forcé des mines (*mita*). Mais, en prenant le parti des Indiens, elle aigrit encore les ressentiments des créoles contre la mère patrie, et contribua ainsi, sans le vouloir, à hâter cette séparation qu'elle cherchait à prévenir.

Mentionnons encore quelques-unes de ses réformes les plus utiles, en les considérant toutefois plutôt comme des jalons plantés pour l'avenir que comme des améliorations effectives, qu'on pût réaliser sur-le-champ. La première et la plus urgente, ce fut l'abolition de la torture, mode habituel d'interrogatoire de la justice dans la Péninsule, emprunté au moyen âge et à l'inquisition ; mais, pour rendre la réforme plus complète, il aurait fallu supprimer en même temps les emprisonnements arbitraires, qui sont en Espagne de droit commun, dans l'ordre religieux comme dans l'ordre civil ; et par malheur, la loi d'*habeas corpus*, votée précédemment par les Cortès, avait peu de chances d'être exécutée, en présence de la guerre étrangère que devait suivre plus tard la guerre civile.

De toutes les délibérations des Cortès, qui ne touchent pas directement à la politique ou à la guerre, la plus importante peut-être, c'est le débat solennel qui eut lieu, en janvier 1813, sur cette grave question : « L'inquisition doit-elle être maintenue ou abolie ? » Nous touchons ici au fond même de la Constitution, non pas politique, mais sociale, et à l'élément le plus intime de la nature du peuple espagnol. Dans les autres pays catholiques, aux jours des grandes luttes de la Réforme, nous voyons des persécutions religieuses et des bour-

reaux, même couronnés, maintenir à grand'peine, à l'aide des bûchers, la suprématie papale et l'unité de la foi ; mais à l'Espagne seule il était réservé de nous montrer, à côté de la royauté absolue, une institution indépendante et rivale à la fois, un pouvoir anonyme et collectif, plus redouté qu'elle et mieux obéi, et dont le chef, s'il y en a un, siège à Rome et non à Madrid. A toutes les pages de cette histoire nous avons rencontré l'inquisition, depuis trois siècles qu'elle existe, et de toutes les chaînes qui ont pesé sur ce malheureux pays, s'il en est une qui ait laissé sur lui son empreinte, c'est à coup sûr le Saint-Office. Aujourd'hui même que, depuis soixante ans bientôt, le pieux tribunal a été supprimé, on le retrouve encore dans ce cachet de sombre méfiance qu'il a laissé sur tous les visages. Le despotisme monarchique lui-même n'a pas pesé sur l'Espagne du même poids. Il a pu retarder ses destinées, et arrêter ce magnifique essor qui a fini au XVI[e] siècle avec les libertés du pays ; mais il n'a pas faussé comme elle le caractère national, en enseignant l'hypocrisie à un peuple généreux, en l'enrôlant au service de cette police spirituelle qui a envahi jusqu'au foyer de la famille ; en surexcitant enfin par le spectacle des *autodafés* cette soif de sang qu'allume le soleil chez les races du Midi.

Au début du XIX[e] siècle, même après la Révolution française, l'inquisition n'était morte ni dans les lois, ni dans les mœurs du peuple espagnol. Elle vivait encore de cette vie opiniâtre que les vieilles institutions gardent à travers les siècles, même quand elles ont fait leur temps ; elle vivait, vénérée et chérie presque autant que redoutée du peuple, sur qui elle pesait moins que sur les classes éclairées ; crainte et abhorrée par tout ce qui pensait, courbant sous son joug de fer toutes les intel-

ligences, et les poussant à la révolte pour avoir le droit de sévir. En revanche, elle avait pour elle, outre le peuple, les deux ordres privilégiés, la noblesse et le clergé, tous deux enrôlés sous sa bannière, et que leur adhésion passionnée ne dispensait pas de trembler devant elle. Tout avait plié sous son joug, même la royauté, condamnée par la communauté d'intérêts à faire bon ménage avec elle, et trois siècles d'oppression avaient triomphé de toutes les résistances. Partout ailleurs l'inquisition était morte, même à Rome, où elle n'existait plus que de nom, et ne sévissait plus que contre les idées ; en Espagne seulement, elle avait gardé toute sa vitalité; on eût dit que le peuple l'aimait en proportion de ce qu'elle lui avait coûté. Aussi les Cortès, en mettant aux voix son existence, marchaient sans doute avec le courant du siècle, mais elles heurtaient celui de l'opinion et des instincts du pays.

Du reste, depuis 1808, l'invasion étrangère avait, non pas aboli, mais suspendu l'action du Saint-Office. La question religieuse avait cédé le pas à la question politique, et la guerre aux Français l'emportait pour cette fois sur la guerre à l'hérésie. Quoique soutenu par la Junte centrale et par la première Régence, le pieux tribunal était trop habile pour ne pas comprendre que les temps ne lui étaient point favorables ; aussi s'était-il prudemment effacé de la scène, attendant des temps meilleurs et gardant un silence prudent. Mais, en 1810, après la réunion des Cortès, quand le parti libéral, avec son ardeur imprudente, mais généreuse, se lança dans la carrière des réformes, la discussion sur la liberté de la presse ramena naturellement à l'ordre du jour la question du tribunal de la Foi, avec l'implacable censure qu'il exerçait sur la pensée, écrite ou parlée, et sur la

société tout entière. Mais si l'Espagne voulait des réformes, ce qui n'est pas prouvé, c'était dans le monde politique et non ailleurs, et la question religieuse restait pour elle hors de cause. C'était, comme en Israël, l'arche sainte à laquelle personne n'osait toucher, sous peine de mort!

L'opinion des Cortès sur ce grave sujet était loin d'être arrêtée; mais on ne pouvait pas écarter plus longtemps cette question brûlante, qui revenait à propos de tout, et qui est, en Espagne, jusque dans l'air que l'on respire. Une commission de cinq membres fut chargée de l'examiner. Après bien des hésitations, en juillet 1811 elle finit par conclure au maintien du pieux tribunal. Mais, dans l'intervalle, l'opinion opposée avait gagné du terrain dans l'assemblée, et même dans le pays. Le parti réformiste, convaincu que le temps était son auxiliaire le plus sûr, réussit, par une manœuvre habile, à faire ajourner le débat et à changer les juges, en remettant à la commission chargée de rédiger la Constitution le soin d'étudier cette question importante.

Ici le terrain était différent : l'esprit de progrès dominait dans cette commission, qui finit par rendre un verdict opposé à celui de la première, en concluant à l'abolition du Saint-Office. Le débat, tant de fois ajourné, vint enfin devant la Chambre, et cette grave discussion, qui touchait aux plus chers intérêts du pays, ne se termina qu'en janvier 1813. Nous ne raconterons pas ce débat solennel, qui dura un mois entier, et où, de part et d'autre, on dépensa plus d'habileté encore que de talent. Le parti rétrograde, sentant le terrain lui manquer sous les pieds, chercha à son tour à gagner du temps; mais l'heure était venue, et la solution ne pou-

vait plus être retardée. Le 22 janvier 1813, date capitale dans cette histoire, la suppression du Saint-Office fut enfin votée par 90 voix contre 60. Mais malgré cet éclatant triomphe du parti progressiste, le parti rétrograde, même vaincu, était encore à ménager, et la majorité crut devoir se faire pardonner son triomphe en joignant au décret d'abolition, publié le 22 février, un manifeste où elle exposait les raisons qui l'avaient portée à abolir l'inquisition, et à la remplacer par des « tribunaux protecteurs de la foi » ; car il importait au parti qui dominait dans la Chambre, mais non dans le pays, de ne pas froisser le sentiment public, et de rassurer l'Espagne alarmée, en lui faisant comprendre que c'était à l'inquisition qu'on en voulait, et non pas à la foi.

Sur ce sol volcanique, au milieu des ardentes passions soulevées par l'invasion étrangère, la question ne pouvait pas être jugée de sang-froid; mais à distance comme nous le sommes et des temps et des lieux, peut-être sera-t-il plus facile d'arriver à la vérité. Or tout homme de bonne foi reconnaîtra qu'une assemblée aussi résolue à entrer dans la voie des réformes ne pouvait pas, sans se démentir elle-même, laisser subsister plus longtemps le Saint-Office; car avec lui toute réforme était d'avance frappée de mort. Entre le progrès, qui veut marcher en avant, et ce tribunal, cloué au passé, qui condamnait depuis trois siècles l'Espagne à l'immobilité, il y avait divorce, contradiction absolue. Si le pays protestait, il fallait lui donner à choisir entre son triste passé et un avenir plus propice; car, avec la servitude au dedans, on ne peut pas conquérir l'indépendance au dehors.

Ainsi tomba, pour renaître bientôt, il est vrai, et vivre encore quelques années d'une vie éphémère, cette

institution trop fameuse qui a fait à elle seule plus de mal à l'Espagne que toutes les conquêtes ; car sous le joug de l'étranger, le peuple espagnol s'est toujours retrouvé lui-même pour affirmer son indépendance; mais sous le joug de l'inquisition, il a perdu toute initiative, toute vie propre, et s'est arrêté tout court, depuis Philippe II, pour regarder l'Europe marcher. De toutes les servitudes, la plus fatale est celle de la pensée, car elle amène à sa suite toutes les autres, et dans sa peur de l'hérésie, l'Espagne, sous la pression du Saint-Office, a fini par s'interdire de penser. La religion elle-même, qui n'est que le libre élan de l'âme, se donnant volontairement à Dieu pour ne plus se reprendre, la religion est devenue une servitude de plus, et la terreur a régné dans les âmes à la place de la foi.

Félicitons donc les Cortès d'avoir brisé, ne fût-ce que pour un jour, le joug qui pesait depuis plus de trois siècles sur ce noble et malheureux pays. Peu importe que la majorité dans l'assemblée se soit trouvée minorité dans la nation; l'Espagne a enfin appris à exister, à penser, à vouloir par elle-même. Affranchie dans le domaine religieux, elle s'est sentie du même coup affranchie dans tous les autres. Ferdinand, l'année suivante, aura beau rétablir l'inquisition, elle a fait son temps comme le pouvoir absolu, elle succombera avec lui dans la révolution de 1820 ; et quand la France, entraînée par ses rois dans cette croisade impie, viendra restaurer en Espagne l'absolutisme dont elle ne veut plus pour elle-même, elle rendra aux Cortès de 1813 un hommage involontaire en s'abstenant de rétablir l'inquisition, morte et enterrée pour jamais, puisque Ferdinand lui-même, remis en possession du pouvoir absolu, n'a pas osé la ressusciter une seconde fois.

La sensation produite par l'abolition du Saint-Office fut profonde, en Espagne comme sur tout le continent. L'Europe, même catholique, se réjouit de voir une nation généreuse enfin délivrée du joug d'une institution odieuse et surannée, qui coupait court à tout progrès, et nuisait à la religion, sous prétexte de la servir. Elle comprit d'instinct qu'un grand peuple de plus venait de s'ajouter à ce faisceau glorieux de nations qui constitue l'Europe civilisée. L'Espagne pour elle, depuis des siècles, n'était qu'une étrangère, quand elle n'était pas une ennemie; et après l'avoir vue, avec une sympathie profonde, résister à l'invasion française, elle lui sut gré de se délivrer de l'ennemi du dedans, pour mieux lutter contre celui du dehors.

Quant au peuple espagnol, le vote de ses représentants le faisait entrer dans une voie nouvelle pour lui, et suspecte par cela seul qu'elle était nouvelle; faut-il s'étonner qu'il ne se soit hasardé qu'avec méfiance sur cette pente glissante, où il craignait toujours de se voir entraîner hors du sentier de la foi? Parmi toutes les libertés auxquelles il aspirait, celle de la pensée, il faut bien le dire, n'était pas au premier rang; car, entre ces deux nobles attributs de notre race humaine, penser et croire, l'Espagne n'a jamais hésité, elle a toujours préféré le second, et nous sommes loin de lui en faire un crime; car ce n'est pas la pensée, c'est la foi qui fait les grands peuples, et les seules libertés durables sont celles qui reposent sur des croyances.

Au premier coup d'œil, un observateur superficiel, en voyageant dans la Péninsule, ne sera frappé que de deux choses : de la superstition dans le peuple et de l'incrédulité dans les classes éclairées, qu'il ne faut pas confondre avec les classes élevées. L'Espagne, sous ce

rapport, en est où en était la France au XVIII[e] siècle, et elle a eu, de plus, l'inquisition pour hâter le divorce entre la religion et la pensée. Mais ce n'est pas dans les villes qu'il faut étudier un pays, c'est dans les campagnes : ne vous arrêtez pas à la surface, creusez plus avant, et vous trouverez dans le paysan espagnol un trésor de foi native, un invincible besoin de croire qui fait le fond de sa nature. Oui, au milieu même de ce paganisme chrétien d'un culte défiguré par les superstitions les plus grossières, vous vous sentez en présence d'une race énergique et faite pour de grandes choses; car les peuples qui croient sont ceux qui se dévouent, et le sacrifice a toujours été la forme première et essentielle de la foi.

De toutes les aberrations de la piété espagnole, la plus funeste, après l'inquisition, c'est le monachisme. Dans son rapide passage sur cette terre, l'homme est né pour agir, et les peuples, pas plus que les individus, ne sauraient échapper à cette loi. La vie contemplative qui, pour quelques âmes d'élite, offre un si puissant attrait, a ses dangers et ses écueils, et le penchant à la contemplation, surtout chez les races du Midi, cache trop souvent le penchant à la paresse. La multiplicité des couvents pour les deux sexes a toujours été la lèpre de la Péninsule, espagnole ou portugaise, car les deux peuples n'en font qu'un, au moral comme au physique, et, même séparés, ils ont toujours marché dans les mêmes voies.

C'est surtout à la fin du XVI[e] siècle, suivant Toreno (t. V, p. 214), et au début du suivant que les couvents en Espagne commencèrent à se multiplier. La superstition, encouragée par Philippe II et par le Saint-Office, se répand sur toute la face du royaume. Les trésors qu'y

verse l'Amérique sont consacrés à des fondations pieuses, destinées trop souvent à sanctifier des richesses mal acquises. Les classes inférieures surtout se sentent attirées vers la vie monastique par l'espoir de se concilier ainsi le respect des classes supérieures, et de pénétrer dans les palais des grands, peut-être même dans celui des rois. C'est alors que s'introduit dans les testaments cette clause bizarre : « Je laisse mon âme pour héritière », ce qui veut dire en bon espagnol : « Je laisse à l'Église tout ce que je possède, pour être employé en messes et en œuvres pies. »

Dès 1518, les Cortès de Valladolid protestent déjà contre cette invasion sacrée de l'Espagne par le monachisme : « Dans peu de temps, disent-elles, toutes les propriétés du pays seront entre les mains de l'Église. » Un siècle plus tard, l'université de Tolède déclare que, « quoique la population ait diminué de moitié, le nombre des religieux et des prêtres a doublé, parce que le peuple ne trouve plus d'autre manière de vivre. » Les Cortès de Madrid, en 1626, évaluent à neuf mille le nombre des couvents d'hommes, chiffre qu'on a le droit de croire exagéré; car, en 1808, il ne s'élève plus qu'à deux mille cinquante et un, à mille soixante-quinze de femmes, et l'ensemble d'individus des deux sexes voués à la vie religieuse à quatre-vingt-douze mille sept cent vingt-sept. Charles IV, avec sa piété étroite et routinière, encourage encore le développement de la vie monastique. On affirme même que le prince de la Paix, effrayé du nombre toujours croissant des couvents et des moines, eut un instant la pensée de disperser cette sainte milice sur toute la surface de l'Amérique, pour en faire une armée de missionnaires, chargés de la conquête des âmes ; mais cette pensée, qui pouvait être féconde, ne

paraît pas avoir été suivie d'effet. Seulement il eut le tort de parler de son projet sans le réaliser, et son impopularité, qui semblait ne pas pouvoir grandir, s'en accrut d'autant; car les moines sont des ennemis qui ne pardonnent pas. Plus tard enfin, sous la pression de l'invasion et des idées françaises, peu favorables à la vie monacale, la plupart de ces établissements disparaissent, et l'on n'en trouve plus guère que sur les points qui ne sont pas occupés par l'ennemi.

La voie pour les Cortès était donc toute tracée, sans en être pour cela plus facile, car l'opposition était partout, dans toutes les classes de la société, en haut comme en bas, dans l'assemblée aussi bien qu'au dehors. Les Cortès, voulant affirmer leur triomphe, avaient prescrit dans toutes les églises la lecture du décret qui supprimait l'inquisition; mais le clergé, à Cadix même, sous les regards de l'assemblée, se refusait à obéir, encouragé dans sa résistance par le Nonce du pape, l'épiscopat et le clergé régulier. La guerre était donc déclarée, et l'assemblée, une fois engagée dans cette voie, ne pouvait plus reculer. L'inquisition écartée, l'ennemi qui restait, c'était le clergé régulier, son auxiliaire le plus dévoué, et c'est sur lui que tombèrent les premiers coups. Par un décret du 8 février 1813, bon nombre de couvents furent supprimés, avec défense de les rétablir et d'en fonder de nouveaux. Toutes les congrégations du même ordre qui existaient dans une ville devaient se fondre en une seule; toutes celles qui comptaient moins de douze membres seraient supprimées.

Ces mesures répressives, frappées avec une vigueur toujours croissante, portèrent au comble l'irritation du parti rétrograde, qui puisait sa force dans l'opinion des masses, très-favorable aux couvents; car le moine, c'est

le fond même et la vivante personnification du peuple espagnol. De part et d'autre, les esprits s'aigrissaient : le clergé séculier, qui jusqu'ici s'était tenu à part de la querelle, s'y sentait peu à peu engagé, et entre ses deux patries, Rome et l'Espagne, il ne pouvait pas hésiter. De tous côtés des trames s'ourdissaient contre le nouveau régime, et une conspiration avait été découverte à Séville. L'âme de tous ces complots, c'était la Régence qui, échappée aux mains des trois patriotes que nous avons nommés, était retombée aux mains des *Serviles*.

Mais pour raconter ce changement de scène, difficile à comprendre avec la surexcitation de l'opinion publique, il nous faut retourner un peu sur nos pas. Blake, qui cumulait les fonctions de général avec celles de Régent, ayant été fait prisonnier lors de la conquête de Valence, le parti rétrograde, plus influent que nombreux à Cadix, obtint à force d'intrigues, et grâce à des élections partielles qui changèrent un peu l'esprit de l'assemblée, qu'on procédât, en janvier 1812, à l'élection d'une nouvelle Régence. Il échoua dans ses efforts pour y porter la princesse Charlotte, de la famille royale; mais il réussit du moins à faire élire, non plus trois, mais cinq Régents, tous plus ou moins dévoués à la cause de la réaction : ce furent le duc de l'Infantado, ancien favori de Ferdinand, deux membres des Conseils royaux, Mosquera et de Rivas, l'amiral Villavicencio et le général O'Donnell, comte de l'Abisbal. Ces choix étranges ne s'expliquent que par l'union des *Serviles*, en minorité dans l'assemblée, avec les députés américains qui espéraient trouver, pour leurs prétentions à l'indépendance, plus d'appui du côté de la réaction qu'auprès des libéraux, et qui furent trompés dans leurs calculs.

Le parti rétrograde se sentant ainsi soutenu par le pouvoir exécutif, crut à son prochain triomphe, et, poussé à bout par les décrets de l'assemblée contre l'inquisition et les couvents, il préparait, sous main, un coup d'État contre les Cortès. Mais celles-ci prirent les devants en destituant, le 8 mars 1813, les cinq Régents, trop justement suspects, pour les remplacer par deux des anciens Régents, don Gabriel Ciscar et don Pedro Agar, tous deux conseillers d'État. On leur adjoignit le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède et conseiller d'État, fils de l'infant don Luis, frère de Charles III; et le prélat, quoique le moins capable des trois, fut nommé président de la Régence.

Dès lors, toute opposition était devenue impossible; l'accord des deux pouvoirs, exécutif et législatif, suffisait pour briser toutes les résistances. Le clergé dut céder, et lire du haut de ses chaires le décret qui le frappait lui-même en frappant l'inquisition. Des procès furent intentés aux chapitres rebelles; enfin le Nonce ayant refusé de se soumettre, et continuant à encourager toutes les désobéissances, les Cortès, poussées à bout, en vinrent malgré elles à un parti extrême : ce fut de bannir de la Péninsule le représentant du Saint-Père, alors prisonnier de l'Empereur comme Ferdinand, de saisir ses propriétés temporelles et de rompre ainsi le dernier lien qui attachait encore l'Espagne au Saint-Siége, dont elle fut pendant tant de siècles la servante la plus dévouée; grave mesure, pour laquelle le pays et les temps n'étaient pas mûrs, et qui présageait, pour un avenir prochain, les réactions les plus fatales.

En toute occasion, du reste, les Cortès se montraient prêtes à faire bon marché des priviléges et des propriétés des communautés religieuses : ainsi les fonds manquant

pour doter les hôpitaux militaires, un décret leur appliqua, pour toute la durée de la guerre, tous les fonds affectés aux œuvres pies et aux confréries religieuses. Quant aux frais de la guerre, la plus urgente de toutes les nécessités du moment, les Cortès essayèrent d'y faire face en vendant l'argenterie des églises, et en s'emparant des revenus de tous les bénéfices vacants, auxquels il fut défendu de pourvoir tant que durerait l'invasion étrangère.

Nous ne pousserons pas plus loin ce rapide résumé des travaux des Cortès; on en a vu assez pour juger combien de tâtonnements et d'inexpérience se mêlaient chez elles au plus ardent patriotisme. Nous sommes ici rapporteur, mais non pas juge, et nous comprenons, nous plaignons les erreurs, même quand notre devoir est de les signaler. Qu'on songe un instant à la charge écrasante de préoccupations et de devoirs qui pesait sur cette assemblée, condamnée à délibérer sous le canon de l'ennemi, en face d'un pays ruiné dont le tiers était occupé par des armées étrangères. Ne fallait-il point pourvoir aux nécessités, aux dangers de chaque jour, organiser la résistance, discipliner les armées, trouver dans un pays épuisé de l'argent et des hommes, pour suffire à l'effrayante consommation qu'en faisait la guerre? Qu'on pèse tout cela avec impartialité, et, loin de blâmer les Cortès espagnoles, on trouvera, si on les compare aux assemblées révolutionnaires de la France, qu'avec des intentions également droites des deux parts, ce n'est pas l'Espagne qui a commis les fautes les plus graves; car son Roi, entouré jusqu'à la fin d'une affection et d'un respect qu'il ne méritait guère, est mort sur le trône, tandis que l'infortuné Louis XVI, bien moins coupable que lui, a péri sur l'échafaud!

C'est ainsi que, malgré soi, on est toujours ramené à comparer ensemble les deux pays et les deux révolutions ; mais les différences ici frappent plus que les ressemblances. En France, le courant de l'opinion, une fois prononcé, emporte dans son irrésistible élan tout ce qui essaye d'arrêter son cours. Royauté, noblesse, clergé ne sont plus, aux yeux du pays, que les représentants d'un passé qu'il faut détruire, pour bâtir sur ses débris un édifice nouveau, assis dans le sang et sur les ruines. En Espagne, au contraire, ce n'est pas le pays qui soupire après les réformes, c'est un groupe d'esprits éclairés, généreux, fanatiques du progrès, mais qui n'ont pas assez médité les tristes leçons données par la France aux peuples qui veulent se régénérer à coups de décrets. Quant à la masse du pays, elle est de plusieurs siècles en arrière de ses représentants, et elle restera longtemps encore enlacée dans les liens du passé. Le royalisme, sous Ferdinand VII, n'est pas une opinion politique, c'est un culte, une idolâtrie qu'il faut partager, sous peine de se rendre suspect. La noblesse et le peuple des campagnes, qui reçoit d'elle ses idées toutes faites, n'acceptent le progrès qu'à condition de conserver tout ce qui existe, et de replâtrer sans jamais démolir. Quant au clergé, son joug, à toutes les dates de l'histoire, est le plus lourd et le plus accepté qui ait jamais pesé sur une nation, sans que l'Espagne ait songé même à le briser. Jamais, du reste, il faut le dire, le clergé espagnol n'a, comme celui de France, séparé sa cause de celle du pays, parce que le pays se résume en lui ; parce qu'il a pris parti avec la nation soulevée contre l'invasion étrangère, et que, pour lutter contre elle, il a donné ses moines sur les champs de bataille et ses prélats dans les Cortès. Partout ailleurs, le clergé

catholique n'a qu'une patrie, qui est Rome, qu'un souverain, qui est le Saint-Père; mais ici le clergé est espagnol avant d'être romain, et pourvu que le Pape règne en Espagne dans son domaine, c'est-à-dire dans l'Église, le prêtre se souvient encore au besoin qu'il est citoyen, et qu'à côté de sa patrie spirituelle, qui est Rome, il en a une temporelle, qui a bien aussi quelques droits.

Quant à la noblesse espagnole, moins dissolue, moins frivole que celle de la France au siècle dernier, le joug qu'elle faisait porter à ses vassaux a toujours été moins pesant, et la ligne de démarcation moins profonde entre elle et la bourgeoisie. Comme en France, elle ne fait qu'un avec la royauté, dont elle est le complément nécessaire; mais quand le pays est d'un côté, jamais elle ne se mettra de l'autre! Aussi ne voit-on pas se manifester contre elle, à l'heure des révolutions, ces haines, si longtemps contenues, qui éclatent en France avec le nouveau régime, et ces sanglantes représailles qu'expliquent, sans les absoudre, dix siècles d'oppression. Et puis l'exemple de la France est là pour lui inspirer une terreur salutaire. Elle ne veut pas émigrer, elle aime mieux lutter pour l'indépendance de son pays sur ces champs de bataille où se rencontrent, dans une fraternité plus vraie que celle de 93, toutes les classes de la société, noblesse, bourgeoisie, peuple des villes et des campagnes, et jusqu'aux moines, démocratie du clergé.

En résumé l'Espagne, malgré ses penchants fédéralistes, est restée une, grâce à l'invasion étrangère et à sa passion pour ses Rois. Elle veut tout au plus des réformes, mais elle ne veut pas de révolutions! Enfin les Cortès pour elle ne sont pas une innovation, mais un legs vénéré du passé, un vieux feuillet de son histoire

évoqué à l'heure du danger! De là des différences profondes entre les deux pays et les deux révolutions qui, par des routes diverses, aboutissent toutes deux à la même fin, c'est-à-dire au despotisme; mais l'Espagne, pour y arriver, n'a pas passé par l'anarchie. Le pouvoir absolu du monarque est pour elle un dogme, une vieille tradition qu'elle voudra garder, même au prix de ses libertés. Pour l'en dégoûter, il ne faudra pas moins que la lâche ingratitude de ce Roi bien-aimé pour qui elle a reconquis, au prix de tant de sang et de ruines, le sol sacré de la patrie!

LA CONSTITUTION DE 1812.

Il nous reste à parler de l'œuvre capitale des Cortès, de la Constitution de 1812, éphémère monument qui devait éterniser leur nom, et fonder l'avenir du pays, et qui n'a pas duré plus qu'elles! Toreno, en commençant l'analyse de cette Constitution morte-née, cite avec orgueil cet axiome d'un vieil historien de l'Aragon, J. Blancas : « L'établissement des lois a précédé chez nous celui des Rois. » Il est difficile de comprendre, pour l'Aragon comme pour le reste de la Péninsule, comment les lois ont précédé les Rois; mais ce qu'il y a de certain, c'est que les Rois ont survécu aux lois, qui ont fini par disparaître devant le bon plaisir royal, à la même date où s'est fondée l'unité espagnole. Si ces lois ont le tort de n'avoir pas duré, elles ont du moins le mérite d'avoir lutté avec succès, pendant des siècles, contre les abus du pouvoir absolu, tandis que la Consti-

tution de Cadix a, comme la jument de Roland, le pire de tous les défauts, celui d'être morte, et morte avant d'avoir vécu ! Sans doute elle est bien imparfaite, mais ce qu'il ne faut pas oublier en la jugeant, c'est qu'elle est une arme de combat, et a été écrite, non avec la plume, mais avec l'épée. L'ennemi, pour elle, ce ne sont pas les Français, c'est le despotisme qui, après avoir perdu le passé, menace encore l'avenir de l'Espagne. Aussi, tout en signalant les imperfections de l'œuvre et les fautes de ses auteurs, doit-on rendre justice à la droiture de leurs intentions, à l'ardeur et à la sincérité de leur foi politique, et se rappeler qu'ils avaient à lutter contre un double danger : annuler la royauté en la dépouillant de ses attributs les plus essentiels, et froisser les instincts populaires en affichant une défiance exagérée envers le plus aimé de tous les Rois, et le moins digne de l'être.

Le 18 août 1811, la première partie du travail de la commission chargée de rédiger la Constitution fut présentée à l'assemblée, et le *divin* Arguellès eut mission de l'introduire. La discussion, entamée le 25 août, se prolongea jusqu'au 23 janvier 1812, et le pays tout entier, au milieu même des ardentes préoccupations de la guerre, suivit avec un intérêt passionné toutes les phases de cette mémorable discussion, continuée cinq mois sous le canon de l'étranger, dans le seul coin de la Péninsule qui ne fût pas encore occupé par lui.

La Constitution de 1812 est divisée en dix titres, divisés eux-mêmes en chapitres. Le premier de ces titres pose tout d'abord le principe de la souveraineté nationale, source première de tous les pouvoirs, et base de la Constitution qui les résume. Nous ne nous arrêterons pas sur ce titre un peu vague; seulement, remarquons

en passant ce penchant pour les idées générales, commun à toutes les assemblées qui débutent dans la carrière représentative, et sentent le besoin de passer par l'abstrait avant d'arriver au concret.

Le titre II traite à la fois de la religion et du gouvernement. Il s'ouvre par cette déclaration solennelle : « La religion du peuple espagnol est et sera *perpétuellement* la religion catholique, apostolique et romaine, la *seule* véritable. » Ainsi, dès son début, la Constitution consacre le principe de l'intolérance, qui a entravé si longtemps le développement intellectuel et moral du pays, enfanté l'inquisition et les *autodafés*, et conduit les classes éclairées à l'incrédulité, les classes ignorantes au fanatisme. Toreno essaye de justifier cette profession d'intolérance en rappelant que, depuis trois siècles, le catholicisme régnant seul en Espagne est parvenu à en extirper toute autre croyance ; donc les Cortès, en affirmant ce principe, se bornent à constater un fait ; n'osant contrarier l'opinion publique, elles se contentent de la suivre. Nous donnons ce raisonnement pour ce qu'il vaut, en nous étonnant de le voir prendre au sérieux par un esprit aussi éclairé, et en rappelant qu'un jour doit venir, et est peut-être déjà venu, où cette unité de foi cessera, et où la liberté de conscience devra être proclamée comme le dogme fondamental de toute Constitution. Certes, la domination exclusive et tyrannique du catholicisme a fait assez de mal à l'Espagne pour qu'elle ait, plus que tout autre pays, intérêt à briser le joug de l'intolérance officielle, et à ne le laisser porter qu'à ceux qui l'acceptent.

Quant au gouvernement fondé par la Constitution, il est essentiellement monarchique. Il se compose de trois pouvoirs : le législatif, qui appartient au Roi et

aux Cortès; l'exécutif, au Roi tout seul, et le judiciaire, aux Tribunaux. Le titre de citoyen ne peut être porté que par les natifs de l'Espagne et des colonies américaines; il est impitoyablement refusé aux natifs de l'Afrique, c'est-à-dire aux esclaves que la Constitution ne veut pas nommer, de peur de sanctionner une iniquité qu'elle n'ose pas détruire. Ce n'est pas un principe qu'elle pose, ce n'est qu'une concession faite aux députés des colonies, intraitables sur le chapitre de la couleur. Les Espagnols ont besoin de leurs voix, et le marché s'est conclu aux dépens des pauvres noirs. Mentionnons encore, avant de quitter ce titre, un principe plus digne d'une Constitution libre : personne, à dater de 1830, ne pourra exercer ses droits civiques s'il ne sait lire et écrire, principe déjà posé par les chartes provinciales du Guipuscoa et de la Navarre.

Le titre III est consacré au pouvoir législatif, titre complexe qui soulève les questions les plus graves. La première est celle-ci : « Y aura-t-il deux Chambres ou une Chambre unique ? » Vient ensuite le mode d'élection des députés, puis la tenue des Cortès, leurs pouvoirs, la rédaction des lois, et enfin, la sanction royale. Nous avons déjà traité la première de ces questions, celle des deux Chambres, au début de ce chapitre; quant au mode d'élection, les Juntes provinciales devaient envoyer chacune un de leurs membres, et les villes, qui avaient autrefois le vote en Cortès, un membre de leur Conseil municipal; la base adoptée pour les autres villes était un député par soixante mille âmes, avec l'élection à trois degrés, la paroisse, le canton et la province. Pour être éligible, il fallait être âgé de vingt-cinq ans et citoyen espagnol, né ou établi depuis sept ans au moins dans la province, et jouir d'un revenu assis sur des propriétés

foncières. Or, imposer aux candidats cette dernière condition, dans un pays où presque toute la propriété se partageait entre les majorats et les biens de mainmorte, c'était bannir de la Chambre une foule d'hommes éminents, mieux pourvus d'instruction que de fortune. Les membres du clergé séculier pouvaient seuls être élus; mais les moines étaient exclus, bien que plus d'une voix eût réclamé pour eux ce droit dont ils auraient été bien embarrassés de faire usage. Les ministres, les conseillers d'État et les employés de la maison royale furent aussi déclarés inéligibles, tant était grande la défiance de l'assemblée envers le pouvoir exécutif. Dans la théorie politique, telle qu'on l'entendait à Cadix, un des deux pouvoirs devant dominer l'autre, le rôle du monarque dans la Constitution devait être celui d'un suspect, pour ne pas dire d'un ennemi.

Les Cortès devaient siéger tous les ans trois mois au moins, ou un mois de plus, sur la demande du Roi ou des deux tiers de l'assemblée. Cette étrange limitation, imposée à l'exercice de son propre pouvoir par un corps aussi jaloux de son autorité, s'explique par la secrète intention de priver le monarque du droit de dissoudre les Cortès et de les proroger. En face d'un pouvoir royal ainsi désarmé, une Chambre élective siégeant sans relâche aurait été trop redoutable; mais ce semblant de modération, sans rendre la royauté plus forte, ne pouvait que nuire aux affaires d'un grand pays, que trois mois de session ne suffisaient pas à traiter.

La commission constituante avait proposé que les députés ne fussent élus que pour deux ans, et qu'il fût toujours permis de les réélire; mais les Cortès, recommençant la faute commise en France par l'Assemblée constituante, adoptèrent la première proposition, et reje-

tèrent la seconde, erreur d'autant plus grave qu'en repoussant ainsi les leçons de l'expérience, on étendait jusqu'aux élus de la nation la méfiance affichée envers le monarque. En effet, tout homme de bon sens se demandera avec Toreno « si, en l'absence d'une seconde Chambre, on pouvait compter sur la sagesse d'une assemblée unique, qui bannissait de son sein, après deux ans de durée, tous les membres qui auraient pu apporter à la Chambre nouvelle, avec les traditions du passé, les trésors de leur expérience. Dans un pays privé pendant des siècles de toute représentation nationale, espérait-on trouver tous les deux ans trois cents individus capables de remplir une tâche aussi ardue? Quand ils auraient le talent, auraient-ils l'expérience et l'habitude, qui ne s'acquièrent que par le maniement des affaires de l'État? Change-t-on tous les ans les soldats, si l'on veut qu'ils apprennent leur métier? Change-t-on les juges et les administrateurs, et doit-on laisser le soin de guider les premiers pas de cette Constitution au maillot (*in mantillas*) à des législateurs inexperts, dont pas un seul n'aura assisté aux débats qui lui ont donné naissance? »

En ce qui touchait la rédaction des lois, une seule question prêtait à la controverse, c'était celle de la sanction royale. Le projet de la commission attribuait au Roi le droit de *veto* restreint sur chaque loi rédigée par les Cortès. Ce *veto* suspensif pouvait être répété jusqu'à trois fois ; mais après cela, le droit du monarque était épuisé, et la loi demeurait viable, comme si elle eût reçu sa sanction. Le croirait-on? plusieurs députés osèrent soutenir la thèse que le pouvoir exécutif ne devait intervenir en rien dans la formation des lois, qui appartenait tout entière au pouvoir législatif, c'est-à-dire aux Cortès. Parmi ces députés se trouvait Toreno, qui nous confesse,

avec autant de modestie que de bon sens, son erreur, corrigée plus tard par l'expérience. « Comment, dit-il alors, la volonté d'un seul homme pourrait-elle entrer en balance avec la somme de volontés des représentants de la nation ?... Qu'on ne nous cite pas ici l'Angleterre ; en Angleterre, il y a un esprit public, et, ne nous faisons pas d'illusion, il n'y en a pas en Espagne. Quant à la France, le *veto* royal a été une des causes qui ont fait crouler le trône et livré le pays à l'anarchie. Enfin ce *veto* suspensif n'évite ni le conflit, toujours à redouter, entre les deux premiers pouvoirs de l'État, ni le danger de charger le souverain d'exécuter une loi qui répugne à sa conscience. » (T. IV, p. 368.)

Le député Perez de Castro défendit avec vigueur et talent l'opinion opposée : « Peut-on raisonnablement supposer qu'une loi, reconnue par tout le monde pour juste et nécessaire, puisse jamais être rejetée par le Roi et son Conseil, chez une nation douée de quelque esprit public? Or, c'est cet esprit que la Constitution doit tendre avant tout à créer chez nous. Mais dût même une loi utile être rejetée ou ajournée, j'ai la ferme conviction que renoncer à faire une bonne loi est un moindre mal que la dangereuse facilité de faire ou de défaire incessamment des lois, la plus funeste de toutes les plaies pour un État. Regardons autour de nous : en France, malgré l'infernal esprit de démagogie qui y fermentait dès les premiers jours de la Révolution, n'a-t-on pas concédé au monarque le *veto* avec ces mêmes délais ? Je ne parlerai pas de l'Angleterre, dont la prospérité, fondée sur une sage Constitution, est pour tous les peuples un objet d'envie, et où la prérogative royale est si étendue et si respectée ; mais parlons d'un État démocratique, des États-Unis d'Amérique. Un projet de loi voté par une

des deux Chambres ne passe-t-il pas ensuite devant l'autre, et s'il est sanctionné par elle, ne faut-il pas qu'il reçoive aussi la sanction du président? Si celui-ci la refuse, le projet retourne à la Chambre où il a pris naissance; on l'y discute de nouveau, et s'il réunit les deux tiers des voix, alors il a force de loi, et s'impose à l'obéissance du pays. Eh bien, si ceci a lieu dans un pays démocratique, dont le chef est un simple particulier, revêtu pour un temps de cette haute dignité, ces garanties salutaires ne doivent-elles pas, à plus forte raison, se trouver dans une monarchie où les deux Chambres n'existent même pas? »

Et cependant, malgré toutes ces raisons si puissantes, le projet de la commission finit par triompher, tant le courant démocratique dans l'assemblée l'emportait sur le contre-courant monarchique. Certes, on doit blâmer les Cortès de recommencer ainsi une à une toutes les erreurs de la France, après les sanglantes leçons que celle-ci a données au monde, et d'affaiblir outre mesure la royauté qu'elles ne veulent pas détruire; mais ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est l'incurable défiance qu'excitait le caractère bien connu de Ferdinand VII. Ce qui fait ici tort à la monarchie, c'est le monarque! Et encore l'assemblée ne le connaît-elle pas tout entier, mais elle le pressent, elle le devine, et le pays seul ne veut pas le voir tel qu'il est. Il faudra quelques années pour révéler à ce peuple abusé toute la fausseté, toute la noirceur de ce caractère, presque sans modèle dans l'histoire. Soyons donc indulgents pour les erreurs de l'assemblée, comme pour celles du pays, et réservons pour Ferdinand toute notre sévérité. Pour faire vivre une Constitution, il ne suffit pas qu'elle soit bonne, il faut encore en face d'elle un Roi qui veuille l'exécuter.

Dans l'intervalle des sessions devait siéger une députation permanente, composée de sept membres, et armée du droit de convoquer, dans certains cas prévus d'avance, une session extraordinaire des Cortès. Le même usage existait jadis en Aragon, à une époque où la liberté de la presse était encore chose inconnue, et où les Cortès ne se réunissaient pas tous les ans. Elle tenait lieu, comme le dit heureusement le député Capmany, « d'un censeur public du pouvoir royal » ; mais avec la Constitution de 1812, le besoin s'en faisait moins sentir, et cette censure permanente de la royauté devait être pour elle une bien lourde charge.

Le titre IV traitait de la prérogative royale. Après avoir posé le principe de l'inviolabilité du monarque, il réglait la succession au trône, les minorités, les régences, la liste civile du Roi et celle des membres de sa famille, enfin le nombre et les attributions des ministres ou secrétaires d'État. Aux termes de la Constitution, le Roi exerçait le pouvoir suprême ; mais, comme le dit un vieil auteur, Saavedra, « non pas si *suprême* qu'il n'en restât quelque chose au peuple. » On accorda aussi au monarque, mais non sans une vive opposition, la faculté de déclarer la guerre et de faire la paix sans l'intervention des Cortès ; mais, en revanche, il ne pouvait, sans leur consentement, ni contracter mariage, ni s'absenter du royaume.

Vient ensuite l'importante question de la succession à la couronne. Elle a lieu, « par ordre régulier de primogéniture, entre les descendants légitimes, mâles et femelles, de la dynastie des Bourbons ». Mais les Cortès, violant la loi au moment même où elles la proclamaient, exclurent de la succession au trône le frère cadet de Ferdinand, l'infant don François de Paule, l'infante

Marie-Louise, reine d'Étrurie, et l'archiduchesse d'Autriche, du même nom, mariée à l'empereur des Français. Le secret motif de cette exclusion, c'était de rapprocher du trône, dans le cas où Ferdinand mourrait sans enfants, sa sœur, l'infante doña Carlota, mariée au Prince héritier du Portugal. En l'absence des frères du Roi, captifs à Valençay, et dont le retour était alors bien incertain, c'est à cette princesse que devait revenir la couronne ; il y avait donc là une chance, bien douteuse, bien lointaine, il est vrai, de réunir dans une même main les deux sceptres qui se partagent la Péninsule ; et c'en était assez pour enflammer toutes les imaginations, en caressant le rêve favori dont l'Espagne aimait à se bercer.

Pendant les minorités royales, les Cortès se réservaient le droit de conférer la Régence. Elles réglaient, au début de chaque règne, la dotation du monarque et de sa famille, ce qui avait fait dire en 1518 aux Cortès de Valladolid, en votant la liste civile de Charles-Quint, « que le Roi était aux gages de ses vassaux », parole imprudente qui, trois ans plus tard, devait entraîner la ruine de ces mêmes Cortès, mortes sur le champ de bataille de Villalar avec Padilla et les libertés de la Castille. Les ministres, au nombre de sept, étaient responsables devant l'assemblée de toutes les mesures de gouvernement prises par eux, sans pouvoir alléguer, pour excuse, qu'ils avaient obéi aux ordres du Roi.

La Constitution fixait ensuite les attributions du Conseil d'État, et s'efforçait de lui donner, comme le dit Toreno, « un air de seconde Chambre ». Il se composait de quarante membres ; quatre devaient être grands d'Espagne et quatre ecclésiastiques, dont deux évêques.

Tous étaient inamovibles et nommés par le Roi, sur une liste présentée par les Cortès. Outre ses attributions politiques, le Conseil avait encore le droit de présenter aux places vacantes dans la magistrature et aux bénéfices ecclésiastiques, prérogative dont jouissaient avant lui les Conseils de Castille et des Indes, et que les Cortès lui attribuèrent, pour restreindre d'autant celle du monarque.

Nous laissons de côté le titre V, consacré aux tribunaux et à l'administration de la justice, en remarquant seulement les garanties nouvelles qu'il donne aux justiciables, dans un pays où le pur arbitraire régnait seul depuis tant de siècles. Ainsi, aucune arrestation ne pouvait avoir lieu sans être précédée par une enquête, et la liberté pouvait être accordée sur caution. La confiscation était abolie, et la maison du condamné ne pouvait plus être rasée. Quant au jury, l'assemblée, malgré son penchant pour les innovations, n'osa pas risquer celle-ci, dans un pays où le peuple apprend si rarement à lire.

Le titre VI réglait l'administration des provinces : celle des villes et des villages (*pueblos*) était confiée aux Conseils municipaux (*ayuntamientos*), nommés autrefois par les habitants ; mais, sous la dynastie autrichienne, ces charges s'étaient changées peu à peu en une propriété de famille, dont trafiquait la couronne en les vendant au plus offrant. La Constitution rendait aux habitants le droit d'élection, droit vital et inaliénable quand il s'agit des intérêts communaux, qui appartiennent à tous, comme l'indique assez leur nom. Dans chaque Conseil siégeaient un certain nombre d'échevins (*regidores*) et un ou deux procureurs-syndics, tous élus par le peuple ; mais le pouvoir exécutif n'y était pas représenté.

Quant aux provinces, à leur tête était placé le chef politique ou capitaine général, représentant de la couronne et nommé par elle ; puis un intendant, chargé des intérêts matériels de la province. Enfin, sous la présidence du chef politique, siégeait la députation provinciale, composée de sept membres, élus par les divers districts, et qui se renouvelaient par moitié tous les deux ans. Ainsi, le principe de l'élection était partout dans la Constitution ; les députations étaient à la province ce que les Conseils municipaux étaient à la commune, et devaient discuter et défendre ses intérêts. Il y avait là évidemment un danger, avec le fédéralisme latent qui couve dans cette Espagne, si peu unie encore après des siècles d'unité nominale. La Constitution cherchait à y obvier, en attribuant au Roi le droit de suspendre, en cas d'abus de pouvoir, ces Cortès au petit pied, en en référant toutefois aux Cortès nationales, arbitres suprêmes en cas de conflit. Ces députations provinciales étaient une tradition du passé, encore vivante en Aragon, en Navarre et en Biscaye. Elle avait péri dans les autres provinces, où tout, jusqu'aux plus minces intérêts des communes, se décidait à Madrid, comme en France tout se décide à Paris.

Le titre VII traitait des contributions, que les Cortès seules avaient le droit d'établir, et qui se divisaient, comme partout, en directes et indirectes. Une trésorerie centrale était créée à Madrid, ainsi qu'une Cour des Comptes, chargée de contrôler l'emploi des deniers de l'État. Enfin la dette publique était reconnue, et le payement des intérêts, aussi bien que l'amortissement graduel de la dette, recommandés à l'attention des Cortès.

Le titre VIII avait pour objet l'organisation militaire du pays, les troupes régulières de terre et de mer et les

milices nationales. Aux Cortès appartenait le soin de fixer le chiffre des troupes régulières et des vaisseaux à armer. Nul n'avait le droit de se refuser au service de l'État quand il y était appelé par la loi, et aucun privilège de caste ne pouvait en exempter. Quant aux milices, une loi spéciale devait régler la matière; la Constitution se contentait de poser le principe que leur service ne serait pas permanent, et que le Roi ne pourrait les employer hors de leur province sans le consentement des Cortès.

Le titre IX était consacré à l'instruction publique. Aucun sujet n'offrait autant de difficultés, théoriques et pratiques, dans un pays où l'éducation, dans toutes les classes de la société, appartient au clergé qui l'a confisquée à son profit. Aussi sent-on percer, dans la manière vague et indirecte dont le sujet est abordé, l'embarras des rédacteurs et leur crainte de heurter les préjugés populaires. Quant à l'instruction primaire, ils se contentent d'établir que, dans chaque ville, il doit y avoir une école, principe tutélaire et fécond qui, appliqué par des mains laïques, eût suffi pour changer la face du pays. Mais la difficulté était surtout dans l'instruction supérieure, et dans les universités qui se chargeaient seules de la donner. Aussi la Constitution porte-t-elle « qu'on donnera à l'éducation publique une règle nouvelle », sans oser s'expliquer plus clairement. Son arrière-pensée, c'est de retirer des mains du clergé le monopole de cette éducation, dont une part doit pourtant lui appartenir. Dans ce but, la Constitution établit en principe une direction générale des études qui, sous la surveillance du gouvernement, leur imprimera une direction une et nouvelle. Enfin la liberté de la presse est proclamée comme la base de tout droit constitutionnel; chaque

citoyen a le droit d'écrire, d'imprimer et de publier son opinion sur toutes les matières politiques, sans être soumis à aucune censure, ni avant, ni après la publication.

Enfin le titre X et dernier traite de la Constitution elle-même, de la manière dont elle doit être observée, et des changements qui pourront, avec le temps, y être introduits. Les Cortès, chaque fois qu'elles se réunissent, ont pour premier devoir d'examiner les infractions qui auront pu être faites, durant leur absence, à la loi fondamentale du royaume. Le droit de pétition est reconnu à tout citoyen, et, sur ce point, aucune voix dans l'assemblée ne s'éleva pour protester. Quant aux changements jugés nécessaires dans la Constitution, ils ne peuvent avoir lieu qu'après huit ans écoulés, et encore les députés, pour y procéder, doivent-ils avoir un mandat spécial de leurs commettants, sans parler d'autres réserves mises à ce droit de revision, dont l'exercice n'est jamais sans danger. Cet article, du reste, n'avait pas été adopté sans une vive opposition : d'un côté, le parti de la réaction avait tout intérêt à voir cette Constitution abhorrée demeurer imparfaite, afin qu'elle vécût moins longtemps ; de l'autre, les amis les plus impatients des réformes la trouvaient trop peu libérale, et huit ans à attendre pour la réformer leur semblaient une éternité. Quant à la majorité, qui prit le milieu entre ces deux extrêmes, il faut lui savoir gré d'avoir compris que, avec une Chambre unique, et une royauté dont le *veto* suspensif n'avait en réalité aucun poids dans la balance, il fallait ôter à cette assemblée, devenue le seul pouvoir réel dans l'État, la faculté de changer à son gré les bases mêmes de la Constitution, sous prétexte de l'améliorer. Ces huit ans d'existence

qu'on lui votait étaient du moins un temps d'arrêt sur la pente rapide où l'Espagne allait glisser vers la République, comme la France en 93. Le *septennat*, voté et respecté de nos jours par cette même France, instruite par le malheur, peut servir de pendant à ces huit ans d'existence et d'immutabilité assurés à la Constitution de 1812.

Après avoir analysé cette Constitution morte-née, il nous reste à la juger. Elle a eu, nous l'avons dit, le pire de tous les torts, celui de mourir avant d'avoir vécu, comme toutes celles qu'a enfantées la Révolution française ; mais une question reste à décider : était-elle née viable ? Supposons-la pour un moment appliquée et mise en pratique, qu'en serait-il arrivé ? Le champ des suppositions est toujours plus large que celui des réalités ; mais le plus probable, c'est que, les huit années d'attente une fois passées, en supposant que les Cortès eussent eu la patience de les attendre, le désir d'innover l'aurait emporté auprès de la majorité sur celui de conserver, et que la royauté aurait pu disparaître dans la tempête. Évidemment les leçons données au monde par la France ont été perdues pour l'Espagne. Mais, quand un pouvoir despotique a pesé pendant des siècles sur un pays, on cherche d'abord à l'affaiblir, quand on ne peut pas s'en débarrasser, et l'affaiblir outre mesure, c'est faire pis que de le supprimer. Si la royauté n'est qu'une fiction, encore faut-il, pour qu'on y croie, lui laisser quelque vraisemblance. Un pouvoir complètement désarmé cesse d'être un pouvoir, et, pour le respecter, il est parfois nécessaire de le craindre.

Et maintenant que nous avons dit notre pensée sur cet embryon de Constitution qui n'est pas même venu à bout de naître, peut-être sera-t-on curieux de con-

naître celle de l'éminent historien, qui a pris à sa rédaction une part active, et qui résume ainsi son jugement sur elle, en mêlant la sévérité d'un critique à l'indulgence d'un père. « En somme, dit Toreno (t. IV, p. 389), cette Constitution, en inaugurant le gouvernement représentatif en Espagne, en fondant la liberté du citoyen et celle de la presse, en améliorant le pouvoir judiciaire et l'administration, faisait faire un grand pas en avant à la dignité et à la prospérité du pays. Le temps et le progrès des lumières auraient perfectionné l'œuvre, encore bien incomplète. Mais vraiment, pouvait-on s'attendre à ce que le peuple espagnol formât, du premier jet, une Constitution exempte d'erreurs, sans toucher aux écueils que n'ont pas su éviter, dans leurs révolutions, la France et l'Angleterre ? Quand on passe aussi brusquement du despotisme à la liberté, on rencontre sur sa route une foule d'idées préconçues que l'expérience et les déceptions peuvent seules corriger ; heureux encore quand on ne se laisse pas entraîner jusqu'à la violence et aux persécutions! Du moins, les Cortès espagnoles ont-elles su s'arrêter sur cette pente dangereuse, et se maintenir pures de tout excès ; plût à Dieu qu'on pût en dire autant du gouvernement absolu qui ne leur a succédé que pour les détruire! »

LIVRE XLIX

CHAPITRE PREMIER

SITUATION DES ARMÉES FRANÇAISES EN ESPAGNE — SIÈGE DE BADAJOZ DE CADIX, DE TARRAGONE ET DE VALENCE

1811-1812

Le Portugal étant, dans la Péninsule, le terrain choisi par l'Angleterre pour se mesurer avec la France, nous avons dû suivre jusqu'au bout, sans nous en détourner un instant, l'expédition de Masséna, triste pendant de celles de Junot et de Soult. Il nous faut maintenant retourner de quelques mois en arrière pour résumer, dans une revue rapide, la situation des armées de l'Empire sur les autres points de la Péninsule, et la résistance de l'Espagne sur le terrain de la guerre comme sur celui de la politique.

Et d'abord, dans cette année 1810 qui vient de finir, mêlée, pour les deux partis, de succès et de revers, un grave événement s'est accompli : nous avons vu les Cortès se réunir dans l'île de Léon, le 24 septembre 1810. L'Espagne est entrée dans une voie neuve pour elle à

force d'être ancienne, le gouvernement parlementaire, dont le souvenir se rattache aux plus beaux jours de son histoire. Les premiers actes des Cortès ont répondu à cette attente passionnée d'un peuple à qui tout terrain est bon pour combattre les Français, la tribune aussi bien que les champs de bataille! Ainsi, non seulement Cadix, grâce à ses imprenables remparts, brave la puissance de l'usurpateur, mais il lui déclare une guerre plus dangereuse peut-être que toutes les luttes à main armée; car, sur ce terrain-là, un peuple qui sent sa force et son droit ne peut pas être vaincu! Joseph peut trôner à Madrid, en attendant que l'insurrection victorieuse vienne encore une fois l'en chasser; mais la vraie capitale de l'Espagne n'est plus à Madrid, elle est là où siègent les Cortès, là où flotte le drapeau de l'indépendance nationale, qui ne doit plus s'abaisser devant l'ennemi!

Après la situation politique, voyons maintenant la situation militaire de ce midi, devenu le refuge des libertés espagnoles. Sur un seul point les Cortès, la Régence et le pays tout entier étaient d'accord : c'était de faire de Cadix, l'inviolable cité, le centre d'une résistance que les Français ne pussent pas vaincre. De tous les coins de la Péninsule, les volontaires y affluaient en même temps que les députés, et, grâce à la mer et aux vaisseaux anglais, les vivres ne pouvaient pas y manquer. Wellington, dont la prévoyance n'était jamais en défaut, avait envoyé à Cadix sept mille soldats anglais, point d'appui précieux au milieu de ces bandes indisciplinées. Vingt mille hommes de troupes régulières, débris des armées espagnoles, se trouvaient en outre dans la ville, et les volontaires apprenaient leur métier en se mêlant dans leurs rangs. De plus, vingt mille insurgés

étaient concentrés près de Murcie et de Gibraltar, aux bouches de la Guadiana ; tous les contrebandiers dont cette côte fourmille s'étaient changés en soldats. En Estrémadure enfin se tenait l'armée de la Romana, forte de vingt-huit mille hommes, dont sept à huit mille avec leurs chefs étaient auprès de Wellington.

Que faisait Soult en face de ces ennemis semés autour de lui sur tous les points de l'horizon ? Avec sa présomption accoutumée, au lieu de les attaquer un à un, il avait voulu les combattre tous à la fois. Plutôt que de concentrer toutes ses forces sur un point donné, sur Cadix par exemple, il se flattait d'occuper et de soumettre en même temps tout le midi de la Péninsule. Son armée, dispersée sur ces vastes espaces, épuisée par les chaleurs et par les marches forcées, réduite de quatre-vingt mille hommes à un effectif de trente-cinq mille, avait perdu son unité et sa puissance d'action. « En Espagne, comme le dit admirablement M. Thiers, il faut d'abord poursuivre les grands buts, et des grands passer aux moindres. » Or, de tous ces buts, le plus grand, sans contredit, c'était d'en finir avec les Anglais, et Masséna s'était chargé de cette tâche, on a vu avec quel succès ! Restait pour Soult une tâche d'une importance égale, à laquelle il aurait dû tout sacrifier, c'était le siège de Cadix ! A quoi lui servaient Cordoue, Grenade, Séville et toutes ces villes ouvertes, tant que la résistance morale et matérielle de l'Espagne aurait son siège dans l'imprenable cité qui défiait à la fois l'invasion par la force de ses remparts et par les décrets de ses Cortès ? A quoi bon assiéger Badajoz et menacer Valence et Murcie, quand l'Angleterre, appuyée sur le Portugal, que la France lui disputait en vain, trouvait encore moyen d'envoyer à Cadix ses flottes et ses ar-

mées? Napoléon, avec son sens pratique des nécessités de la guerre, l'avait compris quand il reprochait à Soult de « pousser trop mollement le siège de Cadix. »

A l'ordre de secourir Masséna, Soult avait répondu en entreprenant, le 27 janvier, le siège de Badajoz, après s'être emparé d'Olivenza, dont le siège, accompli en douze jours, avait été mené avec une rare vigueur. L'armée de la Romana, dont le chef venait de mourir à Lisbonne, s'était concentrée aux environs de Badajoz, sous les ordres de Mendizabal. Elle avait jeté dix mille hommes dans la place, et douze mille autres, enfermés dans un camp retranché sur la rive droite, à Santa-Engracia, étaient prêts à faire face à l'ennemi. Maîtres de l'unique pont qui traversât le fleuve, ils pouvaient communiquer avec la garnison, et opposer aux Français une masse de vingt mille combattants. Soult n'avait encore sous les murs de Badajoz que neuf à dix mille hommes; mais l'arrivée de la division Gazan, avec l'artillerie de siège, allait bientôt la porter à seize mille. Jusqu'à l'arrivée de Gazan, le siège fut conduit mollement, et les assiégés, par des sorties vigoureuses, empêchaient tout progrès sérieux. Des tempêtes, des pluies continuelles vinrent encore ralentir les travaux des assiégeants, et la santé des troupes eut beaucoup à souffrir. Mais, Gazan une fois arrivé, Soult commença à pousser plus vivement le siège.

Une sortie des assiégés, faite et repoussée avec une égale vigueur, leur coûta sept cents hommes, contre quatre cents que perdirent les Français. Mais Soult voulut tenter un coup plus hardi en attaquant l'armée espagnole dans son camp retranché, de l'autre côté du fleuve. Un pont fut jeté au-dessus de la ville, et, dans la nuit du 18 février, huit mille soldats d'élite franchirent le

fleuve sous la conduite de Soult et de Mortier. Un brouillard épais dérobait aux Espagnols l'approche de l'ennemi, qu'ils n'aperçurent qu'au moment où il montait à l'assaut. Les Français, avec leur élan accoutumé, franchirent au pas de course, sous un feu très vif, la pente escarpée dont le camp occupait le sommet. En même temps la cavalerie tournait la hauteur et coupait à l'ennemi toute retraite, pendant que deux bataillons envoyés à gauche, le long du fleuve, lui interdisaient la fuite dans cette direction. Ainsi cernés, les Espagnols, avec une fermeté qui ne leur était pas ordinaire, formèrent deux carrés pour présenter le front à l'ennemi de tous les côtés. Mais ils avaient affaire à de vieux soldats, habitués à la lutte; malgré la résistance opiniâtre des Espagnols, les deux carrés finirent par être enfoncés; deux mille hommes tués ou blessés, cinq mille prisonniers, des canons, des drapeaux furent les trophées de cette victoire de Gevora, assez disputée pour être glorieuse.

Un pareil début assurait, dans un temps donné, la prise de Badajoz, et si Soult eût mis dans ses opérations de siège la même activité, il pouvait encore arriver à temps pour secourir Masséna, et obéir aux ordres de l'Empereur. Badajoz alors, au lieu d'être une entrave, serait devenu un point d'appui. L'apparition d'une seconde armée française sur la rive gauche du Tage eût changé la position, et aplani toutes les difficultés. Wellington ne redoutait que ce danger, et se sentait sûr de vaincre aussi longtemps que, retranché derrière ses formidables lignes, il n'aurait affaire qu'à une armée française à la fois. Mais Soult s'endormit sur le siège de Badajoz, sans songer, dans sa prudence égoïste et à courte vue, que s'il laissait Masséna seul aux prises

avec les Anglais, son châtiment, ce serait d'avoir bientôt à faire face, seul et sans espoir de secours, à Wellington et à son armée victorieuse.

Le siège marchait donc lentement lorsqu'arrivèrent de tous les points de l'horizon de sinistres nouvelles : ce fut d'abord la retraite de Masséna, puis l'approche d'une partie de l'armée anglaise qui venait faire lever le siège de Badajoz. Devant Cadix, le maréchal Victor, qui avait pris la direction de ce siège, allait avoir affaire, avec sept à huit mille soldats, à une armée anglo-espagnole sortie de Gibraltar, tandis que Sebastiani, qui avait ordre d'agir de concert avec lui, venait d'entreprendre, à ses risques et périls, la conquête de Murcie. Le résultat, facile à prévoir, c'était la levée du siège de Cadix, qui devait entraîner bientôt l'abandon du siège de Badajoz. Ainsi Soult allait être puni de ses lenteurs, de son égoïsme, de son hautain isolement : pour n'avoir pas voulu secourir à temps Masséna, il allait avoir sur les bras une armée anglaise, prête à le mettre à la porte de l'Andalousie, après avoir chassé son collègue du Portugal. Enfin le siège de Cadix, auquel l'Empereur attachait une si juste importance, allait misérablement avorter, et Soult, après avoir dispersé ses forces dans tout le midi, se trouvait avec vingt mille hommes devant Badajoz pour faire face à une armée anglaise et à deux espagnoles.

L'heure des lenteurs, des hésitations était passée; il fallait en finir avec Badajoz, et concentrer ses forces éparses pour tenir tête avant tout à l'armée anglaise, le plus sérieux de tous ces ennemis. Chez Soult, ce n'était pas l'énergie, c'était la droiture qui faisait défaut, et le caractère n'était pas à la hauteur du talent. Mais, son parti une fois pris, il se rendit dans les tran-

chées, et notifia aux officiers de l'artillerie et du génie qu'il fallait que Badajoz fût pris dans quarante-huit heures. Les hommes du métier eurent beau déclarer la chose impossible, il fallut obéir. Une nouvelle batterie ouvrit un feu terrible contre les remparts, et le 10 mars la brèche fut déclarée praticable. Le gouverneur, sommé de se rendre, essaya de traîner en longueur, afin de donner à l'armée anglaise le temps d'arriver ; mais Soult, de plus en plus décidé, donna le signal de l'assaut, et le colonne s'ébranlait déjà quand on vit le drapeau blanc flotter sur les remparts ; la place se rendait ! Sept mille six cents prisonniers, de vastes amas de munitions et de vivres, et deux équipages de pont furent le prix de la victoire. Commencé le 27 janvier, le siège s'était prolongé jusqu'au 11 mars ; s'il avait été poussé avec plus de vigueur, Soult pouvait encore arriver à temps pour secourir Masséna, qui ne devait quitter le bassin du Tage que le 7 mars ; mais son indomptable orgueil se révoltait à l'idée de concerter ses mouvements avec ceux d'un collègue, il voulait agir seul pour agir à sa guise ; faute irréparable, qui entraîna l'évacuation du Portugal, et que l'orgueilleux maréchal allait expier à son tour !

Mortier, avec huit ou neuf mille hommes, fut laissé à Badajoz pour remettre la place en état de défense, et Soult, dispensé par les événements de secourir son collègue, se hâta de rebrousser chemin vers Cadix, où Victor était menacé à la fois par les assiégés, par une armée espagnole et par une armée anglaise. Voyons maintenant ce qui s'était passé dans cette ville, depuis le début du siège, que nous avons dû laisser de côté ; car, tous ces événements ayant eu lieu à la fois, il faut sans cesse revenir sur ses pas pour les raconter ; l'his-

toire recule ainsi, au lieu d'avancer, et l'attention du lecteur est condamnée à la suivre.

Pendant que les Cortès combattaient Napoléon à coups de décrets, les Français campaient devant Cadix, et ce qui pressait le plus, c'était de se défendre ! La Régence avait confié la direction des opérations militaires au général Castaños, et Victor, tout en poursuivant les préparatifs de ce siège colossal, avait fort à faire de repousser les attaques qui pleuvaient sur lui de tous côtés. Les sorties continuelles de la garnison de Cadix et de celle de Gibraltar, les incursions sans relâche des contrebandiers, changés en *guerrilleros*, ne lui laissaient pas un instant de repos, et l'obligeaient à disséminer ses forces, déjà si restreintes. La faute commise par Joseph, en envahissant le midi avant que le nord fût soumis et les Anglais chassés du Portugal, sautait maintenant à tous les yeux, et une Providence vengeresse se chargeait de la punir.

Après Masséna, la seconde victime de Soult, c'était Victor : depuis longtemps déjà, la mésintelligence régnait entre ces deux maréchaux ; le seul fait que Victor, s'il prenait Cadix, pouvait se couvrir d'une gloire immortelle, et décider la conquête de la Péninsule, eût suffi pour indisposer contre lui l'envieux maréchal. S'il s'était enfin décidé, après avoir laissé succomber Masséna, à marcher au secours de Victor, c'était bien plus pour fuir son propre danger que pour écarter celui qui menaçait son collègue. Et cependant, ainsi privé de tout secours, délaissé par Sebastiani, trahi par Soult, oublié par l'Empereur, Victor n'avait perdu ni son temps ni son courage : secondé par un habile officier d'artillerie, Sénarmont, il avait assis les bases de ce siège qu'il ne pouvait entamer encore. Cadix étant inabordable par

terre, puisqu'on ne peut y arriver que par une étroite chaussée, sous le feu des forts qui le dominent, il avait commencé par s'emparer du fort de Matagorda, sur la hauteur du Trocadero. Puis, sur la longue ligne qui s'étend de Puerto-Real à Santi-Petri, le long du canal, il avait élevé une série de redoutes fortifiées, armées de deux cent cinquante bouches à feu du plus fort calibre, fondues par les Français à Séville, se disant, pour se consoler, que si ses soldats ne pouvaient arriver à Cadix, leurs boulets du moins sauraient en trouver le chemin.

De toutes ces positions, habilement choisies, il dominait à la fois la ville, la jetée qui y conduit, et les deux rades qui la séparent du continent; les vaisseaux ennemis ne pouvaient plus jeter l'ancre que sous le feu de ses canons. A défaut de flotte, puisque la mer appartenait aux Anglais, il avait réuni cent cinquante chaloupes canonnières et des bateaux de transport pour dix mille hommes, et les avait fait conduire le long de la côte jusque dans la rade intérieure de Cadix. Mais pour ces canons il lui fallait des artilleurs, pour ces chaloupes des matelots, et surtout des soldats pour se battre; et avec dix mille hommes à peine qui lui restaient, pouvait-il se flatter d'emporter d'assaut une ville comme Cadix, même après l'avoir écrasée de ses feux?

Mais ce qui devait frapper d'impuissance toutes ces mesures si bien prises, c'était l'absence d'une flotte. Maîtres de la mer, les Anglais étaient par ce seul fait maîtres de Cadix. Si seulement les six vaisseaux de Rosily avaient encore été là, les Anglais n'en ayant que six dans la rade, on pouvait encore engager la lutte avec quelque espoir de succès. Mais, abandonné du monde entier, que pouvait l'infortuné Victor, sinon sentir son impuissance.

maudire l'égoïsme de son collègue, et préparer avec un art consommé un siège qu'il ne pourrait jamais faire?

Cependant Soult, en apprenant l'échec définitif et la retraite de l'armée de Portugal, avait senti sa faute, et la nécessité de faire au moins pour Victor ce qu'il n'avait pas daigné faire pour Masséna. Laissant donc à Mortier neuf mille hommes pour garder la frontière de l'Estrémadure, et faire face à l'invasion anglaise, il partit le 14 mars avec sept mille soldats pour se rendre par Séville à Cadix. Mais, dans l'intervalle, de graves événements se passaient du côté de l'Andalousie, et la position de Victor allait devenir bien autrement dangereuse. Wellington, délivré du souci que lui avait causé l'attaque de Masséna, songeait à reporter toutes ses forces contre l'armée d'Andalousie, dont il savait l'imprudente dispersion dans tout le midi. Outre les troupes dont il disposait, cinq mille soldats anglais, envoyés de Sicile, et quatre mille hommes de la garnison de Gibraltar s'étaient réunis, au camp de San-Roque, à une partie de la garnison de Cadix et à un corps d'insurgés. Toutes ces forces réunies s'élevaient à près de vingt mille hommes, et la présence de neuf mille soldats anglais suffisait pour donner aux Espagnols la solidité qui leur manquait. Pour faire face à ce double danger, Victor, après sa laborieuse campagne autour de Cadix, n'avait plus guère que huit mille hommes en état de combattre. Informé de l'approche de l'armée anglo-espagnole, il ne voulait pas s'exposer à être pris entre deux feux par la garnison de Gibraltar d'un côté, de l'autre par Wellington et son armée. Laissant donc Villette avec deux mille cinq cents soldats pour garder ses lignes devant Cadix, lui-même, avec cinq mille hommes et cinq cents chevaux, n'hésita pas à marcher au-devant de l'ennemi.

Ce qui rendait surtout sa position dangereuse, c'était l'absence de Sebastiani qui, au lieu d'obéir à l'Empereur en venant appuyer le siége de Cadix, venait de diriger cette pointe insensée sur Murcie, à plus de cent lieues à l'est. Ainsi, par une étrange fatalité, la conquête de la Péninsule, qui ne pouvait réussir que par l'unité, se morcelait chaque jour davantage. Soult qui, avec l'autorité d'un général en chef, aurait dû servir de trait d'union entre tous les commandants d'armée, n'agissait sur eux que comme un dissolvant, pour les séparer au lieu de les unir. Après avoir laissé chasser Masséna du Portugal, sans vouloir faire un pas pour le secourir, il sortait enfin de son isolement pour marcher au secours de Victor, mais trop tard, comme toujours, au risque de voir lever sous ses yeux le siège de Cadix, faute d'avoir su arriver à temps.

Et cependant, grâce à l'énergie de Victor, ce danger fut encore écarté : pendant que Villette repoussait avec une rare vigueur une sortie de la garnison de Cadix, Victor, avec une audace que l'on pourrait taxer d'imprudence, s'avançait le long de la côte avec cinq mille cinq cents hommes seulement, au-devant d'une armée de vingt mille. Les deux ennemis se rencontrèrent près de la tour de Barossa, à l'est de Cadix. L'énergique maréchal, avec sa poignée d'hommes, n'hésita pas un instant à aborder un adversaire quatre fois plus nombreux ; laissant engagée dans les sables une partie de son artillerie, il chargea résolument les lignes ennemies sur les hauteurs où elles s'étaient formées. L'attaque fut si vigoureuse que la première ligne fut enfoncée, et rejetée sur la seconde; mais il en restait encore deux derrière, et les assaillants, devant ces forces imposantes, furent obligés de s'arrêter. L'engagement, quoique court,

avait été meurtrier : les Français avaient perdu douze cents hommes, et en avaient tué deux mille, mais la bataille en resta là; pendant deux jours, les deux armées demeurèrent immobiles en face l'une de l'autre. Les Anglais, attendant toujours l'arrivée de Soult, qu'ils savaient en marche pour secourir Victor, craignaient d'être pris entre deux feux, et les Français, vu l'immense infériorité de leurs forces, ne se souciaient pas de recommencer le combat. Deux jours précieux furent ainsi perdus, tandis que l'arrivée de Soult aurait pu changer la face des affaires, et assurer le succès du siège.

Mais le châtiment suit toujours de près la faute : le danger que Soult n'avait pas voulu détourner de la tête de ses collègues, devait retomber sur la sienne. Badajoz, avec les quelques mille hommes qu'y commandait Mortier, allait voir bientôt les Anglais arriver sous ses murs. Les sages mesures prises par Victor pour le siège de Cadix allaient avorter, faute de renforts, tandis que Sebastiani, à l'autre bout de la Péninsule, courait après un ennemi qui reculait toujours devant lui. Enfin Soult lui-même, parti trop tard de Badajoz, et arrivant trop tard à Cadix, allait se trouver entre ces deux villes, avec des forces insuffisantes, ne pouvant attaquer l'une qu'à condition de laisser prendre l'autre. Dans cette situation presque désespérée, Soult écrivit de tous côtés pour implorer des secours : au Roi Joseph, dont il avait si souvent bravé l'autorité; à l'Empereur, pour supplier qu'on détachât, pour la lui envoyer, une partie de l'armée de Portugal; enfin, le croirait-on, à Masséna lui-même, qu'il avait si lâchement trahi, et dont il ignorait encore le rappel; juste châtiment de tant de fautes, dont la première, la source de toutes les autres, passait pardessus sa tête pour remonter jusqu'à l'Empereur!

Mais, pendant ce temps, les événements marchaient en Estrémadure : une armée de trente mille hommes, dont douze mille Anglais, six mille Portugais et douze mille Espagnols, avait repris aux Français Olivenza et investi Badajoz. La garnison, quoique peu nombreuse, résistait avec un rare courage, espérant toujours être secourue; et Soult, en effet, voyant le siège de Cadix en bonne voie, grâce à l'énergie de Victor et aux renforts qu'il avait reçus, tourna le dos au collègue qu'il était venu secourir, et se mit en route le 12 mai pour Badajoz. Qu'on ne s'étonne pas de ce dévouement : Badajoz était en Espagne son unique conquête, et c'était une portion de son armée qui était chargée de la défendre.

Les alliés étaient établis sur l'Albuera, petit cours d'eau qui vient se jeter dans le Tage, près de la ville. A l'approche de l'ennemi, ils se rangèrent en bataille sur des collines peu élevées, les Espagnols à droite, les Anglais et les Portugais à gauche et au centre. Le 16 au matin, Soult engagea la bataille, car les Anglais comme les Espagnols laissaient toujours aux Français le soin d'attaquer. L'Albuera coulait entre les deux armées, mais l'obstacle était aisé à franchir. Une division d'infanterie chargea la droite de l'ennemi, c'est-à-dire les Espagnols, pendant que la cavalerie tournait la hauteur pour les assaillir par derrière. En même temps un feu violent d'artillerie battait sans relâche le village d'Albuera et la gauche anglo-portugaise.

Mais tous ces mouvements, qui devaient s'appuyer l'un l'autre, ne furent pas concertés avec assez d'ensemble; le maréchal lui-même arriva trop tard sur le terrain, et pendant une heure l'armée resta immobile, attendant le moment d'agir. Enfin, au signal donné, les soldats s'élancèrent sur la pente avec leur élan accou-

tumé; mais les Anglais avaient mis à profit cette heure de répit pour reporter une partie de leurs forces sur le point menacé. La position était pour eux, et là comme à Vimeiro, à Talavera, à Fuentès, par leur solide et calme défensive, ils firent payer cher aux Français l'audace de leur attaque. Seuls, les Espagnols auraient sans doute plié; mais, soutenus par le froid courage de leurs alliés, ils opposèrent aux attaques répétées de l'ennemi une opiniâtre résistance, et se défendirent en rase campagne comme ils se seraient défendus derrière un mur. Leur feu bien ajusté et bien nourri fit éprouver aux Français des pertes cruelles, et les força à reculer. Vainement Soult essaya de recommencer le combat; presque tous ses officiers étaient blessés, et les soldats, découragés, hésitaient à reprendre l'offensive. Les Anglais, en les chargeant à leur tour, auraient peut-être décidé leur déroute, si la cavalerie française, renonçant à son mouvement, devenu inutile, n'eût contenu l'ennemi par la fermeté de son attitude. Ainsi, cette fois comme toujours, les Anglais, grâce à l'avantage de leur position, avaient repoussé l'ennemi presque sans le combattre. L'engagement, pour être court, n'en avait pas été moins meurtrier : quatre mille Français gisaient sur le carreau avec trois mille de leurs adversaires. Soult, cette fois, était resté bien au-dessous de sa réputation; il avait appris à ses dépens que le ferme et patient courage du soldat anglais l'emportait à la longue sur l'aveugle furie du soldat français. Ce qu'il fallait à celui-ci pour vaincre, c'était un chef qui eût toute sa confiance, à qui il pût obéir les yeux fermés; et ce n'était pas même Wellington, c'était son lieutenant et son élève, Beresford, qui, cette fois, avait battu l'ex-Roi d'Oporto!

Un peu plus tôt, un peu plus tard, la prise de Bada-

joz devait être le résultat de cette victoire indécise que les Anglais n'avaient pas osé compléter, de peur de quitter leur position. Soult, après avoir perdu quatre mille de ses meilleurs soldats, n'avait pas envie de recommencer la lutte; il se retira donc en bon ordre à Llerena, pour appuyer de sa présence, un peu distante, la brave garnison de Badajoz. De là, à cheval sur les deux provinces qu'il s'était flatté de conquérir et qui lui échappaient l'une après l'autre, comme le Portugal, il fatiguait de ses demandes de secours l'état-major de Madrid et celui de Paris. Cette belle armée de soixante-dix à quatre-vingt mille hommes, qui, un an auparavant, partageait avec lui ses rêves de conquête, était maintenant réduite de moitié. L'Estrémadure était évacuée, ainsi que le Portugal, en attendant l'Andalousie, et, sauf en Aragon, la conquête française reculait partout au lieu d'avancer.

Mais la fortune allait sourire encore une fois au présomptueux maréchal, quoiqu'il n'eût rien fait dans toute cette campagne pour mériter ses faveurs. Marmont, qui avait remplacé Masséna à la tête de l'armée de Portugal, n'avait qu'une consigne, c'était de garder la frontière, et surtout Ciudad-Rodrigo, toujours menacé par les Anglais; mais, jaloux de prendre une part plus active aux opérations, après avoir jeté dans la place un renfort, il se décida à marcher au secours de Soult et de Badajoz. Cette malheureuse cité, condamnée à subir une série de sièges successifs, prise et reprise tour à tour par les deux adversaires, résistait avec succès aux Anglais, grâce à son héroïque garnison. Badajoz commandait l'entrée de l'Andalousie comme Ciudad-Rodrigo celle de la Vieille-Castille, et Wellington était décidé à s'en emparer à tout prix. Déjà, en avril et en mai, les

Anglais, à deux reprises, avaient tenté de l'emporter par un coup de main ; mais les deux attaques, mal conduites, avaient échoué, avec perte d'un millier d'hommes pour les assaillants.

Enfin le 20 mai, Wellington en personne vint s'établir, avec trois divisions, sous les murs de la ville, et le siège dès lors fut poussé avec une tout autre vigueur. Soult, même après avoir été renforcé par Drouet, comptait à peine vingt-cinq mille hommes, et il se garda bien d'engager la lutte avec quarante mille, commandés par le redoutable adversaire qui l'avait déjà fait reculer plus d'une fois. Mais la garnison n'en opposa pas moins à toutes les attaques une résistance désespérée. Comme Palafox et les braves défenseurs de Saragosse, chef et soldats avaient juré de mourir plutôt que de se rendre. Toutes les attaques se brisèrent contre leur résolution, et des pertes sensibles furent infligées aux Anglais. Ceux-ci se vengèrent en bombardant la ville, de ne pouvoir la prendre, et la population, en voyant ses maisons dévastées, finit par faire cause commune avec les Français, qui la défendaient après tout, et dont elle admirait le courage.

Enfin, le 10 juin, Wellington, las de voir ainsi décimer son armée sans que le siège eût avancé d'un pas, informé d'ailleurs que Marmont marchait au secours de Badajoz, se résigna, non sans douleur, à lever le siège, en laissant dans les fossés de la ville deux à trois mille de ses meilleurs soldats. Peu de jours après, Marmont et Soult, réunis, entrèrent dans Badajoz à la tête de cinquante mille hommes, au milieu des transports de joie de la garnison, et des habitants même qui s'associaient à son triomphe. Dans l'intervalle, Wellington, rentré dans le Portugal, comme le sanglier dans son fort, se

tenait en observation à quelques lieues de la frontière, épiant tous les mouvements de l'ennemi, et assurant d'avance sa position contre lui. Soult et Marmont, ayant pour eux l'avantage du nombre, cinquante mille contre quarante, dont vingt-cinq mille Anglais seulement, n'avaient qu'une chose à faire, c'était de marcher droit à l'ennemi, et de délivrer Badajoz en refoulant les Anglais au fond du Portugal. Mais Soult inspirait à Marmont, comme à tous ses collègues, une défiance trop bien fondée, et personne ne se souciait d'opérer en commun avec lui. Ainsi s'explique, sans se justifier, la faute commise par les deux maréchaux. L'égoïsme de Soult fut d'accord cette fois avec la méfiance de Marmont pour laisser échapper l'occasion unique de terminer par un coup d'éclat cette fatale campagne d'Andalousie, qui, du commencement à la fin, n'est qu'une série de conquêtes sans valeur et d'échecs beaucoup plus sérieux.

Soult, dans ses calculs toujours personnels, aurait voulu laisser à Badajoz Marmont et son armée, chargée de la tâche ingrate de tenir en respect l'armée anglaise, pour aller avec la sienne donner l'impulsion décisive au siége de Cadix, et récolter ce que Victor avait semé; mais, au premier mot qu'il hasarda, Marmont, justement blessé, rompit avec lui, et fit hautement ses préparatifs de départ. En effet, du moment qu'ils avaient commis la faute de ne pas profiter de leur supériorité de forces pour écraser leur adversaire, les deux collègues n'avaient rien de mieux à faire que de se tourner le dos; chacun alors pourrait vaquer à son œuvre, puisque rien ne pouvait se faire en commun dans cette Espagne où l'Empereur lui-même, pour réussir, n'aurait pas eu trop de toutes les forces de son empire rassemblées dans sa main et dirigées par sa seule pensée! L·

27 juin, Soult se mit donc en route pour Séville, et Marmont alla s'établir à Talavera, sur le Tage, d'où il pourrait surveiller Badajoz et Ciudad Rodrigo, les deux portes par où Wellington pouvait pénétrer en Espagne.

Tout œil attentif, en étudiant de près l'histoire de cette triste guerre, sera frappé d'un fait : on n'y voit aucun progrès, ni dans un sens, ni dans l'autre. Sans doute il y a des batailles livrées, des villes prises, du terrain gagné ou perdu, mais la solution finale recule au lieu d'avancer. Quatre cent mille Français sont déjà entrés dans la Péninsule, et plus de la moitié n'en doit pas ressortir. Tous ces efforts, tous ces sacrifices restent sans fruit, faute d'un dernier effort et d'un dernier sacrifice de cent mille hommes que Napoléon ne veut pas faire, parce que ses vues se sont tournées ailleurs, « L'Espagne me dévorerait si je me laissais faire, » écrit-il à Joseph, arrêt de condamnation prononcé sur lui-même, et qui est de toute sa conduite la critique le plus amère; car enfin, si l'Espagne vaut tout ce qu'elle a coûté, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout, ou sinon, pourquoi avoir entrepris sa conquête? Mais les pensées de l'autocrate sont ailleurs : dans cette partie désespérée qu'il a engagée avec l'Europe, sa dernière carte, c'est la Russie, et, devant ce terrible va-tout, que pèse l'Espagne dans la balance? Sans les Anglais qui en ont fait leur champ de bataille, il l'aurait déjà abandonnée, et la honte de se dédire est le seul motif qui le retienne.

Après la faute d'avoir commencé, Napoléon en commet une plus grave encore, c'est de ne pas en finir avec cette guerre énervante où s'use et se détend le nerf de son empire. Et cependant la fortune, toujours indulgente pour son enfant gâté, lui a fourni une occasion unique de rencontrer et de battre, dans ce champ clos

choisi par lui, ces Anglais qui, grâce à l'Océan, lui échappent toujours. La « question européenne », qu'il veut aller vider à Moscou, pouvait tout aussi bien se vider sur les bords du Tage, à condition qu'il allât lui-même la trancher par le fer; car au fond, derrière chaque ennemi nouveau qu'il provoque, Espagnol ou Russe, se trouve l'Angleterre, et quand une fois elle sera vaincue, il aura bon marché de l'Europe qu'elle soulève contre lui!

Quittons maintenant Napoléon comme il a quitté l'Espagne, et revenons à Joseph. Tout en étant, au moins de nom, le principal acteur du drame, il s'est laissé effacer de la scène. Toujours enfermé dans sa capitale, qui n'est à lui qu'aussi longtemps qu'il l'occupe, il attend, en rongeant son frein, que les cinq ou six armées qu'il est censé commander lui aient conquis son royaume, et que son auguste frère lui donne la permission d'y régner. Et cependant, à Séville, à Madrid et sur le petit nombre des points où sa prétendue royauté s'est établie sans conteste, Joseph, personnellement, a gagné du terrain. S'il en a perdu ailleurs, ce ne sont pas les Cortès qui le lui ont fait perdre; car pendant qu'elles luttent péniblement contre leur inexpérience, leur désunion et la dictature de l'Angleterre, Joseph, autour de lui, conquiert sans bruit, non pas les villes, mais les cœurs. Si son frère lui faisait passer régulièrement les subsides promis, si ses fonctionnaires de tout rang n'étaient pas condamnés à mourir de faim à son service, et ses soldats, faute de

solde, à vivre aux dépens du pays, Joseph, à force de patience et de douceur, finirait par se faire, au cœur même de l'Espagne, une royauté un peu plus réelle, un peu plus acceptée.

Chose étrange! il a contre lui les masses populaires, réprésentées par les *guerrillas;* mais il a pour lui à Madrid, et il aurait volontiers partout les classes éclairées, effrayées de ce déchaînement des passions du peuple, contre-coup éloigné de la Révolution française; il a pour lui tout ce qui est capable de réfléchir, de comparer une race décrépite et avilie avec une dynastie nouvelle, prête à marcher dans les voies du siècle, et à opérer toutes les réformes nécessaires. Enfin il a pour lui les soldats qui sentent que les *guerrillas* ont tué l'armée régulière, les soldats qui désertaient naguère pour le combattre, et dont quatre mille aujourd'hui sont enrôlés à son service; et il en aurait bien plus encore, s'il pouvait les solder!

Mais Joseph a beau lutter, le courant des instincts populaires est contre lui, et les contre-courants qu'il remonte péniblement ne le mèneront jamais à son but. Pour les masses il restera toujours l'usurpateur, le *Roi intrus,* et le lâche Ferdinand, rampant à Valençay aux pieds de son vainqueur, pour obtenir la main d'une de ses nièces, restera toujours l'idole de ce peuple abusé; toujours il lui apparaîtra dans un lointain magique, idéalisé par la souffrance, et ceint de la couronne du martyr, en attendant celle du Roi. Ici nous regrettons profondément de différer d'opinion avec M. Thiers, guide toujours si sûr, si éclairé, si plein d'autorité pour l'histoire de l'Empire; mais il nous est impossible d'admettre avec lui que Joseph, que Napoléon lui-même eût jamais pu venir à bout de soumettre

l'Espagne. Eût-il réuni contre elle toutes les forces de son Empire, et fût-il venu les diriger en personne, il eût pu la vaincre, la conquérir même, mais il ne l'eût jamais domptée! Eût-il même réussi, comme le suppose M. Thiers, à battre Wellington et à expulser les Anglais de la Péninsule, Napoléon resté seul, face à face avec l'Espagne, n'en aurait jamais fini avec elle; car les peuples, à la longue, usent leurs conquérants, parce qu'ils durent plus qu'eux. Il y a d'ailleurs dans le génie natif de la race ibérique une capacité de souffrir, une force de résistance qu'aucun peuple peut-être ne possède au même degré. Qu'on songe à tout ce que l'Espagne a traversé de souffrances et de luttes, depuis la conquête romaine, en passant par les conquêtes gothique et musulmane pour arriver à la conquête française, la plus éphémère de toutes; et pourtant, toujours foulée aux pieds par l'étranger, l'Espagne est restée elle-même, et le reste encore aujourd'hui. Toutes ces dominations successives n'ont jamais pu entamer ce fond solide et persistant du génie de la race. L'Espagne est en arrière de l'Europe, et nous ne le regrettons pas pour elle, car son avenir lui reste tout entier; cet avenir qui vient de s'ouvrir devant elle, c'est la monarchie représentative qui seule peut mettre d'accord ces deux instincts contradictoires qui sont au fond de sa nature l'amour de ses rois et celui de ses libertés locales!

Ce qui exaspérait surtout le peuple espagnol, si jaloux de son unité, qui n'a jamais existé que de nom, si enivré, à défaut de gloires présentes, du souvenir de ses gloires passées, c'était la pensée que Napoléon voulait morceler l'Espagne et en détacher les provinces de l'Èbre, ou même l'annexer tout entière à la France, et la

découper, comme l'Allemagne, en départements français! Or, Joseph, sur ce point délicat, sentait comme ses sujets, et partageait leur irritation, à la seule pensée qu'on pût détacher quelques fragments de cette unité si bien faite. et prendre l'Èbre, au lieu des Pyrénées, pour frontière de la Péninsule. Enfin, poussé à bout par les continuels reproches de son frère, Joseph, en mai 1811, se décida à partir pour Paris, où l'appelait le baptême du Roi de Rome. Il y passa trois mois à lutter sans succès contre l'impérieuse volonté du chef de la famille, poussé lui-même à bout par la démission de Louis, roi de Hollande, et par l'insubordination de Jérôme et de Murat qui, comme Joseph, avaient la faiblesse de prendre leur royauté au sérieux. Des scènes si vives eurent lieu entre les deux frères qu'il fallut prendre Berthier pour médiateur. Des deux côtés, mais surtout du côté de Joseph, les plaintes n'étaient que trop fondées : l'Empereur, avec sa dureté habituelle, lui reprochait sa faiblesse, son goût pour le plaisir, son penchant ridicule à trancher de l'homme de guerre et à se croire un grand général parce qu'il avait assisté à quelques batailles, que d'autres gagnaient pour lui. Joseph, à son tour, reprochait à son frère, avec plus de raison encore, l'abandon où il le laissait, l'argent, les renforts qu'il promettait sans cesse et oubliait d'envoyer; enfin le peu de cas que Napoléon, après avoir chargé ses épaules du fardeau de cette royauté si lourde à porter, semblait faire de lui, en encourageant ses généraux à lui désobéir, sans daigner s'occuper ni de l'Espagne ni du Roi qu'il lui avait donné.

Joseph, voyant toutes les pensées de son frère tournées vers la Russie, avait cessé de lui demander des soldats, et n'attendait plus de lui que de l'argent. Quatre millions

par mois, il ne lui fallait pas moins pour faire face à ses dépenses les plus urgentes, et à peine en touchait-il un tous les mois. L'octroi de Madrid, qui diminuait chaque jour, formait le plus clair de tous ses revenus. Il avait dû vendre jusqu'aux vases sacrés de la chapelle royale pour défrayer les dépenses de sa maison ; mais, qu'on lui envoyât seulement de quoi solder ses troupes, et avec de l'argent il saurait bien trouver des soldats ! Pour chaque million qu'on lui avancerait, il s'engageait à renvoyer en France un millier de soldats français. Étrange aveuglement de croire que lui, étranger, imposé par la force à un peuple qui ne voulait pas de lui, pourrait conquérir l'Espagne avec des soldats espagnols, si bien rattachés à sa cause qu'ils seraient prêts à combattre leurs frères ! Ainsi personne n'était dans le vrai, ni Joseph, ni Napoléon : l'un, voyant la Péninsule à travers le prisme de ses illusions, s'imaginait qu'on gagne le cœur d'une nation comme celui d'une maîtresse, par quelques paroles dorées ; et l'autre, de plus en plus dégoûté de l'Espagne, n'aspirait qu'à rejeter sur les épaules de son frère le fardeau qu'il ne voulait plus porter.

Enfin, au bout de trois mois de lutte, Joseph repartit, de plus en plus découragé, emportant avec lui quelques promesses banales de subsides et de renforts. Au lieu du commandement en chef de toutes les armées de la Péninsule, qu'il réclamait comme un attribut nécessaire de sa royauté, il n'avait obtenu que le commandement de l'armée du centre, c'est-à-dire de la garnison de Madrid. L'Empereur y ajoutait la concession dérisoire de l'autorité civile, judiciaire et politique sur toutes ces provinces dont un tiers à peine était soumis de force à son empire. Enfin, au million par mois qu'il s'engageait

à lui verser, Napoléon ajouta le don, plus dérisoire encore, du quart de toutes les contributions de guerre que lèveraient ses armées dans la Péninsule; comme si les généraux, toujours aux expédients pour faire vivre leurs troupes et pour les solder, voudraient se dessaisir en sa faveur du fruit de leurs exactions, et auraient le moyen de le lui faire passer à Madrid! Quant au projet de mettre la main sur les provinces de l'Èbre, projet fort peu arrêté dans la pensée de l'autocrate, il daigna rassurer son frère, et lui garantir l'intégrité de ses États, malgré le droit qu'il avait de se payer de tous ses sacrifices en détachant de l'Espagne ses provinces les plus rebelles.

Ainsi la situation, loin de s'améliorer, s'aggrave tous les jours : loin d'envoyer à Joseph les renforts promis, Napoléon ne songe qu'à retirer de l'Espagne tout ce qui n'est pas indispensable au maintien de ses précaires conquêtes. Or, du moment où il est décidé à entreprendre contre la Russie cette guerre insensée qui doit achever sa ruine, qu'a-t-il à faire? Concentrer toutes ses forces contre les Anglais pour les chasser de la Péninsule, et n'en occuper que ce que l'on peut en défendre, c'est-à-dire les provinces du Nord, puis attendre pour conquérir le reste qu'on en ait fini avec la Russie. Mais c'est ainsi que les fautes s'enchaînent aux fautes et s'engendrent l'une l'autre par une progression fatale et continue : si Napoléon n'avait pas entamé au midi cette guerre qui n'avait pas sa raison d'être, quand tous ses intérêts étaient au nord, la Russie n'aurait pas songé à se détacher de lui; il n'aurait pas été forcé d'éparpiller ses armées depuis Cadix jusqu'à Moscou, au risque d'enseigner à l'Europe coalisée le chemin de Paris, qui la verra deux fois camper sous ses murs!

CATALOGNE, ARAGON, VALENCE.

Dans cette guerre multiple, éparse sur toute la surface de la Péninsule, et où tous les actes du drame se jouent à la fois, après avoir conduit à leur fin les deux expéditions de Portugal et d'Andalousie, il nous faut revenir sur nos pas jusqu'en 1809 pour voir ce qui se fait en Aragon, en Catalogne, et sur toute la côté orientale jusqu'à Murcie. Commençons par la Catalogne : la France, on s'en souvient, n'y possédait guère que Barcelone et son district, et cependant, il fallait y ajouter le reste de la province, sous peine de perdre ce qu'on possédait déjà. Saint-Cyr, chargé de cette tâche laborieuse, tourna ses vues sur Gérone, placée sur la route de France, entre la mer et les Pyrénées. Après avoir rejeté sur Tarragone Reding et un corps d'insurgés qui voulait lui barrer le chemin, Saint-Cyr se dirigea sur Gérone avec douze mille hommes et un fort convoi d'artillerie, de munitions et de vivres ; car, en Espagne, il faut tout porter avec soi, sous peine de mourir de faim.

Gérone, située près de l'embouchure du Ter, est une ville forte, appuyée sur des hauteurs que couronne un fort de Montjuich, pendant de celui de Barcelone ; des redoutes nombreuses la protègent du côté de la plaine. L'armée française, en 1808, avait déjà fait deux tentatives avortées pour prendre la ville, défendue par six mille hommes de garnison ; mais son plus sûr rempart, c'était une population de quatorze mille âmes, fanatisée par les prêtres et par l'exemple de Saragosse. Les

femmes même, organisées en *Compagnie de Sainte-Barbe,* étaient toutes prêtes à prendre part à la défense. Saint Narcisse, patron de la ville, avait été nommé généralissime; le gouverneur, Alvarez de Castro, jaloux de la gloire de Palafox, s'était promis de mourir plutôt que de se rendre. « Quiconque parlera de capituler sera passé par les armes, » tel était le mot d'ordre qui circulait dans la ville, et personne ne songeait à lui désobéir.

Le 6 mai, les Français investirent la place, et commencèrent l'attaque du fort. Une brèche fut bientôt pratiquée, mais l'assaut ayant trop tardé à venir, les assiégés eurent le temps d'improviser, derrière la brèche, de nouveaux ouvrages de défense, et les Français furent repoussés avec des pertes assez graves. Il fallut changer la direction du siège, avec dépense nouvelle de temps, d'hommes et d'efforts. Une autre brèche fut ouverte, et un nouvel assaut se prépara; mais les assiégés, sentant la nécessité de concentrer toutes leurs forces, abandonnèrent le fort, dont les Français s'emparèrent. L'assaut fut ensuite livré à la ville, et les soldats, irrités de leur premier échec, s'y élancèrent avec furie, sous les feux convergeants de la place et des hauteurs. Mais derrière cette voie béante que le canon avait ouverte, ils trouvèrent entassée, pêle-mêle avec la garnison, toute la population de la cité. Les cloches de toutes les églises sonnaient comme pour une fête, et tous les saints du paradis semblaient enrôlés avec les habitants dans la croisade contre l'étranger. Prêtres, moines, femmes, enfants, vieillards, chacun voulait y prendre part. Une grêle de balles et de pierres accueillit les assaillants, et bientôt ce furent des luttes corps à corps où chacun faisait bon marché de sa vie. Les Fran-

çais devaient acheter par des pertes cruelles chaque pas qu'ils faisaient sur cette pente glissante, où ils étaient sans cesse rejetés en arrière. Enfin, après une lutte désespérée qui dura plusieurs heures, il fallut reculer, sans pouvoir franchir cette brèche fatale, toute comblée des cadavres des assaillants. Ce second assaut manqué abattit le courage des soldats, peu habitués à de pareils échecs, et le siège se changea en blocus.

Mais d'invisibles ennemis combattaient pour les Français : la faim, les maladies sévissaient au milieu de cette population, entassée dans une étroite enceinte. Blake cependant, à la tête d'un corps d'insurgés, parvint à mettre en défaut la vigilance de l'ennemi et à jeter dans la place un convoi de vivres et de munitions, avec quatre mille hommes de renfort, autant de bouches de plus à nourrir! Mais un second convoi ayant été enlevé par les Français, le découragement se mit parmi les assiégés. Le gouverneur, atteint du typhus, avait cessé de les animer de son héroïque résolution, et la ville finit par se rendre, le 11 décembre, après sept mois d'une résistance plus glorieuse que la conquête elle-même.

L'Empereur, qui avait la prétention de tout régler du fond de son cabinet, avait arrêté à l'avance une série de sièges, dont le succès, dans sa pensée, était décidé d'avance. Suchet était chargé de prendre Lerida et Mequinenza, et Augereau, qui venait de remplacer Saint-Cyr en Catalogne, Tortose et Tarragone. Le 10 avril 1810, Suchet s'établit donc sous les murs de Lerida. Le total de ses forces s'élevait à vingt-cinq mille hommes, mais il avait dû en laisser dix mille à la garde de Saragosse, et, avec quinze mille seulement, il commença le siège de Lerida. Augereau avait reçu l'ordre

de secourir son collègue, si quelque attaque du dehors venait interrompre le siège, et Suchet à son tour devait couvrir Augereau pendant le siège de Tortose. Mais on a vu de reste combien peu les généraux de l'Empire pouvaient compter les uns sur les autres, dans cette guerre où chacun, pour son compte, avait assez à faire. Aussi Suchet ne comptait-il que sur lui-même pour s'emparer de cette ville, célèbre dans l'histoire par les sièges qu'elle a soutenus, contre César d'abord, puis contre le grand Condé, qui ne parvint pas à la prendre.

Lerida, située sur la rive droite de la Sègre, affluent de l'Èbre, commande une large vallée où viennent se réunir, avant de se jeter dans l'Èbre, les nombreux cours d'eaux qui descendent des Pyrénées orientales. La ville est adossée contre un rocher, surmonté d'un fort qui la protège de ses feux. Un autre fort, situé vers l'ouest, plus près du fleuve, gardait de ce côté les abords de la ville, défendue par une garnison de huit mille hommes, et peuplée de dix-huit mille habitants. Les vivres, les munitions abondaient dans la place, commandée par un chef jeune et résolu, Garcia Conde, qui s'était déjà distingué au siège de Gérone. Les Français, maîtres des deux rives, pouvaient choisir le point le plus favorable pour l'attaque. Un habile officier du génie, Haxo, dirigeait les travaux du siège. La position était forte, les remparts en bon état, les abords hérissés d'ouvrages de défense. Et puis, la ville une fois prise, il fallait s'emparer du château, perché comme un nid d'aigle au sommet de son rocher, et dont les feux dominaient toute la plaine. O'Donnell, à la tête de dix mille hommes des meilleures troupes de la Catalogne et de l'Aragon, marchait au secours de Lerida. Suchet, informé de son approche, laissa sous les murs de la place le général

Harispe, et, passant avec le gros de ses forces sur la rive gauche, il s'avança résolument à la rencontre de l'ennemi.

Le 23 avril, les Espagnols s'étant montrés sur la rive gauche, Harispe, dans une charge vigoureuse, culbuta leur avant-garde. Puis, repassant le pont, il refoula dans la ville la garnison qui marchait au-devant de ses libérateurs. Dans l'intervalle, le gros de l'armée française avait eu le temps d'accourir; une charge de cuirassiers jeta le désordre dans les rangs de la cavalerie espagnole. Les gardes wallonnes seules tinrent bon et se formèrent en carrés pour soutenir le choc de ces cuirassiers géants dont la seule vue frappait les Espagnols de terreur; mais le carré fut enfoncé et la bataille gagnée; six mille hommes mirent bas les armes, pendant que le reste s'enfuyait dans toutes les directions.

Ce début était heureux, et le siège dès lors marcha sans être interrompu. La tranchée fut ouverte le 29 avril, et, dès le 6 mai, on commença à battre la ville en brèche. Mais le feu du château, dominant celui des assaillants, démontait leurs pièces, fauchait leurs artilleurs; le siège n'avançait pas. Enfin deux brèches furent ouvertes; quelques redoutes, qui offraient à la défense un point d'appui, furent emportées, et, le 13 mai, tout était prêt pour l'assaut. Les assaillants, arrivés sur le rempart, furent accueillis par un feu meurtrier; mais les deux colonnes d'assaut, ébranlées un instant, se reformèrent bientôt, et des remparts descendirent dans la ville, qu'elles trouvèrent barricadée partout. En peu de temps on fut maître de la grande rue, et les Français, débouchant par toutes les issues, poussèrent les débris de la garnison, pêle-mêle avec la population fugitive, vers les rampes

qui conduisaient au château, où elle s'entassa jusque dans les fossés. Suchet, faisant converger sur un seul point toutes ses batteries, fit pleuvoir sur cette masse confuse une grêle de bombes et d'obus. Il comptait sur la terreur ou, à défaut, sur la faim pour lui livrer le fort, et son calcul ne fut pas trompé : l'insuffisance des vivres, l'entassement de cette foule dans un étroit espace, rendaient toute défense impossible. Le 14, le drapeau blanc flotta sur les murs de la citadelle. Ce triomphe si rapide, bien que chèrement acheté, honorait à la fois la science du général et le courage des soldats. La clef des Pyrénées orientales et du bassin de l'Èbre, Lerida, était en quinze jours tombée aux mains des Français. Ils y trouvèrent cent trente-trois bouches à feu, avec un immense amas de munitions et de fusils. Outre sept mille prisonniers, les Espagnols avaient eu treize cents hommes hors de combat, et les Français sept cents. Ce siège, si vivement mené, répandit dans l'Aragon comme dans la Catalogne la terreur et le découragement : quand Saragosse, quand Lerida avaient cédé, aucune place ne pouvait plus tenir devant les Français !

L'Empereur, bon juge en fait de mérite, avait apprécié le talent de Suchet pour cette guerre de sièges, si différente de la guerre de batailles. Il lui confia donc la mission de réduire, après les places fortes de l'Aragon, celles de la Catalogne, et la moitié de l'armée d'Augereau fut mise à son service. Augereau, dont l'Empereur était justement mécontent, fut remplacé par Macdonald, qui eut ordre de se concerter avec Suchet et d'opérer dans le nord de la province, tandis que Suchet se chargerait du midi. Ainsi Napoléon, non content de partager l'Espagne entre ses maréchaux, morcelait même les provinces et encourageait, au lieu de les proscrire, les

fatales rivalités qui devaient frapper de mort la conquête de la Péninsule.

Suchet, se mettant aussitôt à l'œuvre, s'empara en quelques jours de Mequinenza, au confluent de l'Èbre et de la Sègre. Comme toutes les armées françaises en Espagne, celle de Suchet était insuffisante pour sa tâche. Son effectif se bornait à vingt-huit mille hommes, dont douze mille devaient garder les places déjà conquises; seize mille seulement restaient donc disponibles. C'est avec ces faibles moyens qu'il lui fallait conquérir deux des places les plus fortes de la Catalogne : Tortose, qui commande à la fois les bouches de l'Èbre et la route de Barcelone à Valence, et Tarragone, port de mer et place forte, devenue le centre de l'insurrection catalane, depuis que Barcelone était au pouvoir des Français. Mais, pour ôter à Tarragone ses moyens de résistance, il fallait l'isoler de Valence, et le siège de Tortose devait passer le premier. Les derniers mois de 1810 furent donc employés à le préparer : un puissant parc d'artillerie s'organisa à Lerida, avec les barques nécessaires pour lui faire descendre l'Èbre. Dans l'intervalle, Suchet, en dépit des chaleurs, avait investi Tortose, et menait avec son activité ordinaire tous les travaux préliminaires du siège.

Le 20 décembre seulement, l'artillerie arriva, et la tranchée fut ouverte. La ville, située sur la rive gauche de l'Èbre, à huit lieues de son embouchure, comptait onze mille hommes de garnison et le même nombre d'habitants. Entourée d'une enceinte munie de bastions, elle était en outre protégée par un château fort, et de nombreuses redoutes défendaient ses abords; car les Espagnols ont toujours entendu l'art de la défense, au point de vue de la science comme à celui du courage. Le fleuve,

très large à cet endroit, servait aussi de rempart à la ville, et une tête de pont bien fortifiée gardait le passage. Enfin, un peu plus loin, un fort isolé, dit le fort d'Orléans, en mémoire du duc d'Orléans qui avait pris Tortose en 1708, complétait son système de défense.

Les travaux des assiégeants, poussés avec une vigueur soutenue, furent troublés plus d'une fois par les sorties de la garnison. Une de ces sorties, plus sérieuse que les autres, fut repoussée, et les assiégés refoulés dans la place, avec perte de quatre cents hommes. Enfin, le 29 décembre, le feu fut ouvert par dix batteries à la fois. Dès le lendemain, deux brèches étaient pratiquées, l'une au bastion de pierre et l'autre au fort d'Orléans. Toute l'armée n'avait qu'une voix pour demander l'assaut lorsque, à sa grande surprise, le 1er janvier 1811, elle vit flotter le drapeau blanc sur les murs de la ville; mais le gouverneur faisait ses conditions et exigeait que la garnison conservât ses armes et pût se rendre à Tarragone. Suchet, qui ne se souciait nullement d'envoyer des renforts à une place qu'il comptait assiéger, refusa de céder ; la garnison de son côté refusa d'obéir à son chef, et se déclara prête à mourir plutôt que de se rendre. Le feu allait se rouvrir quand le drapeau blanc fut arboré une seconde fois par les habitants, qui n'étaient pas du même avis que la garnison. Suchet, pour couper court à toutes ces hésitations, se présente en personne à la porte de la ville avec quelques officiers, se la fait ouvrir, et menace le gouverneur de faire main basse sur sa garnison si tous les soldats ne mettent pas bas les armes pour se livrer à sa merci. Le gouverneur, étonné de tant d'audace, céda cette fois, et c'est ainsi que, après dix jours de siège, cette forte cité se rendit à la première sommation, contraste peu

glorieux pour la Catalogne avec le siège de Saragosse!

Tortose, malgré sa force réelle et sa position, qui commandait à la fois les bouches de l'Èbre et la route de Valence, n'était, aux yeux de Suchet, qu'un chemin pour arriver à Tarragone, qui seule pouvait lui assurer la possession de la Catalogne. Mais ici les difficultés allaient croître avec l'importance de la conquête : et d'abord la ville, assise sur un rocher escarpé, défendue d'un côté par la mer, et de l'autre par un cours d'eau qui occupait le fond de la vallée, présentait partout à l'ennemi un front des plus redoutables. Dix-huit mille hommes, de troupes régulières, formaient sa garnison, appuyée sur une population énergique de douze mille habitants. A leur tête était un chef intelligent et résolu, Contreras, qui rêvait aussi pour lui la gloire de Palafox. Au pied de la ville haute, perchée sur son rocher comme un nid d'aigle, et entourée d'une ceinture de vieilles murailles romaines, s'étendait la ville basse, protégée par une ceinture de bastions dont le feu commandait toute la vallée. Enfin le fort de l'Olivo, assis sur une roche isolée, dominait à la fois les deux villes et tous les points d'où on pouvait les assaillir. C'était donc un triple siège qu'il fallait livrer, en commençant par la ville basse, pour remonter vers la haute, et de là au fort qui couronnait ce formidable ensemble de défenses.

Mais Tarragone n'était pas seulement une place forte, c'était aussi un port, et partout où était la mer, on était sûr de trouver l'Angleterre, dont les flottes croisaient sans relâche sur ces côtes. Ce n'était donc pas aux Catalans seulement, c'était aussi aux Anglais qu'on allait avoir affaire, sans un vaisseau pour lutter avec eux sur leur élément natal. Plus d'espoir, en assiégeant Tarragone, d'avoir la faim pour auxiliaire, car sur tous les

points de la côte où les navires anglais pouvaient aborder, les vivres et les munitions ne faisaient jamais défaut.

Tout autre que Suchet se serait découragé devant de pareils obstacles et aurait levé le siège avant de l'avoir entrepris; mais les difficultés et le danger excitaient, au lieu de l'abattre, ce ferme et patient courage. Sait-on, pour se charger d'une aussi lourde tâche, de combien d'hommes il disposait? De vingt mille, chiffre à peine supérieur à celui de la garnison, sans compter les habitants! Des quarante mille soldats, chiffre total de son armée, il avait dû en laisser la moitié pour garder les conquêtes de la France en Aragon, Saragosse et tout le bassin de l'Èbre, car les montagnes, là comme partout, étaient au pouvoir de l'insurrection. On ne saurait trop admirer le mélange d'activité, de prévoyance et de vigueur déployé par Suchet dans ce siège difficile, où pouvait se briser tout l'effort de la France; car en Espagne les revers seuls comptaient, et les victoires étaient trop souvent inutiles! Comme Saragosse en Aragon, Tarragone en Catalogne était devenue l'âme de l'insurrection, depuis que Barcelone était aux mains des Français. Sans cesse approvisionnée par les Anglais, elle était l'arsenal inépuisable où tous les insurgés étaient sûrs de trouver des vivres, des armes et des soldats. Aussi, avant d'entreprendre cette œuvre laborieuse, Suchet s'y était-il préparé de longue main : il avait réuni dans Tortose un parc d'artillerie, avec quinze cents chevaux pour le traîner, et dans Lerida d'immenses approvisionnements, demandés au pays avec des ménagements inconnus ou dédaignés des autres généraux français. Au système des contributions de guerre, prélevées par tous ses collègues avec une implacable dureté, il avait substitué des impôts réguliers que les habitants

finissaient par payer de bon cœur, en voyant la conquête prendre les allures d'un gouvernement régulier, et demander aux contribuables, avec des formes légales, ce qu'elle aurait pu leur prendre de vive force.

Enfin, vers le 15 mai, trois mois après la conquête de Tortose, Suchet, ayant épuisé toutes les précautions que peut dicter la prudence la plus consommée, vint avec sa petite armée s'établir sous les murs de Tarragone. Rogniat commandait le génie, Valée l'artillerie, et tous deux, comme leur chef, restèrent saisis en voyant devant eux ces trois étages de fortifications qui semblaient monter jusqu'au ciel, tandis que l'assaillant, enfermé au fond de la vallée, était condamné à les escalader l'un après l'autre. Quatre cents bouches à feu de fort calibre garnissaient cette série menaçante de remparts superposés, où le point d'appui manquait à l'attaque, et où tout se réunissait pour seconder la défense. Après avoir discuté avec ses habiles lieutenants la marche à suivre dans ce triple siège, Suchet se décida à l'entamer par deux côtés, la ville basse et le fort de l'Olivo. L'attaque du fort fut confiée à un jeune général, plein de talent, nommé Salme, et la tranchée fut ouverte le 21 mai; mais ce n'était pas la terre, c'était le roc qu'il fallait creuser, sous un soleil torride et sur un sol sans abri. Les Français s'étant emparés d'un ouvrage avancé, les Espagnols essayèrent de le reprendre et furent repoussés avec perte. Le fort comptait cinquante bouches à feu et douze cents hommes de garnison. Au prix d'efforts inouïs, les assaillants parvinrent à établir leurs batteries; mais sur ces pentes escarpées, il fallut traîner les canons à bras d'hommes pendant la nuit, sous une grêle de mitraille. De toutes les pertes, la plus sentie fut celle du général Salme, l'idole de ses soldats.

On s'était approché si près du fort que deux jours suffirent pour ouvrir la brèche, sous le feu de l'ennemi. Une colonne de trois cents hommes s'élance à l'assaut, pendant qu'une autre tourne le fort pour le prendre par derrière. Une lutte opiniâtre s'engage sur ces deux points : la brèche n'étant pas praticable, les Français y suppléent avec des échelles, ou en se prêtant leurs épaules pour gravir ces pentes abruptes, au milieu des murs en ruines qui s'écroulent sous leurs pas. Mais enfin les sapeurs, au prix de pertes cruelles, parviennent à pénétrer dans le fort, dont ils ouvrent la porte à la colonne d'attaque. La ville, qui suivait avec anxiété les progrès de l'assaut, envoie aux assiégés un renfort de douze cents hommes; mais le général Harispe accourt avec sa réserve, et bientôt, malgré la résistance désespérée de l'ennemi, le fort est au pouvoir des Français. Suchet arrive à temps pour empêcher les soldats, furieux de leurs pertes, de massacrer toute la garnison. Un millier d'hommes est sauvé et fait prisonnier, et un autre millier reste étendu sur le carreau. Bien qu'on soit à peine au début de l'été, la terre est tellement durcie par le soleil qu'il faut brûler les morts au lieu de les enterrer.

C'était là un glorieux début, acheté, il est vrai, par de pénibles sacrifices. On se hâta de retourner contre la ville les canons du fort qui avaient servi à la défendre. L'attaque de la ville basse avait commencé en même temps que celle de l'Olivo ; deux forts la défendaient : le fort Royal, assis sur une éminence, et celui de Francoli, placé à l'embouchure du ruisseau de ce nom. Les Français avaient à gauche l'Olivo, qui maintenant les protégeait, et à droite la mer et les navires anglais, trop éloignés pour que leurs feux pussent les atteindre. Après s'être emparé du fort de Francoli, ils se préparèrent à

l'attaque de deux bastions isolés qui gardaient les abords de la place. En moins de vingt jours, ils avaient perdu plus de deux mille cinq cents hommes, et il fallait en sacrifier au moins autant pour achever la conquête de Tarragone. Mais à tout prix Suchet voulait en finir avec ce formidable siège, car déjà les Anglais avaient jeté dans la ville un renfort de deux mille hommes, et se préparaient à en envoyer un autre. Six mille insurgés valenciens étaient venus grossir les bandes catalanes qui menaçaient d'interrompre le siège. Il fallait donc hâter le dénoûment, sous peine de voir les assaillants, bloqués à leur tour, se changer en assiégés; le seul moyen de gagner du temps, c'était de prodiguer les vies!

Toutes les batteries de siège ouvrirent à la fois un feu terrible, et bientôt trois brèches livrèrent un passage dans les deux bastions et dans le fort Royal qui les dominait. Le 4 juin au soir, trois colonnes s'élancent en même temps à l'assaut. Après une lutte acharnée, le *bastion des chanoines* est emporté; le fort Royal à son tour est enlevé par escalade, pendant que la troisième colonne pénètre dans la basse ville, refoule de rue en rue l'ennemi qui le défend et s'empare du port et des batteries qui le protègent. On tourne aussitôt ces batteries contre la flotte anglaise, qu'on force à lever l'ancre, en échangeant avec elle un feu assez vif. Une heure a suffi pour ce triple assaut, merveille d'audace dans la pensée et de courage dans l'exécution! La conquête de Tarragone est désormais assurée : les Français, maîtres du fort de l'Olivo, de la ville basse et de tous les ouvrages qui l'entourent, peuvent mettre la ville haute entre deux feux, et, dans un temps donné, il faut qu'elle se rende!

Dans ce dernier combat, les Espagnols avaient perdu

treize cents hommes, plus deux cents prisonniers, et les Français cinq cents; mais la lutte était loin d'être terminée. La flotte anglaise avait repris sa croisière et servait de lien entre Valence et l'armée catalane, où elle venait d'amener deux mille Anglais et autant d'Espagnols. L'armée française se trouvait donc entre l'ennemi du dehors et celui du dedans; mais encouragée par le succès, elle voulait en finir avec Tarragone, pour marcher droit aux insurgés, et leur éviter la peine de venir la chercher. Après quatre assauts, toujours couronnés de succès, il fallait en livrer un dernier et définitif à la ville haute, mieux défendue par sa position, et où s'étaient réfugiés les débris de deux autres défaites. Un double danger ici menaçait les assaillants, c'était une sortie de la garnison, combinée avec une attaque des insurgés catalans qu'on annonçait pour le 29 et le 28. Suchet se décida à livrer l'assaut à la ville haute, qu'une forte batterie de quarante-huit battait en brèche depuis vingt-quatre heures.

Vers cinq heures du soir, quinze cents soldats d'élite s'élancent à l'assaut, sous les ordres du général Habert, le vainqueur de Lerida; une réserve de même force les appuyait, prête à leur succéder. Arrivés au pied de la brèche, sous un déluge de feux qui se croisent, les assaillants ont à lutter à la fois contre les pierres qui roulent sous leurs pas, contre la mousqueterie et la mitraille qui pleuvent sur eux de tous côtés, et contre les Espagnols, tout prêts à mourir pourvu qu'ils puissent faire mourir un Français avec eux! Étonnés d'une pareille résistance, ils s'arrêtent et reculent un instant, malgré tout leur courage; mais la deuxième colonne d'assaut s'ébranle à son tour, pousse en avant ceux qui l'ont précédée, et ce flot mouvant, que rien ne peut

arrêter, chasse devant lui les Espagnols, étonnés à leur tour de tant d'audace. La brèche est enfin franchie, après des efforts désespérés; les Français, emportés par un irrésistible élan, pénètrent dans la ville. Arrivés sur la place de la cathédrale, ils trouvent l'église et les maisons voisines pleines de tirailleurs qui les déciment sans s'exposer à leurs coups. Sur ce terrain inégal et montueux, soixante marches conduisent au parvis, et il faut les gravir à découvert sous une pluie de balles. Les assaillants, surexcités par le succès, franchissent en courant ce dernier obstacle, enfoncent les portes de l'église changée en forteresse, et massacrent sans merci tous ceux qui les défendent. Mais la pitié leur revient au cœur en y voyant, couchés sur de la paille, cinq cents blessés qu'ils épargnent.

Quelques attaques, dirigées sur d'autres points, n'ont été ni moins disputées ni moins heureuses : une porte enfoncée à coups de hache a livré passage à une autre colonne, et la ville est enfin au pouvoir des Français. La garnison, réduite à huit mille hommes, après avoir en vain cherché à s'échapper, est contrainte de se rendre. Ainsi se termine par un complet triomphe ce siège, un des plus courts et des plus sanglants qui aient jamais été livrés. Exaspérés par une résistance aussi opiniâtre, les soldats s'étaient mis à brûler et à piller; mais Suchet et les autres généraux réussissent, non sans peine, à les ramener à des sentiments plus humains. On éteint le feu, on cesse le pillage, on ramasse les blessés, Français et Espagnols, qui jonchent les rues et les remparts, et l'on recueille, pour fruits de la victoire, trois cents bouches à feu, vingt drapeaux, avec une masse de fusils, de munitions et de vivres. Le gouverneur, prisonnier, est traité par le vainqueur avec les égards dus au courage

malheureux. De part et d'autre, on fait le compte de ses pertes : les Espagnols ont perdu de six à sept mille hommes; les Français en ont douze cents tués, et quatre mille trois cents hors de combat; et voilà de quel prix il faut payer ce sanglant hochet qu'on appelle la gloire!

La conquête de Tarragone avait une double importance, militaire et politique tout ensemble : l'insurrection catalane était atteinte cette fois dans son dernier refuge. L'Empereur, sûr d'avance du succès quand c'était Suchet qui commandait, avait donné l'ordre de faire sauter les fortifications; mais Suchet, voulant se ménager un point d'appui sur la côte, épargna le fort et la ville haute; il se contenta de détruire les remparts de la ville basse, et laissa dans sa conquête un millier d'hommes, bien pourvus de munitions et de vivres; puis, avec sa petite armée, diminuée de moitié, il se mit à la poursuite de l'armée catalane qui, pour secourir Tarragone, avait attendu qu'elle fût prise. Mais les insurgés se gardèrent bien de l'attendre : une partie s'embarqua sur des navires anglais; le reste se réfugia dans le couvent de Montserrat, changé en forteresse; mais le couvent fut pris d'assaut par les Français, soutenus par l'élan de la victoire. Après cette glorieuse campagne de sièges, la plus belle et la mieux conduite qu'offre cette histoire, Suchet, avec ses débris d'armée, rentra dans son gouvernement d'Aragon, pour y laisser passer la saison des chaleurs. Il y trouva à son retour le bâton de maréchal, décerné par l'Empereur au plus heureux comme au plus habile de ses lieutenants dans la Péninsule.

Mais cette brillante série de sièges, accomplie en si peu de temps par un seul homme, en Aragon et en Catalogne, n'était qu'une exception; du reste tout languissait, rien ne marchait en Espagne pendant cette

saison morte, où la guerre même se repose! Soult, pour ne pas affaiblir son armée, qu'il occupait à ne rien faire, n'avait laissé à Victor devant Cadix qu'une douzaine de mille hommes, sans songer, dans son égoïsme à courte vue, que, le Portugal une fois perdu, il fallait à tout prix enlever aux Anglais le plus grand port militaire de l'Espagne, aux Espagnols le centre politique de l'insurrection et le siège de leurs Cortès, plus à redouter pour Napoléon que toutes leurs armées! Après une course triomphante contre les insurgés de Murcie, qui se dispersèrent devant lui, Soult était revenu trôner à Séville, et accorder quelque repos à ses troupes, fatiguées de ces courses sans fin. Les maladies avaient fait dans leurs rangs plus de ravages que l'ennemi : de quatre-vingt mille elles étaient réduites à moins de quarante mille; c'est ainsi que se fondaient et disparaissaient les armées sur cette terre dévorante que l'Empereur allait bientôt échanger pour les glaces du pôle!

Et Wellington? Quand on connaît son activité, sa vigilance et ce soin consciencieux des détails qui n'altérait jamais chez lui les grandes vues de l'ensemble, on se demande maintenant ce qu'il va faire. Après avoir chassé trois fois les Français du Portugal, va-t-il les poursuivre sur le territoire espagnol? surmontera-t-il sa répugnance à agir en commun avec ses indociles alliés? Oui, sans doute. Mais, avant d'entrer en Espagne, il veut en occuper les deux portes, Ciudad-Rodrigo et Badajoz, afin qu'on ne puisse pas les fermer derrière lui. Maître de ces deux clefs de la frontière, il pourra ouvrir à ses soldats la route de la Vieille-Castille ou celle de l'Andalousie. L'entreprise était hardie et l'exécution difficile, car Soult, avec son armée, veillait sur Badajoz, et Marmont sur Ciudad; mais l'Angleterre avait les yeux sur

lui, et après six mois de cette glorieuse défensive, elle attendait quelque action d'éclat. Après avoir arrêté ses plans, il passa donc les mois d'été et d'inaction forcée à tout préparer pour ces deux sièges, sauf à choisir, l'heure venue, celui qui paraîtrait le plus facile : six mille mulets furent réunis, avec d'immenses provisions de vivres, et une route nouvelle frayée le long de la frontière pour transporter tout le matériel de l'armée sur le point d'attaque que l'on choisirait.

Après l'échec subi devant Badajoz, Wellington, craignant de décourager ses soldats, résolut de porter sur Ciudad-Rodrigo leur premier effort, sauf à revenir plus tard venger leur insuccès sur la capitale de l'Estrémadure. Une autre raison l'y décida d'ailleurs : en assiégeant Badajoz, il avait à craindre que Marmont n'accourût au secours de son collègue; en attaquant Ciudad, il savait d'avance que Soult ne ferait pas un pas pour délivrer Marmont! Une fois ses plans arrêtés, il achemina son parc d'artillerie dans la direction de Ciudad, en faisant voyager une à une ses bouches à feu, et en les cachant dans les villages, pour dérober à l'ennemi son secret. Informé, par les intelligences qu'il avait partout, de chaque mouvement de ses ennemis, il ne livrait jamais au hasard une seule de ses démarches, et choisissait toujours, pour attaquer comme pour se défendre, la place et l'heure qui lui convenaient.

Dans les premiers jours de septembre, Marmont, malgré le désavantage de sa position, car il avait à la fois contre lui les Anglais et les habitants du pays, fut informé des plans du général anglais et du projet d'attaque sur Ciudad-Rodrigo. La place, une fois assiégée, était d'avance condamnée à se rendre, car elle n'avait des vivres que pour quinze jours. Il fallait donc la ravitailler

d'abord, puis courir aux Anglais avant qu'ils fussent établis sous ses murs. Marmont, avec ce qui restait de l'armée de Portugal, était alors sur le Tage, plus près de Badajoz que de Ciudad. Salamanque et le bassin du Duero étaient occupés par l'armée du Nord, où Dorsenne avait remplacé Bessières. Sur les instantes prières de Marmont, Dorsenne rassembla pour les défenseurs de Ciudad un fort convoi de vivres, pendant que Marmont se dirigeait sur Salamanque à la tête de vingt-six mille hommes. Les deux armées, après avoir dispersé, chemin faisant, quelques bandes d'insurgés, se réunirent près de Salamanque au nombre de quarante mille soldats, frais, dispos, reposés par leur inaction pendant les chaleurs, et prêts à faire face à l'ennemi, quel qu'il fût. Wellington comptait le même nombre sous ses drapeaux; mais sur quarante mille soldats, il n'avait que vingt-cinq mille Anglais, et les deux armées, égales en nombre et en courage, ne l'étaient pas en valeur militaire.

Mais l'union, qui pouvait seule assurer la victoire, était loin de régner entre les deux généraux français. Le 22 septembre, dans un combat d'avant-garde, qui pouvait amener une bataille décisive, la cavalerie de Marmont, ayant chargé avec vigueur deux brigades d'infanterie anglaise, les fit reculer et les mit en déroute; mais Dorsenne, qui devait envoyer une division au secours de son collègue, soit négligence soit mauvaise volonté, la fit partir trop tard; ainsi se perdit une occasion, qui ne devait plus revenir, de forcer le général anglais à accepter la lutte sur un terrain qu'il n'avait pas choisi. Wellington, du reste, ne se souciait nullement, avec une armée composée d'éléments aussi divers, d'engager un combat sérieux avec un ennemi dont il connaissait la puissance; aussi se hâta-t-il de décamper

la nuit, et les deux généraux français commirent encore la faute de ne pas le poursuivre. Ils se dédommagèrent de cette victoire manquée en jetant dans Ciudad un fort convoi de vivres, et l'armée anglaise échappa ainsi à un des plus graves dangers qu'elle eût encore courus.

Qu'on ne se hâte pas d'accuser Wellington; tout chez lui était calculé, même ses fautes apparentes, et quand il reculait, c'était pour se rapprocher de son but. Or son but, en ce moment, ce n'était pas une bataille où il aurait pu être vaincu, c'était Ciudad-Rodrigo qu'il était sûr de prendre, si seulement les Français lui donnaient le temps de l'assiéger. Les vivres jetés dans la place ne pouvaient manquer d'en prolonger le siège; mais ici les fautes même de ses ennemis devaient combattre pour lui. Tenu par les habitants du pays au courant de tout ce qui se passait, il savait que le vainqueur de Tarragone méditait une expédition contre Valence; il savait aussi que l'Empereur, qui ne songeait qu'à en finir avec l'Espagne, avait donné l'ordre à tous ses généraux, à toutes ses armées, d'appuyer le mouvement de Suchet sur Valence. Or cette concentration de toutes les forces de la France sur un point aussi éloigné de lui allait lui donner le temps et la liberté de poursuivre son siège; car Marmont à lui seul n'était pas assez fort pour l'en empêcher.

Ce qui manquait aux armées françaises dans la Péninsule, ce n'était pas le courage, c'était l'union, et c'était le nombre! L'Empereur, de plus en plus effrayé de ce que lui coûtait cette terrible guerre, aurait voulu la faire au rabais, avec le moins d'hommes et d'argent possible. Six mille Espagnols avaient tenu vingt-cinq jours dans Ciudad-Rodrigo contre une armée entière, et les Français, maintenant, pour faire face à quarante

mille ennemis, n'avaient dans la place que quinze cents soldats. Il fallait donc mener vivement un siège que pouvait interrompre à chaque instant l'arrivée de l'armée française. Établi devant Ciudad le 8 janvier 1812, Wellington, grâce à l'immense supériorité de ses forces, eut bientôt entouré la place entière de ses travaux de siège. Ses feux furent surtout dirigés sur l'ancienne brèche, faite par les Français et mal réparée par eux. Deux couvents, changés en forteresses, défendaient les abords de la ville; ce n'était pas la force qui manquait à leurs murailles, c'étaient des hommes pour les défendre. Aussi leurs faibles garnisons furent-elles bientôt forcées de se réfugier dans la place. Maîtres des ouvrages extérieurs, les assaillants reportèrent leurs efforts sur la ville, et la vieille brèche fut bientôt rouverte. Mais Badajoz avait appris à Wellington que les Français, derrière un rempart, n'étaient pas moins solides que les Espagnols, et que la défense, chez eux, n'était pas moins furieuse que l'attaque. Il résolut donc d'assaillir la place par deux côtés à la fois, comptant pour ses soldats sur la supériorité du nombre, sinon sur celle du courage. Une seconde brèche fut ouverte, et les Français dûrent se préparer à repousser ce double assaut. Réduits à un millier d'hommes à peine, les assiégés luttaient sans espoir, décidés comme leur chef à mourir plutôt que de se rendre. Derrière les deux brèches, ils avaient élevé un nouveau rempart, garni de canons chargés à mitraille, et des obus et des bombes à la main étaient prêts à rouler sur les assaillants.

Enfin, dans la nuit du 18, les Anglais, montant à l'assaut, attaquent à la fois les deux brèches. A la grande surtout, où se trouvait le commandant français, Barrier, la résistance fut terrible : les Anglais, en

essayant de gravir cette pente semée de décombres. furent plusieurs fois repoussés par la mitraille, les pierres roulantes et l'opiniâtre fusillade qui s'abattait sur eux. Mais, pendant que la grande brèche tenait bon, la petite était emportée d'assaut, non sans résistance. Les assaillants, traversant en hâte la ville, où ils avaient les habitants pour eux, chargèrent par derrière les défenseurs de la grande brèche, qui, pris entre deux feux par un ennemi dix fois plus nombreux, furent enfin obligés de se rendre. Wellington, quoique gardien sévère de la discipline, crut devoir accorder à ses soldats le pillage d'une ville, non pas ennemie, mais alliée, et pour qui la conquête aurait dû être une délivrance. Ce fait, peu honorable pour lui, s'expliquera peut-être si l'on songe que l'armée anglaise se recrutant à prix d'argent, à des soldats achetés, il fallait payer leur courage!

Dix jours avaient suffi pour prendre Ciudad; mais Wellington, si avare d'ordinaire du sang de ses soldats, l'avait prodigué cette fois pour gagner les Français de vitesse. Aussi ce rapide succès avait-il été bien cher acheté : douze cents hommes étaient hors de combat. et parmi eux le brave Crawford, un des meilleurs lieutenants de Wellington. Ces pertes, énormes pour un siège aussi court, se comprendront mieux si l'on se rappelle que les Anglais, toujours braves, mais un peu dépaysés quand il leur faut combattre hors de leur élément, ont rarement affaire avec les sièges, et n'avaient point dans ce temps d'officiers du génie. Quand on n'a pas la science pour soi, il faut avoir le nombre et l'audace; c'est ce qu'ils avaient eu à Ciudad, et ce qu'ils allaient avoir à Badajoz, pour venger l'échec essuyé sous ses murs.

Le vrai coupable de la prise de Ciudad. c'était Dor-

senne, chargé de le secourir ; mais le général en chef, Marmont, occupé en ce moment de faire passer son armée du bassin du Tage dans celui du Duero, avait mis dans ses mouvements une lenteur fatale pour la garnison qu'il voulait secourir. Or toute faute porte avec elle son châtiment, et la situation de l'ex-armée du Portugal était devenue très périlleuse : la Vieille-Castille était ouverte, et rien n'empêchait maintenant les Anglais de marcher sur Salamanque, centre nouveau du commandement de Marmont. Mais, outre le bassin du Duero, il avait à défendre en même temps, par une tâche impossible, ceux du Tage et de la Guadiana, dont Badajoz, une fois pris, ouvrirait aux Anglais le chemin.

Aussi, à peine arrivé à Salamanque, s'occupa-t-il de mettre la ville à l'abri d'un coup de main, en fortifiant trois couvents qui en occupaient les abords; car, par Ciudad-Rodrigo, les Anglais avaient maintenant un pied en Espagne, et leur longue défensive pouvait d'un moment à l'autre se changer en attaque. Mais le plus probable, c'était que Wellington, après Ciudad, voudrait enlever Badajoz, pour tenir en main, avant d'entrer en Espagne, ces deux clefs de la frontière. Or, sur les cinquante mille excellents soldats que commandait Marmont, il fallait en laisser dix à douze mille pour garder Almaraz sur le Tage, Zamora sur le Duero, Leon et Astorga sur la route des Asturies, et le Guadarrama sur celle de Madrid. Il lui faudrait donc, avec moins de quarante mille hommes, tenir tête aux soixante mille de Wellington, dont trente mille Anglais. Quant à des secours de la part de Soult, Marmont savait trop bien qu'il ne fallait pas y compter. Donc la question posée était celle-ci : resterait-il à Salamanque pour y attendre une invasion douteuse? ou se porterait-il sur Badajoz,

pour se défendre contre une attaque plus probable de l'armée anglaise? Terrible alternative où, quoi qu'on décidât, on était toujours sûr de laisser un danger derrière soi, en allant en affronter un autre !

Son incertitude ne dura pas longtemps : Wellington avait arrêté ses plans, dont il faut toujours admirer la sagesse : avant de fouler cette terre d'Espagne, suspecte même à ses alliés, il fallait avant tout ne pas laisser l'ennemis derrière soi, et enlever aux Français Badajoz, qui leur rouvrirait tôt ou tard le chemin du Portugal. Une fois décidé, Wellington procéda à l'exécution avec sa prévoyance et son activité ordinaires : il achemina sur Elvas, à trois lieues de Badajoz, un vaste appareil de siège; puis il fit filer sans bruit du même côté toutes ses divisions, l'une après l'autre, tout en restant lui-même à Ciudad, pour ne pas révéler ses projets à l'ennemi.

La garnison de Badajoz, réduite à quatre mille hommes, là où il en aurait fallu dix, ne pouvait se méprendre sur le danger qui la menaçait. Vainement elle implora le secours de Soult, son défenseur naturel, puisque c'était lui qui avait enlevé la ville aux Anglais; Soult était alors occupé du siège de Cadix, entrepris, dès le début, avec des forces insuffisantes, et qu'il ne voulait pas quitter. Se rappelant l'énergique résistance de la garnison de Badajoz contre les Anglais, il crut ou fit semblant de croire qu'elle suffirait encore à se défendre, ou qu'elle compterait pour la secourir sur Marmont, comme Marmont comptait sur lui, avec plus de raison. Toutes les instances de la garnison se brisèrent contre l'orgueil opiniâtre et l'égoïsme de cet homme, qu'on peut appeler à bon droit le fléau de la guerre d'Espagne et le mauvais génie de l'Empire.

Dans l'intervalle, Wellington, avec cinquante mille soldats et un immense matériel, était venu s'établir le 16 mars sous les murs de Badajoz, décidé à pousser le siège aussi vivement que celui de Ciudad, dût-il lui en coûter le quart de son armée. Il laissa donc de côté le fort de San Cristoval et tous les ouvrages extérieurs, pour concentrer tous ses efforts sur la ville. Dès le 17, la tranchée fut ouverte contre un ouvrage avancé, défendu par deux cents hommes seulement, et, le 25, la brèche était praticable. Trois colonnes anglaises assaillirent le bastion par trois côtés à la fois, et s'en emparèrent, malgré la résistance énergique de la petite garnison. Dès lors, ce fut la place elle-même qu'on commença à battre en brèche ; les assiégés ripostèrent avec une vivacité et une justesse de tir supérieures à celles de l'attaque, mais bientôt la poudre vint à manquer, et la défense dut ralentir son feu.

La garnison avait déjà perdu sept cents hommes, et les trois mille trois cents survivants ne suffisaient plus à couvrir cette vaste enceinte. Les secours, vainement implorés, n'arrivaient ni du nord ni du midi ; les assiégés, abandonnés à eux-mêmes, étaient condamnés à se défendre sans espoir d'être soutenus ; et cependant leur héroïque résolution ne faiblit pas un instant. Mais l'ardeur des assaillants s'augmentait avec leurs progrès : trois larges brèches avaient été pratiquées dans le mur d'enceinte, et le jour de l'assaut approchait. Aucune sommation n'avait été adressée à la place, car on savait d'avance qu'elle serait inutile. Comme dernière ressource, les assiégés avaient préparé, dans le fossé de la principale brèche, une mine bourrée, à défaut de poudre, de bombes et de pièces d'artifice, et trois fusils avaient été distribués à chaque homme, pour suppléer au nombre qui leur man-

quait. Des canons chargés à mitraille défendaient les abords de chaque brèche, et c'est ainsi que les assiégés attendaient l'assaut, tout prêts à y faire face.

Enfin, le 6 avril au soir, vingt mille hommes, chiffre bien rare dans les annales des sièges, marchèrent en même temps à l'assaut. Wellington, craignant toujours une attaque de Marmont ou de Soult, ou de tous deux réunis, était décidé à en finir, et à sacrifier des hommes pour gagner du temps. Les trois brèches furent attaquées à la fois par trois colonnes d'assaut, tandis que deux autres divisions assaillaient, sur deux autres points, reconnus les plus faibles, les remparts de la ville. On laissa les assiégeants s'approcher; puis la garnison, se montrant tout d'un coup, les accueillit par un feu terrible de mousqueterie et de mitraille. La mine chargée éclata sous leurs pas au moment voulu, en coûtant la vie au brave officier du génie, Mailhet, qui avait voulu y mettre le feu lui-même; mais elle fit en revanche un affreux ravage dans les rangs des assaillants.

Trois mille Anglais avaient déjà péri, sans pouvoir pénétrer dans l'enceinte, et Wellington, qui contemplait froidement cette scène de carnage, allait ordonner la retraite. Mais, dans l'intervalle, le général Picton venait avec sa colonne d'escalader le château, faiblement défendu par un corps de Hessois, auxiliaires dévoués de la France, mais dénués de cette fièvre guerrière que l'Empereur savait entretenir parmi ses soldats. Maîtres du château, les Anglais se hâtèrent d'en fermer les abords du côté de la ville, et dirigèrent contre elle les canons qui tout à l'heure la défendaient. Le commandant, troublé comme la garnison par cette conquête imprévue, essaya de reprendre le château, sans pouvoir y parvenir, et dégarnit dans ce but quelques-uns des points atta-

qués. Les Anglais s'aperçurent bientôt que la résistance était plus faible, et, dirigeant tous leurs efforts sur les points où elle avait molli, ils parvinrent à escalader le rempart, à le tourner et à mettre entre deux feux ceux qui le défendaient. Dès lors, la ville une fois envahie sur deux points, toute résistance devenait inutile, et ses défenseurs n'avaient plus qu'à se rendre ou à chercher leur salut dans la fuite. Le fort de San Cristoval tenait encore; le brave commandant essaya de s'y réfugier avec les débris de son héroïque garnison, mais il périt en l'essayant avec une partie de sa troupe, et le reste fut fait prisonnier.

Cet assaut, un des plus sanglants que mentionnent les annales des sièges, avait coûté aux assiégés douze cents hommes tués ou blessés et près de trois mille prisonniers; les Anglais, dans les vingt et un jours qu'avait duré le siège, comptaient plus de six mille hommes hors de combat. Mais Wellington avait atteint son but et réparé son échec : l'armée anglaise, repoussée naguère avec perte, avait, au prix de pertes bien graves, triomphé de la résistance des braves défenseurs de Badajoz, et deux maréchaux français, chacun à la tête d'une armée, l'avaient tranquillement laissé faire. Ajoutons, pour en finir avec l'histoire de cette malheureuse cité, que les habitants, pendant cette longue occupation, en étaient presque venus à faire cause commune avec les Français. Wellington, pour les punir de cette longue résistance, dont ils étaient certainement complices, livra la ville au pillage, malgré les instances des officiers français prisonniers. C'était là, dans une armée comme dans l'autre, la récompense due à un assaut heureux; après le meurtre, le pillage, telle est la morale de la guerre!

Il est facile, dans cette circonstance, de justifier

Marmont, qu'un ordre précis de l'Empereur enchaînait en Castille, à une grande distance de Badajoz, ayant assez à faire de repousser les bandes d'insurgés qui le harcelaient, et de maintenir ses communications avec l'armée du Nord et avec Madrid. Quant à Soult, bien qu'il se souciât fort peu du danger de ses compagnons d'armes, son amour-propre se révoltait à l'idée de perdre avec Badajoz l'unique trophée qui lui restât de sa triste campagne d'Andalousie. Aussi s'était-il décidé, un peu avant la fin du siège, à laisser devant Cadix une partie de son armée continuer un bombardement sans effet, et à marcher avec le reste au secours de la brave garnison. Tout d'un coup, la nouvelle de la prise de Badajoz par les Anglais, tombant sur lui comme un coup de foudre, vint éveiller dans son cœur le tardif sentiment de sa faute. Déjà Wellington songeait à l'en punir en marchant à sa rencontre avec des forces deux fois supérieures aux siennes; mais la ferme attitude de Marmont, qui menaçait la frontière portugaise en refoulant devant lui les détachements anglais qui la gardaient, sauva son ingrat collègue, et Wellington renonça à attaquer Soult pour se porter vers le nord du Portugal. De son côté, l'orgueilleux maréchal, deux fois coupable de la perte de Badajoz, en n'y plaçant pas une garnison plus forte, puis en laissant enlever à la conquête française son plus ferme rempart, s'en retourna faire semblant d'assiéger Cadix.

Quant à Napoléon, la nouvelle des succès de Wellington et de la perte des deux clefs de la frontière lui causa une vive irritation, ce qui était chez lui la forme ordinaire de la douleur. Il s'en consola en accablant de reproches le maréchal Soult, qui, avec quatre-vingt mille hommes (maintenant diminués de moitié), n'avait

réussi ni à battre les Anglais, ni à conserver au moins ses conquêtes passées, puisqu'il ne savait plus en faire de nouvelles. Quant à Marmont, le croirait-on, l'Empereur osa lui reprocher de lui avoir trop obéi, et de n'avoir pas modifié ses ordres pour les adapter aux lieux et aux circonstances. Mais de plus en plus le vainqueur de l'Europe, préoccupé de soucis plus pressants, tendait à se désintéresser de l'Espagne; tout ce qu'il lui demandait, c'était de lui rendre les soldats qu'il lui avait prêtés, heureux si, sur les six cent mille hommes versés dans ce gouffre sans fond, il avait pu en ravoir la moitié! De tous ses buts aucun n'avait été atteint : après trois campagnes successives, le Portugal n'avait pu être conquis, et, au lieu d'en chasser les Anglais, trois fois ses armées en avaient été expulsées sous trois de ses plus habiles généraux. Quant à Joseph, enfermé dans sa capitale dont il n'osait plus sortir, il jouait au monarque dans Madrid comme Soult dans Séville. Tout ce que pouvait faire l'armée du Nord, c'était de maintenir les communications de Madrid avec la France. Suchet, lui seul, par une série de sièges heureux, avait affermi la domination française dans la Catalogne et dans l'Aragon, et se préparait à pousser la conquête jusqu'à Valence; mais partout ailleurs, le mouvement de recul, une fois commencé, allait se continuer pour ne plus s'arrêter jusqu'à l'évacuation totale de la Péninsule.

Et, maintenant, comment l'Empereur allait-il se consoler de cette série de revers, sans exemple dans les annales de l'Empire? En recommençant au nord, dans des conditions plus désastreuses encore, la campagne qui avait échoué si tristement au midi; en bravant les glaces du pôle après les chaleurs torrides de l'Andalousie; en semant enfin sur tous les grands chemins de l'Europe,

depuis le Niémen jusqu'au Guadalquivir, les cadavres de ses soldats, dont six cent mille avaient déjà franchi les Pyrénées, et dont cent mille à peine devaient es repasser.

CONQUÊTE DE VALENCE.

Pour compléter ce tableau de la situation des armées françaises dans la Péninsule, il nous faut encore raconter la conquête de Valence, dernière étape de la glorieuse campagne de Suchet. Quant au siège de Cadix, il continue à se traîner dans l'impuissance, et les forces de l'attaque y sont hors de proportion avec celles de la défense.

La conquête de Tarragone avait eu un double but : ôter à l'insurrection son centre en Catalogne, et ouvrir à la conquête la route de Valence, afin de mettre l'armée de Catalogne en mesure de donner la main à celle d'Andalousie, par Murcie et Grenade; ceindre ainsi la Péninsule d'un cordon de soldats français, en attendant qu'on pût faire rayonner de Madrid l'autorité centrale vers des provinces soumises. Le plan était bien conçu; mais, pour le réaliser, les forces de Suchet étaient insuffisantes, comme celles de ses collègues. Sur soixante mille soldats qu'il comptait au début, il n'en avait plus que trente-cinq, et il fallait en laisser treize au moins à la garde de l'Aragon et de la Catalogne. Restaient donc vingt-deux mille pour prendre Valence, et soumettre ou contenir tout le sud-est de la Péninsule; car, là même où les villes étaient domptées, les campagnes appartenaient à l'insurrection : toute ville qu'on laissait sans une

garnison ouvrait aussitôt ses portes aux rebelles. Tarragone s'était rendue sur la fin de juin; il fallait reposer les soldats, et laisser passer la saison des chaleurs avant de commencer les opérations. Suchet employa ce temps à préparer son siège avant de le faire. On se souvient qu'en 1810 il avait déjà reconnu Valence, sans pouvoir y entrer; il avait donc l'expérience du pays et des routes qu'il fallait suivre. Il organisa à Tortose son parc de siège, et y réunit un vaste dépôt de munitions et de vivres, en faisant venir ses blés de l'Aragon par l'Èbre; car les voies fluviales étaient alors plus sûres et plus faciles en Espagne que celles de terre.

Le 15 septembre, avant la fin de l'été, qui dure au moins six grands mois en Espagne, Suchet se dirigea sur Valence avec sa petite armée, divisée en trois colonnes : chacune marchait par une route différente, pour balayer la plaine et les montagnes des bandes qui les infestaient. Mais celles-ci se dispersèrent sans attendre l'ennemi, et, le 22, les trois colonnes réunies arrivèrent à l'entrée de la plaine de Valence. Ici allaient commencer les difficultés réelles : et d'abord l'armée avait dû laisser derrière elle les deux places fortes de Peniscola et d'Oropesa, qui offraient aux insurgés un double point d'appui; en face d'elle se trouvait Murviedro, surmontée par un rocher que dominent les ruines de l'antique Sagonte, aussi célèbre par sa résistance dans les annales de l'Espagne romaine que Saragosse dans celles de l'Espagne moderne. Sur ces ruines historiques, qui rappelaient à ce peuple enthousiaste de glorieux souvenirs, s'élevait un fort défendu par une garnison de trois mille soldats. Or la route que ce fort dominait était la clef de l'unique entrée de cette plaine de Valence, véritable jardin (*huerta*), célèbre par sa fertilité, et arrosé par de

nombreux canaux, assez larges, assez profonds pour arrêter une armée. Ces canaux étaient empruntés au Guadalaviar, humble petite rivière qui vient se jeter dans la mer, après avoir passé sous les murs de la ville. Tant qu'on ne serait pas maître de la route et des forts qui la commandaient, il était impossible de faire arriver à Valence la grosse artillerie nécessaire pour le siège. On avait pu laisser de côté Peniscola et Oropesa, sauf à les prendre plus tard; mais, à tout prix, il fallait se rendre maître de Sagonte, qui fermait le passage. A défaut de l'artillerie absente, il fallait essayer d'un assaut contre ce fort, inaccessible partout, sauf du côté de l'est, où il se rattache à une chaîne de collines qui viennent mourir vers la mer.

Les soldats, exaltés par le succès des derniers sièges, ne demandaient qu'à marcher, affirmant qu'ils n'avaient pas besoin de canons, et qu'aucun rempart ne pourrait résister aux vainqueurs de Tortose et de Tarragone. Donc, le 28 septembre, au milieu de la nuit, le signal de l'attaque est donné; deux colonnes de soldats, munis d'échelles, s'élancent à l'assaut et gravissent en courant la pente, un peu moins abrupte de ce côté. Ils rencontrent en route une partie de la garnison, qui, cette nuit même, avait décidé de tenter une sortie. Les assaillants la refoulent dans la place avec une rare vigueur, mais l'éveil était donné; les assiégés, réunissant toutes leurs forces sur le point menacé, opposent aux Français une résistance invincible. Les échelles se trouvent trop courtes pour escalader le rempart, et les assaillants, rejetés dans le fossé, sont forcés de se retirer, avec perte de trois cents hommes tués ou blessés.

C'était là un fâcheux début; car, faute de pouvoir emporter Sagonte par un coup de main, il fallait un

siège en règle. Décidé à en finir, Suchet, avec sa résolution accoutumée, envoie le général Compère à la tête de quinze cents Napolitains (toute l'Europe avait ses représentants dans les armées de l'Empire), avec ordre de prendre Oropesa en quinze jours. L'artillerie est amenée de Tortose, et tournée contre la ville de Murviedro, qui, faible par sa position et faiblement défendue, se rend le 10 octobre, et l'artillerie passe de là sous les murs de Sagonte. Mais ici, après l'assaut manqué, un siège régulier n'était pas plus facile ; car c'était dans le roc vif qu'il fallait ouvrir la tranchée. sous des feux qui commandaient tous les ouvrages des assaillants et balayaient les travailleurs dans les tranchées. Le roc était si dur qu'il résistait à la pioche et à la mine, et le 18 seulement on put commencer à battre en brèche; mais, sous les murs modernes, que le canon eut bientôt entamés, se trouvaient de vieilles maçonneries romaines, liées avec ce ciment que les siècles ont durci comme du fer. Les Espagnols, avec le courage qu'ils retrouvent toujours derrière un rempart, tiraient à découvert, et fusillaient les canonniers sur leurs pièces.

Les soldats aussi voulaient en finir, et demandaient à grands cris l'escalade. Un second assaut fut essayé le 18, et avorta comme le premier, avec perte de deux cents hommes. Blake, à la tête de trente mille insurgés, les meilleures troupes régulières de l'Espagne, était venu au secours de Valence. Encouragé par le double échec des Français devant Sagonte, il s'aventura jusqu'à marcher à leur rencontre, chose rare dans les annales de l'insurrection espagnole! Suchet, heureux de voir l'ennemi, qu'il comptait aller chercher, venir au-devant de lui, se retourna pour lui faire face, en laissant une partie de ses troupes devant Sagonte. L'armée, comme son

général, ne se sentait pas de joie de rencontrer enfin les Espagnols en rase campagne, et de pouvoir prendre sa revanche des deux assauts manqués. Suchet n'avait que dix-huit mille hommes à mettre en ligne contre trente, mais il connaissait ses soldats, et comptait sur eux comme ceux-ci sur leur général. Il rangea donc ses troupes en bataille, en appuyant leur gauche sur la mer. Le jour naissait à peine, quand les batteries de siège, en tonnant sur Sagonte, donnèrent le signal du combat. Les Espagnols, appuyés aussi sur la mer, s'emparèrent d'une hauteur que les Français essayèrent en vain de leur disputer; mais Suchet répara bientôt ce léger échec en dirigeant son effort sur le centre ennemi, que les deux ailes, imprudemment avancées, avaient laissé en arrière. Son but était de couper la ligne espagnole, et il y réussit à la fin. Blessé à l'épaule, l'intrépide maréchal n'en resta pas moins jusqu'à la fin sur le champ de bataille. Les Espagnols, après une résistance plus longue que de coutume, se retirèrent en désordre, laissant aux mains du vainqueur toute leur artillerie et quatre mille sept cents prisonniers. Les Français n'eurent que sept cents hommes hors de combat, et ce n'était pas acheter trop cher une victoire aussi décisive.

Mais le plus beau résultat de cette bataille de Sagonte, glorieuse même pour les vaincus, ce fut le découragement qu'elle jeta dans la garnison. Suchet s'y attendait, et son attente ne fut pas trompée. Tout espoir de secours était perdu pour les assiégés; aussi se rendirent-ils à la première sommation, en laissant aux mains des Français un riche matériel de guerre et deux mille six cents prisonniers. Embarrassé de sa capture, Suchet les envoya sous escorte au delà des Pyrénées, de peur de préparer des recrues aux insurgés, qui, enhardis par son absence,

infestaient l'Aragon et la Catalogne. Affaibli par ses victoires mêmes, il fit demander avec instance à l'Empereur des renforts; car déjà le trop fameux Mina, un des chefs de bande les plus redoutés, occupait la Navarre, et menaçait de couper les communications de Madrid avec la France; enfin les Catalans venaient de reprendre aux Français le couvent de Montserrat, une des plus fortes positions de la province.

La route de Valence était ouverte : les Français, en entrant dans cette riche *huerta,* un des coins de terre les plus fertiles et les mieux arrosés du monde, croyaient rêver, tant cette rive enchantée contrastait avec les déserts qu'ils venaient de traverser. Au fond d'une plaine semi-circulaire terminée par la mer, se trouvait la riche cité de Valence, défendue par de solides retranchements en terre, bien garnis de canons. Le Guadalaviar baignait au nord les murs de la ville, et formait pour elle, avec ses innombrables canaux, une défense nouvelle. Suchet, avec sa petite armée, n'était pas de force à lutter, sans de puissants renforts, contre de pareils obstacles. Tout ce qu'il pouvait faire en attendant, c'était de préparer sa conquête : il enserra donc la ville et l'armée assiégées dans un long et fort retranchement qui, partant du Grao, le port de mer de Valence, s'étendait vers l'ouest bien au delà de la cité. Trois redoutes furent construites, et les troupes s'emparèrent, malgré la plus vive résistance, d'un faubourg détaché de la ville et situé sur la rive gauche du Guadalaviar. Puis, remontant la rive droite, les Français se rendirent maîtres de tous les villages qui la peuplaient, et y vécurent dans l'abondance, en attendant la conquête, qui ne pouvait tarder.

Mais, sans les renforts qu'il demandait à grands cris, Suchet ne pouvait rien faire; car il lui fallait à la fois

tenir tête aux débris de l'armée de Blake et à la puissante garnison de la ville, et dix-sept mille hommes étaient loin de suffire à une tâche pareille. Sans sa conquête de Sagonte, ses demandes de secours auraient sans doute trouvé peu d'écho; mais cette victoire, qui contenait en germe la prise de Valence, plaida puissamment sa cause auprès de l'Empereur : après Valence viendraient Murcie et Grenade, et Suchet, chassant devant lui les insurgés vaincus, pourrait bientôt donner la main à l'armée d'Andalousie et l'aider à refouler les Anglais en Portugal. Tels étaient les rêves de Napoléon, quand il daignait donner une pensée à l'Espagne : Tarragone, Tortose et Valence conquises, en attendant Cadix et Lisbonne, voilà les adieux qu'il allait lui laisser en partant pour la Russie! Ces succès, dont les armées de l'Empire avaient perdu l'habitude, leur en promettaient d'autres au Midi et à l'Ouest, et ils doublaient de prix au moment où l'Empereur et ses invincibles légions allaient tenter fortune au fond de la Russie, et combattre, non pas les hommes seulement, mais la nature, plus hostile encore et plus puissante qu'eux!

Aussitôt, sans songer au danger d'affaiblir partout des forces déjà insuffisantes, l'autocrate, si sourd d'ordinaire aux plaintes de ses généraux et à leurs demandes de secours, leur envoie à tous l'ordre de diriger sur l'Aragon et sur Valence toutes les troupes dont ils peuvent disposer. Joseph lui-même, qui n'a pas trop pour contenir Madrid de sa faible garnison, est sommé de diriger une division sur Cuença. Il n'est pas jusqu'à Reille, au fond de la Navarre, jusqu'à Soult en Andalousie, à l'autre bout de l'Espagne, jusqu'à Marmont qui, à travers toute l'épaisseur de la Péninsule, ne soient forcés de se dessaisir d'une partie de leurs forces pour concourir à cet effort

suprême, qui doit aboutir à la prise de Valence. Or la marche de la conquête étant de l'est à l'ouest, c'était une faute de reporter ainsi vers Valence une portion des forces nécessaires au midi et à l'ouest, contre Cadix et contre les Anglais, le plus redoutable de tous les ennemis de l'Empire! Contre l'usage des généraux français en Espagne, cet ordre de secourir un de leurs collègues fut scrupuleusement obéi. Marmont, du fond de la vallée du Tage, envoya deux divisions, et Reille avec deux autres quitta la Navarre pour l'Aragon, au risque de s'y voir remplacé par Mina. Joseph lui-même voulut contribuer à la conquête de Valence, et se priva d'une division. Soult, lui seul, fidèle à ses précédents, ne voulut pas se priver d'un seul de ses soldats, et motiva, non sans raison, son refus sur la distance et sur la nécessité d'en finir avec l'éternel siège de Cadix.

Vers la fin de décembre, tous ces renforts, venus de tous les coins de la Péninsule, se trouvèrent réunis à l'armée de Suchet, qu'ils grossirent de quatorze à quinze mille soldats, et le siège de Valence fut enfin commencé. Le 26, l'armée passa le Guadalaviar près de son embouchure, et vint étendre ses lignes autour des remparts, du côté de la mer. Pendant ce temps, le général Harispe investissait la ville du côté du sud. Devant l'aspect imposant de l'armée française, qui se déployait dans la plaine, les insurgés de Murcie, saisis de respect, se retirèrent sur Alcira et Xucar. Pour défendre Valence, restaient encore vingt mille hommes des troupes régulières de Blake et soixante mille habitants; mais les jours de l'enthousiasme étaient passés, la guerre durait depuis trop longtemps, couvrant l'Espagne de ruines, sans arriver à un résultat décisif; les conquêtes successives de Lerida, de Tortose et de Tarragone avaient brisé les

courages. La sage réserve de Suchet et ses égards pour les populations vaincues avaient disposé les cœurs en sa faveur, et Valence n'avait nulle envie de recommencer Saragosse. Les passions, si ardentes au début de l'insurrection, s'y étaient calmées, et les massacres de 1808 ne devaient pas plus revenir que l'énergique résistance qui avait fait deux fois reculer les Français.

Le maréchal avait donc tout intérêt à presser le siège; renseigné sur tout ce qui se passait au dedans de la place et dans les rangs de l'armée de Blake, il savait le découragement qui y régnait. Il savait aussi que les renforts, envoyés à son armée de tous les bouts de la Péninsule, ne lui étaient pas prêtés pour longtemps, et il voulait utiliser leur présence. Il commença donc, avec la nouvelle année 1812, les travaux d'attaque autour de la ville. Blake, renonçant à défendre tous les ouvrages extérieurs, rentra dans la place avec son armée, et rien n'annonçait aux assaillants cette résistance désespérée que Tarragone leur avait opposée. Une batterie de mortiers, dressée presque sous les remparts, jeta quelques bombes dans la ville, plutôt pour l'effrayer que pour la détruire; car, à aucun prix, Suchet, humain autant que brave, n'aurait voulu traiter cette riche cité comme les Français avaient traité Saragosse, au risque d'y provoquer l'héroïque désespoir qui avait fait sa gloire et sa ruine tout ensemble. Mais, une première sommation ayant été repoussée, les mortiers, qui s'étaient tus un instant, recommencèrent leur feu; la population, fort peu disposée à laisser brûler sa ville pour se faire un nom dans l'histoire, pesa sans doute sur les troupes, et, le 9 janvier, l'armée toute entière déposa les armes et se rendit prisonnière avec son général.

La conquête de Valence, moins disputée que celle de

Tarragone, avait une égale importance : jusqu'ici les villes fermées avaient résisté aux Français plus que les armées; mais, depuis cette série de sièges heureux accomplis par Suchet, il semblait qu'aucune place forte ne pût plus tenir devant eux. Le vainqueur put entrer en triomphe dans sa nouvelle conquête sans y réveiller des sentiments trop amers, et les sages mesures qu'il prit pour administrer la province lui concilièrent tout d'abord ceux qui avaient quelque chose à perdre. La portion la plus ardente de la population avait quitté Valence pour s'enrôler dans les bandes, et un calme relatif s'établit dans la ville conquise. Mais les troupes d'emprunt qui étaient venues renforcer l'armée de Suchet se hâtèrent de la quitter pour retourner dans leurs quartiers, et le morcellement des forces de la France reprit de plus belle après cette concentration d'un instant. Reille s'en retourna en Navarre; Montbrun, le lieutenant de Marmont, se sentant la bride sur le cou, à cent lieues de son chef, hasarda une pointe sur Alicante, sans parvenir à s'en emparer, et dut rentrer à son tour sous le drapeau qu'il avait quitté.

La grande, la seule affaire, celle sur laquelle il aurait fallu concentrer toutes les forces de la France, c'était d'expulser les Anglais de la Péninsule! L'Empereur y avait songé autrefois, mais il avait maintenant bien d'autres affaires sur les bras! Au lieu d'envoyer, comme il l'aurait fallu, cent mille hommes de plus en Espagne, pour combler les vides faits par la guerre et les maladies, sait-on le parti auquel il s'arrêta? Ce fut de rappeler à lui douze mille hommes de la jeune garde, qu'il enleva à Dorsenne, plus sept à huit mille Polonais, excellents soldats, qu'il retira à Suchet et à Marmont; plus douze régiments de dragons, la moitié de la cavalerie qu'il

avait dans la Péninsule. C'était, en tout, plus de trente mille hommes qu'il en retirait, non pas en bloc et d'un seul coup, de peur de démoraliser son armée, mais par une succession continue de départs. Et quel moment choisissait-il pour cela? Celui où tous ses généraux lui demandaient instamment des renforts, et où l'exemple de Valence venait de prouver qu'on ne pouvait rien qu'en concentrant ses forces sur un point donné, système qui fut autrefois celui de Napoléon, et auquel il dut toutes ses victoires!

Après avoir ainsi affaibli ses armées, déjà insuffisantes pour leur tâche, Napoléon ne pouvait plus songer à refouler les Anglais sur Lisbonne, et à « les jeter dans la mer », suivant sa formule habituelle; tout ce qu'il pouvait faire maintenant, c'était de leur fermer l'Espagne. Aussi Marmont reçut-il l'ordre de quitter Almaraz sur le Tage pour s'établir dans le bassin du Duero, à Salamanque, clef de la Vieille-Castille. L'armée du Nord devait lui fournir une réserve de douze mille hommes, et Joseph quatre mille; précaution illusoire, lorsque, en l'absence du chef suprême, tous ses lieutenants ne songeaient qu'à s'isoler pour être plus libres de leur action! Marmont, placé sur le front de bataille, en face des Anglais, avait la double mission de protéger contre eux les bassins du Duero et du Tage, et de couvrir Madrid, et Soult restait chargé de garder, avec cinquante mille soldats à peine, les deux bassins de la Guadiana et du Guadalquivir, et la frontière du Portugal du côté de Badajoz; on a vu comment il s'était acquitté de cette mission!

Voilà dans quel état l'Empereur laissait l'Espagne, au moment où, rejetant derrière lui toute autre pensée, il allait se mettre en route pour la Russie avec l'élite de

ses armées, et marcher, avec sa confiance orgueilleuse, au-devant de nouveaux désastres! Depuis la stérile expédition d'Andalousie, qui avait fait de Soult un Roi de Séville,pour donner un pendant au Roi de Madrid, la position était gâtée au midi, comme elle l'était à l'ouest, depuis les trois expéditions avortées en Portugal. Sur ces deux points, il n'y avait rien à faire, puisqu'on ne pouvait ni prendre Cadix, ni dépasser la frontière portugaise, et c'est à peine si les Français pouvaient dire que le terrain qu'ils occupaient était à eux. A l'est, depuis Barcelone jusqu'à Valence, les éclatants succès de Suchet avaient relevé le moral de l'armée, et abattu quelque peu l'orgueil espagnol; mais c'était là tout! La conquête, du côté de l'est, n'avait pas plus de solidité qu'à l'ouest ou au midi : les Français campaient dans toutes ces villes conquises, mais ne les possédaient pas, et le flot de l'invasion reculait au lieu d'avancer.

Enfin, le dernier acte de l'Empereur, avant de partir pour cette fatale expédition de Russie, ce fut de donner à Joseph le commandement, nominal plus que réel, de toutes les troupes françaises dans la Péninsule, mais sans lui laisser ni un ordre ni un conseil, comme si l'instinct militaire de Joseph devait suppléer au silence de son frère. Une concession plus réelle, ce fut de lui rendre son bien-aimé Jourdan comme chef d'état-major; mais il aurait fallu en même temps leur donner à tous deux le secret de se faire obéir des généraux français : alors on aurait pu retirer Soult de cette impasse de l'Andalousie, où il annulait à plaisir depuis un an une armée de cinquante mille soldats qui, unie à celle de Marmont, eût suffi pour rejeter les Anglais hors de la Péninsule. Mais l'heure des illusions était passée, la guerre d'Espagne n'était plus qu'un boulet que Napoléon traînait à son pied,

en attendant qu'une victoire au nord lui permît de songer au midi. C'est ainsi que, par une génération fatale et continue, les fautes engendrent les fautes, et se chargent elles-mêmes du soin de se punir! Après avoir expulsé les Bourbons de Naples, Napoléon avait été peu à peu entraîné à les bannir aussi d'Espagne, et, du premier de ces trônes, son frère était passé sur le second. Enfin son insatiable ambition, ses exigences tyranniques, pour imposer à l'Europe le blocus continental, lui avaient coûté l'amitié du Czar, toujours un peu précaire ; et c'est ainsi que la guerre d'Espagne, commencée sous de mauvais auspices, avait fini par enfanter celle de Russie, qui à son tour devait amener toutes les armées du continent sous les murs de Paris, et envoyer le vainqueur de l'Europe méditer sur les caprices de la fortune à l'île d'Elbe d'abord, puis à Sainte-Hélène.

CHAPITRE II

BATAILLE DE SALAMANQUE OU DES ARAPILES

1812

Avec Suchet et sa glorieuse campagne de sièges, nous avons épuisé la période des succès pour les armes françaises. Il ne nous reste plus à raconter que des revers, des pas faits, non plus en avant, mais en arrière, et cette tâche est triste pour un Français. Le splendide échafaudage de l'Empire, avant de s'écrouler, commence à menacer ruine. Napoléon, tout entier à son expédition de Russie, a donné sa démission de l'Espagne. Il l'a remise aux mains de Joseph, sans songer un instant à la tâche qu'il lui laisse à remplir, celle de se faire obéir de tous ces généraux, semés avec leurs armées sur tous les coins de la Péninsule. La volonté suprême qui doit tout diriger n'est que de nom à Madrid; de fait, il n'y en a pas, puisque l'Empereur n'est plus en Espagne, pas même par la pensée. Le pouvoir s'éparpille comme les armées; il est partout où il y a un général en chef et des soldats pour recevoir sa consigne. Malgré les ordres que Napoléon leur a laissés en partant, malgré les impuissantes recommandations de Joseph, nous allons les voir tous, Suchet seul excepté, tirer à eux leur lambeau

de pouvoir, persuadés qu'ils n'ont d'ordres à recevoir de personne, puisque l'Empereur n'en donne plus, et qu'eux seuls règnent dans la province qu'ils occupent.

Et ce n'est pas Soult seulement qui tranche ainsi du monarque, ce ne sont pas les maréchaux seuls, ce sont de simples généraux, du moment où ils sont à la tête d'une armée, si petite qu'elle soit, et ne sentent plus peser sur eux la main de fer de l'autocrate. Ainsi Dorsenne, chargé, avec quarante mille hommes, de contenir les bandes de la Navarre, de la Biscaye et de la Vieille-Castille, refuse de reconnaître l'autorité de Joseph, sous prétexte qu'il a sa mission spéciale, et n'a pas trop de toutes ses forces pour maintenir dans l'obéissance ces provinces dont une partie doit un jour appartenir à la France.

A l'autre extrémité de la Péninsule, Soult, le Roi déchu d'Oporto, essaye encore de régner à Séville. On connaît ses façons d'agir, son impatience de tout frein, son égoïste isolement de ses collègues; mais, pour être indépendante, sa situation n'en est pas meilleure; son armée, qui se monte à soixante mille hommes, est la plus belle, la plus forte et la plus inutile de toutes celles qui campent en Espagne; car, grâce à la vaste étendue de terrain qu'elle doit occuper, elle s'est fractionnée jusqu'à l'impuissance, et est devenue incapable de frapper un grand coup. De Grenade au fond de l'Estrémadure, elle est partout, à condition de n'être forte nulle part; ainsi elle a dix mille hommes à Grenade, cinq mille à Arcos, au centre de la presqu'île Gaditane; douze mille font semblant d'assiéger Cadix; quinze mille sont en vedette près de Badajoz pour observer les mouvements de Hill; deux ou trois mille à Baeza gardent les défilés de la Sierra-Morena, tandis que Soult trône à Séville avec quinze mille soldats. Or, que font toutes ces fractions

d'armée qui n'ont ensemble d'autre lien que la capricieuse volonté de leur chef? Une seule chose, se défendre au lieu d'attaquer; repousser les agressions des *guerrillas,* qui, grâce aux navires anglais, toujours prêts à les transporter d'un point sur un autre, font aux Français une guerre incessante, plus meurtrière que toutes les batailles.

L'occupation de l'Andalousie, une des plus fatales inspirations de cette triste campagne, n'aurait eu d'excuse que si elle avait servi à rejeter les Anglais en Portugal, et à conserver à la France Badajoz et Ciudad-Rodrigo; mais toutes deux étaient perdues maintenant, et deux armées françaises étaient occupées à surveiller l'armée anglaise, pour savoir sur quel point il plairait à Wellington de franchir la frontière. Soult, pour mieux assurer sa liberté d'action, avait retiré de la Manche tous les détachements qui l'occupaient, et rompu, à dessein, toute communication avec Madrid et avec la France. Ainsi son but était atteint, et son indépendance complète comme son isolement; point de secours à donner ni à recevoir, point d'ordres à attendre de personne, et les eût-il reçus, il était décidé d'avance à ne pas leur obéir.

Passons maintenant à l'armée de Portugal, titre ambitieux qui ne rappelait que des revers, et la conquête, trois fois manquée, de ce pays inféodé à l'Angleterre, et où la France ne devait plus rentrer. Marmont, son général, occupait à la fois, avec cinquante-deux mille excellents soldats, et sur une étendue de plus de cent lieues, les deux bassins du Tage et du Duero, avec Salamanque et l'ouest de la Vieille-Castille, plus Astorga, dans le royaume de Léon. Sa consigne était celle de Soult : surveiller les Anglais, les repousser en cas d'agression, et, si Soult était attaqué, le secourir à charge de revanche;

mais on sait comment Soult obéissait à de pareilles consignes, tandis qu'on a vu Marmont, l'an dernier, franchir de vastes espaces pour partager le péril de son ingrat collègue.

Wellington avait donc à choisir, pour entrer en campagne, entre les trois bassins de la Guadiana, du Tage et du Duero, qui relient tous trois l'Espagne au Portugal, comme pour montrer aux hommes que les deux pays n'en font qu'un, et que la Providence ne veut pas qu'on sépare ce qu'elle a uni! Mais le bon sens disait à Marmont que Wellington voudrait poursuivre ses avantages, qu'il ne perdrait pas son temps, comme Joseph, à s'emparer de l'Andalousie, dont il n'avait que faire, et qu'il irait droit au cœur de la Péninsule pour en chasser le *Roi intrus*, et isoler l'armée d'Andalousie de Madrid et de la France. Le danger était donc pour Marmont, et non pour Soult, et l'œil perçant de l'Empereur l'avait aperçu, avant son départ pour la Russie. Soult avait reçu l'ordre d'envoyer au besoin quinze à vingt mille hommes de renfort à son collègue, et Joseph devait aussi le secourir dans la mesure de ses forces. Mais la tâche de Jourdan était bien lourde, avec la précaire royauté qu'il était chargé de défendre; car, avec quinze mille hommes en plus, il fallait faire face à l'ennemi, qui sortait de terre de tous les côtés, et contenir en même temps cette turbulente cité de Madrid, toujours regardant à tous les points de l'horizon de quel côté lui viendrait un libérateur.

Après Marmont, la position la plus dangereuse était donc celle de Joseph; car, si Wellington se portait sur Salamanque avec toutes ses forces, l'armée de Portugal, disséminée depuis Astorga jusqu'au Tage, n'était pas capable de lui tenir tête, et la route de Madrid était

ouverte. Dans cette extrémité, Marmont avait dépêché vers l'Empereur un aide de camp de confiance pour lui exposer la situation, et implorer des renforts. Mais Napoléon, tout entier à sa campagne de Russie, ne voulait pas, ne pouvait pas envoyer en Espagne un soldat de plus. Tout ce qu'il put faire, ce fut de réitérer à Dorsenne, à Joseph et à Soult l'ordre de secourir Marmont. Joseph, malgré l'insuffisance de ses forces, s'apprêtait à obéir; mais Soult, retranché dans son égoïsme, crut ou fit semblant de croire que Wellington songeait à pénétrer en Espagne par Badajoz, et se montra bien décidé à ne pas se dessaisir d'un seul de ses soldats.

L'occupation de l'Andalousie, faute commise de moitié par Soult et par Joseph, ne pouvait avoir qu'une excuse, c'était la conquête de Cadix. C'est contre cette forte cité, rempart de l'indépendance espagnole, que le maréchal aurait dû concentrer toutes ses forces, au lieu de poursuivre, avec douze mille hommes seulement, ce siège dérisoire, qui n'avait jamais été sérieux que sous Victor. Tout cela, Napoléon l'avait deviné, l'avait percé de son pénétrant regard; mais ses plaintes, ses reproches n'arrivaient à Soult qu'affaiblis par le temps et par la distance, et l'orgueilleux maréchal se complaisait de plus en plus dans son rôle de Roi *in partibus* et dans son hautain isolement.

Autant la conquête de l'Andalousie avait été un hors-d'œuvre dans l'ensemble de l'invasion, autant celle de Valence avait un sens et un but pratique; car elle couvrait, comme un poste avancé au midi, les possessions de la France en Catalogne et en Aragon; elle assurait aux Français un grenier toujours plein dans ce riche pays, fertile oasis à côté des déserts de la Manche. Ajoutons que a sage administration de Suchet avait peu

à peu ramené dans les villes conquises la plupart des habitants aisés, émigrés après la conquête. Et cependant Suchet, celui des lieutenants de l'Empereur dont la position était la plus forte, le seul dont le conduite eût été irréprochable, se trouvait menacé à son tour. Après la conquête de Valence, couronnement de sa victorieuse campagne, les collègues qui l'avaient secouru à regret, et pour obéir aux ordres de l'Empereur, s'étaient hâtés de rappeler leurs troupes. Suchet restait avec cinquante-huit mille hommes, épars dans tout l'est de la Péninsule, pour garder cette série de places fortes qui reliaient Valence à l'Aragon et à la France. Mais l'orage s'amassait contre lui sur un point de l'horizon d'où on ne l'eût guère attendu. La Sicile, riche fleuron détaché par l'Angleterre de la couronne de Naples, était alors régie par un Vice-Roi anglais, lord William Bentinck. Celui-ci organisait, pour venir en aide à Wellington, une petite armée qu'une flotte était prête à transporter en Espagne. Douze mille Siciliens, soldés par l'Angleterre, et rompus à sa stricte discipline, figuraient dans cette armée, comme les Portugais dans celle de Wellington. Maîtresse de la mer par ses flottes, l'Angleterre organisait en outre dans les îles Baléares, en face de la Catalogne, un corps de douze mille Espagnols, soldés aussi et disciplinés par elle. Enfin, avec une énergie qu'on ne saurait trop admirer, elle en faisait autant sur la côte de Murcie, où la conquête française, malgré tous ses efforts, n'avait pas pu pénétrer. Commandées par des officiers anglais, ces recrues espagnoles ou siciliennes promettaient de devenir, avec les leçons du champ de bataille, de véritables soldats. Or, avec les flottes anglaises à son service, comme un pont-volant jeté entre les deux Péninsules, l'armée anglo-sicilienne, en se réunissant à celle des

Baléares, pouvait d'un instant à l'autre tomber sur le brave Suchet, obligé de faire face en même temps aux bandes aragonaises et catalanes au nord, aux Anglo-Siciliens et aux Espagnols au midi.

Et cependant ce ferme courage ne s'abattit pas un instant : grâce à sa sage et clémente administration, le pays n'était pas épuisé par l'invasion, l'armée se remettait peu à peu de ses fatigues. Seul entre tous les généraux français, Suchet avait pu verser dans le trésor de Joseph trois millions de francs. Chéri de ses soldats, accepté comme un médiateur bienveillant par les habitants du pays, le digne maréchal s'était fait une position unique entre tous les lieutenants de Napoléon dans la Péninsule. Son attitude modeste, après tant de succès, contrastait vivement avec celle de Soult, toujours battu et toujours content de lui.

Revenons à Wellington, l'âme et le ressort moteur de cette ferme et sage politique de l'Angleterre qui, étreignant la Péninsule par toutes ses côtes, et la traversant de ses armées, devait finir par en chasser l'invasion. Une fois maître de ces deux portes ouvertes sur l'Espagne, Badajoz et Ciudad-Rodrigo, Wellington avait dirigé sans bruit toutes ses forces vers le nord du Portugal, ce qui, pour tout œil un peu clairvoyant, trahissait son dessein d'entrer en Castille par Ciudad, et de s'attaquer à Marmont. Hill restait à Badajoz, chargé de couvrir cette place importante, et d'empêcher Soult de se porter au secours de son collègue. Si ce plan réussissait, si Wellington, avec ses forces supérieures, parvenait à passer sur le ventre à Marmont, il atteignait ainsi trois grands buts à la fois : la route de Madrid lui était ouverte, les communications de Joseph avec la France étaient coupées, et l'Andalousie, au lieu d'un

point d'appui, n'était plus qu'un traquenard, où Soult, privé de toute chance de secours, allait être pris comme Dupont avec son armée!

Marmont, que le danger rendait clairvoyant, comprit bien vite la gravité de sa situation, et demanda du secours à tout le monde, à Soult, à Joseph, à Caffarelli, qui venait de remplacer Dorsenne à l'armée du nord. Si Joseph avait eu d'un commandant en chef autre chose que le nom, il suffisait, comme on l'avait fait pour prendre Valence, de détacher dix mille hommes de chacune des trois armées du midi, du centre et du nord pour porter à quatre-vingt mille les forces de Marmont, et le mettre en état de tenir tête à son redoutable ennemi. Sans doute il y avait péril à dégarnir ainsi Madrid, et à laisser fermer par les bandes de Mina les communications avec la France; mais, le danger étant partout, il fallait courir au plus pressé, et le plus pressé c'était de repousser les Anglais. D'ailleurs, quand on connaissait Wellington, on pouvait d'avance affirmer que, s'il trouvait en face de lui des forces supérieures, ou seulement égales aux siennes, il resterait en Portugal, et ne se hasarderait à combattre que quand il serait sûr de vaincre. Tel était l'avis du judicieux Jourdan, et Joseph lui-même, à qui il faut savoir gré cette fois de sa perspicacité, ne demandait pas mieux que de marcher au secours de Marmont, convaincu que le péril du maréchal était aussi le sien.

Joseph et Jourdan envoyèrent donc à Soult et à Caffarelli les ordres les plus pressants de secourir Marmont, en insistant sur le danger qui menaçait l'occupation française et la royauté qu'elle avait fondée, si on laissait entrer les Anglais en Espagne. Mais les ordres du pauvre Joseph manquaient de cette autorité qui brise

d'avance toute idée de résistance. Caffarelli, nouveau venu à l'armée du nord, se souciait peu de diminuer d'un tiers des forces déjà insuffisantes. Quant à Soult, il prit la chose avec sa hauteur et sa duplicité ordinaires : à l'entendre, ce n'était pas à son collègue, c'était à lui qu'il fallait envoyer des renforts, car c'était sur lui qu'allait se porter tout l'effort de l'ennemi. Or Hill, au lieu des trente mille hommes qu'il lui prêtait, n'en avait guère que quinze, dont un tiers à peine était Anglais; Wellington était en marche vers Ciudad, et si Soult avait été de bonne foi, c'est sa perspicacité qui aurait été en défaut. Joseph, irrité de ces refus opiniâtres, songea un instant à destituer le maréchal rebelle, et à évacuer l'Andalousie, deux mesures urgentes et qui auraient pu changer la face des choses; mais, au moment de les exécuter, le cœur lui manqua, car Joseph avait assez de sens pour voir le bien, mais pas assez d'énergie pour le faire. Il prit donc un moyen terme : il envoya à Soult un de ses aides de camp pour lui démontrer son erreur, et le décider à exécuter ses ordres; mais on devine ce que peut être l'autorité d'un Roi obligé de parlementer avec ses généraux pour se faire obéir. Soult ayant parlé de démission, Joseph n'eut pas le courage de le prendre au mot. Inutile d'ajouter que le maréchal ne se rendit ni aux commandements ni aux prières; il avait bravé à Oporto les ordres de l'Empereur, on peut juger si ceux de Joseph avaient chance d'être obéis!

Ainsi tout combattait pour Wellington, tout lui aplanissait le chemin, avant même qu'il n'eût passé la frontière. Joseph, cependant, donnait aux généraux rebelles l'exemple de l'obéissance aux ordres de l'Empereur en envoyant à Marmont un premier secours que d'autres devaient bientôt suivre. La force de l'armée an-

glaise, c'était son unité sous un seul chef qui n'avait que des lieutenants, mais pas de collègues, et qui, lorsqu'il donnait un ordre, était toujours sûr de le voir exécuter. Les forces de la France, au contraire, divisées en quatre armées, sous des généraux indépendants l'un de l'autre, et soumises, de nom seulement, à l'état-major de Madrid, occupaient au nord, à l'ouest, au centre et au midi, des positions séparées par de vastes espaces. Mais ce qui manquait surtout, c'était une pensée d'ensemble, une volonté une et puissante, comme celle de l'Empereur, pour briser toutes les résistances, et faire converger tous les efforts vers un but commun. Grâce à l'absence de Napoléon et aux préoccupations de sa guerre de Russie, Wellington tenait dans sa main le sort de la conquête française. Il allait conduire à lui seul toute la guerre, et prendre à rebours l'invasion pour la rejeter hors de la Péninsule. Il dominait l'Espagne en ce moment, comme l'Angleterre dominait l'Europe et la traînait à sa remorque.

Wellington, qui ne se pressait jamais, mais qui arrivait toujours à temps, voulut sonder le terrain avant d'affronter son redoutable ennemi : par son ordre, Hill, trompant la vigilance du corps français qui surveillait Badajoz, se porta brusquement sur le Tage en face d'Almaraz; Marmont, prévoyant le danger, avait jeté sur le fleuve un pont de bateaux mobile, avec une tête de pont fortifiée sur chaque rive. Le 18 mai, Hill se présente tout d'un coup sur la rive gauche avec une colonne d'infanterie. Par malheur, les soldats qui gardaient le pont n'étaient pas des Français, mais des étrangers, enrôlés de force au service de la France; à la vue de l'ennemi, prêt à escalader les retranchements, ils perdent la tête et s'enfuient. Les Anglais passent le

pont à leur suite, et s'emparent avec la même facilité de l'ouvrage opposé. Mais les Anglais, n'ayant pas d'artillerie, ne pouvaient songer à assiéger Almaraz; Hill se contenta donc de brûler les bateaux et de détruire les deux têtes de pont, et rebroussa chemin, content d'avoir montré aux Français que tout le monde en Espagne ne reculait pas devant eux. Le général Foy, qui commandait à Almaraz, essaya de poursuivre les Anglais, mais sans pouvoir les atteindre.

Le bruit de cette audacieuse équipée arriva bientôt à Madrid, et y sema l'inquiétude et l'effroi, surtout quand on y apprit que Wellington venait d'entrer en Espagne par Ciudad-Rodrigo, et marchait sur Salamanque. Des ordres plus pressants que jamais furent envoyés par Joseph, et Caffarelli, cédant à la voix du devoir, se décida enfin à marcher avec dix mille hommes à la rencontre de Marmont. Quant à Soult, sourd à toutes les instances, il répondit que toutes ses forces réunies lui suffisaient à peine pour garder l'Andalousie, et que le seul ordre auquel il obéirait serait celui de l'évacuer.

Voyons les forces dont disposait Wellington pour entamer sa laborieuse campagne, sur ce terrain où il ne se sentait pas chez lui (*at home*), comme dans le Portugal. Elles consistaient d'abord en trente-six mille fantassins anglais et cinq ou six mille cavaliers anglais et allemands, troupes d'une solidité à toute épreuve, mais dénuées de l'élan et de l'esprit de ressources d'une armée française. Wellington, qui savait apprécier les qualités d'un ennemi aussi bien que ses défauts, se plaint souvent dans ses *Dépêches* de ce que ses soldats ne savent pas se tirer d'affaire par eux-mêmes. « Si les muletiers, écrit-il, qui, avec six mille mulets, portent les vivres de notre armée, et qu'on ne paye pas depuis six mois, ve-

naient à refuser le service, nous ne garderions pas un soldat, car, s'ils quittaient une fois le drapeau pour aller à la maraude, il n'en reviendrait pas un seul. Ah! qu'on me donne seulement de ces *admirables soldats français* qui, à défaut d'approvisionnements, courent partout pour se procurer des vivres, et savent toujours en trouver, mais qui reviennent toujours au drapeau, font leur soupe à la hâte, et sont toujours prêts à se battre, même quand ils n'ont pas dîné! Avec de pareils hommes je me charge de faire la guerre, même sans argent. » En effet, l'argent — chose étrange! — manquait pour la première fois dans une armée anglaise. Les billets de banque, dans ce pays où on ne croit qu'à l'or ou à l'argent, perdaient 25 pour 100 de leur valeur. La solde de l'armée n'était pas payée depuis plusieurs mois, et les Espagnols, de peur de se voir enlever par leurs ennemis toutes leurs denrées, les vendaient à leurs alliés le plus cher possible.

Si Wellington se plaint ainsi de ses soldats, on peut deviner ce qu'il dit des Espagnols, dont dix mille à peine servaient à regret sous ses drapeaux. « Braves derrière un mur, mais toujours prêts à fuir en rase campagne, nullement disciplinés, et ne sachant ni commander ni obéir. » Il traite mieux les Portugais, qui, rompus à la discipline anglaise, dure et sans pitié, commençaient à lui rendre de réels services. Tel est le jugement que porte sur son armée un général presque toujours vainqueur, et qui, lorsqu'il a la fortune contre lui, sait la ramener à force de patience, de courage et d'habileté! En somme, cependant, ces soldats anglais dont il se plaignait étaient au feu, sinon au bivouac, les machines de guerre les plus dociles à la fois et les plus solides; et, comme les événements le prouveront bientôt, la bouillante ardeur

des Français, toujours prompts à l'attaque, mais aussi à la retraite, devait s'user à la longue contre ces froids et fermes courages que rien ne surexcitait, mais que rien aussi ne pouvait abattre.

Wellington, cependant, était parvenu à réunir sous ses drapeaux soixante-dix mille soldats, dont les trois quarts de troupes excellentes, sans compter deux bandes de *guerilleros*, toujours prêtes à voltiger autour de cette armée, sans vouloir entrer dans ses cadres. Avec ces forces, insuffisantes pour lutter contre celles de la France, si elles avaient été toutes réunies, il voulait tenter un coup hardi, et marcher par Salamanque sur Madrid; entreprise pleine de périls, mais dont le succès pouvait assurer l'indépendance de l'Espagne, et trancher la querelle d'un seul coup. Avec sa prudence consommée, Wellington, mieux que personne, se rendait compte du danger : il se voyait, par cette marche hardie jusqu'à la témérité, arrivant au cœur de la Péninsule, pour s'y trouver cerné par les légions françaises, le jour où elles se décideraient enfin à se tourner toutes contre lui. Et cependant, avec cette froide volonté qui chez lui remplaçait le génie, tout en voyant le danger, il se résolut à le braver; car l'Espagne d'un côté, l'Angleterre de l'autre, attendaient de lui quelque grande entreprise; assez longtemps il s'était défendu, l'heure était enfin venue d'attaquer !

Son parti une fois pris, on ne saurait trop admirer la vigueur qu'il mit à l'exécuter. Mais, avant de partir, il pressa le ministère anglais de venir à son aide en jetant l'armée anglo-sicilienne sur l'est de la Péninsule, pour occuper Suchet; puis, d'ordonner aux croisières de la côte de Biscaye de simuler un débarquement, afin de détourner Caffarelli de prêter son appui à Marmont.

Quant à Soult, Wellington le connaissait assez pour être sûr qu'il trouverait toujours quelque bonne raison pour ne pas venir au secours de ses collègues. Puis, après ce sage ensemble de précautions, il livra sans hésiter à la fortune cette part qu'elle doit toujours avoir dans les affaires humaines. Le 13 juin, il passa l'Agueda, petite rivière qui devait être le Rubicon de ce nouveau César, et, laissant une garnison anglaise dans Ciudad-Rodrigo, sa base d'opérations, il se mit résolument en marche vers Salamanque.

Dans l'intervalle, que faisait Marmont? Si jamais commandant d'armée en Espagne avait eu le droit de compter sur le secours de ses frères d'armes, certes c'était lui! Mais, en attendant les renforts qui ne venaient pas, il avait dû éparpiller ses troupes pour les faire vivre, et, trop tard informé de l'approche de l'ennemi, bien peu de temps lui restait pour les réunir et se préparer à cette lutte inégale. Contre un ennemi supérieur en forces, la première chose à faire, c'était de ne pas se laisser enfermer dans Salamanque, où son armée n'aurait pas pu vivre; mais, ne voulant pas livrer la ville aux Anglais, il y laissa un millier de soldats d'élite, dans trois couvents fortifiés qui remplaçaient la citadelle absente, et s'établit non loin de là dans une forte position. Son espoir secret, ce n'était pas de battre Wellington, mais de lui emprunter sa tactique : de tenir la campagne contre lui, en évitant tout engagement, et de gagner ainsi du temps pour attendre des renforts.

Le 16 juin seulement, l'armée anglaise parut devant Salamanque. Pour isoler les trois couvents et les relier l'un à l'autre, les Français avaient démoli une foule de somptueux édifices qui faisaient l'ornement de cette ville, siège de la vieille université qui porte son nom. A dé-

faut de remparts, le Tormès, affluent du Duero, protégeait la ville et séparait les deux armées. Un vieux pont romain qui la traversait avait été fortifié. Les habitants, si longtemps opprimés, firent un accueil enthousiaste aux Anglais leurs libérateurs, et Wellington résolut d'entamer sur-le-champ le siège des trois couvents, avec l'aide des habitants, impatients de secouer le joug de l'étranger. Pour éviter le pont, qu'il eût fallu emporter d'assaut, les Anglais passèrent la rivière à gué. Wellington avait compté enlever par un coup de main les trois redoutes sacrées ; mais il reconnut bien vite qu'il fallait un siège en règle pour s'en emparer. Il fit donc venir de Ciudad-Rodrigo sa grosse artillerie, qu'il avait laissée derrière lui, et dirigea son attaque contre le plus fort des trois couvents, celui de Saint-Vincent. Marmont, établi près de la ville avec son armée, que venait de renforcer la division Bonnet, détachée de l'armée du nord, n'avait qu'une pensée, celle de gagner du temps, et de soutenir la faible garnison de Salamanque. En attendant son artillerie, Wellington ouvrit la tranchée devant Saint-Vincent, tout en essayant un coup de main sur les deux autres couvents. Mais, malgré leur petit nombre, les Français se défendirent avec tant de vigueur qu'ils tuèrent aux Anglais quelques centaines de soldats, sans essuyer de pertes sensibles. Enfin l'artillerie anglaise, étant arrivée, ouvrit sur Saint-Vincent un feu si terrible que bientôt tout le cloître fut en flammes. La brave garnison, cernée de toutes parts, fut contrainte à se rendre, et les deux autres couvents durent bientôt imiter son exemple.

Salamanque appartenant de cœur aux Anglais, Marmont, privé de tout point d'appui, ne pouvait plus rester dans son voisinage. Il avait reçu de l'armée du

nord tout le secours qu'il pouvait en attendre. Du côté de Soult, rien à espérer; tout ce qu'il lui restait à faire, c'était de se replier sur Madrid, où il trouverait un appui dans l'armée du centre. Il passa donc le Duero à Tordesillas, pour mettre la barrière du fleuve entre les Anglais et lui, et se tenir, en cas de revers, à portée de la route de France. D'ailleurs toutes les villes du bassin du Duero, Zamora, Toro, Benavente et Astorga, étaient munies de bonnes garnisons, bien approvisionnées, et si Wellington perdait son temps à les assiéger, l'armée du centre pouvait encore venir donner la main à celle de Marmont.

Le 1er juillet, Wellington était à son tour sur les bords du Duero; mais là, par un excès de prudence qu'on a peine à comprendre, il s'arrêta une vingtaine de jours pour laisser à l'armée de Galice le temps de s'emparer d'Astorga. C'était une faute; car, si, fidèle à sa tactique, il ne voulait pas livrer de bataille sans être sûr de la gagner, il pouvait au moins assiéger Toro, et se rapprocher ainsi de l'armée française, à qui il laissait le temps de recevoir ses renforts. Aussi Marmont, retranché derrière le Duero, mit-il à profit la faute de son adversaire pour rallier à lui le reste de ses troupes. Son armée s'élevait maintenant à trente-sept mille hommes d'infanterie, sa cavalerie à trois mille, plus deux mille artilleurs et cent bouches à feu, ce qui portait à quarante-deux mille soldats le total de ses forces; mais les renforts promis, attendus, espérés de jour en jour, n'arrivaient pas : Joseph ne répondait à ses instances qu'en redoublant les siennes auprès de Soult et de Caffarelli, et ne parlait plus de rien détacher de l'armée du centre. La position de Marmont était donc grave, mais non désespérée; s'il ne pouvait, avec ses quarante-deux mille

soldats, affronter les soixante-dix mille de Wellington, il lui restait encore la ressource de se replier vers l'armée du nord, qui, unie à la sienne, lui eût assuré la victoire; mais l'amour-propre, conseiller mieux écouté, lui disait que vaincre seul était plus beau que de partager la victoire! A vrai dire, ce n'était pas à une bataille qu'il songeait, mais à une attitude défensive autour de ces fortes positions que la France occupait dans le bassin du Duero. Il espérait lasser ainsi son ennemi, et échapper à la nécessité d'une bataille, tout en ayant l'air de ne pas la craindre.

Wellington, avant de s'enfoncer dans la Vieille-Castille, voulait assurer ses communications avec Ciudad-Rodrigo, son arsenal et son magasin de vivres. Marmont, tout en cherchant à éviter un engagement, ne voulait pas reculer, de peur de livrer à l'ennemi la route de Madrid. Nous abrégeons sans scrupule le récit monotone des marches et des contre-marches de ces deux armées, se poursuivant tour à tour et s'évitant l'une l'autre, jusqu'au 22 juillet, date de la bataille des Arapiles. Wellington, après avoir remonté quelques lieues sur la rive gauche du Duero, s'était replié sur Salamanque, et, avec cette ville pour point d'appui, il s'établit sur une ligne de hauteurs, dites les Arapiles. Marmont, fier d'avoir vu ce redoutable adversaire reculer devant lui, vint s'établir en face de lui, de l'autre côté du vallon, sur des hauteurs opposées. Chose étrange! les deux ennemis, tout prêts pour une bataille, n'avaient ni l'un ni l'autre envie de la livrer. Cependant on ne pouvait pas rester toujours en présence sans essayer, de part ou d'autre, un mouvement offensif, et Marmont savait d'avance que Wellington n'attaquerait jamais le premier, mais serait toujours prêt à se défendre.

A la droite des Français s'élevaient les deux sommets isolés des Arapiles; les Anglais occupaient le moins haut et le plus éloigné. Marmont, après avoir bien étudié les lieux, résolut de s'emparer du premier, afin de pouvoir de là dominer le camp ennemi. Le général Bonnet réussit, sans trop d'efforts, à chasser du grand Arapile les tirailleurs anglais, et à y établir une batterie. Les deux armées restaient séparées par le vallon, large mais peu profond, qui allait aboutir à Salamanque. Wellington, de son côté, opéra avec sa droite le même mouvement que la gauche des Français, de manière à s'assurer une retraite en cas de défaite; car, pour lui, le secret de la victoire, c'était de prévoir toujours le cas où il pourrait être battu, chance qu'un général français ne daigne jamais prévoir! Tout dans les mouvements de Wellington semblait annoncer une retraite, et Marmont s'y laissa tromper : bien que la droite de l'ennemi se fût arrêtée et restât immobile devant sa gauche, il crut l'armée anglaise en marche vers Ciudad, et, dans un accès de témérité qui devait lui coûter cher, il résolut de ne pas la laisser échapper. Toutes ces manœuvres avaient occupé la moitié de la journée; évidemment le général anglais se refusait à la bataille, et c'était pour l'audacieux Marmont une raison de plus de la désirer.

Dans son impatience, il porta sa gauche plus avant encore, de manière à dépasser la ligne anglaise; mais, pour opérer ce mouvement, elle dut descendre des hauteurs qu'elle occupait, et perdre l'avantage de sa position, en face d'un ennemi qui gardait la sienne et avait à lui opposer une masse de cavalerie bien supérieure en nombre. Le centre, commandé par Maucune, se rapprocha aussi des Anglais en descendant vers le bas du vallon. Il était midi, et la bataille n'était pas encore en-

gagée; Wellington, suivant sa coutume, attendait l'attaque, prêt à y faire face, mais sans la provoquer. Maucune fit demander au général en chef l'ordre de charger; mais, dans son ardeur irréfléchie, il n'attendit pas la réponse, et, descendant jusqu'au fond du vallon, il en chassa les tirailleurs anglais et lança sans hésiter sa colonne contre le centre ennemi. Wellington était toujours prêt, et la lutte s'engagea bientôt sur la ligne tout entière, avant que l'ordre en fût donné par aucun des deux commandants en chef.

Cependant Clauzel, qui devait appuyer le mouvement de Maucune, resta par malheur en arrière, et ne put arriver à temps. Maucune et ses soldats, dans leur fougue impétueuse, firent d'abord reculer l'ennemi ; mais pour deux divisions françaises il y en avait quatre dans les rangs opposés, et les Anglais, adossés au village des Arapiles, accueillirent les Français avec un feu si terrible qu'ils les forcèrent à reculer à leur tour. Marmont, qui, du haut du grand Arapile, avait vu la faute commise, montait à cheval pour aller la réparer, quand un éclat d'obus l'atteignit au bras et au côté; tout ce qu'il put faire avant de s'évanouir, ce fut de désigner pour son successeur le général Bonnet.

Dans l'intervalle, Clauzel était enfin arrivé avec sa division, pour soutenir Maucune, et les Français sur ce point reprirent un moment l'avantage. Mais la lutte était maintenant partout, et Wellington avait lancé les Portugais, qui composaient sa gauche, à l'attaque du grand Arapile. La division Bonnet, qui l'occupait, résista avec un rare courage, et tua aux Anglais près d'un millier d'hommes, sans céder un pouce de terrain. Sur ce vaste espace qu'occupaient les deux lignes, on s'était rapproché de si près qu'on se fusillait presque à bout

portant. D'un autre côté, la gauche française n'avait pas moins à faire avec la droite des Anglais : la division Thomière, descendue dans la plaine, prêtait le flanc à la cavalerie ennemie, et celle-ci la chargea avec tant de vigueur qu'elle jeta le désordre dans ses rangs et lui tua son général. La division Brenier, qui venait à son secours, fut elle-même fort maltraitée, et forcée à son tour de reculer. Le nouveau commandant en chef, Bonnet, fut bientôt comme Marmont mis hors de combat, et Clauzel, qui prit sa place, quoique blessé lui-même, résolut de mettre fin à une lutte trop inégale. Il ordonna donc la retraite, plus facile à commander qu'à exécuter, en face d'un ennemi qui sentait la victoire lui venir et ne voulait pas la laisser échapper. Avec une rare présence d'esprit, il ramena ses troupes en bon ordre vers les hauteurs qu'elles avaient quittées, et les divisions les plus maltraitées vinrent à leur tour s'y rallier. Les Anglais, voyant l'ennemi prêt à leur échapper, essayèrent à leur tour de gravir les hauteurs qu'il occupait ; mais l'avantage de la position était maintenant pour les Français, qui dirigèrent sur eux un feu si bien nourri qu'ils leur firent éprouver des pertes cruelles. La division Foy, placée à l'arrière-garde, couvrit la retraite avec un dévouement admirable, et les assaillants, lassés, s'arrêtant à la fin, laissèrent respirer les Français.

L'histoire de cette journée est celle de toutes les batailles livrées par Wellington sur ce sol hostile à la France comme ses habitants : toujours l'avantage de la position est pour les Anglais, et toujours leur habile général, avant d'en venir aux mains, sait s'assurer une retraite. Il attend l'ennemi sans le provoquer jamais, et l'attaque à son tour quand l'heure est venue et que l'élan de ses adversaires s'est brisé contre le flegme du

soldat anglais. Avec les Français c'est le contraire qui a lieu : s'ils ont su se ménager un terrain favorable, ils le quittent pour charger l'ennemi avec cette aveugle furie qui est le secret de leur force, aussi bien que de leur faiblesse quand on résiste à leur impétueux élan. Mais le vice est ici dans les généraux plus que dans les soldats : l'unité manque à leurs efforts quand le génie d'un Napoléon n'est pas là pour la leur imprimer. Chacun d'eux veut agir à sa tête, sous sa propre impulsion; souvent même la bataille s'engage sans l'ordre du général en chef. Chez les Anglais, au contraire, l'impulsion vient toujours d'en haut; les généraux savent obéir comme les soldats, et s'effacent devant la volonté suprême qui règle tous leurs mouvements. L'armée anglaise n'a qu'un guide, qu'une âme, et cette âme c'est Wellington ! Lui seul arrête dans sa pensée le plan de la bataille, laisse l'ennemi l'engager, et la conduit en paraissant la suivre. Ce n'est pas le génie que nous admirons chez lui, c'est cette tenace et froide volonté, qui a son programme arrêté d'avance, et le suit à travers les accidents de la journée. Aussi est-ce l'adversaire le plus dangereux que Napoléon ait rencontré dans son chemin, car les défauts mêmes, chez Wellington, l'excessive prudence, la lenteur dans la décision, deviennent des qualités en face d'un ennemi habitué à tout risquer pour réussir, et dans le vainqueur des Arapiles on peut pressentir déjà celui de Waterloo !

La bataille des Arapiles est une date décisive dans cette histoire; c'est le point où le flot qui montait s'arrête et commence à reculer. Engagée presque à regret par deux armées qui cherchent à s'éviter plutôt qu'à se combattre, elle a changé leurs positions respectives : Wellington, après avoir craint longtemps de voir

toutes les forces de la France se réunir contre lui, s'aperçoit enfin que cette unité n'est qu'un rêve qui, grâce à l'amour-propre des généraux français, ne deviendra jamais une réalité. Désormais, en face d'ennemis qui ne savent pas s'unir pour le vaincre, il est condamné à l'audace, et accepte résolument des mains de la fortune l'œuvre qu'elle lui donne à faire : du moment où les Français ont fait le premier pas pour reculer, c'est à lui d'avancer et de les poursuivre ; ce n'est pas en arrière, vers le Portugal, qu'il faut tourner les yeux, mais vers la France, et en avant !

Quant à l'armée française, elle commence à comprendre que son rôle de conquête est fini, et qu'au lieu d'attaquer, elle n'aura plus qu'à se défendre. De là son dégoût pour cette guerre, qu'elle déteste, et où elle se sent peu à peu fondre et dépérir. On pouvait tout supporter quand on avait pour soi l'élan de la victoire ; mais le soldat français n'est pas fait pour marcher à reculons, il perd dans une retraite la moitié de sa valeur. Dans une bataille indécise, comme toutes celles qu'ont gagnées les Anglais, il ne se sent pas vaincu, mais irrité et honteux d'avoir à reculer au lieu d'avancer. Des deux côtés, les pertes ont été presque égales : l'armée anglaise a perdu de cinq à six mille hommes, dont un général tué et quatre blessés, y compris Beresford, le meilleur des lieutenants de Vellington. Les pertes des Français s'élèvent à peu près au même chiffre : deux généraux, Thomières et Feray, sont morts, et trois blessés, dont deux commandants en chef, Marmont et Bonnet. Mais entre les deux adversaires la différence est grande : l'armée française de Portugal, que personne n'a daigné secourir, a senti son impuissance, comme les Anglais ont senti leur force. Que lui reste-t-il à faire maintenant,

sinon de battre en retraite vers Madrid ou vers les Asturies, pour y donner la main à une de ces deux armées, du centre ou du nord, qui, comme elle, ne peuvent rien dans leur isolement?

Mais, dans cette situation presque désespérée, c'était un hasard heureux qui avait donné Clauzel pour successeur à Marmont. Jeune encore, ardent mais maître de lui, et doué d'un sang-froid qui égalait presque celui de Wellington, il était l'homme qu'il fallait pour relever le moral de son armée, et surtout, chose difficile après une défaite, pour s'en faire obéir. Sa froide résolution, son calme courage inspirèrent bientôt à ses soldats une confiance qu'ils n'avaient pas en Marmont; en se sentant soutenus par un chef digne d'eux, ils crurent encore à la victoire, but qu'il faut leur montrer si l'on veut en tirer tout ce qu'il y a de force et d'élan dans ces ardentes natures! Mais il n'y avait pas à hésiter, il fallait rétrograder, et mettre le Duero entre ses deux adversaires et lui. Dès le lendemain du combat, l'armée française se mit en marche dans un ordre parfait, avec toute la célérité possible quand on traîne après soi un long convoi de blessés, le lendemain d'une bataille perdue. La cavalerie anglaise, ayant essayé de la poursuivre, vit son effort se briser contre les solides carrés de l'infanterie française, et bientôt l'armée entière se trouva abritée derrière le rempart du Duero, que les Anglais n'osèrent pas passer.

Et, maintenant, qu'allait faire Wellington, après cette victoire, presque aussi imprévue pour lui que pour ses adversaires? Il avait à choisir entre deux partis : ou poursuivre Clauzel, et le battre avant qu'il n'eût pu opérer sa jonction avec l'armée du nord, ou marcher droit sur Madrid, et forcer le *Roi intrus* à évacuer en-

core une fois sa capitale. Entre ces deux partis, il n'hésita pas longtemps : l'heure des timides conseils était passée, il avait pour lui la fortune, il fallait se laisser aller sur sa pente, et rendre à l'Espagne sa confiance en elle-même en lui rendant sa capitale! Appuyé sur l'enthousiasme toujours prompt à renaître dans les cœurs espagnols, il se sentait en mesure de tenter ce coup hardi; avant que l'armée qui se retirait devant lui eût pu opérer sa jonction avec celle du nord, avant que Soult, au fond de l'Andalousie, eût eu le temps de faire un mouvement en avant, il pouvait être à Madrid; et là, au cœur de la Péninsule, appuyé sur la nation tout entière, qui allait se rallier à lui, qu'avait-il à craindre d'un ennemi qui, toujours battu par lui, ne songerait plus qu'à se rapprocher des Pyrénées, en attendant l'heure de les repasser?

Depuis que Napoléon a donné sa démission de l'Espagne, il semble qu'un mauvais génie préside à tous les incidents de cette guerre. Ainsi, le lendemain même de la bataille des Arapiles, Clauzel rencontre en chemin le renfort que Caffarelli s'est enfin décidé à lui envoyer; sait-on à combien d'hommes s'élève ce renfort? A un millier à peine. Voilà tout ce que le commandant de l'armée du nord, dans sa crainte d'un débarquement anglais, a cru pouvoir faire pour ses frères de l'armée de Portugal! Mais ce n'est pas tout : au moment où celle-ci repassait le Duero, arrive une lettre de Joseph, qui, saisi d'un tardif remords, s'est enfin décidé à marcher au secours de Marmont avec treize mille soldats, n'en laissant que cinq mille pour garder Madrid et Tolède. Au lieu d'annoncer d'avance son arrivée, Joseph, toujours indécis, n'a écrit à Marmont que le 21, le jour même de son départ, et sa lettre ne le précède que d'un jour. Or cette

lettre, arrivée deux jours plus tôt, eût changé la face des affaires : Marmont, averti à temps, n'eût pas engagé cette déplorable bataille, et Wellington, informé par ses espions du départ de Joseph, eût repris très probablement la route du Portugal. En tout cas, les quarante-deux mille excellents soldats de Marmont, unis aux quatorze mille de Caffarelli et de Joseph, eussent suffi, et au delà, pour tenir tête aux cinquante-cinq mille hommes de Wellington, dont quarante mille Anglais seulement. Ainsi, on le voit, un sort fatal semble s'attacher à cette guerre, où les premiers soldats de l'Europe, vainqueurs des Espagnols chaque fois qu'ils les rencontrent en plaine, ont vu la fortune changer pour eux en face d'un ennemi plus sérieux. Mais à qui la faute ici? Toujours aux généraux, et non pas aux soldats ! Ceux-ci ont voué, sans arrière-pensée, à cette guerre qu'ils exècrent, leur obéissance et leur vie, et ceux qui les commandent n'ont pas su sacrifier au devoir leur misérable égoïsme, et s'unir pour vaincre, au lieu de s'isoler pour être vaincus ! Mais le plus coupable de tous, parce qu'il les domine tous du haut de son génie, n'est-ce pas Napoléon, qui, à la veille de ses désastres de Russie, oublie qu'il a trois cent mille de ses meilleurs soldats engagés dans cette impasse de la Péninsule, et que son génie même n'est pas égal à cette tâche surhumaine de conquérir à la fois l'Europe par les deux bouts !

Hâtons-nous maintenant vers le dénoûment qui approche à grands pas, car l'heure des revers a sonné après celle des victoires. Dès le 24, Joseph apprit la triste issue de la bataille des Arapiles, car, en Espagne surtout, les mauvaises nouvelles avaient des ailes pour arriver aux Français, et sur-le-champ il arrêta la marche de sa petite armée. Suchet, dont la générosité contraste

vivement avec l'égoïsme de Soult, venait de lui envoyer un renfort de trois mille Italiens; mais Joseph, général improvisé, se souciait peu d'affronter, avec seize mille hommes, les cinquante-cinq mille de Wellington. Donc, au lieu de rentrer à Madrid par le Guadarrama, il resta, sur la demande de Clauzel, quelques jours encore dans le bassin du Duero, pour appuyer de sa présence la retraite de l'armée de Portugal. Clauzel, renonçant à disputer aux Anglais le bassin du Duero, se dirigea vers Burgos, sur la grande route de la France, et Joseph, tenant à son tour la campagne pour perdue, se replia sur sa capitale, et rentra à Madrid le 9 août, avec le triste pressentiment qu'il n'avait pas longtemps à y rester.

Ainsi la cruelle expérience des Arapiles n'avait profité à personne : de plus en plus, chaque commandant d'armée cherchait à s'isoler pour se faire battre plus aisément. Cependant Joseph, toujours guidé par les sages conseils de Jourdan, avait senti le besoin de concentrer toutes ses forces pour prendre sur les Anglais une revanche des Arapiles. Le seul moyen d'y parvenir, c'était d'ôter à Soult tout prétexte de refus, en lui donnant l'ordre d'évacuer l'Andalousie, conquête inutile qui n'était plus qu'un danger. Décidément il fallait renoncer à cette vaine possession, qui ne valait pas ce qu'elle avait coûté, à toutes ces villes ouvertes, prêtes à se livrer au premier occupant, et à cette comédie du siège de Cadix, où s'usaient depuis des années les forces et le prestige de la France. Las des façons d'agir de Soult, de sa révolte incessante contre tous les ordres de Madrid et même de Paris, Joseph envoya au maréchal l'ordre formel de lever le siège de Cadix, de retirer ses troupes de toutes les villes qu'elles occupaient, de détruire le matériel qu'il

ne pourrait pas emporter, et de rétrograder vers la Manche avec ses malades (des blessés, il n'en avait pas, puisqu'il ne se battait plus), afin de venir se mettre à la disposition de l'état-major de Madrid. Le post-scriptum était encore plus significatif que la lettre, car le Roi lui enjoignait, s'il ne voulait pas opérer lui-même l'évacuation, de remettre le commandement au comte d'Erlon.

Le seul tort de cette sage résolution, c'était de venir trop tard; mais, comme le maréchal, le bon Joseph tenait, plus qu'il ne se l'avouait à lui-même, à ce hochet de l'Andalousie, qu'il s'imaginait avoir conquise, de moitié avec Soult; il lui en coûtait d'arracher de son front le plus beau fleuron de sa couronne de Roi. Mais, en évacuant l'Andalousie, il se flattait d'échapper à la triste nécessité d'abandonner sa capitale, à laquelle il tenait plus encore; avec les soixante mille soldats de Soult et les deux armées du centre et de Portugal, il se voyait déjà tenant tête à Wellington, quelque champ de bataille qu'il lui plût de choisir.

Cependant le vainqueur des Arapiles avait pris son parti, avec cette froide et calme décision que rien ne pouvait ébranler. Après avoir poursuivi jusqu'à Valladolid l'armée de Portugal, il s'était retourné brusquement pour se diriger vers Madrid, et fermer au moins à Joseph une des deux routes de la France. Était-ce là le parti le plus sage? Il est permis d'en douter, car le plus pressé, c'était de poursuivre, l'épée dans les reins, l'armée de Portugal, et de la rejeter sur Bayonne dont elle avait déjà pris la route, comme Soult avait rejeté sur la Corogne l'armée de Moore. Sans doute, c'était frapper un grand coup que de rendre à l'Espagne sa capitale, et l'amour-propre de Wellington s'était laissé prendre à ce piége; toutefois le but à atteindre, ce n'était pas de

camper quelques jours à Madrid, mais d'empêcher Joseph d'y rentrer, et l'on verra plus loin si ce but fut atteint. Le problème donné, c'était de maintenir dans leur isolement les armées de la France, pour les détruire l'une après l'autre, et celle qu'il fallait détruire la première, c'était l'armée de Portugal. Celle du centre ne comptait pas, celle du nord avait assez à faire dans sa province, en attendant qu'elle fût forcée de l'évacuer. Quant à l'armée d'Andalousie, privée de toute communication avec la France, elle n'était plus qu'un hors-d'œuvre dans cette invasion toujours plus restreinte, et le sort qui l'attendait, c'était de recommencer Baylen!

On se figure ce que dut éprouver l'infortuné Joseph, quand vint à tomber sur lui cette nouvelle foudroyante : Wellington est en marche sur Madrid! Il avait à choisir entre deux partis : le plus facile, mais le plus dangereux, c'était de se replier sur la Manche, vers l'armée de Soult, en marche pour évacuer l'Andalousie, et de réunir leurs forces pour essayer de reprendre Madrid aux Anglais. Mais agir ainsi c'était dire adieu à la France, car, en cas de défaite, on avait devant soi l'Espagne tout entière à traverser, et derrière soi la mer et Cadix, avec les flottes des Anglais! L'autre parti, c'était de se rallier à Suchet, et par lui à la France, grâce à cette chaîne de places fortes, toutes conquises par lui, qui lui ouvraient le chemin des Pyrénées. Entre ces deux partis, ni le sage Jourdan ni Joseph ne pouvaient hésiter; la seule route du salut, pour Soult comme pour lui, c'était Valence! De cette Péninsule dont il s'était cru maître un instant, il ne lui restait plus que l'est et les provinces de l'Èbre; mais en réunissant les trois armées de l'Aragon, du centre et de l'Andalousie, on pouvait encore tenter la fortune, et Joseph, prompt à espérer comme à

s'abattre, n'était pas homme à douter longtemps de ses faveurs.

Ce plan une fois arrêté, il expédia à Soult l'ordre de changer sa ligne de retraite, et de se diriger sur Valence, centre nouveau de l'occupation française. Mais, avant de quitter Madrid, une question grave restait à résoudre : qu'allait-on faire des *afrancesados* ou partisans de la France, plus nombreux dans la capitale que dans tout le reste de la Péninsule? Les laisserait-on à Madrid, volcan mal éteint qui bouillonnait déjà à la seule nouvelle de l'approche des Anglais? Mais c'était les livrer à la haine furieuse des Espagnols, qui ne voyaient en eux que des traîtres, plus détestés encore que les Français! D'un autre côté, les prendre avec soi, c'était embarrasser sa marche de dix ou douze milliers d'émigrants, femmes, enfants, vieillards, incapables de se défendre; c'était les exposer à toutes les misères d'une retraite précipitée, à travers un pays aride et dévasté, où, de tous les ennemis, le plus redoutable c'était encore la faim. Et pourtant il n'y avait pas à hésiter : il fallait partir, et ne rien laisser de français derrière soi! On rassembla donc à la hâte, en face d'une population frémissante de haine et d'une joie mal contenue, tout ce qu'on put trouver de voitures et d'attelages de toute sorte, et l'on prépara tout pour ce triste départ, si différent des rêves dorés qui avaient accompagné la conquête!

Un sacrifice pénible restait à accomplir : comment pourvoir à la sûreté des blessés et des malades, incapables, pour la plupart, de supporter les fatigues du voyage? Livrés aux mains généreuses des Anglais, ils n'auraient eu rien à craindre; mais les Espagnols étaient là, comme des bêtes fauves prêtes à se jeter sur leur proie, et l'on savait d'avance le sort qu'ils réservaient

à tout ennemi incapable de se défendre. Après de longues hésitations, on s'arrêta à un parti plus généreux que sage : ce fut de les enfermer dans le Buen-Retiro, citadelle improvisée, capable tout au plus de les protéger contre la rage populaire, mais non de soutenir un siège régulier. On leur laissa, pour les garder, douze cents hommes sous le colonel Laffond qui, tout en se sentant sacrifié, accepta stoïquement, pour eux et pour lui, cette ingrate mission. Le pis-aller, s'ils étaient pris avec le Retiro, ce serait de tomber aux mains des Anglais, qui les traiteraient avec les égards qu'on avait droit d'attendre d'un peuple civilisé.

Enfin, le 10 août, l'armée se mit en route avec un cortège de plus de deux mille voitures, qui devait entraver sa marche et épuiser ses faibles provisions. On peut deviner ce qui se passait dans l'âme du malheureux Joseph, condamné à s'échapper en fugitif de cette fière capitale où il était entré en triomphateur et en Roi! Nous ne raconterons pas cette triste Odyssée, où des familles habituées à vivre dans l'opulence étaient réduites à mendier un peu de pain de la pitié des soldats. Tous les villages que traversait l'armée étaient déserts, toutes les récoltes étaient enlevées ou détruites. La morne solitude de ces campagnes désolées n'était troublée que par les bandes qui voltigeaient sur les flancs de l'armée, pour égorger les traînards, et ramasser le matériel abandonné, quand les chevaux épuisés se refusaient à le traîner. Les trois mille Espagnols de la garde, qui suivaient Joseph, l'abandonnèrent avec la fortune, et désertèrent en chemin. Mais ce lugubre voyage arriva enfin à son terme, et tout fut oublié quand on aperçut de loin la riche *huerta* de Valence et les avant-postes de Suchet. Les soldats des deux armées s'embras-

sèrent avec la joie délirante de frères d'armes qui n'espéraient plus se revoir. Suchet accourut au-devant du Roi fugitif, et l'accueillit avec les égards dus à son malheur encore plus qu'à son rang. Le 1er septembre, Joseph, en entrant dans Valence, y retrouva encore une ombre de sa royauté perdue, et hérita des sympathies que Suchet avait su y faire naître. Les *afrancesados* y retrouvèrent une patrie, et l'armée, en attendant des luttes nouvelles, se reposa de ses fatigues dans cette fertile oasis, qui contraste avec l'aride nudité de la Péninsule.

Dans l'intervalle, Wellington et son armée avaient atteint, le 12 août, les portes de Madrid sans avoir rencontré un ennemi. Mais, avant de raconter son entrée triomphante, un mot sur les souffrances qu'endurait, depuis un an, cette malheureuse population, à peine domptée par le joug de fer de Murat, et par la sanglante répression qui y avait étouffé la révolte. Madrid, centre et point culminant de l'Espagne, est située au milieu d'un aride plateau, balayé par les vents, et le désert commence aux portes de la ville. Mais depuis l'invasion, et surtout depuis le séjour prolongé de Joseph, les provinces, désolées par la guerre, avaient cessé de fournir à la capitale les vivres nécessaires à sa subsistance. Les champs, qu'on n'ensemençait plus de peur de les voir récolter par l'ennemi, avaient bientôt repris, sous ce ciel d'airain, leur aridité naturelle. La disette régnait dans les campagnes comme dans les villes, sauf dans ces riches bassins des grands fleuves, où la terre, engraissée de leur limon et arrosée de leurs eaux, prodigue ses dons aux mains qui la cultivent. A Madrid surtout, la récolte ayant manqué partout où avait passé la guerre, la famine sévissait avec une rigueur toujours

croissante. Le boisseau de blé était monté à 125 francs, la livre de pain à 1 fr. 50, et les riches faisaient queue à la porte des boulangers. Quant aux pauvres, dans les rues, dans les champs, ils se disputaient les plus vils aliments. Aussi les maladies sévissaient-elles parmi eux, et la mortalité était terrible : de septembre 1811 à juillet 1812, on avait enlevé plus de vingt mille cadavres, et pourtant la population de Madrid, depuis l'entrée des Français, avait diminué de moitié.

Et cependant, malgré la double pression de la faim et de la maladie, il y avait encore place dans les cœurs espagnols pour la joie de se sentir affranchi. Le *Roi intrus* et son armée avaient évacué la ville, avec le « lâche troupeau des *afrancesados* » ; Wellington allait les remplacer avec ses braves soldats, et toutes les souffrances étaient oubliées; Madrid n'avait plus qu'une pensée, celle d'acclamer le vainqueur des Arapiles! Quand il parut aux portes de la ville, le 12 août, on accourut à sa rencontre, et la population, oubliant ses longues souffrances, fit un accueil enthousiaste à ses libérateurs. C'était un grand jour, en effet, que celui où la nation, affranchie du joug de l'étranger, reprenait possession de sa capitale; où, réduite un instant, pour tous domaines, à Cadix et à quelques ports de mer occupés par les Anglais, elle rentrait, à leur suite, il est vrai, dans la vieille résidence de ses Rois, au cœur de cette Péninsule reconquise et sauvée. Les armées de la France campaient encore sur bien des points du territoire ; mais le mouvement de recul avait commencé, et ne devait plus s'arrêter jusqu'à ce que le dernier des soldats français eût repassé les Pyrénées. L'orgueil national était satisfait : l'Espagne avait retrouvé le sentiment de sa force, le triomphe de l'Angleterre était devenu le sien, et, dans

l'ivresse de la victoire, elle pardonnait presque à Wellington de l'avoir sauvée!

Pour faire oublier à Madrid la présence de l'étranger dans ses murs, il lui fallait un gouverneur espagnol. Le choix tomba sur l'infant don Carlos, choix fatal, gros de l'avenir d'une guerre civile! Le 13, un serment solennel fut prêté par toutes les autorités espagnoles, et par don Carlos le premier, à la Constitution que venaient de proclamer les Cortès de Cadix. Puis le serment fut répété dans toutes les églises par les habitants de chaque paroisse, et l'autorité de l'assemblée de Cadix fut ainsi reconnue dans la capitale, en attendant le retour du monarque. La haine du peuple, les Français une fois partis, se porta sur leurs partisans, qui n'étaient pas tous émigrés avec Joseph. Wellington essaya en vain de contenir l'esprit de réaction qui fermentait dans cette ardente population, monarchique par tradition, mais démocratique par instinct; grâce à l'armée anglaise, on put éviter les massacres, mais non les insultes et les persécutions. On démonétisa toutes les pièces d'or et d'argent à l'effigie de Joseph; on perdit son temps à de puériles démonstrations, au lieu de s'occuper, avant tout, de ramener des vivres dans Madrid. Les mêmes habitudes de pillage et de désordre, qui rendaient les *guerilleros* incapables de toute discipline, les suivirent dans la vie politique à laquelle s'essayait Madrid; leurs chefs mêmes, don Carlos et l'Empecinado, s'ils n'eussent été contenus par Wellington, auraient donné le signal de toutes les réactions. Du reste, le général anglais lui-même, si sage, si mesuré sur les champs de bataille, se laissait aller aussi aux entraînements de l'orgueil et à l'ivresse de la victoire. En s'établissant, avec son état-major, dans le palais des Rois, il avait blessé,

dans sa fibre la plus délicate, la fierté nationale de l'Espagne, qui voulait bien lui devoir sa liberté, mais à condition qu'on ne le lui fît pas sentir !

Mais tant qu'une garnison française campait au Retiro, Madrid ne s'appartenait pas, et Wellington résolut d'en finir avec ce dernier reste de l'occupation française. Résidence favorite des rois Philippe IV et Ferdinand VI, ce séjour de plaisir avait été tant bien que mal converti en place forte. La résistance ne pouvait pas être longue, vu l'inégalité des forces et la faiblesse des retranchements. La petite garnison dut finir par se rendre, avec tous les honneurs de la guerre. Les malades furent soignés comme s'ils appartenaient à l'armée victorieuse. Mais vingt jours précieux avait été perdus à ce siège sans importance, et à l'organisation, dans Madrid, du nouveau gouvernement, et Wellington, qui connaissait si bien le prix du temps, aurait pu mieux l'employer.

Voyons à présent ce que fait l'armée française, et commençons par Soult, qui vient de recevoir l'ordre d'évacuer l'Andalousie. Atteint dans son orgueil si vulnérable, il eut un instant la pensée de résister ; mais, en refusant son aide à l'armée de Portugal, il avait perdu tout espoir d'être secouru de ce côté. De plus, en laissant les Anglais refouler cette armée vers le nord, il s'était interdit par cela même de rester dans le midi, dénué de toute communication avec la France. Faute d'avoir obéi à temps, en détachant dix mille hommes de son armée, il lui fallait renoncer à cette belle Andalousie, le dernier et le plus beau de ses rêves de royauté, et reprendre tristement avec les autres généraux le chemin de la France. Mais ce chemin par où passerait-il ? Les mauvaises nouvelles arrivaient à la queue l'une de

l'autre : après le départ de Joseph, il apprenait l'entrée des Anglais à Madrid, et cette route, qui était aussi celle de la France, lui était fermée maintenant. Une seule voie restait ouverte, c'était celle de Valence, et là il allait rencontrer à la fois la suprématie de Joseph et la rivalité de Suchet.

Mais c'est ici que l'on va connaître Soult tout entier : avant de se ranger sous le drapeau de Joseph, l'orgueilleux maréchal a besoin de s'assurer un prétexte pour ne pas obéir. Sait-on pour cela de quel étrange moyen il s'avise? Dans sa haine venimeuse contre toute autorité supérieure à la sienne, il essaye de perdre Joseph auprès de l'Empereur, arbitre suprême qui seul peut briser les Rois qu'il a faits ! Beau-frère de Bernadotte, le *Roi intrus* a mis à son service quelques centaines de soldats espagnols. L'ambassadeur de Joseph est resté en Russie après la rupture du Czar avec la France. Enfin Moreau, ennuyé de son exil, et sachant que la fortune de Napoléon commence à chanceler, est revenu d'Amérique en Suède pour essayer de nouveau ses chances en Europe. Il n'en faut pas plus à Soult pour bâtir contre Joseph une accusation formelle de trahir la France, et de conspirer contre elle avec la Suède et la Russie. C'est pour faire perdre l'Espagne à Napoléon qu'il a abandonné Madrid sans combat et donné ordre d'évacuer l'Andalousie ; les preuves manquent, mais l'accusation suffit pour éveiller les soupçons de l'autocrate, habitué, en faisant des Rois, à faire aussi des ingrats. Quand il aura ainsi miné Joseph dans l'esprit de son frère, n'est-ce pas à lui, Soult, que doit échoir la mission de reconquérir l'Espagne, et de monter peut-être un jour sur ce trône d'où Joseph vient de descendre? L'acte d'accusation est rédigé ; le maréchal l'adresse au ministre de la guerre, et le confie à un capi-

taine de vaisseau marchand, chargé de déposer la lettre dans un port du midi de la France, et de la faire parvenir à l'Empereur.

Mais la ruse est une arme à deux tranchants qui blesse souvent la main qui la manie, et cette trame, si grossièrement ourdie, devait tourner contre son auteur. Le vaisseau marchand, poursuivi par des navires anglais, dut relacher au Grao, près de Valence; Joseph, qui depuis longtemps était sans nouvelles de l'Andalousie, prit sur lui d'ouvrir la dépêche. On peut se figurer sa surprise, son indignation, en se voyant ainsi dénoncé à l'Empereur par son perfide lieutenant. Malgré tous ses démêlés avec son auguste frère, malgré la froideur, l'irritation même de Napoléon contre lui, Joseph, au fond de l'âme, lui était sincèrement dévoué, et l'Empereur le savait; mais, avec une nature aussi portée à la méfiance, il ne fallait pas laisser planer sur soi l'ombre d'un soupçon. Joseph se hâta donc de dépêcher à Moscou un de ses officiers les plus dévoués, pour parer le coup avant qu'il ne fût porté, et dénoncer à son frère l'odieuse machination du maréchal.

Soult, comptant sur l'effet de sa missive, se décida enfin, sous la pression du danger, à obéir à l'ordre si positif de quitter l'Andalousie. Son premier soin, ce fut d'en finir avec cette longue comédie du siège de Cadix qui durait déjà depuis deux ans et demi. Après avoir lancé quelques bombes sur la ville en guise d'adieux, le 24 août, les Français quittèrent l'Ile gaditane, après avoir anéanti le matériel de guerre qu'ils ne purent pas emporter, et encloué les six cents pièces de gros calibre fondues tout exprès à Séville. Pendant que les habitants, délivrés enfin de ce siège éternel, saluaient de leurs transports de joie le départ de l'ennemi, Soult faisait

tristement ses adieux à Séville, en se préparant à la quitter. Condamné à traîner après lui un long convoi de munitions et de vivres, il prit le parti de confier ses malades, toujours nombreux en cette saison, à l'humanité des Anglais, et sa confiance ne devait pas être trompée. Le 27 août au soir, il prit avec son armée la route de Murcie. Ainsi, dans ce mouvement rétrograde de toutes les armées de la France vers les Pyrénées, une seule conquête subsistait, c'était celle de l'Aragon, de la Catalogne et de Valence, et cette conquête, on la devait autant à la sage administration et à l'humanité de Suchet qu'à sa science militaire et au courage de ses soldats.

Joseph attendait Soult à la frontière de Murcie avec Suchet et Jourdan. Dans d'autres temps, il eût traité le perfide maréchal avec la sévérité qu'il méritait, et le moins qu'il eût pu faire, c'eût été de lui ôter son commandement; mais, en face d'un ennemi victorieux, il fallait ménager le chef qui lui amenait un renfort de quarante mille combattants. Tout ce que put faire Joseph, ce fut de mettre le traître en face de sa trame découverte, en attendant les ordres de l'Empereur. L'explication eut lieu à huis clos entre le Roi et son perfide lieutenant, et l'histoire n'en a pas gardé de trace; mais Soult dut expier à cette heure-là sa lâche trahison, et savourer les amertumes de la ruse qu'on dévoile au grand jour. Un conseil se tint ensuite entre le Roi et les trois maréchaux pour arrêter leur plan de campagne. Mais, même après cette sévère leçon, Soult, dont rien ne pouvait humilier l'orgueil, laissa percer la prétention d'emprunter à Suchet la moitié de son armée, et de mener à lui seul toute la guerre. Sommé d'indiquer un plan plus précis, il finit par proposer de marcher sur Madrid. Suchet, obligé de tenir garnison dans toutes les places

conquises, n'eut pas de peine à prouver que, avec les quatorze mille hommes qui lui restaient disponibles, il ne pouvait rien en détacher. Il insista sur la nécessité de garder Valence, riche pays où l'armée, après une campagne, pourrait toujours venir se refaire. Il reconnaissait la nécessité de marcher sur Madrid, et de chasser les Anglais de la vallée du Tage, mais il croyait les forces des deux autres armées suffisantes pour cette tâche, et voulait leur ménager dans Valence un point d'appui et, au besoin, une ligne de retraite. Quant à lui, avec ses quatorze mille hommes, il aurait assez à faire de tenir tête à l'armée de Murcie et surtout à l'armée anglo-sicilienne, qu'on s'attendait chaque jour à voir débarquer.

Sur un seul point tous étaient d'accord : il fallait marcher sur Madrid; mais Jourdan, du même avis que Suchet sur la nécessité de conserver Valence, et de ne rien distraire des forces qui la gardaient, suggéra l'idée de s'entendre avec l'armée du Portugal, campée au nord de Valladolid, pour faire appuyer par elle le mouvement sur Madrid, et rassembler ainsi une masse de quatre-vingt mille hommes pour écraser les Anglais. En attendant, les deux armées du midi et du centre réunies présentaient encore une force de plus de cinquante mille soldats, dont six mille de cavalerie, et c'en était assez pour tenir tête à Wellington, qui ne comptait que quarante mille Anglais.

Joseph approuva ce plan, qui était en effet le plus sage, sauf la difficulté de faire concourir l'armée de Portugal, alors en pleine retraite, avec le mouvement agressif des deux autres armées, dont l'une, celle d'Andalousie, s'avancerait par la Manche, et l'autre par Cuenca. Seulement, comme l'armée du centre était trop faible pour opérer seule un mouvement aussi périlleux,

Joseph, se rappelant qu'il commandait en chef, ordonna à Soult de détacher six mille hommes de son armée pour renforcer celle du centre. Soult, qu'aucune leçon ne pouvait corriger, hésitait à se soumettre; mais le Roi, avec une fermeté dont il faut lui savoir gré, le mit entre l'alternative « de se soumettre ou de se démettre », et l'orgueilleux maréchal finit par céder, de fort mauvaise grâce. Le 18 octobre, on se mit en marche, et Suchet, voulant se faire pardonner son abstention, mit à la disposition des deux armées de riches approvisionnements de vivres. L'armée du centre, portée à seize mille hommes et commandée par le comte d'Erlon, n'eut pas de peine à disperser quelques bandes qui essayaient de l'arrêter, et, le 28, les deux armées se trouvèrent au rendez-vous donné près d'Aranjuez, sur les bords du Tage.

Nous les y laisserons un instant pour voir ce qui se passe à l'armée de Portugal, puis à l'armée anglaise. Après sa retraite précipitée, Clauzel avait consacré quelques jours à réorganiser son armée, réduite à vingt-cinq mille hommes. Il avait chargé le maréchal Foy, toujours actif et dévoué, d'aller recueillir les garnisons d'Astorga, de Toro, de Benavente et de Zamora, conquêtes qu'il fallait renoncer à défendre. Puis, avec une énergie égale aux difficultés de la situation, il s'était dirigé avec toutes ses forces vers le Duero, en face des Anglais, dont le fleuve seul le séparait. Quant à Wellington, laissant Hill à Madrid, avec quelques troupes bien suffisantes pour garder cette ville, fière de s'appartenir à elle-même, il avait rallié à lui l'armée de Galice, que laissait libre la retraite de l'armée du nord, et il marchait sur Burgos avec cinquante mille soldats. Clauzel, en voyant ce mouvement offensif de son prudent adversaire, devenu tout d'un coup si hardi, avait dû se replier vers le nord, et,

laissant derrière lui Valladolid et Burgos, il avait fait halte sur l'Èbre, seule voie qui lui restât ouverte pour communiquer avec l'Aragon et avec Valence.

Burgos est une vieille ville gothique, dominée par une hauteur que couronne un fort bâti par les Maures. Une garnison de deux mille soldats d'élite s'était enfermée dans le château, seul susceptible de défense, et Burgos, ivre de joie, avait ouvert ses portes à son libérateur. Mais, pour être maître de cette ville importante, qui commande la route de France, il fallait l'être aussi du château, qui pouvait la cribler de ses feux. Le général Dubreton, à la tête de sa petite garnison, était décidé à se faire tuer avec le dernier de ses soldats plutôt que de se rendre. Le vainqueur de Badajoz et de Ciudad-Rodrigo, habitué à prendre les villes à coups d'hommes plutôt qu'à coups de canon, et ne croyant pas avoir à s'arrêter longtemps devant pareille bicoque, fit assaillir, dans la nuit du 19 septembre, un ouvrage avancé dont il s'empara, en prodiguant, comme toujours, la vie de ses soldats. Les Anglais, condamnés, bien malgré eux, à un siège en règle, dressèrent contre le château une batterie de pièces de campagne, trop faibles pour entamer ses vieilles et solides murailles. Un assaut tenté par escalade ne fut pas plus heureux : une colonne portugaise, lancée dans cette attaque périlleuse, fut presque anéantie. Nous ne raconterons pas en détail ce siège légendaire, où, pendant plus d'un mois, deux mille soldats tinrent en échec une armée entière, commandée par le vainqueur des Arapiles. De toutes les pages de cette triste guerre, il n'en est pas une plus glorieuse pour la France, et le nom de l'héroïque Dubreton doit vivre à jamais dans ses annales. Avec de pareils soldats, on comprend que Napoléon, enivré de sa fortune et de sa

force, n'aît plus connu de bornes à son ambition. Mais le dévouement et le courage des soldats excusent-ils les fautes de leur chef? et, après les avoir engagés dans cette guerre funeste, avait-il le droit de les abandonner ainsi?

Cependant Wellington, irrité, humilié de cette lutte inégale, où une poignée d'hommes, derrière de vieux murs, arrêtait une armée de cinquante mille soldats, s'acharnait à ce siège avec une obstination qui devait lui coûter cher. C'est la première faute grave que nous lui voyions commettre, et elle devait être punie, car elle allait ramener Joseph à Madrid. Pendant ce siège, où l'armée anglaise et son habile général perdaient peu à peu leur prestige, que faisaient les Français? Voyons d'abord l'armée de Portugal : le brave Clauzel, retranché derrière l'Èbre, avait profité de ce répit inespéré que lui donnait l'ennemi pour refaire son débris d'armée. Grâce aux garnisons qu'il avait ralliées à lui et à des recrues venues de la frontière, il avait pu réunir trente-cinq mille soldats. Le commandant de l'armée du nord, Caffarelli, s'était enfin décidé à lui envoyer un renfort de dix mille hommes, ce qui portait à quarante-cinq mille le chiffre total de son armée. Mais Clauzel, toujours souffrant de sa blessure, fut forcé de céder le commandement au général Souham, fort capable de le remplacer, et celui-ci n'hésita pas à marcher sur Burgos pour tenter de délivrer son héroïque garnison.

Dans l'intervalle, les deux armées du centre et du midi venaient de se rencontrer sur le Tage, et là elles apprenaient à la fois le siège de Burgos et le retour offensif de l'armée de Portugal. Il n'y avait plus à hésiter : il fallait marcher sur Madrid, si imprudemment abandonné par Wellington, et, dût celui-ci revenir sur ses pas et risquer une bataille, les deux armées réu-

nies se sentaient de force à lui faire face. Joseph se voyait déjà de retour dans sa capitale, et replaçant sur sa tête la couronne qui en était tombée. De son côté, Wellington, retrouvant sa prudence un instant oubliée, se voyait entouré d'ennemis, Souham au nord, Soult et Jourdan sur le Tage, sans compter Suchet, fortement établi à Valence. Comprenant alors, mais trop tard, la grandeur de sa faute, il se résigna, bien malgré lui, à lever le siège de Burgos, où il avait dépensé sans résultat un mois et trois mille hommes, et se replia sur Salamanque et la frontière de Portugal, qu'il n'aimait pas à perdre de vue trop longtemps. Poursuivi à son tour par l'avant-garde de Souham, il réussit à s'abriter derrière le Duero. En même temps, par un sacrifice qui dut bien lui coûter, il envoya à Hill l'ordre d'évacuer Madrid, qui ne servait plus qu'à diviser ses forces, et de venir le retrouver à Salamanque.

La route de la capitale était maintenant ouverte : le 30 octobre, les deux armées combinées du centre et du midi franchirent la ligne du Tage en se dirigeant sur Madrid. Inquiétées en chemin par l'avant-garde de Hill, elles n'eurent pas de peine à la repousser, et, le 2 novembre, Joseph, ivre d'une joie orgueilleuse, rentra en triomphe pour la troisième fois dans sa capitale, qu'il n'espérait plus revoir. L'accueil qu'il y reçut n'était pas fait pour le décourager : les habitants, las de changer constamment de maîtres, avaient senti peser sur leur cou le joug dédaigneux et dur des Anglais, qui, dans le siège du Retiro, avaient détruit quelques-uns de leurs plus beaux édifices. Toute la portion éclairée et riche de la population, effrayée de la tyrannie des démagogues de Cadix, était prête à accepter l'autorité plus douce de Joseph, et faisait tout bas des vœux pour son retour,

car, sous son règne, la garnison française avait gardé la plus stricte discipline. Mais, malgré l'accueil résigné de cette population, plus façonnée que celle des provinces au joug de l'étranger, Joseph, toujours guidé par les sages conseils de Jourdan, comprit bien vite qu'il n'avait pas le temps de jouer au monarque. Le plus pressé, c'était d'unir ses deux armées à celle de Portugal, et de marcher au-devant de Wellington avec quatre-vingt-dix mille soldats, pour lui livrer enfin une bataille décisive, et venger la honte des Arapiles. Au bout de deux jours, il partit avec l'espoir, qui semblait fondé cette fois, de refouler les Anglais en Portugal, et de reconstruire pièce à pièce sa royauté détruite.

Le 6 novembre, après avoir franchi le Guadarrama, il se porta sur Arevalo, afin d'y donner la main à l'armée de Souham, qu'il rejoignit bientôt. Wellington, pressé de se replier sur Salamanque, n'essaya pas d'empêcher leur jonction. Le Roi, les généraux, les soldats, ivres d'espoir et d'orgueil, se voyaient déjà prêts à ressaisir leur conquête, un moment perdue. Les trois armées s'avancèrent donc par la vallée de la Tormès, qui, après avoir arrosé Salamanque, va se jeter dans le Duero. Leur plan, c'était de tourner Salamanque, et de séparer l'armée anglaise du Portugal, son point d'appui. Celui de Wellington, c'était de les attendre, et d'accepter la bataille, malgré l'infériorité de ses forces, réduites à soixante mille soldats, dont les deux tiers anglais. Toujours prudent, même dans son audace, la position qu'il avait choisie était pour lui d'un heureux augure, car c'était encore celle des Arapiles, à laquelle il avait dû sa victoire. Mais l'habile stratégiste, en disposant son armée, avait commis une faute, bientôt découverte par l'œil perçant de Jourdan, qui était allé

avec Joseph reconnaître le terrain. Laissant au village des Arapiles Hill avec quinze mille hommes seulement, il était allé avec le gros de ses forces occuper Salamanque, qu'il ne voulait pas livrer à l'ennemi. L'armée anglaise se trouvait ainsi coupée en deux tronçons, que séparaient trois lieues de distance, et rien n'était plus facile à un ennemi supérieur en forces que de se jeter entre les deux, et de repousser Hill vers la frontière, pour revenir ensuite sur Wellington, et en finir avec l'armée anglaise. La Tormès, qui coulait entre les deux armées, était partout guéable, et une vaste plaine qui s'étendait jusqu'aux Arapiles offrait un terrain favorable pour livrer une grande bataille, avec l'espoir de la gagner.

Dans un conseil de guerre tenu sur les lieux, ce plan, conçu par Jourdan, fut approuvé de tous, à condition d'être exécuté sur-le-champ. Une seule voix s'éleva pour le combattre : c'était celle de Soult, qui ne pouvait pas être de l'avis de tout le monde. Son plan à lui, c'était de passer la Tormès au-dessus d'Alba, et de tourner Salamanque par l'ouest, pour forcer les Anglais à l'évacuer, s'ils ne voulaient pas se trouver coupés du Portugal. Vainement on lui objecta que, agir de la sorte, c'était permettre à Wellington de réparer sa faute, en réunissant toutes ses forces imprudemment divisées, et de risquer une bataille avec moins de chances de la perdre ; enfin, dût-on même réussir à rejeter les Anglais vers la frontière de Portugal, c'était un mince résultat pour une armée de quatre-vingt-dix mille hommes, qui aurait pu anéantir son ennemi, et qui le laissait échapper.

Après des débats qui se prolongèrent toute la nuit, Soult, maintenant son opinion envers et contre tous, avec cette orgueilleuse obstination que rien ne pouvait abattre, finit par la faire prévaloir. Avec une faiblesse

qu'on peut excuser chez Joseph, mais qu'on ne comprend pas chez Jourdan, tous deux cédèrent à la fois, dans la crainte de voir Soult rompre tout lien de dépendance, et s'éloigner avec son armée. Pour que sa victoire fût plus complète, on mit encore, outre l'armée d'Andalousie, celle du centre sous ses ordres, et l'armée de Portugal fut confiée au comte d'Erlon, un de ses lieutenants. Ainsi l'autorité militaire passa tout entière dans ses mains, et le titre de commandant en chef des armées françaises dans la Péninsule, attribué à Joseph, ne fut plus qu'un mot vide de sens. Après deux précieux jours ainsi perdus, on se mit en route le 13 novembre; on franchit la rivière au-dessus d'Alba, que les Anglais venaient d'évacuer, en se retirant vers les Arapiles. Évidemment ils refusaient le combat; c'était donc une raison de marcher droit sur eux, et de les forcer à l'accepter ou à reculer vers le Portugal. Mais, le lendemain matin, un épais brouillard enveloppait toute la contrée, et l'armée française resta immobile, pendant que les Anglais se hâtaient d'évacuer Salamanque, et de se replier sur Ciudad-Rodrigo, en détruisant tout le matériel qu'ils ne pouvaient emporter. On pressa Soult de les poursuivre; mais par un excès de prudence qu'on pourrait appeler d'un autre nom, il refusa même de lancer sa cavalerie sur l'arrière-garde ennemie, pour inquiéter sa retraite, et lorsque le temps s'éclaircit, il n'y avait plus d'armée anglaise : elle se retirait paisiblement sur la route de Ciudad.

Ainsi quatre-vingt-dix mille Français, réunis pour la première fois sous les meilleurs généraux de l'armée, se trouvaient complètement annulés par l'entêtement de Soult et la faiblesse de Joseph. Avec cette immense supériorité de forces, on n'avait su ni battre les Anglais,

ni leur barrer le chemin; on leur avait ménagé, comme à plaisir, le temps de s'échapper, sans même les harceler dans leur retraite. Tout le monde, officiers et soldats, avec cette vive intelligence des choses de la guerre qu'on trouve dans une armée française, était soulevé d'indignation. L'opiniâtre maréchal, cédant à la pression de l'opinion, mit enfin son armée en mouvement, et fit semblant, pendant un jour ou deux, de poursuivre les Anglais; mais bientôt ils furent en sûreté derrière les murs de Ciudad. Ainsi se perdit, pour ne plus revenir, la dernière occasion de relever la fortune des armes de la France, et de reporter en avant le flot de la conquête qui, depuis les Arapiles, tendait à reculer. Trois mille prisonniers ramassés dans la poursuite, tel fut le seul résultat de cette victoire manquée. Joseph, désespéré, rentra dans sa capitale pour y camper quelques jours encore, en attendant la retraite définitive; l'armée de Portugal s'établit en Castille, et celle d'Andalousie sur le Tage, près d'Aranjuez. Ainsi se termine cette fatale année 1812, qui a vu dans son cours agité la prise de Badajoz et de Ciudad, la bataille des Arapiles, l'entrée des Anglais dans Madrid, et qui vient de finir par un avortement plus humiliant qu'une défaite. Un mauvais génie semble présider à tous les incidents de cette triste campagne; mais ce mauvais génie a un nom, il s'incarne dans un homme, et cet homme, c'est le maréchal Soult!

CHAPITRE III

BATAILLE DE VITORIA. — ÉVACUATION DE L'ESPAGNE. TRAITÉ DE VALENÇAY

1813

Nous touchons enfin au dénoûment de ce long et triste drame. Grâce aux fautes des généraux, et malgré le courage des soldats, la victoire a déserté les drapeaux de la France; chaque bataille perdue lui coûte une province, et bientôt le dernier de ses régiments aura repassé la frontière, que l'invasion anglaise va franchir à son tour. La fatale campagne de Russie a porté ses fruits : les armées françaises ont appris à reculer. Napoléon ne peut pas être partout, et là où il n'est pas, ses généraux ne savent plus obéir. Le malheureux Joseph a hérité de son frère absent la responsabilité, mais non le pouvoir. Il porte à lui seul le poids de toutes les fautes commises, mais « la faute essentielle », comme le dit si bien M. Thiers, celle d'où découlent toutes les autres, c'est d'avoir entrepris la guerre d'Espagne, qui a amené à sa suite celle de Russie. Ces deux fautes, réagissant l'une sur l'autre, s'aggravent en marchant de front, et le résultat, ce sera la chute de l'Empire et l'humiliation de la France, deux fois envahie à son tour, après avoir inondé

si longtemps l'Europe de ses armées. L'illustre historien, que nous aimons à citer, après avoir cédé comme son pays au prestige du génie heureux, revient enfin à une juste sévérité envers Napoléon, l'enfant gâté de la fortune. Pour l'historien comme pour son pays, il a fallu la leçon du malheur pour dissiper tous les éblouissements; mais la leçon est venue trop tard, et c'est la France qui en a payé tous les frais.

Nous avons laissé Joseph à Madrid, avec l'armée du centre; Gazan, sur le Tage, avec celle d'Andalousie; Reille, avec celle de Portugal, entre le Duero et la Tormès; enfin Clauzel, avec celle du nord, occupe les Asturies et la Navarre. Le tout forme un ensemble de quatre-vingt-dix mille soldats, rompus aux fatigues de la guerre comme à ses dangers, débris redoutable encore de toutes ces armées qui sont venues se fondre l'une après l'autre sur ce sol dévorant. Toutes sont soumises maintenant, au moins de nom, à l'état-major de Madrid, et si la direction centrale était plus forte, elle serait obéie; car l'âme de toutes les résistances, le maréchal Soult, vient d'être rappelé par l'Empereur, las des plaintes trop fondées de Joseph contre lui. Toutes ces forces réunies seraient plus que suffisantes pour tenir tête à l'armée anglaise; mais ce qui manque, c'est une main ferme pour les tenir en bride, une volonté arrêtée et sûre d'elle-même pour les diriger. On a vu Joseph à l'œuvre, l'on sait si cette main et cette volonté se rencontrent chez lui. Quant à Jourdan, l'âge, la fatigue, le sentiment de son impuissance n'ont pas brisé ce ferme courage, ni émoussé ce sens si net des choses de la guerre; mais, lassé de ses luttes avec l'autocrate, luttes où il est toujours vaincu, cette décision rapide et ferme, qui voit d'un coup d'œil ce qu'il y a à faire, et qui le fait, commence à faiblir chez

lui. Vouloir d'abord, agir ensuite, telles sont les deux qualités qui font le grand général; or condamné, depuis qu'il est en Espagne, à vouloir sans agir et à commander sans être obéi, Jourdan s'est peu à peu découragé des autres et de lui-même. Jugeant l'Empereur avec la sévérité d'un républicain, blessé dans ses plus chères croyances, il se console en le blâmant d'être forcé de lui obéir. Enfin, n'ayant jamais cru au succès de cette guerre, tout en la faisant, il tient d'avance pour perdue la cause qu'il défend.

Passons maintenant à l'armée, ou plutôt au peuple espagnol qui, lui, croit à sa cause, et qui, par cela seul, est certain de la gagner. Son plus puissant auxiliaire, en ce moment, ce n'est pas l'Angleterre, c'est la Russie. Pour ce peuple enthousiaste et patient, peu importe d'où lui vient le triomphe; les Russes, comme les Anglais, du moment où ils combattent Napoléon, sont pour lui des alliés. On comprendra donc la joie orgueilleuse des Espagnols en voyant reculer devant eux cette invasion qu'ils se flattent de rejeter bientôt hors de la Péninsule. Les Cortès de Madrid, par leurs décrets, entretiennent encore cette exaltation d'un peuple qui sait unir les instincts les plus opposés, et aime du même amour ses rois absolus et ses vieilles libertés. La vraie capitale de l'Espagne, ce n'est plus Madrid, c'est Cadix, où règne, ivre de sa force et des succès de ses alliés, un peuple souverain et libre, en attendant qu'il force l'étranger à lui rendre ses Rois!

Obligées de reconnaître les services rendus à leur pays par le vainqueur des Arapiles, les Cortès s'étaient décidées, malgré une opposition assez vive, à lui offrir le titre de généralissime des armées de la Péninsule. Wellington, qui s'était rendu à Cadix, n'accepta qu'à

une condition, c'est qu'on lui donnerait sur les commandants de ces armées une autorité absolue. Investi de ce commandement, plus nominal que réel, accueilli avec enthousiasme par les masses, mais déchiré par les feuilles démocratiques et suspect à l'assemblée, sa pensée était de faire de l'armée espagnole ce qu'il avait fait de l'armée portugaise, un auxiliaire digne de se battre à côté des Anglais. Mais, pour arriver à ce résultat, il eût fallu lui donner des officiers anglais, et l'orgueil espagnol se révoltait à cette seule pensée. Wellington avait donc quitté Cadix, avec un titre auquel lui-même ne croyait pas, pour aller essayer de plier à sa discipline de fer l'armée de Galice, la moins irrégulière de toutes celles que l'Espagne avait alors sur pied.

Son armée, campée en ce moment sur la frontière nord du Portugal, se composait de quarante-cinq mille Anglais, vingt-cinq mille Portugais et trente mille Espagnols, en tout cent mille hommes, fort inégaux en valeur militaire. Son plan, c'était de tourner par le nord les armées françaises, et de les séparer de la France, leur point d'appui. Pour l'exécuter, il comptait sur l'armée anglo-sicilienne qui, débarquée dans l'est de la Péninsule, se chargerait d'occuper Suchet, et sur les insurgés des Pyrénées chargés de retenir dans les Asturies l'armée du nord. Le plan était bien calculé, car le moins qu'on pût obtenir en menaçant les communications de Joseph avec la France, c'était l'évacuation de Madrid, et c'était déjà un assez beau résultat.

Mais dans ce plan hardi, les chances de péril étaient au moins égales aux chances de succès : les armées françaises, forcées de se concentrer au pied des Pyrénées, y gagneraient en force ce qu'elles perdraient en étendue. Condamnées à livrer une dernière bataille, elles

pouvaient la gagner, rejeter les Anglais en Portugal, et s'affermir dans les provinces de l'Èbre. C'était là la pensée de Jourdan, qui voyait toujours la vérité, mais qui manquait d'énergie pour la faire prévaloir. Par malheur, ce n'était pas celle de Joseph : son orgueil de Roi, flatté d'avoir reconquis sa capitale, se révoltait à l'idée de la quitter encore, et de fuir devant l'ennemi qu'il en avait chassé. Quant à Napoléon, profondément dégoûté de cette guerre sans résultat et sans fin, pourvu qu'il pût garder les provinces de l'Èbre, comme un poste avancé pour couvrir sa frontière, il aurait fait bon marché du reste de la Péninsule. Sur ces bases même, il était tout prêt à traiter avec l'Angleterre, et à rendre la liberté au captif de Valençay, moins las de sa captivité que son auguste geôlier.

L'Empereur une fois décidé, il ne restait plus à Joseph qu'à obéir. Ses instructions portaient : 1° de transférer sa cour de Madrid à Valladolid, et d'établir ses troupes dans les plaines de la Vieille-Castille; 2° de détacher vingt mille hommes de l'armée de Portugal, pour aider Clauzel à en finir avec les bandes des Asturies, cette Vendée espagnole; 3° de porter l'armée d'Andalousie à Salamanque, celle du centre à Ségovie, pour garder les passes du Guadarrama, et le reste de l'armée de Portugal à Burgos. Enfin l'armée d'Andalousie, pour occuper ses loisirs, devait faire un mouvement offensif vers la frontière portugaise, afin d'appeler de ce côté l'attention des Anglais, démonstration impuissante, propre seulement à disséminer encore les forces de la France. Donnés en janvier, ces ordres mirent un mois à parvenir à Madrid, et un temps précieux fut ainsi perdu pour l'action. Jourdan, se sentant appuyé par l'Empereur, insista sur la nécessité d'évacuer Madrid,

et Joseph s'y résigna enfin, après les plus pénibles combats ; mais voulant faire flotter encore son drapeau dans sa capitale, au moment même où il la quittait, il y laissa une division, sacrifiée ainsi à un puéril amour-propre ; car il suffisait qu'un régiment anglais se montrât aux portes de la ville, pour la soulever tout entière, et au lieu d'une division, c'est une armée qu'il eût fallu pour la contenir.

L'armée du centre était prête à partir ; mais elle devait traîner à sa suite un long convoi de malades, sans parler des *afrancesados*, condamnés à suivre la fortune de leur Roi, et à émigrer avec lui. Or Joseph n'était pas homme à les laisser derrière lui pour les livrer aux vengeances d'une population déchaînée. Un autre mois fut encore consumé à préparer ce laborieux départ, et c'est seulement dans les premiers jours d'avril que cette royauté nomade fut enfin installée à Valladolid. L'ensemble des forces françaises qui, au début de l'année, montait encore à quatre-vingt-dix mille hommes, ne s'élevait plus qu'à soixante-quinze mille, grâce à l'effroyable consommation d'hommes de la campagne de Russie, qui avait forcé l'Empereur à en retirer encore quinze mille de la Péninsule. Mais ces trois armées, trop distantes, commandées par des généraux tous jaloux les uns des autres, tendaient toujours à s'isoler, et leur concentration n'était qu'un rêve, tant qu'une volonté suprême ne leur imposerait pas cette unité qui faisait la force de l'armée anglaise.

Mai était enfin venu, et les opérations militaires, suspendues d'un commun accord, allaient reprendre avec le printemps. Sur un seul point elles n'avaient pas cessé, dans les Asturies et la Navarre, où les flottes anglaises versaient sans relâche des armes et des munitions. Les

insurgés, se sentant soutenus, redoublaient d'activité et d'audace, et ne laissaient pas un instant de repos à l'armée du nord, chargée d'arrêter leurs progrès. Malgré les renforts continuels qu'on lui envoyait, Clauzel avait fort à faire avec les bandes de Mina et du curé Merino, aussi promptes à fuir qu'à se reformer, devant un ennemi qui se lassait de les poursuivre plutôt qu'elles de revenir à la charge. L'armée du nord, bien que portée à cinquante mille hommes, ne suffisait pas à sa tâche. Mais cette guerre de partisans n'était qu'un hors-d'œuvre dans la campagne finale qui allait décider du sort de la Péninsule; Wellington, à la tête de quatre-vingt-dix mille hommes, se préparait à rentrer en Espagne, décidé à en finir avec l'invasion française, et à la rejeter au delà des Pyrénées.

Le 11 mai, le général anglais franchit avec son armée la frontière espagnole, en se dirigeant vers Salamanque. Les Français, trop peu nombreux, n'essayèrent pas de lui disputer le passage. Les quatre armées, en effet, restaient toujours isolées, et les ordres de l'Empereur n'étaient pas mieux obéis que ceux de Joseph. Le plus sage aurait été de rappeler Clauzel sur le Duero, pour y combattre un ennemi plus sérieux que toutes les bandes de Mina; mais l'état-major de Valladolid n'était pas mieux informé que celui de Madrid des mouvements de l'ennemi, ni les généraux français plus disposés à se soumettre à ses ordres. Rien n'était prêt, ni hommes, ni vivres, ni transports ; les intendants attachés à chaque armée refusaient d'obéir à l'intendance centrale. Une complète anarchie régnait dans l'administration comme dans le commandement militaire, et jamais oracle plus sûr n'avait présagé la défaite ! Joseph, découragé, las d'une royauté dont il n'avait connu que les épines, n'as-

pirait qu'à rentrer en France, et à se décharger du fardeau de sa couronne. Quant aux soldats, plus résignés que leurs chefs et plus rompus à l'obéissance, ils n'avaient pas encore perdu leur foi à la fortune de Napoléon, et enviaient le sort de ceux que l'on rappelait en France pour défendre contre l'invasion le sol sacré de la patrie.

Le 24 mai seulement, Gazan, à la tête de l'armée d'Andalousie, encore dispersée du Tage au Duero, apprit le mouvement de l'armée anglaise vers Salamanque. Sa position devenait des plus critiques, car Wellington, en se portant sur les derrières de Joseph, pouvait le séparer du reste de l'armée. Dans cette extrémité, que restait-il à faire au malheureux Gazan, sinon de renoncer à ce simulacre d'occupation de Madrid, de rappeler la division qu'on y avait laissée, d'évacuer Salamanque, et de se replier en hâte sur Valladolid? Mais abandonner Madrid, c'était fendre le cœur à Joseph, et lui arracher le dernier fleuron de sa couronne. Gazan, n'osant pas le prendre sur lui, se rendit de sa personne à Valladolid, et obtint, non sans peine, le consentement du monarque déchu. Ordre fut donné à toutes les troupes françaises, dans le centre et le nord de la Péninsule, de se replier sur Valladolid, siège nouveau de cette conquête rétrograde, pour y livrer, dans les plaines de la Vieille-Castille, une dernière bataille qui déciderait du sort de l'invasion.

Mais Joseph, en donnant ces ordres, dictés par une nécessité suprême, n'était pas sûr d'être obéi, et il avait à obéir lui-même à une autorité supérieure, celle de l'État-major de Paris. Clarke, le ministre de la guerre, ne connaissait que sa consigne; les ordres que l'Empereur l'avait chargé de faire passer en Espagne, fussent-ils

datés de six mois, et en contradiction directe avec les nécessités du moment, devaient être exécutés à tout prix; y changer quelque chose était un sacrilège! De là des difficultés sans fin, des retards, souvent même des contre-sens funestes dans la direction des armées. Avec un ennemi moins circonspect et plus pressé d'agir, le danger eût été encore plus grave : les quatre armées de la France auraient eu le temps d'être battues l'une après l'autre avant de pouvoir se réunir. Cependant les Anglais s'avançaient toujours, mais lentement, en sondant le terrain, et Reille se repliait devant eux vers Palencia, sans que cette retraite ressemblât à une fuite. Il y eut même quelques engagements de détail : Villatte défendit avec acharnement le passage de la Tormès, qui s'effectua pourtant, et il tua aux Anglais plus de monde qu'il n'en perdit. L'objectif de Reille, c'était de ralentir la poursuite de l'ennemi, et de couvrir la route de la France, et ce double but fut atteint. La division laissée à Madrid eut le temps de rejoindre l'armée. Le 2 juin, chacun avait pris la place qui lui était assignée : l'armée du centre à Valladolid, avec Joseph; celle de Portugal avec Reille, à Palencia; celle d'Andalousie sous Gazan, à Tordesillas, sur le Duero; seule, l'armée du nord, avec Clauzel, manquait au rendez-vous. L'ensemble présentait une force de cinquante-deux mille soldats, au lieu de soixante-seize mille qu'on aurait pu réunir, si les ordres de l'Empereur n'avaient pas cloué Clauzel dans sa Navarre, pour y lutter contre les bandes de Mina.

Avec des forces aussi insuffisantes, livrer bataille à une armée de quatre-vingt-dix mille hommes, commandée par Wellington, eût été une haute imprudence. Un seul parti restait à prendre, c'était de se replier sur Burgos, puis sur Vitoria, pour y donner la main à l'ar-

mée du nord, quand elle se déciderait enfin à reculer, et tenter la fortune dans une dernière bataille avant de repasser les Pyrénées. Ce dernier parti, le plus humiliant, mais le plus sage, fut enfin adopté, et Joseph se décida, non sans douleur, à évacuer Valladolid, dernière étape de sa royauté aux abois. La marche de l'armée, retardée par un immense convoi de malades, de blessés et d'*afrancesados*, était lente, mais régulière, et l'ennemi, tenu en respect par une cavalerie bien supérieure à la sienne, n'essaya pas de l'inquiéter. Wellington, on le sait, n'était jamais pressé de se battre, et son but était atteint quand il faisait reculer les Français devant lui ; car au bout de leur route étaient les Pyrénées, et la France, la « grande envahisseuse », comme l'appelle Toreno, allait s'ouvrir à son tour devant l'invasion. Cette marche rétrograde de ses armées, si différente de leur allure ordinaire, continua jusqu'à Burgos, où l'on arriva le 9 juin. Mais là, on se trouva en face d'un ennemi plus redoutable encore que les Anglais, c'était le manque de vivres, sur une route sillonnée sans cesse par des régiments en marche qui, comme les sauterelles, ne laissaient rien derrière eux. On achemina sur Vitoria les blessés, les malades et toutes les non-valeurs militaires, et l'on s'apprêta à quitter Burgos pour entrer dans le bassin de l'Èbre.

Harassés par cette longue marche, les troupes avaient besoin de repos ; on leur accorda quelques jours, et l'on y gagna un renfort de six mille hommes qu'envoyait Clauzel, en promettant de venir bientôt les rejoindre avec toutes ses forces. Le rendez-vous général, cette fois, était à Vitoria : l'on fit passer à Clauzel l'ordre de s'y diriger par Logroño, et tout se prépara pour une action décisive. Le plan de Wellington était d'avancer

toujours, lentement, mais sûrement, en renforçant sa gauche pour pousser les Français vers la frontière. On quitta donc Burgos le 13, comme on avait quitté Madrid, puis Valladolid et l'on fit sauter le fort, sanglant adieu laissé à cette vieille cité qu'on ne devait plus revoir. Le 16, on était à Miranda de Ebro, où l'on trouva encore une division renvoyée par Clauzel, qui annonçait son arrivée pour le 20. Ainsi toutes les forces de la France allaient enfin se trouver réunies, dernière chance de salut pour ces armées en retraite, qui allaient bientôt voir les portes de l'Espagne se refermer sur elles. Le plus simple eût été de marcher à la rencontre de Clauzel, vers Logroño, qui commande l'Èbre supérieur; mais Joseph et Jourdan, effrayés de leur responsabilité, aimèrent mieux obéir aux ordres de l'Empereur, qui voulait qu'on maintînt libre avant tout la route de Bayonne, que les Anglais menaçaient de couper ; et malgré l'opposition de Reille et de presque tous les généraux, on se dirigea sur Vitoria, nom d'heureux augure que devait bientôt démentir la triste réalité !

Ainsi les ordres de l'Empereur devaient être fatals à l'Espagne jusqu'au dernier moment. Pour parer au danger d'être tournés par Bilbao, on dirigea sur ce point Reille avec sa petite armée, et l'on affaiblit d'autant la masse qui devait tenir tête à Wellington. On comptait, pour combler ce vide, sur l'arrivée de Clauzel, toujours incertaine dans un pays où le sol, le climat et les habitants se liguaient contre l'étranger. Enfin, le 19 au soir, l'armée se trouva réunie sous les murs de Vitoria. Tout annonçait une bataille prochaine, et l'on ne pouvait s'étonner que d'une chose, c'est que Wellington tardât si longtemps à la livrer; car il donnait ainsi à Clauzel le temps d'arriver, et d'amener la victoire avec lui. L'en-

semble des forces françaises ne montait qu'à cinquante mille hommes, car cette marche forcée en avait mis trois à quatre mille hors de combat, et il avait fallu en distraire autant pour escorter le convoi jusqu'à la frontière.

Il fallait prendre un parti; la situation était grave, mais non désespérée : la route de Bayonne restait ouverte, et l'on pouvait, en quelques jours de marche, atteindre les Pyrénées. Mais l'honneur permettait-il de quitter l'Espagne sans livrer au moins un dernier combat, pour savoir à qui elle devait appartenir? Pouvait-on abandonner à leur malheureux sort Clauzel et Suchet, et toutes les troupes éparses sur ces vastes espaces, depuis la Navarre jusqu'à Valence? Et Wellington! permettrait-il aux Français de quitter paisiblement la Péninsule? Reculer ainsi devant lui, n'était-ce pas l'inviter à les poursuivre, au moins jusqu'à la frontière? Toutes ces questions se posaient devant Joseph, Jourdan et les généraux, tremblants, non devant l'ennemi, mais devant cette effrayante responsabilité. Sur les quatre-vingt-dix mille hommes de Wellington, il n'y avait guère que quarante-huit mille Anglais; le reste ne comptait guère, en rase campagne du moins; et ne pouvait-on pas espérer de vaincre, par un effort désespéré, un ennemi qu'on avait toujours vu reculer, même après une victoire? Avec un adversaire qui ne se pressait jamais, on avait le temps d'acheminer jusqu'à la frontière les mille voitures du convoi, grave embarras à la veille d'une bataille. Au revers du mont de Salinas on trouverait le général Foy, qui se chargerait de les conduire en France, et les troupes de l'escorte pourraient encore revenir et prendre part au combat. Enfin, en s'établissant dans une forte position, sur les hauteurs qui entourent Vito-

ria, on pouvait y attendre à la fois l'armée anglaise, qui hésitait toujours au moment d'attaquer, et Clauzel, à qui les lenteurs de l'ennemi donneraient le temps d'arriver.

En attendant, le désordre, le découragement, le pressentiment d'une défaite régnaient dans l'armée comme dans ses conseils. On agitait toutes les questions sans en résoudre une seule; on envoyait à Clausel des messagers pour hâter sa marche, sans savoir s'ils parviendraient à le joindre. Jourdan, brisé par la fièvre, par l'âge et par le chagrin, était incapable d'agir, et Joseph, privé de son Mentor, ne songea pas même à faire reconnaître le terrain où la bataille devait se livrer. Autour de Vitoria, ville de douze mille âmes, s'étend une plaine de deux lieues qu'elle domine de la hauteur où elle est assise. Au nord, se dressent les derniers gradins des Pyrénées, et au sud une petite chaîne de monts qui sépare l'Alava de la Biscaye. Le tout forme une espèce d'amphithéâtre circulaire, qu'on dirait fait exprès pour livrer une bataille. Le 20 au soir, on se décida enfin, sur les instances de Jourdan, à faire partir la moitié du convoi pour Salinas, avec une division pour l'escorter, et à délivrer l'armée de ce dangereux fardeau. Gazan, avec l'armée d'Andalousie, fut posté en face du défilé de la Puebla. Derrière lui se plaça l'armée du centre, commandée par d'Erlon, et chargée de soutenir Gazan, en s'appuyant sur la hauteur du Zuazo. Enfin Reille, avec deux divisions de l'armée de Portugal, eut pour mission de garder à droite le défilé de la Murguia, par où devait déboucher la gauche des Anglais. Le vice de ce front de bataille, c'était de s'étendre sur trois lieues de longueur, ce qui le rendait plus facile à couper. Du reste, pas un des ponts de la Zadorra, petite rivière qui

séparait les deux armées, ne fut détruit, pas un de ses gués ne fut garni d'artillerie; enfin, comme si tout eût dû se liguer contre les Français pour consommer leur perte, dix mille hommes d'excellente cavalerie, formant le cinquième de l'armée, se trouvèrent hors d'état de prendre part à la lutte, grâce aux nombreux canaux qui sillonnaient la plaine, et l'effectif de l'armée se trouvait ainsi réduit à quarante-six mille combattants.

Le 21 au matin, Jourdan, faisant un effort suprême, monta à cheval, en dépit de la fièvre, pour reconnaître le pays. Son perçant coup d'œil reconnut bien vite que le front de bataille, trop étendu, manquait de solidité. Il envoya l'ordre à d'Erlon de se placer entre Reille et Gazan, à Tres-Puentès (les trois ponts), pour garder le passage de la Zadorra; à Gazan, le plus avancé des trois, il fit dire de rétrograder jusqu'à la hauteur du Zuazo, qui commandait toute la plaine, et de la garnir d'une forte batterie, pour fermer à la fois le défilé de la Puebla, par où les Anglais devaient arriver, et le passage de la rivière à Tres-Puentès.

Mais il n'était plus temps : Wellington, une fois décidé à agir, savait réparer par son activité le temps que sa circonspection lui avait fait perdre. Il dirigea donc vers Murguia, sur la droite de l'ennemi, sa gauche commandée par Graham, pour forcer, contre le corps de Reille, le passage de la Zadorra. Enfin sa droite, sous le général Hill, après avoir franchi le défilé de la Puebla, devait venir, avec les deux autres corps, se ranger en bataille dans la plaine, au pied du Zuazo.

Quand les ordres de l'État-major atteignirent Gazan, il était trop tard pour obéir ; ses troupes étaient déjà engagées avec l'avant-garde ennemie. Les Anglais débouchaient à la fois sur trois points, avec un ensemble

merveilleux sur une aussi vaste étendue et par des routes opposées. Bientôt le combat s'engagea sur toute la ligne : Gazan, qui avait à remplir la tâche la plus difficile, celle de refouler le corps de Hill dans le défilé de la Puebla, s'en acquitta mollement : ses régiments ne donnèrent que l'un après l'autre, et furent repoussés. Les Espagnols, retranchés derrière des rochers, se défendirent comme ils savent le faire chaque fois qu'ils ont trouvé un abri. Cependant le courage des soldats parvint à réparer la faute de leur chef, et les Espagnols plièrent à leur tour. Mais, pendant cette lutte acharnée, les Anglais de Hill, forçant l'entrée du défilé, se répandirent dans la plaine, et la lutte fut transportée sur les bords de la Zadorra. D'Erlon, qui commandait la réserve, envoya ses deux divisions à Reille pour soutenir les troupes qui gardaient les trois ponts, et Reille, sur la droite, se trouva ainsi privé de tout appui, au moment où il en avait le plus besoin. Cependant, un ordre donné à propos par Jourdan, rétablit pour un instant l'équilibre : au moment où les Anglais, forçant la sortie du défilé du mont Arrato, se frayaient un passage sur un des ponts de Tres-Puentès, une batterie de quarante-cinq canons, improvisée sur la hauteur de Zuazo, vomit sur eux un feu terrible, et joncha la plaine de leurs morts.

Si, dans ce moment, une colonne de réserve avait chargé vigoureusement les Anglais, ébranlés par ce feu meurtrier, le sort de la bataille pouvait encore changer; mais chacune des trois divisions de l'armée, occupée de se défendre, ne songeait pas à secourir les autres, et Reille, placé trop loin sur la droite, voyait déjà le moment où il serait débordé ou coupé. Gazan, au lieu de rétrograder vers le Zuazo, comme il en avait reçu

l'ordre, s'était étendu vers la gauche, pour s'emparer d'une hauteur, et laissait ainsi un vaste intervalle entre son corps d'armée et celui de d'Erlon. On se battait partout, avec un courage égal des deux côtés; on disputait aux Anglais sur un point le passage de la rivière, quand ils l'avaient déjà franchie sur un autre, mais l'ensemble manquait à toutes ces manœuvres. Les soldats obéissaient à leurs chefs immédiats; mais on sentait l'absence d'une pensée supérieure à laquelle tout le monde se soumît.

Un seul parti restait à prendre pour que cette confusion ne se changeât pas en déroute, c'était d'ordonner la retraite. L'armée, victime des fautes de ceux qui la commandaient, avait honoré sa défaite par un courage que rien ne pouvait abattre. Mais un pareil ordre était plus facile à donner qu'à exécuter, avec des troupes éparses sur trois points différents, et qu'il fallait réunir sur une seule route, étroite et montueuse. Une armée française n'est pas habituée à reculer, l'ensemble manqua dans les manœuvres des trois corps qui, avant d'évacuer Vitoria, auraient dû n'y rien laisser de leur matériel, et tout détruire ou tout emporter. D'Erlon, voyant la cavalerie anglaise se répandre dans la plaine, ne songea plus qu'à se retirer, et découvrit Vitoria, qu'il avait mission de défendre. L'ennemi s'y lança aussitôt, et s'empara du reste du convoi, qui n'avait pu partir tout entier, et d'un immense matériel. Cent cinquante bouches à feu, une masse de munitions et de vivres, et nombre de familles d'*afrancesados* tombèrent au pouvoir des alliés. Tous ce qui put s'échapper, hommes, femmes, enfants, pêle-mêle avec les soldats, se précipita vers la route de Bayonne par le col de Salinas. Mais Reille, chargé de défendre contre la gauche de l'ennemi les

trois ponts qu'on aurait dû couper, continuait à maintenir sa position avec une invincible ténacité, et toute issue de ce côté était fermée aux fugitifs, sur un champ de bataille sillonné par les boulets. Force leur fut de se rejeter à l'est vers la route de Pampelune par Salvatierra, dans un désordre toujours croissant.

La situation du brave Reille et de son petit corps d'armée, qui continuait à lui seul la bataille, devenait de plus en plus périlleuse : les Anglais, maîtres de Vitoria, s'avançaient déjà sur ses derrières pour lui couper la retraite. Avec un sang-froid égal à son courage, il ordonna à ses trois divisions de se replier en bon ordre sur Salvatierra, pour suivre le mouvement de l'armée. La retraite, sur ce point, s'opéra en bon ordre, grâce aux charges réitérées de la cavalerie française qui parvint à contenir celle de l'ennemi. Mais cette route de traverse était impraticable pour l'artillerie, il fallut laisser tous ses canons derrière soi, et l'on ne put sauver que les chevaux. Pendant cette laborieuse retraite, protégée par le dévouement de Reille et de ses soldats, la poursuite des Anglais ne s'arrêta pas un instant. Les pertes furent énormes des deux côtés : M. Thiers évalue celles des Français à cinq mille, et Toreno à huit mille; mais le chiffre le plus fort est le plus vraisemblable, si l'on ajoute aux morts et aux blessés les prisonniers faits par l'ennemi et par les paysans déchaînés. Dans les rangs opposés, on comptait trois mille trois-cents Anglais, mille Portugais, et six-cents Espagnols hors de combat. Quant aux bagages, au matériel de toute sorte, canons, voitures, etc., il est impossible d'en donner un chiffre exact. Citons seulement quelques lignes où l'historien espagnol retrace le spectacle que présentait le champ de bataille, après la retraite des Français :

« Le convoi dont on s'empara se composait de carrosses, d'effets divers et précieux, appartenant aux généraux et à des personnes de la suite de l'*Intrus*, et de caisses militaires pleines d'argent, que se partageaient les vainqueurs et les habitants de la ville. On établit sur le champ de bataille une espèce de marché où chacun venait vendre ou échanger son butin. Bijoux et diamants, vêtements et uniformes de toutes sortes gisaient épars sur le sol, et les ramassait qui les trouvait. On voyait errer çà et là, ahuris, saisis de terreur, les partisans de Joseph, remplissant l'air de leurs cris d'épouvante ou de douleur, quand ils avaient perdu leurs femmes ou leurs filles, égarées ou menacées dans leur honneur ou dans leur vie... Lord Wellington, saisi de pitié pour ces malheureux, en fit conduire bon nombre à Pampelune, surtout les femmes d'officiers, sous pavillon parlementaire, et, avec une courtoisie toute chevaleresque, il renvoya la femme du général Gazan dans sa propre voiture. »

Pendant que tout ceci se passait, on se demande ce que faisait Clauzel avec ses quinze mille hommes qui, joints aux douze mille de Foy à Salinas, auraient pu changer la fortune de la France. On n'avait rien à lui reprocher, car sitôt l'ordre de Joseph reçu, il s'était mis en route, et dès le 20, il était à Logroño. Mais, arrivé là, point de message de Joseph, point de nouvelles, si ce n'est celle que répétaient tous les échos d'alentour : « Les Anglais sont en marche sur Vitoria. » Convaincu dès lors que le rendez-vous pour l'action était dans la plaine qui entoure cette ville, il avait essayé de franchir la chaîne de montagnes qui l'en séparait; mais le petit nombre de ses soldats, son isolement, l'absence de nouvelles, tout lui commandait la prudence. Le 22, jour de

la bataille, tout ce qu'il osa faire, ce fut de gravir la *Sierra de Andrea;* de là, il put assister, spectateur désolé et impuissant, à ce lugubre spectacle, et l'on comprend tout ce qu'il dut souffrir! Mais que pouvait-il, avec ses quinze mille soldats, contre une armée victorieuse, six fois plus nombreuse que la sienne? Condamné à voir égorger ses frères sans pouvoir les secourir, avec une rare fermeté de décision, il prit sur-le-champ son parti : séparé de Joseph par les Anglais, il descendit l'Ebre avec son armée, en se dirigeant sur Saragosse, et rentra en France par Jaca, après avoir fait preuve, dans cette laborieuse retraite, d'autant d'habileté que de courage.

Nous avons laissé Joseph à Pampelune, avec son armée démoralisée, irritée, imputant à bon droit à ses chefs un échec que Napoléon, s'il eût été là, aurait changé en victoire. Pour ceux qui avaient vu, en 1807, cette armée franchir pour la première fois les Pyrénées, et se diriger vers le Portugal, quel contraste saisissant n'offrait-elle pas aujourd'hui, où le seul refuge des vaincus, c'était la frontière! Quelle leçon pour l'orgueil du conquérant que cette armée en retraite, laissant derrière elle cinq ou six mille de ses meilleurs soldats, avec son artillerie et son honneur militaire qui, depuis Baylen, n'avait pas reçu un pareil échec! Sous une aussi grave responsabilité, Joseph tout seul eût été écrasé; mais Jourdan, en dépit de l'âge et de la maladie, se retrouva tout entier en face du danger. Il fit comprendre au faible monarque que, avec les quarante-cinq mille hommes qui lui restaient, il pouvait encore, appuyé sur les Pyrénées, tenir tête aux Anglais, en ralliant à lui les forces françaises qui tendraient toutes à converger vers Bayonne. Une garnison, suffisante pour arrêter la moitié de l'ar-

mée anglaise, fut laissée à Pampelune. L'armée du centre s'établit dans la vallée de Bastan, l'armée de Portugal dans celle de la Bidassoa, et l'armée d'Andalousie dans celle de Saint-Jean-Pied-de-Port, assez rapprochées toutes trois pour se donner la main, assez distantes pour vivre sans épuiser le pays. Ordre leur fut donné de ramasser les traînards, de se réorganiser, si l'ennemi leur en laissait le temps, et de recueillir leurs forces pour une lutte suprême. Tel était le rêve de Jourdan; on verra bientôt comment il devait se réaliser.

La bataille de Vitoria est le dernier acte et le dénoûment de ce triste drame qui, commencé en 1807 par l'invasion du Portugal, finit en 1813 par l'avortement définitif de la conquête de la Péninsule. Le dernier des rêves de Napoléon, celui d'annexer à la France les provinces de l'Èbre, comme un poste avancé de la ligne des Pyrénées, ce rêve vient de s'évanouir. L'évacuation complète, absolue, est devenue une nécessité, même pour Suchet, le mieux établi dans sa position de tous les généraux français. Les fautes de l'autocrate ont enfin porté leurs fruits : la guerre d'Espagne, ce hors-d'œuvre insensé dans ses plans de remaniement de l'Europe, a enfanté la guerre de Russie, et les désastres de celle-ci ont à leur tour réagi sur l'Espagne, qui échappe pour jamais à la domination française. Ce n'est pas pour rien, on s'en aperçoit enfin, que le Créateur a dressé entre les deux pays la barrière des Pyrénées; si l'ambition des conquérants ne respecte pas la volonté des peuples, elle doit au moins respecter les limites naturelles qui les séparent!

Napoléon a cessé de commander en Espagne, mais il ne veut pas qu'un autre, fût-ce même son frère, y commande à sa place; ce qui ne l'empêchera pas de

rendre Joseph responsable d'un désastre dont lui-même est le premier, sinon le seul auteur. Enchaînés par ses ordres, ses généraux n'ont pas pu profiter de cette concentration de leurs forces qui aurait dû leur donner la victoire. Ils ne savent obéir qu'au maître suprême, et ce maître est absent, et ne daigne plus s'occuper d'eux. Ce n'est donc pas à Jourdan, ce n'est pas à Joseph qu'il faut imputer ce dernier désastre; la situation est plus forte qu'eux, elle les domine, elle les emporte vers les Pyrénées, dans ce reflux obligé de l'invasion française, que l'invasion ennemie va suivre sur son territoire, et pour parler avec l'historien espagnol, « l'envahisseur deviendra bientôt l'envahi! »

L'Angleterre n'a jamais été ingrate envers ceux qui l'ont bien servie; mais habituée aux triomphes maritimes, les victoires remportées sur terre ont à ses yeux un mérite tout spécial, et la gloire du vainqueur de Vitoria, sans éclipser celle du héros de Trafalgar, l'enivra d'une joie orgueilleuse. Le Parlement vota à Wellington des remercîments au nom du pays, et lui décerna le titre de feld-maréchal, la plus haute dignité militaire. Les Cortès espagnoles lui firent don d'une magnifique propriété près de Grenade. Enfin le conseil municipal de Vitoria lui offrit une épée d'honneur, dont la poignée, en or massif, portait en relief les armes de sa famille. Les vieilles jalousies de l'Espagne contre ses alliés étaient oubliées, et leur victoire était devenue la sienne!

Mais Wellington n'était pas homme à se reposer avant d'avoir achevé son œuvre. Pendant que l'Espagne et l'Angleterre lui décernaient des récompenses, d'ailleurs si méritées, il ne songeait qu'à poursuivre, l'épée dans les reins, son ennemi en fuite et à recueillir les fruits de sa victoire. Mais une pluie continue ralentit sa

poursuite, et donna aux Français le temps de s'échapper : ils venaient à peine d'évacuer Pampelune quand l'avant-garde anglaise se présenta sous ses murs. Quant au général Foy, n'ayant reçu, comme Clauzel, aucun des messages qu'on lui adressait, le bruit du canon l'avait seul informé que la bataille se livrait, et les Anglais, en se lançant à sa poursuite, se chargèrent de lui en apprendre le résultat. Tout en repoussant avec une rare vigueur les attaques de l'ennemi, il continua à suivre la route de Bayonne, et se replia sur Tolosa, où il comptait donner à ses troupes quelques instants de repos; mais Graham, avec deux divisions anglaises et un détachement espagnol, n'hésita pas à attaquer les Français établis près de la ville dans une forte position. Ceux-ci résistèrent d'abord avec leur vigueur accoutumée; mais craignant d'être coupés, ils se virent forcés d'évacuer Tolosa, comme Vitoria, comme Pampelune, comme bientôt l'Espagne tout entière! Enfin, ce faible détachement, dont la conduite, comme celle de son général, aurait pu servir d'exemple à l'armée tout entière, parvint à franchir la frontière, et eut la joie d'y retrouver sain et sauf le convoi dont il avait protégé la retraite.

Pendant ce temps, l'armée française poursuivait sa marche sur la route de Pampelune à Bayonne. Sentant l'ennemi sur ses traces, elle se précipitait vers la France par toutes les vallées qui y conduisent, y compris celle de Roncevaux, de triste mémoire. « En atteignant, dit Toreno, les cimes qui servent de barrière entre les deux pays, en jetant les yeux sur les rives verdoyantes de la Nive et de l'Adour, qui contrastent si vivement avec l'aridité du versant espagnol, les soldats français versaient des larmes de joie, heureux de revoir ce sol de la patrie que, depuis tant d'années, leurs yeux n'avaient

pas salué. Et pendant que, dans leur course haletante, les glorieux fugitifs se ruaient vers la frontière, l'avant-garde anglaise qui les poursuivait s'arrêta au sommet, attendant du général en chef l'ordre de la franchir à son tour. »

Si un étranger, un ennemi, a trouvé des paroles presque sympathiques pour cette noble infortune, on comprendra ce qu'un Français doit souffrir en retraçant un pareil tableau. Mais l'historien de l'Espagne doit oublier en écrivant qu'il a une patrie. Le but qu'il poursuit, ce n'est pas la gloire de son pays, c'est la vérité, souvent pénible à raconter, la vérité qui n'a point de patrie, point de frontières, et qui, implacable pour les fautes commises, les fait toutes remonter à leur source, c'est-à-dire au jour néfaste où Napoléon a rêvé pour la première fois la conquête de la Péninsule !

Revenons maintenant à l'Empereur, que nous avons laissé de côté dans ce récit, comme lui-même a banni depuis longtemps l'Espagne de sa pensée. On devine les trésors de colère qui dûrent s'amasser dans son âme, à mesure qu'il apprenait les désastres successifs de cette triste campagne, l'évacuation de Madrid, la déroute de Vitoria, et la retraite forcée de ses armées, ramenées de tous les coins de la Péninsule vers cette porte des Pyrénées qui allait se refermer sur eux. L'Empereur était alors à Dresde, essayant d'oublier cette Espagne maudite qui venait sans cesse se rappeler à lui. A ses côtés se trouvait le maréchal Soult, uniquement occupé de chercher des torts à Joseph, son rival heureux sur le trône de la Péninsule. En recueillant ainsi ce qu'il avait semé, Napoléon n'aurait dû s'en prendre qu'à lui-même; mais il lui fallait un bouc émissaire, et tout en se plaignant d'être trahi par tous ses frères, par Louis, qui venait

d'a .iquer le trône de Hollande, par Jérôme, par Murat, c'est sur le malheureux Joseph qu'il fit retomber tous ses ressentiments. Ne pouvant plus lui enlever sa couronne, soin dont s'était chargé Wellington, il voulut au moins, en nommant Soult son lieutenant en Espagne, infliger à Joseph le successeur qui pouvait lui être le plus pénible. Enfin, redoutant sa présence et ses intrigues à Paris, il l'enferma dans sa somptueuse prison de Morfontaine, et lui défendit d'y recevoir même ses amis. Ainsi l'autocrate, en punissant son frère de ses propres fautes, cherchait à écarter cette responsabilité que l'histoire doit lui restituer; car le seul, le vrai tort de Joseph, c'était d'avoir été au-dessous de sa rédoutable tâche, et alors, pourquoi son auguste frère l'en avait-il chargé?

Après l'exécution de Joseph, Soult était parti pour la frontière d'Espagne afin de l'y remplacer. On l'a vu à Oporto, et l'on connaît ses façons d'agir; on ne s'étonnera donc pas de le voir, dans sa première proclamation à l'armée, imputer tous ses désastres à la lâcheté et à l'incapacité des autorités, militaires ou civiles, qui ont précédé la sienne; en d'autres termes, à Joseph et à Jourdan, moins coupables que Napoléon qui leur avait ôté toute autorité, et que les généraux qui refusaient de leur obéir. Après cette prise de possession de son nouveau pouvoir, Soult s'était occupé de réorganiser son armée, où toute trace de discipline avait à peu près disparu. Fondant ses quatre armées en une seule, il confia le centre à d'Erlon, la gauche à Clauzel et la droite à Reille. Ainsi l'unité, qui avait si longtemps fait défaut dans l'armée française, lui était acquise maintenant, mais trop tard pour qu'elle pût en profiter. Le chiffre total de ses forces s'élevait encore à soixante-dix mille hommes, et malgré le découragement qui y régnait, malgré ses habitudes

d'indiscipline et de pillage, si le chef qui la commandait avait eu sa confiance, peut-être aurait-on pu tenter encore une revanche de Vitoria; mais le soldat français, habitué à juger ses chefs, a besoin de croire en eux pour leur obéir. Or, personne dans l'armée n'avait foi au maréchal, depuis sa triste campagne de Portugal. Ce n'était pas le talent qui manquait chez lui, c'était le caractère, et tout pesé, défauts et qualités, nul général n'était moins propre à relever en Espagne la fortune de la France.

Maintenant, passons dans le camp ennemi, et voyons ce qu'allait faire Wellington. Une grave question se posait pour lui : fallait-il, après avoir acculé l'armée française aux Pyrénées, les franchir avec elle, ou fallait-il s'arrêter sur la frontière pour ne pas laisser d'ennemis derrière soi, et les chasser des quelques points qu'ils occupaient encore? Wellington hésitait, non par faiblesse, mais par excès de prudence. Ses forces se montaient à quatre-vingt-dix mille hommes, dont moitié seulement d'Anglais; elles étaient échelonnées depuis Saint-Sébastien et l'extrémité sud de la vallée de Bastan jusqu'à Pampelune, au sud de la grande chaîne des Pyrénées. En face d'elles, ses adversaires occupaient, du côté de l'est, les trois vallées françaises de Fontarabie, de Saint-Jean-de-Luz et de Saint-Jean-Pied-de-Port. Cette redoutable position de l'ennemi, et la nécessité de ne pas laisser dans ses mains des places aussi fortes que Saint-Sébastien et Pampelune décidèrent Wellington, au moins pour le moment, à ne pas envahir la France. Le plus pressé, après avoir mis les Français à la porte de l'Espagne, c'était de les empêcher d'y rentrer; car dans une armée française, même vaincue, il y a des ressources imprévues, toujours prêtes à jaillir en face du danger, et qu'un chef habile et populaire est seul capable d'en

tirer. Ce n'est point par la rigueur, mais par le point d'honneur que l'on agit sur elle, et l'on peut tout attendre de pareils soldats, lorsque, en leur donnant un ordre, on sait leur mettre au cœur de l'exécuter.

Mais Soult n'était pas l'homme qu'il fallait pour opérer de pareils miracles; tout ce qu'on pouvait attendre de lui, c'était une main ferme et exercée pour rassembler tous ces débris épars, et en refaire une armée. Après avoir rétrogradé pas à pas jusqu'à la frontière, ne pas reculer plus loin était déjà beaucoup, et avec un adversaire aussi mesuré que Wellington, il suffisait de cette ferme attitude pour l'empêcher de faire un pas de plus. Dans cette position difficile, Soult fit donc tout ce qu'on pouvait attendre de lui, en fermant la France aux Anglais, comme les Anglais venaient de fermer l'Espagne aux Français. La guerre de la Péninsule était finie, chacun le sentait; mais une autre guerre, revanche de celle-là, allait commencer sur le sol de la France, et l'historien de l'Espagne n'est pas condamné à l'y suivre pour la raconter en détail. Aussi passerons-nous rapidement sur cette série d'escarmouches et de surprises qui, pendant la fin de juillet et août tout entier, allait inonder de sang toute la frontière. Qu'il suffise de savoir que dans ces combats, renouvelés chaque jour, les alliés perdirent douze mille hommes, et les Français presque autant, sans aucun résultat sérieux. Le seul incident remarquable fut le siège de Saint-Sébastien, que défendait le brave Rey, avec une garnison de deux mille hommes. Après une résistance héroïque, et une tentative malheureuse de Soult pour délivrer la vaillante garnison, celle-ci fut enfin obligée de se rendre, le 8 septembre. Wellington, ayant surpris Soult à Andaye, lui tua deux mille quatre cent hommes, et se trouva libre dès

lors de reporter tout son effort sur Pampelune, qui capitula enfin le 31 octobre, et rien n'empêcha plus l'armée anglaise de franchir la frontière, et de pénétrer en France.

Nous avons dû conduire jusqu'à sa fin cette triste campagne, où quatre armées, réduites peu à peu à en faire à peine une seule, s'étaient vu ramener de Séville aux Pyrénées, avec l'éphémère royauté qui n'avait pas même duré autant que la conquête; car Suchet était encore maître de Valence, de Barcelone et de Saragosse quand Joseph avait déjà cessé de trôner à Madrid. Suchet, le plus sage de tous les généraux de l'Empire, n'avait jamais rêvé pour lui, comme Soult, comme Junot, comme Murat, la couronne qu'il cherchait à affermir sur la tête de Joseph. Doué d'une justesse de coup-d'œil que n'altérait jamais l'ivresse du succès, il avait jugé l'avenir de l'invasion en Espagne avec plus de sang-froid que l'Empereur. Aussi, quand le désastre de Vitoria vint donner le coup de grâce à toutes ces folles espérances, la vérité apparut à Suchet : il comprit à l'instant qu'au milieu de cet irrésistible reflux de la conquête, si on pouvait encore en conserver quelque débris, ce seraient tout au plus les provinces de l'Èbre; mais dût même ce dernier rêve de l'Empereur se réaliser, et la France se maintenir en Aragon et en Catalogne, il fallait évacuer Valence! Prenant donc sur-le-champ son parti, Suchet dit adieu, non sans regrets, à la plus belle, à la moins solide de toutes ses conquêtes. Mais, pour obéir aux ordres réitérés du ministre de la guerre, il crut devoir laisser des garnisons dans toutes les places fortes qu'il occupait encore en Catalogne, mille hommes à Mequinenza, quatre mille à Lerida, autant à Tortose, autant à Tarragone, avec des munitions et des vivres

pour un an; et sa petite armée, réduite à vingt-cinq mille hommes, se trouva dès lors incapable de rien tenter de sérieux.

Son plan, dans cette demi-retraite, était de se rapprocher de l'ouest, et de s'établir dans Saragosse pour donner la main à la masse des forces françaises; mais après le départ de Clauzel pour la France, Mina s'était emparé de cette héroïque cité, toujours impatiente du joug de l'étranger, et Suchet n'était pas en mesure de commencer un nouveau siège. Il fallut donc renoncer à l'Aragon, province trop énergique pour reprendre le joug après l'avoir brisé, et se replier sur Barcelone, pour la défendre contre l'armée anglo-sicilienne, enfin débarquée, au nombre de cinquante mille hommes. Sans cesse obligé de rétrécir le cercle de sa domination, il retira prudemment la garnison de Tarragone dont il fit sauter les fortifications, et grossit ainsi sa petite armée de quelques milliers de soldats. Mais le croirait-on? En quittant Tarragone, il laissa garnison à Murviedro, l'antique Sagonte, à quelques lieues de Valence, grave imprudence qu'on s'étonne de rencontrer chez le judicieux Suchet; car, en évacuant Valence, il aurait dû comprendre qu'elle était perdue pour jamais.

C'est l'histoire de l'Espagne, ce n'est pas celle de l'Europe que nous écrivons, et le sujet est déjà assez vaste pour qu'une vie d'homme suffise à peine à le traiter. Nous ne voulons donc pas sortir des limites de la Péninsule; mais arrêtons-nous ici un instant pour emprunter à l'historien de l'Empire un tableau, saisissant dans sa sobriété, de l'état où se trouvaient à cette date les armées de la France! « Cette situation, dit M. Thiers, était alors fort triste; sur le Rhin, cinquante à soixante mille hommes épuisés de fatigues, suivis d'un nombre égal de traî-

nards et de malades, ayant à combattre les trois cent mille hommes de la coalition ; en Italie, trente-six mille combattants, vieux et jeunes, aux prises sur l'Adige avec soixante mille Autrichiens, et ayant à contenir l'Italie, fatiguée de nous, et Murat prêt à nous abandonner; sur la frontière d'Espagne, cinquante mille vieux soldats, défendant à grand'peine les Pyrénées occidentales contre les cent mille hommes victorieux de lord Wellington ; enfin sur cette même frontière, vingt-cinq mille autres vieux soldats ayant à disputer les Pyrénées orientales à plus de soixante-dix mille Anglais, Siciliens et Catalans, tel était l'état exact de nos affaires militaires ; jamais Napoléon ne s'était trouvé dans une pareille détresse. »

Mais, entre toutes ces guerres, la plus dévorante, sans contredit, c'était la guerre d'Espagne, car les soldats qui y mouraient par milliers étaient la fleur et l'élite des armées de la France. Les conscrits eux-mêmes, quand ils survivaient à ses fatigues et à ses dangers, devenaient bientôt des vétérans, trempés de fer comme leurs aînés. Ainsi les quatre-vingt mille hommes qui restaient des quatre cent mille, versés depuis six ans dans ce gouffre sans fond, ces quatre-vingt mille hommes, transportés sur le Rhin, auraient pu changer la fortune de l'Empire; mais la Péninsule, en les rejetant de son sein, ne les avait pas rendus à la France, car ils restaient indispensables sur la frontière, pour la protéger contre l'invasion, déchaînée maintenant sur les Pyrénées comme sur le Rhin! Certes l'Empereur aurait bien voulu en finir pour jamais avec l'Espagne, mais elle s'attachait à lui comme la tunique de Nessus, et son châtiment, c'était de ne plus pouvoir s'en délivrer. Profondément dégoûté de la Péninsule, il ne demandait qu'à lui rendre

son Roi prisonnier, en échange de ces invincibles légions qu'il voulait lui reprendre; mais l'Espagne, si dévouée qu'elle fût à son Roi, s'était habituée depuis six ans à vivre et à se gouverner sans lui. Sans doute elle eût été heureuse de le revoir à Madrid, mais elle n'eût pas acheté son retour au prix de ses libertés, récemment conquises. Les Cortès surtout, qui devaient à l'exil du monarque leur précaire souveraineté, n'avaient pas envie d'abdiquer dans ses mains, et ne soupiraient nullement après son retour. Enfin les Anglais, comme les Espagnols, après avoir chassé les Français de la Péninsule, étaient loin de croire leur tâche achevée; c'était en France maintenant qu'ils voulaient prendre leur revanche de l'Empire, et les arrêter au pied des Pyrénées, par un traité de paix, était aussi difficile que d'arrêter sur la pente de ces monts leurs fleuves qui descendaient vers la France!

Dans cette extrémité, qu'avait à faire Napoléon? Après avoir relégué Joseph à Morfontaine, devait-il refaire un Roi du prisonnier de Valençay? A ses yeux, Ferdinand n'était qu'un otage, qu'il gardait pour traiter au besoin avec l'Espagne et avec l'Angleterre. Mais depuis six ans bientôt que ce Roi *in partibus* avait disparu de la scène, son opinion personnelle pouvait-elle avoir beaucoup de poids sur ses sujets, et un traité conclu avec lui serait-il accepté par la Régence et par le ministère anglais? D'un autre côté, si l'on traitait avec Ferdinand seul, en se fiant à sa loyauté pour tenir sur le trône les engagements contractés dans sa prison, le traité avait-il beaucoup de chances d'être exécuté? Sans parler de la mauvaise foi bien connue de Ferdinand, la Régence consentirait-t-elle à le ratifier? La situation était délicate, et le terrain hérissé d'écueils. Partout

l'autocrate s'y heurtait contre les conséquences de ses fautes, et lui-même avait semé les obstacles qui se dressaient sous ses pas.

De retour à Paris, le 9 novembre 1813, l'Empereur, voulant sonder le terrain, se décida à envoyer à Valençay, auprès de Ferdinand, un ancien ambassadeur de France en Espagne, M. de Laforest, chargé de négocier avec le Roi prisonnier. Quelques passages de la lettre que celui-ci remit à Ferdinand, de la part de l'Empereur, feront connaître l'esprit de sa mission : « Mon cousin, les circonstances politiques où se trouve mon Empire me font un devoir d'en finir avec les affaires d'Espagne. L'Angleterre ne cesse d'y fomenter l'anarchie et le jacobinisme ; elle veut y supprimer la monarchie et la noblesse pour y établir une république. Or je ne puis m'empêcher de compatir du fond du cœur à la ruine d'une nation aussi voisine de mes États, et à laquelle m'unissent tant d'intérêts, sur terre comme sur mer. Mon désir est d'ôter à l'influence anglaise tout prétexte pour agir sur la Péninsule, et de rétablir les liens d'amitié et de bon voisinage qui ont existé si longtemps entre les deux nations. J'envoie donc à Votre Altesse (Napoléon ne veut pas encore rendre à son prisonnier son titre de Roi) le comte de Laforest, et V. A. pourra ajouter foi à tout ce qu'il lui dira de ma part. Saint-Cloud, 12 novembre, 1813. Votre cousin. — Napoléon. »

Voici la réponse de Ferdinand : « Sire, je suis très reconnaissant de l'honneur que me fait Votre Majesté Impériale, en voulant traiter avec moi, pour mettre un terme aux malheurs de l'Espagne. Je suis toujours sous la tutelle de Votre Majesté Impériale, et professe pour elle autant d'amour que de respect ; mais je ne puis dé-

battre ni conclure un traité sans le consentement de la nation espagnole, et, par conséquent, de la Régence. Votre Majesté m'a amené à Valençay, et si elle veut me faire remonter sur le trône, Votre Majesté peut le faire, car elle a, pour traiter avec la Régence, des moyens que je n'ai pas; ou, si elle veut absolument traiter avec moi, comme je n'ai ici personne de confiance, j'aurais besoin de voir, avec la permission de Votre Majesté, des députés de la Régence, pour me mettre au courant de ce qui se passe en Espagne, afin d'y faire reconnaître comme valable tout traité conclu avec Votre Majesté. Mais si les circonstances actuelles ne lui permettent pas d'accepter ces conditions, je resterai de grand cœur (*muy gustoso*) tranquille à Valençay, où j'ai déjà passé cinq ans et demi, et j'y passerai tout le reste de ma vie, si Dieu le veut ainsi... Valençay, 21 novembre 1813. »

C'est au chanoine Escoïquiz que nous devons cette curieuse correspondance, où le captif de Valençay fait assaut de mauvaise foi avec son geôlier. En effet, si l'on compare le langage de Ferdinand avec sa conduite, quand il sera remonté sur le trône, dans cet assaut de mensonge, on ne sait à qui appartient la part la plus large. Ainsi Napoléon, en accusant le cabinet de Saint-James de propager en Europe l'anarchie et la République, ment ouvertement à tous les instincts et à tous les précédents historiques de l'Angleterre; car, si Pitt a combattu avec tant d'acharnement la République en France, ce n'est pas pour léguer à ses successeurs le soin de la fonder dans la Péninsule. D'un autre côté, Ferdinand, en affectant cette crainte exagérée de prendre avec l'Empereur le moindre engagement sans la permission de la Régence, se place sur un terrain où il ne restera pas longtemps; toute sa conduite, quand il aura

repris possession de son trône, ne sera qu'un long démenti à cette attitude si correcte, prise par lui durant sa captivité. Et voilà ce que, dans la langue politique, on appelle de l'habileté, nom spécieux inventé pour remplacer celui de mensonge !

L'Empereur s'était déjà fort avancé; Laforest alla plus loin encore en imputant aux Anglais le projet, si la Royauté leur paraissait avoir plus de chances en Espagne que la République, d'y installer la maison de Bragance, antique rivale des Bourbons espagnols. Mais tous les efforts de l'envoyé de Napoléon se brisèrent contre l'obstination de Ferdinand : la méfiance et la dissimulation formaient, comme on le sait, le fond de son caractère, et le mensonge lui était trop naturel pour qu'il ne le soupçonnât pas toujours chez les autres. Alors l'Empereur, voyant toutes ses avances repoussées, s'avisa d'un autre expédient : ce fut de dépêcher vers le Roi déchu un homme qui partageait sa confiance avec Escoïquiz, le duc de San Carlos, déporté à Lons-le-Saulnier comme son maître à Valençay. Napoléon, usant avec lui de tous ses moyens de séduction, n'eut pas de peine à l'amener à sa manière de voir, et Ferdinand, heureux de voir près de lui un visage qui lui fût familier, prêta l'oreille aux négociations conduites de compte à demi par Laforest et San Carlos.

Enfin, le 8 décembre, un projet de traité fut rédigé par les deux négociateurs, d'accord avec le Roi, et ses deux compagnons de captivité, l'infant don Antonio, son oncle, et l'infant don Carlos, son frère. En voici les principales clauses : « L'Empereur des Français reconnaît Ferdinand VII et ses successeurs pour Rois d'Espagne et des Indes, par droit héréditaire; l'intégrité de leurs États sera maintenue sur le pied où elle existait avant

la guerre. Toutes les places occupées par les Français doivent être restituées, et Ferdinand, de son côté, s'oblige à faire évacuer par les Anglais le territoire de la Péninsule. Tous les Espagnols qui ont servi le Roi Joseph dans des emplois civils ou militaires, et qui l'ont suivi, rentreront dans leurs droits, honneurs et prérogatives, et dans la jouissance de leurs biens, si ces biens ont été confisqués. Un délai de dix ans leur sera accordé pour les vendre, s'ils veulent résider hors de l'Espagne. S. M. Ferdinand VII s'oblige à payer au Roi son père et à la Reine sa mère une rente de 30 millions de réaux (7 à 8 millions de francs), et, à la mort du Roi, une rente de 2 millions de francs formera le douaire de la Reine. Enfin, un traité de commerce se conclura plus tard entre les deux nations, et leurs relations commerciales et maritimes resteront, jusque-là, sur le même pied qu'avant la guerre de 1792.

Il y a sur ce traité plus d'une remarque à faire : et d'abord, une clause secrète, qui n'y est pas inscrite, et que le négociateur avait mission de tenir sur l'arrière-plan, c'était le mariage de Ferdinand avec une fille de Joseph, moyen ingénieux de fondre ensemble les deux dynasties qui se disputaient ce trône à l'encan. Ensuite la Régence et les Cortès ne sont pas même nommées dans le traité, et pourtant, c'est avec elles qu'il doit se conclure, car sans elles il ne serait pas valable. Ensuite, comme on le voit, le futur monarque a beaucoup rabattu de son puritanisme constitutionnel ; son langage est celui d'un Roi absolu, et c'est de puissance à puissance qu'il traite avec l'Empereur.

Ce n'est pas tout : le chanoine Escoïquiz, dans un curieux volume de révélations (*Idea sencilla*, p. 110), nous apprend que, à côté du projet officiel, le Roi avait

donné des instructions secrètes à son fondé de pouvoirs, le duc de San Carlos, chargé de porter le traité en Espagne, et de le faire ratifier par la Régence. 1° Dans le cas où la Régence et les Cortès se montreraient fidèles au Roi, *et non inclinées au jacobinisme, comme Sa Majesté le soupçonnait,* le duc devait leur dire que l'intention du monarque était que le traité ne fût ratifié qu'autant que le permettraient les relations entre l'Espagne et les autres puissances liguées contre la France. 2° Si la Régence se sentait libre de le ratifier, elle pouvait le faire seulement *pour un temps,* en s'entendant avec l'Angleterre, Sa Majesté étant bien résolue, quand elle rentrerait en Espagne, *à déclarer ledit traité nul et sans valeur,* comme arraché par la violence. 3° Enfin, si l'esprit jacobin dominait dans la Régence et au sein des Cortès, le duc devait se taire sur les intentions du Roi, et se contenter d'insister sur la ratification, Sa Majesté se réservant, quand elle serait libre, de cesser ou de continuer la guerre, selon que le réclameraient les intérêts du pays... Sans ces précautions, ajoute en concluant le rusé chanoine, la connaissance des secrètes intentions du monarque aurait pu arriver à l'Empereur par l'indiscrétion calculée (*infidelidad*) de la Régence, et tout aurait été perdu...

Nous connaissions déjà l'Empereur, nous connaissons maintenant Ferdinand tout entier. Sa longue captivité n'a fait qu'augmenter encore la défiance, qui est le trait saillant de son caractère. Peu payé, depuis le guet-apens de Bayonne, pour croire à la bonne foi de Napoléon, il n'a d'abord vu que des pièges dans toutes les propositions qui lui ont été soumises. Habitué à sa prison, d'ailleurs assez douce, et dont s'accommode son indolence, il s'est montré, au début, peu empressé de recou-

vrer sa liberté, craignant sans doute qu'on ne la lui fît acheter trop cher. Mais, depuis l'arrivée du duc de San Carlos, la situation a changé : Ferdinand, en échangeant avec ses conseillers ses doutes, ses craintes et ses espérances, est peu à peu arrivé à cette idée : l'Empereur, forcé de renoncer à tous ses rêves sur l'Espagne, n'a rien de mieux à faire, dans son intérêt, que de le remettre sur son trône, afin de se faire de lui un appui contre les Anglais, en fondant par un mariage la dynastie des Bourbons avec la sienne. Or, le plus pressé pour Ferdinand, n'est-ce pas de remonter sur le trône. sauf à débattre, au moment de les exécuter, les conditions qu'on lui aura imposées? L'Empereur ne peut qu'être sincère dans son projet de lui rendre sa couronne, et si quelques arrière-pensées se cachent derrière le traité proposé, eh bien, Ferdinand, en fait de ruse, se sent de force à lutter même avec l'auteur du compromis de Bayonne! En somme, on peut le dire, dans toutes ces négociations, le Roi déchu a montré plus d'irritation contre les Cortès, qui veulent lui rogner sa couronne, que contre l'Empereur, qui la lui a enlevée et l'a retenu six ans prisonnier. « Le moyen le plus sûr, si on voulait l'en croire, d'obtenir la ratification du traité, ce serait de lui ouvrir les portes de sa prison, et de le renvoyer à Madrid où, une fois rentré dans l'exercice du pouvoir royal, et appuyé sur l'amour de son peuple, il pourrait traiter d'un côté avec l'Empereur, et de l'autre avec des sujets rebelles, qui veulent lui dicter la loi. Pour cela, il ne faut qu'une chose : se fier à sa parole de Roi, d'honnête homme et de chrétien, et, à ce prix, il s'engage solennellement à accepter les conditions du marché. »

Mais Napoléon, résigné à traiter, ne l'était pas en-

core à délivrer son royal otage, et à rendre à l'Espagne son Roi avant qu'elle eût accepté les conditions que le vaincu dictait à ses vainqueurs. Sur ce point, Napoléon fut intraitable, et Ferdinand, qui voulait à tout prix sa liberté, finit par se soumettre aux exigences de l'Empereur. Le prisonnier de Valençay ne devait être relâché qu'après que la Régence aurait ratifié le traité et procédé à son exécution. Quant au mariage avec une fille de Joseph, il ne fut pas même mentionné, le consentement des Cortès étant jugé impossible à obtenir. Le traité fut signé le 11 décembre, et le même jour, le duc de San Carlos partit pour l'Espagne, sous un nom supposé. Il fut remplacé à Valençay, pour traiter avec M. de Laforest, par Macañaz, un des anciens familiers du Roi, que l'Empereur avait fait venir avec le chanoine Escoïquiz et les deux généraux Zayas et Palafox, le défenseur de Saragosse. Enfin, Palafox fut envoyé à Madrid, avec une copie des instructions données au duc de San Carlos, dans le cas où celui-ci viendrait à tomber malade. Ainsi, comme on le voit, Napoléon lui-même avait soin d'entourer Ferdinand, dans sa captivité, des mêmes hommes (Palafox excepté), dont les conseils lui avaient déjà été si fatals, et devaient l'être encore à l'Espagne et à lui! Une des conditions imposées par le Roi à ses ambassadeurs, c'était d'éviter autant que possible de reconnaître en son nom la Constitution de Cadix, et, s'ils y étaient forcés, de le faire en termes assez vagues pour n'imposer au Roi aucun engagement qu'il ne pût rompre plus tard.

Toute cette négociation, conduite avec le plus profond mystère, resta ignorée de Joseph, qui avait plus que personne intérêt à la connaître. Mais le traité une fois signé, l'Empereur ne crut pas devoir le cacher plus

longtemps à son frère, qu'il n'avait pas revu depuis son retour à Paris, mais dont l'abdication devenait nécessaire, au moment où l'on disposait du trône qu'il avait occupé. Rœderer, que Napoléon employait volontiers dans ses démêlés avec sa famille, fut chargé d'aller visiter Joseph dans son élégante prison de Morfontaine, dont il ne sortait jamais ; car le séjour à Paris lui était interdit, et les visites clandestines qu'il y faisait quelquefois n'étaient consacrées qu'à ses plaisirs. Mais Joseph, aigri par sa réclusion forcée, se révolta contre les exigences de son frère. La guerre avait prononcé, il fallait renoncer à la couronne d'Espagne ; mais avant de signer cette renonciation qui coûtait à son orgueil de Roi déchu, Joseph voulait pour indemnité un semblant de couronne, à Naples ou à Turin, et sa renonciation n'était qu'à ce prix. L'Empereur, irrité, éclata en railleries sans pitié contre les prétentions de son frère, et toute la négociation aboutit à un refus formel de Joseph de signer son abdication, dont Ferdinand et Napoléon finirent par se passer.

Dans ce traité, qui n'exista jamais que sur le papier, l'Empereur avait un double but : 1° En rétablissant Ferdinand sur son trône, il espérait arrêter l'invasion, et l'empêcher de franchir sa frontière ; il comptait pour cela sur la sourde mésintelligence qui régnait entre les Anglais et les Espagnols, dont l'orgueil blessé ne pouvait pardonner à leurs alliés le service qu'ils leur avaient rendu. 2° Dans son impuissance à faire face à la redoutable coalition qui s'était formée contre lui, Napoléon ne demandait qu'une chose à l'Espagne, c'était de lui renvoyer les débris de ses armées, heureux de rendre à Ferdinand sa couronne, si celui-ci lui eût rendu ses soldats ! Mais de ces deux buts, aucun ne fut atteint :

Espagnols et Anglais n'avaient qu'un sentiment, qu'une pensée en commun, se venger de la France ! le Roi lui-même, remonté sur son trône, n'aurait pas pu empêcher, quand il l'aurait voulu, l'Espagne de prendre sa revanche, et de déborder à son tour sur la France.

Ferdinand n'était pas moins impatient que l'Empereur de savoir comment son traité serait accueilli à Madrid. Depuis qu'il avait entrevu la double perspective du trône et de la liberté, sa captivité lui était devenue insupportable, et il eût consenti à tout pour la faire cesser. Mais, en Espagne, on ne se presse jamais, et San Carlos, parti de Valençay le 11 décembre, n'était arrivé à Madrid que le 14 janvier 1814, avant la Régence et les Cortès, alors en route pour venir s'y installer; mais le motif de sa mission transpira bientôt, et l'opinion se déchaîna hautement contre lui, jusque sur les théâtres, ce qui n'était pas d'un heureux augure pour le succès de sa mission. Peu de jours après arriva Palafox, qui perdit une bonne part de sa popularité à plaider une cause aussi peu populaire. La Régence, enfin établie à Madrid, dans le palais de ses Rois, prit connaissance du traité, et s'empressa de répondre à Ferdinand par la lettre suivante : « La Régence d'Espagne, nommée par les Cortès qui représentent la nation... ne peut assez exprimer à Votre Majesté la consolation et la joie qu'elle a éprouvées à voir la signature de Votre Majesté et à être ainsi assurée par elle-même de sa bonne santé et de ses nobles sentiments pour son Espagne bien-aimée. La Régence peut encore moins exprimer les sentiments du peuple magnanime qui a reconnu Votre Majesté comme son Roi, sentiments attestés par les sacrifices qu'il a faits, et fera encore jusqu'à ce qu'il voie son monarque bien-aimé replacé sur son trône d'amour et de justice. Elle se contente donc de

lui attester qu'il est toujours *l'aimé et le désiré de la nation.* Mais la Régence qui, au nom de Votre Majesté, gouverne l'Espagne, se voit dans la nécessité d'informer Votre Majesté du décret rendu par les Cortès le 1er janvier 1811, dont elle lui envoie copie. En lui transmettant ce décret, elle se dispense de faire la moindre observation sur le traité de paix proposé, où elle voit la preuve que les sacrifices du peuple espagnol pour recouvrer son monarque bien-aimé n'ont pas été infructueux. Elle finit en se félicitant avec Votre Majesté de voir aussi rapproché le jour où elle aura l'inexprimable bonheur de remettre en ses mains l'autorité royale, qu'elle garde fidèlement en dépôt, tant que durera la captivité de Votre Majesté. Madrid, 8 janvier 1814. — Louis de Bourbon, cardinal archevêque de Tolède, président; José Loyando, ministre d'État. »

Or ce décret du 1er janvier 1811 portait que « l'on devait tenir pour nul et de nulle valeur tout acte, traité ou convention conclu par le Roi, dans l'état d'oppression et de captivité où il se trouvait; car jamais la nation ne pourrait le considérer comme libre, ni lui prêter obéissance, jusqu'à ce qu'elle le vît entouré de ses fidèles sujets, au sein du Congrès national ». La Régence répondit dans les mêmes termes à la missive de Palafox, en ajoutant que « c'était à Sa Majesté, du sein de sa captivité, que l'Espagne devait le rétablissement de ses Cortès et la liberté rendue à son peuple, en mettant en fuite le monstre abhorré du despotisme! » Allusion significative au décret de convocation des Cortès en 1808, rendu en grand secret à Bayonne par Ferdinand. Enfin, la même lettre lui annonçait l'envoi d'un représentant de l'Espagne au Congrès où les puissances alliées allaient se réunir pour donner la paix à l'Europe.

Après cette énergique réponse, la Régence s'empressa

de consulter les Cortès sur la conduite qu'on aurait à tenir, dans le cas où Napoléon, sans attendre la ratification du traité, jugerait à propos de rendre la liberté au Roi (comme le bruit commençait à s'en répandre), dans le but secret de détacher l'Espagne de la coalition. et d'y répandre de nouvelles semences de discorde. Les Cortès, avant de répondre, consultèrent à leur tour le Conseil d'État, et celui-ci, chose remarquable! répondit sans hésiter « qu'il ne fallait pas permettre à Ferdinand VII d'exercer le pouvoir royal, tant qu'il n'aurait pas prêté serment à la Constitution au sein du Congrès ».

On décida de plus qu'une députation irait attendre le Roi, à son entrée en Espagne, pour lui présenter la nouvelle loi fondamentale, et l'informer des sacrifices faits par le pays pour fonder ses libertés. Les Cortès, à leur tour, dans une séance secrète du 2 février, confirmèrent leur décret du 1er janvier 1811 par un décret nouveau, qui refusait obéissance au monarque tant qu'il n'aurait pas prêté serment à la Constitution, et copie de ce décret devait lui être remise à la frontière. Ordre fut donné aux généraux qui y commandaient, de ne laisser pénétrer avec le Roi aucune force armée, et de la repousser, s'il s'en présentait. Aucun étranger ne devait accompagnér le Roi, ni aucun Espagnol qui aurait obtenu un emploi du *Roi intrus*, ou l'aurait suivi dans sa retraite. La Régence devait tracer au monarque la route qu'il aurait à suivre pour se rendre à sa capitale, et le cardinal-président l'attendre à son entrée sur le territoire espagnol, et lui présenter un exemplaire de la Constitution, « afin qu'il pût l'étudier à loisir, et se préparer à prêter, avec mûre réflexion et en pleine liberté, le serment prescrit par elle. Le Roi, en arrivant dans sa capitale, devait se rendre tout droit à la salle de séances

des Cortès pour s'y décharger de cette obligation; et passant ensuite dans son palais, il y recevrait des mains de la Régence le gouvernement de la monarchie. »

En lisant ces curieux documents, l'on croit lire une page détachée de l'histoire de notre Révolution française, où un excès en appelle toujours un autre. Ici, les réflexions se pressent en foule; notons seulement les premières qui se présentent : des trois parties intéressées dans le contrat, il n'en est pas une qui n'ait dépassé la mesure de ses droits. Napoléon, fier de tenir dans ses mains le Roi captif, comme gage de la paix, prétend dicter la loi à ses vainqueurs, et mettre à son tour hors de la Péninsule les Anglais qui l'en ont chassé. Ferdinand, fort de l'aveugle amour que lui portent ses sujets, rêve déjà, du fond de sa prison, l'heure où il s'affranchira du joug de ces Cortès détestées, et ne daigne pas même nommer cette Constitution qui n'est qu'un défi porté à son autorité absolue. Enfin les Cortès, plus imprudentes encore, s'aliènent d'avance le Roi qu'elles prétendent restaurer, en lui imposant, dans son propre palais, une tutelle plus dure même que sa captivité sur la terre étrangère. Ainsi se préparent les réactions sans fin de ce triste règne, le plus triste peut-être de cette histoire qui, avec le despotisme pour point de départ, va aboutir à l'anarchie.

Mais à côté de l'exaltation démagogique des Cortès, il ne faut pas oublier qu'un parti puissant, non par le nombre, mais par le rang et la fortune, proteste en faveur du principe opposé, et que le despotisme et la haine aveugle de toute réforme ont leurs séides comme la liberté. Ainsi, au sein même des Cortès, lors de la discussion de cet imprudent décret du 3 février 1814, qui empiétait sur les droits les plus naturels du monar-

que, une voix hardie osa protester contre cette usurpation et plaider hautement la cause du pouvoir absolu. Don Juan Lopez de Reina, député de Séville, ne craignit pas, en pleine assemblée, de proférer ces paroles : « Le jour où est né notre Seigneur et Roi Ferdinand VII, avec lui est né son droit à la souveraineté absolue sur la nation espagnole. Quand, par l'abdication de son père, il a obtenu la couronne, il est entré en possession de son droit de Maître et de Seigneur. » Et comme, à ces assertions téméraires, les clameurs, les protestations éclataient de toutes parts : « Un représentant de la nation, s'écria fièrement Reina, n'a-t-il pas le droit d'exprimer son opinion? — Oui, lui répondit-on, pourvu qu'il se renferme dans les limites de la Constitution. — Eh bien, poursuivit tranquillement l'orateur, aussitôt que notre Roi nous sera rendu, il a le droit de ressaisir et d'exercer le pouvoir absolu, du moment où il aura passé la frontière. » Un tumulte inexprimable s'ensuivit, on retira la parole à l'orateur, qui fut obligé de sortir de l'assemblée, et de se cacher jusqu'au jour où Ferdinand, de retour dans ses États, et rentré en possession de sa souveraineté plénière, acquitta sa dette envers son avocat en lui octroyant des lettres de noblesse.

Peu de jours après cette orageuse séance, les Cortès terminèrent leur session ; mais les circonstances étaient si graves, il y avait tant de danger à se dessaisir d'un pouvoir aussi disputé, que les séances, interrompues pour quelques jours seulement, reprirent le 1er mars suivant. Remarquons en passant que la *Sainte-Alliance*, fondée cependant, comme la royauté espagnole, sur la base du pur despotisme, se montra moins rebelle que Ferdinand à traiter avec les Cortès, et à reconnaître leur autorité. Ainsi l'Autriche avait déjà auprès d'elles un

représentant; le 20 janvier 1814, la Prusse, tout en proclamant Ferdinand VII le seul Roi légititime de l'Espagne, reconnaissait la Régence « comme légitimement élue par les Cortès pour représenter le Roi pendant sa captivité, aux termes de la Constitution votée par l'assemblée et jurée par le pays ». Enfin la Russie et la Suède avaient précédé la Prusse dans cette voie, et l'Europe s'inclinait devant la légitimité des Cortès, au moment même où le Roi qui leur devait sa couronne affectait de les méconnaître et de les braver.

CHAPITRE IV

RÉVOLTE DES COLONIES.

1808-1811

C'est un fait étrange et digne d'être médité que la guerre de l'indépendance, dans la Péninsule, soit en même temps le point de départ et comme le signal donné par elle à ses colonies pour la conquête de leur indépendance. L'Espagne ne peut pas s'affranchir elle-même du joug de l'étranger sans inviter par son exemple ses colonies à rompre le joug, plus dur encore, qu'elle fait peser sur elles depuis trois siècles. Le résultat final de cette double insurrection, également légitime des deux parts, c'est que les destinées des deux races se séparent pour ne plus se toucher que par la guerre. L'Espagne, déjà retranchée de l'Europe, sur laquelle elle a pesé si longtemps, voit les deux mondes lui échapper l'un après l'autre, et reste seule en face de l'avenir, avec le double sentiment de son isolement et de sa faiblesse.

La lutte des colonies espagnoles pour leur émancipation ne commence, à vrai dire, qu'avec l'invasion française dans la Péninsule et la captivité de Ferdinand VII. Jusque-là, il y a eu sur divers points des tentatives de soulèvement, toujours étouffées dans le sang,

et l'exemple donné par la révolte heureuse des colonies anglaises de l'Amérique du Nord n'a pas été sans action sur celles du Sud. Mais, à partir de cette grande date du 24 mai 1808, l'impulsion est donnée, et ne cessera qu'après l'entière émancipation de cette moitié du globe, asservie à l'autre moitié. La rébellion, comprimée sur un point, renaît bientôt sur un autre, et, comme un feu qui a couvé longtemps avant d'éclater, elle ne s'arrêtera plus qu'elle n'ait embrasé les deux continents et donné, dans la révolution qui doit affranchir l'Amérique du Sud, un pendant, trop inférieur, hélas! à celle qui a fondé les États-Unis.

Le spectacle d'une lutte pareille ne manque certes pas de grandeur; mais le récit de cette longue insurrection, qui se continue pendant plus de vingt ans avant d'arriver à son dernier résultat, l'indépendance du Mexique, fondée en 1829, ce récit appartient à l'histoire de l'Amérique bien plus qu'à celle de l'Espagne. Et puis, il faut bien le dire, l'histoire de cette révolte sans fin, éparse sur la surface des deux Amériques, est absolument dénuée d'unité, et par conséquent d'intérêt pour le lecteur. Dans tout le cours de ce long travail, nous n'avons pas encore rencontré un récit aussi difficile à concentrer, et aussi fatigant à suivre; notre devoir d'historien n'est donc pas de le raconter en détail, mais de le résumer et de le juger dans son ensemble. Ce qu'il importe de connaître, ce ne sont pas les détails de cette rébellion, ce sont les motifs qui l'ont amenée, l'esprit qui y préside, et surtout les résultats obtenus pour toutes ces races diverses, attelées si longtemps au même joug sans avoir trouvé l'unité, même dans une commune servitude, puis dotées tout d'un coup de la liberté avant d'être capables d'en faire usage! Les peuples colonisa-

teurs ne pèsent pas assez la responsabilité dont ils se chargent envers ces peuples mineurs dont ils entreprennent l'éducation. Cette responsabilité est double, qu'ils le sachent bien : dans le présent, ils leur doivent toute la somme de bien-être et de culture, matérielle et morale, qu'on peut faire accepter à l'enfant, qui grandit pour devenir un homme, à la tribu sauvage qui s'essaye à devenir une nation; dans l'avenir, le devoir du peuple éducateur, c'est de préparer tout doucement à la liberté la race qu'il civilise; puis, l'heure venue, de renoncer de bonne grâce à une suprématie qu'il ne peut plus garder, et de changer son titre de suzerain pour celui d'allié et de frère; épreuve difficile, qu'aucun peuple colonisateur n'a encore acceptée franchement, dans le monde ancien comme dans le monde moderne! Or, c'est là une faute grave, dont le châtiment peut se faire attendre, mais ne manque jamais de venir; la révolte des colonies anglaises comme celle des colonies espagnoles est là pour le prouver.

L'Espagne et ses Rois ont-ils jamais songé à remplir un seul de ces devoirs envers leurs possessions du nouveau monde? A cette question l'histoire a répondu d'avance : depuis Charles-Quint jusqu'à Ferdinand VII, tous les monarques espagnols, sauf Charles III, n'ont vu dans leurs sujets d'outre-mer qu'un troupeau à tondre, que des outils vivants pour exploiter leurs mines! Pour prix de ce travail dévorant, au fond de ces tombes vivantes où les générations allaient s'enfouir et disparaître l'une après l'autre, que leur a donné l'Espagne? Une écorce de civilisation, un semblant de religion que la peur leur faisait accepter, sauf à l'allier, par un monstrueux mélange, à leurs superstitions les plus grossières. Du reste, ni éducation pour les former, ni lois pour les

protéger, ni fabriques pour les occuper et les faire vivre, ni hôpitaux pour les soigner dans leurs maladies ; nul souci de leur bien-être ni de leur vie, de leur âme ni de leur corps, rien que le mépris le plus dédaigneux, uni au plus dur arbitraire ! A cet esclavage de fait, il n'a manqué que le nom, réservé à la race noire de l'Afrique, qui est venue le porter plus tard, et descendre un degré plus bas encore dans la servitude. Quant aux emplois, sinécures pour la plupart, ou exploitation sans pudeur et sans pitié du pays et de ses habitants, ces emplois, si on les eût donnés aux créoles et aux métis, Espagnols d'origine et Américains de naissance, auraient pu servir de trait d'union entre les deux races ; mais ils étaient réservés, les plus élevés aux protégés de la cour, et le reste aux aventuriers que la faim et l'espoir de s'enrichir sans travail jetaient par milliers sur ces rives lointaines ; d'où cette saillie d'un juge de Mexico : « Christophe Colomb n'a conquis l'Amérique que pour faire vivre les muletiers de la Manche et les savetiers de la Castille. » Aussi les créoles, reniant à leur tour la mère-patrie qui les avait reniés, sans cesse froissés par les mépris des Espagnols de pur-sang, n'ont-ils qu'une pensée : c'est d'attiser, d'un bout à l'autre de ces deux vastes continents, le feu de la révolte. De son côté, le gouvernement espagnol, aigri contre eux par le sentiment de ses torts, a emprunté à Rome sa devise : « diviser pour régner » (*divide ut imperes*), et n'épargne rien pour semer la discorde entre toutes ces castes rivales, qui n'ont entre elles qu'un lien, la haine de leurs maîtres !

Telle est, en résumé, non pas l'histoire, mais l'ensemble de la situation morale des colonies et de leurs relations avec la métropole, objet à la fois pour elles d'aversion et de terreur ! Aussi les tentatives de révolte

n'y ont-elles jamais fait défaut, malgré la certitude acquise d'avance qu'elles ne peuvent pas réussir, et qu'elles coûteront la vie à leurs auteurs. Ainsi, la province de Venezuela, au nord de l'Amérique du Sud, s'était déjà révoltée trois fois dans le siècle dernier, en 1711, 1733 et 1745, et le Pérou en 1740, avant l'insurrection de Tupac Aymaro, en 1780. Le point de départ de cette insurrection, la plus grave de toutes et la plus difficile à réprimer, c'était, nous l'avons dit, la faute commise par Charles III, lorsqu'il se décida à embrasser en 1779 la cause des colonies anglaises, révoltées contre la mère patrie. Depuis cette époque, les germes d'insurrection couvaient partout dans les cœurs, et n'attendaient qu'un prétexte pour éclater : l'oppression qui pesait depuis trois siècles sur ces riches et malheureuses contrées, le mélange d'arbitraire et de dédain de l'administration, avaient peu à peu dénoué tous les liens qui les attachaient à la mère patrie, et la moindre secousse devait suffire pour les rompre. La mesure était comble, la patience des colons était à bout, et la Révolution française vint encore apporter à leur esprit de révolte une impulsion nouvelle.

Le point de départ de toutes ces insurrections avortées, c'était toujours la race indienne qui, poussée à bout par l'excès de ses souffrances, courait aux armes avec la rage aveugle du désespoir. Pour maintenir dans l'obéissance une population de treize millions d'âmes, composée des éléments les plus divers, il eût fallu une marine et une armée, et l'Espagne n'avait plus ni l'une ni l'autre. Et cependant, le croirait-on? quand la nouvelle de l'invasion française dans la Péninsule et de l'abdication forcée des deux rois vint à se répandre en Amérique, le sentiment de l'injure faite à la mère patrie attei-

gnit au cœur les colons, blessés dans leur orgueil national, le seul sentiment qu'ils eussent en commun avec les Espagnols. Chose étrange! avant de s'insurger contre l'Espagne, l'Amérique s'insurgea de cœur et d'intention, sinon de fait, en faveur de son Roi détrôné et captif. Avec une adhésion passionnée, elle salua la nouvelle de la levée en masse du peuple espagnol révolté, et des souscriptions abondantes vinrent attester sa sympathie à l'Espagne étonnée.

Mais les causes les plus justes ont besoin, pour rester populaires, d'avoir la fortune de leur côté : les insuccès répétés des armées nationales, les progrès de l'invasion, l'installation du *Roi intrus* à Madrid portèrent un coup fatal, dans l'esprit des colons, à la cause du Roi légitime, oublié dans son exil. L'Angleterre, qui avait tout à gagner à l'émancipation des colonies espagnoles, ne négligea rien pour réveiller leurs vieux instincts d'indépendance. Les Anglo-Américains, de leur côté, poussaient dans la même voie le Mexique, placé sous leur main, et devenu le point de mire de leur ambition naissante. De nombreux émissaires de Joseph, envoyés en Amérique pour y lutter contre le gouvernement insurrectionnel de Cadix, agissaient dans le même sens; enfin le Brésil qui, depuis l'émigration des Bragance, ne songeait qu'à affranchir l'Amérique du joug de l'Europe, pesait de tout son poids sur les provinces espagnoles qui l'entourent, pour les pousser à la révolte. Sous toutes ces influences réunies, un ferment nouveau d'insurrection bouillait dans tous les cœurs. Jamais, depuis trois siècles, occasion plus propice ne s'était offerte aux colonies pour secouer le joug de la métropole.

La junte centrale de Cadix avait compris le danger; mais, en face de l'invasion, sa charge était si lourde

que tout ce qu'elle put faire pour les colonies, ce fut de proclamer l'égalité de droits entre leurs habitants et ceux de la Péninsule, et de leur promettre d'autres mesures réparatrices; mais le temps, et peut-être aussi la volonté, lui manquèrent pour tenir ses promesses, et les colonies se chargèrent bientôt elles-mêmes de la réparation promise. Les autorités coloniales, soutenues naguère par le gouvernement central, toujours prêt à prendre leur parti, se sentirent abandonnées, et perdirent toute influence. Les créoles, qu'on aurait pu gagner par l'appât des emplois qu'ils disputaient aux Européens, se tournèrent du côté des indigènes, dédaignés jusque-là par eux, et firent avec eux cause commune. Le clergé, qui règne partout où l'on parle espagnol, vit dans l'émancipation des colonies un moyen d'hériter de la royauté, sa rivale quand elle n'est pas sa sujette! Le bas clergé surtout, si puissant sur les classes inférieures où il se recrute, encouragea de toutes ses forces chez les natifs leurs rêves d'indépendance, vieil héritage des Incas. Du nord du Mexique à l'extrémité sud-est du Brésil, sur une étendue de plus de 82 degrés de latitude (1,640 lieues d'Espagne, de 20 au degré) la pensée de secouer un joug abhorré, de constituer, à l'exemple des États-Unis, une république fédérale où chaque État vivrait de sa vie propre, indépendant à la fois et solidaire de tous les autres, libre de sa liberté et fort de leur force; cette pensée courut à travers les deux Amériques comme court une traînée de poudre quand la flamme l'a touchée.

La junte, informée de ce mouvement, trop unanime pour pouvoir être réprimé, essaya quelques tardives mesures de réparation que personne ne prit au sérieux : elle proclama les colonies partie intégrante de la mo-

narchie espagnole, changea quelques vice-rois, quelques intendants, renouvela le personnel des *audiences* (tribunaux), et prodigua les promesses de réforme; mais c'en était trop d'avoir à la fois à combattre l'invasion d'un côté de l'Atlantique, et l'insurrection de l'autre. Le premier point où la révolte éclata, ce fut Caracas, chef-lieu du Venezuela, province de tout temps portée à la rébellion par sa position reculée, à distance à peu près égale des deux capitales du Mexique et du Pérou. Le 19 avril 1810, point de départ de la Révolution, l'*ayuntamiento* (Conseil municipal) de Caracas s'érigea en junte suprême, et convoqua un congrès national. Le capitaine général n'essaya pas même une résistance inutile, et fut déporté à la Guaïra avec les autorités espagnoles. La province entière suivit avec empressement l'exemple de sa capitale; à Maracaïbo seulement, la domination de la métropole se maintint, grâce à la fermeté du gouverneur. Dans cette insurrection préparée de longue main, la garnison, composée d'indigènes, commandés par des officiers espagnols, pour les grades supérieurs seulement, prit parti pour le peuple, et la province entière de Venezuela proclama son indépendance . « jusqu'à ce que le seul roi légitime, Ferdinand VII, fût rétabli sur son trône, et que les Cortès eussent doté l'Espagne d'un gouvernement fondé sur les lois ».

Tout en faisant cette promesse, les autorités nouvelles n'avaient nulle envie d'abdiquer dans les mains du *Roi légitime*, ou de tout autre pouvoir appelé à le remplacer; mais la cause de ce jeune prince, captif sur la terre étrangère, était trop populaire dans les classes inférieures pour qu'on pût d'un seul coup briser tout lien avec lui. Toutefois, les premières mesures prises par le gouvernement nouveau trahirent bientôt les instincts d'indépen-

dance qui fermentaient dans tous les cœurs. La première et la plus urgente, ce fut l'abolition du lourd impôt qui pesait sur les pauvres Indiens. Les emplois retirés aux Espagnols furent donnés à des natifs du pays; tous les ports de la province, si longtemps fermés aux étrangers, leur furent ouverts, et la contrebande qui régnait depuis des siècles sur ces côtes fut remplacée par un commerce légal et libre.

Après Caracas, ce fut le tour de Buenos-Ayres, à l'autre extrémité de l'Amérique espagnole. Un vaisseau anglais y avait porté la nouvelle de l'abdication forcée des deux Rois et de l'invasion française dans la Péninsule. Le 12 mai, sur ce sol préparé pour l'insurrection, elle jaillit comme en Espagne, sans entente préalable, sur les points les plus opposés. Le capitaine général Cisneros eut l'imprudence de permettre à l'*ayuntamiento* de convoquer un Congrès, se croyant assez sûr de son autorité pour dominer les événements. Le Congrès se réunit le 22, et son premier acte fut de destituer Cisneros, et de mettre à sa place un natif du pays. Une junte suprême fut instituée comme à Caracas, pour exercer le pouvoir, toujours au nom de Ferdinand VII. Déjà Montevideo se préparait à suivre l'exemple de Buenos-Ayres, quand la vérité se fit jour à travers les exagérations calculées des Anglais, qui représentaient l'Espagne comme devenue une annexe de la France; et, à la nouvelle qu'une Régence venait d'être instituée, et les Cortès de se réunir dans l'île de Léon, la révolte fut ajournée.

Dans l'intervalle, l'incendie qui avait éclaté à Caracas gagnait peu à peu les provinces voisines. Le 20 juillet, une junte fut établie dans la Nouvelle-Grenade, et le vice-roi destitué à Santa-Fé et à Quito. Des désordres graves, qui souillent trop souvent les causes les plus

saintes, furent le triste cortège de l'insurrection. Mais le Pérou, qui touche à cette province, et qui en partageait toutes les aspirations, fut contenu pour un temps, grâce à la fermeté du vice-roi Abascal. Il en fut de même du Mexique, où les troupes prirent parti contre les insurgés.

Voyons maintenant les mesures prises par la Régence pour réprimer dès sa naissance le mouvement insurrectionnel, et l'empêcher de s'étendre sur les deux continents. On ne connut à Cadix que le 4 juillet la révolte de Caracas, et à la fin d'août celle de Buenos-Ayres. Ce qu'il fallait envoyer en Amérique, c'étaient des soldats, avec un chef habile et résolu, pour étouffer l'incendie avant qu'il eût gagné du terrain; mais les soldats manquaient, et tout ce qu'on put faire, ce fut d'expédier quelques navires de guerre. L'autorité supérieure fut confiée à un membre du Conseil royal, étranger à tous les intérêts des colonies. Il avait ordre de réunir en passant toutes les forces militaires de Cuba, Puerto-Rico et Carthagène, mais de ne recourir à la force que si tous les moyens de conciliation avaient échoué. La Régence se figurait qu'il suffisait d'envoyer sur les lieux un représentant du pouvoir central, et que toute velléité de rébellion se calmerait à sa vue. Un peu plus tard, en voyant l'impuissance des premières mesures, on fit partir pour Buenos-Ayres un nouveau gouverneur, Elio, escorté d'une frégate et de quelques bâtiments légers, avec cinq cents soldats, suprême effort de la Régence pour lutter contre un danger aussi pressant! L'affaire étant venue devant les Cortès, les députés américains réclamèrent avec énergie des concessions, devenues indispensables, pour faire pendant aux mesures de répression. Le résultat final fut un décret, rendu le 15 octobre 1810, qui proclamait l'égalité absolue de droits entre les colo-

nies et la mère patrie. Toutes deux ne devaient plus former à l'avenir qu'un seul peuple, une seule famille, sous le sceptre de leur Roi bien aimé, Ferdinand VII. Enfin, aussitôt que les insurgés auraient fait leur soumission, une amnistie générale devait couvrir tout le passé.

Mais malgré ces concessions, trop tard venues pour apaiser des haines de trois siècles, l'insurrection, à grand'-peine contenue, éclata de nouveau sur dix points différents : de Buenos-Ayres elle gagna peu à peu, au nord le Paraguay, au nord-ouest le Tucuman, puis enfin le Chili. Mais là, la fermeté du nouveau gouverneur, comte de la Conquista, arrêta pour un moment le progrès de la rébellion, étouffée, mais non éteinte. Enfin le Mexique, point de départ de la conquête espagnole, fut atteint à son tour par la contagion. Déjà en 1809, le vice-roi Iturrigaray avait été déposé, comme suspect de connivence avec les créoles qui voulaient proclamer leur indépendance. Mais l'exemple même de cette déposition, la faiblesse du nouveau vice-roi, l'archevêque de Mexico, et les succès des armées françaises dans la Péninsule enhardirent cette race remuante à réaliser enfin, en septembre 1810, son vieux rêve de liberté. A la tête des rebelles était le curé Hidalgo, homme cultivé, instruit, pas trop inférieur au rôle difficile qui lui était échu. Mais son plus grand mérite aux yeux de la population indigène, c'était sa haine pour les Européens! Après s'être concerté avec un général français, envoyé par Napoléon pour gagner le Mexique à la cause de Joseph, le curé patriote n'eut pas de peine à soulever les Indiens et les mulâtres, dans sa paroisse d'abord, puis à San-Miguel le Grand, province de Guatimala, où un régiment presque entier passa sous ses drapeaux. De là, l'insurrection en-

vahit Guanajuato, riche pays de mines, à 60 lieues nord-est de Mexico. Déjà le peuple s'agitait dans la capitale, et un mouvement allait éclater, quand tout fut sauvé par l'arrivée d'un nouveau vice-roi, Venegas, que la Régence envoyait pour remplacer le faible et incapable prélat. Sans perdre un instant, il fit marcher quinze cents hommes à la rencontre des insurgés. Quoique fort supérieurs en nombre, ceux-ci furent battus, mais les vainqueurs, trop faibles pour les poursuivre, se replièrent sur Mexico, et l'audace des rebelles s'en accrut d'autant. Trois mille soldats de la garnison de Mexico, sous le général Calleja, marchèrent au-devant d'Hidalgo qui, sans se laisser abattre par un premier échec, s'avançait vers la capitale. Les deux adversaires se rencontrèrent près d'Aculco, le 7 novembre, et les insurgés furent encore défaits. Ainsi les rôles étaient changés : les Espagnols, toujours battus chez eux, battaient à leur tour les rebelles de l'autre hémisphère. Mais au sein de toutes les races diverses qui se mêlaient sur ce sol, foulé aux pieds par l'Espagne depuis tant de siècles, un seul mot d'ordre : Haine aux Espagnols! suffisait pour les réunir. Comme les *guerrillas,* leurs bandes dispersées rassemblaient leurs débris, pour en refaire une armée, et, comme en Espagne encore, c'était toujours à recommencer! Enfin, une rencontre décisive eut lieu le 17 janvier 1811, près du pont de Calderon, province de Guadalajara. La petite armée d'Hidalgo fut taillée en pièces, et son chef, après avoir échappé quelque temps aux recherches, fut pris et fusillé le 21 mars. Tel fut le sort de la première tentative d'indépendance du Mexique, sanglant essai qui, loin de décourager cette race dure et persistante, devait se répéter jusqu'à ce qu'il réussît!

Remarquons avec Toreno que, si pendant longtemps

tous les soulèvements du Mexique ont échoué, c'est qu'aucun d'eux n'a pris la capitale pour son point de départ. A Caracas et à Buenos-Ayres, c'est le contraire qui a eu lieu, et voilà pourquoi ces deux insurrections ont réussi, tandis qu'à Mexico l'autorité centrale, demeurée intacte, a pu triompher de la rébellion, en dirigeant contre elle tout son effort. Ajoutons que Guanajuato et les pays de mines les plus productifs une fois tombés au pouvoir des insurgés, l'Espagne y perdait une de ses sources de revenus les plus fécondes, au moment où il lui fallait faire face en même temps à la révolte au dehors et à l'invasion au dedans.

Au milieu de leurs graves préoccupations, les Cortès espagnoles trouvèrent encore le temps de s'occuper des colonies. Ne pouvant dompter l'insurrection, faute de troupes à lui opposer, elles essayèrent de la calmer par des réformes qui, quelques années plus tôt, auraient peut-être prévenu toute révolte. On commença par reconnaître aux députés d'outre-mer, présents et à venir, les mêmes droits qu'à ceux de l'Europe. On concéda aux natifs et aux habitants des colonies la permission de cultiver la vigne et l'olivier, culture qui leur était interdite, comme celle du tabac l'était à la métropole, afin d'encourager sa production dans les colonies. Enfin on exempta les indigènes du travail forcé dans les mines, impôt en nature qui, supprimé au Mexique, subsistait encore au Pérou, et faisait peser sur eux la plus dure de toutes les tyrannies. Ce fut là un des derniers décrets des Cortès qui, le 29 février 1811, terminèrent leur session dans l'île de Léon pour la reprendre à Cadix.

Tels furent les humbles débuts de cette rébellion qui devait avoir de si graves conséquences, pour l'Espagne d'abord, et pour les colonies, si longtemps soumises à son

joug, et qui aspiraient toutes à le briser. Mais l'indépendance du Pérou n'ayant été assurée qu'en 1824, par la double victoire de Bolivar à Junin, et de Sucre à Ayaencho, et celle du Mexique ne datant réellement que de 1829 et de l'expédition avortée des Espagnols à Tampico, nous ne pourrions, sans sortir des bornes de cette histoire, suivre pendant vingt ans cette insurrection, éparse, dans le temps comme dans l'espace, sur un hémisphère tout entier. L'histoire d'Espagne pour nous se termine avec la guerre de l'indépendance, et quoique l'émancipation des colonies se rattache par ses dates au règne de Ferdinand VII, elle appartient, nous l'avons dit déjà, aux annales de l'Amérique plus qu'à celles de l'Espagne. Nous nous arrêtons donc ici, en renvoyant au consciencieux récit de M. Hubbard, dans son *Histoire de Ferdinand VII,* ceux qui voudraient étudier dans tous ses détails l'émancipation des colonies espagnoles.

Un autre motif, d'ailleurs, nous décide à arrêter ici le récit de cette insurrection sans fin, à laquelle on ne pourra jamais donner ni l'unité, ni l'intérêt qui lui manquent. L'Espagne, en faisant peser pendant trois siècles sur ses colonies un joug si dur et si inintelligent, a pu seule donner un semblant de cohésion à toutes ces races, aussi diverses d'origine que de mœurs, sans autre lien entre elles que celui d'une commune servitude. Mais ce lien à peine brisé, il n'y a plus ni colonies, ni Espagne transatlantique, ni Amérique espagnole, mais un chaos de races et de peuplades qui aspirent toutes à devenir une nation, et demandent à la République ce que la monarchie n'a pas su leur donner. Or, là où il n'y a pas d'unité, il n'y a pas d'histoire. Tous les peuples vraiment dignes de ce nom, avec le morcellement pour point de départ, tendent à l'unité par un effort non interrompu.

comme l'Espagne, qui n'y est arrivée qu'à la fin du xve siècle, comme l'Allemagne qui ne l'a atteinte que de nos jours; mais qui oserait rêver, même dans l'avenir, l'unité de cette Amérique du Sud, partagée par moitié entre l'immense et compacte monarchie du Brésil, et cette poussière de républiques, incessamment balayée par le vent des révolutions?

Le plus récent des historiens de l'Espagne, Lafuente, a complètement laissé de côté la révolte des colonies. Toreno, en racontant, de 1808 à 1814 seulement, la guerre de l'indépendance coloniale, arrête là comme nous son récit. Puis, avant de quitter ce sujet, il se demande si les colons se sont montrés *généreux* en rompant avec l'Espagne, au moment où la conquête étrangère démembrait l'une après l'autre ses provinces, tandis qu'un souverain, imposé par la force, remplaçait sur le trône ses rois exilés et captifs. Il oppose à cette *ingratitude* des colonies envers leur métropole l'exemple des États-Unis, qui ont choisi pour rompre avec l'Angleterre les jours de sa prospérité, et n'ont pas attendu ceux de l'adversité. A l'attitude du gouvernement anglais, qui refusait à ses colonies les réformes les plus urgentes et l'humble mesure d'indépendance qu'elles réclamaient, il oppose la *libéralité* de la Régence de Cadix, octroyant spontanément aux colons des droits égaux à ceux des Espagnols, et appelant leurs représentants à siéger dans les Cortès.

A cette question la réponse est facile : si les colonies des deux Amériques ont montré tant d'empressement à se séparer de la mère patrie, c'est que celle-ci n'a jamais été pour elles une *mère*, mais une *marâtre!* C'est que, loin de travailler à leur développement moral et matériel, elle n'a songé qu'à l'entraver, et à les maintenir dans un état d'enfance perpétuelle. — Mais, dira-

t-on, les colonies n'étaient pas mûres pour l'indépendance, et la preuve, c'est le triste usage qu'elles en ont fait, et en font encore aujourd'hui. — Sans doute, mais à qui la faute? Sont-elles responsables d'avoir abusé de leur liberté, quand on ne leur a jamais appris à être libres? Quels liens de reconnaissance pouvaient les attacher à un pays lointain, qui les traitait en esclaves plutôt qu'en sujets, et ne leur envoyait que des maîtres implacables dont l'unique pensée était de les exploiter? Pouvaient-elles savoir le moindre gré à l'Espagne de ces tardives mesures de réparation, accordées à regret, et pour les empêcher de se soustraire à son joug? Non, l'Amérique n'était pas mûre pour la liberté, nous le reconnaissons volontiers; mais l'Espagne l'était-elle davantage, et avant de l'enseigner à d'autres n'avait-elle pas à l'apprendre? L'éducation des peuples, comme celle des individus, ne se fait pas en un jour, et dans ce long apprentissage de la vie publique, les nations sont moins responsables de leurs fautes que les gouvernements, car dans leurs torts mêmes, elles ont leurs souffrances pour excuse!

LIVRE L

CHAPITRE PREMIER

BATAILLE DE TOULOUSE. RESTAURATION DE FERDINAND VII.

1814

Nous touchons à la fin de cette longue orgie de puissance et de gloire qui s'appelle l'Empire, et qui met en question depuis douze ans, non seulement les destinées de la France, mais celles de l'Europe entière. Le drame est arrivé à son dénoûment, les fautes vont recevoir enfin le châtiment qu'elles méritent. L'Europe, si longtemps bouleversée par l'ambition d'un seul homme, va reprendre son équilibre. Une double restauration est prête à s'opérer, en Espagne comme en France : les vieilles races, dépossédées de leurs trônes, vont y remonter en même temps, à l'aide de l'étranger; mais dans un pays comme dans l'autre, ces incorrigibles champions du passé, qui n'ont rien appris, ni rien oublié dans l'exil, se mettront en lutte avec les instincts nouveaux de liberté que la Révolution française a réveillés chez tous les peuples; et si le châtiment n'est

pas le même pour les deux dynasties, si le Bourbon d'Espagne est destiné à mourir sur son trône quand les Bourbons de France iront languir dans l'exil, l'analogie n'en est pas moins frappante entre la fortune des deux races, dont le tort est de n'avoir jamais compris les nécessités des temps, et les instincts du pays qu'elles avaient à régir.

Les événements militaires ont perdu leur intérêt, et ne se rattachent plus qu'indirectement aux annales de la Péninsule, car ce n'est plus sur son sol qu'ils se passent; aussi nous contenterons-nous de les résumer en quelques pages rapides, pour arriver plus tôt au nœud même du sujet, à la rentrée de Ferdinand dans ses États, et au prix dont il s'apprête à payer les sacrifices faits par l'Espagne pour le rasseoir sur son trône.

Le dernier des généraux de l'Empire qui devait faire flotter son drapeau dans la Péninsule, le sage, le judicieux Suchet, n'avait pu, malgré toutes ses instances, obtenir de son maître la permission d'évacuer Barcelone et la série de places fortes qu'il occupait jusqu'aux portes de Valence. En janvier 1814, l'Empereur, réduit aux dernières extrémités, lui envoya l'ordre de retirer de sa petite armée, déjà insuffisante pour sa tâche, quinze mille de ses meilleurs soldats pour protéger Lyon contre l'invasion, partout menaçante, au nord comme au midi. Le même ordre fut envoyé à Soult, sur l'Adour, où sa position n'était pas moins difficile; mais en même temps l'Empereur enjoignit à Suchet de rester en Catalogne, voulant se ménager ainsi jusqu'à la dernière heure un semblant d'occupation en Espagne.

A de pareils ordres il fallait obéir, n'importe à quel prix! Les troupes furent expédiées, et Suchet,

pénétré du danger de sa position, se replia sur Gérone, en laissant dans Barcelone une garnison de huit mille hommes. L'ennemi, encouragé par ce mouvement de recul, essaya sur Tortose une tentative qui échoua; mais les garnisons de Mequinenza, de Lerida et de Monzon, trompées par de faux ordres, livrèrent ces villes à l'ennemi, à condition qu'on les laisserait libres de retourner en France, ce qui n'empêcha pas les Espagnols de les faire prisonnières en chemin. Suchet, atteint au cœur par ces revers auxquels il n'était pas habitué, reçut enfin du ministre de la guerre l'ordre de négocier avec les alliés la remise de toutes les villes occupées en Catalogne par les Français, excepté Figuières, la plus rapprochée de la frontière, et que l'Empereur voulait garder comme une des clés de la Péninsule. Enfin, dans cette crise suprême, Napoléon demanda encore à Suchet dix mille de ses soldats, et l'infortuné maréchal, renonçant, bien malgré lui, à retirer ses garnisons des places qu'elles occupaient, réunit le peu de troupes qui lui restaient encore sous le canon de Figuières, dernier lambeau de cette conquête qui s'était étendue un instant de Lisbonne à Séville, à Valence et à Barcelone!

Revenons maintenant à Soult et à son débris d'armée, affaibli par les saignées continuelles qu'y faisait l'Empereur, et établi sur les bords de l'Adour, en face de l'invasion toujours suspendue sur sa tête. Wellington, avec soixante mille hommes placés en vedette de l'autre côté des monts, attendait le printemps pour commencer les opérations; mais, dans les Pyrénées, l'hiver est encore sur la montagne quand le printemps est déjà dans la plaine, et en février, le temps s'étant adouci, l'actif général résolut de franchir l'Adour, et de marcher droit sur Bayonne, en passant sur le ventre à

la petite armée française, si elle essayait de l'arrêter en chemin. L'Adour une fois franchi, non sans difficulté, à cause de la fonte des neiges, les deux adversaires se rencontrèrent à Orthez le 27 février. Soult, qui ne comptait que quarante mille soldats, après avoir tué à l'ennemi six mille hommes, contre quatre mille qu'il perdit, fut enfin forcé à la retraite, avec perte de douze canons et de deux mille prisonniers. Mais les conscrits étaient nombreux dans ses rangs, et la désertion y faisait de grands ravages, depuis qu'ils se sentaient sur le sol de la patrie. Le résultat de cette bataille, ce fut d'ouvrir à Wellington la route de Bordeaux, où un parti nombreux s'était prononcé en faveur des Bourbons. Tandis que Soult se dirigeait vers Tarbes, pour donner la main à Suchet dont il attendait l'arrivée, Beresford entrait dans Bordeaux le 18 mars avec le Duc d'Angoulême, et y proclamait la restauration des Bourbons, aux acclamations des habitants et de tout le midi, dès longtemps désaffectionné de l'Empire.

Cependant Napoléon, dans cette merveilleuse campagne de France, plus étonnante peut-être que toutes celles qui l'avaient précédée, s'épuisait inutilement en prodiges de valeur et d'habileté pour relever sa fortune écroulée. Il était trop tard : la France, à bout d'hommes et de courage, attendait dans une morne stupeur la marche des événements et l'arrêt de la justice divine. L'Empereur avait toujours pour lui l'armée ; mais l'armée, ce n'était pas la nation, et la France avait cessé de croire en lui depuis que la fortune avait déserté ses drapeaux.

Soult, en se dirigeant vers les Pyrénées, après sa glorieuse défaite d'Orthez, avait désobéi à l'Empereur qui lui ordonnait de couvrir, avant tout, Bordeaux. Après un semblant de retour offensif vers l'ennemi, le

maréchal, voyant Bordeaux perdu, s'était replié sur Toulouse, où il était entré le 20 mars. Wellington, retardé par les pluies, n'avait pu arriver que le 27 sous les murs de cette ville. Après avoir réussi, non sans peine, à jeter un pont sur la Garonne, Beresford, avec trois divisions, avait enfin passé le fleuve, lorsqu'une crue subite força les Anglais à retirer leur pont de bateaux, et sépara leur armée en deux tronçons. Si Soult avait saisi le moment propice, il pouvait aisément détruire le corps de Beresford, et priver Wellington d'une partie de ses forces; mais, suivant son usage, il resta immobile quand il fallait agir; le fleuve baissa, et le 8 avril, le gros de l'armée anglaise put se réunir à son avant-garde. Une bataille était devenue inévitable, et Soult s'y prépara, en fortifiant à la hâte les abords de Toulouse, qui n'avait d'autre défense que ses vieilles et solides murailles.

Nous résumerons ici, en quelques lignes seulement, des opérations militaires qui ont perdu toute leur importance, puisque les destinées de l'Empire viennent de se décider sans elles; la bataille de Toulouse n'est plus qu'un sanglant hors-d'œuvre dans l'histoire de la Péninsule comme dans celle de la France. Toutes les forces du maréchal montaient à peine à trente-six mille hommes, et celles des alliés au double; mais les Français avaient pour eux l'avantage de la position. Le 10 avril au matin, Wellington, contre sa coutume, se décida à commencer l'attaque : une division espagnole, commandée par Freyre, en gravissant une colline sous un feu meurtrier, montra un courage auquel Wellington, dans ses *Dépêches*, se plaît à rendre justice; mais les Français résistèrent avec vigueur, et finirent par forcer les assaillants à la retraite.

Pendant ce temps Beresford, avec ses Anglais, attaquait les hauteurs occupées par la droite ennemie, et parvenait à s'en emparer. Les Espagnols, à cette vue, se piquant d'honneur, revinrent à la charge, et finirent par déloger les Français des hauteurs qu'ils occupaient. En même temps, le centre anglais, secondé par une division espagnole, chassait l'ennemi du faubourg de Saint-Cyprien, et le forçait à se réfugier dans la place. Soult, après avoir montré, dans toute cette journée, une hésitation et un découragement qui prouvaient assez qu'il tenait sa cause pour perdue, abandonna dans la nuit du 11 la ville qu'il aurait pu défendre, en y laissant ses bagages, son artillerie et ses blessés, pour prendre le chemin de Carcassonne, toujours dans le vain espoir d'y rencontrer Suchet. Le 12, les alliés triomphants entraient dans la ville, au milieu des cris de joie des habitants, dévoués comme les Bordelais à la cause des Bourbons.

Telle est cette célèbre bataille de Toulouse, qui a mis fin à la guerre de l'indépendance, et que les Espagnols réclament avec raison comme une victoire qui leur appartient. Elle leur a, du reste, coûté cher, car ils ont eu quatre mille sept cents hommes hors de combat. Quant aux Français, même vaincus, ils peuvent faire valoir, comme titre de gloire, qu'ils n'étaient que trente-six mille contre des forces bien supérieures, et qu'ils ont lutté tout un jour, avec un courage auquel leurs ennemis même ont rendu justice.

Mais des événements plus graves encore allaient détourner l'attention d'un autre côté : le soir même, on apprit, par une source officielle, la grande nouvelle que la voix publique murmurait déjà tout bas : l'entrée des alliés à Paris, le 31 mars 1814, après la sanglante

bataille livrée sous les murs de cette capitale[1]. On a soupçonné, non sans quelque apparence de vérité, que les deux adversaires, avant d'engager le combat, étaient informés de cet événement, et si le fait est vrai, c'est sur eux que pèse la responsabilité de tant de sang inutilement versé! Cette nouvelle, souhaitée par les uns, redoutée par les autres, fut bientôt suivie d'une autre : un gouvernement provisoire institué par le Sénat, instrument naguère si docile du despotisme de l'Empereur, venait de proclamer sa chute. Napoléon, après avoir abdiqué d'abord en faveur de son fils, s'était vu réduit à renoncer, pour lui et pour les siens, à cette couronne portée si longtemps et avec tant d'éclat. Pour prison, on lui avait assigné l'île d'Elbe, aux portes de l'Italie et de la France, imprudence que la coalition devait chèrement expier, un an plus tard! Ces graves événements furent publiés le soir même, au théâtre de Toulouse, devant une foule enthousiaste qui saluait, avec la délivrance du pays, le retour des Bourbons; une ovation publique fut décernée à Wellington, qui ne s'attendait pas à la recevoir des mains de ceux qu'il avait vaincus la veille. Enfin on apprit que le même Sénat, sans consulter la France, indignée ou passive, avait proclamé pour Roi Louis XVIII, alors en Angleterre, en confiant

1. Peut-être sera-t-il permis à l'auteur de cet ouvrage de consigner ici un souvenir de son enfance, que lui rappelle cette mémorable date. Le lendemain du combat, son père le conduisit sur le champ de bataille, encore tout couvert de cadavres. L'impression fut profonde, et décida peut-être de sa vocation (il avait alors douze ans). Son père, non moins ému, lui fit promettre d'écrire un jour l'histoire de cette sanglante journée et des événements qui l'avaient amenée. L'historien en herbe le promit, sans trop savoir à quoi il s'engageait; s'il n'a pas tenu sa promesse, (après l'illustre historien de l'Empire, qui aurait osé aborder un pareil sujet?) il ne lui a pas non plus été tout à fait infidèle; car, pendant toute la guerre de l'indépendance, l'histoire de l'Espagne est un morceau de celle de la France.

par intérim le pouvoir à son frère le comte d'Artois, sous la tutelle de la Sainte-Alliance et de ses armées.

Revenons maintenant aux événements militaires, de peu d'importance d'ailleurs, qui venaient de s'accomplir en Espagne. Nous avons laissé Suchet à Figuières, avec onze mille soldats, reste de cette belle armée, éparse dans toutes les places fortes de la Catalogne. Après avoir échoué dans ses efforts pour retirer les deux garnisons de Barcelone et de Tortose, le brave maréchal se vit enfin réduit, dans les premiers jours d'avril, à quitter cette Espagne, d'où il emportait de si glorieux souvenirs. Outre sa petite armée, il en laissait une autre derrière, prisonnière dans les villes qu'elle était censée occuper. Il était à peine arrivé à Narbonne, et Soult à Carcassonne, qu'un envoyé du gouvernement provisoire, M. de Saint-Simon, vint leur apporter à tous deux l'ordre de cesser les hostilités. Le premier mouvement de Soult, toujours impatient de toute autorité, fut de se révolter, et de refuser d'exécuter ces ordres ; mais Suchet, après avoir consulté son État-major, jugea plus sage de se soumettre, et d'accepter les faits accomplis, et Soult se vit forcé d'imiter son exemple. Une suspension d'armes fut conclue le 19 avril entre Wellington et les deux maréchaux, dont chacun traita pour son propre compte, Suchet ayant refusé de se soumettre à l'orgueilleuse suprématie de son collègue. Les hostilités devaient cesser partout dans la Péninsule ; toutes les places devaient être évacuées dans un bref délai, et remises à l'autorité espagnole ; les garnisons françaises dirigées vers la France, les prisonniers échangés, et pour le 1er juin, le sol de l'Espagne devait être libre, comme celui du midi de la France, de toute occupation étrangère.

Tel est le dénoûment de ce long et sanglant drame

qui, pendant près de sept ans, a promené la ruine et le massacre sur toute la surface de la Péninsule, pour venir enfin, par une tardive revanche, se terminer en France sous les murs de Toulouse. L'heure est venue de porter un jugement définitif sur cette terrible guerre, où quatre peuples ont été engagés, les Espagnols, les Portugais, les Anglais d'un côté, et les Français de l'autre. Nous avons rendu hautement hommage à l'héroïque grandeur de cette insurrection, qui a soulevé dans un même élan l'Espagne entière, enrôlée dans cette sainte croisade pour la délivrance de ses Rois. De Numance à Saragosse, quel que soit l'ennemi, Romains, Maures ou Français, l'Espagne s'est toujours levée, et se lèvera toujours comme un seul homme, dès qu'il s'agira de repousser l'étranger. Si nous n'avons pas marchandé l'éloge au peuple envahi, nous n'avons pas non plus épargné le blâme au conquérant, ivre de sa fortune, qui veut asseoir un de ses frères sur le trône de Charles-Quint, et pour qui tous les moyens sont bons, s'ils mènent à son but.

Mais après la part de l'éloge, il faut faire aussi celle de la vérité. Quand Toreno nous parle « des lauriers immortels cueillis par l'Espagne et le Portugal dans cette lutte prolongée », nous ne contestons rien, nous rappelons seulement que la France, en 1792, pour tenir tête à l'Europe coalisée, a fait jaillir du sol quatorze armées, et que l'Espagne, pour lui résister, s'est contentée de ses *guerrillas;* que la France, dans sa lutte, n'a eu que des ennemis, et pas un allié, et que l'Espagne avait les Anglais, dont la part, dans le succès final, n'a certes pas été la plus mince. Enfin, quand un autre historien, Lafuente, affirme que ce sont les cruautés des généraux français qui, excitant la fibre irritable des *guerrilleros,* les ont

portés à de sanglantes, à d'horribles représailles. » nous en appelons avec confiance au jugement de l'Europe : nous demandons si l'exemple de la cruauté n'a pas été donné par les Espagnols, quand même les Français auraient eu le tort de le suivre. Nous en appelons enfin à Wellington lui-même, qui, dans ses *Dépêches*, flétrit d'un blâme énergique la férocité de ses alliés, et se montre plus sévère pour eux que les Français eux-mêmes.

Après la Restauration française, revenons un peu sur nos pas pour raconter la Restauration espagnole. Entre la guerre et les négociations, l'Empereur n'avait plus le temps de penser à l'Espagne ; pressé d'en finir avec elle, il était décidé à rendre la liberté à son Roi prisonnier, dans l'espoir que la Péninsule lui rendrait en échange le peu de troupes qu'il y avait encore. Le refus de la Régence de ratifier le traité de Valençay n'ébranla pas sa résolution, et le 7 mars, à minuit, Ferdinand et ses compagnons d'exil virent, à leur indicible joie, s'ouvrir les portes de leur prison. Mais un souverain espagnol ne se presse jamais, pas même de recouvrer sa liberté, et le 10 seulement, le Roi expédia à Madrid le général Zayas, avec une lettre pour la Régence, et l'ordre de faire tout préparer sur sa route pour la réception du monarque. Dans cette lettre, Ferdinand, pour la première fois, daignait faire mention des Cortès, et se rappeler qu'elles existaient. On admirera l'ambiguité savante de la phrase où il se décidait à parler d'elles : « Quant au

rétablissement des Cortès, ainsi qu'à tout ce qui peut s'être fait, durant mon absence, d'utile aux intérêts du royaume, le tout méritera mon approbation s'il se trouve conforme à mes royales intentions. »

Enfin, le 13 mars, le Roi, accompagné des deux infants, quitta la somptueuse prison où il était resté enfermé près de six ans. L'Empereur, jaloux d'éviter pour son royal captif, même libéré, tout contact avec les Anglais, lui avait tracé son itinéraire jusqu'à la frontière. Au lieu de se diriger sur Madrid par Bayonne, il devait entrer en Espagne par Perpignan et la Catalogne, en voyageant sous le nom de comte de Barcelone. Une fois arrivé aux Pyrénées, Ferdinand se croyait libre de régler lui-même son itinéraire, et voulait passer par Valence avant de se rendre à Madrid ; mais c'est ici qu'on va achever de connaître Napoléon : d'après les instructions données à Suchet, le Roi devait rester en otage à Barcelone jusqu'à ce que toutes les garnisons, bloquées dans les places fortes de la Catalogne et du royaume de Valence, fussent rentrées en France ; mais Suchet, comprenant l'insulte cachée sous une précaution pareille, prit sur lui de permettre à Ferdinand de rentrer dans ses États, en laissant comme otage dans Perpignan son frère, don Carlos. On n'exigea du Roi qu'une promesse écrite d'adoucir le sort des prisonniers français, en attendant leur libération, et de renvoyer en France les garnisons des places fortes. Mais cette promesse ne fut pas tenue, les autorités espagnoles n'ayant pas voulu désobéir au décret des Cortès, qui défendait de traiter avec les Français sans le consentement des puissances alliées.

Le 22 mars, le monarque exilé remit enfin le pied sur le territoire espagnol. Que de changements s'étaient opérés dans cette Espagne pendant les six années d'ab-

sence de son Roi! Il y avait laissé des sujets, presque des esclaves, il allait y retrouver des citoyens. Au lieu d'y régner seul, au gré de son bon plaisir, comme les Rois ses aïeux, il lui faudrait partager le pouvoir avec les représentants du pays, ou le leur arracher dans une lutte dangereuse, incertaine, où il n'était pas sûr d'avoir la nation pour lui. Le 23 mars, il arriva à Figuières, encore occupée par l'ennemi. Les troupes françaises de l'escorte de Ferdinand se rangèrent sur la rive droite de la Fluvia, tandis que les troupes espagnoles se rangeaient sur la rive opposée. Des salves d'artillerie, tirées dans les deux camps, annoncèrent à l'Espagne qu'elle avait retrouvé son Roi. Des acclamations bruyantes saluèrent Ferdinand quand, accompagné de son cortège espagnol, il mit le pied sur la rive droite; les habitants du pays, accourus de dix lieues à la ronde, firent assaut d'enthousiasme avec les soldats. Le général Copons, un genou en terre, souhaita au Roi la bienvenue, et lui remit une lettre de la Régence, avec une copie du décret du 2 février. Puis le Roi passa la revue de ses troupes, au milieu des démonstrations de joie passionnée qui éclataient de toutes parts.

Le même jour, Ferdinand arriva à Gérone, où vint le rejoindre l'infant son frère, relâché par ordre du gouvernement provisoire français. Il répondit à la lettre de la Régence par quelques lignes ambiguës, calculées avec soin pour ne jeter aucun jour sur la ligne qu'il comptait suivre. Les Cortès, dans leur décret du 2 février, lui avaient tracé sa route par Barcelone; mais cette ville étant encore occupée par les Français, il fit un détour pour l'éviter, et se dirigea vers Tarragone, sur la route de Valence, bien que les commandants français, dans toutes les places fortes qu'il devait traverser, eussent

reçu l'ordre de suspendre toutes hostilités, et de lui rendre les honneurs royaux. De Valence, Ferdinand, d'après l'itinéraire qui lui était tracé, devait se rendre à Madrid; mais arrivé à Reus, la députation provinciale d'Aragon le fit supplier par Palafox de ne pas passer si près de Saragosse sans venir visiter cette ville qui lui avait donné tant de preuves de sa fidélité. Le Roi s'empressa de se rendre à sa requête, par une double raison : d'abord satisfaire au désir de l'héroïque et loyale cité, qui méritait bien que l'on se dérangeât un peu pour elle; mais surtout saisir ce prétexte si naturel pour rompre ses lisières et changer cet itinéraire, insolemment tracé par les Cortès.

Le 6 avril, le royal cortège arriva à Saragosse, où il fut reçu avec des transports d'enthousiasme, dont une bonne part, il est vrai, pouvait être réclamée par Palafox, qui accompagnait le Roi dans son voyage. Taciturne de sa nature, comme tous les caractères enfermés et méfiants, on cherchait en vain, dans les rares paroles du monarque, un indice de sa politique à venir; toutefois, l'accueil presque idolâtre de la population de Saragosse dut l'affermir dans sa résolution de secouer le joug des Cortès, et de rendre à l'Espagne son Roi tel qu'elle le comprenait, c'est-à-dire dans la plénitude de son pouvoir.

Parti de Saragosse le 11, Ferdinand, chemin faisant, consulta, dans une assemblée secrète, les Grands d'Espagne qui étaient venus se joindre à son cortège sur la ligne qu'il avait à suivre. Sauf le général Copons, l'illustre Palafox, aussi dévoué à la cause de la liberté qu'à celle de son Roi, et le duc de Frias, qui avait joué dans la guerre un rôle moins brillant, mais aussi honorable, tous furent d'avis que le Roi devait se refuser à

jurer la Constitution. A la tête du parti rétrograde était le duc de San Carlos, qui voulait que le Roi marchât tout droit vers Madrid, pour incliner en sa faveur les esprits du peuple, et le détacher des Cortès. Le Roi finit par se ranger à cet avis qui, au fond, était le sien; seulement, élevé dès son enfance à l'école de la dissimulation, le courage lui manquait pour se prononcer. Une chose acheva de le décider, ce fut le départ du général Copons qui, arrivé aux limites de son gouvernement, s'en retourna à son poste. Partisan sage, mais décidé des institutions constitutionnelles, sa présence avait contenu jusque-là les conseillers de malheur qui entouraient le monarque, et ne demandaient qu'à le perdre ; mais Copons une fois parti, cette nature faible et fausse à la fois leur appartint tout entière. Dans un autre conseil tenu à Ségorbe, le duc de l'Infantado s'exprima ainsi : « Il n'y a que trois partis à prendre : jurer, ne pas jurer, ou jurer avec des réserves mentales; » et l'on se sépara encore une fois sans rien décider, mais le Roi n'était pas loin d'adopter ce dernier avis, le plus conforme à son caractère.

Le 16 avril, on arriva à Valence, où se trouvaient, outre le cardinal de Bourbon, président de la Régence, bon nombre d'autres personnages de marque, presque tous ennemis des réformes, et surtout des Cortès. Parmi ces derniers, on rencontrait au premier rang le capitaine général de Valence, Elio, qui commandait une des armées espagnoles. En présentant au Roi son corps d'officiers : « Jurez-vous, leur dit le général, de soutenir Sa Majesté dans la plénitude de ses droits? — Nous le jurons! » répondirent-ils tous d'une même voix. En se voyant ainsi soutenu par l'armée, Ferdinand se sentit affermir dans ses résolutions naissantes. Bientôt, se rencontrant

avec le cardinal-président, il le reçut avec une hauteur marquée, et lui tendit dédaigneusement sa main à baiser. Le cardinal hésita un instant, craignant de mettre à la fois aux pieds du monarque la pourpre romaine et le corps qu'il représentait ; mais le Roi l'ayant sommé de remplir son devoir de sujet, il finit par obéir. A dater de ce jour, Ferdinand commença à exercer tous les droits d'un souverain absolu, sans tenir plus de compte des Cortès que si elles n'avaient jamais existé.

Du reste, à Madrid, même avant l'arrivée du Roi, les esprits inclinaient dans le même sens, et les ennemis des réformes levaient chaque jour plus haut la tête. Au sein même des Cortès, un certain nombre de députés, ennemis de tout progrès, et qu'on s'étonne de trouver dans une pareille assemblée, osèrent rédiger une adresse au Roi, dont le but avoué était de l'engager à refuser sa sanction à la Constitution et à toutes les réformes effectuées en son absence. Dans la même adresse, on l'invitait, par une étrange contradiction, à convoquer les Cortès, à son retour dans sa capitale, mais dans les formes anciennes consacrées par l'usage. La pensée mère de l'adresse, c'était l'éloge de la monarchie absolue, « œuvre de la raison et de l'intelligence, subordonnées à la loi divine ». Un petit nombre de députés avaient d'abord osé signer cet audacieux manifeste ; mais leur nombre grossit peu à peu, à mesure que le Roi s'affermissait dans sa décision, et il finit par s'élever à soixante-neuf. L'instigateur et l'auteur de ce manifeste, don B. Mozo Rosalès, alla lui-même à Valence le remettre à Ferdinand, qui lui fit l'accueil le plus gracieux, en attendant l'heure de réaliser les vœux de ses fidèles sujets.

C'était là, certes, un avertissement assez clair donné

aux partisans de la Constitution, au sein de l'assemblée comme en dehors d'elle, et les secrètes intentions du monarque se trahissaient par l'audace de ses partisans. Aussi a-t-on peine à comprendre l'impertubable sérénité et l'inaction des Cortès, en face du danger qui les menaçait. Malgré les nouvelles inquiétantes qui arrivaient chaque jour de Valence, aucune mesure ne fut prise, aucun décret ne fut rendu pour détourner le danger. Confiants dans la loyauté de leurs intentions, les députés libéraux jugèrent d'après eux celles du monarque, sans vouloir croire aux coupables desseins qu'on lui prêtait. Ils se contentèrent de tout préparer pour sa réception, et de transporter leurs séances dans un local plus digne de cette fête nationale, où la monarchie héréditaire, consacrée par les siècles, allait célébrer son mariage avec la liberté!

Pendant ce temps, que se passait-il à Valence? Chaque jour, dans des conciliabules nouveaux, Ferdinand s'affermissait dans ses projets liberticides. La chute de l'Empire vint encore le pousser plus avant dans cette voie, en le délivrant du seul ennemi que l'Espagne eût à redouter, et en rendant à cette monarchie, si longtemps captive, sa liberté d'action. Quant à la Régence, son autorité avait cessé de fait depuis le retour du monarque, puisque le pouvoir exécutif, qu'elle représentait en son absence, rentrait maintenant tout entier dans ses mains. Un accès de goutte retarda de quelques jours le départ de Ferdinand, et la *camarilla* qui l'entourait prit dans l'intervalle les mesures nécessaires pour assurer le succès du coup d'État qui se préparait. Un corps de troupes, dévouées au parti de la réaction, fut envoyé à Guadalajara, sous les ordres de Wittingham, général anglais au service de l'Espagne; car, chose étrange et significa-

tive ! ce prince qui, acclamé par le peuple, avait osé, en 1808, se montrer seul dans les rues de sa capitale occupée par l'étranger, sentait le besoin, pour y rentrer, de se placer sous la protection de la force armée, avant de mettre le peuple espagnol en demeure de choisir entre les Cortès et son Roi bien-aimé !

Enfin l'heure était venue d'agir, et le 5 mai, Ferdinand quitta Valence, avec les deux infants, muets complices de toutes ces réactions qui se préparaient au profit de leur cause. Une division les escortait, commandée par Elio, dévoué à la monarchie absolue. Quant au président de la Régence, le cardinal de Bourbon, tenu dans la plus profonde ignorance de ce qui se passait, un ordre royal lui enjoignit de retourner à Madrid. Dans toutes les villes, dans tous les villages où passait le monarque, il fut accueilli avec les transports d'une joie délirante ; mais les arrière-pensées commençaient à se trahir, car aux cris d'allégresse des populations, les soldats de l'escorte et des agents, soldés par les réactionnaires, mêlaient des cris hostiles aux Cortès ; ils renversaient partout la pierre de la Constitution, érigée sur la grande place de chaque ville, en vertu d'un décret de l'assemblée, et le peuple ne s'opposa nulle part à ces manifestations. Quand le royal cortège approcha de Madrid, les Cortès nommèrent une commission de six membres pour se porter au-devant de lui. Cette députation, présidée par l'évêque d'Urgel, ayant rencontré le monarque en chemin, voulut lui présenter ses hommages ; mais Ferdinand évita l'entrevue, en lui faisant dire qu'il la recevrait à Aranjuez, et échappa ainsi à la nécessité de manifester sa pensée.

Mais l'heure était venue de l'exprimer par des actes, et non par des paroles. Dans la nuit du 10 mai, deux

des Régents, don Pedro Agar et don Gabriel Ciscar, furent arrêtés à Madrid en vertu d'un ordre royal, avec deux ministres, Guerra et Herreros et douze députés, dont les plus illustres étaient don José Canga Arguellès et Martinez de la Rosa. On arrêta aussi, en dehors des Cortès, quelques nobles et quelques hommes de lettres, comme Quintana. A cette exécution, sans précédents dans l'histoire d'Espagne, et dont la France a donné des exemples sous le second Empire, présidait Egnia, nommé à cet effet capitaine général de la Nouvelle-Castille. Sous ses ordres opéraient, avec le titre de *juges de police*, plusieurs députés, collègues de ceux qu'ils étaient chargés d'arrêter. Un seul homme, un magistrat, don José Maria Puig, eut le courage de refuser cette odieuse mission. Les prisonniers furent enfermés dans la caserne des gardes du corps et dans d'autres prisons, quelques-uns même dans de fétides cachots. A Madrid comme dans les provinces, les arrestations continuèrent pendant plusieurs jours, sans que nous voyions nulle part trace de résistance de la part des persécutés, ou de sympathie pour eux de la part du peuple. Partout les prisons, peuplées d'ordinaire du rebut de la société, s'étonnèrent de recevoir l'élite de la nation et les hommes les plus justement honorés de tous les partis. Quelques-uns, plus heureux, parvinrent à s'enfuir, et trouvèrent un asile à l'étranger ; on cite parmi eux Isturizet Toreno, l'historien de la Révolution espagnole.

Le président des Cortès était alors don Antonio Perez, député américain. On lui signifia, de la part du monarque, l'ordre de dissolution des Cortès, dont la mission était terminée. Il était du nombre des soixante-neuf qui avaient signé l'adresse, aussi n'opposa-t-il aucune résistance à un acte dès longtemps prévu, et sans doute

désiré de lui. Comme il appartenait au clergé, une mitre fut la récompense de sa docilité.

Quand c'est le gouvernement qui lance le peuple dans la carrière des illégalités, celui-ci reste rarement en arrière; la populace de Madrid, heureuse de se voir délivrée à la fois du joug des lois et de celui de l'étranger, souhaita la bienvenue à son Roi en renversant partout les pierres de la Constitution, et en les traînant dans la boue. Mais il faut du sang en Espagne chaque fois que le peuple se soulève; des cris de vengeance et de mort s'élevèrent contre les prisonniers, que les meneurs de la réaction n'auraient pas été fâchés de voir disparaître. Toutefois les choses en restèrent là; l'agitation populaire, plus factice que réelle, se calma peu à peu et l'Espagne put se vanter d'avoir dans son histoire une révolution où le sang n'avait pas coulé; nous en souhaiterions autant à la France!

Toute violence a besoin de se déguiser en droit; tout despote qui foule aux pieds les libertés d'un peuple a besoin de lui prouver que c'est pour son plus grand bien. Aussi Ferdinand, l'attentat commis, s'empresse-t-il de publier pour le justifier un manifeste, d'avance rédigé à Valence. Nous faisons grâce à nos lecteurs de cet indigeste fatras, où des déclamations sans fin contre les usurpations des Cortès se mêlent à des protestations non moins diffuses de l'amour de Ferdinand pour ses sujets. « Son unique désir, c'est de faire leur bonheur en leur rendant cette vieille monarchie, dont ils ont pendant tant de siècles goûté les bienfaits. Mais qu'on n'aille pas croire surtout que ce soit le despotisme qu'il veut restaurer, à Dieu ne plaise! Non, son projet bien arrêté est de convoquer les Cortès, suivant les antiques traditions de la monarchie, quand il aura d'abord guéri

les maux qu'une assemblée révolutionnaire a faits au pays. S'il se refuse à jurer une Constitution démagogique, s'il désapprouve hautement les actes des Cortès, il n'abhorre pas moins le despotisme, et veut établir sur des bases durables toutes les libertés, même celle de la presse, contenue dans les limites que prescrit la raison. » Cet hypocrite plaidoyer, où la force triomphante essaye de parler le langage du droit, était daté du jour même de l'arrestation des députés et de la fermeture des Cortès. On le lisait affiché sur toutes les places, et nous ne trouvons pas trace d'une protestation, ni dans le peuple, ni dans l'armée.

En conclurons-nous que les Cortès, pendant la guerre de l'indépendance, n'ont jamais été acceptées par le pays? Ce serait trop hasarder ; mais ce qui est certain, c'est que, Ferdinand une fois revenu à Madrid, l'affection idolâtre du peuple pour son Roi ne pouvait plus s'accommoder d'une Constitution et d'une assemblée qui faisaient si bon marché des droits de la couronne. Ce n'était pas de l'amour, c'était du délire que les sujets de Ferdinand ressentaient pour ce Roi, élevé à l'école du malheur, persécuté, jusque dans le palais de ses pères, par un indigne favori, et qui, même au sein de l'exil et de la captivité, avait toujours personnifié l'Espagne, luttant contre le joug de l'étranger. Les Cortès, il faut le dire, n'avaient dans leurs décrets ni assez compris, ni assez ménagé ce fanatisme aveugle d'une nation qui s'adorait elle-même dans son jeune souverain ; aussi, le jour où l'assemblée et le monarque se rencontreraient face à face, le jour où l'Espagne aurait à choisir entre une royauté de dix siècles et une Constitution de deux ans, son choix ne pouvait pas être douteux : elle aimerait mieux, pour reculer vers son passé, tourner le dos à son avenir !

Dans ce partage des torts, nous avons fait assez large la part des Cortès, ivres de leurs libertés reconquises, des succès de leurs armées, et peut-être aussi des souvenirs de la Révolution française. Sans doute elles ont été imprudentes, exagérées dans leurs instincts démocratiques qui sont loin, quoiqu'on en puisse dire, de constituer le vrai fond de la nature espagnole. En faisant la part des vieilles franchises nationales qu'il convenait de ressusciter, les députés de Cadix n'ont pas fait celle de la royauté qu'il fallait réconcilier avec elles. C'était là une faute grave, et elle a été sévèrement punie! Mais que dirons-nous de ce Roi restauré qui, même avant d'être remonté sur son trône, n'a qu'une pensée : faire autour de lui place nette, balayer toutes ces institutions surannées qui sont une insulte pour lui, et ne plus laisser debout dans l'édifice qu'un maître au sommet, et des sujets à la base!

Et cependant, si Ferdinand avait été moins pressé d'en finir avec la représentation nationale, et de rentrer dans la vieille ornière du pouvoir absolu, il avait autour de lui plus d'une leçon utile à recevoir, plus d'un bon exemple à imiter : l'Angleterre était là avec son gouvernement représentatif, presque aussi vieux chez elle que la royauté, et qui, sans périr jamais, sait se transformer avec les siècles pour s'adapter à tous les besoins du pays. Wellington, Wellesley son frère, ambassadeur en Espagne, tout en blâmant les emportements démocratiques des Cortès, conseillaient au pouvoir nouveau, s'il voulait durer, d'octroyer au pays une sage mesure de liberté. Les Bourbons de France, aussi ennemis au fond que ceux d'Espagne de toute limite mise à leur pouvoir, avaient compris les nécessités du temps, et s'étaient résignés à doter la France d'une Constitution, que Louis XVIII,

il est vrai, se réservait de fausser, en attendant que son frère se chargeât de la détruire. Que de leçons, que d'avertissements utiles pour l'aveugle monarque, s'il avait su les comprendre ! Mais la pente était trop glissante, et les conseillers qui l'entouraient, non moins aveuglés que lui, étaient d'accord pour le pousser vers l'abîme, sauf à y tomber avec lui.

Le 13 mars, le Roi restauré, le monarque absolu fit dans Madrid son entrée triomphale, appuyé sur l'amour de son peuple, et sur une escorte de huit à neuf mille soldats, sans parler de la division Elio, laissée à Aranjuez. La première visite de Ferdinand fut pour Notre-Dame d'Atocha, à qui il alla faire hommage de son autorité reconquise. Partout sur son passage se dressaient des arcs de triomphe, partout retentissaient les acclamations; mais comme le remarque Toreno, « l'entrain et l'unanimité manquaient dans cette fête populaire, bien inférieure à l'entrée du même Ferdinand dans Madrid en 1808 ; car on croyait entendre les plaintes et les gémissements des victimes de la réaction se mêler aux cris de joie du peuple enivré ! »

Peu de jours après arriva à Madrid le vainqueur de Vitoria, le libérateur de l'Espagne, Wellington, duc de Ciudad Rodrigo, qui venait apporter au monarque restauré par lui ses félicitations et ses conseils de modération et de prudence. Inutile de dire que ces conseils, adressés au Roi sous forme de lettre, le jour du départ du général anglais, ne furent pas écoutés. Ils venaient trop tard d'ailleurs; Ferdinand était lancé dans une voie où l'on ne s'arrête plus, une fois qu'on y est entré, quand même c'est aux abîmes qu'elle conduit ! De retour à Londres, Wellington y reçut du parlement un don de 300 mille livres sterling (sept millions et demi de francs),

pour acheter une propriété à la hauteur de sa fortune militaire, sans parler des 17 mille livres sterling (425,000 fr.) qu'il touchait chaque année de l'État pour ses traitements. L'Angleterre, on le voit, n'est pas ingrate, et sait payer les succès de ses citoyens, surtout en terre ferme, gloire qui lui est plus rarement accordée, et qui la touche plus que toutes ses gloires maritimes !

Dès lors, appuyé sur un ministère digne de lui, Ferdinand s'apprête à marcher d'un pas toujours plus ferme dans la voie où il est entré depuis Valence. Les persécutions, bien loin de s'apaiser, deviennent chaque jour plus ardentes, et l'Espagne, après ces premiers pas, un peu trop rapides peut-être, dans la carrière des libertés, se met à reculer plus vite encore qu'elle n'avait avancé. De toutes les histoires, la plus triste, mais non la moins instructive, c'est celle des réactions, et quel peuple a jamais passé par d'aussi brusques alternatives que ce peuple espagnol, toujours porté vers les extrêmes, et qui, comme la France, n'a jamais su s'arrêter au milieu ? Quand les peuples marchent seuls dans la carrière des réactions, ils s'arrêtent bientôt, effrayés de leur responsabilité, et s'efforcent de revenir en arrière ; mais quand c'est le pouvoir qui les y entraîne à sa suite, ils y marchent avec plus de confiance, car ils ne se sentent pas responsables ; et alors, ce ne sont plus les sujets, ce sont les Rois qui ont un compte à rendre devant l'histoire !

Pendant ce mois de mai 1814, date si mémorable et si funeste dans les annales de la Péninsule, toutes les places occupées encore par les Français sont peu à peu évacuées ; l'Espagne affranchie rentre en possession d'elle-même et de son Roi. Les garnisons demeurées en arrière sont diri-

gées vers la France, et le pied de l'étranger cesse de fouler le territoire national. Les prisonniers de guerre espagnols et les déportés politiques sont rendus à leur patrie. L'Espagne, si longtemps isolée de l'Europe, et devenue une annexe de la France, rentre dans le commerce des nations : elle s'associe au traité de paix conclu le 30 mai entre la France et les puissances alliées, et elle enverra plus tard ses représentants au Congrès de Vienne, qui doit encore une fois changer la face de l'Europe, et effacer toute trace de l'œuvre éphémère de Napoléon.

CHAPITRE II

RÈGNE DE FERDINAND VII

INTRODUCTION

Voilà donc Ferdinand rétabli sur son trône, et ses sujets payés de leur dévoûment par la perte de toutes leurs libertés! Le jour même où l'Espagne s'est affranchie du joug de l'étranger, elle est retombée sous celui de son Roi bien-aimé; l'absolutisme restauré, voilà *le don de joyeux avènement* que Ferdinand, du fond de son exil, a rapporté à ce peuple loyal qui n'a reconquis son indépendance que pour perdre sa liberté! Nous avons conduit, jusqu'à son dénouement, ce drame héroïque où des bandes indisciplinées défendent pied à pied contre les premiers soldats du monde le sol de la patrie; où toujours vaincues, jamais lassées, elles triomphent à la fin, à force de persistance, avec l'appui de l'Angleterre, leur puissante alliée. Que nous reste-t-il à raconter maintenant? Un règne tissu de cruauté, de bassesse et de ruse, un règne qui fait pâlir ceux des Tibère et des Néron, et dont l'Espagne aujourd'hui n'a pas encore effacé la déplorable empreinte!

Qu'on nous permette un souvenir personnel, qui

trouve ici naturellement sa place. En octobre 1833, nous nous trouvions à Madrid, pour étudier la situation politique du pays à la mort de Ferdinand VII, et c'est à ce voyage que nous devons la première pensée de cette histoire. Le moment était solennel : après quarante-cinq ans écoulés, il nous semble voir encore cette ville frémissante, partagée entre l'espoir et la crainte, entre ses instincts monarchiques et les hideux souvenirs du règne qui venait de finir. L'hydre de la réaction, dompté dans la capitale, dressait déjà dans les provinces du Nord ses têtes menaçantes. A Madrid même, une émeute de volontaires royalistes, retranchés dans leur quartier, soulevait alors la ville, divisée comme le pays entre les deux partis, les *christinos* et les *carlistes*, mais où dominait pourtant le courant libéral. La guerre civile était à la porte, n'attendant qu'un signal pour éclater. Entre les deux invasions françaises, et les persécutions, les supplices, *la chasse aux libéraux*, dont le Roi lui-même était l'ardent promoteur, l'Espagne, depuis un quart de siècle, n'avait pas eu un instant de repos!

Et pourtant, des jours meilleurs semblaient prêts à se lever sur ce malheureux pays : une princesse napolitaine, Marie-Christine, avait été mariée, à la fleur de ses ans, à ce monarque goutteux, flétri, usé avant l'âge par les plus viles débauches. Après cinq ans d'une union qui n'avait été pour elle qu'une longue immolation, sa chaîne était enfin brisée : nommée par le feu Roi Régente au nom de sa fille au berceau, elle avait à défendre le trône d'Isabelle contre le frère de Ferdinand, don Carlos, digne représentant des deux partis qui s'incarnaient en lui, les cléricaux et les monarchistes, ou comme on disait là-bas, les *apostoliques* et les *serviles*.

Les paroles manquent pour exprimer ce qu'était l'Es-

pagne en ce moment; mais le plus vivant de nos souvenirs, c'est l'horreur et le dégoût des libéraux, même les plus modérés, pour ce règne hideux, commencé et fini dans le sang et dans la boue, et qui fait tache dans les annales de ce noble pays. Le peuple espagnol a vu passer sur le trône bien des Rois peu dignes d'y monter; mais, du moins, dans ces tristes annales, les bourreaux et les assassins font défaut, l'inquisition s'est chargée de leur tâche.

Nous pensions d'abord clore notre récit avec ce noble drame de la guerre de l'indépendance. Nous voulions épargner, au lecteur et à nous, les turpitudes d'un règne plus digne de Rome antique ou du moyen âge que du siècle où nous vivons. Un autre motif nous y portait d'ailleurs : l'histoire, toute récente, de Ferdinand VII, était encore à faire; personne, jusqu'ici, n'avait eu le courage d'aborder le règne de ce Tartufe couronné, et de le conduire jusqu'à sa tombe, où l'Espagne, grâce à Dieu, n'est pas ensevelie avec lui!

Fait étrange et caractéristique! Les trois historiens qui ont, avant nous, raconté la Révolution espagnole, Thiers, Toreno et Lafuente s'arrêtent tous les trois à la même date, 1814! Le premier devait naturellement terminer son œuvre avec l'Empire, et les deux derniers n'ont pas eu le courage d'aller plus loin; pour eux comme pour nous, l'histoire d'Espagne finit avec la guerre de l'indépendance!

Mais cette lacune a été heureusement comblée : un historien moderne, moitié Espagnol, moitié Français, M. G. Hubbard, n'a pas reculé devant cette pénible tâche. Après quatorze années passées dans la Péninsule, il est revenu consacrer à la France le fruit de ses études historiques sur les règnes si troublés de Ferdinand VII,

de la Régente Christine et de sa fille Isabelle[1]. Le point de vue où l'auteur s'est placé est le nôtre : dévoué avant tout à la vérité, fidèle à la cause de la liberté comme à celle de la loi, il aime comme nous le peuple espagnol, mais tout en l'aimant, il le juge, et ne lui épargne pas le blâme, chaque fois qu'il l'a mérité. Nous renvoyons donc avec confiance aux deux consciencieux volumes de M. Hubbard ceux de nos lecteurs qui voudraient étudier ce règne dans tous ses détails. Pour nous, cinquante pages nous ont suffi ; tout en remplissant jusqu'au bout notre devoir d'historien, nous échapperons ainsi à la triste nécessité de nous appesantir sur une des périodes les plus douloureuses des annales de la Péninsule, et les moins glorieuses de celles de la France. Les lauriers du Duc d'Angoulême ont eu le temps de se faner depuis 1823, et la France républicaine ne tient pas à les voir reverdir. Quant à l'Espagne, tout ce que nous pouvons lui souhaiter, c'est de tourner le dos à ce lugubre passé, et de marcher d'un pas ferme dans la voie que lui ont tracée les Cortès de 1840. Cette voie, c'est celle de la Monarchie constitutionnelle qui, comme la République, a aussi ses dangers, mais qu'il faut au moins avoir essayée avant d'y renoncer. Puisse l'Espagne, sous son jeune monarque, oublier les misères et les hontes de l'absolutisme, et inaugurer pour la royauté une ère nouvelle, en la mariant avec la liberté !

1. A Paris, chez Charpentier, trois volumes in-8°; 1869.

RÉSUMÉ DU RÈGNE DE FERDINAND VII

1814-1833

Ce règne, inauguré en 1808, au moins de nom, interrompu par l'exil du monarque et l'usurpation de Joseph, ne commence de fait qu'en 1814. Il se divise en trois périodes : la première comprend six années, depuis le retour de Ferdinand à Madrid et le coup d'état du 10 mai 1814 jusqu'à la révolution de 1820 et la résurrection des Cortès et de la Constitution de 1812. La deuxième ne dure pas quatre ans, et part de janvier 1820 pour finir en octobre 1823, avec l'intervention française, la prise de Cadix et la chute du régime constitutionnel. La troisième enfin, qui a duré dix ans, s'étend depuis cette date néfaste d'octobre 1823 jusqu'à la mort de Ferdinand, le 29 septembre 1833. De ces trois périodes, si inégales en durée comme en couleur politique, il serait difficile de dire laquelle a été la plus funeste à l'Espagne ; nous les passerons toutes trois rapidement en revue, et le lecteur jugera par lui-même.

Avec la réaction absolutiste du 10 mai et le ministère du duc de San-Carlos s'ouvre l'ère des proscriptions contre les libéraux et les *Josefinos*. Un système de terreur royaliste s'organise dans toute la Péninsule : l'inquisition est rétablie, la *camarilla* ou le gouvernement occulte, ce fléau du règne et de la dynastie, se constitue dans l'ombre à côté du trône restauré. Des laïques sont

de nom à la tête des affaires, de même que le Roi est assis sur son trône, mais au fond, c'est le clergé qui règne et qui gouverne ! En revanche, la guerre civile qui, pendant un demi-siècle, ne doit plus désarmer, dresse déjà la tête en Navarre avec Mina, et commence contre l'absolutisme cette protestation qui doit durer autant que lui. En même temps, une expédition se prépare pour aller reconquérir sur la Révolution l'Amérique, qui donne à l'Espagne le mauvais exemple de s'émanciper. En revanche, cette même Espagne, désavouée par la Sainte-Alliance comme trop rétrograde, est mise au ban de l'Europe par le Congrès de Vienne, qui refuse de la reconnaître pour une puissance de premier ordre, et décide, malgré elle et contre elle, l'abolition de la traite des negres. Ferdinand, emporté par son ardeur de réaction, est parvenu à se faire exclure de cette ligue des Rois contre les peuples ; la Sainte-Alliance elle-même ne le trouve pas assez libéral !

En 1815, le brusque retour de Napoléon et la chute de la Restauration française viennent frapper de terreur la Restauration espagnole. Devant cette résurrection imprévue de l'Empire, tous les trônes se sentent menacés, mais celui de Ferdinand plus qu'aucun autre. Tout en s'armant contre l'ennemi du dehors, il faut protéger l'Espagne contre les dangers du dedans ; aussitôt tous les journaux sont suspendus, les théâtres fermés ; défense au peuple espagnol de lire, de penser, et même de se divertir ! Les cours martiales remplacent les tribunaux, et la justice est détrônée par la force. Mais pour défendre la bonne cause, il faut une milice sainte comme elle, et les jésuites sont rétablis. Les portes de la Péninsule s'ouvrent pour ces émigrés d'un nouveau genre, que l'absolutisme restauré n'avait pas osé y faire rentrer

avec lui. L'inquisition, honorée des visites du monarque, qui vient de temps en temps voir fonctionner le pieux tribunal, reprend peu à peu tout son empire. Les couvents dégarnis se repeuplent, les moines, proscrits par Joseph, repoussent plus dru, comme l'herbe qu'on a fauchée !

Mais les *Cent jours* sont bientôt passés, et Waterloo vient délivrer Ferdinand de toutes ses terreurs. Il n'a plus affaire qu'aux libéraux espagnols, et appuyé sur le parti rétrograde qui, depuis sa victoire, a grandi en nombre et en audace, il se sent de force à ne pas les craindre. La persécution, qui a langui un instant, reprend une nouvelle vigueur, et l'insurrection, son correctif nécessaire, se prépare à lui tenir tête. Le beau-frère de Toreno, Porlier, l'un des héros de la guerre de l'indépendance, lève le premier l'étendard de la révolte à la Corogne, le 18 septembre 1815, et proclame la Constitution, aux cris de « Vive Ferdinand, notre Roi constitutionnel ! » Mais, soit défiance ou fatigue des révolutions, l'Espagne reste immobile, et ne répond pas à ce courageux appel. Santiago, la cité cléricale, lève, en face de la Corogne insurgée, le drapeau de la réaction. Porlier, trahi par les siens, est traîné dans les cachots de l'inquisition. Condamné à mort, on lui lit la sentence qui le déclare « traître à Dieu et à son pays. — Moi, traître ! s'écrie-t-il indigné ; ah, dites plutôt : le fils de la patrie le plus fidèle à sa mère ! » Il n'a pas pu combattre, il meurt en héros, et sa mort est le signal des supplices. Le chanoine Escoïquiz, qui a osé prononcer le mot de conciliation, est banni de la cour par son ancien élève.

Il fallait statuer enfin sur le sort des députés et des ministres, arrêtés dans la nuit fatale du 10 mai 1814. L'élite de l'Espagne, les Arguellès, les Martinez de la Rosa, les Herreros sont condamnés aux galères, par un

acte de la clémence royale qui veut bien leur épargner l'échafaud ; avec eux est proscrit un des ministres, suspect de modération. Quelques prêtres libéraux, anciens membres des Cortès, sont emprisonnés dans des couvents. A cet arbitraire, à ces cruautés, sans précédents et sans excuse, le pays répond par une explosion, non pas unanime, par malheur, d'indignation et d'horreur. En Angleterre, en France, dans l'Europe entière, l'opinion soulevée se prononce contre cette terreur, monarchique et cléricale tout ensemble. Louis XVIII lui-même reproche à son *cousin* de compromettre la cause sainte des restaurations par de pareils excès. Ferdinand comprend enfin qu'il a été trop loin, et l'année 1816 s'ouvre par un décret qui abolit les commissions militaires, et décide que, dans un délai de six mois, tous les procès politiques doivent être jugés, et les noms de *libéraux* et de *serviles* disparaître de la langue espagnole. Un rayon d'espoir rentre dans les âmes, et l'Espagne respire un instant; comme les victimes de l'inquisition, elle reprend des forces pour de nouvelles tortures.

Mais bientôt, une conspiration, réelle ou prétendue, sert de prétexte à la réaction pour réveiller ses fureurs. Rien ne l'arrête, ni la misère croissante du pays, ni l'épuisement du trésor, ni la banqueroute qui sévit dans les villes, comme le brigandage sur les grands chemins, et la faim dans les campagnes ; Ferdinand, veuf de sa première femme, se remarie à une princesse de Brésil. L'opinion émue caressait l'espoir qu'une jeune Reine, pleine d'attraits et de douceur, ramènerait le monarque persécuteur dans les voies de la clémence ; mais cet espoir est trompé : Ferdinand, au bout de quelques mois, a déjà repris ses courses nocturnes dans la fange des bas-fonds de la capitale ; il ne reste plus a sa triste com-

pagne qu'une vie d'isolement, à côté d'un foyer désert et d'une cour corrompue.

Veut-on savoir où en sont les finances d'un des États naguère les plus riches de l'Europe? Le revenu total s'élève à peine à 600 millions de réaux (un peu plus de 150 millions de francs), à peu près la dix-huitième partie du budget actuel des recettes de la France! Les dépenses s'élèvent à 830 millions de réaux (environ 210 millions de francs), et sur cette somme, 125 millions de francs, les cinq sixièmes du revenu total, sont consacrés à l'armée. La dette publique s'élève déjà à 3 milliards de francs, et chaque année y ajoute un déficit régulier de 60 millions de francs, sans parler des *dépenses extraordinaires*, non prévues par le budget, et qui montent encore à 40 millions de francs. En revanche l'État se dispense de payer les intérêts des dettes contractées sous les règnes précédents. Tout emprunt est, par ce seul fait, devenu impossible, le crédit public est mort et enterré, et, l'Amérique ayant cessé de verser le tribut de ses mines, le trésor, pour faire face aux dépenses indispensables, n'a d'autre ressource que de suspendre les traitements de tous les emplois, depuis les plus humbles jusqu'aux plus élevés.

Devant un pareil abîme, il fallait arrêter à tout prix le char de l'État, lancé à toute vitesse vers sa ruine. Le ministre des finances, Garay, essaye de persuader au Roi d'entrer dans la voie des économies, et d'imposer au clergé, pour six ans seulement, une contribution annuelle de 8 millions de francs. Devant la nécessité, plus forte que tous les scrupules, Ferdinand adopte enfin, en mai 1817, le plan de son ministre. Canga Arguellès, tiré de la prison où il languit depuis trois ans, vient apporter au gouvernement le tribut de sa science financière. Mais la *camarilla*, qui vit de tous ces abus, ne

peut pas les laisser supprimer. Le ministre de la guerre ayant montré quelque velléité de diminuer son État-major, deux fois trop nombreux, et de porter la faux sur cette forêt d'abus, est destitué, et remplacé par un des affiliés de la *camarilla*. Enfin, dans la nuit du 14 septembre, Garay et deux de ses collègues, coupables comme lui d'avoir comploté le relèvement des finances et le salut de la patrie, sont bannis, heureux d'échapper à la prison ou aux galères, réservées à tous les amis de leur pays.

Le parti libéral, qui s'était remis un instant à espérer, du moment où il voit le gouvernement rentrer dans les voies de la réaction, rentre lui-même dans celle des complots; aux proscriptions qui sévissent partout, la franc-maçonnerie oppose sa puissance occulte, et couvre la Péninsule d'un vaste réseau d'associations secrètes, destinées à combattre la conspiration permanente du clergé contre la société moderne. La noblesse, l'armée, la royauté même ne sont que des instruments dans sa main, et derrière Ferdinand on retrouve toujours Rome et les Jésuites! Mais la force de la résistance est égale à celle de l'attaque: la portion intelligente et éclairée du pays, après avoir régné un jour avec les Cortès de 1810, ne peut pas se résigner à abdiquer ainsi, et à rentrer avec l'Espagne sous le joug qu'elle a brisé. Les proscriptions même recrutent des adhérents à la cause du progrès; la conscience publique, si longtemps endormie à l'ombre du confessionnal, se réveille peu à peu; chacun a le vague sentiment qu'une révolution se prépare, qu'elle est dans l'air qu'on respire, et que l'heure de la délivrance approche. La police est partout sur la trace des sociétés secrètes, qui resserrent de plus en plus les liens de leur organisme caché; le *Grand Orient* plane sur l'Espagne comme une royauté rivale, d'autant mieux obéie que ses

décrets, rendus dans l'ombre, ne peuvent pas être discutés. Le Roi lui-même, comme le Czar de Russie, finit par trembler devant ce pouvoir occulte qu'on sent, qu'on devine partout sans pouvoir le saisir. Les agents les plus dévoués de la réaction sont toujours exposés à payer de leur vie leur acharnement contre les libéraux, ces vaincus d'aujourd'hui qui seront les vainqueurs de demain !

L'Espagne, toujours facile à l'espoir, avait cru voir un bon génie s'asseoir à côté du trône avec sa jeune Reine, chère à ce peuple prédestiné comme elle à la souffrance. Mais la triste compagne de Ferdinand, abreuvée d'humiliations et de dégoûts, meurt le 26 décembre 1818, en emportant dans sa tombe les espérances et les regrets du pays. L'enfant qu'elle a mis au monde est mort avant elle, et rien ne reste d'elle qu'un souvenir mêlé d'amertume et de douceur. Quant à Ferdinand. entre les dévotions, les supplices et les immondes voluptés de ses nuits, on croirait sa vie assez remplie ; mais il faut une Reine au peuple espagnol pour figurer dans ses fêtes : après avoir demandé une femme à toutes les cours de l'Europe, il finit par épouser en troisièmes noces Marie-Amélie de Saxe, le 20 octobre 1819. Le rôle de cette jeune princesse est plus nul encore que celui de la Reine qui l'a précédée dans le lit du monarque. Si quelqu'un joue le rôle d'une Reine à cette cour dissolue, c'est la princesse doña Francisca, sœur de la Reine défunte, tandis que son mari, l'infant don Carlos, le vrai chef du parti absolutiste, règne dans les conseils de la réaction.

Depuis lors, les faibles velléites libérales de Ferdinand vont diminuant sans cesse : le ministère de la justice est donné au marquis de Mataflorida, l'un des chefs du parti *servile*. Une terreur monarchique s'organise, en

même temps qu'une nouvelle expédition se prépare contre les colonies. Vingt-deux mille hommes se rassemblent à Cadix, et y attendent des vaisseaux pour les transporter. Dans cette armée où les officiers sont presque aussi nombreux que les soldats, tout manque, les munitions, les armes, et surtout la discipline ! Les conscrits, enrôlés malgré eux dans cette croisade lointaine, ne songent qu'à y échapper par la désertion, et il suffit de les voir pour juger de l'avenir réservé à cette expédition.

Quand des soldats répugnent à se battre, ils ne sont pas loin de se révolter. Une conspiration se trame dans leurs rangs, et les mécontents civils s'entendent avec ceux de l'armée. Cadix, le berceau des Cortès, offre un terrain favorable à l'insurrection : officiers et soldats, hommes politiques et francs-maçons se rencontrent et s'unissent sur ce terrain propice. On sonde le général en chef, comte de l'Abisbal, qui ne montre aucune répugnance à entrer dans le complot. Dès lors, on se croit sûr du succès, et l'on renonce aux précautions qui peuvent seules l'assurer. L'affaire s'ébruite enfin, et la nouvelle en arrive jusqu'à Madrid. Mais l'Abisbal, après avoir bien pesé ses chances des deux côtés, trouve qu'il a plus à gagner à mettre son épée au service de la réaction; il change donc la garnison de Cadix, fait jeter en prison Quiroga et les chefs de l'insurrection, dont quelques-uns pourtant, Isturitz, Galiano et Mendizabal parviennent à s'échapper.

Ferdinand récompense le dévouement de l'Abisbal par la grande croix de Charles III; mais il le destitue en même temps, et le remplace par un ancien vice-roi du Mexique, Calleja. Toutefois le parti libéral ne se tient pas pour battu : l'armée, dispersée dans l'Andalousie, y répand avec elle les germes de l'insurrection, qui n'a pas

de temps à perdre pour éclater, car l'embarquement se prépare, et il faut choisir entre un *pronunciamento* ou la guerre coloniale !

Or, ce qui se passe en Andalousie se retrouve d'un bout de la Péninsule à l'autre, dans l'armée comme dans la nation, entraînée à la fois sur deux pentes opposées, le fédéralisme, qui la porte à se séparer, et le royalisme, qui la porte à s'unir. La misère est partout, et fraye le chemin aux révolutions, car un peuple qui n'a plus rien à perdre est toujours prêt à tout risquer. L'Espagne, depuis le début du siècle, a passé par bien des épreuves, mais elle n'a pas encore traversé d'aussi mauvais jours; la guerre même de l'indépendance lui a coûté moins cher que le retour de son Roi.

L'insurrection était mûre cette fois, et c'est du midi que devait partir le signal, impatiemment attendu par le reste du pays. Le complot, avorté à Cadix, s'est étendu sur toute l'Andalousie; mais le héros de ce second acte du drame de la liberté espagnole, c'est Riego, à qui appartient l'honneur d'en avoir le premier arboré le drapeau. Nous avons déjà vu ce nom figurer avec éclat dans la guerre de l'indépendance; mais son rôle ici sera plus beau encore, car après le héros nous verrons bientôt le martyr !

Les faveurs du pouvoir sont toutes pour les réactionnaires, et non pour ceux qui ont versé leur sang au service du Roi et de la patrie. Riego n'est qu'un chef de bataillon, mais il n'hésite pas, le 1er janvier 1820, à proclamer la Constitution de 1812, à San Juan de las Cabezas, petite ville au sud de Séville. La troupe, le peuple se rallient à lui avec transport; on se dirige sur Arcos, où l'on s'empare du vieux Calleja, prisonnier de l'insurrection avant de savoir même qu'elle existe. Les

bataillons, épars dans l'Andalousie, accourent sous le drapeau du jeune officier qui, pour cadeau de nouvel an, veut doter l'Espagne de la liberté !

Cet acte hardi, accompli dans un moment propice, va trouver des imitateurs : le 1[er] janvier a été choisi dans toutes les loges de francs-maçons, comme la date la plus favorable à un soulèvement général. Quiroga, nommé chef de la milice nationale, s'échappe de sa prison, entraîne avec lui les deux bataillons qui le gardent, et s'empare avec eux de Zuazo, dans l'île de Léon. La garnison et le peuple se joignent à lui, et l'on marche sur Cadix, qu'il faut donner pour centre à la révolte, si l'on veut en faire une révolution. Mais, quand Quiroga se présente devant le fort qui commande l'entrée de Cadix, ce fort, vide le matin, se trouve occupé par une garnison, sous les ordres d'un jeune officier, ambitieux et résolu, nommé Cordova, qui a son chemin à faire, et aime mieux le faire au service du Roi qu'au service du pays.

Mais ce n'est là qu'un échec passager, et rien n'est perdu encore ; car, si la forteresse est au Roi, la ville entière est à l'insurrection ! En attendant que Cadix se prononce, Quiroga s'établit dans l'île de Léon, cet avant-poste de la liberté, et essaye d'organiser sa petite armée, qui grossit tous les jours. Des proclamations incendiaires appellent aux armes le midi tout entier. Riego, avec les troupes qui l'ont suivi, vient se rallier à ce centre d'action, et accepte, en vrai patriote, la suprématie de Quiroga. La plupart des officiers prisonniers parviennent à s'échapper, grâce à la connivence des autorités. Une tentative nouvelle pour s'emparer de Cadix échoue le 24 janvier, et les rebelles, après s'être rendus maîtres de l'arsenal de Caracas, sont bloqués à leur tour par le général Freire dans l'île de Léon, où ils commencent à

manquer de vivres. Le pays, attiré vers eux par ses secrètes sympathies, mais peu confiant dans le succès de leur cause, n'ose pas encore s'y rallier, et attend; quand Cadix a hésité, qui oserait faire un pas en avant?

Dans l'intervalle, Riego, avec mille cinq cents hommes seulement, promène dans toute l'Andalousie le drapeau de l'insurrection, en invitant le peuple et les soldats à se joindre à lui. Mais personne ne répond à son appel : Algesiraz refuse de lui ouvrir les portes; à Malaga il est repoussé, après une lutte sanglante, par le général O'Donnell; à Cordoue ses troupes sont accueillies, logées, nourries par les habitants, mais aucun d'eux n'ose se joindre à lui; instruits par une triste expérience, ils redoutent même le succès d'une cause qui a contre elle la seule force restée debout en Espagne, le clergé! Trahi par la fortune, mais non découragé, Riego se rend en Estrémadure; là, sa troupe, décimée par la fatigue et par la désertion, se trouve réduite à quarante-cinq hommes; il les engage lui-même à se disperser, et leur donne rendez-vous sous les murs de Cadix, quand l'heure de la délivrance aura enfin sonné.

Quiroga, toujours bloqué dans l'île de Léon, attend avec confiance les résultats de l'héroïque promenade de Riego; tous deux ont foi en leur cause, et, quand on a la foi, il ne s'agit que d'attendre! Mais tant de patience, tant de courage devaient enfin être récompensés. Le midi est resté sourd à l'appel de Riego, c'est du nord maintenant que va venir le signal. La Corogne, un des premiers foyers de la liberté en 1808, se prononce encore une fois, le 21 février : le peuple et l'armée réunis proclament la Constitution, une junte est établie, et la Galice entière a bientôt suivi l'exemple de la Corogne. Oviedo, qui avait naguère donné le signal, le reçoit aujourd'hui,

et s'empresse d'y répondre. Son exemple entraîne d'abord les Asturies, puis Saragosse avec l'Aragon tout entier. L'insurrection court comme une traînée de poudre dans tout le nord de la Péninsule, berceau des vieilles libertés du pays; chaque jour Ferdinand et sa cour, consternés, apprennent le soulèvement d'une province nouvelle; l'Espagne, qui en 1808 avait pris les armes pour son Roi, va maintenant les prendre contre lui!

Un dernier coup l'attendait encore : l'Abisbal, chargé de contenir la rébellion dans le midi, passe du côté du plus fort, et proclame avec ses troupes la Constitution. Dès lors il ne reste plus au triste monarque qu'à s'avouer vaincu, et à recevoir la loi au lieu de la dicter : le 9 mars 1820, Ferdinand convoque les Cortès, et proclame, au milieu des transports de joie du peuple de Madrid, son intention de prêter enfin serment à la Constitution de 1812. Une junte est nommée pour surveiller les actes du gouvernement, jusqu'à la réunion des Cortès. Un décret royal abolit l'inquisition qui, cette fois, ne se relèvera plus de sa chute. On ouvre ses cachots à toutes les victimes de la réaction, à tous les suspects d'hérésie et de libéralisme, et le peuple, ravi, se charge de les mettre lui-même en liberté; la peur séculaire qu'inspirait le pieux tribunal disparaît enfin devant l'horreur qu'il inspire.

Dès lors toutes les digues sont brisées, le flot triomphant renverse tout devant lui. Barcelone, Valence ont aussi leur *pronunciamento,* mais à Cadix la réaction tente un dernier effort : elle trouve un appui dans l'armée, qui sent son empire lui échapper, et le sang des citoyens coule à flots dans cette ville généreuse. Mais ce n'est là qu'une exception, qu'une note fausse dans le concert ; à Pampelune, Mina est proclamé capitaine gé-

néral, et bientôt l'Espagne entière est entraînée dans le mouvement. Unanime cette fois, cette loyale population, à qui il en coûte de haïr ou de mépriser son Roi, se sent heureuse de le confondre dans un même amour avec la liberté. Elle n'a plus qu'une pensée : voir se réunir ces Cortès qui l'ont pour la première fois dotée d'une charte, non pas octroyée, comme celle de la France, mais dictée au monarque, et acceptée par lui[1]. Enfin, par une dernière humiliation, la plus amère de toutes, Ferdinand est forcé de confier ses portefeuilles aux mêmes hommes qu'il vient, bien malgré lui, de tirer des galères, et qu'il ose appeler ses *galériens* ; ce sont les deux Arguellès, Herreros et Perez de Castro.

Quatre mois s'écoulent entre la révolution du 9 mars et la réunion des Cortès, et l'Espagne, dans son monarchisme exalté, croit encore à la bonne foi de Ferdinand qui ne perd pas une occasion de proclamer son dévoûment aux institutions nouvelles. Don Carlos lui-même, le chef de la réaction, a prêté serment à la Constitution, en protestant de sa franchise. Tout revêt la livrée du libéralisme, jusqu'à ses plus mortels ennemis; et, si c'est un péché que le mensonge, le confessionnal est là pour l'absoudre ! La liberté est rendue à la presse, la garde nationale, rétablie, vient faire contre-poids à l'armée, plus dévouée au Roi qu'au pays. Un Conseil d'État remplace les anciens Conseils, instruments favoris du despotisme. Enfin les arrêts de proscription contre les *josefinos* sont levés; l'Espagne affranchie se sent assez forte pour pardonner.

1. Dans les villages, les principaux habitants se disputaient l'honneur de s'atteler au char où, comme dans les processions de la Semaine sainte, se dressaient deux mannequins : l'un figurait une matrone revêtue de tous les attributs de la justice, c'était la Constitution de 1812; l'autre représentait Ferdinand lui donnant la main.

Les élections n'amènent à la Chambre que des libéraux prononcés. Or, exclure les réactionnaires de la vie publique, c'était les condamner à conspirer : une collision éclate à Madrid entre les gardes du corps, vieux champions de l'absolutisme, et la milice nationale; mais l'attitude du peuple en impose aux factieux. Partout la chaire retentit de déclamations contre un ordre de choses qui n'est pourtant que la résurrection d'un glorieux passé. Mais le grand courant populaire triomphe de tous ces obstacles, et, le 9 juillet, les Cortès se réunissent à Madrid, au milieu des transports de joie d'un peuple étonné et charmé de n'avoir plus à séparer la cause de son Roi chéri de celle de ses libertés! Ferdinand, comédien par nature, y joue de son mieux le rôle de monarque constitutionnel. Quoique les *serviles* soient bannis de l'assemblée, on n'y compte pas moins deux partis bien tranchés : les auteurs de la Constitution de 1812 et ceux de la révolution de 1820, et l'Espagne est surtout du côté des premiers. Tous deux veulent la liberté, mais les uns la veulent avec un frein, les autres sans frein, et la Chambre ne tarde pas à se diviser en modérés et en exaltés, partage qui se retrouve dans toutes les assemblées délibérantes.

L'espace et le temps nous manquent pour suivre les Cortès sur un terrain hérissé d'obtacles. Ce n'est pas seulement contre la *camarilla,* le clergé et tout le parti rétrograde que le gouvernement nouveau a à lutter, c'est, dans sa majorité même, contre ses partisans les plus exaltés. Ainsi Riego, élevé en quelques mois du rang de chef de bataillon au commandement de l'armée d'Andalousie, reçoit l'ordre de la dissoudre, et refuse d'obéir. Enivré, grisé par l'accueil enthousiaste du peuple de Madrid, qui a donné à l'hymne national le nom

d'*hymne de Riego,* il prétend dicter la loi à l'assemblée en lui imposant de nouveaux ministres, et, pour le forcer à l'obéissance, il faut le destituer. Le peuple se soulève en voyant briser son idole ; mais l'ordre se rétablit à la fin, et le parti modéré triomphe dans l'assemblée, sinon dans le pays. Ferdinand assiste avec une joie mal dissimulée à ces dissensions qui servent sa cause; mais qui ne pardonnerait à l'Espagne de trébucher à ses premiers pas dans une voie où, depuis trois siècles, elle a cessé de marcher?

Forcé de signer tous les jours des lois qu'il déteste, et las de sa comédie de Roi constitutionnel, Ferdinand part le 15 octobre pour s'enfermer à l'Escurial, et laisse le drame se dérouler sans lui. Battu sur le terrain législatif, il veut essayer ses chances sur celui de l'armée : il destitue, de sa propre autorité, le capitaine général de Madrid, libéral prononcé ; mais le décret n'est contresigné par aucun membre du cabinet, et les ministres protestent ; le général reçoit d'eux l'ordre de ne pas obéir. Ferdinand est forcé d'annuler son décret, de revenir à Madrid pour y reprendre le joug qu'il a voulu briser, et l'accueil plus que froid d'un peuple qui l'idolâtra si longtemps est le premier châtiment de sa duplicité.

Malgré sa soumission forcée, la guerre entre le Roi et les Cortès est maintenant déclarée; les sociétés patriotiques, fermées par une loi, se rouvrent de toutes parts; les francs-maçons sortent de leur ombre, et s'organisent au grand jour. Toutes les capitaineries générales changent de titulaires, et celle de l'Aragon est confiée à Riego. Mais la réaction, de son côté, ne reste pas oisive; le clergé s'agite, le nonce du Pape proteste contre toute réforme qui empiète sur les droits de l'Église. Les évêques prêchent hautement la désobéissance à des lois im-

pies, et il faut destituer ceux qu'on ne peut pas forcer à se soumettre. La guerre civile s'organise à Bayonne avec l'appui de la France, en attendant l'heure de franchir les Pyrénées. La deuxième année de règne des Cortès vient de s'ouvrir ; une tentative de réaction, essayée par les gardes du corps, entraîne la dissolution de ce corps, le plus ferme soutien du trône et de l'autel, et Ferdinand signe en pleurant, le décret qui le supprime. Poussé à bout par toutes ces concessions qu'on lui arrache, il veut essayer de ressaisir le pouvoir qui lui échappe : ses ministres ont rédigé pour lui le discours qu'il doit prononcer à l'ouverture de la seconde session des Cortès ; il y ajoute, sans les en prévenir, un paragraphe où il se plaint amèrement des insultes dirigées contre sa personne royale, et somme l'assemblée de lui garantir l'inviolabilité qui est de droit pour un monarque constitutionnel.

Une fois entré dans cette voie, on ne s'arrête pas : au moment où les ministres s'apprêtaient à donner leur démission, paraît un décret royal qui les destitue. L'assemblée, par une sorte de purisme constitutionnel, s'abstient de protester, et refuse de désigner au monarque ceux qu'elle désire voir nommer à leur place. Le pays, consterné, s'aperçoit que la *camarilla* n'est pas morte, comme on l'avait cru, et que ses ennemis, pour combattre dans l'ombre, n'en sont pas moins à redouter. Ainsi, au moment même où la Constitution de 1812 semble appelée à faire le tour de l'Europe, où elle vient d'être adoptée successivement par Naples, par le Portugal et par le Piémont, la Sainte-Alliance regagne en Espagne le terrain qu'elle a perdu ailleurs ; l'Europe, comme la Péninsule, se partage en deux camps opposés, les Rois d'un côté, les peuples de l'autre.

Sur l'avis du Conseil d'État, auquel l'assemblée l'a renvoyé, Ferdinand appelle au pouvoir un ministère plus modéré qu'on ne devait l'attendre, et des luttes pénibles sont ainsi évitées ; toutefois la majorité n'en est pas moins atteinte dans son droit le plus vital, celui d'être représentée au pouvoir, comme elle-même représente le pays ; un mur infranchissable de défiance la sépare désormais du Roi, qui vient de rompre avec elle. Mais la Sainte-Alliance, battue en Espagne, triomphe sur d'autres points : les Autrichiens entrent à Naples, et l'ancien régime est rétabli en Piémont. Encouragé par ces succès, le parti rétrograde espagnol commence à relever la tête ; les libéraux ont les villes, il a les campagnes, et le clergé se charge de recruter pour lui. Des bandes *apostoliques* menacent déjà Oviedo, Burgos et Tolède ; mais elles sont battues par l'Empecinado, un des héros de la guerre de l'indépendance

Pendant ce temps, les Cortès se livrent paisiblement à leurs travaux, et renouvellent la législation du pays. Mais elles ont leurs vieilles injures à venger sur le clergé : la dîme, impôt en nature qui pèse surtout sur les campagnes, et monte à plus de cent millions de francs, est réduite de moitié ; elle sera désormais perçue par l'État, et servira à l'entretien du culte et à la dotation du clergé. Tous les biens meubles et immeubles, cens, rentes et droits de l'Église feront retour à l'État, qui en aura seul la propriété, et fixera la part des revenus qui devra être assignée au clergé, séculier ou régulier.

Après avoir fait ainsi main basse sur les privilèges de l'Église, les Cortès s'attaquent à ceux de la noblesse, et notamment aux majorats, base sur laquelle repose tout l'édifice nobiliaire. Les Cortès de 1810 n'avaient pas osé toucher à cette arche sainte, trouvant sans doute

que c'était assez d'avoir le clergé contre soi ; mais les Cortès de 1820 se montrent plus hardies : elles obligent tous les nobles qui ont un majorat dans leur famille à justifier de leur titre. Atteints dans leur privilège le plus essentiel, ceux-ci pèsent sur le monarque, qu'ils sentent solidaire de leur cause, et obtiennent de lui qu'il refuse sa sanction à cette loi ; mais un trait caractéristique, et qui prouve que le joug seigneurial n'a jamais été aussi lourd en Espagne que dans d'autres pays, c'est que les paysans se sentent blessés de l'injure faite à leurs anciens maîtres, et prennent le parti des nobles contre l'assemblée. Le reste de la session est rempli par des lois de finances, et par un magnifique programme d'enseignement public, auquel il ne manque que l'argent et les maîtres nécessaires pour l'exécuter. La première session des Cortès arrive ainsi à sa fin, le 30 juin 1821 ; mais le Roi s'est engagé à convoquer, avant la fin de l'année, une session extraordinaire.

En résumé, s'il n'y a que deux partis dans la Chambre, il y en a trois dans le pays, les *serviles*, les exaltés et les modérés, et ces trois partis se retrouvent dans tous les pays libres, car ils sont les trois dates de la pensée humaine, le passé, le présent et l'avenir ! Mais toutes ces luttes sourdes ne sont qu'un prélude à la guerre civile, qui seule peut trancher la question, en attendant la guerre étrangère ! La misère, qui va croissant chaque jour, suffirait pour mettre les armes à la main à ces ardentes populations qui, condamnées à mourir de faim, aiment encore mieux mourir sur un champ de bataille. Pour mettre le comble à tous ces maux, un navire de la Havane apporte la fièvre jaune à Barcelone. Tout travail est suspendu, les ateliers se ferment, l'entrée même des églises est interdite aux fidèles ; les médecins

et les notaires, par peur de la contagion, désertent le lit des mourants. Chacun s'enferme dans sa maison, et l'on jette les cadavres par les fenêtres !

Le fléau se répand dans toute la province, et la souffrance prépare les âmes aux excitations de la guerre civile. Un certain Bessière, que nous verrons plus tard dans les rangs de la réaction, essaye de soulever le pays au nom de la République ; mais ce nom n'a jamais été populaire dans la monarchique Espagne, et la Catalogne ne répond pas à son appel ; pris et condamné à mort, il parvient à s'échapper. Pendant ce temps, la fièvre jaune continue ses ravages, et les prêtres parviennent à persuader à ce peuple crédule que le Ciel le punit d'avoir trahi la cause de son Roi. Deux bandes *apostoliques* s'organisent dans la montagne, toujours plus royaliste que la plaine. En même temps, un cordon sanitaire s'établit en France, le long des Pyrénées orientales, sous prétexte de garder la frontière contre la double contagion de la fièvre jaune et des idées libérales. Le fléau disparaît peu à peu aux approches de l'hiver, mais le cordon subsiste toujours sous le nom de « corps d'observation », titre menaçant qui trahit un poste avancé de la Sainte-Alliance ! Les deux partis rivaux pressentent une intervention, que les uns appellent, et que les autres redoutent.

En face du gouvernement légal, il s'en organise un occulte, d'abord à Aranjuez, où le Roi, toujours enfermé, fuit le contact des Cortès et celui de ses ministres, puis dans tous les centres de la réaction, en province et même à l'étranger. A Bayonne se forme déjà le noyau d'une armée d'émigrés prêts à rentrer dans leur patrie, les armes à la main, pour la doter du despotisme ; à Toulouse, Mataflorida, ministre *in partibus* des affaires étrangères, négocie avec la Restauration française une

intervention, salut *in extremis* que le Ciel doit envoyer à la Restauration espagnole! Entre un Roi à qui personne ne peut se fier, et une majorité exaltée et hostile, le ministère, réduit à l'inaction, s'efface de plus en plus; le parti modéré, qui n'est que de nom à la tête des affaires, se sent annulé comme lui entre les deux partis extrêmes. Eux seuls, en effet, se partagent le pays, et chacun d'eux tirant à soi un lambeau du pouvoir, il n'en reste plus pour ce parti *moyenneur* qui n'a ni devise, ni drapeau, et qui répugne à tous les instincts du pays.

Mais, pour combattre ce gouvernement occulte, les libéraux ont aussi leurs alliances : Riego, toujours imprudent, conspire tout haut avec les ennemis de la Restauration en France, comme les *serviles* conspirent avec ses amis; le ministère, malgré sa faiblesse, est forcé de le destituer. Madrid se soulève aussitôt en apprenant cette nouvelle; on promène dans les rues le portrait de Riego, et il faut avoir recours à la force pour réprimer l'émeute, toute prête à se changer en révolution.

Le 24 septembre, les Cortès rouvrent leur session, et l'audace du monarque comme celle du parti rétrograde décroît à l'instant, le jour où se rassemblent les représentants de la nation. A côté de leurs travaux législatifs, ceux-ci ont à s'occuper de l'état moral du pays : l'esprit de révolte est partout, dans un sens ou dans l'autre; mais, depuis l'incident de Riego, c'est le parti exalté qui domine à Saragosse, à Grenade, à Valence. Les capitaines généraux, choisis pour la plupart dans ses rangs, se sentent tous menacés par la disgrâce de Riego. Celui de Cadix est destitué, mais la fière cité refuse de recevoir son remplaçant; elle adresse au Roi une protestation énergique contre le ministère,

qui a su se mettre à dos les deux partis, sans comprendre que ses alliés naturels sont dans le parti libéral, qu'il faut contenir en s'appuyant sur lui. Enfin, à Séville et à la Corogne, les deux capitaines généraux, également destitués, refusent de céder la place à leurs successeurs.

La situation devenait grave : quand les autorités supérieures refusent obéissance au pouvoir central, comment se feraient-elles obéir de leurs subordonnées? L'assemblée, consultée par les ministres, enveloppe dans le même blâme la mesure prise par le cabinet et la résistance des capitaines généraux. Le Conseil d'État, consulté par le Roi, est d'avis qu'il faut céder au vœu de la Chambre, et, le 8 janvier 1822, Ferdinand renvoie son ministère pour en prendre un dans les rangs du parti exalté. Le calme se rétablit aussitôt; les généraux rebelles se soumettent et se laissent remplacer; mais on se demande où est le pouvoir, quand on le voit ainsi voyager d'un parti à l'autre sans jamais se fixer nulle part!

Le nouveau cabinet n'était pas destiné à vivre plus longtemps que l'autre. Ce qui distingue la fausse démocratie de la vraie, c'est qu'elle ne sait pas faire œuvre qui dure : ainsi, l'assemblée n'avait pas deux ans d'existence, et déjà l'heure était venue d'en élire une nouvelle. Dans un débat sur la liberté de la presse, Martinez de la Rosa et Toreno signalent avec une chaleur éloquente les excès de la presse démagogique, et leur vie est menacée jusque dans leur maison. La Chambre cependant continue ses travaux, et vote une foule de réformes et de lois utiles, auxquelles il ne manque plus que d'être exécutées. Les Cortès, ayant enfin terminé leur tâche, avec un dévouement qu'il faut reconnaître, en appellent

au verdict du pays, et les élections donnent une victoire encore plus décisive au parti exalté. La présidence est confiée à Riego, l'un des plus jeunes membres de l'assemblée. A un pareil choix, le Roi répond par un ministère modéré, dont Martinez de la Rosa est le président. Toreno, dont la place y était marquée, croit mieux servir son pays en allant comme ambassadeur à Paris, sonder les intentions suspectes des ministres de la Restauration. Le parti modéré, s'il n'a pas pour lui le nombre, a le talent : outre ses deux chefs, on y compte beaucoup d'hommes éminents comme les deux Arguellès, Galiano, Isturitz ; mais ce qui manque à ce parti, digne d'ailleurs de toute estime, c'est d'avoir le pays derrière lui, car l'Espagne de tout temps a toujours été dans les extrêmes, et jamais au milieu.

Aussi la brèche va-t-elle s'élargissant chaque jour entre le ministère et la majorité. La guerre doit éclater tôt ou tard, et c'est le cabinet qui la déclare le premier en retirant la loi sur les majorats, que le Roi a refusé de sanctionner, et en présentant un projet nouveau sur la matière. Ne pouvant rien ni sur Ferdinand, ni sur ses ministres, l'assemblée essaye d'agir sur le pays, et d'y répandre les passions révolutionnaires dont elle est animée. De son côté, le parti rétrograde, qui n'est pas représenté à la Chambre, s'en dédommage en agitant le petit nombre de provinces où les *serviles* sont en majorité. La Catalogne, travaillée par le clergé, se prépare à la guerre civile sous le baron d'Eroles : là, les villes du littoral sont au commerce et à l'industrie, mais les montagnes sont aux insurgés et aux moines, et ce chef légendaire, qu'on appelle le Trappiste, commence à sortir de son obscurité. En Navarre, la milice nationale, dévouée par exception au parti *servile*, menace Pampelune. Partout,

en Aragon, à Valence, dans les provinces basques, les factions commencent à lever la tête; dans le pays de Murcie, on renverse les pierres de la Constitution. Aux portes même à Madrid, dans la Manche, en Castille, on voit des bandes se former, et le centre de tous ces complots c'est Aranjuez, où Ferdinand réunit autour de lui les chefs du parti pour leur donner le mot d'ordre, et les aider de son or et de ses intrigues.

La guerre civile est mûre, et, d'un côté comme de l'autre, on est prêt pour la lutte. Elle éclate enfin, le même jour, sur deux points différents : le 31 mai, à Aranjuez, le peuple proclame le Roi absolu; mais la ferme attitude de la milice nationale parvient à étouffer l'émeute dans son germe. A Valence, la moitié d'un régiment d'artillerie s'empare de la citadelle, délivre Élio qui y est détenu, et lui propose d'aller rendre la liberté au Roi prisonnier. Mais le cœur manque à Élio, et la citadelle est reprise par la milice, dévouée en général à la cause de la Révolution. Mais en Catalogne la lutte est plus sérieuse : la guerre civile a pris racine dans ces âpres montagnes, au milieu de cette race énergique, et n'en disparaîtra pas de longtemps. Les insurgés s'emparent de la Seu d'Urgel : le Trappiste, un crucifix d'une main, un fouet de l'autre, monte à l'assaut au milieu des balles qui pleuvent sur lui sans l'atteindre, et prêche d'exemple à ses soldats, qui le croient invulnérable et crient au miracle. La citadelle est prise, et la réaction a maintenant une capitale.

Ce succès encourage partout la contre-révolution. A Madrid, la garde royale, que les Cortès veulent réformer, attend la fin de la session, qui a lieu le 30 juin; ce jour-là même, elle s'empare d'une des places de la ville, et y lève le drapeau de la révolte. Le peuple et surtout

la milice se soulèvent à leur tour; un *bataillon sacré* se forme pour la défense de la Constitution. Pendant huit jours, la capitale reste partagée entre les deux partis qui campent dans ses murs; mais, soit dit à l'honneur de cette ardente population, aucune violence ne vient souiller la cause de la liberté. Enfin, le 7 juillet, la garde royale, qui a contre elle le courant populaire, succombe dans cette lutte inégale. Le sang coule à flots dans les rues, et Ferdinand, pour se laver du soupçon de complicité avec les vaincus, encourage les vainqueurs du haut de son balcon.

L'Europe, restée neutre jusqu'ici dans ce conflit, juge le moment venu d'intervenir. Ses représentants déclarent au ministère espagnol que, si la vie du Roi court le moindre danger, si sa dignité reçoit le moindre outrage, toutes les forces de la Sainte-Alliance sont prêtes à le secourir. Mais la Sainte-Alliance est loin, et la Révolution trône à Madrid; il faut s'incliner devant elle. Ferdinand rampe devant ses vainqueurs, en attendant qu'il se relève pour les écraser. Il va même au-devant de leurs exigences, et s'empresse de congédier son ministère modéré pour en prendre un exalté. Il fait venir auprès de lui Riego, et se donne à lui pour un converti à la cause libérale, décidé à marcher franchemeut dans cette voie. Riego, charmé, court à la municipalité raconter la conversion du monarque, et le peuple, aussi crédule que lui, se réjouit de pouvoir enfin confondre dans un même amour son Roi et ses libertés.

Décidément la réaction est impuissante à triompher par ses propres forces; il faut que l'Europe vienne à son secours. A la nouvelle des événements de Madrid, les réactionnaires français proclament la nécessité, le devoir pour la France d'aller délivrer ce monarque captif,

opprimé par des sujets factieux. Le 7 juillet à Madrid, grossi par la distance, prend les proportions d'un 10 août à Paris, et l'on voit déjà la royale victime montant sur l'échafaud. Dans cette grande conspiration des peuples contre les Rois, tous les membres de la Sainte-Alliance se sentent solidaires de Ferdinand; mais c'est à la France seule qu'il appartient de le défendre. Et cependant Madrid n'a jamais été plus tranquille : un festin populaire réunit dans le Prado cinq ou six mille convives, et un service funèbre est célébré en l'honneur des citoyens morts pour la défense des lois. Quant à Ferdinand, toujours chéri de ce peuple abusé, qui ne demande qu'à oublier toutes ses trahisons, tout ce qu'on exige de lui, c'est de ne pas quitter sa fidèle capitale pour aller s'enfermer à Aranjuez.

Une ère nouvelle semble s'ouvrir : les provinces, peu habituées pourtant à recevoir leur mot d'ordre de la capitale, marchent à sa suite dans les voies de la liberté. Quant aux *apostoliques*, ils ne veulent voir qu'une chose, c'est que le Roi a rompu avec le parti modéré, et ils en concluent qu'il est tout prêt à se jeter dans leurs bras.

Si la Révolution triomphe à Madrid, la contre-révolution prend sa revanche en Catalogne. La citadelle de Mequinenza est prise par les habitants de la ville, et la garnison massacrée; une colonne de troupes, envoyée contre les rebelles, est taillée en pièces. Le 15 mars, Eroles, Mataflorida et l'archevêque de Tarragone ont formé à Urgel une Régence, chargée de gouverner l'Espagne pendant la captivité de son Roi. Les factieux de la Catalogne se sentent fiers de s'appuyer sur ce gouvernement improvisé qui s'établit chez eux, et les factieux des autres provinces sont forcés de se relier à ce

centre d'action. La guerre civile, qui n'avait jusqu'ici que des membres épars, aura maintenant un corps et une tête, et l'intervention étrangère, quand l'heure en sera venue, y trouvera un point d'appui.

Il fallait un contrepoids libéral à la Régence d'Urgel, et Mina est nommé capitaine général de la Catalogne. Le choix était heureux : pour combattre la faction vaincue à Madrid, mais victorieuse en Catalogne, il fallait un soldat, habitué à cette guerre de montagnes, et paré du prestige de ses succès dans la guerre de l'indépendance. En même temps, les Cortès, appuyées cette fois sur un ministère de leur choix, s'assemblent en session extraordinaire afin de pourvoir aux dépenses de la guerre et de régler l'état financier du pays. Deux emprunts antérieurs, l'un de 160 millions de réaux (40 millions de francs) et l'autre de 104 millions de réaux (26 millions de francs), étaient loin de suffire aux charges de l'État; la dette publique s'accroissait chaque jour, sans qu'on songeât à payer ni le capital ni les intérêts. L'assemblée fixe à 664 millions de réaux (166 millions de francs) le budget des dépenses de 1822, et, même en consacrant la moitié de cette somme à l'armée, le trésor se trouve encore hors d'état de faire face aux dépenses de la guerre.

Mais en Espagne, depuis 1808, on est habitué à faire la guerre sans argent; d'ailleurs, les mesures de salut public ne se discutent pas, et à tout prix il importe de rejeter hors du territoire cette Régence, protestation vivante contre l'ordre de choses existant. Mais pour frapper les esprits, dans une province connue par l'opiniâtreté de ses habitants, il fallait un coup de vigueur qui retentît dans toute la Péninsule, et frappât partout les rebelles de terreur. Mina, après sept jours de siège, s'empare de

Castelfollit, abandonné par ses habitants; il fait raser toutes les maisons, et graver sur le seul mur resté debout au milieu des ruines : « Ci-gît Castelfollit. Et vous, cités, apprenez de cet exemple à ne pas abriter les ennemis de votre patrie! »

Nous ne suivrons point pas à pas l'intrépide partisan dans cette guerre sans pitié, comme toutes les guerres civiles. En un mois la montagne est purgée de factieux, et les Régents, craignant de tomber aux mains du vainqueur, vont chercher un refuge au delà des Pyrénées. Les insurgés, partout battus, s'enferment dans Urgel; mais Mina a compris l'importance de cette ville, dont le nom seul est un mot de ralliement; il faut s'en emparer à tout prix, et écraser la révolte dans son nid! Pendant un mois entier, il poursuit ce siège désespéré, et, le 6 février 1823, il est enfin maître de la place; la Catalogne est pacifiée, si l'on peut appeler paix le silence de la terreur!

Mais l'incendie, étouffé sur un point, renaît bientôt sur un autre : en Aragon, Bessières, à la tête de quatre mille factieux, après un coup de main avorté sur Saragosse, hasarde une pointe vers le sud, et s'avance jusqu'à dix lieues de Madrid. La capitale désarmée n'a à lui opposer que sa milice, plus faite à l'émeute qu'à la guerre. Le général O'Daly, Irlandais (les Irlandais ont toujours eu droit de cité en Espagne), marche à la rencontre de Bessières, et se fait battre à Brihuega (24 janvier). L'Empecinado attaque Bessières après lui, et se fait battre à son tour. Enfin l'Abisbal, à la tête de la garde nationale de Madrid, force Bessières à disperser ses bandes, qui vont, il est vrai, se reformer ailleurs. En Castille, le curé Merino répand partout la terreur; enfin O'Donnell, en Navarre, après avoir tenu tête

quelque temps aux troupes qui le poursuivent, est forcé de repasser la frontière.

Ainsi la guerre civile est partout, et avec elle la misère, la faim et la ruine. Voilà où en est l'Espagne sous le sceptre de son Roi bien-aimé ! Mais ce n'est pas tout : l'invasion étrangère est dejà à la porte, et c'est encore à Ferdinand que l'Espagne la devra ! Voyons maintenant ce qui se passe sur ce continent, où le peuple espagnol ne compte pas un allié.

Le congrès de Vérone, en septembre 1822, encouragé par les succès de l'Autriche en Italie contre les révolutions mortes-nées de Naples et du Piémont, songe maintenant à en finir avec l'Espagne. Mais celle-ci est en dehors de l'Europe, et n'y touche que par la France. C'est donc la France seule qu'il faut choisir pour exécutrice des hautes œuvres de la Sainte-Alliance. C'est à Paris que va se décider le sort de la Péninsule, et c'est là que les Cortès doivent diriger leurs efforts pour détourner le coup qui les menace. Louis XVIII et son premier ministre, M. de Villèle, désirent-ils l'intervention ? Il est permis d'en douter, car tous deux, plus habiles qu'emportés dans leur politique, aiment à ne rien livrer au hasard, et tout est hasard et surprise dans la politique de l'Espagne. M. de Villèle, il faut le dire à son honneur, n'avait pas pour la Constitution espagnole la haine aveugle des réactionnaires français ; au lieu de la supprimer, il aurait voulu la modifier, en faire quelque chose qui ressemblât à la Charte octroyée des Français. Mais ce courant de sagesse et de modération ne devait pas dominer longtemps dans les conseils des Tuileries ; les réactionnaires de Paris s'entendaient avec les *apostoliques* de Madrid pour appeler de tous leurs vœux une intervention, et la Sainte-Alliance pesait de tout son

poids sur Louis XVIII pour l'y décider. Seule, dans ce concert de l'Europe l'Angleterre faisait défaut : elle se souvenait de 1808, et il lui répugnait de voir la France rentrer dans cette Péninsule d'où on avait eu tant de peine à la faire sortir. Après avoir dépensé tant d'or et tant de sang pour rasseoir Ferdinand sur son trône, elle n'avait nulle envie de voir l'absolutisme s'y asseoir avec lui.

Les Cortès avaient donc à la fois à tenir tête à la révolte au dedans et à l'intervention qui menaçait au dehors, double tâche bien pesante pour une assemblée, forcée, comme la Convention, de concentrer sur elle toutes les responsabilités en même temps que tous les pouvoirs. Encore, si le pays avait appuyé franchement ses représentants; mais, après tant d'agitations, l'Espagne ne demandait que le repos, et, préoccupée des dangers du dedans, elle ne voulait pas croire à ceux du dehors.

Mais, pendant les stériles débats de l'assemblée, les événements marchent à grands pas : M. de Villèle, que personne ne soutient dans sa résistance, finit par céder aux ardeurs imprudentes de la réaction, représentée dans le cabinet par Chateaubriand. Celui-ci n'a qu'une idée, c'est de ressusciter le vieux prestige du drapeau blanc, en rejetant dans l'ombre le drapeau tricolore. La Sainte-Alliance a rendu son arrêt, la France aura l'honneur de l'exécuter ! La guerre est décidée : toutes les puissances rappellent leurs ambassadeurs de Madrid, et le 28 janvier 1823, à l'ouverture des Chambres, Louis XVIII annonce à la France interdite que « cent mille Français sont prêts à entrer en Espagne avec le Duc d'Angoulême, pour conserver le trône à un petit-fils de Henri IV ».

Au lieu de se réunir contre l'ennemi commun, les Cortès se divisent, et l'esprit de parti fait taire le patriotisme. Cependant, il faut organiser la résistance, et répartir l'armée sur les divers points menacés par l'invasion. Mina est chargé de défendre la Catalogne, Morillo la Galice, Ballesteros l'Aragon, la Navarre et la Biscaie; l'Abisbal a la garde de Madrid. Ferdinand, irrité de voir le pouvoir passé tout entier aux mains des Cortès, surexcité d'ailleurs par l'approche de ses libérateurs, refuse d'assister à la séance de clôture, et accepte la démission que lui offrent ses ministres. Mais Madrid se soulève aussitôt, le peuple demande hautement l'établissement d'une Régence, et des cris de « Mort au tyran! » attestent le changement qui s'est opéré dans les esprits. Ferdinand cède, comme toujours, devant la nécessité, et tout rentre dans l'ordre; mais l'Espagne a pu s'assurer qu'il y a divorce, pour incompatibilité d'humeur, entre son Roi et la Constitution qu'il a jurée.

La translation de la Chambre et du gouvernement à Séville est votée par les Cortès, et Ferdinand, après avoir essayé en vain la résistance, ouverte ou cachée, est forcé de plier, et s'achemine à petites journées vers sa nouvelle capitale. Partout sur son passage il est accueilli par un silence glacial, au lieu des cris de joie qui le saluaient autrefois. Au début d'avril, le gouvernement est installé à Séville, et un ministère ultra-libéral remplace l'ancien, qui a maintenu sa démission.

En attendant, l'armée française a passé la Bidassoa, sous le descendant de saint Louis, qui la mène à la victoire. Entouré d'un cortège d'émigrés espagnols, que la réaction a envoyé saluer son arrivée sur le seuil de la Péninsule, le champion de la légitimité se sent d'avance

sûr de vaincre. La race vieillie des Bourbons va se retremper dans un nouveau baptême. Napoléon est mort à temps pour ne pas voir sa gloire éclipsée par celle du duc d'Angoulême. Le drapeau tricolore, déployé sur les bords de la Bidassoa par quelques libéraux français, est salué à coups de fusil. L'armée, vouée au culte de l'obéissance passive, ne connaît que sa consigne : elle est prête à verser son sang pour rasseoir Ferdinand sur le trône, d'aussi bon cœur qu'elle l'a versé jadis pour y asseoir Joseph.

La France compte sous les armes cent cinquante mille hommes, divisés en quatre corps, sans parler de quarante mille que la réaction met à son service sur toute la frontière. Le Duc, à la tête de trois de ces corps, se dirige vers Madrid, tandis que Moncey, avec le quatrième, marche vers la Catalogne à la rencontre de Mina. Une junte de gouvernement, qui s'est installée à Bayonne pour continuer la Régence d'Urgel, est reconnue par la France. Ainsi l'Espagne, même avant l'invasion, compte déjà trois gouvernements : le Roi, les Cortès et la junte de Bayonne.

L'armée française, se souvenant de 1808, s'attendait à une résistance désespérée : elle s'étonne, en rentrant en Biscaye, de ne pas rencontrer d'ennemis. Ballesteros n'était pas prêt, et n'avait pas cru l'invasion si prochaine. Étonné et charmé de cet heureux début, le Duc laisse derrière lui deux de ses corps d'armée. L'un est chargé du siège de Pampelune, l'autre de celui de Saint-Sébastien; mais ces deux villes accueillent leurs libérateurs à coups de canon. L'armée poursuit sans obstacle sa route jusqu'à Vitoria, car Ballesteros s'est replié sur Saragosse, l'Abisbal et Morillo sur Madrid. Partout les populations, au lieu de se soulever contre

les Français ou de s'enfuir, s'empressent de leur vendre des vivres, et s'étonnent de les voir payer par ces vainqueurs désintéressés.

Tout le monde s'attendait à une lutte sérieuse dans les défilés du Guadarrama, avant-postes de Madrid; au lieu de se battre, l'Abisbal se met à négocier; mais un manifeste imprudent, où il se prononce contre la Constitution et les Cortès, et invite ses soldats à embrasser la cause qu'ils voulaient combattre, soulève d'indignation son armée, qui le force à s'enfuir, et à chercher, au péril de sa vie, un asile en France. L'armée, privée de son chef, se désorganise; Madrid, resté sans défense, capitule avant d'être attaqué, et les Français protègent les biens et la vie des habitants contre les bandes apostoliques, qui se préparaient au pillage. Le Duc fait dans la ville une entrée triomphante, au milieu des cris de joie des réactionnaires, qui appartiennent tous aux classes élevées, tandis que les classes moyennes et le peuple protestent par leur absence. Sur l'invitation du Duc, qui déclare vouloir laisser aux Espagnols le soin de choisir leur gouvernement, les Conseils réunis nomment une Régence, composée des partisans les plus fougueux du droit divin : les ducs de l'Infantado et de Montemar, l'évêque d'Osma et le baron d'Eroles. C'en est fait, l'Espagne est vouée pour dix ans aux proscriptions et aux supplices !

Le premier acte de la Régence est de déclarer nuls tous les décrets du gouvernement et des Cortès, depuis le 7 mars 1820. La vente des biens nationaux est révoquée, la dîme est rétablie, et avec elle tous les abus, tous les droits ecclésiastiques ou seigneuriaux. La situation était étrange et neuve, et la France, même sous sa Restauration, n'avait rien vu de pareil : une moitié

du pays, la plus arriérée, la plus ennemie de tout progrès, déclarait l'autre suspecte et déchue de tous ses droits.

La Régence nouvelle trônait à Madrid, et les Cortès à Séville; les armées espagnoles évitaient avec soin tout engagement, persuadées sans doute que la liberté triompherait sans combat, par la seule justice de sa cause. Les Cortès perdaient leur temps en vaines démonstrations, et offraient à tout le monde des portefeuilles que personne n'osait accepter. En attendant, deux colonnes françaises marchaient sur Séville par deux routes différentes; l'assemblée, craignant pour sa sûreté, finit par se transporter à Cadix, dernier asile de la liberté, avec le Roi, qui lui servait d'otage. Séville, à peine délivrée des Cortès, se hâta de reconnaître la Régence, aux cris de : « Vive la Religion! vive le Roi absolu! » On voit par ce seul fait combien, avec un peuple aussi mobile, on a de peine à démêler de quel côté penchait la masse de la nation. Pour fêter le triomphe de l'absolutisme, le peuple, déchaîné, aurait pillé la ville sans l'explosion d'un magasin à poudre, qui coûta la vie à quelques centaines de personnes. Le peuple y vit un jugement de Dieu, et le calme se rétablit. On attendait les Français; mais, à leur place, on vit arriver une petite armée constitutionnelle commandée par Lopez Baños, qui, pour punir la ville de sa défection, leva sur elle une forte contribution de guerre, saisit l'or et l'argent des églises, puis s'achemina vers Cadix. L'armée française, sans avoir rencontré un ennemi, entra en triomphe dans Séville; de là, elle se dirigea sur Puerto Santa-Maria, et dans les derniers jours de juin elle commença le siège de Cadix.

Lopez Baños, avec son armée, était entré dans Cadix, et quatre autres corps se partageaient les provinces.

Ballesteros, de Saragosse, s'était replié sur Valence; mais Molitor, s'acharnant à le poursuivre, parvint à le joindre, et à lui tuer cinq cents hommes dans un premier engagement, et Ballesteros, qui n'attendait qu'un prétexte pour capituler, finit par reconnaître la Régence. Au nord, une autre colonne française s'emparait sans résistance de Léon et d'Oviedo, pendant que les libéraux et les apostoliques se disputaient la Galice. Morillo, abandonné par la moitié de ses troupes, reconnaissait à son tour la Régence. Quiroga seul, chargé de défendre la Corogne, rachetait par son énergie l'honneur des armes espagnoles; et lorsqu'enfin, le 31 août, après avoir épuisé tous les moyens de résistance, la ville capitula, Quiroga parvint à s'échapper avec son état-major.

Une seule province, la Catalogne, opposait aux Français une résistance sérieuse : là commandait l'intrépide Mina, à la tête de vingt mille des meilleurs soldats de l'Espagne, appuyés sur une population énergique, attachée, dans les villes du moins, à la cause de la liberté. En revanche, Moncey, son adversaire, avait pour lui les montagnes, dévouées à la cause de la Foi, que les soldats français s'étonnaient de servir. La lutte, très vive au début, perdit bientôt de sa vigueur quand on connut la prise de Madrid, puis celle de Séville, et les succès toujours croissants des armes françaises. La désertion se mit dans les rangs des soldats, las d'une lutte sans résultat. Mina, resserré dans Barcelone par un blocus toujours plus étroit, prolongea avec une héroïque obstination cette résistance sans espoir jusqu'à la fin de septembre, se refusant à passer sous le joug de la Régence tant que l'étendard de la Constitution flotterait encore dans Cadix.

Depuis juillet, le siège de cette ville avait commencé

par terre et par mer, mais on attendait le Duc pour entamer les opérations. Il arriva enfin le 16 août, avec trois mille hommes de renfort; son premier soin fut d'écrire au Roi, prisonnier de ses sujets, une lettre qui l'honore : il suppliait Ferdinand, quand l'armée française l'aurait délivré, d'accorder à ses sujets une amnistie, et de convoquer les Cortès dans la forme où elles siégeaient sous l'ancienne monarchie. On verra tout à l'heure la réponse de Ferdinand.

Riego, enfermé dans Cadix, animait la garnison de son indomptable résolution; mais, plus fait pour l'attaque que pour la défense, il s'échappe de Cadix pour aller soulever l'Espagne contre ses vainqueurs. Il réussit d'abord à s'emparer de Malaga, et entraîne à sa suite un corps de deux mille soldats. Il essaye ensuite de ramener Ballesteros, ou du moins son armée, à la cause qu'elle vient de trahir; mais il échoue dans son entreprise, et sa croisade libérale ne lui réussit pas mieux que celle de 1820. Après quelques engagements malheureux avec les Français, il se voit peu à peu abandonné par les siens et se trouve seul encore une fois, avec le sentiment d'un grand devoir accompli. Errant dans les montagnes, il est enfin arrêté, et, jeté dans un cachot, au milieu des insultes de ses ennemis exaltés par le succès, il y attend paisiblement le supplice qui ne tardera pas à venir.

Mais, en 1823 comme en 1808, le nœud de la situation c'était Cadix; il fallait donc s'en emparer à tout prix. Le premier effort des assaillants se porta sur le Trocadero, situé de l'autre côté de la rade, en face de la ville qu'il commande de ses feux. Les assiégés, sentant l'importance de cette position, n'avaient rien négligé pour la fortifier, et dix-sept cents soldats d'élite la

défendaient. Mais rien ne put résister à la furie française, et le fort fut emporté d'assaut le 21 août. Sa chute entraîna celle du fort de Santi-Petri, la clef de l'île de Léon, situé de l'autre côté de la rade. La ville, cernée de tous les côtés, ne pouvait plus songer à se défendre. La population, redoutant les souffrances d'un siège, ne parlait que de se rendre, et des cris de « Vive le Roi absolu! » se faisaient entendre jusque dans les rangs de l'armée. Enfin les Cortès, privées de tout moyen de résistance, se résignent à céder, en laissant Ferdinand libre de se rendre au quartier général français. Mais le peuple se soulève, en déclarant qu'il ne laissera pas partir le Roi sans une garantie donnée à la ville qu'elle ne sera pas maltraitée par le vainqueur. Ferdinand, toujours prêt à s'engager à tout, sauf à ne rien tenir, se hâte de signer un décret qui garantit amnistie complète à tous les défenseurs de la Constitution, conserve aux militaires leurs grades, et reconnaît tous les emprunts contractés par les Cortès.

Le 1er octobre 1823 est le jour marqué pour la délivrance de ce Roi, deux fois prisonnier, et deux fois délivré, d'abord par l'Angleterre, et ensuite par la France! A peine arrivé au quartier général français, son premier acte est de signer, le jour même de sa libération, le fameux décret de Puerto Santa-Maria qui, annulant toutes les promesses de la veille, ne reconnaît comme valables que les actes de la Régence de Madrid, et restaure avec une cynique franchise le règne de l'absolutisme. L'intervention française a atteint son but : l'Espagne rebelle est rendue aux douceurs de ce règne paternel. Docile aux instructions de Louis XVIII, le Duc insiste en vain pour obtenir au moins du Roi une promesse d'amnistie et de convocation des Cortès; Fer-

dinand ne connaît qu'une manière de régner, celle d'un Roi absolu; tout frein à sa puissance lui paraît une servitude pour le monarque, une révolte de la part des sujets !

A dater de ce jour néfaste, l'œuvre de la France est accomplie : elle a de nouveau doté l'Espagne du despotisme, elle n'a plus rien à y faire, et peut se retirer. Si la Péninsule tout entière n'est pas conquise, elle le sera bientôt, car toute résistance est devenue inutile. Pampelune, Saint-Sébastien ne tardent pas à se rendre; Badajoz tient bon jusqu'au 28 octobre, et Carthagène jusqu'au 5 novembre. Mais ce patriotisme attardé est devenu impuissant, il faut céder devant la nécessité, et Mina lui-même s'y résigne à la fin : il signe une capitulation, honorable pour les deux partis, qui livre aux Français toutes les places fortes qu'il occupe, mais qui garantit aux officiers le maintien de leurs grades, et aux habitants leur fortune et leur vie. Avec ses vainqueurs, l'Espagne n'a rien à craindre: l'ennemi pour elle, ce ne sont pas les Français, c'est son Roi bien-aimé !

Une ère nouvelle vient de s'ouvrir : Ferdinand voudrait effacer de l'histoire comme de son souvenir ces trois années de liberté pour le pays, de servitude pour lui ! Prisonnier dans son propre palais, courbé sous le joug le plus dur, celui de sujets qui commandent quand ils devraient obéir, il va enfin prendre sa revanche : les réactions, interrompues quelque temps, vont reprendre leur cours; mais, délivré de ses geôliers, il lui tarde maintenant de l'être de ses libérateurs; car les Français, après avoir jeté bas Constitution et Cortès, veulent les ressusciter sous un autre nom, et l'Espagne a-t-elle besoin de liberté quand elle a le bonheur de posséder son Roi '

Quant au rôle assigné à l'armée française dans cette seconde invasion de la Péninsule, il est plus triste encore que dans la première, car cette armée, dans son aveugle enthousiasme pour le chef illustre qui l'avait menée quinze ans à la victoire, ne croyait pas nuire à l'Espagne en lui donnant Napoléon pour protecteur et Joseph pour Roi ; mais, en la courbant de nouveau sous le joug de Ferdinand, le dernier caporal de l'armée sait quel est le sort que le Roi restauré réserve à ses sujets. Les six premières années du règne sont là pour nous dire à quelles sanglantes réactions ce noble pays va être livré. En remettant Ferdinand sur le trône, les Bourbons ont servi leur cause, mais la France a trahi la sienne : elle, naguère si jalouse de sa liberté, elle a forcé un peuple libre à reculer jusqu'au despotisme le plus abject, et à retourner en arrière vers les plus tristes pages de ses annales ! Aussi, de ses deux invasions, laquelle a laissé dans les cœurs espagnols les plus tristes souvenirs ? Nous le disons sans hésiter, c'est la dernière ! Celle de 1808 a fait matériellement plus de mal à l'Espagne, mais elle l'a retrempée moralement, et l'a fait rentrer dans la carrière des peuples libres ; celle de 1823 lui a fait un mal plus durable, car elle l'a condamnée, pour un demi-siècle encore, à marcher dans cette voie sanglante des réactions, de l'anarchie et de la guerre civile, dont elle commence à peine à sortir aujourd'hui.

LIVRE L

CHAPITRE III

L'ABSOLUTISME RESTAURÉ

1823

On voudrait pouvoir retrancher de l'histoire ces dix dernières années du règne de Ferdinand VII ; le dégoût vous saisit au cœur devant ces réactions sans fin et sans pitié, qu'on se lasse de raconter plus vite que Ferdinand ne s'est lassé de proscrire. Hâtons-nous donc d'achever le récit de ce règne odieux, et le livre se fermera sur la tombe du monarque, et sur la guerre civile qu'il va léguer à sa fille.

Pendant les premiers jours de sa seconde restauration, Ferdinand affecte de s'effacer devant la Régence, et voile sous cet abri ses implacables rancunes. Voici les principaux décrets rendus par la Régence, de concert avec lui : 1° Peine de mort contre tous les députés qui ont voté la déchéance provisoire du Roi et sa translation à Cadix ; 2° Tout fonctionnaire resté en exercice pendant les trois ans d'usurpation des Cortès est destitué de son emploi et banni de la capitale et des résidences royales ; 3° Tous les grades obtenus dans l'armée pendant la même

période sont annulés; tout milicien national, tout membre d'une société secrète est privé de sa solde et de toute pension ou emploi de l'État. Enfin une junte de purification est chargée de rechercher les coupables ; ses arrêts se rendent en l'absence des prévenus, et ils sont sans appel.

L'arrêt une fois prononcé, les volontaires royalistes se chargent de l'exécuter : à Saragosse, en quelques jours, quinze cents personnes sont jetées dans les cachots ; en Navarre, le Trappiste rend lui-même les sentences et assiste à leur exécution. La meute des volontaires, lâchée sur le pays, pille et rançonne les libéraux, et sème partout l'épouvante. Il n'y a plus d'ordre et de sécurité en Espagne que là où campent les Français. Embarrassés et honteux de leur rôle, ils cherchent à se le faire pardonner en protégeant ceux qu'on opprime, et en réprimant les violences. Le 8 août 1823, le célèbre décret d'Andujar, rendu par le Duc d'Angoulême, avait interdit aux autorités espagnoles toute arrestation, non autorisée par le commandant français du district, et tous les prisonniers, arbitrairement détenus, devaient être mis en liberté sur-le-champ. Mais la réaction, arrêtée tout court dans ses vengeances, éclata en protestations furibondes, et le Duc, effrayé de son courage, eut la faiblesse de céder, et d'annuler en l'interprétant la portée de son décret. Après ce lâche désaveu, tous ses efforts pour incliner vers la clémence le cœur du Roi demeurèrent sans effet. Ferdinand avait contre lui Louis XVIII, mais il savait que bientôt il aurait pour lui Charles X, et entre son père et son oncle, le Duc d'Angoulême n'eut jamais un avis qui lui appartînt en propre.

Le premier acte du Roi restauré, son don de joyeux avènement au pays, c'est la peine de mort décrétée con-

tre les trois Régents constitutionnels et contre Ballesteros, malgré la convention conclue avec lui. Le seul ministre du Roi, c'est son ancien confesseur, Victor Saez, prêtre fanatique, chargé par la réaction d'écarter de lui toute idée de clémence, si jamais elle avait pu entrer dans ce cœur fermé à tout sentiment humain. Quant au Duc d'Angoulême, las de sa fausse position, en face de toutes ces proscriptions qu'il semblait autoriser de sa présence, il finit par repartir pour la France, et laisser le Roi restauré savourer à son aise le plaisir de se venger.

Avant de rentrer à Madrid, le Roi voulut donner une leçon à la capitale qui l'avait trahie : cette leçon, ce fut le supplice de Riego! Mais hélas ! l'intrépide soldat, qui avait tant de fois bravé la mort sur les champs de bataille, faiblit devant le supplice, et signa, dit-on, une rétractation de tout son passé. Le champion de la liberté mourut aux cris de : « Vive le roi absolu ! » Quelques jours après, Ferdinand rentrait à Madrid en triomphe, salué par les cris de joie du parti apostolique. A peine installé dans son palais, son premier soin fut de mettre l'Espagne libérale en coupe réglée. Jusque-là, tout se faisait par des commissions militaires ; mais une junte secrète fut instituée, sous la présidence d'un inquisiteur, et chargée de désigner les victimes de la vengeance du monarque. Heureusement les plus illustres et les plus compromis, comme Arguellès, Galiano, Martinez, sachant le sort qui les attendait, avaient été chercher un asile à l'étranger !

Bientôt, grâce à ce tribunal occulte qui, sans contrôle et sans discussion, dressait arbitrairement la liste des proscrits, personne, sans être enrôlé dans la milice apostolique, ne put se croire assuré de garder sa vie ou

ses biens. Partout régnait la terreur : la délation, les vengeances privées s'abritaient derrière la vindicte publique. Bientôt les choses en vinrent au point que l'Europe s'en émut : la Sainte-Alliance elle-même jugea à propos d'intervenir. Un diplomate russe, Pozzo di Borgo, fut chargé d'inviter Ferdinand à ne pas compromettre ainsi l'œuvre de restauration accomplie par la France. Cette fois, il fallut céder : Victor Saez, l'âme de toutes ces persécutions, fut destitué, et un ministère presque modéré fut appelé aux affaires. Mais, une fois l'envoyé russe parti, Ferdinand oublia bientôt toutes ses promesses, et le 17 janvier 1824, il prit pour ministre de la justice un des chefs les plus fougueux de la réaction, le trop fameux Calomarde. Dès lors l'élément modéré ne siégea plus que de nom dans les Conseils de la couronne. On licencia les armées de Ballesteros et de Morillo, et les officiers furent renvoyés sans pension dans leurs foyers. Les volontaires royalistes composèrent presque à eux seuls toute l'armée, et suffirent à la police des échafauds. Les ministres, voyant la politique du cabinet passer par-dessus leurs têtes, voulurent essayer au moins de remettre un peu d'ordre dans les finances; mais le premier élément de la fortune d'une nation, c'est la confiance, et le jour où Ferdinand était remonté sur le trône, elle avait disparu pour ne plus revenir !

Et cependant, le croirait-on? Auprès des meneurs du parti, Ferdinand devint suspect à son tour d'incliner vers les idées de modération; aux yeux des *purs* de la réaction, un seul homme était à la hauteur de la situation, c'était l'infant don Carlos, l'héritier de la couronne, dans le cas où son frère mourrait sans enfants. Déjà la cour se pressait dans ses salons, et venait y adorer le soleil levant. Réveillé au sentiment de son danger, Fer-

dinand comprit enfin que, pour séparer sa cause de celle de son frère, ennemi d'autant plus dangereux qu'on ne pouvait pas se brouiller avec lui, il fallait entrer franchement dans les voies de la modération. C'est alors qu'il se décida, non sans regret, à céder aux instances de Louis XVIII, en accordant l'amnistie promise. Le décret, si longtemps attendu, parut enfin le 20 mai; mais hélas! les exceptions y étaient si nombreuses que personne ne pouvait se croire certain d'y être compris. Calomarde, d'ailleurs, l'avait gardé quinze jours en portefeuille pour avoir le temps de faire arrêter tous ceux qu'il voulait soustraire au pardon. Une prime d'encouragement fut donnée à la délation, et les membres des sociétés secrètes ne furent admis aux bienfaits de l'amnistie qu'en dénonçant leurs associés. Une tentative de révolte à Tarifa, bientôt noyée dans le sang, servit de prétexte à des rigueurs nouvelles; et cependant Ferdinand croyait de bonne foi faire de la modération, quand la mort de Louis XVIII vint enfin lui permettre de se livrer sans contrainte à cette soif de vengeance qui faisait le fond de sa triste nature.

Dès lors, le pouvoir appartient sans contrôle aux *apostoliques,* ou, si on l'aime mieux, aux *serviles.* Dans cette bascule perpétuelle dont se compose le règne de Ferdinand, nous allons voir pendant dix-huit mois la réaction régner sans partage dans les Conseils du monarque. Les commissions militaires, un instant suspendues, se remettent à l'œuvre : jeunes ou vieux, riches ou pauvres, personne n'est à l'abri des poursuites de cette inquisition laïque, aussi implacable que l'autre; les femmes même ne sont pas épargnées; il suffit qu'on ait gardé chez soi un exemplaire de la Constitution ou un portrait de Riego, et l'on est aussi coupable que si l'on

conspirait contre la vie du Roi ; un article de journal contre l'absolutisme est un crime de lèse-majesté ! La délation est publiquement encouragée. Une police invisible pénètre dans le secret des familles et y sème la méfiance et l'effroi. La mère doit, sous peine des galères, dénoncer son mari, et les enfants leur père. Un cri de : « Vive la Constitution ! » proféré par un homme ivre, est puni de la peine de mort !

De toutes les victimes de cette Terreur royaliste, la plus digne d'intérêt, c'est ce noble chef de *guerrillas*, Juan Martin, dit l'*Empecinado*. Après avoir vaillamment défendu contre les Français l'indépendance de son pays, il avait pris parti en 1814 pour la Constitution et les Cortès. Retiré depuis lors dans sa ville natale, il se flattait d'échapper à la vengeance de ses ennemis ; mais la réaction ne pardonne ni n'oublie, et dix ans plus tard, il est tout d'un coup jeté en prison comme coupable d'avoir *voulu* prendre les armes contre son Roi légitime. Mais ici laissons parler M. Hubbard, à qui nous empruntons cette page saisissante des annales de la réaction :

« Il vivait paisiblement retiré dans une petite propriété, au fond de la vieille Castille, quand il fut emprisonné par ordre d'un juge de la ville, animé contre lui d'une rancune toute personnelle. Le fanatisme de ses concitoyens une fois excité, l'ancien héros de l'indépendance se trouva transformé aux yeux de ses concitoyens en un vil hérétique. Le juge fit fabriquer une cage en fer, et tous les jours de marché, le malheureux était exposé aux outrages des paysans fanatiques qui venaient, tout en s'extasiant sur sa force herculéenne, l'accabler d'outrages, et le blesser avec leurs instruments de labour qu'ils introduisaient dans sa cage. On recule épouvanté devant tant d'horreurs, mais elles seules donnent une

juste idée du fanatisme des bandes apostoliques qui pesaient alors sur l'Espagne.

« Quand on eut assez joui de cet odieux spectacle, le juge se décida enfin à prononcer la sentence de mort, confirmée par le tribunal des Alcaldes. Le sort de la victime dépendait de Ferdinand ; la mère du condamné se jeta à ses pieds, mais en vain ; la France réclama aussi, mais tout fut inutile, et *el Empecinado* fut conduit au supplice. Il marchait, avec ce costume hideux inventé par l'inquisition, la robe noire, le grand bonnet, les chaînes de fer, monté sur un âne dont la marche trop lente accroît les angoisses des derniers moments, mais calme, résigné, lorsque soudain la vue de l'homme qui l'avait fait tant souffrir réveilla, dans l'âme de l'ancien *guerrillero*, le désir de vendre chèrement sa vie. D'un mouvement, il parvient à briser ses chaînes, et s'en faisant une massue, il se jette sur les volontaires qui avaient brigué l'honneur de le conduire à la potence. Tout le monde fuit devant lui, il va peut-être s'échapper, quand soudain le pied lui glisse, il tombe, et se trouve à la merci de ses ennemis. On l'attache, on se hâte de le conduire au pied du gibet, et comme il refuse de gravir l'escalier fatal, on le hisse avec une corde, sur l'ordre du juge, et son corps ainsi suspendu est lancé dans l'espace. » (*Histoire contemporaine de l'Espagne,* t. II, p. 299.)

Dans cette Espagne, si durement asservie au joug de la réaction, un dernier souvenir de ses antiques franchises vivait encore dans l'élection par le peuple des magistrats municipaux, pierre d'attente pour l'édifice à venir de la Constitution espagnole. Ce droit fut enlevé aux populations, et on ne leur laissa plus que celui de présenter des candidats ; le choix définitif fut conféré aux tribunaux qui, nommés eux-mêmes par le Roi, con-

fisquaient ainsi à son profit ce dernier vestige des vieilles libertés de la Péninsule.

Deux hommes dans le ministère avaient pris sur eux le fardeau de toutes les haines soulevées par un pareil régime : le premier était Calomarde, ministre de *grâce* et de *justice*, et le second Aymerich, ministre de la guerre, patron acharné des commissions militaires. Mais ce système de persécutions, qui semblait croître au lieu de diminuer avec le temps, finit par provoquer en Europe un tel soulèvement d'opinion contre le Tibère espagnol que, devant les avertissements, les menaces même des souverains étrangers et de Charles X, peu suspect pourtant de pencher du côté libéral, Ferdinand se vit forcé, bien à regret, de s'arrêter dans cette voie sanglante. Des deux ministres qui concentraient sur eux toutes les haines du pays, un seul fut sacrifié, et ce n'était pas le plus coupable ! Le 13 juin Aymerich fut destitué, et Calomarde resta ; or, avec ce sinistre conseiller, debout comme un mauvais génie à côté du trône, le Roi ne pouvait pas rentrer dans les voies de la clémence, contraire d'ailleurs à tous ses instincts.

Du reste, entouré comme il l'était d'implacables rancunes, pardonner pour lui n'eût pas été sans danger. Ainsi la destitution d'Aymerich, et le changement de système qu'elle annonçait, suffirent pour exaspérer les volontaires royalistes, qui levèrent à Brihuega l'étendard de la révolte ; mais l'armée, qui se voyait peu à peu supplantée par eux, n'hésita pas à faire son devoir. Ferdinand lui-même sentit la nécessité de réprimer une insurrection, d'autant plus dangereuse qu'elle se couvrait de son drapeau, et le comte d'Espagne, destiné plus tard à une si odieuse célébrité, fut chargé de soumetre les rebelles. Il n'y eut pas même de combat à livrer : Bes-

sières, leur chef, se sentant perdu, donna lui-même à ses soldats le signal de la dispersion, et chercha son salut dans la fuite; mais bientôt arrêté, il paya de sa vie sa folle entreprise.

La sédition une fois réprimée, l'ascendant semblait acquis enfin au parti modéré; mais avec Ferdinand, il suffit qu'un parti domine un jour pour qu'un coup de bascule ramène le triomphe du parti opposé. Les commissions militaires avaient été supprimées; Zea Bermudez, nommé ministre, était venu renforcer dans le cabinet l'élément modéré, quand, le 21 octobre, par un de ces coups de théâtre si chers à l'absolutisme, Zea Bermudez est remplacé par le duc del Infantado, l'un des vétérans de la réaction ; un nouveau Conseil d'État, composé des réactionnaires les plus fougueux, remplace la junte consultative supprimée. Les commissions militaires, un instant suspendues, reprennent leur activité ; l'armée rentre dans l'ombre, et les volontaires exercent de nouveau leur sanglante dictature. Une tentative de sédition libérale, près d'Alicante, est étouffée dans le sang, et le clergé, l'âme de toutes les réactions, règne et gouverne à la fois sous le nom du monarque.

L'histoire d'Espagne touche à sa fin, et nous n'avons pas à raconter ici celle de Portugal, ni la révolution qui mit sur le trône la fille de l'Empereur du Brésil, doña Maria de Gloria, et dota le Portugal d'une charte constitutionnelle, octroyée par don Pedro. Ferdinand, dans sa haine aveugle pour toute liberté, au dedans comme au dehors, n'hésite pas à prendre le parti de don Miguel, le représentant de l'absolutisme portugais, alors exilé à Vienne, et envoie sur la frontière vingt mille hommes, destinés à appuyer toute tentative de réaction. Mais l'habile homme d'État qui gouverne alors l'Angleterre,

Canning, comprend le rôle glorieux réservé à son pays s'il se fait, en face de la Sainte-Alliance, le défenseur de toutes les libertés de l'Europe, et une armée anglaise vient débarquer sous les murs de Lisbonne. Ferdinand, effrayé, implore l'appui de la France, mais Charles X reste sourd à son appel, et le Portugal, abandonné à lui-même, semble prêt à se rallier à la cause de sa jeune Reine.

Dans cet éternel jeu de bascule, qui est au fond le seul système politique de Ferdinand, tout en persécutant sans relâche les libéraux, il leur donne cependant un gage en se refusant, malgré les instances du clergé, à rétablir l'inquisition, en qui il voit une rivale bien plus qu'un instrument de règne. Mais à force de ménager tous les partis, on finit par les avoir tous contre soi. La réaction, poussée à bout, ose accuser Ferdinand de songer à rétablir la Constitution, et se prononce hautement en faveur de don Carlos. A Madrid, la garde royale rend à l'infant les honneurs réservés au monarque. Des bandes d'*agraviados* (mécontents) se forment dans les montagnes de la Catalogne, antique berceau de toutes les révoltes. Celle-ci, d'abord comprimée, éclate enfin, en août 1827, à Manresa, et y établit une junte de gouvernement. Toute la Catalogne se prononce pour ou contre, car personne n'ose plus rester neutre ; comme toujours, la montagne est aux carlistes, et les libéraux dominent dans les villes de la côte. L'appel de la réaction catalane trouve des échos en Aragon et en Castille, et des bandes commencent à se montrer à Valence.

Les moyens termes sont devenus impuissants ; il faut agir et sévir contre les rebelles, sauf à pactiser avec eux quand on aura réprimé leur audace. Ferdinand a bientôt pris son parti : toutes les troupes qu'il peut réu-

nir sont dirigées vers la Catalogne, et l'annonce de la prochaine arrivée du Roi suffit pour frapper les révoltés de terreur. En voyant l'Espagne entière s'armer contre elle, la rébellion se sent vaincue d'avance ; Manresa, sa capitale, se hâte d'ouvrir ses portes au comte d'Espagne. Mais ici, arrêtons-nous un instant pour étudier de plus près ce bourreau officiel, destiné à exercer sur cette noble province une action si funeste. Émigré français, ancien soldat de l'armée de Condé, le comte avait emporté de la France dans sa nouvelle patrie une haine aveugle et furieuse contre la Révolution. Sa carrière militaire dans la guerre de l'indépendance avait été brillante : il avait partagé avec Morillo la confiance de Wellington, peu habitué à trouver chez les généraux espagnols des hommes capables de le comprendre ou de le seconder. Forcé de quitter l'Espagne en 1820, pendant le triomphe de la Révolution, il y était rentré à la suite des Français, et sa victoire sur Bessières avait appelé sur lui les regards du pays et la faveur du monarque. Son humeur farouche, son caractère sombre et méfiant convenaient à son rôle : implacable dans ses haines, la clémence à ses yeux était toujours duperie ou trahison.

Sa victoire sur les rebelles catalans fut facile et peu disputée. Après s'être emparé de Manresa sans coup férir, il marche sur Vich, qui lui ouvre ses portes ; toutes les bandes insurgées se dispersent devant lui, les chefs se réfugient en France, et la rébellion est comprimée sans que, sur aucun point, une résistance sérieuse ait été même essayée. Mais le sang qui n'a pas coulé sur les champs de bataille coulera sur les échafauds ! C'est alors que Ferdinand et son digne ministre arrivent à point pour recueillir les fruits de la victoire qu'un autre a remportée pour eux. D'ordinaire, quand

un Roi se montre en pareil cas, c'est pour faire marcher la grâce après la répression, pour pardonner et non pas pour punir. Un autre motif, d'ailleurs, devait porter Ferdinand à la clémence : les coupables étaient des fanatiques de la royauté, qui la voulaient, comme lui, sans frein et sans limite, et n'avaient péché que par excès de zèle, en voulant se montrer plus royalistes que le Roi. Mais ici tout le monde est d'accord pour sévir, et le châtiment s'abat sans distinction sur tous les coupables. Un seul trouvera grâce, c'est le clergé qui, comme son chef suprême, ne peut pas faillir, la robe de sainteté dont il est vêtu couvre tous ses torts ; et pourtant, c'est lui qui est au fond de cette insurrection absolutiste, car un Roi qui pardonne aux libéraux n'est plus un Roi comme le comprend l'Église ! les supplices commencent donc pour ne plus s'arrêter de longtemps. Tout les factieux qu'on peut saisir sont fusillés sans forme de procès. Calomarde qui, parmi eux, a plus d'un complice, est bien aise de se débarrasser d'amis fâcheux qui pourraient le compromettre ; aussi la vindicte royale s'abat-elle sans distinction sur tous les rebelles, même sur ceux qui, croyant aux promesses de la royauté, se sont hâtés de faire leur soumission. On frappe d'abord les chefs, puis les soldats, puis tous ceux qui, sans combattre, ont pris part à l'insurrection en recrutant pour elle.

Pendant cette campagne sans batailles, où les soldats ont eu moins à faire que les bourreaux, Ferdinand s'est arrêté à Tarragone, sur le seuil de la province rebelle, pour laisser marcher sa justice devant lui ! Puis, quand les bourreaux ont fait leur office, quand la junte de Manresa a péri tout entière sur l'échafaud, il se décide enfin à venir avec son épouse s'établir à Barcelone. Le peuple, en voyant cette jeune Reine, avait cru voir le

pardon descendre du trône, et leur apparaître avec elle ! Mais cet espoir est trompé : la Reine, livrée aux pratiques d'une piété étroite, n'a aucun empire sur son époux, et ne compte pas à ses yeux. Mais avant de se fixer dans sa nouvelle résidence, Ferdinand veut en éloigner la garnison française, aussi embarrassée, aussi lasse de son rôle que l'Espagne l'est de sa présence. Charles X lui-même, malgré son penchant pour la réaction, ne demande pas mieux que de rappeler ses soldats, pour les dérober à toute complicité, même apparente, dans l'œuvre de réaction qui va s'accomplir. Les Français partent donc, heureux d'échapper à une position aussi fausse; mais ils se consolent en pensant que, du moins, tant qu'ils ont occupé la Catalogne, le sang n'y a pas coulé sur les échafauds !

Une fois établi à Barcelone, Ferdinand s'efforce de rallier à lui tous ses anciens partisans, même ceux qui ont pris les armes contre lui, puisqu'on ne peut pas les fusiller tous ! Tous ceux qui demandent du service sont enrôlés dans les volontaires royalistes, car bientôt il n'y aura plus d'autre armée. Barcelone, ville industrieuse, républicaine d'instinct, habituée à s'isoler de l'Espagne qui a toujours traité la Catalogne en province conquise, essaye pourtant de se rapprocher de son Roi. Des fêtes somptueuses lui sont offertes, mais rien ne peut apprivoiser cette nature sombre et farouche, et le divorce subsiste entre le prince et ses sujets. Après un séjour de quatre mois, où il s'est tenu constamment éloigné d'eux, il les quitte enfin, et le dernier présent qu'il leur laisse, c'est de nommer le comte d'Espagne capitaine général de la Catalogne. Ses pouvoirs sont ceux d'un monarque absolu : il a le droit de conférer ou d'ôter tout emploi, civil ou militaire, de pardonner ou de punir au gré de son

caprice, et d'annuler les sentences des commissions, soumises à son appel.

Mais pour organiser dans la Catalogne soumise une Terreur monarchique, il fallait un prétexte, et le comte le chercha dans une prétendue conspiration, provoquée par ses agents; car l'idéal d'un gouvernement pour lui, c'était de punir! La Catalogne, instruite par le malheur, résista aux provocations, et l'ordre ne fut pas troublé un instant. Mais, le prétexte une fois donné, il était aisé, même en l'absence de crime, de trouver des coupables. Dès lors la main de fer de l'implacable vice-Roi s'abattit sur le pays. Toutes les classes, tous les rangs furent atteints à la fois; c'était par centaines qu'on amenait les prisonniers dans les forteresses, et les cachots venant à manquer, on dut recourir aux couvents. Les haines privées, les délations vinrent encore grossir le nombre des victimes. De temps en temps, il fallait déverser sur l'échafaud le trop-plein des prisons, afin qu'elles pussent recevoir de nouveaux hôtes. Alors des exécutions sanglantes avaient lieu, et on laissait les cadavres mutilés pourrir sur le gibet, afin de produire sur les esprits une impression plus profonde.

Ferdinand avait quitté Barcelone, et son digne lieutenant régnait seul dans la ville muette et dépeuplée. On aurait eu peine à y trouver une famille qui n'eût à déplorer la mort ou la captivité d'un de ses membres. Heureux ceux qui avaient pu fuir et échapper aux bourreaux, fût-ce au prix de la confiscation et de la ruine! Cette Terreur systématique, qu'on peut comparer aux pires époques de la Révolution française, dura jusqu'à la fin du règne; le comte avait atteint son but: d'un bout de la Catalogne à l'autre, chacun l'exécrait, mais chacun tremblait devant lui!

Ferdinand, de son côté, après avoir quitté Barcelone, parcourut en vainqueur l'Aragon, la Navarre et la Biscaye, au milieu des transports de joie des volontaires royalistes qui, pour lui, représentaient seuls le pays. Il revint à Madrid en août, et l'année suivante mourut la reine Amélie, dont l'absence ne fut pas plus sentie dans le cœur de son époux que ne l'avait été sa présence. A peine avait-elle disparu que déjà ce monarque usé, goutteux, flétri par la débauche, songeait à se remarier, toujours dans l'espoir d'écarter du trône son frère bien-aimé. Le 24 septembre 1829, un décret royal vint apprendre à l'Espagne étonnée que son Roi allait épouser en quatrièmes noces sa nièce Marie-Christine, fille du Roi de Naples, et sœur de la duchesse de Berry ; jeune princesse douée à la fois des dons de l'esprit et du corps, et que ses parents vouèrent avec empressement à cet ignoble hymen. Au bout de cinq mois à peine de veuvage, Ferdinand contractait cette union nouvelle, et le 10 décembre, Christine faisait à Madrid son entrée solennelle, au milieu des transports de joie de ce peuple, toujours facile aux illusions, et qui se flattait qu'une Reine jeune, belle, intelligente, adoucirait un peu la sombre humeur de son époux.

Pendant que le comte d'Espagne règne à Barcelone, Calomarde règne à Madrid sous le nom de son maître, tout entier aux distractions de son nouvel hymen. Voué de cœur au parti de la réaction, ce ministre aspire à rétablir l'inquisition. Il permet à l'archevêque de Valence de créer dans cette ville une espèce de Saint-Office improvisé qui, pour son coup d'essai, brûle un malheureux maître d'école, suspect de déisme et d'hérésie. Il ressuscite les commissions militaires, sans cesse suspendues, sans cesse rétablies, sous ce règne persécuteur qui

ne peut pas se passer d'elles. Sans être un réactionnaire aussi ardent que le comte d'Espagne, il l'encourage dans ses rigueurs qui, en domptant une province rebelle, tiennent en respect toutes les autres. Le comte ne veut régner que par la terreur; le favori, sans la dédaigner, règne surtout par l'intrigue, et ménage l'opinion tout en essayant de la contenir. D'ailleurs le vent, dans la Péninsule, souffle à cette heure en faveur de la réaction : don Miguel, appelé par son père à exercer la Régence en Portugal au nom de sa mère, a proclamé l'absolutisme dans ce pays qui se réveillait à son tour aux idées de liberté, et Ferdinand s'est hâté de reconnaître le nouveau Régent, et de le soutenir dans cette voie.

En revanche, le parti libéral en France, sous Charles X, et malgré lui, se fortifie de jour en jour. Martignac vient de remplacer Villèle, et les élections de 1828 ont donné gain de cause aux partisans du progrès. Tandis que la Péninsule se débat dans les serres du parti rétrograde, Ferdinand va bientôt perdre dans la Restauration française son plus solide appui. En novembre 1829, la formation du ministère Polignac, tout en comblant de joie les hommes à courte vue qui peuvent croire au triomphe définitif de la réaction, vient, pour les esprits un peu clairvoyants, présager sa chute prochaine, et ouvrir à la France une voie où l'Espagne, pour son malheur, ne la suivra pas.

Parmi les ministres rejetés dans l'ombre par l'éclatante faveur de Calomarde, il s'en trouvait un qui, en se renfermant dans son domaine, et en s'abstenant de toucher à la politique, rendait à son pays des services réels; c'était le ministre des finances, don Luis Lopez Ballesteros, qu'il ne faut pas confondre avec le général de ce nom. Dans les finances comme dans les autres domaines,

tout en Espagne se traînait dans l'ornière du passé ; et cependant, sous un ministre peu novateur, mais habile et sensé, l'ordre et l'économie, inconnus avant lui en Espagne, avaient exercé sur les revenus publics leur heureuse influence. N'osant pas entrer franchement dans les voies des Cortès de 1810, sur qui pesait une sentence implacable de proscription, il leur emprunta du moins quelques-unes de leurs réformes, en les déguisant sous des noms nouveaux. La Régence ayant rétabli tous les vieux impôts supprimés par les Cortès, il parvint à suppléer à leur insuffisance par le sage emploi qu'il sut faire des minces ressources du Trésor. Quelques chiffres donneront l'idée de la détresse financière de l'Espagne : en 1824, toutes les rentrées perçues par l'État n'avaient pas même atteint 400 millions de réaux (un peu plus de 100 millions de francs). En voici le détail : impôts sur la consommation, 83 millions de réaux; octroi, 42 millions; sel, 43 millions; tabac, 41 millions; loterie, 11 millions; timbre, 12 millions, etc. Or, avec des ressources aussi bornées, il fallait faire face à un budget de dépenses de 514 millions de réaux, sur lesquels la guerre seule en réclamait 350, et la marine 38 seulement. A ces chiffres, il faut encore ajouter 177 millions consacrés chaque année à l'amortissement de la dette, et nous arrivons, en chiffres ronds, à 700 millions de réaux de dépenses annuelles, qu'il fallait solder avec 400 ! Cet état de choses devait se maintenir jusqu'à la mort du Roi, et, au bout des dix-neuf ans que dura ce règne, le déficit total devait s'élever à 1,500 millions de réaux (près de 400 millions de francs).

Pour faire face à cette pénurie, sans cesse croissante, la seule ressource, c'étaient les emprunts, et l'Espagne, sous Ferdinand, avait usé et abusé de cette ressource, au point

que tous les emprunts émis par elle sur la place de Paris s'élevaient au chiffre, monstrueux pour elle, de 1,842 millions de réaux (près de 461 millions de francs), sans parler d'une dette de 278 millions de réaux (69 millions de francs), contractée envers la France, et d'une de 60 millions de réaux envers l'Angleterre. En face d'un pareil budget, qui n'est pas celui d'une année seulement, mais du règne tout entier, on ne croit pas avoir affaire à une monarchie régulière, mais à un de ces États à demi barbares, comme la Turquie et l'Égypte, qui s'imaginent que les emprunts sont la voie la plus sûre pour se civiliser ; et l'on se dit que, décidément, le despotisme coûte plus cher aux peuples que la liberté.

Pour faire face à ces charges écrasantes, Ballesteros déploya dans sa difficile mission un ordre et une énergie qu'on ne saurait assez admirer. Il sut obtenir du Saint-Père le droit d'imposer au clergé un subside de 10 millions de réaux, qui n'avait que le tort d'être trop modique ; il força la Navarre et les provinces basques à supporter leur part des charges publiques, en dépit des *fueros* qui les en exemptaient. Ne pouvant acquitter la dette de l'État, il en servit du moins les intérêts avec une fidélité scrupuleuse, et établit pour la diminuer une caisse d'amortissement. Il se refusa à créer aucun emploi nouveau, tant qu'il y aurait à la charge du trésor une foule d'employés oisifs et à la demi-solde. Le commerce, l'industrie, encouragés par de sages décrets, commencèrent à renaître, et si la guerre civile n'était pas venue arrêter leur essor, l'Espagne pouvait encore voir se lever pour elle des jours meilleurs.

Nous sommes arrivés à l'époque, non pas la plus prospère, mais la moins troublée de ce déplorable règne. Sauf la Catalogne, rebelle mal domptée qu'il faut con-

tenir par la terreur, un calme, un bien-être relatifs règnent dans le reste de la Péninsule. Tous les proscrits échappés à l'échafaud ou à la prison sont à l'étranger ; sous l'habile régime financier de Ballesteros, la prospérité nationale ne demande qu'à reprendre son essor. Mais, si isolée que soit l'Espagne du mouvement européen, elle touche au continent par la France, et tout ce qui se passe dans ce pays, le plus agité de l'Europe, produit sur elle un contre-coup forcé. Or la Révolution de Juillet vient d'ouvrir à la France une ère nouvelle, et cette grande secousse se fait sentir aussitôt dans la Péninsule. Les destinées des deux peuples, si souvent unies depuis Philippe V, se séparent brusquement, et la France, à dater de ce jour, va désavouer son œuvre de 1823, comme contraire à son nouveau régime, la liberté représentative.

A la nouvelle de ce grave événement, Ferdinand se sent atteint dans le principe même de son gouvernement ; il se voit déjà désavoué par la France, son plus ferme soutien, et, dans l'expulsion des Bourbons, il croit pressentir la sienne. Aussi son premier mouvement est-il de ne pas reconnaître la royauté de Juillet, et de protester à la face de l'Europe en faveur de ces Bourbons proscrits, auxquels l'unissent des liens si étroits. Mais en voyant la dynastie nouvelle, fille d'une révolution et héritière des principes de l'autre, reconnue successivement par toutes les monarchies du continent, Ferdinand change prudemment d'avis, et renonce à sa croisade, qu'il faudrait accomplir à lui seul. Son intérêt d'ailleurs lui en fait une loi : la France et l'Angleterre, depuis le triomphe de la réaction, sont peuplées de réfugiés espagnols, puissants, non par le nombre seulement, mais par le talent et le caractère, car c'est l'élite de ses enfants

que l'Espagne a rejetée hors de son sein. Or, ces *émigrés* nouveaux voient dans la victoire des libéraux en France le triomphe à venir de leur cause dans la Péninsule. Partout, à Naples, en France, en Espagne, les Bourbons ont fait leur temps, et leur système de gouvernement doit finir avec eux : la liberté ne peut pas s'établir en France sans franchir les Pyrénées. Déjà une expédition pour l'Andalousie s'organise en Angleterre ; une *junte pour le soulèvement de l'Espagne* est instituée à Bayonne. Les fonds ne manquent ni dans un pays ni dans l'autre, la cause libérale a ses banquiers comme la cause rétrograde. Mina, toujours prêt à tirer l'épée pour la Révolution, accourt à Paris, où Laffitte l'encourage dans son dessein, ainsi que Lafayette, ce vétéran de la liberté qui, après avoir aidé à la fonder en Amérique, espère encore, avant de mourir, la voir triompher en Espagne comme en France.

Mais Louis-Philippe qui, au début, avait encouragé cette propagande armée de son principe, se voyant reconnu par tous les gouvernements, s'effraye à son tour de la peur qu'il a faite à l'Europe, et veut lui donner des gages qui la rassurent. Aussi les promesses de secours aux libéraux espagnols sont-elles bientôt désavouées ; Louis-Philippe a pris goût à son métier de monarque ; il s'aperçoit bientôt que, s'il lui fallait choisir entre les peuples et les Rois, ce serait plutôt vers ces derniers qu'il pencherait, et l'émigration espagnole est abandonnée à elle-même. Ferdinand, qui voit le moment favorable, se décide à renvoyer à Paris un ambassadeur tout prêt à reconnaître le Roi populaire, si celui-ci s'engage à ne soutenir aucune entreprise destinée à porter la Révolution en Espagne. Louis-Philippe se hâte d'accepter le marché : les émigrés, loin d'être

soutenus, sont éloignés de la frontière ; Ferdinand, de son côté, dirige vers les Pyrénées tout ce qu'il possède de troupes, et décrète la peine de mort contre quiconque prêtera appui aux rebelles.

En effet, les libéraux espagnols, surexcités par l'exemple de la France, veulent aussi avoir leur Révolution de Juillet : malgré toute la surveillance du gouvernement français, quelques mouvements sont tentés sur divers points de la frontière, en Aragon et en Catalogne, avec le décousu et l'indiscipline habituels à l'Espagne ; mais ils échouent l'un après l'autre, et fournissent aux bourreaux une nouvelle pâture. Mina, qui s'est mis à la tête d'une de ces bandes, échappe à grand'peine au supplice qui l'attend, et parvient à se réfugier en France, où il est interné sur-le-champ. La Révolution, après avoir échoué au nord, veut essayer ses chances dans le midi : un mouvement essayé à Cadix réussit au début, mais finit par avorter ; la population, lasse de ses longues souffrances, ne veut pas déchaîner encore une fois sur elle le fléau de la guerre civile. Ailleurs, c'est la police qui provoque ou invente des conspirations, pour attirer dans le piège de nouvelles victimes. Ainsi le général Torrijos, trompé par de faux rapports, vient tenter un soulèvement à Malaga ; il est pris et fusillé avec cinquante-deux de ses compagnons d'infortune. La main de fer des bourreaux s'abat sur l'Espagne, plus lourde que jamais : une jeune femme, de noble race, douée de tous les dons du cœur et de l'esprit, est étranglée pour avoir brodé un drapeau à l'insurrection, et son héroïque souvenir vit encore, à l'état de légende, dans les chants populaires de l'Andalousie. Mais la persécution, loin de déraciner dans les âmes l'amour de la liberté, ne fait que la rendre plus chère aux géné-

rations nouvelles. Comme en France, sous la Restauration, la jeunesse se voue tout entière à cette religion politique qui, loin d'exclure l'autre, a besoin de s'appuyer sur elle, et de lui emprunter ces garanties de durée qui ont toujours manqué à la France.

Nous pourrions encore citer plus d'une page touchante de ce martyrologe de la liberté espagnole ; mais il faut nous hâter vers la fin de ce règne rebutant, dont trois mortelles années nous séparent encore. La santé de Ferdinand s'altérait de plus en plus : tout annonçait une mort prochaine, et la question de la succession au trône se posait dans tous les esprits. S'il est une loi respectée de tous, une tradition vivante et sainte dans la Péninsule, c'est celle du droit qu'ont les femmes de succéder à la couronne. Là elles ont pour elles à la fois le fait et le droit, et le grand nom d'Isabelle *la Catholique,* avec son double prestige de gloire et de sainteté, y a rendu le règne des femmes à jamais populaire. Or Marie-Christine n'était ni une Isabelle, ni une sainte ; mais, auprès de ce peuple facile à l'enthousiasme, cette Reine, jeune, belle, dévouée à son mari mourant, à sa fille au berceau, avait aussi son prestige ; l'ancienne popularité de Ferdinand, à peu près évanouie, avait passé à son épouse. Philippe V, s'inspirant des principes de la France, avait osé le premier porter la main sur cette tradition séculaire de l'hérédité des femmes ; son célèbre décret du 10 mai 1713, transformé par les Cortès en loi fondamentale du royaume, sans reproduire complètement la *loi Salique*, qui répugnait aux instincts du pays, avait décidé que les femmes ne pourraient plus succéder qu'à défaut d'héritiers mâles, non seulement dans la ligne directe, mais dans les branches collatérales.

Cet ordre de choses nouveau, subi plutôt qu'accepté

par le pays, avait duré jusqu'en 1789, où, comme nous l'avons vu (tome XIII, p. 229), Charles IV avait encore une fois changé la loi de succession au trône. Les Cortès, convoquées le 23 septembre, avaient voté à l'unanimité, à la grande joie du pays, l'abolition de la *loi Salique,* et les Cortès de 1812 s'empressèrent de confirmer cet acte, profondément populaire. Par égard pour la France, Charles IV s'était abstenu de le faire promulguer; mais quand on annonça la grossesse de la Reine, Ferdinand voyant dans son frère un prétendant tout prêt à faire valoir ses droits au trône, dans le cas où Christine accoucherait d'une fille, se décida, sur les instances de son épouse, à faire promulguer, le 29 mars 1830, cette loi qui avait déjà près d'un demi-siècle de date, sans être reconnue comme loi fondamentale du royaume. Le parti apostolique, atteint au cœur, protesta hautement, en alléguant que don Carlos, né un an avant la Pragmatique-Sanction de 1789, ne pouvait être en aucun cas dépouillé de son droit à la couronne, qui lui appartenait depuis le jour de sa naissance, à défaut d'héritiers mâles de son frère. Mais Christine avait pour elle la volonté du Roi et le vœu du pays, deux fois exprimé par ses Cortès. Calomarde lui-même, quelque dévoué qu'il fût au part apostolique, fut obligé de signer le décret. Ferdinand, croyant sa fin plus prochaine qu'elle n'était, nomma le 12 juin Christine tutrice de ses enfants et Régente du royaume, jusqu'à ce que l'aîné eût atteint l'âge de dix-huit ans. Un Conseil de Régence fut institué pour l'assister dans ses fonctions, et administrer le royaume en cas de décès de la Reine. Plusieurs membres de ce Conseil appartenaient au parti modéré, sur qui le Roi sentait enfin le besoin de s'appuyer, contre les prétentions toujours plus hautaines de son frère et du parti carliste.

La naissance, impatiemment attendue, d'une fille, Marie-Isabelle, le 18 octobre 1830, vint justifier ces précautions. Le parti de la réaction, les yeux sur son chef, n'attendait qu'un signal de lui pour protester contre le titre de Princesse des Asturies donné à l'enfant qui venait de naître ; mais don Carlos, tout en maintenant son droit de succession, se montra décidé à ne contrarier en rien la volonté de son frère, aussi longtemps du moins qu'il vivrait, tandis que sa femme et sa sœur s'unissaient à ses partisans les plus fougueux pour revendiquer hautement ses droits foulés aux pieds. Ainsi la famille royale était scindée en deux comme l'Espagne, et dans la cour, mais non dans le pays, le parti apostolique était le plus puissant. Christine, de son côté, résolue à défendre obstinément les droits de sa fille, n'épargnait rien pour rendre sa cause populaire, et envoyait à l'armée des étendards brodés de ses mains. Mais pour asseoir cette popularité sur des bases solides, il aurait fallu donner des gages au parti libéral, qui attendait qu'elle vînt à lui, et avec Ferdinand, la chose était impossible ; pour se prononcer, il fallait attendre sa mort, et alors, ne serait-il pas trop tard ?

Ainsi s'écoula une année entière, sans autre événement que la naissance d'une seconde fille qui vint confirmer les droits de la succession féminine. Avec la santé du monarque déclinaient ses facultés intellectuelles, quoiqu'il ne fût âgé en 1831 que de quarante-sept ans, et ce déclin, toujours plus rapide, augmentait l'empire du premier ministre. Louvoyant habilement entre les deux partis, le favori ménageait à la fois le présent et l'avenir, Christine et don Carlos ; mais au fond de l'âme, il appartenait tout entier au parti rétrograde, qu'il parvint à renforcer dans le cabinet en y

faisant entrer le comte de la Alcudia. Ferdinand, à mesure qu'il approchait de sa fin, revenait de plus en plus à son penchant inné pour la réaction, et s'éloignait du parti modéré. Christine, épiant avec une anxiété toujours croissante les progrès du mal, n'osait pas s'éloigner du chevet de son époux, redoutant toujours de sa part quelque brusque revirement ou quelque manœuvre de ses ennemis. Effrayée du terrain que don Carlos gagnait à la cour, elle assiégeait de ses terreurs le Roi mourant, et le suppliait d'assurer son avenir et celui de sa fille. Le Roi y consentit, et d'accord avec Calomarde, il eut l'incroyable pensée de proposer à son frère de partager la Régence avec Christine, à condition qu'il reconnaîtrait les droits d'Isabelle à la couronne. Mais don Carlos, comprenant que c'était une abdication qu'on lui demandait, s'y refusa absolument. Une conspiration se trama pour arracher à Ferdinand l'annulation de la Pragmatique-Sanction. Christine, brisée par le découragement, et voyant tout le monde l'abandonner, finit par s'abandonner elle-même; elle laissa signer à son époux cet acte qui dépouillait sa fille de tous ses droits et vouait l'Espagne à toutes les réactions. Ferdinand signa, presque sans savoir ce qu'il faisait, et le parti apostolique finit ainsi par regagner cette partie perdue, et si disputée, qui se jouait à côté d'un lit de mort.

Tout ceci se passait à la Granja, résidence royale où les ministres et la cour avaient seuls accès, et où l'opinion du pays n'avait pas ses entrées; mais quand le bruit se répandit au dehors qu'un caprice du Roi moribond, ou un désaveu arraché à sa faiblesse, venaient d'annuler un acte solennel voté par les Cortès, le pays tout entier s'émut, et finit par se rappeler qu'il avait aussi des droits. Les Conseils, qu'il fallut pourtant con-

sulter, ainsi que les ministres demeurés à Madrid, se refusèrent à approuver un décret illégal, et insistèrent pour que du moins on en ajournât la publication jusqu'à la mort du monarque. Ferdinand, épuisé par ces dernières luttes, semblait toucher à sa fin; tout le monde, autour de lui, sentait le dénoûment approcher. Mais si le parti de don Carlos l'emportait à la cour, la capitale et le pays presque entier étaient pour Christine, qui avait contre elle en revanche le clergé, habitué à lutter partout contre le courant de l'opinion.

La rétractation du monarque avait gravement compromis la cause de la Reine; mais un incident imprévu vint la relever. La princesse Charlotte, femme de l'infant don François de Paule, toute dévouée à la cause de sa sœur Christine, mais plus résolue qu'elle, lui fait d'abord honte de sa faiblesse, et la réveille au sentiment de son droit. Puis elle mande devant sa sœur et devant elle l'auteur de toute cette trame, Calomarde, lui reproche en termes sanglants sa trahison, et va même, dit-on, jusqu'à lui donner un soufflet, que le ministre résigné accepte en répétant le proverbe : « Une main blanche ne déshonore pas. » Dans l'intervalle, Ferdinand est revenu à lui, et a retrouvé assez d'intelligence pour s'effrayer de ce qu'on lui a fait faire, et sentir qu'on a abusé de sa faiblesse. L'opinion, bannie d'ordinaire du palais, y est entrée cette fois avec l'énergique Charlotte : la capitale indignée est prête à se soulever en faveur de Christine et de sa fille, innocente victime de toutes ces intrigues qui s'agitent autour de son berceau. Ferdinand lui-même, qui sent la mort se reculer de lui pour quelque temps encore, s'informe si, à la nouvelle de sa fin prochaine, l'Espagne a pris les armes pour don Carlos; et en apprenant qu'il n'en est rien, il se sent ramené du

côté de Christine. Le 1er décembre, il se décide enfin à exclure de l'administration tous les partisans de son frère. Calomarde, qui s'est senti perdu depuis le jour où cette main blanche s'est abattue sur lui, est la première victime sacrifiée; il est remplacé par Zea Bermudez, l'un des chefs du parti modéré. La Alcudia est aussi congédié, ainsi que Ballesteros, malgré ses loyaux services, et les carlistes consternés, voyant le pouvoir leur échapper, s'apprêtent à le ressaisir à l'aide de la guerre civile.

Retiré en Aragon, dans sa ville natale, Calomarde pouvait encore être dangereux; aussi l'ordre de l'arrêter fut-il bientôt donné, car dans ce pays, terre classique de l'arbitraire, un ministre disgracié est toujours présumé coupable. Mais, averti à temps, il put s'échapper et chercher un refuge à Toulouse, où il vécut jusqu'en 1842, honni et renié par les deux partis qui l'accusaient de les avoir trahis, et laissant après lui un nom justement flétri.

La plupart des capitaines généraux appartenaient à la réaction; on pouvait donc s'attendre à quelques soulèvements, dans le nord surtout, où le fanatisme du passé s'appuie sur des institutions plus vivaces et des caractères plus fortement trempés que ceux du midi. Le comte d'Espagne à Barcelone, O'Donnell en Castille essayent, en effet, de soulever l'armée, mais sans y réussir. L'Espagne a soif de concorde et de paix, et elle s'aperçoit enfin que la réaction ne les lui donnera jamais. Le règne d'une femme et la régence d'une autre ne font pas peur à la patrie de la grande Isabelle, et sauf dans les provinces du nord, où la cause de don Carlos se confond avec celle des *fueros*, toujours si populaires, l'Espagne penche du côté de Christine, et est prête à se lever pour défendre sa cause.

Vaincue à Madrid, la réaction triomphe à Lisbonne;

don Miguel, après avoir forcé sa nièce doña Maria, au nom de laquelle il exerce la régence, à se réfugier en Angleterre, travaille sourdement à miner le système constitutionnel et la Charte octroyée par don Pedro. Ferdinand s'est empressé de reconnaître l'usurpateur, et la diplomatie espagnole plaide dans toutes les cours la cause de don Miguel, qui est au fond celle de Ferdinand, car toutes les réactions sont partout solidaires. Poussé à bout par la résistance qu'il rencontre, don Miguel s'enfonce de plus en plus dans la voie des proscriptions, et s'aliène toutes les cours de l'Europe, mais surtout l'Angleterre, qui voit le Portugal échapper à sa tutelle. La France elle-même, qui a aussi ses griefs à faire valoir, malgré les penchants pacifiques de son Roi, finit par intervenir, sur mer cette fois. L'amiral Roussin, forçant l'entrée du Tage, le 11 juillet 1831, s'empare de la flotte portugaise, et contraint les ministres de l'usurpateur à venir, à bord du vaisseau amiral, faire droit aux justes réclamations de la France. Mais don Pedro, ayant abdiqué le trône du Brésil en faveur de son fils, n'aspire plus, avec son humeur chevaleresque, qu'à rendre à sa fille la couronne dont son oncle l'a dépouillée. Il se rend à Paris, où il est accueilli avec transport par les émigrés espagnols, qui sentent que les libertés de l'Espagne se confondent avec celles du Portugal. Mina s'empresse de lui offrir son épée; la cause de Christine se trouve ainsi associée à celle de doña Maria, et toute la Péninsule se prépare à passer sous ces deux sceptres féminins, en attendant qu'elle soit réunie sous un seul.

Nous n'avons pas à raconter ici les révolutions du Portugal; celles de l'Espagne nous suffisent. Disons seulement que don Pedro, débarqué le 7 juillet 1832, avec une petite armée, s'empare sans coup férir d'Oporto,

qui lui ouvre ses portes. Mais l'armée demeure fidèle à don Miguel, qui vient bientôt bloquer son frère dans Oporto. L'usurpateur avait compté sur le secours de l'armée espagnole, campée sur la frontière ; mais Ferdinand est obligé d'en rappeler une partie, pour soutenir la cause de Christine ; et le Portugal, comme l'Espagne, reste suspendu entre les deux partis qui se disputent son obéissance.

ZEA BERMUDEZ. — LE DESPOTISME ÉCLAIRÉ.

Rentrons maintenant en Espagne pour n'en plus sortir, et racontons à la hâte les derniers événements de ce règne, qui a débuté par les proscriptions, et que doit clore la guerre civile. Zea Bermudez s'est trompé comme son maître en croyant que, dans un pays partagé entre deux factions rivales, on peut les dominer toutes deux sans appartenir ni à l'une ni à l'autre. Au fond, le ministre comme le Roi sont des réactionnaires, mais leur système de gouvernement, leur devise politique, c'est de n'en point avoir, et de ne se donner jamais à un parti que pour se reprendre aussitôt, et faire mine d'incliner vers l'autre. Or ce système de bascule, surtout dans ces heures de crise où il faut déployer son drapeau, n'a qu'un seul résultat possible : a force de caresser et de tromper tous les partis, on finit par les avoir tous contre soi ! Ferdinand aurait dû comprendre que, en donnant la Régence à sa femme et le trône à sa fille, il faisait vers les libéraux un pas qui devait en entraîner d'autres. La Reine, mieux inspirée que lui, crut devoir inaugurer sa Régence par deux décrets, gages donnés à ce parti, le seul sur lequel elle pût s'appuyer pour tenir

tête à la réaction. Le premier contenait une amnistie, presque sans exceptions, et le pays qui soupirait après la paix et l'oubli, le salua d'un accueil enthousiaste. Le second ordonnait la réouverture des universités, fermées depuis 1830, la réaction n'ayant pas trouvé d'autre moyen d'empêcher la Révolution de Juillet de franchir les Pyrénées que de vouer l'Espagne à l'ignorance, persuadée qu'un peuple en sait toujours assez pourvu qu'il sache obéir! Ces deux décrets, inspiration personnelle de la jeune Reine, et désaveu éclatant du règne qui allait finir, lui gagnèrent tout d'abord le peuple, qui juge d'instinct tout ce qui s'adresse à son cœur. Dans les classes plus élevées, tout ce qui n'était pas voué au culte du passé se sentit gagné à la cause de cette jeune Reine qui, avec un courage au-dessus de son sexe et de son âge, osait ainsi protester, à côté du lit de mort de son époux, contre les proscriptions et l'obscurantisme, les deux grands ressorts du règne!

Un jour nouveau semblait se lever sur l'Espagne, une détente générale s'opérait dans les esprits. Déjà les émigrés, l'élite de la nation, voyaient les portes de la patrie se rouvrir devant eux. L'armée, lasse de ne plus venir qu'après les volontaires royalistes, n'avait qu'une voix pour acclamer Christine. L'évêque de Léon, un des réactionnaires les plus remuants, avait été banni du palais, et renvoyé dans son diocèse. Les capitaines généraux les plus compromis avaient été remplacés par des libéraux, sauf un seul, le plus détesté de tous, mais le plus tenace, le comte d'Espagne! La question, c'était de savoir s'il se soumettrait à l'arrêt qui allait le frapper. Et d'abord, dans le choix de son successeur, la Régente eut la main heureuse : elle choisit le vice-roi de Navarre, Llauder, qui exerçait sur l'armée une haute influence,

et en avait décidé une bonne partie à embrasser la cause de Christine. Llauder, après être venu s'entendre avec la Reine, partit sans bruit pour la Catalogne, où personne ne soupçonnait sa venue, et s'y fit reconnaître le 18 décembre 1832 comme capitaine général, avant que son rival eût pu songer même à lui résister. Le comte l'essaya pourtant; mais une tempête d'exécration se souleva contre lui, dans cette ville, dans cette province qui depuis six ans gémissaient sous son joug de fer; tout ce que put faire Llauder pour protéger sa vie, ce fut de le faire, en grand secret, embarquer pour Mayorque, d'où il put s'enfuir à l'étranger. La partie était gagnée, et l'habile et énergique représentant de Christine s'affermit encore dans sa position en désarmant partout les apostoliques, en supprimant les volontaires royalistes, et en les remplaçant par la milice nationale.

Devant cet ensemble de mesures, si sages et si fermes, qui assuraient à la Régente le pouvoir, et à sa fille le trône avant qu'il fût vacant, comment peindre la rage mêlée de peur du parti rétrograde, qui voyait le triomphe lui échapper au moment même où il avait cru le saisir? Chacun, dans ce parti, n'attendait qu'un signal du chef suprême pour prendre les armes, et déchaîner la guerre civile à côté du lit de mort du monarque; mais don Carlos, tout en lâchant la bride à son parti, crut devoir attendre, pour se mettre à sa tête, la mort de son frère. Une Régence secrète s'organisa pourtant, composée de l'évêque de Léon, de don José O'Donnell et du général des jésuites, sainte milice toujours prête au combat, et sa mission, ce fut de préparer un soulèvement général. Dans la Catalogne, personne n'osa bouger; mais à Santiago, au Ferrol, à Valence, il y eut des tentatives d'in-

surrection, heureusement comprimées. L'évêque de Léon, appuyé sur les volontaires, leva hautement l'étendard de la révolte ; mais tout avorta : les rebelles, bientôt dispersés, durent passer la frontière ; le grand courant de l'opinion, une fois prononcé, emportait tout dans son cours.

Mais du moment où le pays était d'un côté, Ferdinand devait se mettre de l'autre. Effrayé des progrès de la cause libérale, tremblant lui-même devant le succès de son œuvre, au lieu de la consolider, il ne songea plus qu'à la détruire : les deux décrets rendus, de son aveu, par la Régente, furent atténués par des explications qui en annulaient la portée. Les deux membres les plus libéraux du cabinet furent remplacés par deux des coryphées de la réaction ; enfin la signature royale fut retirée des mains de la Régente. Le premier ministre, devenu le maître de la situation et l'âme des Conseils du monarque, pendant un court éclair de santé et de vie qui fit mine de lui revenir, put enfin réaliser son idéal de gouvernement, *le despotisme* soi-disant *éclairé,* qui avait été celui de Calomarde et du Prince de la Paix, et qui sera toujours celui de tous les favoris. Ce système, auquel Zea Bermudez a attaché son nom, consistait à mettre toujours et en toutes choses la volonté du Prince au-dessus de la loi, son intérêt au-dessus de celui du pays. La loi suprême, c'était cette volonté devant laquelle tout le monde devait plier, les *carlistes* comme les *christinos,* et que nul n'avait le droit de contrarier ou même de dépasser, sous prétexte de la servir.

Mais pour parer sa servilité d'une couleur de bien public, le théoricien du *despotisme éclairé,* tout en défendant sous peine de mort de toucher à la religion et au pouvoir royal, ces deux arches saintes, permettait aux

sujets de réclamer des réformes, pourvu qu'elles émanassent du monarque et de sa libre volonté, pour tromper l'opinion, et lui faire croire qu'on songeait à la satisfaire. Zea Bermudez s'avisa de créer un ministère *del fomento* (du progrès), et, en attendant les réformes à venir, il y eut un ministre pour les exécuter. Mais le parti apostolique, qui ne voulait de réformes ni dans le présent ni dans l'avenir, et le parti libéral, qui réclamait avant tout la plus urgente, celle du principe même du gouvernement, ne se laissèrent pas prendre à ces dehors spécieux. Les uns voulaient le despotisme *pur*, et redoutaient de le voir éclairé, même du plus pâle reflet des libertés modernes; les autres ne voulaient à aucun prix de ce despotisme qui, au lieu de lumière, ne portait que des ténèbres avec lui. Ainsi Ferdinand, à ses derniers moments, se retrouvait, comme il avait vécu, seul dans sa prétendue toute-puissance, entre les deux grands partis qui se disputaient son héritage; et son ministre, isolé comme lui, cherchait en vain à abuser le pays par ce mirage de réformes qu'il faisait briller devant lui.

La position de don Carlos, entre les exigences de son parti et les méfiances trop fondées de son frère, était devenue intenable. Le Roi, fatigué des intrigues de la princesse de Beira, résolut de la renvoyer en Portugal. Mais malgré les protestations de tendresse des deux frères, don Carlos s'était aperçu que Ferdinand n'était pas dupe de sa feinte modération. Abhorré des libéraux, dénué de toute influence sur son propre parti, qui ne pouvait lui pardonner de s'être abstenu quand il fallait agir, il ne pouvait rien auprès du Roi, gardé à vue par Christine, qui assistait à tous les conseils. Un seul parti restait à prendre : c'était de s'éloigner : il demanda donc

et obtint de son frère, trop heureux d'être délivré de lui, la permission de partir pour Lisbonne avec la Princesse.

La contre-révolution allait succomber à Lisbonne, et n'avait guère plus de chances de triompher en Espagne. Les vingt mille émigrés, semés sur tout le continent, s'étaient empressés de rentrer dans leur patrie par la porte de l'amnistie. Le nom de Cortès, si longtemps proscrit, commençait à retentir de nouveau : chose étrange ! Ferdinand, leur mortel ennemi, les avait convoquées à Madrid pour leur faire reconnaître les droits de sa fille Isabelle. Bien entendu que, en agissant ainsi, il ne songeait nullement à céder au vœu de l'opinion ; ce n'était pas à l'avenir qu'il en appelait, mais au passé, pour revêtir de cette sanction, empruntée aux vieilles traditions de la monarchie, le décret royal qui attribuait la couronne à sa fille. A l'instar des vieux Parlements de la France, c'était aux Cortès qu'il appartenait de sanctionner la translation du pouvoir que lui seul, de sa propre autorité, transmettrait à Isabelle ; mais leur tâche devait finir là, et se borner à enregistrer ce dernier acte du bon plaisir royal.

Et cependant, malgré tous les efforts du monarque pour bien faire comprendre aux Cortès le rôle modeste qu'il leur assignait, ce nom, qui depuis dix ans n'avait pas été prononcé, produisit un effet magique ; le pays s'obstina à prendre au sérieux cette convocation, qui comblait le plus ardent de tous ses vœux. Des fêtes, dictées par l'enthousiasme populaire, jaillirent de tous côtés par un élan spontané des cœurs. Avec la représentation nationale sortie de son tombeau, la nation saluait l'avenir des deux Reines dont le double avènement lui apportait des libertés nouvelles, greffées sur

celles de l'antique monarchie ; et pourtant Ferdinand, en rendant son décret, n'avait eu qu'une pensée, celle d'empêcher les Cortès de se prendre au sérieux.

En effet, le 8 juin 1833, les Cortès, convoquées par ce même Roi qui ne pouvait prononcer leur nom sans les maudire, se réunirent à Madrid, au bruit des acclamations d'un peuple charmé, qui croyait voir tout son glorieux passé ressusciter devant lui ! Le serment d'obéissance à cette Reine au berceau fut prêté d'abord par les infants don Francisco et don Sébastien, dont le rôle est tellement effacé que leur nom se rencontre à peine dans cette histoire. Quant à don Carlos, son voyage en Portugal avait surtout pour but d'échapper à cette humiliante cérémonie ; mais Ferdinand n'était pas homme à l'en tenir quitte à si bon marché : une dépêche vint requérir du prince exilé la reconnaissance formelle des droits d'Isabelle. Le moment était venu de se prononcer, et don Carlos envoya à son frère la lettre suivante, que nous citons à cause même de son étrangeté, car jamais déclaration de guerre n'a été rédigée en termes aussi affectueux :

« Tu désires savoir si j'ai ou non l'intention de reconnaître ta fille. Que je souhaiterais pouvoir le faire ! Mais ma conscience et mon honneur ne me le permettent pas. J'ai des droits si légitimes à la couronne, en supposant que je te survive, et que tu ne laisses pas de postérité mâle, que je ne saurais me dispenser d'en tenir compte. Ces droits, Dieu me les a donnés, et Dieu seul peut me les enlever en t'accordant un enfant mâle, *ce que je voudrais autant et peut-être plus que toi-même.* En outre, je défends les droits de tous ceux qui sont appelés après moi... Adieu, très cher frère de mon cœur ; je suis toujours à toi, je t'aime toujours, tu es

toujours présent dans les prières de ton frère affectionné, Carlos. » A cette lettre était jointe une protestation en forme contre la succession d'Isabelle, « la conscience et l'honneur de l'infant ne lui permettant pas de reconnaître d'autres droits que les siens ».

Don Carlos a donc enfin jeté le masque, et le voilà posé en prétendant! Le parti apostolique a maintenant un chef qui l'avoue, en attendant l'heure de tirer l'épée pour se mettre à sa tête. La guerre est déclarée, et Ferdinand l'accepte en envoyant à son frère, avec défense de rentrer en Espagne, l'autorisation d'aller visiter les États pontificaux. Du reste, la réponse, sévère par le fond, était aussi affectueuse dans la forme que celle de l'infant; les deux frères, même en se combattant, n'oubliaient jamais qu'ils étaient frères! Mais don Carlos n'avait nulle envie de quitter le Portugal, d'où il pouvait suivre de près les événements, prêt à rentrer en Espagne aussitôt que la mort de son frère lui en ouvrirait le chemin. Il employa donc, pour éviter de partir, tous les faux-fuyants qu'il put imaginer, et Ferdinand, poussé à bout par les refus déguisés de son frère, finit par lui arracher, en prenant avec lui le ton d'un maître irrité, cette réponse qui avait au moins le mérite de la franchise: « Je ne veux pas sortir de la Péninsule, pour qu'en aucun temps on ne puisse m'accuser d'avoir fui de ce royaume comme un criminel qui se dérobe aux poursuites de la justice. » Ainsi finit cette correspondance bizarre, où, jusque dans cette lettre qui la termine, on trouve encore des protestations de tendresse fraternelle.

Mais la cause de la réaction, présage heureux! succombe en Portugal. Le 5 juillet, une flotte anglaise. envoyée au secours de don Pedro, défait près d'Oporto

la flotte portugaise, et, le 15 août, l'auteur de la Charte rentre triomphant dans Lisbonne, et y fait reconnaître pour Reine sa fille doña Maria. Mais le prétendant espagnol ne se laisse pas abattre par la défaite de son allié, et le feu de la révolte, attisé par lui, éclate bientôt sur plusieurs points : en Catalogne, la montagne s'insurge encore une fois contre la plaine, et les volontaires royalistes contre l'armée ; mais, grâce à l'énergie de Llauder, les rebelles sont défaits ou dispersés, et leur chef exécuté. En Navarre et en Biscaye, ces deux nids du fédéralisme, la sédition n'est pas plus heureuse, et la cause de Christine l'emporte sur celle des *fueros*. A Madrid, la garde royale, qui sent son règne prêt à finir avec celui de Ferdinand, essaye une prise d'armes impuissante; les rebelles sont renvoyés dans leurs foyers sans que le sang ait coulé. Avec la conscience de leur danger, les *Christinos* s'arment à leur tour, et se préparent pour la guerre civile, quand la mort de Ferdinand, si impatiemment attendue par les deux partis, vient enfin en donner le signal.

Le 28 septembre 1833, l'Espagne est délivrée de ce règne, le plus fatal, le plus odieux de tous ceux qui ont pesé sur elle, sans en excepter même celui de Philippe II. Jamais contrastes plus saisissants ne se sont rencontrés dans une même vie. Aucun monarque ne vécut plus populaire et plus aimé que Ferdinand VII, aucun n'est mort aussi peu regretté de ses sujets, aussi délaissé par tous les partis, tour à tour opprimés ou trahis par lui ! Sa mort même est aussi funeste à l'Espagne que l'a été sa vie, et le dernier présent qu'il lui laisse, c'est la guerre civile ! Les deux traits saillants de son caractère, c'est la bassesse et la fausseté; car il a flatté tout le monde, même Napoléon son geôlier, et il a trahi suc-

cessivement tous ceux qui se sont fiés à lui. La religion, qu'il n'a jamais prise au sérieux, n'est pour lui, comme pour les fils de Loyola, qu'un instrument de règne. Jamais Roi, replacé sur son trône par le dévoûment de ses sujets, n'a eu devant lui une tâche aussi belle, et ne l'a aussi tristement remplie. L'Espagne attendait de lui sa régénération, et c'est lui qui l'a plongée dans ce gouffre sans fond où depuis un demi-siècle elle se débat, et d'où elle commence à peine à sortir.

Quant à sa vie privée, elle est encore, s'il se peut, plus hideuse et plus rebutante que sa vie publique, et la plume de l'historien se salirait à descendre si bas ! Pour cet immonde débauché, incapable de comprendre une affection pure et désintéressée, le mariage n'est qu'un expédient politique : à tout prix il lui faut un fils ou une fille, à défaut de fils, pour perpétuer sa lignée, et lutter contre les prétentions de son frère. S'il confère la Régence à sa femme, ce n'est pas pour elle, mais pour faire de sa fille une Reine, et se continuer encore après sa mort dans ce sceptre tombé en quenouille !

Si l'on trouve notre jugement trop sévère, et le portrait trop peu flatté, qu'on lise les lignes suivantes qui terminent l'ouvrage de M. Hubbard : « Quant à la vie politique de Ferdinand, le conspirateur de l'Escurial, l'émeutier d'Aranjuez, qui détache la couronne du front de son père ; le souverain qui va ramper à Bayonne aux pieds de son ennemi, le captif de Valençay qui mendie des décorations à Napoléon, au moment où le peuple espagnol poursuit une guerre acharnée pour lui rendre sa couronne ; le monarque qui emprisonne tous les hommes d'État auxquels il doit d'être remonté sur son trône ; le parjure qui spontanément s'engage à être fidèle à la Constitution de 1812, et ne songe qu'à la

renverser, dès le lendemain du jour où il lui a prêté serment; le fauteur des désordres et de l'anarchie pendant les trois ans du régime constitutionnel, l'invocateur de la Sainte-Alliance et de l'intervention française, le promoteur du parti apostolique, qui, après l'avoir lancé en avant, l'abandonne en 1827 et 1828; enfin l'auteur de ces terribles proscriptions, auxquelles nous venons d'assister, n'est et ne peut être, aux yeux de tout historien, qu'un monstre digne de plus profond mépris. »

CONCLUSION

22 février 1879.

Après quarante-cinq ans d'un travail presque continu, Dieu nous a permis enfin d'arriver au terme de notre tâche, et nous l'arrêtons à la fin du règne de Ferdinand VII. L'historien ne se sent à l'aise que dans le passé, et le récit des faits contemporains gêne sa liberté. Nous laissons donc à d'autres le soin de raconter les deux tristes règnes qui suivent celui de Ferdinand, plus triste encore qu'eux. Quant à l'avenir, nous avons la ferme confiance que, avec la royauté représentative, une ère nouvelle va commencer pour l'Espagne.

Un grand problème s'agite en ce moment : l'avenir de l'Europe est-il à la Royauté ou à la République ? Nous l'ignorons; la solution du problème appartient à la France, habituée à faire, à ses risques et périls, toutes les expériences, et à marcher la première dans les voies nouvelles. Si la sagesse dont elle a fait preuve depuis quelques années ne se dément pas; si elle parvient à fonder une République viable, assise sur les lois, et qui ne soit tachée ni de sang ni de boue, comme ses deux aînées, elle aura fait, en faveur de ce noble et périlleux système de gouvernement le plus puissant de tous les plaidoyers, celui de l'exemple, et la République, une

fois fondée en France, pourra bien un jour passer sa frontière.

Mais l'Espagne est en dehors de l'Europe, par sa situation géographique d'abord, puis par sa nature de peuple ainsi que par son histoire. Quand d'autres nations du continent se laisseraient entraîner au courant républicain, l'Espagne, nous le croyons du moins, resterait fidèle aux traditions de son passé, c'est-à-dire à la monarchie constitutionnelle, plus vieille chez elle qu'on ne le pense d'ordinaire. Sans doute on y rencontre, surtout dans les provinces du nord, des instincts fédéralistes très prononcés, et Madrid n'exerce pas sur la Péninsule l'empire de Paris sur la France; mais c'est la Castille qui, après avoir joué le grand rôle dans l'expulsion des Maures, a conquis l'Espagne à l'unité; ce sont les deux grands règnes de Charles-Quint et de Philippe II qui, se succédant l'un à l'autre, ont dompté toutes les résistances, anéanti les libertés locales, fait des Cortès une parade de théâtre, et constitué l'Espagne telle que nous la voyons aujourd'hui. Or la Castille, c'est la monarchie incarnée, et à l'heure qu'il est, c'est Madrid, centre du gouvernement et de la vie nationale, qui, depuis trois siècles, donne une tête à ce corps qui n'eut jamais que des membres, et le plie à l'unité qui répugne à sa nature.

Le caractère du peuple espagnol, grâce aux éléments si divers dont s'est formée sa nationalité, est un composé de contrastes; nous ne rappellerons ici que les deux plus saillants : c'est d'abord le culte, le fanatisme de la royauté, uni à celui des libertés locales : deux penchants qui s'excluent l'un l'autre; puis, à côté du dévouement passionné au Roi, la soumission enfantine au prêtre, ces deux pouvoirs rivaux qui se disputent son obéissance.

Et maintenant, nous dirons en finissant à ce peuple que nous aimons, tout en étant parfois obligé de le blâmer : Entre ces deux influences opposées, il faut choisir ! Le pourvoir absolu a fait son temps chez vous, il a été heureusement remplacé par la monarchie constitutionnelle, à laquelle nous souhaitons longue vie (en Espagne du moins), ainsi qu'au monarque qui la représente. Les libertés locales se sont fondues dans une Constitution unitaire, égale pour tous, et où il n'y a ni privilégiés ni exclus. Or le despotisme clérical a fait son temps comme le despotisme monarchique, et doit être remplacé comme lui. Rome et le *Syllabus* ont déclaré la guerre à la société moderne; c'est à l'Espagne de décider maintenant si elle veut s'associer au mouvement qui emporte l'Europe vers des destinées nouvelles, ou se vouer à l'immobilité en s'enfonçant pour jamais dans l'ornière du passé; car tout peuple qui n'avance pas recule, et est condamné à faire en arrière chaque pas qu'il ne fait pas en avant.

Mais le peuple espagnol nous a répondu d'avance, et son choix est déjà fait : en s'habituant à vivre sous une Constitution libre, qui le protège à la fois contre les entraînements du pouvoir et contre ceux de la liberté, il a fait acte d'indépendance et de virilité; il a rompu avec le passé, et ne peut pas rester asservi d'un côté, après s'être affranchi de l'autre. Il a brisé le joug de la monarchie absolue, et corrigé l'abus sans renoncer au principe; restera-t-il soumis à l'absolutisme clérical, bien autrement dangereux, car les Rois meurent, et le clergé ne meurt pas?

En invitant l'Espagne à s'affranchir de ce joug sacré, qui pèse sur elle depuis tant de siècles, est-ce à dire que nous voulions la pousser vers l'incrédulité? A Dieu ne

plaise ! Le peuple espagnol est le peuple le plus religieux de l'Europe, et il veut le rester; car les peuples ne mentent pas à leur nature et la gardent à travers les siècles, comme à travers les phases les plus diverses de leur histoire. Qu'il conserve donc, comme son plus cher patrimoine, ce fond de piété native que nous ne voudrions pas lui voir perdre, car c'est cet instinct qui fait les grands peuples et les peuples libres. Mais qu'au lieu de recevoir sa consigne du prêtre, l'Espagne ne la reçoive plus que de Dieu et de sa conscience. Que l'œil du voyageur n'y soit plus blessé par le spectacle de ces processions semi-païennes, qui tiennent à la fois du théâtre et de l'église. Que ces couvents où va s'ensevelir, pour échapper à la sainte loi du travail, une portion si nombreuse de la population, cessent de sanctifier la paresse en la décorant du nom de « vie contemplative ». Que l'Espagne enfin, secouant sa longue torpeur, se souvienne que les peuples sont faits, comme les individus, non pas pour contempler, mais pour agir. Que l'Évangile et la liberté, habitués à marcher ensemble, soient les deux bases du nouvel ordre social et politique qu'elle s'apprête à construire. Enfin, l'adieu que nous lui laisserons en la quittant, le dernier vœu que nous formerons pour elle, c'est qu'elle marche d'un pas ferme vers son double avenir, et reste à jamais un peuple religieux, tout en devenant un peuple libre !

FIN DU QUATORZIÈME ET DERNIER VOLUME.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° I.

JANVIER 1878.

Au moment où la France pleure encore la perte du plus grand de ses citoyens, l'auteur de l'*Histoire d'Espagne* croirait manquer à un devoir sacré s'il ne payait pas sa dette de gratitude, de sympathie et de regrets à l'éminent historien de la Révolution, du Consulat et de l'Empire.

On comprendra mieux ce mot de *gratitude* quand on saura que, les livres nécessaires pour écrire une histoire d'Espagne ne se trouvant pas à Paris, M. Thiers, en 1837, voulut bien faire donner à l'auteur une mission dans la Péninsule, avec un crédit suffisant pour acheter les livres espagnols qui manquaient à la Bibliothèque nationale et à celle de l'Institut. C'est donc à la libéralité de l'État et à la bienveillance éclairée de M. Thiers, que l'auteur a dû les matériaux indispensables à cette œuvre. Cet hommage posthume est une dette qu'il acquitte avec bonheur envers l'illustre homme d'État que la France est fière d'appeler *son Historien national*.

N° II.

SOURCES POUR L'HISTOIRE DE LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE.

Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire.*
Lanfrey, *Histoire de Napoléon.*

Le général Foy, *Histoire de la guerre de la Péninsule.*

Napier, *Histoire de la guerre de la Péninsule,* traduit de l'anglais.

De Pradt, *Mémoires historiques sur la révolution d'Espagne.*

Correspondance de Napoléon.

Mémoires de Miot, comte de Melito.

Dépêches de Wellington (*Despatches*).

Révolution d'Espagne, Examen critique (Anonyme). Paris, 1820.

Calendrier de l'art militaire, par Phillip, traduit de l'anglais.

Correspondance du roi Joseph, manuscrit.

Mémoires du maréchal Jourdan, manuscrit.

Mémoires du maréchal Suchet, in-8°.

Hubbard, *Règne de Ferdinand VII,* 2 vol. in-8°.

LIVRES ESPAGNOLS

Toreno, *Hist. del Levantamiento, guerra y revolucion de Espana,* 5 volumes.

La Fuente, *Hist. de Espana,* 26 volumes.

Miraflorès, *Memorias.*

Diario de las Cortès.

Idea Sencilla, par don Juan Escoïquiz.

TABLE

DU QUATORZIÈME VOLUME

LIVRE XLVII.

LIVRE XLVIII.

LIVRE XLIX.

LIVRE L.

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

TOME PREMIER

TOME II

LIVRE III

LIVRE IV

LIVRE V

LIVRE VI

TOME III

LIVRE VI

LIVRE VII

LIVRE VIII

LIVRE IX

TOME IV

LIVRE X

LIVRE XI

LIVRE XII

LIVRE XIII

LIVRE XIV

TOME V

LIVRE XV

LIVRE XXI

TOME VII

LIVRE XXII

LIVRE XXIII

LIVRE XXIV

TOME VIII

LIVRE XXV

LIVRE XXVI

LIVRE XXVII

TOME IX

LIVRE XXVIII

LIVRE XXIX

LIVRE XXX

LIVRE XXXI

TOME X

LIVRE XXXII

LIVRE XXXIII

LIVRE XXXIV

LIVRE XXXV

LIVRE XXXVI

TOME XI

LIVRE XXXVII

LIVRE XXXVIII

LIVRE XXXIX

LIVRE XL

TOME XII

LIVRE XLI

LIVRE XLII

LIVRE XLIII

LIVRE XLIV

TOME XIII

LIVRE XLIV

LIVRE XLV

LIVRE XLVI

LIVRE XLVII

TOME XIV

LIVRE XLVII

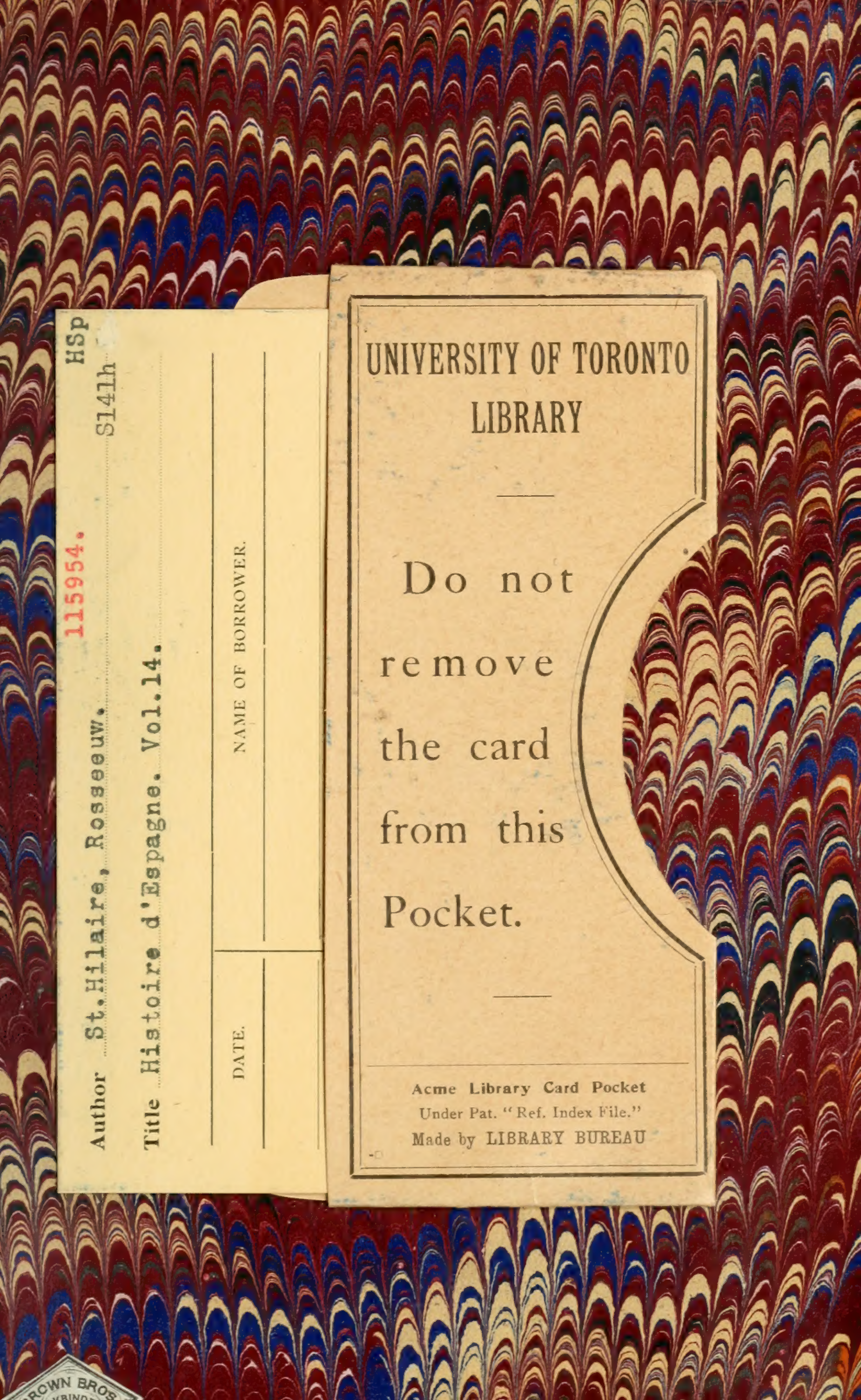
LIVRE XLVIII

LIVRE XLIX

LIVRE L

PARIS. — Impr. J. CLAYE. — A. QUANTIN et Cᵉ, rue Saint-Benoît — [110]




HSp
S141h
115954.
Author St.Hilaire, Rosseeuw.
Title Histoire d'Espagne. Vol.14.
DATE.
NAME OF BORROWER.
UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not
remove
the card
from this
Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

